

# Rapport sur le développement dans le monde 1981

Ajustement national et international

Annexe : Indicateurs du développement dans le monde



**Rapport  
sur le développement  
dans le monde  
1981**

**Banque mondiale  
Washington, D.C.  
Août 1981**

Copyright © 1981 Banque internationale  
pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale  
1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433, Etats-Unis d'Amérique  
Tous droits réservés  
ISBN 2-7178-0413-7  
ISSN 0271-1710

Distribué pour la Banque mondiale par  
Editions Economica  
49, rue Héricart  
75015 Paris, France

et

Le Diffuseur  
C.P. 85  
Boucherville, Quebec J4B 5E6, Canada

## Avant-propos

Le *Rapport sur le développement dans le monde 1981*, le quatrième à être publié depuis que la Banque mondiale présente chaque année une analyse des principaux aspects du développement, a pour thème central le contexte international du développement; il traite d'abord des tendances passées et des perspectives futures dans le domaine des échanges commerciaux, de l'énergie et des flux de capitaux, et de leurs effets sur les pays en développement; il examine ensuite les problèmes d'ajustement à l'échelon national.

Au cours des douze derniers mois, la conjoncture économique mondiale s'est détériorée: les pays en développement ont vu augmenter les prix de leurs importations, en particulier pour le pétrole, et diminuer leur pouvoir d'achat. La croissance de leurs exportations a été freinée par la récession persistante des pays industriels, le volume des capitaux disponibles à des conditions libérales a stagné, et des signes d'incertitude sont apparus sur les marchés financiers. Même si ce sont les projections relativement optimistes de l'Hypothèse haute qui se réalisent, l'écart de revenu entre pays riches et pays pauvres continuera de se creuser et, si l'Hypothèse basse prévaut, les victimes de la pauvreté absolue seront encore plus nombreuses.

Il ressort de l'analyse des échanges internationaux que les pays en développement à revenu intermédiaire ont relativement bien supporté les années 70, mais que les pays à faible revenu n'ont

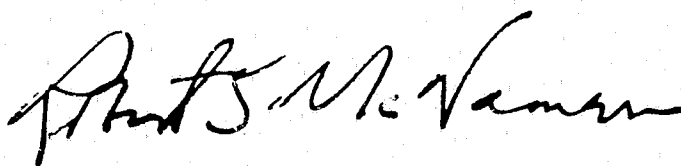
guère progressé. Sur le plan de l'énergie, le *Rapport* indique que la progression de la consommation mondiale enregistrée avant les hausses des prix du pétrole des années 70 était insoutenable; les pays ont déjà opéré certains des ajustements nécessaires, mais la plupart d'entre eux se heurteront encore à des difficultés. Quant aux flux de capitaux, il est probable que les besoins d'emprunt des pays à revenu intermédiaire seront couverts en grande partie par le système bancaire commercial, les institutions financières internationales fournissant un complément de ressources. Par contre, il ne semble pas que les pays à faible revenu puissent compter sur une aide suffisante.

Dans les derniers chapitres du *Rapport*, l'analyse passe d'une optique internationale à une optique nationale; y sont examinés les problèmes d'ajustement de divers groupes de pays en développement, leurs politiques actuelles et les leçons qui peuvent être tirées de leur expérience récente. Cette analyse du processus d'ajustement à l'échelon national est étayée par une dizaine d'études de cas.

Les conclusions de ce second volet du *Rapport* rejoignent celles du premier, à savoir que l'application de politiques tournées vers

l'extérieur a généralement aidé les pays à s'adapter aux chocs extérieurs. Face à l'ajustement, les pays à faible revenu ont des options et une marge de manoeuvre plus limitées et ils auront encore besoin d'une aide substantielle pendant les décennies à venir. Le *Rapport 1981* reprend également dans ce contexte nouveau la question du développement humain qui avait été le thème central du *Rapport 1980*. Dans ce domaine, les années d'ajustement sont lourdes de menaces, et les problèmes, s'ils ne sont pas résolus, risquent d'imposer des souffrances inutiles aux populations et auront également à plus longue échéance de graves conséquences sur le plan international.

Le présent *Rapport* est le fruit du travail d'un grand nombre de mes collaborateurs de la Banque mondiale. Les opinions qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles du Conseil des Administrateurs, ni des gouvernements que ceux-ci représentent. Comme les années précédentes, le *Rapport* comprend une annexe intitulée "Indicateurs du développement dans le monde" qui présente sous forme de tableaux des données économiques et sociales portant sur plus de cent pays.



Robert S. McNamara  
30 juin 1981



Le présent rapport a été établi par une équipe menée par Robert Cassen et composée de Michael Finger, Norman Hicks, Frederick Jaspersen, Robert Liebenthal, Pradeep Mitra, Rupert Pennant-Rea, Christine Wallich et Oktay Yenil. Le Département de l'analyse et des projections économiques a établi les données, les projections et les analyses qui ont servi de base au Chapitre 2, et il a également participé à la préparation de l'ensemble du rapport. Les auteurs ont aussi bénéficié de la collaboration étroite du Département des politiques et des programmes et du Centre de recherche sur le développement. Ils tiennent à leur exprimer ici leurs remerciements, ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué à la préparation et à la publication du présent rapport. Hollis Chenery a assuré la direction générale des travaux.

# Table des matières

Définitions	viii
<b>1 Introduction</b>	<b>1</b>
<b>2 La décennie en perspective</b>	<b>9</b>
Croissance pendant les années 70	9
Perspectives pour les années 80	11
Conséquences sur la pauvreté	19
Interdépendance	21
<b>3 Le commerce, facteur de croissance</b>	<b>23</b>
Le commerce pendant les années 70	23
Politique commerciale et accroissement du commerce extérieur des pays en développement	29
La politique des pays industriels	32
La coopération internationale	37
<b>4 Energie : une ère nouvelle</b>	<b>41</b>
La mutation énergétique	41
Problèmes particuliers aux combustibles traditionnels	46
Energie et croissance	49
Politique de l'énergie	50
<b>5 Financement extérieur de l'ajustement et de la croissance</b>	<b>57</b>
Financement extérieur pendant les années 70	58
Ajustement financier	61
Perspectives	63
<b>6 L'ajustement à l'échelon national</b>	<b>74</b>
<i>Pays en développement importateurs de pétrole</i>	74
Structures et politiques	74
Chocs extérieurs et mesures d'ajustement	76
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	78
Importateurs de pétrole à faible revenu	92
<i>La Chine : ajustement et réforme</i>	99
La nécessité d'une adaptation	99
Les années 80 : perspectives et options	100
<i>Pays exportateurs de pétrole</i>	103
Les exportateurs de pétrole à déficit de capitaux	103
Les exportateurs de pétrole à excédent de capitaux	106
Perspectives des pays exportateurs de pétrole	109
<i>Pays industriels à économie planifiée : la "stratégie de développement intensif"</i>	109
Une stratégie en mutation	110
Relations avec les pays en développement	112
<b>7 Le développement humain : une nécessité toujours aussi impérieuse</b>	<b>113</b>
Développement humain et ajustement	113
Alimentation et nutrition	118
Population	125
Rôle de l'assistance extérieure	128
<b>8 Vue d'ensemble</b>	<b>129</b>
Nature de l'interdépendance	129
Les pays en développement pendant les années 70 et 80	130
Ajustement global	133
Programme pour la croissance	137
Note technique	140
Note bibliographique	145
<b>Annexe : Indicateurs du développement dans le monde</b>	<b>151</b>

## Tableaux du texte

1.1	Croissance du PNB par habitant, par région, 1960-90	4
2.1	Croissance du PIB des pays industriels, 1970-90	12
2.2	Croissance quantitative des exportations de biens et de services non facteurs, 1970-90	13
2.3	Exportations de l'ensemble des pays en développement, 1970-90	13
2.4	Flux financiers nets, tous pays en développement, 1970-90	15
2.5	Indicateurs de performance—Pays en développement importateurs de pétrole, 1970-90	16
2.6	Croissance du PIB, par région, 1960-90	17
2.7	Taux de croissance du PIB, 1980-90	18
2.8	Coût des importations de combustibles, 1970-90	19
2.9	Sensibilité du PIB au renchérissement du pétrole, 1980-90	19
2.10	PNB par habitant, 1980-90	21
2.11	Production et commerce mondiaux, Hypothèse haute, 1970-90	22
2.12	Solde des transactions courantes, 1970-90	22
3.1	Composition et croissance du commerce mondial de marchandises, 1970-80	23
3.2	Pouvoir d'achat des exportations de l'ensemble des biens et des services non facteurs, 1970-80	25
3.3	Part des pays en développement dans la consommation apparente de produits manufacturés des pays industriels, 1970-78	28
3.4	Structure du commerce de marchandises, pays importateurs de pétrole à faible revenu et à revenu intermédiaire, 1970-80	30
3.5	Application du Système généralisé de préférences, 1976	35
3.6	Augmentation du volume des échanges de produits autres que les combustibles entre les pays en développement et les pays développés, 1960-80	37
3.7	Pouvoir d'achat des exportations des pays importateurs de pétrole à faible revenu, après déduction de leur facture pétrolière, 1970 et 1980	37
4.1	Production et consommation d'énergie primaire commerciale, par groupe de pays, 1970-90	42
4.2	Indice des prix réels de l'énergie à la consommation finale : principaux pays industriels à économie de marché, 1974-80	43
4.3	Elasticité de la demande d'énergie par rapport au revenu et aux prix à long terme	43
4.4	Consommation d'énergie commerciale, 1960-90	44
5.1	Déficit des transactions courantes des pays en développement importateurs de pétrole et sources de financement, 1970-80	57
5.2	Dette extérieure à moyen et à long terme décaissée et non remboursée, 1970-80	66
5.3	Importateurs de pétrole : financement des déficits des transactions courantes, 1970-90	72
6.1	Groupes des pays en développement	75
6.2	Effets des chocs extérieurs sur la balance des paiements et modes d'ajustement par groupes de pays en développement importateurs de pétrole, moyennes pour 1974-78	76
6.3	Variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation, dans certains pays en développement, niveau maximum pour 1956-70 et moyennes annuelles pour le milieu des années 1970	77
6.4	Caractéristiques économiques de quelques pays exportateurs de pétrole à déficit de capitaux	104
7.1	Dépenses publiques de santé et d'éducation dans quelques pays, 1977 ou 1978	114
7.2	Consommation de céréales par habitant, 1961-79	119

## Tableaux de la note technique

T.1	Exportation de produits primaires autres que les combustibles : variations du pouvoir d'achat et du volume des exportations, par catégorie de produits et par pays, 1970-80	141
T.2	Augmentation du pouvoir d'achat des exportations de produits manufacturés, par principaux groupes de pays, 1970-80	142
T.3	Effets des chocs extérieurs sur la balance des paiements et modes d'ajustement : Kenya	143

## Figures

1.1	Trente ans de progrès : revenu, santé, éducation, 1950-80	7
2.1	PIB, inflation et exportation, par groupe de pays, 1961-80	10
2.2	Exportations de marchandises des pays en développement, 1980 et 1990, Hypothèses haute et basse	12
2.3	PNB par habitant des pays en développement, 1970-90, Hypothèses haute et basse	20
2.4	Nombre de victimes de la pauvreté absolue, 1980 et 2000	21
3.1	Pouvoir d'achat des exportations des pays en développement importateurs de pétrole, 1965-80	24
3.2	Augmentations du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement, 1970-80	25
3.3	Exportations de produits primaires autres que combustibles des pays industriels et des pays en développement importateurs de pétrole, 1970-80	26
3.4	Exportations de produits manufacturés des pays industriels et des pays en développement importateurs de pétrole, 1970-80	28

3.5	Exportations des pays en développement vers les pays industriels, 1968-78	30
3.6	Demande des pays industriels pour les produits manufacturés, 1970-78	35
4.1	Prix du pétrole, 1950-80 et 1972-80	41
4.2	Consommation d'énergie primaire commerciale, 1960-90	42
4.3	Effets du revenu et des prix sur la consommation d'énergie des pays industriels, 1960-90	43
4.4	Effets du revenu et des prix sur la consommation d'énergie des pays en développement importateurs de pétrole, 1960-90	44
4.5	Accroissement de l'offre mondiale d'énergie	45
4.6	Consommation de combustibles traditionnels et non traditionnels des pays en développement	47
4.7	Coûts de production comparatifs	53
5.1	Déficit des transactions courantes des pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire, 1970-80	57
5.2	Sources et emplois des flux financiers, pays en développement importateurs de pétrole	58
5.3	Financement extérieur des pays en développement, 1970, 1975 et 1978	62
5.4	Balance globale des transactions courantes, 1972-80	62
5.5	Sources et répartition de l'aide	65
5.6	Encours de la dette des pays en développement, par catégorie de créancier, 1970 et 1980	66
6.1	Production pétrolière des exportateurs de pétrole à excédent de capitaux, 1968-79	107
7.1	Cours mondiaux des céréales, 1966-80	118
7.2	Production, consommation et échanges nets de céréales alimentaires par groupe de pays et pour certains pays, 1970 et 1980	119
7.3	Importations mondiales de céréales par groupe de pays, 1970 et 1980	120
7.4	Pays en développement : importations et aide alimentaires	120
7.5	Taux de natalité et de mortalité pour certains groupes de pays, 1950-95	126

#### Encadrés

Quelques autres facteurs : Sud-Nord et Sud-Sud	14
Flux de capitaux : glossaire	15
Conditions nécessaires à une accélération de la croissance	18
Comparaison des revenus réels à l'échelle internationale	20
La progressivité des droits de douane et le développement de l'industrie de transformation	27
Besoins d'investissement dans le secteur des minéraux	32
L'Arrangement multifibres	33
Importations d'acier—le mécanisme des prix de déclenchement	34
Protection de l'agriculture dans la CEE	38
Le prix de la protection	39
Des arbres pour tous : un effort collectif	48
Réserves et ressources	52
Ressources hydrauliques internationales	53
Prix intérieurs du pétrole	54
Comment augmenter l'efficacité énergétique de l'industrie	55
Gestion de la circulation : deux expériences	55
Envois de fonds des travailleurs	60
Dette à taux variable	61
Indicateurs de la dette	67
Allègement de la dette	69
Corée du Sud	78
Brésil	80
Thaïlande	83
Jamaïque	84
Gestion des gains exceptionnels	87
Philippines	88
Uruguay	90
Zambie	91
Inde	94
Tanzanie	96
Haute-Volta	98
Nigéria	105
Le prix de l'enseignement primaire	115
Le prix des soins de santé primaires	116
La pauvreté et le développement humain en Chine	117
Subventions alimentaires : trois cas	122
Les programmes de planning familial ont vraiment un impact	127
Mécanismes d'ajustement	138

# Définitions

La composition des principaux groupes de pays cités dans le présent *Rapport* et dans les Indicateurs du développement dans le monde est la suivante :

● *Pays en développement*, répartis entre : *pays à faible revenu* (Produit national brut (PNB) par habitant inférieur ou égal à 370 dollars en 1979) et *pays à revenu intermédiaire* (PNB par habitant supérieur à 370 dollars en 1979). Dans les Indicateurs du développement dans le monde, la Chine est incluse parmi les pays en développement à faible revenu, mais dans le *Rapport*, elle n'est comprise dans les pays désignés par les expressions "*pays en développement*" ou "*pays à faible revenu*" que s'il est précisé "*y compris la Chine*". Les pays en développement sont également répartis entre *exportateurs de pétrole* et *importateurs de pétrole*; la composition de ces deux catégories figure ci-dessous :

● *Exportateurs de pétrole* : Algérie, Angola, Bahreïn, Bolivie, Brunei, Congo, Egypte, Equateur, Gabon, Indonésie, Iran, Malaisie, Mexique, Nigéria, Oman, Pérou, Syrie, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Venezuela.

● *Importateurs de pétrole* : tous les pays en développement qui ne figurent pas dans la catégorie des exportateurs de pétrole.

● *Exportateurs de pétrole à excédent de capitaux* (non compris dans les *pays en développement*) : Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye et Qatar.

● *Pays industriels à économie de marché* : Pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dont la liste figure ci-après (à l'exception de l'Espagne, de la Grèce, du Portugal et de la Turquie qui sont classés parmi les pays en développement à revenu intermédiaire). Dans le corps du *Rapport*, ce groupe de pays est souvent désigné par l'expression *pays industriels*.

● *Pays industriels à économie planifiée* : Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Tchécoslovaquie et URSS. Ce groupe de pays développés européens est parfois désigné par l'expression *pays à économie planifiée*.

*Pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques* : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, et Turquie.

Membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, et Commission des communautés européennes.

*Pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)* : Algérie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Equateur, Gabon, Indonésie, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Nigéria, Qatar et Venezuela.

Les *termes économiques et démographiques* sont définis dans les Notes techniques des Indicateurs du développement dans le monde.

Les *taux de croissance* sont exprimés en valeur réelle, sauf indication contraire.

Le terme "*dollar*" désigne le dollar des Etats-Unis, sauf indication contraire.

Les *signes* suivants sont utilisés dans les tableaux :

.. Non connu

(.) Moins de la moitié de l'unité indiquée.

s.o. Sans objet.

# 1 Introduction

Les pressions extérieures que subissent les pays en développement ne semblent guère s'être atténuées au cours des 12 derniers mois. Le déficit global des transactions courantes des pays importateurs de pétrole, qui était de 26 milliards de dollars en 1978, a atteint 70 milliards de dollars en 1980 et pourrait augmenter encore cette année. La lenteur de la croissance des pays industriels freine leur demande d'importations en provenance des pays en développement. En outre, le prix du pétrole (produit qui représente maintenant quelque 25 % du coût des importations des pays en développement) a augmenté de plus de 80 % en valeur réelle entre 1978 et 1980.

Certes, un grand nombre des pays en développement les moins défavorisés ont pu accroître leurs exportations et emprunter largement aux conditions du marché, mais, pour la plupart des plus démunis, ces nouvelles difficultés surviennent à la fin d'une décennie de faible croissance, voire de stagnation. Certains pays d'Asie du Sud ont relativement bien supporté les années 70; par contre, la majorité des pays pauvres d'Asie et d'Afrique ont vu leur croissance se ralentir; ils n'ont guère participé à l'expansion des échanges mondiaux et n'ont bénéficié d'une aide accrue que pendant une courte période après le premier choc pétrolier.

Ces pays doivent maintenant faire face aux années 80, qui ont mal commencé pour eux, sans entrevoir aucun changement de leur situation en matière d'aide ou de commerce. Certes, leur gestion intérieure appelle de nombreuses améliorations, mais dussent-ils faire le maximum, ils ne peuvent escompter mieux qu'une lente progression si leurs efforts ne sont pas soutenus par une amélioration de la conjoncture internationale. Le clivage s'accroîtra encore entre pays riches et pays pauvres, alors que ces derniers, même abstraction faite de la Chine, rassemblent bien plus d'un milliard d'hommes. Tel est donc le problème des années 80 : comment les pays en développement pourront-ils maintenir ou accélérer leur croissance et, en particulier, comment les pays pauvres pourront-ils échapper à une situation de plus en plus désespérée?

Ce quatrième *Rapport sur le développement dans le monde* propose une analyse globale des problèmes économiques nationaux et internationaux et traite des principaux aspects du processus d'ajustement à l'échelon mondial, de ses répercussions sur l'économie des divers pays et des interactions entre ajustement mondial et national. Les principaux thèmes étudiés seront donc :

- les perspectives des pays en développement pour les années 80;

- l'évolution récente du commerce mondial, des marchés de l'énergie et des flux internationaux de capitaux; et

- les différents types d'ajustement, selon les pays, aux mutations de l'environnement international.

Ce n'est pas aller trop loin que de qualifier de mutation les changements survenus entre les années 60 et 70. Qu'il s'agisse du ralentissement de la croissance et de l'accélération de l'inflation dans les pays industriels, des fortes hausses du prix du pétrole, de l'effondrement du système de taux de change fixes, des modifications intervenues dans le rythme et la structure des échanges internationaux (la progression rapide des exportations de produits manufacturés contrastant fortement avec l'augmentation beaucoup plus lente des exportations de produits primaires), ou encore du gonflement des emprunts des pays en développement auprès de banques commerciales : bien peu de ces transformations étaient prévues il y a une douzaine d'années, voilà pourquoi il convient d'évaluer avec prudence les perspectives des années 80. Ainsi, ceux qui, à juste titre, s'attendent que les années 80 soient très difficiles pour beaucoup de pays en développement, peuvent se dire que les années 70 ont connu des bouleversements économiques au moins

aussi graves que tous ceux que l'on est fondé à redouter pour les dix prochaines années. L'économie mondiale a vu sa capacité de résistance aux chocs soumise à rude épreuve et n'a pas pleinement réussi à les surmonter. En effet, la croissance s'est ralentie et les faiblesses des mécanismes commerciaux et financiers se sont fait jour, mais certains pays du tiers monde se sont remarquablement bien tirés d'affaire.

L'analyse des années 70 exposée dans le présent *Rapport* est fondée sur les nombreuses études, notamment celles de la Banque mondiale, consacrées à l'évolution récente du développement. Il en ressort clairement que les politiques et les performances nationales et internationales sont liées les unes aux autres. Les pays en développement doivent s'adapter à la nouvelle conjoncture et si leur succès est étroitement subordonné à leur propre gestion économique, il dépend aussi des politiques intérieures et extérieures des pays industriels et des pays exportateurs de pétrole.

Une autre conclusion se dégage du *Rapport* : la nécessité d'apporter aux politiques économiques des changements *durables*. Au cours des deux dernières années, beaucoup de pays en développement ont financé une partie de l'accroissement de leurs factures d'importation en empruntant à court terme et en prélevant sur leurs réserves. Par définition, ces solutions ne sont que des palliatifs. Certes, les pays en développement devront emprunter davantage à l'avenir, auprès de sources tant privées que publiques, mais ils seront nombreux à devoir aussi prendre de nouvelles mesures—ou intensifier leurs efforts—pour accroître leurs exportations ou diminuer leurs importations, de façon à ramener leurs déficits à un niveau soutena-

ble. Pour beaucoup d'entre eux, l'une des principales conséquences de la nouvelle conjoncture extérieure est de rendre d'autant plus urgentes les améliorations de leur gestion économique qui s'imposaient depuis longtemps.

Ces mesures internes devront venir compléter l'action nationale et internationale qu'appelle une réduction ordonnée des déficits. Ce sont les structures mêmes qu'il faudra modifier pour que la croissance immédiate et le développement à plus long terme ne soient pas trop sacrifiés. Si les pays ne réagissent pas de façon satisfaisante et si la situation internationale n'est pas favorable à leurs efforts, la déflation qui marquera la transition aura de graves conséquences, qui auraient pu être évitées, sur la production et sur les perspectives de développement et infligera d'inutiles souffrances aux populations.

### Ajustement global

A l'échelle internationale, la plus grande des différences par rapport aux années 60 et au début des années 70 est peut-être l'importance nouvelle qu'ont prise les flux financiers et commerciaux dans l'équilibrage des factures pétrolières. Dans ce contexte, on entend par ajustement l'action à mener pour atteindre cet équilibre, et pour modifier l'utilisation de l'énergie, de façon que la croissance de l'économie mondiale retrouve un rythme proche de ce qu'il était autrefois. Il sera peut-être impossible d'égaliser les taux des années 60, mais il est sûrement possible d'excéder ceux des sept dernières années.

La soudaineté des hausses des prix du pétrole et leurs répercussions sur la structure globale des déficits et des excédents ont exigé

un redéploiement tout aussi rapide des échanges et des emprunts internationaux. C'est en grande partie chose faite. Ainsi, l'accroissement de leurs exportations a aidé les pays à revenu intermédiaire et les pays industriels à régler leurs factures pétrolières. Par contre, les pays importateurs de pétrole à faible revenu ont moins bien réussi, quoique, pour plusieurs d'entre eux, le renchérissement du pétrole ait eu divers avantages compensateurs (envois de fonds des travailleurs émigrés, par exemple). En outre, l'ajustement exige de contenir la demande d'énergie; dans ce domaine, l'action a démarré lentement mais progresse depuis peu, surtout dans les pays industriels. Il faut aussi, ce qui prend plus de temps encore, modifier la composition des approvisionnements énergétiques—c'est-à-dire passer à des combustibles plus abondants, charbon surtout, et ultérieurement à des sources d'énergie renouvelables.

En définitive, on peut considérer que le renchérissement du pétrole doit avoir pour contrepartie le transfert de biens des pays importateurs aux pays exportateurs de pétrole. Toute modification majeure des termes de l'échange, entre produits primaires et produits manufacturés par exemple, aurait des effets analogues, mais l'ampleur et la rapidité des hausses des prix du pétrole leur confèrent une importance particulière. Dans la mesure où les exportateurs de pétrole dépensent leurs recettes supplémentaires, le transfert se traduit par un accroissement de leurs importations; s'ils les affectent à l'octroi de prêts aux importateurs de pétrole, le transfert est retardé—le prêteur acquiert un actif financier et l'emprunteur sert un intérêt. On peut envisager de multiples



configurations des déficits et des excédents résultant du renchérissement du pétrole, mais elles ne sont en elles-mêmes guère révélatrices du succès de l'ajustement dans la mesure où celui-ci est également fonction de la croissance de l'économie mondiale.

Les excédents d'un groupe de pays font nécessairement pendant aux déficits d'autres pays. Mais si les flux financiers et commerciaux qu'ils reflètent sont dans l'ensemble synchronisés, les recettes d'exportation et les emprunts de différents pays peuvent ne pas correspondre aux importations qu'ils souhaiteraient effectuer. Les commandes des exportateurs de pétrole vont surtout aux pays industriels, et non aux pays en développement qu'elles aideraient pourtant à régler leurs factures pétrolières. En outre, il n'existe aucun mécanisme permettant de répartir les flux de capitaux entre les pays déficitaires en fonction des besoins de financement de leur balance des paiements.

Qu'il s'agisse des flux financiers ou commerciaux, on constate une asymétrie entre les pays industriels et les pays en développement. En effet, non seulement les premiers financent une part importante de l'accroissement de leurs factures pétrolières par leurs ventes aux producteurs de pétrole, mais leur balance des paiements est beaucoup moins tributaire des prix du pétrole; en outre, leur ajustement et leur croissance dépendent essentiellement de leur propre politique. Ils bénéficient des investissements des exportateurs de pétrole et, d'une façon générale, ils ont plus facilement accès aux capitaux. En revanche, l'ajustement des pays en développement est soumis à de plus fortes contraintes : leurs exportations sont fortement tributaires de la croissance et du

degré d'ouverture des marchés des pays industriels et ils doivent obtenir une grande partie du financement extérieur dont ils ont besoin auprès des organismes d'aide et de crédit des pays industriels. Les principaux courants de la croissance mondiale vont encore des pays développés vers les pays en développement, même si les mouvements en sens inverse prennent une importance croissante du fait des nouveaux liens financiers et commerciaux qui se sont fait jour.

Pour l'énergie, les échanges et les flux de capitaux, le *Rapport* met en évidence certaines conditions essentielles au bon fonctionnement du processus global d'ajustement. Pour leur part, les *pays industriels* doivent réussir à maîtriser l'inflation et à surmonter les autres contraintes qui freinent la croissance, éviter le protectionnisme et aider les pays en développement à obtenir plus de capitaux du secteur privé. Les *pays en développement importateurs de pétrole* doivent accroître leurs exportations et utiliser efficacement les capitaux empruntés pour accroître leur capacité de production, de façon à pouvoir assurer le service de leur dette. Les schémas de développement interne des *pays exportateurs de pétrole*, sans aucune exception, sont liés à leurs choix en matière de production et de prix du pétrole; ces schémas déterminent leur demande d'importations et sont également l'un des éléments clés de l'équilibre global. Enfin, un rôle décisif incombe aux *institutions financières internationales* qui devront intervenir plus activement pour faciliter les flux internationaux de capitaux aux conditions du marché.

Un bon nombre de ces ajustements prendront du temps. Si l'on peut rapidement faire face à l'accroisse-

ment des factures pétrolières par le biais des échanges et des transactions financières, le recours à l'emprunt n'est pas illimité et le retour à un taux de croissance soutenable et supérieur à celui des dernières années exige des changements plus fondamentaux : maîtrise de l'inflation, amélioration de la productivité et nouveaux investissements réclamés par l'alourdissement des coûts de l'énergie. Le redéploiement de la production intérieure pour accroître les exportations, réduire les importations et s'adapter à la nouvelle situation énergétique prend nécessairement beaucoup de temps, surtout pour les pays à faible revenu. Ceux-ci ne pourront procéder à ces ajustements sans avoir à réduire leurs taux de croissance—qui sont déjà généralement faibles—ni à sacrifier leurs autres objectifs de développement que s'ils peuvent compter sur l'aide de la communauté internationale. Il est inévitable que l'économie mondiale passe d'abord par une période de transition avant que la structure globale des soldes des transactions courantes et de la dette extérieure puisse être gérée de façon plus satisfaisante, sans que les pouvoirs publics et les organismes internationaux aient à intervenir aussi souvent.

### *Projections*

Le deuxième chapitre du *Rapport* passe en revue les perspectives globales pour les années 80, en schématisant en deux scénarios les évolutions considérées comme plausibles. La première année de la décennie ayant été marquée par une très faible croissance des pays industriels, les perspectives apparaissent légèrement plus mauvaises que ne l'indiquait le *Rapport* de l'année dernière. Ainsi, même dans l'Hypothèse haute, la



**Tableau 1.1 Croissance du PNB par habitant, par région, 1960-90**

Groupe de pays	Population 1980 (millions d'habitants)	PNB par habitant (dollars courants de 1980)	Taux de croissance annuel moyen			
			1960-70	1970-80	Hypothèse basse 1980-90	Hypothèse haute 1980-90
Importateurs de pétrole à faible revenu	1 166	220	1,8	0,8	0,7	1,8
Afrique (subsaharienne)	175	260	1,7	-0,4	-1,0	0,1
Asie	991	210	1,8	1,1	1,0	2,1
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	735	1 710	3,9	3,1	2,1	3,4
Asie de l'Est et Pacifique	183	1 242	4,9	5,7	4,3	6,0
Amérique latine et Caraïbes	249	1 820	2,7	3,4	2,3	3,2
Afrique du Nord et Moyen-Orient	34	850	2,4	2,7	0,0	0,9
Afrique (subsaharienne) <sup>a</sup>	87	520	1,7	0,4	0,0	0,3
Europe du Sud	152	3 070	5,7	2,9	1,7	3,3
Importateurs de pétrole	1 901	790	3,4	2,7	1,8	3,1
Exportateurs de pétrole	482	1 060	3,8	2,7	2,9	4,0
Tous pays en développement	2 383	850	3,5	2,7	2,2	3,3
A faible revenu	1 307	250	1,8	1,6	1,5	2,6
A revenu intermédiaire	1 075	1 580	3,9	2,8	2,2	3,4
Chine <sup>b</sup>	977	260	..	4,1	2,9	4,1
Exportateurs de pétrole à excédent de capitaux	27	7 390	..	4,2	2,1	2,8
Pays industriels	674	10 660	4,1	2,5	2,3	3,1
Pays industriels à économie planifiée	356	3 720	..	3,9	2,8	3,0

a. Non compris l'Afrique du Sud.

b. Pour la Chine, le PNB indiqué se réfère à 1979 et le taux de croissance aux années 1970 à 1979.

croissance du revenu moyen par habitant ne serait que de 1,8 % par an dans les pays importateurs de pétrole à faible revenu, contre 3,4 % pour les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire et 3,1 % pour les pays industriels (Tableau 1.1).

En valeur relative comme en valeur absolue, l'écart se creusera encore entre les plus riches et les plus pauvres, et notamment entre les pays en développement à revenu intermédiaire et à faible revenu. Si les résultats correspondent tout juste à l'Hypothèse basse, quelque 100 millions d'hommes viendront s'ajouter au nombre des victimes de la pauvreté absolue, qui est déjà d'environ 750 millions.

### Echanges

Le Chapitre 3 traite des échanges des pays en développement et du rôle du commerce dans leur ajustement. La réussite la plus marquante des années 70 a été les excellents résultats que les pays à revenu intermédiaire, et surtout les pays semi-industriels, ont obtenus dans le domaine des exportations et qu'ils devraient pouvoir maintenir si les pays industriels préservent leur croissance ou ne deviennent pas plus protectionnistes. Par contre, la plupart des pays à faible revenu n'ont pratiquement pas participé à la croissance du commerce mondial, ni à celle des échanges "Sud-Sud", c'est-à-dire entre pays en développement, et c'est là l'une

des raisons des graves difficultés qu'ils connaissent actuellement. Même abstraction faite des hydrocarbures, ces pays ont subi une grave détérioration de leurs termes d'échange.

Il est nécessaire que les pays industriels cherchent à résoudre leurs problèmes commerciaux. En effet, la liberté et l'expansion des échanges seront indispensables à la santé de l'économie mondiale au cours des années 80. Cette condition vaut aussi bien pour la croissance des pays industriels que pour celle des pays en développement dont les exportations et la capacité d'emprunt sont interdépendantes. Pourtant ce troisième chapitre montre que les pays les plus pauvres ne tireront généralement pas beaucoup d'avantages du commerce, à moins qu'ils ne progressent aussi dans d'autres domaines.

### Energie

Consacré à diverses questions liées à l'énergie, le Chapitre 4 montre que la structure de la consommation et de l'accroissement de la demande d'énergie avant le choc pétrolier de 1973-74 ne pouvait être maintenue et décrit l'action nécessaire pour revenir à une situation soutenable. Il souligne aussi que les combustibles le plus rares pendant les années 80 seront le pétrole et le bois de feu, et analyse les facteurs économiques régissant l'évolution des prix de l'énergie, les modifications de la consommation globale d'énergie, les répercussions du renchérissement de l'énergie sur les perspectives de croissance des pays en développement, et enfin les mesures que pourraient adopter ces pays pour réduire leur vulnérabilité.

### Flux internationaux de capitaux

Le Chapitre 5 montre comment, au milieu des années 70, les marchés

de capitaux ont recyclé efficacement les excédents des exportateurs de pétrole, au profit notamment des pays en développement à revenu intermédiaire, tandis qu'un grand nombre des pays à faible revenu recevaient une aide bilatérale et multilatérale correspondant à leurs besoins immédiats. Les augmentations des prix du pétrole intervenues en 1979-80 nécessitent un fort accroissement du recours à l'emprunt pour éviter que la croissance tombe à des niveaux inacceptables. Cependant, plusieurs sujets d'inquiétude sont apparus qui n'existaient pas au milieu des années 70. En effet, beaucoup de pays sont déjà très endettés et le système bancaire se heurte à des contraintes de plus en plus nombreuses. En outre, le niveau élevé des taux d'intérêt accroîtra les montants à emprunter pour que le transfert net soit suffisamment important, tandis que le raccourcissement des échéances exigera des opérations de refinancement plus fréquentes. Ce sont là quelques-unes des raisons pour lesquelles les besoins des pays à revenu intermédiaire pourraient ne pas être satisfaits sans une participation accrue des institutions financières internationales et celles-ci ont déjà, en fait, commencé à jouer un rôle plus actif.

Une fois encore cependant, c'est la gravité de la situation des pays à faible revenu qui exige le plus d'initiatives nouvelles. Ceux-ci devront emprunter davantage — et surtout ces fonds devront leur être versés plus rapidement. Pourtant, l'aide qu'ils reçoivent des institutions bilatérales et multilatérales est et sera probablement, d'après les projections actuelles, loin de correspondre à leurs besoins. En outre, l'une au moins des sources de devises dont avaient bénéficié certains pays à faible revenu pendant les années

70 — les envois de fonds des travailleurs émigrés — ne devrait pas augmenter aussi vite qu'auparavant. A moins qu'ils ne reçoivent — rapidement — une aide financière accrue, l'avenir de ces pays s'annonce très sombre. Il ne pourrait en résulter qu'un dénuement accru pour les pays les plus pauvres alors que le revenu par habitant de plusieurs d'entre eux a déjà baissé au cours des années 70.

### Ajustement national

A cet examen des questions internationales succède un exposé des problèmes nationaux. L'ajustement des économies nationales exige, dans les mêmes domaines qu'à l'échelon mondial, l'adoption de politiques visant à ramener progressivement, en cinq à huit ans par exemple, le déficit des transactions courantes à un niveau soutenable. Il s'agira donc, dans bien des cas, de ralentir l'accroissement de la consommation, et de porter les recettes en devises à un niveau suffisant pour financer les importations indispensables à la croissance, soit en développant les exportations, soit en réduisant les importations. Dans la mesure où ils auront besoin de moyens de financement supplémentaires pour éviter une contraction soudaine de l'activité pendant la période d'ajustement, les pays devront pouvoir attirer des capitaux étrangers. En ce qui concerne l'énergie, ils devront restructurer à la fois leur consommation et leur production pour stimuler les économies et l'exploitation des ressources intérieures. Pendant cette période d'austérité, il sera plus que jamais nécessaire d'affecter le plus efficacement possible les rares ressources aux objectifs économiques et sociaux. A long terme, la stratégie de développement et les taux

relatifs d'expansion des différents secteurs devront tenir compte du renchérissement de l'énergie et des contraintes imposées par le volume des devises disponibles. Pour réussir, l'ajustement devra consister à répondre à ces exigences sans trop ralentir la croissance du revenu et sans renoncer aux objectifs de développement humain et en particulier d'une meilleure répartition des revenus.

L'ajustement des économies nationales, comme celui de l'économie mondiale, prend du temps et, comme l'indique le Chapitre 6, les résultats obtenus par les divers pays varient considérablement.

• Pays importateurs de pétrole à faible revenu. Plusieurs d'entre eux ont été favorisés par des facteurs internes (bonnes récoltes, politiques d'ajustement efficaces) et externes (dont certains — et non des moindres — liés directement ou non au renchérissement du pétrole : accroissement de leurs ventes aux producteurs de pétrole et de l'aide reçue de ces pays, et envois de fonds importants des travailleurs émigrés). Cependant, la majorité des pays à faible revenu ont été désavantagés par l'évolution de la situation internationale (croissance lente et irrégulière de la demande de produits primaires exportés par un grand nombre de ces pays, stagnation de l'aide après une brève augmentation en 1974-75) et par les déficiences dont souffrait depuis longtemps déjà leur économie. Beaucoup d'entre eux ont en outre été secoués par des guerres et des troubles civils.

• Pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire. La plupart d'entre eux se sont relativement bien adaptés à l'évolution de la conjoncture. Grâce au développement de leurs industries manufacturières et à de meilleures possibilités d'emprunt, certains ont disposé d'une marge de manoeuvre

suffisante pour accroître leurs exportations et maintenir leur croissance. Cependant, les moyens employés par plusieurs de ces pays — en particulier ceux qui ont eu recours à l'emprunt non pour accélérer l'ajustement mais pour en retarder l'échéance, ou qui ont lancé des programmes d'investissement trop ambitieux — seront à l'origine de difficultés au cours des années 80. La situation de certains pays de production primaire, parmi les pays à revenu intermédiaire les moins favorisés, est en fait comparable à celle des pays à faible revenu.

• Les pays exportateurs de pétrole. Pour ces pays, qui rassemblent environ 20 % de la population des pays en développement, les changements des années 70 ont été bénéfiques. Cependant, l'accroissement de leurs recettes pétrolières n'a pas suffi à beaucoup d'entre eux pour financer la totalité de leurs programmes d'investissement et de leurs besoins d'importations. En outre, ils doivent tous veiller à éviter une accélération de l'inflation intérieure — qui ne manquera pas de se produire si leurs programmes d'expansion excèdent leur capacité de produire les biens ou services qui ne peuvent être importés. A cela s'ajoutent, pour les pays à excédent de capitaux, les préoccupations que suscite le taux d'immigration qu'a inévitablement entraîné l'accélération de leur croissance. Tous les exportateurs de pétrole ont particulièrement intérêt à valoriser leurs ressources humaines et à choisir des projets dont les avantages seront plus durables que leurs réserves pétrolières.

Le Chapitre 6 décrit également l'évolution récente de la Chine, qui traverse actuellement sa propre période "d'ajustement et de réforme", et les divers facteurs intérieurs et extérieurs qui appel-

lent un ajustement de la part des pays industriels à économie planifiée.

#### *Développement humain*

Le *Rapport sur le développement dans le monde* publié l'an dernier était en grande partie consacré au développement humain. Soulignant la valeur intrinsèque et l'interdépendance des objectifs visés dans ce domaine — atténuer la pauvreté, améliorer la santé et la nutrition, encourager le planning familial, relever les niveaux d'instruction et améliorer d'une façon générale les conditions de vie —, il faisait valoir que les investissements nécessaires à cet effet ne répondent pas seulement à des impératifs humanitaires, mais représentent aussi d'importantes contributions à la croissance économique.

Le Chapitre 7 du *Rapport* reprend ces thèmes en examinant d'abord les répercussions probables des mesures nationales d'ajustement sur les programmes de développement humain qui sont manifestement menacés en période d'austérité budgétaire. Il n'est pas forcément nécessaire de réduire ces programmes, ou du moins de les amputer gravement, mais au cas où des réductions seraient inévitables, le *Rapport* indique comment procéder pour nuire le moins possible au développement humain. En effet, l'abandon de ces programmes accroîtrait par millions le nombre des victimes d'une misère tragique.

L'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle est centrée sur trois thèmes : le rapport entre les approvisionnements alimentaires mondiaux et les mesures visant à accroître la sécurité alimentaire nationale et individuelle; l'arbitrage que doivent effectuer les responsables des politiques agricoles entre la nécessité de maintenir les prix alimentaires à

un faible niveau au profit des pauvres et celle de relever les prix agricoles pour stimuler la production; et enfin, l'action à mener à l'échelon national et international pour éliminer ce fléau si répandu — la famine.

Ce chapitre traite aussi des questions démographiques. Il serait déjà tragique en soi que les besoins essentiels, alimentaires et autres, des populations ne puissent pas être satisfaits et que le développement humain ne progresse pas. Mais les conséquences d'une telle situation ne s'arrêteraient pas là. En effet, comme le montrent clairement les nombreuses recherches démographiques de ces dernières années, pauvreté et accroissement rapide de la population sont liés. La faillite du développement entraîne ipso facto l'échec des efforts visant à ralentir l'accroissement de la population mondiale et renforce ainsi l'un des nombreux engrenages dans lesquels sont pris les pays en développement : l'accroissement démographique résultant de la pauvreté rend d'autant plus difficile l'élimination de la pauvreté.

De surcroît, les pays en développement ne seraient pas nécessairement les seuls à en souffrir. La population mondiale, qui était de 1,5 milliard d'habitants au début du XXe siècle, avait atteint 4 milliards en 1975 et dépassera 6 milliards en l'an 2000. Tous les pays seront alors soumis à des tensions considérables, puisque tous sont concernés par les conséquences de cet accroissement sur la demande mondiale de denrées alimentaires et de ressources finies et par les risques de pollution de l'atmosphère et des océans. Faute d'un net ralentissement de la croissance démographique d'ici à la fin du siècle, la population mondiale continuera de croître rapidement au-delà de l'an 2000, pour atteindre environ 11 milliards

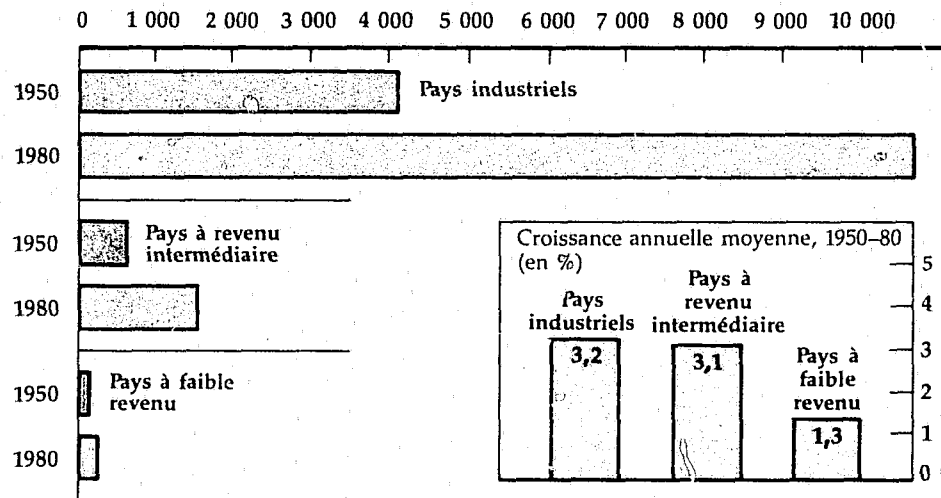
Figure 1.1 Trente ans de progrès : revenu, santé, éducation, 1950-80

### Revenu

PNB par habitant (dollars de 1980)	1950	1960	1980
Pays industriels	4 130	5 580	10 660
Pays à revenu intermédiaire	640	820	1 580
Pays à faible revenu	170	180	250

Croissance annuelle moyenne (pourcentage)	1950-60	1960-80
Pays industriels	3,1	3,3
Pays à revenu intermédiaire	2,5	3,3
Pays à faible revenu	0,6	1,7

PNB par habitant (dollars de 1980)

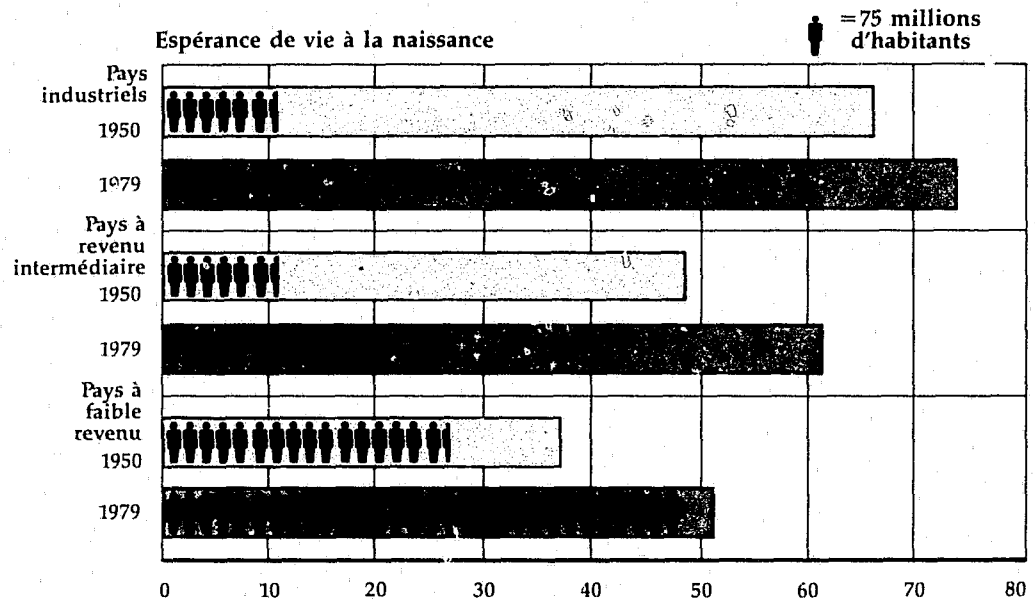


### Santé

Espérance de vie à la naissance (nombre d'années)

	Espérance de vie à la naissance (nombre d'années)			Augmentation 1950-79
	1950	1960	1979	
Pays industriels	67	70	74	7
Pays à revenu intermédiaire	48	53	61	13
Pays à faible revenu	37	42	51	14
Pays à économie planifiée	60	68	72	12

Espérance de vie à la naissance



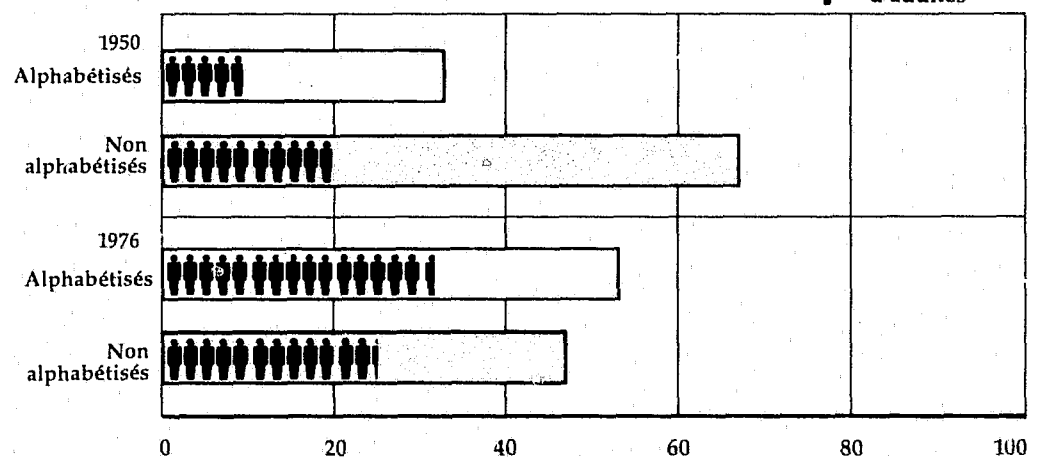
### Education

Taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage)

	Taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage)		
	1950	1960	1976
Pays industriels	95	97	99
Pays à revenu intermédiaire	48	53	72
Pays à faible revenu	22	28	39
Pays à économie planifiée	97	97	99

Note : Chine non comprise.

Adultes alphabétisés dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu (en %) = 50 millions d'adultes



d'habitants, sinon plus, alors qu'elle aurait pu être stabilisée à 8 milliards. Ceux qui s'imaginent encore que les pays industriels pourront d'une façon ou d'une autre rester à l'abri des problèmes

des pays en développement seront alors cruellement déçus.

#### Interdépendance

Le thème évoqué ci-dessus n'est que l'un des multiples exemples

que donne le *Rapport* de l'interdépendance des pays et de leurs problèmes. Après avoir présenté une vue d'ensemble de cette interdépendance et résumé les divers volets du *Rapport*, le dernier chapitre

propose quelques réflexions sur les perspectives de l'économie mondiale et l'action à mener pour les améliorer.

### Le défi du développement

C'est à la lumière des résultats antérieurs qu'il faut juger des objectifs pour les années à venir. Il y a moins de 20 ans qu'un grand nombre de pays sont indépendants et il y a relativement peu de temps aussi qu'ils ont fait du développement économique l'un de leurs objectifs fondamentaux; pourtant, les progrès sont déjà considérables. Dans les pays à revenu intermédiaire, le PNB réel par habitant a augmenté, en 30 ans, de près de deux fois et demie, passant d'environ 640 dollars en 1950 (dollars de 1980) à 1 580 dollars en 1980. Pour les pays à faible revenu, l'augmentation n'a même pas été de la moitié, le revenu par habitant moyen passant de 170 dollars (dollars de 1980) en 1950 à 250 dollars en 1980, soit une augmentation de 80 dollars seulement par habitant en 30 ans — bien que la grande majorité de ces pays aient néanmoins enregistré de nets progrès dans certains domaines : lutte contre l'analphabétisme, amélioration de l'éducation et de la santé, abaissement des taux de mortalité et de fécondité.

Quel contraste avec les pays industriels dont le revenu moyen par habitant a augmenté pendant la même période de plus de 6 500

dollars (Figure 1.1). Certes, il ne faut pas interpréter ces chiffres de façon trop étroite — en effet, pour tenir compte des différences de pouvoir d'achat, il faudrait doubler au moins ceux des pays en développement. Mais le contraste n'en est pas moins frappant.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la plupart des pays en développement considèrent que c'est avant tout l'industrialisation qui les mènera à la prospérité (à tel point que beaucoup d'entre eux ont négligé la production primaire complémentaire et, en particulier, la production alimentaire). Nombreux sont les pays à revenu intermédiaire qui doivent leur croissance en grande partie à l'expansion de leur production et de leurs exportations de produits manufacturés. Cependant, dans les pays à faible revenu, le secteur manufacturier ne représente encore que 13 % du PNB, soit 2 % de plus seulement qu'il y a 20 ans. Cela ne signifie pas que ces pays ne peuvent faire mieux. En effet, faire partie du groupe des pays à faible revenu n'est pas une fatalité; ce n'est qu'une caractéristique statistique. Les pays à revenu intermédiaire ont eux-mêmes été pauvres et plusieurs d'entre eux n'ont qu'à peine franchi le seuil qui les sépare des pays à faible revenu. Cependant, les progrès de certains pays, partis de très bas, ont été remarquablement rapides au cours des 20 dernières années et plusieurs pays à

faible revenu peuvent raisonnablement espérer accroître sensiblement leur revenu au cours des années à venir.

Les questions abordées dans le présent *Rapport* ne sont donc pas nouvelles. Comment les pays en développement peuvent-ils assurer leur croissance dans des conditions favorables à l'équité et au développement humain? La situation internationale sera-t-elle propice à leurs efforts? Par contre, certains éléments de réponse — et les faits qui les motivent — sont nouveaux. En un sens, on se souviendra peut-être des années 70 comme de celles où l'économie mondiale a changé de cours. Cela n'aura pas été le résultat des efforts déployés par les pays en développement pour négocier une meilleure répartition des chances économiques entre les diverses nations, car on n'a encore guère avancé sur cette voie. Les années 70 ont plutôt débouché sur une configuration différente du pouvoir économique, caractérisée par l'apparition de nouveaux centres commerciaux, financiers et de production, et de nouvelles formes d'interdépendance, évolution qui a posé de graves problèmes aux pays en développement, mais qui leur a aussi ouvert certaines possibilités. C'est au cours des années 80 que l'on verra si ces possibilités l'emportent sur les difficultés, même pour les pays les plus pauvres.

## 2 La décennie en perspective

Les années 80 ont commencé dans la morosité. Dans l'ensemble, la croissance des pays industriels à économie de marché s'est fortement ralentie en 1980 et restera faible en 1981. Il semble peu probable que ces pays se libéreront de l'inflation héritée des années 70. Ce n'est là qu'une des similitudes entre les deux décennies, car il faut mentionner aussi le renchérissement des prix réels du pétrole, la persistance d'importants déficits commerciaux et donc d'un recours massif à l'emprunt extérieur par les pays en développement, et enfin la perspective d'une croissance des pays à faible revenu bien inférieure à celle des pays à revenu intermédiaire.

Néanmoins, les années 80 ne seront pas une réplique pure et simple des années 70 et les contrastes entre ces deux décennies pourraient être presque aussi importants que les similitudes. Par exemple, il est peu probable que les prix de l'énergie diminuent en valeur réelle comme ils l'ont fait pendant la seconde moitié des années 70. Chacun a pris son parti du renchérissement de l'énergie et la plupart des pays reconnaissent la nécessité de s'y adapter. Beaucoup des enseignements que l'on pouvait tirer des années 70 sont désormais assimilés, de sorte que l'ajustement sera peut-être plus efficace et moins nuisible à la croissance qu'auparavant.

Le présent chapitre met en évidence les influences de l'environ-

nement extérieur sur les pays en développement. Les diverses projections et hypothèses qu'il contient au sujet des trois facteurs les plus importants — le commerce, l'énergie et le financement extérieur — sont reprises des trois chapitres suivants qui traitent en détail de chacune de ces questions. Cependant, l'évolution des pays en développement dépend aussi de leurs propres politiques. En effet, comme le montre le Chapitre 6, leurs résultats sont et resteront fortement influencés par leur degré de réussite dans divers domaines : promotion de l'épargne et de l'investissement, efficacité de l'utilisation des ressources financières et humaines, accroissement des exportations et réduction des importations.

En fait, facteurs intérieurs et extérieurs sont liés. Ainsi, il peut être plus facile aux pays en développement de procéder à des ajustements internes s'ils bénéficient d'un environnement international favorable, tandis que l'ampleur des ajustements nécessaires dépend du degré de détérioration de la situation extérieure. Par exemple, s'il est possible, à court et à moyen terme, de couvrir par des emprunts extérieurs une légère augmentation du déficit des transactions courantes, un déficit plus important exige à long terme des changements plus fondamentaux. Les projections qui figurent dans le présent chapitre tiennent compte de ces liens.

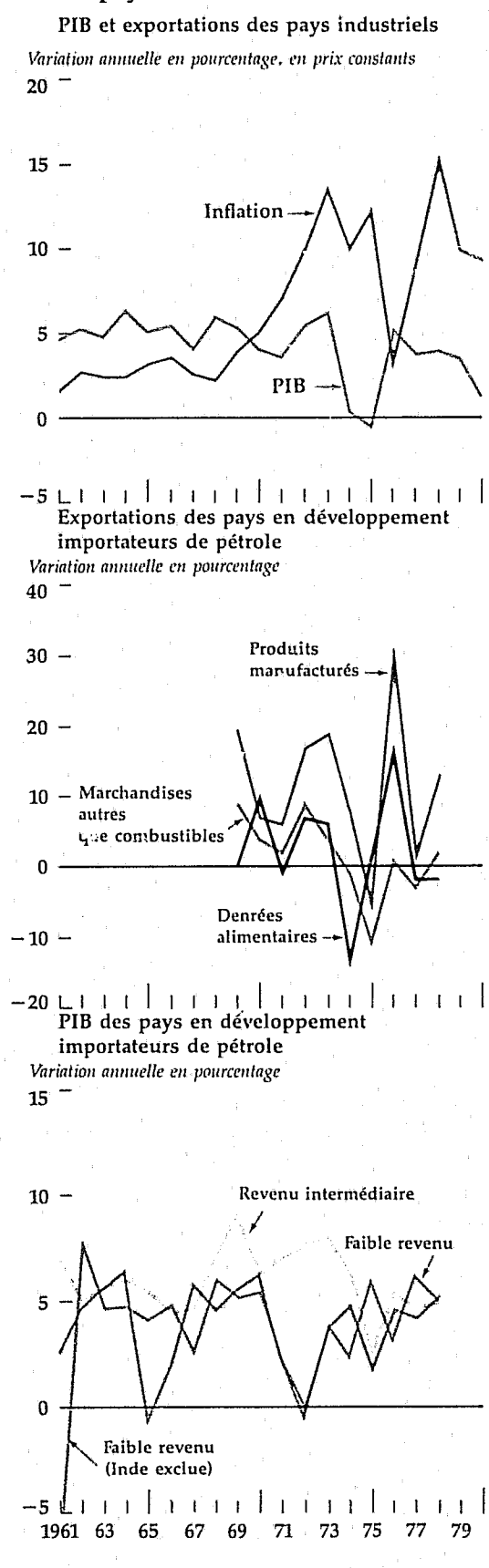
### Croissance pendant les années 70

Pendant les années 60, la croissance des *pays industriels* a été très légèrement supérieure à 5 % par an, tandis que leurs taux d'inflation et de chômage restaient relativement faibles jusque vers les dernières années de la décennie. Pendant les années 70, leur progression a été irrégulière, atteignant tout juste 3,3 % par an en moyenne. Leur production globale a diminué en 1974-75 et, malgré la reprise enregistrée ultérieurement, leur croissance n'a jamais retrouvé le rythme régulier des années 60. C'est, de tous les groupes de pays, celui qui a accusé le ralentissement le plus net.

Les raisons de cette évolution sont bien connues, elles sont complexes et ne peuvent être exposées que très brièvement ici. Les problèmes des années 70 trouvent leur origine dans les événements de la fin des années 60, époque où plusieurs pays européens ont enregistré une rapide inflation salariale tandis que les dépenses publiques des Etats-Unis augmentaient sensiblement, du fait de la guerre du Viet Nam et du lancement de grands programmes sociaux — sans être financées par un accroissement de la fiscalité. En outre, c'est au milieu des années 60 que l'agriculture et les industries manufacturières américaines ont pour la première fois vu la croissance de leur productivité se ralentir.



**Figure 2.1 PIB, inflation et exportation, par groupe de pays, 1961-80**



L'application de mesures de redressement s'est traduite par une légère récession des économies industrielles en 1970-71 — mais sans ralentissement de l'inflation. Ultérieurement, sous l'effet de politiques expansionnistes, ces pays ont enregistré une vive reprise, mais aussi un nouvel

essor de l'inflation. En 1972, celle-ci a dépassé pour la première fois 10 % par an pour l'ensemble du groupe et elle a de nouveau augmenté en 1973. Ces pays venaient d'entrer dans une période de stagflation caractérisée par des taux d'inflation et de chômage toujours plus élevés, la relation inverse entre ces deux phénomènes semblant ne plus jouer.

La croissance de nombreux pays semblait bloquée, tant sur le plan matériel qu'en raison des difficultés croissantes posées par la répartition des fruits de la croissance. D'évidence, la relation entre la croissance et la consommation d'énergie était insoutenable et devait être modifiée. Certains observateurs estiment même que ces pays étaient engagés dans un cycle de plus longue durée, caractérisé notamment par un ralentissement fondamental de l'investissement et de l'innovation technique.

Le renchérissement du pétrole des années 1973-74 a été à l'origine de nouvelles perturbations pour les pays industriels. En effet :

- Ces hausses ont entraîné une contraction de l'activité qui, conjuguée aux effets des mesures prises pour freiner l'expansion excessive des années 1972-73, a paralysé la croissance économique en 1974-75.

- L'imprévisibilité des futurs prix du pétrole a créé un climat de grande incertitude tant pour les investisseurs privés que pour les autorités monétaires et budgétaires.

- Le renchérissement du pétrole a lui-même contribué à l'inflation, encore que les avis soient partagés sur l'influence de ce facteur. Pour ce qui est en tout cas des pays où l'inflation était modérée, l'accroissement des prix du pétrole n'a pas beaucoup ajouté aux poussées inflationnistes (Figure 2.1).

Le net ralentissement des pays industriels vers le milieu des années 70 a entraîné un rétablissement assez rapide de l'équilibre des transactions courantes. Alors qu'en 1974 leur déficit global était de 8 milliards de dollars, ces pays enregistraient en 1978 un excédent de 30 milliards. Cependant, un déficit réduit n'est pas nécessairement la preuve d'un ajustement réussi; si la réduction provient seulement d'un ralentissement de l'activité, elle ne fait que renforcer les effets récessifs des hausses des prix du pétrole. Or, c'est là le principal résultat qu'a eu la réaction des pays industriels, après 1973, au renchérissement de l'énergie. Ces pays ont tardé à appliquer des mesures d'économie bien que la rapidité avec laquelle leur consommation avait augmenté ait été partiellement responsable de ce renchérissement. Pendant la période qui a immédiatement suivi ces hausses, leur adaptation la plus réussie a été le fort accroissement de leurs ventes aux exportateurs de pétrole, mais ses effets ont été bien amoindris par ceux du ralentissement de l'activité économique.

La baisse des gains de productivité a touché à ce moment-là non seulement les Etats-Unis mais aussi l'Europe et le Japon, et rares sont les pays qui sont arrivés à maîtriser l'inflation autrement qu'en réduisant nettement leur croissance. L'inflation est devenue le thème central de toute politique économique. Les gouvernements ont commencé à attacher plus d'importance aux facteurs liés à l'offre, redoutant qu'une relance de la demande aboutisse à une augmentation non pas de la production, mais des prix, si les capacités de production augmentaient lentement. En outre, les ressources disponibles pour l'investissement ont dû être affectées au remplacement d'équipements

rendus périmés par l'évolution des prix de l'énergie, réduisant d'autant l'accroissement potentiel des capacités de production.

Après une baisse de 9 % en valeur réelle entre 1975 et 1978, les prix du pétrole ont augmenté de 83 % en 1979-80. Exprimée en pourcentage, cette hausse ne correspondait même pas à la moitié de l'augmentation des années 1973-74, mais du fait que le pétrole représentait en 1979 une part accrue des dépenses totales, le "transfert pétrolier" a correspondu dans les deux cas à 2 % environ du PIB des pays industriels. Il est trop tôt encore pour savoir quelle sera exactement la réaction des pays industriels. Certes, ils ont réussi à éviter une chute de la production aussi forte qu'en 1974-75 et le recul de l'investissement n'a pas été aussi prononcé. En outre, le déficit global de leurs transactions courantes n'a pas diminué aussi rapidement qu'en 1974-75. Enfin, il est évident que les pays industriels utilisent désormais le pétrole de façon plus économique (voir le Chapitre 4). En conséquence, et du fait aussi d'une exploitation accrue de leurs propres ressources énergétiques, l'augmentation de leurs importations de pétrole n'a été que de 18 % entre 1970 et 1980, alors que leur PNB a progressé de 37 %, en valeur réelle, au cours de la même période.

L'évolution des *pays en développement* a été influencée à la fois par la conjoncture extérieure et par leurs propres politiques intérieures. Pour les exportateurs de pétrole, qui rassemblent un cinquième de la population des pays en développement, les années 70 ont été une période de croissance rapide. En outre, certains pays en développement ont bénéficié indirectement du renchérissement du pétrole, celui-ci s'étant traduit par un accroissement de leurs ventes

aux producteurs de pétrole, des envois de fonds des travailleurs émigrés ou de l'aide reçue des producteurs de pétrole.

Pour le groupe des importateurs de pétrole, les événements des années 70 ont eu deux conséquences principales :

- Le déficit de leurs transactions courantes s'est aggravé, passant de 7 milliards de dollars en 1973 à 33 milliards en 1974, et à 39 milliards en 1975 (5,2 % de leur PNB), puis il est tombé à 26 milliards de dollars en 1978 en raison du développement de leurs exportations faisant suite à la reprise des pays industrialisés. Cependant, le renchérissement du pétrole de 1979-80 et le ralentissement de la croissance des pays industriels ont de nouveau aggravé le déficit des transactions courantes des pays en développement, qui est passé à 44 milliards de dollars en 1979 et à 70 milliards en 1980 (4,5 % de leur PNB) et qui devrait rester du même ordre en 1981, selon des estimations préliminaires.

- Leur croissance s'est ralentie, mais l'on constate d'importantes différences entre les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire. Dans le premier cas, la croissance du revenu par habitant a diminué de plus de moitié (1,8 % par an au cours des années 60 et 0,8 % pendant les années 70). Par contre, à l'exception de certains pays africains, les importateurs de pétrole à revenu intermédiaire ont connu une vigoureuse expansion entre 1960 et 1980. La croissance annuelle de leurs industries manufacturières a été en moyenne de 7,6 % pendant les années 60 et de 6,8 % pendant la décennie suivante. Compte tenu de l'accroissement démographique, ces résultats soutiennent favorablement la comparaison avec ceux des pays industriels. En effet, le PNB par habitant des pays à revenu inter-

médiaire a progressé de 3,6 % par an pendant les années 60 et de 3,1 % par an pendant les années 70, contre 3,9 % et 2,4 %, respectivement, dans les pays industriels.

### Perspectives pour les années 80

Pour sonder l'avenir, il vaut mieux raisonner en termes de scénarios couvrant toute la gamme des anticipations raisonnables plutôt que d'essayer d'établir des prévisions précises. C'est pourquoi, comme l'année dernière, les projections du *Rapport* sont regroupées en une Hypothèse haute et une Hypothèse basse. En outre, on a étudié leur sensibilité aux facteurs extérieurs et à d'éventuelles modifications des tendances actuelles. Les projections présument une évolution régulière et ne rendent pas compte des à-coups de la réalité; elles visent donc à cerner l'amplitude moyenne des variations pendant l'ensemble de la décennie et non à mesurer les mouvements d'une année à l'autre. (Dans les paragraphes qui suivent, les chiffres pour 1980 sont considérés comme des résultats effectifs; cependant beaucoup de ces données, notamment celles qui concernent les pays en développement, sont en fait fondées sur des estimations ou des projections.)

#### *Croissance des pays industriels à économie de marché et à économie planifiée*

Les pays industriels jouent un rôle important dans la santé économique du tiers monde. La hausse des prix du pétrole a contribué au ralentissement de leur croissance qui est tombée à 1,4 % en 1980, niveau bien inférieur à la moyenne annuelle (3,5 %) des années 1970-78. Il est probable qu'ils ont maintenant passé le creux de la vague et qu'ils amorceront une reprise à la fin de l'année 1981 ou au début de 1982.



**Tableau 2.1 Croissance du PIB des pays industriels, 1970-90**  
(variation annuelle moyenne en pourcentage)

Groupe de pays et région	Réali- sations 1970-80	Projections					
		Hypothèse haute			Hypothèse basse		
		1980-85	1985-90	1980-90	1980-85	1985-90	1980-90
Pays industriels à économie de marché	3,3	3,3	4,0	3,6	2,6	3,0	2,8
Amérique du Nord, Japon, Océanie	3,6	3,6	4,2	3,9	2,9	3,2	3,1
Europe occidentale	2,8	3,0	3,6	3,3	2,2	2,7	2,4
Pays industriels à économie planifiée	4,8	4,0	3,8	3,9	3,8	3,6	3,7

Cette récession n'a pas été aussi forte qu'au milieu des années 70 et de même leur reprise ne devrait pas être aussi vive. Les pays industriels doivent adapter leurs structures pour stimuler la productivité, ainsi que les économies et la production d'énergie. Pour ces pays, l'impératif est de trouver le moyen de maîtriser l'inflation, tout en maintenant une croissance assez rapide pour réduire le chômage.

L'Hypothèse haute présuppose que les pays industriels réussiront assez bien à faire face à ces défis (Tableau 2.1). S'il en est ainsi, leur croissance s'améliorera sensiblement pendant la deuxième moitié de la décennie, passant de 3,3 % par an en 1980-85 à 4,0 % par an en 1985-90. Ce résultat resterait toutefois bien inférieur aux 5,1 % atteints pendant les années 60, mais serait à peu près égal aux chiffres du début des années 70.

Si les pays industriels ne procèdent pas aux ajustements nécessaires, leur croissance sera vraisemblablement plus proche des chiffres retenus dans l'Hypothèse basse qui correspondent à une reprise légèrement plus lente pendant la première moitié de la décennie. Selon ce scénario, la persistance de problèmes macroéconomiques et d'éventuelles perturbations extérieures limiteraient leur croissance moyenne pour l'ensemble de la décennie à 2,8 %

par an (contre 3,6 % dans l'Hypothèse haute).

La conjoncture internationale se répercutera aussi, certes dans une moindre mesure, sur les pays à économie planifiée. Etant donné les contraintes que connaissent beaucoup d'entre eux dans le domaine de l'offre de main-d'oeuvre et de l'énergie, il leur sera difficile d'égaliser leurs résultats des années 70 (4,8 % par an en moyenne). Leur croissance serait de 3,9 % par an selon l'Hypothèse haute et de 3,7 % selon l'Hypothèse basse. A en juger par l'expérience des années antérieures, leurs résultats influencent à peine les pays en développement.

**ECHANGES.** Deux facteurs — la croissance des pays industriels et la nature et l'ampleur du protectionnisme — joueront un rôle important dans l'évolution des échanges au cours des années 80, comme ce fut déjà le cas pendant les années 70. Ces deux facteurs sont liés : en effet, la décélération de la croissance non seulement limitera la demande d'importations en provenance des pays en développement, mais pourrait aussi renforcer les pressions protectionnistes — au détriment en particulier des produits manufacturés — qui accompagneraient l'augmentation du chômage dans les pays industriels. A l'inverse, le

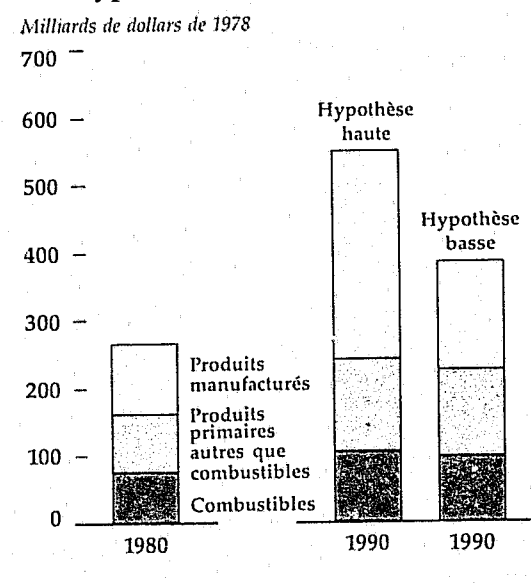
risque d'une croissance lente est moindre si l'on évite le protectionnisme, dans la mesure où celui-ci réduirait les incitations à l'innovation technique et à l'amélioration de la productivité. L'interaction entre croissance et protection fait l'objet d'une étude plus détaillée au Chapitre 3.

Pour l'ensemble du monde, la croissance annuelle des exportations serait de 5,7 % dans l'Hypothèse haute et de 3,7 % seulement dans l'Hypothèse basse (Tableau 2.2 et Figure 2.2). Elle serait de 7,0 % et de 3,9 %, respectivement, pour les seuls pays en développement.

En ce qui concerne les produits primaires et les services, les résultats médiocres que prévoit l'Hypothèse basse tiennent uniquement au ralentissement de la croissance des pays industriels. Cependant, pour les produits manufacturés, l'Hypothèse basse table aussi sur une aggravation du protectionnisme telle que la part des exportations des pays en développement dans la consommation de produits manufacturés des pays industriels reste inchangée.

Cette éventualité aurait de profondes conséquences; la crois-

**Figure 2.2 Exportations de marchandises des pays en développement, 1980 et 1990, Hypothèses haute et basse**



**Tableau 2.2 Croissance quantitative des exportations de biens et de services non facteurs, 1970-90**  
(variation annuelle moyenne en pourcentage)

Origine	Hypothèse haute				Hypothèse basse		
	1970-80	1980-85	1985-90	1980-90	1980-85	1985-90	1980-90
Exportations mondiales	5,3	5,0	6,4	5,7	3,5	3,8	3,7
Pays en développement <sup>a</sup>	4,7	5,9	8,2	7,0	3,7	4,2	3,9
Importateurs de pétrole	6,3	6,8	9,5	8,2	4,0	4,7	4,3
Exportateurs de pétrole	1,6	3,6	4,0	3,8	3,1	2,8	2,9
Pays industriels	5,5	4,9	6,2	5,5	3,5	4,0	3,8
<i>Pour mémoire</i>							
Importations des pays industriels	4,3	3,9	5,8	4,8	2,6	3,4	3,0

a. Chine non comprise.

sance des exportations de produits manufacturés des pays en développement ne serait plus en effet que de 5,1 % par an, contre 12,2 % par an dans l'Hypothèse haute (soit approximativement le pourcentage moyen des années 70) (Tableau 2.3). La conjonction d'une croissance plus lente des pays de l'OCDE et d'une aggravation du protectionnisme ramènerait l'expansion des échanges à un taux sensiblement inférieur aux tendances des années 70.

Les exportations des pays en développement ne dépendent pas totalement de la croissance et des politiques commerciales des pays industriels. En effet, on constate depuis 1973 une expansion du commerce entre pays en développement, due en grande partie aux ventes des importateurs de pétrole aux exportateurs de pétrole. Ces échanges Sud-Sud deviendront d'autant plus importants à l'avenir que les importations des pays concernés continueront de croître rapidement (voir encadré). La demande des pays producteurs de pétrole se répercute non seulement sur les échanges visibles mais aussi sur l'exportation de certaines catégories de services, dans le secteur du

bâtiment et des travaux publics par exemple. En outre, les envois de fonds de leurs travailleurs émigrés dans les pays producteurs de pétrole sont une source importante de devises pour un grand nombre de pays en développement.

**FLUX DE CAPITAUX.** Il est difficile d'estimer avec précision l'importance des capitaux étrangers dans le développement. Ainsi, pour l'ensemble des pays importateurs de pétrole et pour la période 1975-78, les transferts nets de ressources étrangères (le "déficit de ressources", voir l'enca-

dré) ont correspondu à 3,7 % de leur PIB, alors que leur taux d'investissement était d'environ 24 % du PIB. Les capitaux d'origine étrangère ont donc financé près d'un septième — part importante certes, mais non prépondérante — de leur investissement total. En outre, dans les pays en développement, le bâtiment et les autres travaux de construction représentent la majeure partie de l'investissement brut. Ce sont souvent des capitaux étrangers qui financent les importations de matériel et de matériaux qui rendent possibles d'autres investissements intérieurs.

Le montant des capitaux que les pays en développement pourront ou souhaiteront emprunter aux conditions du marché pendant les années 80 est loin d'être connu avec certitude (Chapitre 5). Les perspectives mondiales en matière de production et d'échanges et les projections financières s'influencent mutuellement. Ainsi, une croissance plus rapide des pays industriels serait favorable aux exportations et aux termes de l'échange des pays en développement — et améliorerait donc leur capacité de contracter des emprunts aux conditions du marché. Elle pourrait aussi avoir pour

**Tableau 2.3 Exportations de l'ensemble des pays en développement, 1970-90**

Composition des exportations	Valeur (milliards de dollars de 1978)			Taux de croissance (Variation annuelle moyenne en pourcentage)		
	1980	1990		1970-80	Hyp. haute Hyp. basse	
		Hyp. haute	Hyp. basse		Hyp. haute	Hyp. basse
Marchandises, total	264,4	550,3	386,4	4,6	7,6	3,9
Produits primaires autres que les combustibles	88,9	131,6	123,6	3,9	4,0	3,4
Combustibles	73,0	105,3	98,0	0,0	3,7	3,0
Produits manufacturés	97,4	308,3	159,6	12,9	12,2	5,1
Services	96,5	162,3	144,9	5,0	5,3	4,2
Biens et services <sup>a</sup>	360,9	712,6	531,3	4,7	7,0	3,9

a. Services non facteurs seulement.

## Quelques autres facteurs : Sud-Nord et Sud-Sud

Les projections du présent chapitre montrent surtout les conséquences de l'évolution des pays industriels et des pays exportateurs de pétrole sur les pays en développement. Cependant, la croissance et les résultats de ces derniers exerceront aussi une grande influence sur les échanges et la croissance des pays industriels. En d'autres termes, on enregistre également d'importants flux en sens opposé, c'est-à-dire du Sud vers le Nord. Bien que cette "rétroaction" soit moins prononcée et plus difficile à mesurer, certains estiment que l'application de politiques permettant d'accroître de 1 % la croissance des pays en développement aurait également un effet sur la croissance des pays de l'OCDE qui s'en trouverait renforcée d'environ 0,1 à 0,2 % (cette accélération aurait à son tour une légère incidence sur les pays en développement).

Ce chapitre ne traite pas non plus d'un autre aspect de la question : les pays industriels ne sont pas les seuls acheteurs des pays en développement et les importants courants d'échanges Sud-Sud qui existent déjà vont croissant. La matrice du commerce international donne quelques chiffres très approximatifs sur la répartition des échanges mondiaux entre le Nord (pays industriels à économie de marché et à économie planifiée) et le Sud (catégorie qui inclut à la fois les pays en développement et les pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux). Ces

tableaux indiquent que la part des échanges Sud-Sud dans le commerce mondial devrait passer (dans l'Hypothèse haute) de 7 à 9 % entre 1980 et 1990. Ce qui est plus important encore, la part des échanges Sud-Sud dans les exportations totales du Sud passera de 27 à 32 %. Cette augmentation sera due en grande partie aux ventes de produits primaires aux exportateurs de pétrole et aux pays semi-industriels. La part des échanges Sud-Sud de produits primaires dans le commerce mondial devrait passer de 8 à 11 %, mais pour les produits manufacturés, cette part devrait rester inchangée, aux environs de 5 %, pendant toute la décennie. La libéralisation des échanges entre pays en développement pourrait entraîner une augmentation sensible du commerce et de la croissance et contribuer à compenser les effets défavorables d'une croissance plus lente dans les pays de l'OCDE.

### Courants commerciaux

(en pourcentage des échanges mondiaux)

Année	Origine/ destination	Nord	Sud	Total
1980	Nord	50	24	74
	Sud	19	7	26
		69	31	100
1990	Nord	51	21	72
	Sud	19	9	28
		70	30	100

effet d'encourager les pays industriels à accroître leur aide (Tableau 2.4).

Le présent *Rapport* suppose que la croissance des flux de capitaux privés pendant les années 80 sera moins rapide que pendant la décennie précédente. Comme le montre le Chapitre 5, les banques commerciales ont déjà beaucoup prêté aux pays en développement et pourront donc hésiter davantage à leur accorder de nouveaux prêts. En outre, la hausse des taux d'intérêt a découragé certains emprunteurs potentiels. Plusieurs des pays qui ont le plus emprunté sont aux prises avec des problèmes de gestion de la dette qui pourraient les empêcher d'accroître

leur endettement dans les mêmes proportions. Les exportateurs de pétrole seront de nouveau en mesure d'emprunter mais ils auront peut-être moins besoin de le faire qu'au cours des années 70.

Selon l'Hypothèse haute, les flux de capitaux assortis de conditions non libérales augmenteraient d'environ 10 % par an pendant les années 80 et selon l'Hypothèse basse, la progression serait d'environ 5 % (déduction faite des remboursements). Dans la mesure où l'on prévoit aussi une inflation moyenne de 7 % par an, la réalisation de l'Hypothèse basse correspondrait à une diminution des transferts réels. Ces projec-

tions se révéleront peut-être trop prudentes si les pays en développement sont en mesure d'améliorer leur capacité de service de la dette en accroissant leurs exportations. En outre, elles ne tiennent pas compte d'un élargissement des opérations de crédit du Fonds monétaire international (FMI).

En 1980, le montant net des versements d'Aide publique au développement (APD) a atteint 35,4 milliards de dollars pour l'ensemble des donateurs, dont 26,6 milliards de dollars fournis par les membres du CAD. Ce dernier chiffre correspond à 0,37 % du PNB combiné des pays membres du CAD, contre 0,34 % seulement en moyenne au cours des cinq années précédentes. Selon l'Hypothèse haute, le pourcentage de 0,37 % serait maintenu jusqu'en 1990 et selon l'Hypothèse basse, il tomberait à 0,33 %. L'un et l'autre scénarios prévoient que l'APD fournie par les pays de l'OPEP passera de 7 milliards de dollars en 1980 à 15 milliards de dollars en 1990. Alors que les versements nets de l'ensemble des donateurs ont dépassé 35 milliards de dollars en 1980, l'APD effectivement reçue par les pays en développement n'a été que d'environ 22 milliards de dollars. La différence entre ces deux chiffres correspond aux flux d'assistance technique, qui n'apparaissent pas dans la balance des paiements, ou aux contributions à des organisations multilatérales, que celles-ci n'ont pas encore décaissées ou qu'elles ont affectées à l'octroi de prêts assortis de conditions non libérales. Estimé sur cette base, le montant total de l'aide publique apportée aux pays en développement atteindrait en 1990 de 54 à 66 milliards de dollars, ce total dépendant en grande partie de la croissance du PNB des pays de l'OCDE. L'Hypothèse haute table

aussi sur d'importantes modifications de l'affectation de l'APD de sorte que la part allant aux pays à faible revenu serait en 1990 de 50 %, contre 34 % actuellement.

C'est dire que l'Hypothèse haute est assez optimiste en ce qui concerne l'aide publique au développement destinée aux pays à faible revenu.

ENERGIE. Les prix de l'énergie restent l'une des principales incertitudes qui pèsent sur les perspectives de croissance. Selon les éléments d'information présentés au

**Tableau 2.4 Flux financiers nets, tous pays en développement, 1970-90**  
(milliards de dollars, aux prix courants)

Source	Projections <sup>a</sup>						Taux de croissance <sup>a</sup>		
	Réalizations		Hypothèse haute		Hypothèse basse		Hyp. haute	Hyp. basse	
	1970	1980	1985	1990	1985	1990	1970-80	1980-90	
Aide publique au développement <sup>b</sup>	4,1	21,7	40,9	65,7	35,3	53,6	18,1	11,7	9,5
Prêts à des conditions non libérales									
D'origine publique	1,2	8,1	13,1	22,0	12,3	18,7	21,0	10,5	8,7
D'origine privée	6,0	36,9	54,7	94,6	38,8	55,2	19,9	9,9	4,1
Investissement direct	2,5	8,6	15,7	24,4	13,6	19,4	13,2	11,0	8,5
Total <sup>c</sup>	13,8	75,3	124,4	206,7	100,0	147,0	18,5	10,6	6,7
Total, aux prix de 1978	29,5	62,7	70,5	87,5	56,6	62,2	7,8	3,2	-0,2
<i>Pour mémoire</i>									
Exportations nettes (biens et services)	-8,5	-52,0	-67,2	-128,3	-55,9	-92,1	19,9	9,5	5,9
Exportations nettes (aux prix de 1978)	-18,2	-43,3	-38,1	-54,3	-31,6	-39,0	6,7	4,5	1,1
Solde des transactions courantes <sup>d</sup>	-10,9	-68,6	-95,4	-173,4	-84,4	-129,6	18,4	11,5	8,2
APD fournie par les membres du CAD : PNB des membres du CAD (en pourcentage)	0,34	0,37	0,37	0,37	0,34	0,33			

Note : Dans tous les cas, ces chiffres sont nets des remboursements.

a. Variations annuelles moyennes en pourcentage.

b. Y compris l'APD sous forme de dons (transferts publics).

c. A l'exclusion des capitaux à court terme et des variations des réserves.

d. A l'exclusion des transferts publics.

e. Corrigé au moyen de l'indice d'ajustement du PIB des pays de l'OCDE.

## Flux de capitaux : glossaire

Certaines expressions comme balance commerciale, solde de ressources, déficit de ressources et balance des transactions courantes, pouvant prêter à confusion, le lecteur trouvera ci-dessous la signification qui leur est donnée dans le présent Rapport :

• *Balance commerciale.* Cette expression désigne la différence entre les exportations et les importations de biens, c'est-à-dire la balance des marchandises.

• *Solde de ressources.* Cette expression désigne la différence entre les exportations et les importations de biens et de services non facteurs. Ce solde correspond essentiellement à la somme de la balance commerciale et de la balance des services (comme le tourisme et le fret maritime), mais abstraction faite des paiements au titre des facteurs (comme les

intérêts, les envois de fonds des travailleurs et les dividendes).

• *Déficit de ressources.* Cette expression désigne la différence entre les importations et les exportations de biens et de services non facteurs et correspond donc au solde de ressources affecté du signe contraire. Ce déficit représente le montant net des transferts de ressources d'origine extérieure et il est égal à la différence entre l'investissement intérieur brut et l'épargne intérieure brute. Les pays dont le déficit de ressources est négatif (ou dont le solde de ressources est positif) épargnent plus qu'ils n'investissent et transfèrent des ressources à l'étranger.

• *Balance des transactions courantes.* Selon la définition type qu'utilisent le FMI et d'autres institutions, cette balance est égale au total du solde de ressources,

du revenu net des facteurs, et des transferts nets privés et publics. Dans le cas des pays en développement, en raison des paiements d'intérêt au titre de leurs emprunts, le poste "paiements nets à l'étranger au titre des facteurs" est généralement positif, de sorte que le déficit de leurs transactions courantes est exprimé par un chiffre négatif supérieur au solde de leurs ressources. Cependant, la Banque mondiale n'inclut pas les transferts publics dans le déficit des transactions courantes. Dans la mesure où ces transferts se composent essentiellement d'apports d'aide publique au développement reçus sous forme de dons, il convient plutôt d'y voir un moyen de financement du déficit des transactions courantes.

Chapitre 4, la hausse des prix du pétrole pendant les années 80 atteindra probablement quelque 3 % par an en valeur réelle, soit 10 % par an en valeur nominale. Dans ce cas, le prix moyen du pétrole de l'OPEP serait en moyenne de 42 dollars le baril (en dollars de 1980) en 1990, contre 30,5 dollars en 1980.

Le fait que l'on prévoit, pour les prix du pétrole, une tendance régulière à la hausse signifie non pas que l'on n'enregistrera aucune fluctuation, mais que l'augmentation moyenne sera de 3 % par an. Cette tendance est compatible avec la gamme des taux de croissance projetée pour les pays industriels et avec le volume probable de l'offre d'énergie. Elle a donc été incorporée dans les deux scénarios. Si l'Hypothèse basse présume une diminution de la demande de pétrole, elle prévoit aussi que les producteurs de pétrole limiteront leur production au niveau de la demande mondiale, de sorte que les prix resteraient inchangés en valeur réelle.

#### Résultats des pays en développement

Au cours des années 70, les pays en développement ont eu recours à différents moyens pour s'adapter à la nouvelle conjoncture mondiale caractérisée par une croissance modérée de la production et du commerce et par une hausse des prix réels de l'énergie. Ils devront faire de même au cours des années 80 et leurs résultats dépendront de plusieurs facteurs, dont leur aptitude à accroître les entrées de capitaux extérieurs et leur taux d'épargne intérieure afin de pouvoir financer la restructuration de leur économie. Un autre facteur jouera un rôle décisif, à savoir la mesure dans laquelle ils réussiront à accélérer la croissance de leurs exportations et à réduire leur dépendance à l'égard des importations de pétrole, de biens

d'équipement et de matières premières.

Le Tableau 2.5 indique la valeur de divers indicateurs macro-économiques dans les deux Hypothèses. Pour les pays importateurs de pétrole, le ratio entre les importations nettes de produits combustibles et le PIB (ces deux grandeurs étant exprimées en prix constants) est passé de 3,3 % en 1970 à 2,7 % en 1980 et devrait tomber à 2 % environ d'ici à 1990.<sup>1</sup> Atteindre ce résultat exigera de leur part des efforts considérables pour économiser l'énergie et remplacer les importations par leur propre production. L'expérience des années antérieures montre que la consommation d'énergie augmente plus vite que le PNB dans les pays en voie d'industrialisation et d'urbanisation.

Jusqu'ici, les pays importateurs de pétrole ont réagi aux augmentations du prix du pétrole de 1979-80 en empruntant davantage à l'étranger. Le déficit de leurs

transactions courantes est passé de 2,3 % de leur PIB en 1978 à 4,4 % en 1980. A plus longue échéance toutefois, l'accroissement de la charge que représente le service de leur dette, conjugué au fait que le montant des capitaux disponibles à des conditions libérales sera limité, les obligera à réduire leur recours à l'emprunt extérieur. Selon l'Hypothèse haute, l'épargne intérieure augmente et remplace en partie les capitaux étrangers et la part des exportations dans la valeur ajoutée totale passe à 28 % environ d'ici à 1990, contre quelque 21 % en 1978. Compte tenu des économies réalisées sur leurs importations de combustibles, les pays importateurs de pétrole réussissent à absorber le renchérissement des prix pétroliers, tout en réduisant leur dépendance à l'égard des apports de capitaux étrangers.

L'Hypothèse basse suppose une évolution moins favorable dans tous ces domaines. Exprimée en pourcentage du PIB, la part des exportations reste approximativement égale au chiffre de 1980 et il en va de même pour l'épargne intérieure. La détérioration des résultats intérieurs se répercute

<sup>1</sup> En prix constants de 1978, ce ratio reflète le rapport entre le volume de la production et le volume des importations de pétrole. Calculé en prix courants, ce ratio est de 5,2 % pour 1980.

**Tableau 2.5 Indicateurs de performance—Pays en développement importateurs de pétrole, 1970-90**  
(en pourcentage du PIB)

	1970	1975	1978	1980	Hypothèse haute		Hypothèse basse	
					1985	1990	1985	1990
<i>En prix constants (1978)</i>								
Importations de combustibles, nettes <sup>a</sup>	3,3	2,6	2,8	2,7	2,5	2,3	2,6	2,1
Autres importations	21,8	21,0	19,9	20,2	20,4	23,8	17,9	18,4
Exportations	19,2	19,7	21,1	21,6	23,5	28,0	21,7	22,1
Epargne	19,9	19,2	20,8	21,5	21,7	21,9	20,7	21,1
<i>En prix courants</i>								
Déficit des transactions courantes	2,4	5,1	2,3	4,4	3,2	3,0	2,9	2,4
Importations de combustibles, nettes	1,0	2,9	2,8	5,2	5,8	6,1	5,9	5,6

a. En prix constants de 1978, ce ratio reflète le rapport entre le volume de la production et le volume des importations de pétrole.

sur la capacité d'endettement et limite donc les apports de capitaux étrangers, de sorte qu'il faut comprimer les importations pour réduire le déficit des transactions courantes. Cette contraction entraîne inévitablement un ralentissement de la croissance

PROJECTIONS RELATIVES A LA CROISSANCE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT. L'influence combinée de ces divers facteurs pourrait se traduire par une amélioration des résultats des pays en développement par rapport aux années 70, au cours desquelles leur croissance avait été de 5,1 % par an. Pendant les années 80, celle-ci serait de 5,7 % par an selon l'Hypothèse haute et de 4,5 % par an selon l'Hypothèse basse (Tableau 2.6). La croissance reste soumise à des contraintes pendant la durée de l'ajustement. Dans l'Hypothèse haute, elle retrouve le rythme des années 60 et du début des années 70, mais dans l'Hypothèse basse, elle reste inférieure pendant toute la décennie aux résultats moyens des années antérieures.

Il s'agit là de taux moyens pour l'ensemble des pays en développement, qui ne rendent pas compte des différences qui se manifesteront probablement entre les divers groupes et entre les pays eux-mêmes. Par exemple, la croissance des exportateurs de pétrole devrait être raisonnablement rapide dans l'une et l'autre Hypothèses, leurs ventes de pétrole les aidant à se protéger des influences extérieures qui toucheront les importateurs de pétrole. Par contre, la croissance des pays d'Afrique subsaharienne ne sera que d'environ 3 % par an, même dans l'Hypothèse haute. Selon l'Hypothèse basse, la progression de leur PNB sera probablement moins rapide que celle de la population et inférieure aux résultats des années 70.

Ces pays sont aux prises avec des problèmes difficiles qui résultent à la fois d'événements extérieurs et de facteurs internes, comme la médiocrité de leurs ressources naturelles et les déficiences de leurs politiques internes.

En revanche, les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire, qui disposent de ressources plus abondantes et dont les politiques commerciales sont plus libérales, devraient obtenir de meilleurs résultats que les pays à faible revenu. Globalement, leurs taux de croissance seront probablement de 5 à 6 % par an, en moyenne, et pourraient même atteindre 8 %, selon l'Hypothèse haute, pour la région d'Asie de l'Est. De ce fait, l'écart entre le revenu par habitant des pays à faible revenu et celui des pays à revenu intermédiaire se creusera encore dans l'une et l'autre Hypothèses.

SENSIBILITE A LA CROISSANCE MONDIALE. On peut cerner l'importance relative des divers facteurs qui influencent les résultats des pays en développement

en effectuant d'autres simulations de l'économie mondiale. Ainsi, le Tableau 2.7 indique quelles seraient les conséquences d'un ralentissement de la croissance de l'OCDE et d'une réduction des apports de capitaux sur les projections de l'Hypothèse haute. Il ressort de ces calculs que, si la croissance des pays de l'OCDE ne dépasse pas le pourcentage retenu dans l'Hypothèse basse, celle des pays importateurs de pétrole pourrait tomber de 5,4 à 5,0 % par an. Dépendant davantage de leurs ventes aux pays industriels, les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire en subiraient les conséquences plus fortement encore que les pays à faible revenu. Si l'on suppose en outre que les flux de capitaux ne dépasseront pas le montant retenu dans l'Hypothèse basse, la croissance des pays importateurs de pétrole tombe à 4,8 % par an, car ils ne peuvent plus financer les importations requises. Les autres différences entre cette variante et l'Hypothèse basse tiennent au fait que cette dernière table sur un plus fort degré de protectionnisme et

Tableau 2.6 Croissance du PIB, par région, 1960-90  
(moyenne annuelle en pourcentage)

Région	Hypothèse haute					Hypothèse basse		
	1960-70	1970-80	1980-85	1985-90	1980-90	1980-85	1985-90	1980-90
Importateurs de pétrole	5,7	5,1	5,0	5,8	5,4	3,8	4,4	4,1
Importateurs de pétrole à faible revenu	4,2	3,0	4,0	4,3	4,1	2,8	3,2	3,0
Afr.que subsaharienne	4,0	2,4	3,0	3,0	3,0	1,8	2,0	1,9
Asie	4,3	3,2	4,2	4,6	4,4	3,0	3,5	3,2
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	6,2	5,6	5,2	6,1	5,6	4,0	4,7	4,3
Afrique subsaharienne <sup>a</sup>	4,1	3,5	3,0	3,3	3,1	2,7	3,0	2,8
Asie de l'Est et Pacifique	7,9	8,2	7,8	8,5	8,1	6,3	6,5	6,4
Amérique latine/Caraiibes	5,3	6,0	5,1	6,0	5,6	4,4	4,8	4,6
Moyen-Orient, Afrique du Nord	4,1	4,9	4,1	4,1	4,1	3,0	3,3	3,2
Europe du Sud	7,0	4,6	4,3	5,0	4,6	2,5	3,5	3,0
Exportateurs de pétrole	6,5	5,2	6,2	6,8	6,5	4,9	5,9	5,4
Tous pays en développement	5,9	5,1	5,3	6,1	5,7	4,1	4,9	4,5

a. A l'exclusion de l'Afrique du Sud.



de moins bons résultats de la part des pays en développement eux-mêmes.

Il va sans dire que ces simulations indiquent seulement les conséquences possibles de certaines modifications du scénario de base. Elles ne tiennent pas compte d'éventuels effets compensateurs. Par exemple, si les pays en développement obtenaient eux-mêmes de meilleurs résultats, leur croissance pourrait s'en trouver améliorée, même si la situation extérieure s'aggravait. Il convient donc de ne voir dans ces projections qu'une illustration de l'importance relative de divers facteurs influençant la croissance. L'avenir est toujours incertain et il est possible aussi que les projections sous-estiment la croissance de l'OCDE et le volume des flux de capitaux. En conséquence, on peut également envisager d'autres évolutions qui aboutiraient à un dépassement de l'Hypothèse haute (voir encadré).

**CAPITAUX NECESSAIRES A UNE ACCELERATION DE LA CROISSANCE.** Une augmentation des apports d'APD serait bénéfique pour les pays à faible revenu en particulier et pour les importateurs de pétrole en général. Si l'APD constitue une part relativement peu importante du total des ressources de l'ensemble des pays en développement, elle représente par contre environ 14 % de l'investissement des pays à faible revenu et quelque 20 % de leurs importations.

Pour que la croissance des pays à faible revenu passe de 3 % par an (Hypothèse basse) à 4,1 % par an (Hypothèse haute), il faudrait que le volume de l'APD atteigne en 1990 environ 30 milliards de dollars de plus (en prix courants, soit environ 15 milliards de dollars aux prix de 1980) que les 54 milliards de dollars prévus dans l'Hypothèse basse. Il faudrait pour cela

**Tableau 2.7 Taux de croissance du PIB, 1980-90**  
(moyenne annuelle en pourcentage)

Groupe de pays	Hypothèse haute	Croissance réduite dans les pays de l'OCDE	Croissance réduite dans les pays de l'OCDE plus réduction des apports de capitaux	Hypothèse basse
Importateurs de pétrole	5,4	5,0	4,8	4,1
A faible revenu	4,1	4,1	3,7	3,0
A revenu intermédiaire	5,6	5,1	5,0	4,3
Exportateurs de pétrole	6,5	6,5	6,5	5,4
Tous pays en développement	5,7	5,4	5,3	4,5
<i>Suppositions</i>				
Croissance de l'OCDE 1980-90	3,6	2,8	2,8	2,8
Déficit de ressources, 1990 (en milliards de dollars de 1978)	54,3	54,3	39,0	39,0

### Conditions nécessaires à une accélération de la croissance

Plusieurs facteurs pourraient aider les pays en développement à porter leur croissance au-delà des taux prévus dans l'Hypothèse haute. Par exemple, les flux de capitaux, d'origine privée en particulier, pourraient être considérablement supérieurs aux prévisions et les pays industriels pourraient réduire ou éliminer les obstacles non tarifaires qui limitent le volume des exportations des pays en développement. Certes, aucune de ces deux éventualités n'est probable mais elles ne sont pas non plus à exclure.

Le tableau ci-après montre quels seraient les effets d'une telle évolution. Les chiffres de la deuxième colonne indi-

quent l'incidence d'un doublement du taux de croissance des entrées de capitaux en valeur réelle (le déficit de ressources). Dans ce cas, la valeur réelle des transferts de capitaux atteindrait 83 milliards de dollars en 1990 (l'Hypothèse haute prévoit 54 milliards). On estime qu'une réduction du protectionnisme majorerait de 1 % par an le taux de croissance des exportations. Cet abaissement des barrières commerciales, même s'il touche à la fois les produits manufacturés et agricoles, profitera surtout aux pays à revenu intermédiaire. Globalement, la croissance des pays en développement importateurs de pétrole s'en trouverait majorée de 0,5 % par an.

### Croissance prévisionnelle du PIB, 1980-90

(variation annuelle moyenne en %)

Groupe de pays	Hypothèse haute	Flux de capitaux accrus	Flux de capitaux accrus plus réduction du protectionnisme
Importateurs de pétrole	5,4	5,6	5,9
A faible revenu	4,1	4,5	4,5
A revenu intermédiaire	5,6	5,9	6,2
Exportateurs de pétrole	6,5	6,5	6,5
Tous pays en développement	5,7	5,9	6,1
<i>Pour mémoire</i>			
Déficit de ressources, 1990 (milliards de dollars de 1978)	54,3	83,1	83,1
Croissance des exportations (variation annuelle moyenne en pourcentage)	7,0	7,0	8,0

que l'aide des donateurs de l'OCDE passe à 0,50 % de leur PNB, alors que l'Hypothèse basse table sur 0,33 %. Pour importante que puisse sembler cette augmentation au regard des tendances récentes, elle ne représenterait en fait que le retour au niveau (0,49 %) enregistré en 1965.

Une autre possibilité pour répondre aux besoins des pays à faible revenu serait d'accroître sensiblement la part de l'APD (34 % actuellement) qui leur est affectée. L'Hypothèse haute suppose déjà que cette part atteindra 50 % en 1990 et il n'est pas à exclure que cette proportion puisse alors être dépassée. Comme l'indique le Chapitre 6, l'aide libérale répond à une double nécessité : financer, d'une part, les investissements indispensables à l'ajustement structurel à plus long terme et, d'autre part, les besoins de liquidité à court terme résultant de la détérioration des paiements courants. Il faudrait donc qu'une part importante de l'APD supplémentaire soit fournie sous une forme permettant à ces fonds d'être décaissés rapidement. Cependant, les projections ne font pas de distinction entre ces deux exigences en matière d'aide étrangère.

**SENSIBILITE AU PRIX DE L'ENERGIE.** Malgré les économies que les pays en développement se sont efforcés de réaliser, le rapport entre les importations d'énergie des pays importateurs de pétrole et leurs exportations totales est passé d'environ 9 % en 1970 à 26 % en 1980. Pour les années à venir, les efforts d'économie et de substitution tendront à ralentir l'accroissement du volume des importations de combustibles, mais ce ralentissement sera quelque peu contrebalancé par la hausse escomptée des prix réels. En conséquence, ce rapport pourrait n'avoir que très

**Tableau 2.8 Coût des importations de combustibles, 1970-90**  
(en pourcentage des exportations)

Groupe de pays	1970	1980	1990	
			Hypothèse haute	Hypothèse basse
Importateurs de pétrole	8,6	26,3	24,4	28,7
Exportateurs de pétrole	3,8	6,1	10,2	10,9
Tous pays en développement	7,5	19,3	19,9	22,2

Note : Rapport entre les importations brutes de combustibles et les exportations de biens et services (toutes catégories), aux prix courants.

peu diminué en 1990 et il augmenterait même dans l'Hypothèse basse (Tableau 2.8).

Dans ces conditions, les pays en développement continueront d'être touchés par les variations des prix de l'énergie. Une hausse des prix réels du pétrole de 5 % par an pendant toutes les années 80 pourrait réduire d'environ 0,5 % la croissance annuelle du PIB des importateurs de pétrole. Inversement, en l'absence de toute augmentation en valeur réelle, la croissance de leur PIB pourrait atteindre non plus 5,5 % par an comme le prévoit l'Hypothèse haute, mais 5,8 % par an. Il va sans dire que l'évolution des prix du pétrole a d'importantes conséquences aussi sur la croissance et l'inflation des pays industriels et sur le volume des excédents des exportateurs de pétrole, ce qui se répercute ensuite sur les pays en développement. Les estimations de la croissance qui figurent dans

le Tableau 2.9 ne tiennent pas compte de ces effets secondaires.

### Conséquences sur la pauvreté

Dans l'une et l'autre Hypothèses, les disparités de revenus entre pays en développement et pays industriels restent importantes. En 1980, le revenu par habitant des pays industriels était environ cinq fois plus élevé que celui de l'ensemble des pays en développement et douze fois supérieur à celui des pays importateurs de pétrole à faible revenu. Ces rapprochements tiennent compte des fortes différences de pouvoir d'achat d'un pays à l'autre; si l'on effectue la conversion sur la base des taux de change, les écarts sont bien plus importants (voir encadré.).

Cet écart se réduira-t-il au cours des années 80? Selon l'Hypothèse haute, le PNB par habitant de l'ensemble des pays en dévelop-

**Tableau 2.9 Sensibilité du PIB au renchérissement du pétrole, 1980-90**  
(taux annuels moyens de croissance du PIB réel)

Groupe de pays	Augmentations des prix de pétrole <sup>a</sup>		
	0 %	3 %	5 %
Importateurs de pétrole	5,8	5,5	5,0
A faible revenu	4,3	4,1	4,0
A revenu intermédiaire	6,1	5,7	5,2
Exportateurs de pétrole	6,3	6,5	6,6
Tous pays en développement	6,0	5,7	5,5

a. Taux d'augmentation des prix du pétrole en valeur réelle, 1980-90.



## Comparaison des revenus réels à l'échelle internationale

Exprimer le PIB de différents pays en une monnaie commune sur la base des taux de change en vigueur ne permet pas une comparaison exacte des revenus réels. En effet, les taux de change ne reflètent pas nécessairement le pouvoir d'achat des monnaies concernées car ils ne tiennent pas compte de la part (souvent importante) du PIB qui ne fait pas l'objet d'échanges internationaux. En outre, leurs fluctuations sont actuellement considérables et il y a plus d'un exemple de variations de 20 %, sinon plus, en l'espace de douze mois, même parmi les monnaies principales.

Le Projet de comparaison internationale (PCI) vise à remédier à ces déficiences, en comparant les ratios de prix pour 153 catégories de dépenses du PIB total. Les comparaisons sont effectuées sur la base des prix aux Etats-Unis et sont ensuite pondérées de façon à obtenir un taux de change du pouvoir d'achat. Ce taux a été calculé pour 34 pays sur la base de comparaisons effectuées aux prix de 1975. Au moyen de certaines approximations, on a ensuite généralisé ces résultats à l'ensemble des pays en développement. L'utilisation des méthodes de calcul mises au point dans le cadre du PCI a pour effet d'accroître sensiblement le PNB estimatif par habitant, surtout pour les pays à faible revenu (voir le tableau).

Il convient de ne voir dans ces chiffres qu'une estimation approximative dans la

mesure où tout calcul du pouvoir d'achat "effectif" se heurte inévitablement à de nombreuses difficultés. Ainsi, il est difficile de comparer des biens de consommation de qualité et de style différents; il en est de même pour la valeur des services, surtout lorsque ceux-ci sont fournis gratuitement par le secteur public. Néanmoins, les méthodes mises au point dans le cadre du PCI sont les meilleures dont on dispose pour comparer les revenus à l'échelle internationale et sont bien supérieures aux conversions classiques sur la base des taux de change.

### Conversion du PNB réel par habitant sur la base du taux de change et du pouvoir d'achat, 1980

(dollars)

Groupe de pays	Taux de change	Pouvoir d'achat
Importateurs de pétrole	790	1 700
A faible revenu	220	730
A revenu intermédiaire	1 710	2 690
Exportateurs de pétrole	1 060	2 080
Tous pays en développement	850	1 790
Pays industriels	10 660	8 960

pement devrait augmenter légèrement plus vite (3,3 % contre 3,1 % par an) que celui des pays industriels (Tableau 2.10). L'écart relatif entre ces deux groupes diminuera donc légèrement. Cependant, du fait que le PNB par habitant des pays à faible revenu ne devrait augmenter que de 1,8 % par an, l'écart qui les sépare des pays à revenu intermédiaire et des pays industriels continuera de se creuser.

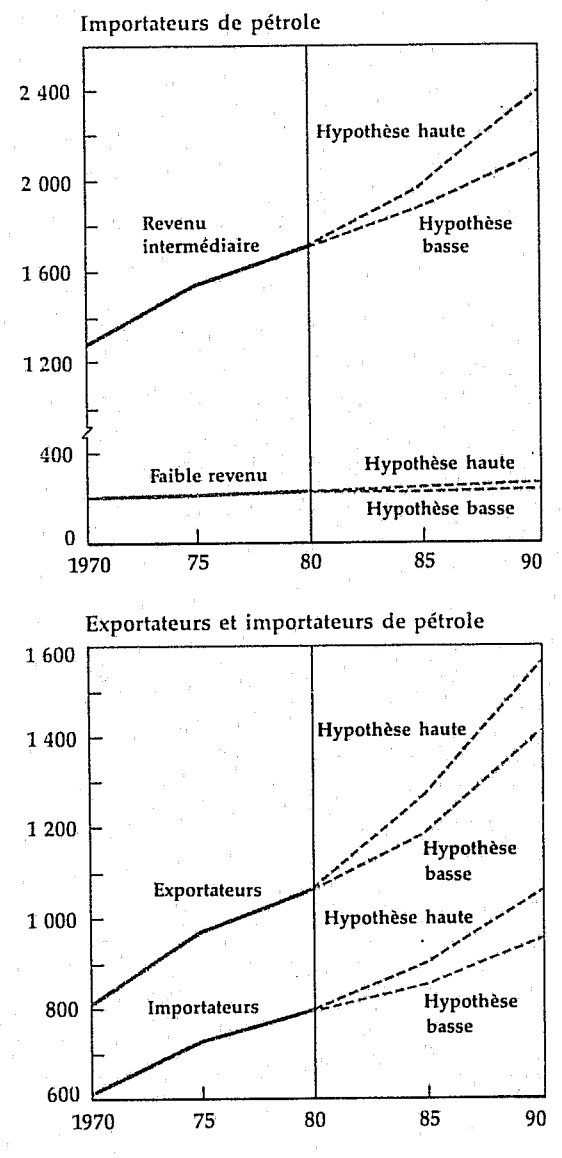
Selon l'Hypothèse basse, la croissance des importateurs de pétrole sera plus lente que celle des pays industriels et l'accroissement annuel du PNB par habitant ne sera que de 2,1 % pour les pays

à revenu intermédiaire et de 0,7 % pour les pays à faible revenu. Par contre, les pays industriels pourront encore améliorer de 2,3 % par an leur revenu par habitant. C'est dire que dans le meilleur des cas l'écart entre les plus riches et les plus pauvres se creusera encore au cours des années 80, et la différence sera d'autant plus forte que les circonstances seront moins favorables (Figure 2.3).

Les perspectives des pays pauvres s'étant détériorées, les possibilités de réduire la pauvreté apparaissent elles aussi moins bonnes. En 1980, d'après les estimations actuelles (qui ne tiennent pas compte de la Chine), un tiers

Figure 2.3 PNB par habitant des pays en développement, 1970-90, Hypothèses haute et basse

(dollars de 1980)



environ de la population des pays en développement, soit 750 millions d'hommes, vivait dans la pauvreté absolue. Si le taux de croissance prévu dans l'Hypothèse haute se maintenait jusqu'à l'an 2000, cette proportion pourrait être ramenée à 18 %. Cependant, du fait de la rapidité de l'accroissement démographique, le nombre des victimes de la pauvreté absolue serait néanmoins de 630 millions (Figure 2.4). Selon l'Hypothèse basse, ce chiffre pourrait même être de 850 millions à la fin d'un siècle où certaines régions du monde auront bénéficié de progrès économiques et sociaux sans précédent.

Bien entendu, toutes projections lointaines ne peuvent être que des estimations approximatives. En fait, la pauvreté et ses relations avec la croissance du revenu sont loin d'être bien définies. Il est possible d'atténuer la pauvreté, pour un même revenu global, si les politiques intérieures permettent d'améliorer la productivité des plus pauvres, de réduire la fécondité et d'élargir l'accès aux produits et aux services de première nécessité. Néanmoins, la nature des mesures d'ajustement structurel que prendront les pays en développement et l'évolution de leur environnement extérieur auront de profondes répercussions sur l'ampleur de la pauvreté dans les années à venir.

### Interdépendance

Bien que l'écart se creuse en ce qui concerne le revenu par habitant, la production des pays en développement augmente plus vite que celle des pays développés (Tableau 2.11). (Cela du fait de l'accroissement démographique plus rapide des pays en développement.) En conséquence, la part du tiers monde dans le PIB mondial devrait passer à 20 % environ en

Tableau 2.10 PNB par habitant, 1980-90

Groupe de pays	1980	1990 (en dollars de 1980)		Taux de croissance 1980-90 (variation annuelle moyenne en %)	
		Hypothèse haute	Hypothèse basse	Hypo- thèse haute	Hypo- thèse basse
Importateurs de pétrole	790	1 060	950	3,1	1,8
A faible revenu	220	260	230	1,8	0,7
A revenu intermédiaire	1 710	2 400	2 120	3,4	2,1
Exportateurs de pétrole	1 060	1 560	1 410	4,0	2,9
Tous pays en développement	850	1 180	1 050	3,3	2,2
Pays industriels	10 660	14 520	13 380	3,1	2,3

1990, contre 15 % seulement en 1970. De plus, sa part de l'accroissement de la production mondiale entre 1980 et 1990 devrait être d'environ 26 % (Hypothèse haute). Ses exportations représenteront 25 % des échanges internationaux en 1990 et 26 % de l'accroissement du commerce mondial entre 1980 et 1990.

Comme, à l'échelle mondiale, le volume des échanges croît plus vite que celui de la production, la part échangée de la production sera proche de 27 % en 1990, alors qu'elle n'était que de 22 % en 1980 et de 13 % en 1970. A mesure que se développeront ces liens commerciaux, les pays en développement s'intégreront davantage à l'économie mondiale.

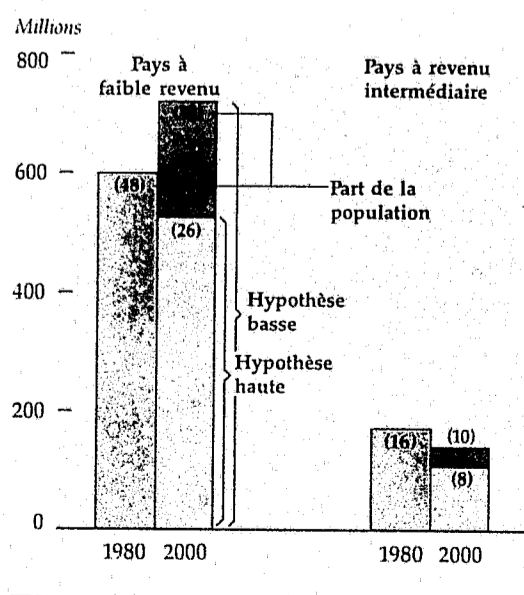
Il est évidemment difficile de mesurer avec exactitude le degré de dépendance de divers pays ou régions sur la base des statistiques commerciales. En effet, le total des échanges inclut aussi bien des produits minéraux et alimentaires essentiels que des biens de consommation de moindre importance. Si l'on peut conclure sur la base des projections globales à un renforcement de "l'interdépendance", la situation de chaque pays (et même groupe de pays) reste néanmoins caractérisée par sa "dépendance nette" à l'égard de l'économie internationale.

Ainsi, les importations des pays africains à faible revenu correspondaient en 1978 à 25 % de leur PIB global, ce qui témoigne d'une forte sensibilité à la conjoncture internationale. Cependant, le total de leurs exportations représentait moins de 1 % des échanges mondiaux et leur part devrait encore diminuer au cours des années 80.

### Structure des balances des paiements

Pendant toute la décennie, les déficits des transactions courantes des pays en développement devraient rester relativement importants en termes réels, mais diminuer en pourcentage du PNB (Tableau 2.12). Ces déficits sont bien entendu fonction de leur capacité d'endettement et de leurs possibilités d'accès aux marchés de capitaux (Chapitre 5). La position des exportateurs de pétrole, légèrement excédentaire en 1980, devrait devenir et rester déficitaire à partir de 1985. Par contre, les petits déficits par lesquels s'est soldée l'année 1980 pour les pays industriels devraient faire place à un important excédent d'ici à 1990. L'accroissement de leur excédent fera pendant à la réduction de l'excédent des exportateurs de pétrole à excédent de capitaux, qui ne sera plus que de 16 à 35 milliards de dollars (dollars de 1978)

Figure 2.4 Nombre de victimes de la pauvreté absolue, 1980 et 2000



**Tableau 2.11 Production et commerce mondiaux, Hypothèse haute, 1970-90**

Groupe de pays	Produit intérieur brut					
	Montant (milliards de dollars de 1978)			Pourcentage		
	1970	1980	1990	1970	1980	1990
Pays industriels à économie de marché	4 334	5 973	8 539	69	65	62
Tous pays en développement	979	1 615	2 810	15	18	20
Importateurs de pétrole	718	1 181	1 998	11	13	14
A faible revenu	148	198	297	2	2	2
A revenu intermédiaire	570	983	1 701	9	11	12
Exportateurs de pétrole	261	434	812	4	5	6
Autres <sup>a</sup>	988	1 608	2 395	16	17	18
Total	6 301	9 196	13 744	100	100	100
	Exportations de biens et services non facteurs (milliards de dollars aux prix courants)					
	1970	1980	1990	1970	1980	1990
Pays industriels à économie de marché	274	1 531	5 412	69	61	59
Tous pays en développement	78	561	2 300	20	22	25
Importateurs de pétrole	59	357	1 565	15	14	17
A faible revenu	7	27	88	2	1	1
A revenu intermédiaire	52	330	1 478	13	13	16
Exportateurs de pétrole	19	204	735	5	8	8
Autres <sup>a</sup>	42	435	1 460	11	17	6
Total	394	2 527	9 172	100	100	100

a. La rubrique "autres" comprend la Chine ainsi que les pays à économie planifiée et les pays à excédent de capitaux.

**Tableau 2.12 Solde des transactions courantes, 1970-90**  
(milliards de dollars de 1978)

Groupe de pays	1970	1975	1978	1980	Hypothèse haute		Hypothèse basse	
					1985	1990	1985	1990
Importateurs de pétrole	-18,5	-49,8	-25,5	-52,7	-49	-60	-41	-43
A faible revenu	-3,5	-7,0	-5,1	-8,6	-12	-15	-8	-9
A revenu intermédiaire	-15,0	-42,8	-20,4	-44,1	-37	-45	-33	-34
Exportateurs de pétrole	-4,7	-3,2	-17,6	4,1	-5	-14	-7	-12
Tous pays en développement	-23,2	-53,1	-43,1	-48,6	-54	-74	-48	-55
Exportateurs de pétrole à excédent de capitaux <sup>a</sup>	6,0	39,7	18,8	85,1	[57]	[35]	[55]	[16]
Pays industriels à économie de marché <sup>a</sup>	25,9	28,4	29,9	-24,5	[12]	[55]	[8]	[55]
Pays industriels à économie planifiée et Chine	3,4	-9,0	-0,2	-0,1	-3	-4	-2	-3
Ecart statistique	-12,3	-6,0	-5,4	-11,9	-12	-12	-13	-13

Note : Non compris les transferts publics.

a. Les projections relatives à ce groupe sont particulièrement incertaines.

en 1990, contre 85 milliards en 1980.

Cette diminution sera le résultat de la croissance escomptée de leurs importations, qui est toutefois sujette à de grandes incertitudes. D'après les projections actuelles, ces importations s'élèveraient à 6 500 dollars *par habitant* en 1990, date à laquelle leur PNB par habitant serait seulement de 8 100 dollars (ces deux chiffres sont exprimés en dollars de 1978). Si la croissance de leurs importations est inférieure de 1 % au taux projeté dans l'Hypothèse haute, ces pays enregistreront en 1990 un excédent supérieur de 21 milliards aux 35 milliards de dollars actuellement prévus. L'ampleur des excédents projetés pour les pays de l'OPEP pourrait donc varier considérablement dans l'une et l'autre Hypothèses. Toute modification de leurs excédents entraînerait évidemment des changements dans la structure des excédents et des déficits des autres groupes de pays.

Quelle que soit l'exactitude des projections, les événements des années 70 ont renforcé l'interdépendance des divers pays du monde. Malgré la persistance des incertitudes et de l'instabilité, il est probable que cette interdépendance s'accroîtra au cours des années 80, donnant au monde une configuration différente de ce qu'elle était il y a seulement quelques années. Les chapitres qui suivent décrivent plus en détail ces liens d'interdépendance dans les domaines de l'énergie, des échanges et des flux de capitaux.

### 3 Le commerce, facteur de croissance

Pendant les années 70, le commerce mondial a augmenté de 5,7 % par an en moyenne, contre près de 8 % par an au cours de la décennie précédente. Malgré ce ralentissement, la croissance des exportations des pays en développement (à l'exclusion des combustibles) s'est, quant à elle, accélérée—plus de 7 % par an au cours des années 70, contre 5 % par an pour les années 60. Cette intensification des échanges a ouvert de nouvelles perspectives de croissance et d'industrialisation aux pays en développement et elle a été, pour les pays importateurs de pétrole, une source de recettes qui les a aidés à régler la facture toujours plus lourde de leurs importations de combustibles.

Le présent chapitre traite de la physionomie des échanges, par pays et par groupe de produits, au cours des années 70. Il explique pourquoi beaucoup de pays à faible revenu ont obtenu des résultats médiocres pendant cette période; il met également l'accent sur les politiques commerciales rationnelles et courageuses que beaucoup de pays à revenu intermédiaire ont appliquées et qui leur ont permis de mieux se comporter sur le plan du commerce et de la croissance. Il analyse, par ailleurs, en quoi l'ouverture du système commercial a contribué à cette croissance et aux efforts déployés par les pays industriels pour lutter contre l'inflation.

Enfin, on y trouvera exposés certains des thèmes centraux des négociations commerciales internationales.

#### Le commerce pendant les années 70

Les changements les plus frappants qui sont intervenus dans la structure des échanges mondiaux au cours de ces dix dernières années découlent du renchérissement des combustibles. Le commerce mondial des combustibles est passé de 29 milliards de dollars en 1970 à 535 milliards de dollars en 1980, soit de 7 % à 21 % du total des échanges (Tableau 3.1).

Cette progression de 14 % dépasse de beaucoup la part de la

République fédérale d'Allemagne ou des Etats-Unis dans les échanges mondiaux. Même si l'on ne tient pas compte de l'accroissement (relativement faible) en volume, l'alourdissement de la facture pétrolière pendant les années 70 a représenté un montant correspondant à la valeur totale des exportations d'un pays comme les Etats-Unis ou la République fédérale d'Allemagne.

Comme leurs exportations se sont développées rapidement, beaucoup de pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire ont pu ramener le déficit de leurs transactions courantes à un niveau qu'il leur est possible de financer à moyen terme, sans pour autant sacrifier leur croissance. Entre

**Tableau 3.1 Composition et croissance du commerce mondial de marchandises, 1970-1980**

(milliards de dollars courants)

	Total marchan- dises	Combus- tibles	Produits primaires à l'exclu- sion des combustibles	Produits manufac- turés	Or
Valeur, 1980	2 133	535	400	1 170	27
Pourcentage du total	100	25	19	55	1
Accroissement en valeur, 1970-80	1 818	507	312	973	26
Pourcentage de l'aug- mentation totale	100	28	17	54	1
Hausse des prix en pourcentage de l'accroissement de la valeur	87	98	82	81	101
Accroissement en volume 1970-80 (pourcentage)	74	29	64	96	-4

1973 et 1978, les pays industriels ont suffisamment accru leurs exportations à destination des pays exportateurs de pétrole pour couvrir, dans la proportion des deux tiers environ, le coût supplémentaire de leurs importations de pétrole. Seuls les pays importateurs de pétrole à faible revenu n'ont pas vraiment bénéficié du commerce international. Beaucoup ont réduit le déficit de leurs transactions courantes en limitant leurs importations (et par conséquent en freinant leur croissance) plutôt qu'en intensifiant leurs exportations. Face à l'accroissement de leurs déficits, d'autres ont bénéficié d'une aide accrue.

#### Mesure des avantages découlant du commerce

A une époque d'inflation rapide, à laquelle s'est ajoutée la hausse brutale du prix d'un seul produit par rapport aux autres, ni la valeur ni le volume des exportations ne rendent compte comme il convient des résultats à l'exportation. Leur valeur peut ne refléter que l'augmentation générale des prix. En revanche, à ne considérer que leur volume, on sous-estime les gains réalisés par les pays exportant des produits dont le prix a augmenté plus rapidement que celui d'autres biens. Au cours des années 70, par exemple, les prix à l'exportation des pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux ont été multipliés par 15 en valeur nominale, soit près de quatre fois plus que leurs prix à l'importation. En 1980, le volume des exportations de pétrole des pays en développement n'avait pas changé par rapport à 1970, mais leurs recettes leur permettaient évidemment d'acheter en fait beaucoup plus de biens et services réels.

Pour évaluer l'évolution du volume des exportations et de leurs prix relatifs, les résultats à

l'exportation ont été indiqués dans ce chapitre en termes de *pouvoir d'achat des exportations* — c'est-à-dire que les recettes d'exportation ont été ajustées en fonction du niveau général des prix des biens échangés sur les marchés mondiaux, à l'exclusion du pétrole. (On a utilisé l'indice des prix à l'exportation des pays industriels pour tous les biens et services non facteurs comme prix des biens échangés sur les marchés mondiaux.) Le cas échéant, on mesurera les effets du renchérissement du pétrole sur les achats qu'un pays importateur de pétrole peut réaliser avec ses recettes d'exportation en retranchant le coût de ses importations de pétrole puis en calculant le pouvoir d'achat de ses recettes d'exportation, déduction faite des importations de pétrole. Ceci permet de voir si les recettes d'exportation d'un pays importateur de pétrole augmentent assez rapidement pour lui permettre à la fois de couvrir le coût plus élevé de ses importations de combustibles et d'accroître le volume de ses autres importations.

#### Gains, par groupe de pays

Les résultats des pays en développement importateurs de pétrole ont été inégaux. L'augmentation du volume des exportations des pays importateurs de pétrole à faible revenu entre 1970 et 1980 n'a pas suffi à compenser la détérioration des termes de l'échange pour ce qui est des produits autres que les combustibles, ni l'alourdissement de leur facture pétrolière; en 1980, le pouvoir d'achat de leurs exportations après déduction des importations de combustibles était inférieur de près d'un tiers à celui de 1970 (Figure 3.1). Les termes de l'échange des pays à revenu intermédiaire quant à eux sont détériorés moins rapidement et le volume de leurs expor-

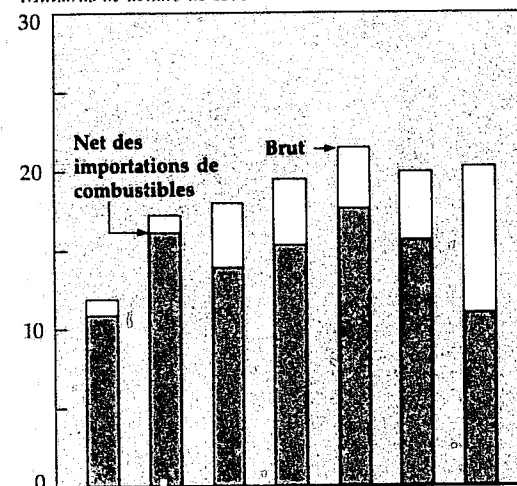
tations s'est accru davantage. Si la moitié de l'accroissement de leurs exportations a servi à financer l'augmentation de la facture pétrolière, le pouvoir d'achat de leurs exportations, déduction faite des importations de combustibles, a augmenté de près de deux tiers au cours des dix dernières années.

Au cours des années 70, le pouvoir d'achat des exportations totales (sans déduction des importations de carburants) a augmenté de 71 % dans les pays industriels, de 84 % dans les pays en développement importateurs de pétrole, de 229 % dans les pays en développement exportateurs de pétrole, et de plus de 700 % dans les pays exportateurs de pétrole à excédent

Figure 3.1 Pouvoir d'achat des exportations des pays en développement importateurs de pétrole, 1965-80

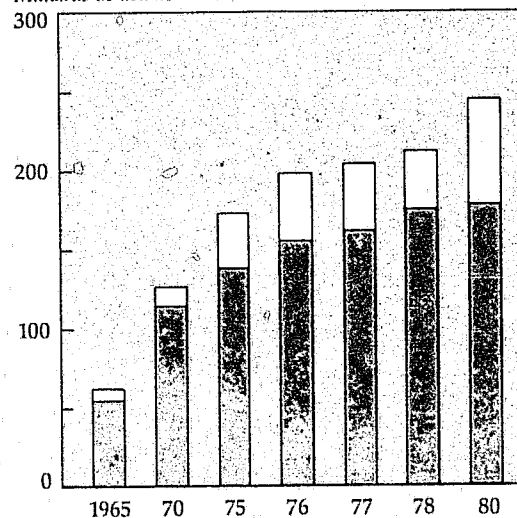
Importateurs de pétrole à faible revenu

Milliards de dollars de 1978



Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire

Milliards de dollars de 1978



de capitaux (Tableau 3.2). Néanmoins, si, au début des années 70, les exportations des pays en développement étaient dix fois plus importantes que celles des pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux, elles représentaient moins du tiers de celles des pays industriels. Aussi, dans les années 70, le pouvoir d'achat des exportations a-t-il augmenté en valeur absolue de 471 milliards de dollars dans les pays industriels, de 226 milliards de dollars dans les pays en développement et de 140 milliards de dollars dans les pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux (tous ces chiffres sont exprimés en dollars de 1978).

L'augmentation de 226 milliards de dollars pour l'ensemble des pays en développement se répartissait comme suit :

Pays exportateurs de pétrole	105
------------------------------	-----

Pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire 118

Pays importateurs de pétrole à faible revenu 3

En bref, si les pays exportateurs de pétrole ont obtenu de bons résultats, c'est que leurs prix à l'exportation sont montés en flèche; il en est de même des pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire parce que leurs exportations, et en particulier celles de biens manufacturés, ont augmenté en volume (Figure 3.2). Mais, dans les pays à faible revenu, la croissance du volume des exportations s'est ralentie et leurs prix à l'exportation se sont détériorés par rapport à ceux d'autres pays : ces pays n'ont donc pour ainsi dire pas contribué à l'accroissement des échanges mondiaux. Comme leurs importations dépendent de leurs recettes d'exportation, ils ont pu importer

à peine plus à la fin qu'au début de la décennie et cela, alors que leur population a augmenté de plus d'un quart.

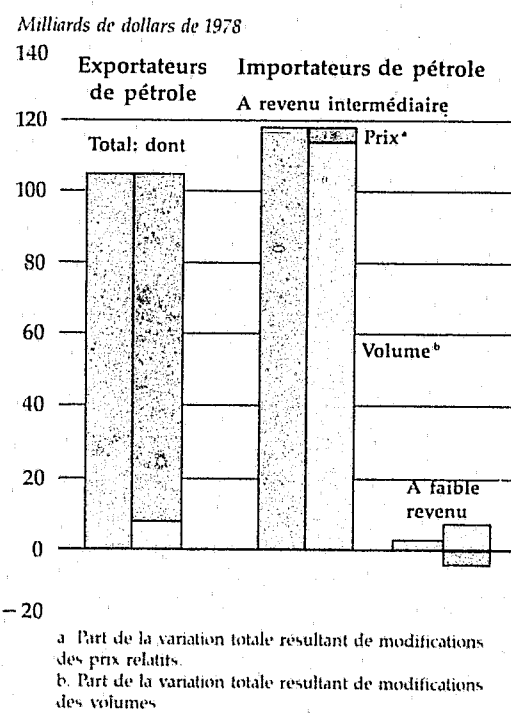
#### Gains par groupe de produits

L'augmentation du pouvoir d'achat des exportations de combustibles des pays en développement peut être attribuée presque intégralement à la hausse des prix. Celle du pouvoir d'achat de leurs exportations de biens manufacturés et de produits primaires autres que les combustibles s'explique par une augmentation en volume, contrebalancée en partie par une baisse des prix relatifs. Si l'on considère l'ensemble des pays importateurs de pétrole, le pouvoir d'achat unitaire de leurs exportations de produits primaires autres que les combustibles a diminué de 28 %, celui de leurs exportations de biens manufacturés de 24 %. Mais la différence est beaucoup plus marquée si l'on regroupe les pays par niveau de revenu : les prix relatifs des exportations de biens manufacturés et de produits primaires autres que les combustibles ont baissé davantage dans les

Tableau 3.2 Pouvoir d'achat des exportations de l'ensemble des biens et des services non facteurs, 1970-80

	Pays importateurs de pétrole			Pays exportateurs de pétrole			Pays industriels à économie de marché
	à faible revenu	à revenu intermédiaire	Total	En développement	A excédent de capitaux	Total	
Modification en pourcentage des termes de l'échange avec les pays industriels à économie de marché	-16	+2	0	+180	+389	+247	—
Pouvoir d'achat total des exportations (milliards de dollars de 1978)							
Niveau 1970	17	127	144	46	19	65	664
Augmentation 1970-80	3	118	121	105	140	245	471
Volume	7	114	121	8	13	21	461
Prix relatifs à l'exportation	-4	4	0	97	127	224	—
Augmentation en pourcentage du niveau de 1970							
Augmentation totale	18	93	84	229	737	377	71
Volume	42	90	84	17	68	32	71
Prix relatifs à l'exportation	-24	3	0	212	655	345	—

Figure 3.2 Augmentations du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement, 1970-80





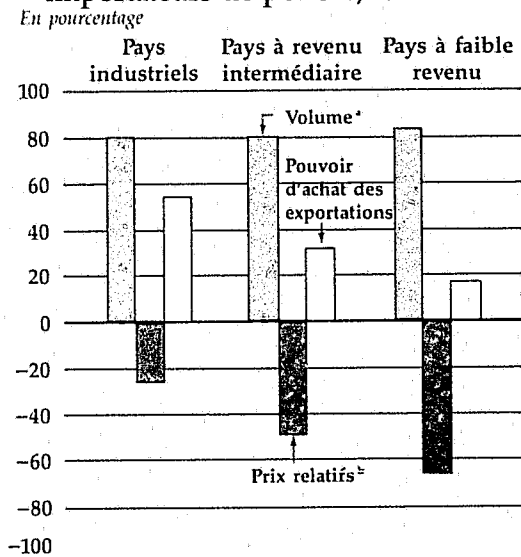
pays importateurs de pétrole à faible revenu que dans les pays industriels ou dans les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire.

EXPORTATIONS DE PRODUITS PRIMAIRES. Pendant les années 70, les prix des exportations de produits primaires autres que les combustibles ont été à la fois très instables et généralement bas; pour 33 d'entre eux, ils ont fluctué de 5 % par an en moyenne pendant les années 50 et 60, puis de 12 % par an au cours des années 70.

Les pays importateurs de pétrole à faible revenu ont été les plus durement touchés. Le volume de leurs exportations a augmenté à peu près aussi rapidement que celui des ventes des pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire et des pays industriels, mais leurs prix relatifs sont tombés beaucoup plus rapidement (Figure 3,3; Tableau T1, Note technique). Il en découle que le pouvoir d'achat de leurs exportations de produits primaires autres que les combustibles n'a progressé que de 18 %, contre 32 % pour les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire et 55 % pour les pays industriels. Comme, en outre, ils étaient défavorisés au départ, le gain des pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire (en dollars de 1978) a été 16 fois plus important que le leur et celui des pays industriels 60 fois.

La faiblesse des prix à l'exportation des produits primaires des pays à faible revenu s'explique par le fait que ces pays exportent essentiellement des produits dont la demande s'accroît lentement et que les pays fortement tributaires d'un ou deux produits d'exportation ne peuvent modifier la composition de leur production en fonction des variations des prix relatifs. Les pays plus riches dont

Figure 3.3 Exportations de produits primaires autres que combustibles des pays industriels et des pays en développement importateurs de pétrole, 1970-80



Note : Augmentation du pouvoir d'achat, 1970-80, en pourcentage du niveau de 1970.  
a. Part de la variation totale résultant de modifications des volumes.  
b. Part de la variation totale résultant de modifications des prix relatifs.

l'économie est plus diversifiée peuvent mieux s'adapter à ces fluctuations. Les pays industriels ont surtout accru le volume de leurs exportations de denrées alimentaires et de boissons, et de produits agricoles non alimentaires—catégories dont les prix étaient relativement les plus forts. En revanche, ce sont les exportations de métaux et de minéraux, dont le prix a enregistré la baisse la plus marquée, qui ont augmenté le plus dans les pays à faible revenu.

Il est un autre facteur du même ordre qui, en limitant la marge de manoeuvre des pays en développement, freine leur croissance. En effet, ces pays ne transforment encore que très peu des matières premières qu'ils produisent, contrairement à beaucoup de pays à revenu intermédiaire. Les barrières tarifaires au commerce des produits transformés continuent de faire obstacle au développement de leurs activités de transformation en vue de l'exportation; mais les pays exportateurs à revenu intermédiaire se heurtent

eux aussi aux mêmes obstacles (voir encadré). Il existe une raison plus profonde au fait que peu de pays à faible revenu ont progressé dans ce domaine et cette raison est le manque de main-d'oeuvre spécialisée et de capacité industrielle.

EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS. Au cours des années 70, les exportations de produits manufacturés ont augmenté plus rapidement que celles de produits primaires, et si leur croissance s'est très sensiblement ralentie dans les pays industriels, dans les pays en développement, elles ont progressé plus rapidement que pendant les années 60.

Les pays importateurs de pétrole à faible revenu ont là encore obtenu les résultats les plus décevants. Le volume de leurs exportations de produits manufacturés a augmenté de 90 % pendant les années 70; mais, en termes de pouvoir d'achat des exportations, plus des deux tiers de cette augmentation a été neutralisée par la baisse des prix relatifs. Les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire ont vu le volume de leurs exportations de produits manufacturés s'accroître de près de 300 % et moins du tiers de cette augmentation a été absorbé par la baisse des prix relatifs (Figure 3.4). Si l'on cherche à déterminer l'importance respective des deux facteurs qui sont à l'origine de l'augmentation du pouvoir d'achat des exportations—prix relatifs et volumes exportés—on constate une forte relation positive entre volumes et prix (Tableau T2, Note technique), ce qui souligne l'importance d'une certaine marge de manoeuvre et de l'esprit d'entreprise, c'est-à-dire la capacité d'analyser le marché et d'ajuster la gamme des productions de façon à tirer avantage des fluctuations favorables des prix.

## La progressivité des droits de douane et le développement de l'industrie de transformation

La croissance rapide des échanges mondiaux de produits manufacturés témoigne certes de l'ouverture des marchés des pays industriels pour de nombreux produits, mais les droits de douane restent encore élevés dans certains secteurs—en particulier ceux qui intéressent les exportateurs des pays en développement. Même après les réductions prévues dans le cadre du Tokyo Round, les droits des États-Unis sur les textiles et les vêtements seront encore de 17 %; ceux de la CEE sur les matériels électroniques de grande consommation de 11 %; ceux de la Norvège sur les articles en cuir de 15 %; ceux du Canada sur le petit outillage manuel et d'autres articles en métal de 10 %.

Même dans les secteurs où les droits de douane sont dans l'ensemble peu élevés, les pays de production primaire peuvent continuer de se heurter à des obstacles considérables lorsqu'ils veulent accroître leurs exportations de produits transformés. Si les droits appliqués par les pays industriels ne relèvent que de 3 % le coût des matières premières importées, ils se chiffrent à plus de 20 % lorsque le degré de transformation augmente (voir tableau). Ces taux visent bien entendu à encourager les entreprises des pays industriels à importer des matières premières pour les transformer elles-mêmes. Comme on le verra d'après la troisième colonne du tableau, les exportations de produits primaires des pays en développement en 1974 consistaient pour la plus grande part en produits peu transformés.

Se situant entre la production primaire et l'industrie manufacturière, l'ouvrison est souvent considérée comme un moyen de promouvoir l'industrialisation dans les pays en développement. Néanmoins, on devrait appliquer aux activités de transformation les mêmes critères qu'à toute activité industrielle et il faudrait se poser les mêmes questions sur les perspectives du marché et les coûts en monnaie nationale et en devises. Dans certains cas, la transformation exige des techniques à très forte intensité de capital ou d'énergie, ou qui doivent être appliquées sur une grande échelle (par exemple, l'aluminium). Elle peut aussi nécessiter l'importation de biens intermédiaires, ce qui réduit d'autant les gains nets en devises que procure l'exportation de biens transformés par rapport à celle de produits primaires. Dans d'autres cas, et en particulier aux premiers stades de la transfor-

mation de produits agricoles, ces problèmes se posent avec beaucoup moins d'acuité.

En règle générale, plus la transformation est poussée, moins les coûts de transport sont importants ad valorem (la valeur d'une tonne de produit augmente

exportations de produits manufacturés.

Leurs exportations progresseraient plus vite encore si les pays industriels réduisaient leurs droits de douane. S'ils supprimaient ceux qui frappent les produits fabriqués à partir de huit denrées agricoles, pour lesquelles les pays en développement se sont taillé une part

### Progressivité des droits de douane appliqués par les pays industriels et répartition des importations en provenance des pays en développement

Degré de transformation <sup>a</sup>	Droits de douane ad valorem moyen (avant le Tokyo Round)		Répartition des importations en provenance des pays en développement <sup>b</sup>	Importations en provenance des pays en développement, en pourcentage des importations totales <sup>b</sup>
	Droit nominal (sur la valeur totale)	Droit effectif (sur la valeur ajoutée par la transformation)		
Stade 1	3	3	54	41
Stade 2	8	23	29	26
Stade 3	9	20	9	12
Stade 4	9	15	8	23
Total			100	28

a. D'après le cycle de transformation de 21 produits agricoles et minéraux. Par exemple, pour le coton, le cycle est le suivant : 1) coton brut, 2) fils de coton, 3) tissus en coton, 4) vêtements.

b. D'après les importations de 1974.

Source : Yeast.

d'avantage que les frais d'expédition); mais il y a de nombreuses exceptions à cette règle. A cela viennent s'ajouter de nombreuses autres complications : l'huile de coprah raffinée se dégrade si elle n'est pas manutentionnée avec beaucoup de soin, ce qui n'est pas le cas de l'huile de coprah brute; le marché mondial du cacao étant très fortement concentré, il est plus difficile d'intervenir sur ce marché que sur les autres.

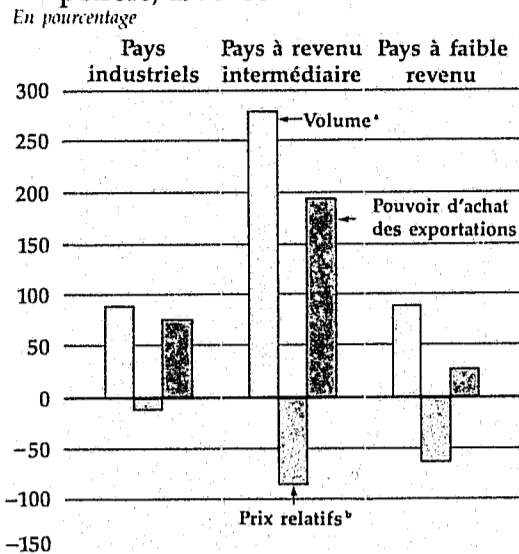
Les difficultés ne sont pas insurmontables. Le raffinage de l'huile de coprah s'est considérablement développé aux Philippines, encore que la production ait servi principalement à couvrir la demande de l'industrie alimentaire locale, elle-même en expansion. La part des pays en développement dans la production mondiale d'aluminium est passée de moins de 1 % en 1955 à près de 8 % en 1978. Dans l'ensemble, les exportations de biens transformés des pays en développement se sont accrues plus rapidement que leurs exportations de matières premières, mais beaucoup moins que leurs

importante du marché mondial d'exportation, on estime que la valeur ajoutée par le secteur de la transformation de ces mêmes pays augmenterait de 20 %, voire davantage. Et, plus que le Système généralisé de préférence, cette mesure leur permettrait d'augmenter leurs recettes d'exportations.

Il se peut que les 90 pays pauvres qui dépendent des matières premières autres que les combustibles pour deux tiers ou plus de leurs recettes d'exportation ne bénéficient guère de cette intervention. Au cours des années 70, ce sont surtout les pays à revenu intermédiaire qui, parmi les pays en développement, ont vu se développer leurs industries de transformation. Ces progrès semblent avoir la même origine que l'expansion des exportations de produits manufacturés : une main-d'oeuvre spécialisée, de l'esprit d'entreprise et une infrastructure efficace. Ces éléments font souvent défaut dans les pays les plus pauvres et ne peuvent être compensés par un simple abaissement des droits de douane.



**Figure 3.4 Exportations de produits manufacturés des pays industriels et des pays en développement importateurs de pétrole, 1970-80**



Note : Augmentation du pouvoir d'achat, 1970-80, en pourcentage du niveau de 1970.

a. Part de la variation totale résultant de modifications des volumes.

b. Part de la variation totale résultant de modifications des prix relatifs.

Les pays en développement qui ont réussi à accroître leurs exportations de produits manufacturés sont en fait moins nombreux que ne semble l'indiquer la Figure 3.4. En 1978, dix pays seulement, représentant 45 % de la population du monde en développement, ont contribué pour plus de 75 % au total de ses exportations de produits manufacturés et trois pays, où vivent moins de 3 % de cette population, ont fourni plus de 40 % du total.

#### *Pénétration sur les marchés*

Au cours des années 60, la production manufacturière a augmenté de 7,5 % par an dans les pays en développement et de 6,5 % par an dans les pays industriels, alors que les exportations de produits manufacturés ont progressé d'un peu plus de 10 % par an dans les deux cas. Au cours des années 70, en revanche, le contraste entre les deux groupes de pays était frappant.

Les pays en développement se sont relevés rapidement de la

récession de 1974-75, de sorte que de 1970 à 1978 leur production manufacturière a progressé presque aussi rapidement que pendant les années 60 et leurs exportations de produits manufacturés vers les pays industriels tout aussi rapidement. Par contre, la croissance de la production manufacturière des pays industriels a atteint à peine la moitié de ce qu'elle avait été au cours des années 60.

Aussi les pays en développement se sont-ils taillés une part plus importante des marchés des pays industriels. Mais, malgré ces progrès, leur part reste minime—2,9 % seulement en 1978, contre 1,7 % en 1970 (Tableau 3.3). Le passé influe bien évidemment sur les coefficients de pénétration des marchés—comme le prouve la part importante que les pays en développement se sont taillée sur le marché du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Les coefficients de pénétration sur les marchés de six pays de la Communauté économique européenne (CEE) reflètent les différences entre les politiques nationales; malgré leur tarif douanier commun et l'harmonisation croissante de leurs politiques commerciales dans d'autres domaines, les coefficients de pénétration y varient de 7,4 %

(Pays-Bas) à 2,6 % (France). C'est pour le Japon que le coefficient est le plus faible : de 1,3 % en 1970, il n'est passé qu'à 1,5 % en 1978.

La composition des importations varie peu toutefois d'un pays industriel à l'autre. Partout, ce sont les importations de produits dont la fabrication exige une main-d'œuvre nombreuse (par exemple textiles, vêtements, chaussures, jouets et articles de sport) qui sont les plus importantes.

#### *Le commerce Sud-Sud*

A mesure que les pays en développement et les pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux prenaient une place plus importante sur les marchés mondiaux d'exportation, ils devenaient eux-mêmes de plus gros marchés d'importation; les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire, en particulier, ont acheté davantage de produits primaires et les pays exportateurs de pétrole davantage de produits manufacturés et de produits primaires. Aussi la part des exportations (autres que les combustibles) des pays en développement vers d'autres pays en développement et celle des exportations vers les pays à excédent de capitaux ont-elles toutes deux augmenté. En ce qui concerne les importations, les pays

**Tableau 3.3 Part des pays en développement dans la consommation apparente de produits manufacturés des pays industriels, 1970-78**

Pays ou groupement commercial	Part de la consommation apparente		
	1970 (pourcentage)	1978 (pourcentage)	Variation
Australie	2,1	4,8	2,7
Canada	1,2	1,9	0,7
CEE, divers pays membres	2,7	4,1	1,4
Belgique	5,6	4,2	-1,4
France	2,1	2,6	0,5
Allemagne	2,3	4,1	1,8
Italie	2,1	3,9	1,8
Pays-Bas	4,9	7,4	2,5
Royaume-Uni	3,3	4,8	1,5
Japon	1,3	1,5	0,2
Suède	2,8	3,1	0,3
Etats-Unis	1,2	2,9	1,7
11 pays industriels	1,7	2,9	1,2

importateurs de pétrole ont intensifié leurs échanges mutuels et les pays exportateurs de pétrole ont commercé de plus en plus avec les nations industrielles.

La diminution de la part du marché des pays exportateurs de pétrole revenant aux pays importateurs de pétrole s'explique par deux facteurs. D'une part, parmi les produits manufacturés importés par les pays exportateurs de pétrole (en particulier ceux à excédent de capitaux), on relève surtout des biens d'équipement et de consommation sophistiqués, produits dans les pays industriels. D'autre part, ces pays ont rapidement accru leur demande de produits primaires autres que les combustibles, et en particulier de denrées alimentaires. Pour ces catégories de produits, pendant les années 70, les quantités disponibles pour l'exportation ont davantage augmenté dans les pays industriels, qui se sont donc taillé la plus grande part de ce nouveau marché, que dans les pays en développement.

Le développement des échanges entre les pays importateurs de pétrole est à porter entièrement au compte des pays à revenu intermédiaire. Ceux-ci ont intensifié leurs échanges de produits manufacturés et, pour faire face à leurs besoins croissants de matières premières, ils se sont adressés aux pays industriels et à d'autres pays à revenu intermédiaire. Les pays à faible revenu, quant à eux, n'ont pu s'attribuer qu'une part minime de ce nouveau marché comme de celui des pays exportateurs de pétrole.

#### Politique commerciale et accroissement du commerce extérieur des pays en développement

La hausse rapide de la production et des échanges mondiaux, qui

s'est amorcée au cours des années 50 et s'est encore accélérée pendant les années 60, a été, dans une large mesure, le fruit d'un effort réfléchi et concerté de la communauté internationale pour réduire les obstacles aux échanges. Mais, à en juger par les résultats inégaux obtenus par les pays en développement, il semble que ceux d'entre eux qui ont réussi le doivent à leur propre dynamisme et à des politiques intelligentes, autant qu'à l'ouverture du système commercial.

#### *Les pays à revenu intermédiaire ayant pratiqué une politique d'ouverture vers l'extérieur*

Le Rapport sur le développement dans le monde de 1979 analysait les solutions adoptées face au climat international par les pays ayant remporté un certain succès. Pris collectivement, ces pays sont ceux qui ont résisté à la tentation d'adopter une politique commerciale de repli sur soi et de repousser le jour où il leur faudrait orienter davantage leur économie sur les exportations. Si certains d'entre eux ont exploité les possibilités de remplacement des importations aux premiers stades de leur industrialisation (en particulier, les plus grands pays comme le Brésil), ils ont évité d'hypothéquer l'avenir de leurs exportations, ce qui aurait été le cas s'ils avaient cherché à remplacer leurs importations de biens intermédiaires, et ont rapidement changé d'orientation.

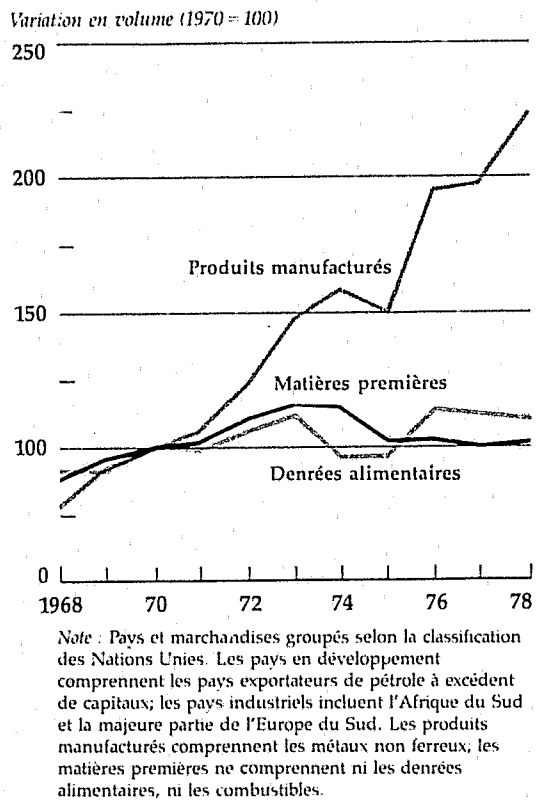
Abandonner progressivement une politique de remplacement des importations pour ce que l'on appelle souvent une politique d'ouverture vers l'extérieur ne signifiait pas tant réduire les mesures officielles d'incitation en faveur du développement de l'industrie ou de la production primaire qu'éliminer les distorsions inhérentes à ces mesures. Aupa-

avant, les pays en développement optaient souvent pour une structure industrielle plus ou moins calquée sur celle des pays industriels mais qui n'était pas compatible avec les ressources dont ils disposaient. Introduire des réformes, ce n'était pas seulement identifier et supprimer les mesures qui décourageraient la production pour l'exportation ou l'utilisation d'intrants importés lorsqu'ils étaient moins chers, mais également mettre fin aux mesures qui favorisaient des secteurs et des méthodes de production à forte intensité de capital plutôt qu'à forte intensité de main-d'oeuvre; c'était aussi traiter les petites entreprises sur un pied d'égalité avec les grandes entreprises afin qu'elles puissent bénéficier de crédits, d'une assistance technique et d'une aide en matière de commercialisation.

Aussi la politique des pays "gagnants" est-elle généralement favorable à l'industrialisation et au commerce; mais les dirigeants ont évité d'orienter leur aide vers un secteur donné ou une méthode particulière. C'est aux entreprises elles-mêmes de décider *quelles* activités et *quels* procédés pourraient être efficaces et rentables, et leur réussite dépend du choix qu'elles ont fait.

Les plus remarquables des pays "gagnants" ont été les pays semi-industriels, et notamment Singapour, la Corée du Sud et l'Espagne. Alors que, pendant les années 50, certains d'entre eux étaient des pays à faible revenu et non industrialisés, la part que les produits manufacturés représentent dans leur production et leurs exportations est maintenant relativement importante et ils font généralement partie des pays à revenu intermédiaire les plus riches. Beaucoup ont atteint un taux de croissance exceptionnel et sont parvenus à ajuster de façon

**Figure 3.5 Exportations des pays en développement vers les pays industriels, 1968-78**



remarquable la structure de leur économie (Figure 3.5).

Les progrès enregistrés par les pays semi-industriels d'Asie de l'Est ont une double origine : d'une part, une politique favorable à un relèvement de la productivité et à une accélération de la croissance dans le secteur agricole et, d'autre part, la volonté de substituer rapidement à une politique de repli sur soi et de remplacement des importations une politique commerciale encourageant le développement des exportations en général et des exportations de produits manufacturés en particulier. Plusieurs pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine ont adopté une politique semblable, ce qui leur a permis d'améliorer considérablement leurs résultats commerciaux. Ces pays en sont maintenant au stade où ils peuvent commencer à mettre en place des secteurs de production plus exigeants, sur le plan de la spécialisation et de la technique, tout en continuant d'amé-

liorer les possibilités de revenu des populations rurales.

Dans un autre groupe de pays "gagnants", la politique d'ouverture a entraîné d'abord un accroissement et une diversification des exportations agricoles. C'est le cas notamment de la Côte d'Ivoire et de la Malaisie. Ces pays s'emploient maintenant à développer leur secteur manufacturier et industriel.

Comme il est expliqué au Chapitre 6 du présent *Rapport*, les pays qui ont adopté, ou qui continuent d'appliquer, une politique d'ouverture vers l'extérieur sont ceux qui sont parvenus le mieux à faire face aux chocs extérieurs sans trop emprunter à l'étranger ou réduire dangereusement leur taux de croissance économique. La liberté de manoeuvre que donne une telle politique compense largement les risques qu'elle comporte.

#### *Pays importateurs de pétrole à faible revenu*

La structure de l'économie des pays en développement importateurs de pétrole à faible revenu est très diverse. En Inde (pays où sont concentrés les trois quarts de la population et de la production de l'ensemble des pays d'Asie à faible revenu importateurs de pétrole) et dans plusieurs autres pays asiatiques à faible revenu, la part que représente le secteur manufacturier dans le produit brut était comparable au début des années 70 à ce qu'elle était en Corée du Sud et à Singapour. Et la part des produits manufacturés dans les exportations est aussi importante pour les pays d'Asie à faible revenu que pour les importateurs de pétrole à revenu intermédiaire. Les pays africains à faible revenu, par contre, ont un très petit secteur manufacturier et tirent presque entièrement leurs recettes

**Tableau 3.4 Structure du commerce de marchandises, pays importateurs de pétrole à faible revenu et à revenu intermédiaire, 1970-80 (pourcentage)**

Année, groupe de pays et région	Rapport exportations/PIB	Composition des exportations de marchandises		Composition des importations de marchandises		
		Produits manufacturés	Produits primaires autres que combustibles	Produits manufacturés	Denrées alimentaires	Combustibles
<b>1970</b>						
Pays importateurs de pétrole à faible revenu						
Afrique	23	11	86	77	11	9
Asie	7	54	43	64	21	5
Pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire						
	22	33	58	69	12	10
<b>1980</b>						
Pays importateurs de pétrole à faible revenu						
Afrique	16	9	80	51	16	31
Asie	9	47	50	38	14	39
Pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire						
	24	46	36	53	11	28

d'exportation des produits primaires (Tableau 3.4).

En Asie, la principale différence entre les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire ne réside pas dans la *structure* de leur commerce mais dans le *volume* de leurs échanges. Le rapport des exportations au PIB est en effet trois fois plus important dans les pays à revenu intermédiaire. Par sa structure, l'Inde se classe parmi les pays semi-industriels mais sa politique de repli l'a jusqu'à présent isolée des marchés qui ont permis à d'autres pays asiatiques de progresser.

Lorsqu'en 1973-74 la facture de leurs importations de combustibles s'est alourdie, les pays asiatiques à faible revenu n'avaient pas la marge de manoeuvre voulue pour faire front en réduisant d'autres importations. Une décennie d'efforts appliqués à remplacer leurs importations avait réduit celle-ci aux produits absolument indispensables. Ces nations (et en particulier l'Inde) ont dû s'orienter marginalement vers un développement de leurs exportations (voir l'encadré sur l'Inde, page 94). Par la suite, le rapport de leurs exportations au PIB a légèrement augmenté et le volume de leurs ventes à l'étranger s'est fortement accru en pourcentage. Mais, étant donné la faiblesse de leurs exportations au départ et la baisse relative de leurs prix à l'exportation, leurs gains, en termes de recettes, ont été très inférieurs à ceux des pays à revenu intermédiaire.

#### *Perspectives du commerce mondial*

Si l'on fait le bilan des années 60 et 70, on constate que le climat international n'a pas été plus favorable aux pays faibles qu'aux autres et qu'il ne les a pas particulièrement aidés à s'engager dans la voie du développement. On ne peut dire cependant qu'il leur ait été hostile. Le volume des exportations des

pays en développement, et en particulier celles de produits manufacturés, a progressé de façon spectaculaire et cet accroissement n'a pas suscité jusqu'à maintenant de résistance majeure. En raison de l'importance que le commerce international (et notamment les échanges avec les pays industriels) représente pour le développement, il est déterminant de maintenir ouvert le système commercial (ce qu'on verra plus loin).

Tant que ce système restera "ouvert", les pays à revenu intermédiaire qui obtiennent déjà de bons résultats devraient continuer de progresser. Si leurs exportations de produits manufacturés se sont développées en particulier tout au long des années 70, c'est qu'ils ont misé davantage sur leur compétitivité et leur esprit d'entreprise que sur l'expansion du marché des pays industriels. Ils ont prouvé qu'ils étaient capables de diversifier leurs ventes à l'étranger et, comme le montre le présent chapitre, ils ont poussé cette diversification assez loin pour empêcher que la détérioration des termes de l'échange annule les effets positifs de l'augmentation en volume de leurs exportations sur leur recettes. Enfin, leur économie est maintenant suffisamment développée pour soutenir une large activité industrielle et alimenter leur croissance, notamment si leur politique commerciale leur permet de se spécialiser et d'accroître leurs échanges mutuels.

Les perspectives à court terme des pays asiatiques à faible revenu sont davantage tributaires de la croissance de la demande mondiale. Tant qu'ils n'exporteront pas davantage de produits transformés et de produits manufacturés sophistiqués, le prix et le produit de leurs exportations continueront d'être étroitement liés

aux fluctuations de la demande internationale.

A plus long terme, leurs perspectives sont principalement fonction de leurs politiques. Ils disposent des ressources humaines et naturelles qui, dans les pays ayant adopté une politique orientée vers l'extérieur, ont servi de base à une croissance soutenue des exportations. Comme on l'a noté plus haut, celles-ci ont augmenté très fortement durant les années 70, lorsque ces pays se sont engagés dans cette voie.

La situation des pays africains à faible revenu est très différente. Beaucoup—comme la Haute-Volta et le Tchad—ont une base de ressources matérielles et humaines extrêmement limitée (voir l'encadré sur la Haute-Volta, page 98). Parfois même, cette base se rétrécit en raison, par exemple, de la surexploitation et de l'érosion des terres agricoles, auxquelles s'ajoute l'émigration des jeunes ayant reçu une meilleure formation.

Certains ont tenté d'assurer des services publics que leurs ressources ne leur permettaient pas de maintenir. Une telle politique, qui s'est traduite en fait par un transfert de ressources des populations rurales pauvres vers les populations moins pauvres des zones urbaines, a été très dommageable pour la production agricole (voir le Chapitre 6). La baisse de la production, ainsi que l'abandon de cultures commerciales pour des cultures de subsistance, a provoqué une nette diminution du rapport des exportations au PIB et de la part des pays africains à faible revenu dans les ventes mondiales. En outre, bien que les prix de nombreux produits de base aient augmenté pendant le "boom" du milieu des années 70, la récession qui a sévi dans les pays industriels à la fin des années 70 a provoqué une baisse des prix des métaux et des minéraux, qui

représentent de loin la plus grande partie des exportations des pays africains à faible revenu (voir l'encadré ci-après et celui dont fait l'objet la Zambie, à la page 91).

La lenteur de leur accroissement en volume et la baisse des prix relatifs ont réduit d'autant le pouvoir d'achat des exportations. S'il n'y avait pas eu baisse des prix relatifs à l'exportation au cours des années 70, les exportations des pays africains à faible revenu leur auraient rapporté 2 milliards de dollars de plus en 1980. De même, si leur part du volume des exportations mondiales avait été la même en 1980 qu'en 1970, leur pouvoir d'achat aurait été supérieur de 2 milliards de dollars, soit de 45 % (aux prix de 1978).

Certains pays africains, comme le Malawi et la Côte d'Ivoire, ont pratiqué avec succès une politique d'ouverture vers l'extérieur, mais il est évident que la politique commerciale à elle seule ne suffit pas à accélérer le développement de

nombreuses nations africaines. Celles-ci devront, au cours de la prochaine décennie, s'attacher à résoudre les problèmes que leur pose le manque de ressources, et en particulier de ressources humaines. Sur le plan intérieur, elles devront éviter soigneusement toute politique qui découragerait l'investissement et l'esprit d'entreprise. Et si une bonne politique commerciale ne peut à elle seule conduire au développement, une mauvaise peut, en revanche, réduire à néant les effets d'autres facteurs.

Comme on l'a expliqué dans le *Rapport sur le développement dans le monde* de l'année dernière, investir dans les ressources humaines est très productif, mais l'économie de beaucoup de pays africains à faible revenu est trop proche du niveau de subsistance pour pouvoir financer ces investissements sur leur propre épargne et ils n'ont pratiquement pas accès aux marchés de capitaux privés. Enfin, le

prix élevé de l'énergie est un facteur dont les pays à revenu intermédiaire d'aujourd'hui n'ont pas eu à se préoccuper aux premiers stades de leur développement. Les pays les plus pauvres auront à coup sûr besoin de l'aide internationale pour surmonter ces obstacles.

### La politique des pays industriels

Dans un domaine important, la tendance à la libéralisation des échanges qui s'était amorcée après la Seconde guerre mondiale s'est maintenue pendant les années 70. Bien que négociées pendant les années 60, ce n'est qu'à partir de 1972 que les réductions tarifaires du Kennedy Round—abaissement d'un tiers des droits de douane appliqués par les pays industriels à deux tiers de leurs importations passibles de droits—ont été pleinement appliquées. Lorsque les réductions tarifaires du Tokyo Round, négociées au cours des années 70, entreront en vigueur, c'est-à-dire entre 1980 et 1987, les droits de douane des pays industriels se chiffreront en moyenne à 5 ou 6 % ad valorem. Ces pays continueront toutefois d'appliquer des droits beaucoup plus élevés aux produits dont la fabrication exige une main-d'oeuvre nombreuse qui sont d'importance primordiale pour les pays en développement.

Mais les années 70 ont vu l'apparition d'un phénomène nouveau et préoccupant dans les relations commerciales—on a assisté en effet à la prolifération, sous de multiples formes, de dispositions administratives frappant de restrictions spécifiques une part de plus en plus grande du commerce international : Arrangement multifibres (voir l'encadré), accords de limitation volontaire, arrangements concernant les prix de référence ou les prix de déclenchement, sauvegar-

### Besoins d'investissement dans le secteur des minéraux

Si les prix des métaux et d'autres minéraux à l'exclusion des combustibles se maintiennent à un faible niveau, c'est que la croissance économique mondiale a été moins rapide au cours des années 70 qu'on ne l'envisageait lorsque la capacité de production a été installée. Mais, d'après plusieurs projections, la demande de minéraux pourrait, d'ici au milieu des années 80, dépasser de 25 à 40 % le niveau qu'elle avait atteint au milieu des années 70; d'ici à la fin du siècle, elle pourrait être de 90 à 190 % plus élevée—selon le minéral—qu'elle n'est actuellement.

L'installation de la capacité de production voulue pour faire face à la demande supplémentaire demandera des investissements considérables comme l'indique le tableau ci-dessous qui résume l'une des estimations relatives à certains minéraux d'importance primordiale. Si l'on y ajoute les infrastructures et les capacités de production pour les autres minéraux, le total des investissements nécessaires dans le monde pourrait atteindre chaque année 12,5 milliards de dollars (en dollars de

1977) jusqu'à la fin du siècle, le chiffre correspondant pour les pays en développement étant de 5,5 milliards de dollars par an. Dans ces derniers, les trois quarts des sommes nécessaires devront provenir de sources extérieures.

#### Besoins mondiaux de capitaux pour mettre en place la capacité supplémentaire nécessaire, 1977-2000—divers minéraux (milliards de dollars de 1977)

Minéral	Monde	Pays en développement
Bauxite	6,9	5,2
Alumine	24,4	6,1
Aluminium	76,6	17,6
Total	107,9	28,9
Cuivre	58,0	29,0
Nickel	12,5	5,0
Minerai de fer	98,2	31,4
Étain	1,7	1,4
Total	278,3	95,7

Source : Mikesell.



## L'Arrangement multifibres

Dans les années 50, la protection dont bénéficiaient les industries textiles des pays industriels occidentaux s'appliquait principalement au Japon et prenait la forme d'accords de restriction volontaire des exportations. C'est en 1961 et en 1962, années où ont été introduits les Arrangements à court terme et à long terme concernant le commerce des textiles de coton, que l'on a commencé de s'écarter de ce système.

Ces arrangements ont établi un précédent qui a exclu les textiles du champ d'application de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. En 1974, ils ont été remplacés par l'Arrangement multifibres, qui couvre un plus large éventail de produits textiles.

L'Arrangement multifibres a un triple objet :

- réaliser l'expansion du commerce des textiles et l'abaissement des obstacles à ce commerce;
- assurer le développement ordonné et équitable du commerce de ces produits et éviter les effets de désorganisation, aussi bien dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs; et
- favoriser le développement économique et social des pays en développement et assurer un accroissement substantiel de leurs recettes provenant de l'exportation de produits textiles et leur ménager la possibilité d'avoir une plus grande part du commerce mondial de ces produits.

Le dispositif de l'Accord ne se rapporte toutefois qu'au deuxième objectif, et en particulier à la limitation des importations ayant des effets de désorganisation. Son Article 3 autorise l'adoption de mesures

unilatérales visant à limiter les importations de textiles; l'Article 4 sanctionne les accords bilatéraux de limitation des échanges conclus "à des conditions mutuellement acceptables." Le contexte dans lequel l'Arrangement a été négocié et la façon dont il a été appliqué donnent également à penser que le but recherché était en réalité de limiter les échanges plutôt que de les favoriser.

Depuis la négociation de l'Arrangement, la CEE, les pays membres de l'Association européenne de libre-échange, les Etats-Unis et le Canada ont tous mis au point des systèmes très élaborés de protection du secteur des textiles. Ces systèmes font l'objet de dispositions explicites dans des accords bilatéraux négociés en application de l'Article 4 et appliqués unilatéralement, le cas échéant, à l'échelon national comme l'autorise l'Article 3.

Deux organismes ont été créés pour surveiller l'application de l'Arrangement : le Comité des textiles et l'Organe de surveillance des textiles du GATT. Le premier est un comité ad hoc, principalement chargé de publier chaque année un rapport sur le fonctionnement de l'Arrangement. L'Organe de surveillance est un organisme permanent, ayant officiellement pour mission d'assurer l'application efficace de l'Arrangement et il doit, lorsque les parties souhaitant prendre des mesures relevant des Articles 2 ou 3 ne parviennent pas à s'entendre, "faire des recommandations aux parties directement concernées". Le rapport qu'il publie annuellement montre qu'il se contente de recommander invariablement aux parties de poursuivre leurs consultations.

des, droits compensateurs et droits antidumping. Pendant la deuxième moitié de la décennie, les pays industriels ont imposé des restrictions (parfois temporaires) sur les importations de coutellerie, de bicyclettes, de téléviseurs et de composants électriques; ils ont également révisé et réduit encore les contingents sur les textiles.

Si l'on excepte celles qui frappent les vêtements et les textiles, les restrictions s'appliquaient généralement à d'autres pays industriels. De graves différends

se sont élevés entre les Etats-Unis, la CEE et le Japon pour ce qui est du commerce de l'acier et de l'automobile. Même dans le secteur des textiles, les Etats-Unis et la CEE n'étaient pas d'accord sur les effets de la politique énergétique des Etats-Unis, qui contestaient qu'il s'agissait en fait d'une subvention inéquitable aux exportations de fibres synthétiques à base de pétrole.

La modification des politiques commerciales n'a pas été la seule mesure officielle à effet protectionniste. Les Etats sont intervenus

plus activement dans la politique régionale et industrielle. Leurs subventions à l'industrie ont joué dans le même sens que la protection tarifaire et avec des effets souvent plus marqués. En 1976, elles représentaient environ 6 % du PIB en Norvège, 4 % en Belgique et 3 % en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Par comparaison, le montant que la protection tarifaire ajoutait aux recettes des producteurs équivalait à moins de 3 % du PIB dans chacun de ces pays.

Beaucoup de ces subventions étaient ouvertement protectionnistes. Néanmoins, dans certains cas, l'objectif n'était pas simplement de protéger l'économie, mais de la restructurer. On a toujours soutenu que les subventions permettent d'y parvenir plus facilement que des mesures indirectes comme les droits de douane. Elles peuvent servir à s'attaquer directement à la source du problème. Lorsqu'elles font l'objet de crédits budgétaires, il est possible de les contrôler de très près.

Toutefois, les réalités de la vie politique ont montré qu'avant d'approuver une subvention, il fallait transiger sur les objectifs et dissimuler parfois certains montants. Aussi l'objet de nombreuses subventions n'a-t-il jamais été clairement énoncé et certaines ont même été laissées volontairement dans le vague. Beaucoup revêtent la forme d'exonérations fiscales ou de dégrèvements discrétionnaires et échappent ainsi à la sanction des autorités budgétaires ou autres. Le même flou existe pour l'aide à la reconversion : destinée à l'origine à recycler les travailleurs et à aider les entreprises à se lancer dans des activités nouvelles ou à devenir plus compétitives, elle s'est transformée en une résistance à la reconversion à tendance fortement protectionniste (voir, par exemple, l'encadré sur le Mécanisme des prix de déclenchement).



## Importations d'acier — le Mécanisme des prix de déclenchement

Aux Etats-Unis, tout au long des années 60 et 70, la rentabilité de l'industrie de l'acier a été faible et en 1977, la part des importations était passée à 18 %, contre 2 % à la fin des années 50, ce qui a déclenché des pressions protectionnistes de plus en plus fortes.

A la fin de 1977, après avoir consulté les milieux professionnels et les membres du Congrès représentant les zones productrices d'acier, la Maison Blanche a annoncé un programme d'aide à la modernisation de ce secteur. Ce programme prévoyait des garanties de prêt et un certain assouplissement des règles concernant la protection de l'environnement, mais la pièce maîtresse en était le Mécanisme des prix de déclenchement (Trigger Price Mechanism) qui devait empêcher une concurrence "déloyale" des importations.

Théoriquement, ce mécanisme devait être très simple. Il s'agissait de calculer et de publier les prix de revient du producteur le moins cher, c'est-à-dire le Japon, et de retenir ces chiffres comme prix de déclenchement. Si le prix demandé par un fournisseur étranger pour une livraison aux Etats-Unis était inférieur à ce prix, le Gouvernement américain envisagerait d'ouvrir immédiatement une enquête accélérée pour déterminer s'il y a dumping.

Dans la pratique, le Mécanisme des prix de déclenchement était en fait un

mélange subtil de mesures juridiques équivalant à des manœuvres d'intimidation et de méthodes oligopolistiques de formation des prix. L'élément d'intimidation était celui auquel on accordait le plus d'importance. Toute entreprise étrangère offrant un prix inférieur au prix de déclenchement pouvait faire immédiatement l'objet d'une enquête antidumping et, le cas échéant, être passible de droits antidumping. En fait, il était peu probable que ces droits augmenteraient. La création du mécanisme n'a été accompagnée ni d'une modification de la législation antidumping ni de l'affectation de ressources supplémentaires en vue de son application. La législation donne une définition très précise du dumping et ne laisse aux autorités politiques qu'une très faible liberté d'interprétation.

Le Mécanisme des prix de déclenchement cadrait bien toutefois avec la tendance des entreprises des secteurs où les coûts fixes sont élevés et les concurrents relativement peu nombreux à ne pas se lancer dans la concurrence des prix et à s'aligner volontairement sur le prix directeur. Il s'agit là d'une pratique reconnue par la loi antitrust — qui a été entérinée par une décision de la Cour suprême lors de l'affaire de la United States Steel Corporation en 1920. L'expérience laisse penser que tant que les prix annoncés par le Gouvernement seront jugés raisonnables

par tous les vendeurs, ceux-ci les respecteront volontairement et se livreront le moins possible à une concurrence des prix ruineuse (pour eux); la preuve en est que le Mécanisme des prix de déclenchement n'a en fait donné lieu qu'à trois enquêtes antidumping.

A l'échelle de la collectivité, ce mécanisme se justifiait en ce qu'il devait aider à dégager les 7 milliards de dollars nécessaires chaque année (aux prix de 1978) pour moderniser le secteur, mais il n'est pas évident qu'il s'agisse d'une bonne politique à l'échelle du secteur concerné. Les ajustements apportés tous les trois mois aux prix de déclenchement correspondent au total à une augmentation de 14 % par an des prix des importations. L'augmentation des prix intérieurs de l'acier que le mécanisme a permise est moins importante et a été égalée par l'accroissement des coûts de production des entreprises américaines. S'il les a aidées à "répercuter" cet accroissement de leurs coûts, il ne les a pas aidées à maîtriser leurs prix de revient, et les fonds nécessaires à la modernisation ne peuvent donc être dégagés. Il s'ensuit que l'Etat devra continuer de jouer le même rôle dans le mécanisme de formation des prix du secteur, ce qui, étant donné la façon dont le mécanisme fonctionne actuellement, ne peut que contribuer à l'augmentation des prix.

### *Ouverture du système d'échanges*

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure les échanges ont été libéralisés ou entravés au cours des années 70. D'une part, on constate une augmentation certaine du nombre des différends commerciaux auxquels l'opinion publique s'est intéressée et de la part des échanges sur laquelle les Etats ont exercé une surveillance ou à laquelle ils ont imprimé une certaine orientation. La CEE, par exemple, a institué une procédure officielle plaçant sous "surveillance" les importations de certains produits en provenance de certaines origines. Cette surveillance ne comporte aucune mesure restrictive : il s'agit cependant d'une mise en garde signifiant que des

restrictions pourront être imposées si les importations continuent d'augmenter.

Par contre, c'est au cours des années 70 que les dernières réductions tarifaires du Kennedy Round ont pris effet, que les réductions du Tokyo Round ont été négociées et que les Codes de pratique du GATT sur les obstacles non tarifaires ont été adoptés. En outre, les pays industriels ont appliqué des mesures qui avaient pour but exprès ou effet immédiat de faire progresser les exportations des pays en développement. La plus connue a été le Système généralisé de préférences, qui a réduit le nombre des obstacles commerciaux frappant un grand nombre d'exportations de pays en développement (Tableau 3.5).

On a également vu les pays industriels accroître considérablement leurs importations en provenance de pays en développement sous l'effet des dispositions tarifaires relatives à leur valeur ajoutée et aux activités de montage délocalisées. Ces dispositions prévoient un traitement préférentiel pour les produits fabriqués à l'aide de pièces ou de composants eux-mêmes fabriqués dans le pays importateur. Aux Etats-Unis, les importations en provenance des pays en développement qui bénéficient de ces dispositions continuent d'être aussi importantes en volume que celles auxquelles s'applique le Système généralisé de préférences et elles ne sont pas moins bien traitées. Ce régime est aussi largement appliqué aux

Pays-Bas et en République fédérale d'Allemagne et le Japon l'a adopté au cours des années 70.

Parmi les exportations des pays en développement vers les pays industriels, celles qui se sont accrues le plus rapidement ont été celles de produits dont la fabrication demande une main-d'oeuvre nombreuse et qui sont les plus soumises aux restrictions commerciales. Cela s'explique par les grandes différences de prix de revient entre ces deux groupes de pays, que les obstacles commerciaux ne sont pas parvenus à neutraliser. Il faut aussi à ce titre rendre hommage pour leur ingéniosité aux exportateurs des pays en développement, qui ont su faire face à ces obligations administratives et diversifier leur production et leurs débouchés de façon à en minimiser les effets.

#### Perspectives

La part des pays industriels dans les exportations et les importations de produits autres que les combustibles est encore de trois quarts et de trois cinquièmes, respectivement; c'est donc de la politique de ces pays que dépendra principalement le degré d'ouverture du système commercial international. A cet égard, il est déterminant qu'ils relèvent le taux d'accroissement de leur production et de leur productivité. Sinon, les pressions protectionnistes s'accroîtront et les économies ne pourront s'adapter sans heurt aux changements du climat international.

L'ajustement peut se faire sous deux formes. L'une, habituelle, consiste à transférer des ressources des activités les moins productives aux plus productives, en fonction de l'évolution de la demande, des techniques et des avantages comparatifs. Les industries menacées directement par la concurrence des pays en dévelop-

Tableau 3.5 Application du Système généralisé de préférences, 1976  
(millions de dollars)

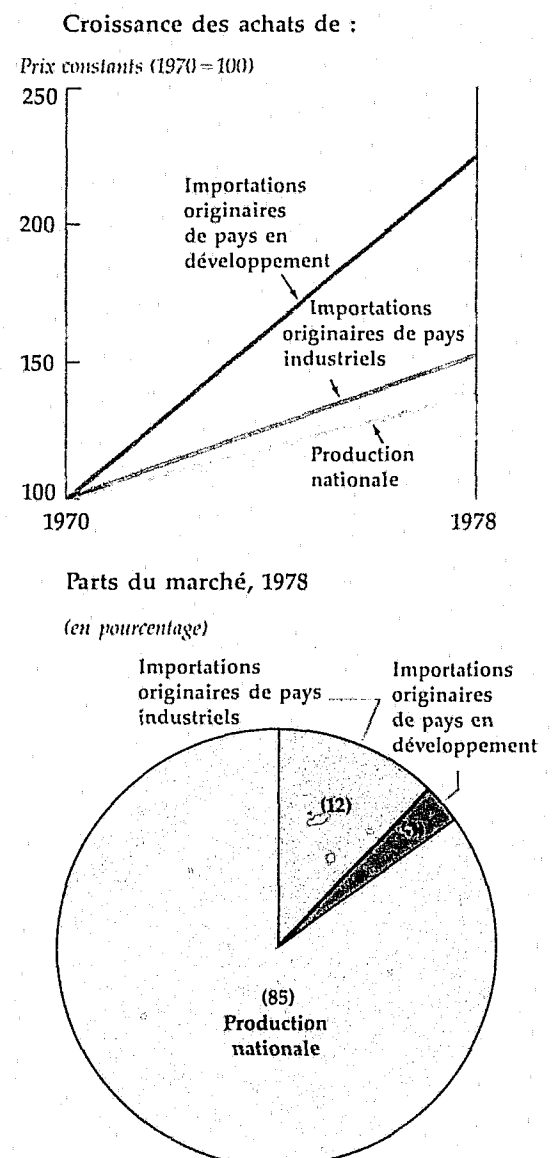
Pays ou groupe commercial	Valeur totale	SGP	
		Valeur	(en pourcentage du total)
Autriche	647	126	19
Australie	1 268	179	14
Canada	2 031	303	15
CEE	15 155	4 446	29
Finlande	415	21	5
Japon	12 314	1 789	14
Norvège	556	22	4
Suède	1 247	145	12
Suisse	1 042	257	25
Etats-Unis	24 499	3 154	13
Total	59 174	10 442	18

pement (par exemple, les textiles et les chaussures) entrent notamment dans cette catégorie (Figure 3.6).

L'autre solution, adoptée plus récemment, est la reconversion intrasectorielle. On peut citer notamment à ce propos le cas des véhicules à moteur et de l'acier —secteurs qui ont longtemps été fortement concentrés et très protégés de la concurrence étrangère par les droits de douane et leur lieu d'implantation. Les écarts entre les prix de l'essence et les différences entre les réseaux routiers ont incité les firmes américaines à construire des voitures très différentes de celles qui sont demandées sur les marchés européen et japonais, ce qui mettait la plus grande partie de leur gamme de production à l'abri de la concurrence internationale. Avec l'abaissement des droits de douane au cours des années 50 et 60, les pays industriels ont progressé rapidement et la capacité de ces secteurs suffisait à peine à couvrir la demande intérieure. Aussi les producteurs avaient-ils peu de raisons de chercher à conquérir les marchés étrangers.

Mais l'accroissement du commerce international de produits industriels, le fait que les taux d'accroissement des pays industriels ont été ces temps derniers inférieurs aux prévisions faites à

Figure 3.6 Demande des pays industriels pour les produits manufacturés, 1970-78



l'époque où la capacité actuelle a été mise en place et le renchérissement de l'énergie aux Etats-Unis ont intensifié la concurrence entre les pays industriels. Pour de nombreux biens industriels, le marché a maintenant pris une dimension internationale et, dans tous les pays, la position des producteurs s'est beaucoup affaiblie par rapport à ce qu'elle était il y a dix ans.

Dans un secteur donné, la reconversion rendue nécessaire par un accroissement de la concurrence ne s'accompagne pas forcément d'une sortie nette de ressources. Elle ne signifie pas en particulier le remplacement de la production des pays industriels par des importations en provenance de pays en développement. On s'attend à une forte augmentation au cours des dix prochaines années de la production d'acier et de véhicules à moteur dans les pays en développement mais leur demande doit elle aussi progresser. Il va de soi que la production ne correspondra pas exactement à la consommation dans tous les pays, ce qui aura une incidence sur les échanges internationaux. Aussi bien les exportations que les importations des pays en développement augmenteront, ce qui ajoutera encore à la concurrence qui s'exerce sur le marché mondial.

C'est moins la répartition de la production entre les industries que la structure de la distribution qu'il convient d'ajuster du fait de cette érosion de la position des entreprises nationales. Dans les secteurs où la concentration est forte, les bénéfices et les salaires en particulier ont de tout temps été supérieurs à ceux d'autres branches. L'Etat a prélevé sa part de ces profits par le biais de la fiscalité et en imposant des règles de sécurité ou de protection de l'environnement qui auraient écrasé des industries moins oligopolistiques.

La position de ces industries sur le marché étant affaiblie par la concurrence, il n'est plus possible de continuer ainsi. Ni la nationalisation ni la création de cartels recevant l'appui de l'Etat n'ont pu restaurer ni même maintenir la situation sur le marché car les difficultés étaient dues à l'accroissement de la concurrence *internationale*. Dans certains cas, l'intervention de l'Etat (qui a financé des ventes à perte) a en réalité eu pour effet d'aggraver cette concurrence.

La situation des pays industriels qui se laissent distancer correspond donc à celle d'un pays en développement qui a atteint la limite de ses possibilités en matière de remplacement des importations par la production locale. Tout nouveau progrès (et en particulier tout accroissement de la productivité) demande de profonds ajustements structurels. Toutefois, il existe encore des groupes qui ont tout à gagner au maintien de l'ancien régime. Dans les pays en développement, leurs intérêts étaient protégés par les obstacles tarifaires et, dans les pays industriels, par la structure des marchés. Un pays industriel non concurrentiel doit donc décider soit de remplacer ses importations—il préserverait ainsi la structure traditionnelle de sa production et de la répartition du revenu aux dépens de la croissance—, soit d'adopter une politique d'ouverture sur l'extérieur, qui a donné de bons résultats dans de nombreux pays en développement. En réalité, les pays industriels ont le choix non pas entre "se protéger ou s'adapter", comme on le dit souvent, mais entre "se protéger ou progresser".

Les mesures de reconversion visant à aider les travailleurs à passer d'une branche d'activité à l'autre ne suffiront pas. Sans croissance, il n'y aura pas de création d'emplois. Si bien conçues soient-

elles, ces mesures auront pour seul effet de maintenir le revenu. Et, même dans un contexte de croissance, on notera une certaine résistance des entreprises qui doivent adapter leur structure pour tenir compte de la concurrence. Il ne s'agit pas ici de transférer des ressources à des activités plus productives, et en fin de compte plus rentables, mais de persuader les entreprises d'accepter les taux de rentabilité plus faibles auxquels elles doivent s'attendre après avoir perdu leur position de force sur le marché.

Pour maintenir un système d'échanges ouvert, il est indispensable que chaque pays industriel tire parti, sur le *plan intérieur*, des possibilités qu'offre l'adaptation à un climat international mouvant et réponde au défi qui lui est ainsi lancé. Les pays industriels bénéficieront certainement d'un accroissement de leurs échanges avec les pays en développement. De 1970 à 1978, les exportations de produits manufacturés de ces derniers pays vers les pays industriels ont progressé de près de 12 milliards de dollars (aux prix de 1970); mais celles des pays industriels vers les pays en développement ont augmenté près de trois fois plus (Tableau 3.6). Même si l'on exclut l'accroissement des exportations vers les pays exportateurs de pétrole, l'excédent commercial que les produits manufacturés ont assuré aux pays industriels s'accroît de plus de 5 % par an en valeur réelle depuis 1973.

L'avantage du commerce n'est pas uniquement une question d'excédent commercial. Les échanges avec les pays en développement ont contribué à accroître l'efficacité du secteur manufacturier des pays industriels. Ils les ont aidés à lutter contre l'inflation et ont donc été extrêmement bénéfiques pour le consommateur. Et ils les ont incités à transférer des

**Tableau 3.6 Augmentation du volume des échanges de produits autres que les combustibles entre les pays en développement et les pays développés, 1960-80**

(milliards de dollars de 1970)

Période et direction des échanges	Catégorie de produits <sup>a</sup>				Ensemble des marchandises autres que les combustibles (0-8, moins 3)
	Denrées alimentaires, etc. (0+1)	Matières premières, combustibles excepté (2+4)	Matières autres que les combustibles (0+1+2+4)	Biens manufacturés (5-8)	
<b>1960-70</b>					
Des pays développés vers les pays en développement <sup>b</sup>	1,45	1,03	2,48	15,22	17,70
Des pays en développement vers les pays développés <sup>b</sup>	2,56	1,90	4,46	5,78	10,24
<b>1970-78</b>					
Des pays développés vers les pays en développement <sup>b</sup>	3,86	1,88	5,74	31,83	37,57
Des pays en développement vers les pays développés <sup>b</sup>	0,98	0,15	1,13	11,48	12,61

a. D'après la CTCI.

b. Les groupes de pays ont été constitués sur la base de la classification de l'Organisation des Nations Unies. Le groupe des pays en développement comprend les pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux, mais l'Afrique du Sud et la plus grande partie de l'Europe du Sud en sont exclues.

ressources des industries et des entreprises peu productives à des secteurs où les salaires sont plus élevés et où la sécurité de l'emploi est en fin de compte plus grande.

Dans certaines branches d'activité, et notamment les textiles et les vêtements, le matériel de télécommunications et les appareils ménagers, les importations des pays industriels en provenance des pays en développement importateurs de pétrole ont progressé plus rapidement que leurs exportations à destination de ces mêmes pays. Mais, même dans ces secteurs, les effets de l'augmentation des importations, qui a entraîné des suppressions d'emploi, ont été peu importants par rapport à ceux de l'évolution de la demande, des progrès techniques et de l'accroissement de la productivité. Et ces suppressions ont été compensées, et au-delà, par les créations d'emplois découlant de l'expansion des exporta-

tions d'autres secteurs, généralement plus rémunérateurs, vers les pays en développement.

#### La coopération internationale

A court terme, la communauté internationale doit s'attacher de toute urgence à accroître les recettes d'exportation des pays importateurs de pétrole à faible revenu. Même dans l'Hypothèse haute, le pouvoir d'achat de leurs exportations—une fois déduite leur facture pétrolière—restera inférieur à ce qu'il était en 1970 (Tableau 3.7).

#### Mesures commerciales en faveur des pays à faible revenu

Il est crucial que la croissance économique reprenne dans les pays industriels. Les recettes d'exportation des pays à faible revenu—qui proviennent principalement de matériaux non transformés et de produits manufacturés sim-

ples—sont plus sensibles à la situation économique mondiale que celles des pays à revenu intermédiaire.

La réticence que de nombreux pays industriels montrent à procéder aux ajustements que l'évolution du climat international a rendus nécessaires ralentit leur croissance et limite parallèlement les possibilités d'exportation des pays en développement. De 1978 à 1980, les pays importateurs de pétrole à faible revenu ont vu le déficit de leurs transactions courantes se creuser sous l'effet du renchérissement du pétrole et leur situation s'aggraver encore du fait de la récession qui sévissait dans les pays industriels.

Pour leur part, les pays à faible revenu pourraient étudier les nouveaux débouchés qui s'offrent aux denrées alimentaires et autres produits primaires, en particulier dans les pays exportateurs de pétrole et les pays à revenu intermédiaire. Ils devraient dans toute la mesure du possible diversifier leur production destinée à l'exportation afin d'exploiter les possibilités que leur offrent ces marchés en expansion.

Pour aider les pays à faible revenu à résoudre les problèmes que leur pose le manque de chefs d'entreprise et de spécialistes de la commercialisation, les pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux pourraient s'efforcer

**Tableau 3.7 Pouvoir d'achat des exportations des pays importateurs de pétrole à faible revenu, après déduction de leur facture pétrolière, 1970 et 1980**

(milliards de dollars de 1978)

Région et groupe de pays	1970		1990
	1970	1980	Hypothèse haute
Afrique	7,4	3,7	4,3
Asie	8,8	7,3	8,0
Tous pays importateurs de pétrole à faible revenu	16,2	11,0	12,3

d'accroître leurs importations en provenance de ces pays. Ils pourraient identifier des fournisseurs et contribuer à mettre en place des circuits de commercialisation pour les produits qu'ils achèteraient.

Les pays industriels pourraient adopter la même ligne de conduite. Leur consommation de produits primaires se développe moins rapidement et il est donc plus difficile de vaincre la résistance des consommateurs attachés à des marques et à des produits particuliers. Mais, grâce à une bonne politique de commercialisation, de nombreux pays en développement ont réussi à conquérir les marchés pour un produit national. Le café colombien, le rhum jamaïcain, le mobilier brésilien et la mode kényenne en sont autant d'exemples.

Néanmoins, les mesures ainsi prises par les pays industriels et les pays exportateurs de pétrole seront sans effet si leur propre politique commerciale empêche les pays à faible revenu de se placer sur les marchés mondiaux ou si leur politique intérieure fait qu'il est financièrement difficile pour leurs entreprises de fournir régulièrement les produits demandés aux conditions normales pratiquées dans les échanges internationaux.

Au cours des années 70, le Mécanisme de financement compensatoire du Fonds monétaire international a été élargi à deux reprises et le STABEX de la Communauté européenne a commencé d'être appliqué. L'accord concernant la création du Fonds commun pour les produits de base de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a été négocié mais il n'a pas encore été ratifié par un nombre suffisant de pays pour entrer en vigueur.

Même dans ces conditions, les exportations des pays de produc-

tion primaire ont été au moins aussi instables au cours des années 70 que pendant les périodes précédentes. Les termes de l'échange et les recettes d'exportation de ces pays sont restés intimement liés à l'activité économique des pays industriels. En revanche, c'est principalement en diversifiant leurs ventes à l'étranger et en commençant d'exporter des produits transformés que les pays à revenu intermédiaire ont pu accroître et stabiliser leurs recettes d'exportation.

#### *Considérations à plus long terme*

Au cours des 35 dernières années, les pays ont appris à connaître les avantages que présentent les accords de coopération, dont les modalités, et notamment les modalités de contrôle, revêtent de multiples formes. Les droits de douane appliqués par les pays industriels à la plupart des pro-

duits manufacturés ont été ramenés au minimum. Certains pays ont pris position contre la protection généralisée : c'est le cas des pays de l'OCDE qui ont signé une "déclaration commerciale", renouvelée chaque année depuis 1974, et c'est également le cas des plus importants des pays industrialisés dont les chefs d'Etat ont conclu des accords à ce titre lors de réunions au sommet.

L'ensemble de codes négociés récemment pendant le "Tokyo Round" permettra à la communauté internationale d'exercer un contrôle sur plusieurs obstacles non tarifaires. Ces codes (énumérés dans le *Rapport sur le développement dans le monde* de 1980) couvrent notamment la définition et l'application des normes de produits et les procédures de passation de marchés des organismes et entreprises d'Etat. Ils visent à l'application de règles claires et

### **Protection de l'agriculture dans la CEE**

La politique agricole commune de la Communauté économique européenne est un mécanisme complexe. Les prix intérieurs de la plupart des produits agricoles sont maintenus à un niveau donné par l'imposition de prélèvement d'un montant variable sur les importations ou, lorsque la production communautaire excède la demande, par des achats des organismes publics. Du fait que les prix intérieurs sont maintenus constants alors que les cours mondiaux varient selon la conjoncture, l'écart entre les prix communautaires et mondiaux fluctue considérablement. Ainsi, ces 10 dernières années, les consommateurs de la Communauté ont dû payer leur poudre de lait de 1,4 à 5 fois plus cher que le cours mondial, le beurre de 1,5 à 4 fois plus cher, le fromage à pâte molle 2,5 fois plus cher, la viande de boeuf 2 fois plus cher et les céréales de 1,5 à 2 fois plus cher.

Outre cela, ils paient également des impôts destinés à couvrir les pertes que la Communauté subit lorsqu'elle écoule ses excédents aux cours mondiaux ou qu'elle les dénature pour la fabrication d'aliments d'appoint pour le bétail, par exemple. On estime qu'en 1976, la politique

agricole commune a coûté, au total, 11 milliards de dollars aux consommateurs de la Communauté.

Les prix intérieurs ont été maintenus à des niveaux suffisamment élevés pour assurer l'autosuffisance, voire dégager un excédent exportable. L'exemple le plus frappant est celui du sucre, qui est produit au moindre coût dans les pays tropicaux. Or, par le jeu de ses mécanismes de soutien des prix et d'écoulement des excédents, la CEE est devenue le deuxième exportateur mondial, après Cuba. Du fait de l'adhésion de pays méditerranéens, une part beaucoup plus importante de la consommation communautaire d'huile d'olive, de vin, de fruits et de légumes sera couverte par la production des pays membres et protégée contre la concurrence des pays d'Afrique du Nord et d'autres pays en développement.

Les ventes auxquelles la CEE procède de temps à autre, pour écouler ses excédents — dont une partie est toutefois distribuée sous forme d'aide alimentaire — ont pour effet de déprimer les cours mondiaux et d'évincer des exportateurs bien établis.



simples de manière à minimiser les risques de discrimination à l'encontre des vendeurs étrangers.

Il existe toutefois des domaines où la libéralisation des échanges a peu progressé. Partout, le commerce de denrées agricoles subit de graves distorsions en raison des politiques nationales de protection et de soutien des prix, attitudes qu'illustre la Politique agricole commune de la CEE (voir encadré).

Pour ce qui est des services, l'absence d'un système international intégré de principes ou de conventions se fait durement sentir. En 1980, les recettes d'exportation tirées par les pays en développement de ce type d'échanges (qui englobe, par exemple, les transports, le tourisme, les services bancaires et financiers et la construction) ont dépassé d'un tiers le produit de leurs ventes agricoles, même si leur excédent commercial a été plus faible pour les services que pour l'agriculture.

Plus importante encore est sans doute la question de savoir si, pour que la libéralisation des échanges se poursuive, il faut adopter une optique plus large qu'on ne l'a fait jusqu'ici. L'approche traditionnelle, qui s'est traduite par la conclusion de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), reposait sur la conviction des pays participants que les avantages politiques et économiques d'un régime de libre-échange l'emporteraient sur les inconvénients. L'idée inspirant les négociations tarifaires était très simple : il s'agissait d'échanger des concessions à l'avantage de tous. Mais ces négociations n'ont pas amené les pays participants à mettre en regard de ces inconvénients tous les avantages que leur procure le commerce. Ils ont refusé de réduire les droits de douane sur certains produits, non pas néces-

sairement parce que le coût (pour le producteur) d'une telle mesure l'emporterait sur les avantages (pour le consommateur), mais parce qu'ils craignaient que les producteurs lésés ne se lancent dans un mouvement politique de résistance à la libéralisation. Cette optique — selon laquelle les exportations sont les avantages du commerce et les importations les inconvénients — est également à l'origine de la plupart des clauses de sauvegarde ou déroatoires. Les seuls effets économiques pris en compte en matière de sauvegarde (d'après le GATT) sont les préjudices qui seraient causés aux producteurs nationaux (voir encadré).

Cette étroitesse de vue devient de plus en plus évidente à mesure que les pays en développement s'intègrent davantage au commerce mondial. De précédentes négociations dans le cadre du GATT avaient permis de réduire les droits de douane applicables aux produits industriels faisant l'objet d'un commerce entre les nations industrielles. Mais ce succès s'expliquait dans une large mesure par le fait que les différences de coûts étaient faibles et que les secteurs désavantagés étaient les mêmes que ceux qui bénéficiaient de l'opération : d'où un accroissement des échanges à l'intérieur même de ces secteurs — ceux qui intensifiaient leurs exportations étaient aussi ceux qui accroissaient leurs importations. Dans les autres secteurs, en particulier ceux à forte intensité de main-d'oeuvre, dans lesquels les coûts varient considérablement d'un pays à l'autre, les réductions tarifaires ont été minimes. Malgré les avantages qu'un traitement réciproque de la part d'un important partenaire peut procurer sur le plan de l'emploi et de la croissance, et tous les gains qui peuvent donc en découler pour les

### Le prix de la protection

Dire que protéger les échanges est une manière inefficace d'assurer un transfert de revenu, c'est exprimer de façon assez terne une vérité très simple, à savoir que si la protection est avantageuse pour certains, elle est, *dans le même pays*, beaucoup plus dommageable pour d'autres. Tout emploi rémunéré au taux de 20 000 dollars par an dans les chantiers navals suédois, coûte 50 000 dollars par an aux contribuables. La protection coûte chaque année aux consommateurs canadiens 500 millions de dollars, pour financer 135 millions de salaires supplémentaires dans l'industrie du vêtement. Et si le consommateur japonais paie la viande de boeuf huit fois plus cher que le prix mondial, l'éleveur japonais n'en tire pas pour autant huit fois plus, c'est seulement qu'il lui en coûte huit fois plus pour la produire.

consommateurs, les gouvernements n'ont pas réussi à vaincre la résistance des producteurs concernés.

Le même problème se pose aujourd'hui sous une forme différente. Il est difficile, voire impossible, pour les pays en développement qui, en restructurant leur politique commerciale, réduisent leurs obstacles à l'importation d'obtenir en retour des pays industriels les mêmes concessions.

Pour que le mouvement de libéralisation des échanges retrouve son élan d'après-guerre, il faudra peut-être que les pays s'attachent, aussi bien sur le plan national qu'à l'échelon international, à fonder leur politique sur une définition plus large des avantages à attendre du commerce. Sur le plan national, il est essentiel que les pays industriels et en développement redoublent d'efforts pour mobiliser ceux qui font les frais des mesures protectionnistes. Les négociations sur les sauvegardes offrent la possibilité de donner à ces efforts une dimension internationale.



MESURES NATIONALES. A première vue, il peut paraître facile d'identifier les produits qui souffrent des barrières commerciales. Bien au contraire, les formes de protection non tarifaire ou d'aide à l'industrie devenant plus subtiles, il est encore plus difficile d'en mesurer simplement la portée (sans parler d'en évaluer les effets).

Certaines mesures gouvernementales ont contribué à simplifier la tâche. C'est le cas notamment du Système de contrôle des mesures commerciales des Etats-Unis, qui énumère sous forme de tableaux les mesures restrictives mises en place par ce pays; du bilan annuel de l'aide publique aux industries et de la protection commerciale assurée par l'Etat, qui est établi par la Commission australienne d'aide à l'industrie; et du Rapport sur les subventions, publié par la République fédérale d'Allemagne, qui enregistre, par secteur, toutes les subventions accordées par le Gouvernement fédéral ainsi que le "manque à gagner" fiscal du fait des exonérations consenties à l'industrie.

Le calcul et la publication des coûts de la protection ne manqueront certainement pas d'influer sur le climat politique en général, mais il faudra peut-être prendre des mesures législatives pour que ces derniers fassent partie intégrante des mécanismes de décision en matière de politique commerciale.

Les dirigeants peuvent trouver politiquement (et non pas seulement économiquement) avantageux d'introduire des change-

ments institutionnels qui leur permettent de juger les différends commerciaux à la lumière des coûts et des avantages globaux. Dans le système actuel, les commissions et bureaux techniques qui tranchent les différends commerciaux ne peuvent pas tenir compte des intérêts des consommateurs. Aussi les groupes de consommateurs n'ont-ils d'autre solution que de "passer par-dessus" ces bureaux et commissions et de faire pression sur les hommes politiques. Les différends commerciaux ont donc tendance à prendre des proportions qu'ils n'atteindraient pas si, au départ, la loi avait donné aux consommateurs les mêmes moyens de droit qu'aux producteurs.

LA CLAUSE DE SAUVEGARDE. Le GATT symbolise l'engagement pris par tous les pays participants de garder leur marché ouvert aux vendeurs étrangers. La clause de sauvegarde (ou dérogatoire) est, comme son nom le suggère, une échappatoire. Un code de sauvegarde aurait pour objet de définir les circonstances dans lesquelles un pays peut se soustraire à ses engagements et — on l'espère — de limiter ainsi l'exercice du droit souverain qu'il a actuellement de le faire. Aussi longtemps que les propositions concernant un nouveau code de sauvegarde seront fondées sur le principe mercantiliste traditionnel — à savoir que les restrictions commerciales qui limitent le préjudice immédiat causé aux producteurs nationaux servent les intérêts d'un pays —, les négociations sur ce sujet, qui sont au point mort depuis le Tokyo

Round, n'aboutiront vraisemblablement pas.

En vertu des arrangements actuels, si un pays accepte de limiter son droit d'imposer des restrictions commerciales, c'est parce qu'il espère empêcher ainsi ses partenaires commerciaux de prendre des mesures de rétorsion. L'exercice du droit de se soustraire à ses engagements dépend donc simplement du rapport de force entre l'importateur et l'exportateur. Il n'est donc pas surprenant que, dans la plupart des cas, les gouvernements négocient des accords de restriction volontaire des exportations. Le fait que la clause de sauvegarde n'ait pour ainsi dire jamais été invoquée montre combien il est difficile de soumettre les conflits d'intérêt entre Etats souverains à une réglementation internationale.

Si, lors des négociations sur les sauvegardes, on s'attachait à définir de façon plus équilibrée la notion de préjudice, la principale question qui se poserait alors serait non pas de savoir "à quel point un pays serait-il disposé à altérer son droit souverain de limiter ses importations" mais "en quoi le code peut-il aider un pays à déterminer s'il est globalement dans son intérêt d'exercer ce droit". Pour cela, la communauté internationale devra se poser une question qu'elle a toujours éludée. Le défi à relever est considérable. Mais le nombre des négociations qui ont abouti donne à penser que la politique commerciale est peut-être le seul domaine où il est peu d'obstacles que les efforts concertés de toutes les nations ne permettent de surmonter.

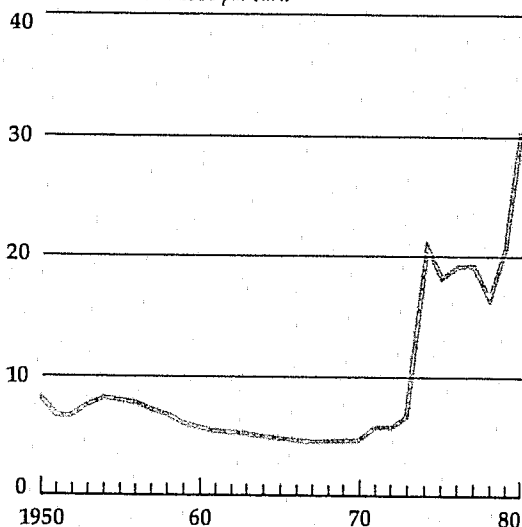
## 4 Energie : une ère nouvelle

D'abondante et bon marché, l'énergie est devenue plus rare et plus chère. Cette transition a dominé l'évolution de l'économie mondiale au cours des dix dernières années. Comme l'a indiqué le chapitre précédent, l'augmentation de la facture pétrolière des pays importateurs de pétrole représente plus de 40 % de l'accroissement — notable pour-

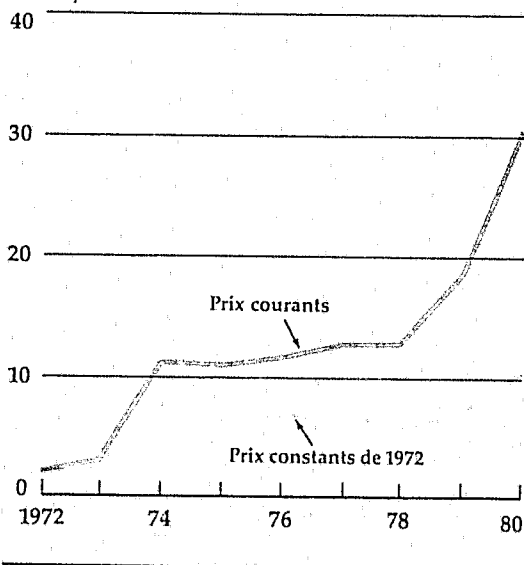
Figure 4.1 Prix du pétrole, 1950-80 et 1972-80

(moyennes annuelles)

Dollars constants de 1980 par baril



Dollars par baril



tant — de leurs exportations. Une partie importante de la facture pétrolière a été financée au moyen d'emprunts aux pays exportateurs de pétrole par le biais des marchés de capitaux; cette question sera examinée dans le chapitre suivant.

Certains pays peuvent faire face au renchérissement de l'énergie en stimulant leurs exportations et en augmentant leurs emprunts; mais à l'échelle mondiale, l'ajustement doit en grande partie être réalisé plus directement par une restructuration de l'offre et de la demande d'énergie. Celle-ci s'opère à plusieurs niveaux : remplacement du pétrole devenu rare par d'autres combustibles, réduction de la consommation d'énergie par unité de PIB, et modification du rythme de croissance du PIB. Les ajustements de la consommation d'énergie et les programmes établis à cette fin seront étudiés à l'échelon mondial et à l'échelon national.

### La mutation énergétique

Après la guerre et jusqu'en 1970, les découvertes de pétrole au Moyen-Orient et ailleurs se sont succédées à un rythme qui dépassait de loin celui de la demande, d'où une baisse continue du prix réel du pétrole (Figure 4.1). Entre 1950 et 1970, l'accroissement de la consommation mondiale d'énergie primaire a été couvert à plus de 80 % par le pétrole et le gaz naturel. Le prix peu élevé de l'énergie a beaucoup contribué à la croissance sans précédent qu'a alors enregis-

trée la production mondiale.

Cette situation ne pouvait se poursuivre indéfiniment. Dès lors que l'augmentation de la consommation de pétrole excédait l'accroissement des réserves, la hausse des prix devenait inévitable quelle que soit la façon dont le marché mondial du pétrole pouvait être géré. Le quadruplement du prix nominal du pétrole intervenu en 1973-74 a été déclenché par un ensemble de facteurs économiques et politiques conjoncturels, et il a quelque peu excédé la résistance réelle des forces du marché, comme l'indique le Figure 4.1. La révolution iranienne, qui a entraîné une réduction de 6 % de l'offre mondiale, s'est traduite par un relèvement des prix de plus de 80 % en valeur réelle entre 1978 et 1980. A la fin des années 70 toutefois, l'équilibre entre l'offre et la demande de pétrole s'était à peu près rétabli.

### La demande mondiale

Avant 1973, la consommation d'énergie augmentait proportionnellement au PIB dans les pays industriels, et un peu plus rapidement dans les pays en développement. Cependant, ces derniers ne représentent à l'heure actuelle que 14 % de la demande mondiale d'énergie commerciale; le quart de leurs besoins est encore couvert par le bois de feu et d'autres sources non commerciales. Après 1973, la consommation des pays industriels a progressé à un rythme beaucoup moins rapide. S'ils ont récemment amorcé une

reprise, les projections établies montrent que, dans les années 80, leur croissance n'atteindra pas les niveaux enregistrés avant 1973 et qu'elle sera la plus faible de tous les groupes de pays. Dans les pays en développement, la demande a

également fléchi, mais pas autant. De ce fait, la part de ces pays dans la consommation mondiale passera à 18 % d'ici à 1990, comme le montre le Tableau 4.1, qui indique les niveaux probables de consommation et de production d'énergie

**Tableau 4.1 Production et consommation d'énergie primaire commerciale, par groupe de pays, 1970-90**

(millions de barils d'équivalent pétrole par jour)

Groupe de pays	1970		1980		1990	
	Production	Consommation	Production	Consommation	Production	Consommation
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<u>43,2</u>	<u>60,6</u>	<u>50,6</u>	<u>72,4</u>	<u>64,3</u>	<u>87,0</u>
Pétrole	12,7	29,9	14,5	35,0	16,4	37,4
Gaz naturel	13,0	12,8	13,8	15,0	13,2	16,2
Combustibles solides	13,0	13,3	13,9	14,0	20,4	19,1
Electricité primaire	4,5	4,6	8,4	8,4	14,3	14,3
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<u>28,8</u>	<u>27,6</u>	<u>45,2</u>	<u>43,0</u>	<u>63,4</u>	<u>62,1</u>
Pétrole	8,0	7,2	13,7	13,1	17,9	17,3
Gaz naturel	3,8	3,8	7,7	7,0	12,6	12,3
Combustibles solides	16,1	15,7	21,8	20,9	29,8	29,4
Electricité primaire	0,9	0,9	2,0	2,0	3,1	3,1
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<u>12,8</u>	<u>0,3</u>	<u>18,6</u>	<u>0,9</u>	<u>21,7</u>	<u>1,7</u>
Pétrole	12,7	0,2	18,3	0,7	20,4	1,1
Gaz naturel	0,1	0,1	0,3	0,2	1,3	0,6
Combustibles solides	—	—	—	—	—	—
Electricité primaire	—	—	—	—	—	—
<b>Pays en développement</b>						
Pays exportateurs de pétrole	<u>13,7</u>	<u>2,8</u>	<u>16,7</u>	<u>5,5</u>	<u>25,2</u>	<u>10,0</u>
Pétrole	12,7	1,8	14,2	3,6	18,3	5,5
Gaz naturel	0,7	0,7	2,0	1,4	5,9	3,5
Combustibles solides	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3
Electricité primaire	0,2	0,2	0,4	0,4	0,7	0,7
Pays importateurs de pétrole	<u>4,7</u>	<u>7,8</u>	<u>7,5</u>	<u>13,7</u>	<u>15,1</u>	<u>24,3</u>
Pétrole	1,2	4,2	1,5	7,3	2,8	11,2
Gaz naturel	0,3	0,3	0,5	-0,7	1,6	1,6
Combustibles solides	2,3	2,4	3,5	3,7	5,6	6,4
Electricité primaire	0,9	0,9	2,0	2,0	5,1	5,1
<b>Total tous pays</b>	<u>103,2</u>	<u>99,1</u>	<u>138,6</u>	<u>135,5</u>	<u>189,7</u>	<u>185,1</u>
Pétrole	47,3	43,3	62,2	59,7	75,8	72,5
Gaz naturel	17,9	17,7	24,3	24,3	34,6	34,2
Combustibles solides	31,5	31,5	39,3	38,7	56,1	55,2
Electricité primaire	6,5	6,6	12,8	12,8	23,2	23,2
<b>Soutes et divers</b>		2,9		3,1		4,6
<i>Croissance annuelle moyenne des approvisionnements mondiaux (pourcentage)</i>						
	1970-80		1980-90			
Tous pays	3,0		3,2			
Pétrole	2,8		2,0			
Gaz naturel	3,1		3,6			
Combustibles solides	2,2		3,6			
Electricité primaire	7,0		6,1			

Note : Le calcul de la consommation mondiale ne tient compte que de la consommation intérieure apparente des pays. La demande mondiale d'énergie primaire est égale à la consommation mondiale plus la rubrique "Soutes et divers". Les combustibles de synthèse obtenus à partir du charbon ne sont pas inclus dans les combustibles solides.

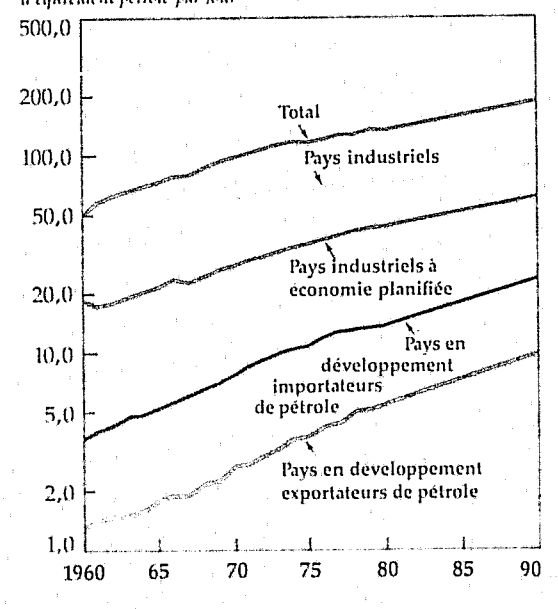
par groupe de pays selon les estimations établies par les auteurs du présent Rapport (voir également Figure 4.2).

Bien que les fluctuations de prix n'aient pratiquement pas d'influence à court terme sur la demande d'énergie, le choc pétrolier de 1973-74 a déjà eu des répercussions notables sur la consommation d'énergie des pays importateurs de pétrole, et des pays industriels en particulier. La hausse des prix du pétrole importé a été progressivement répercutée sur les usagers, ses effets étant toutefois amortis par la progression moins rapide de la fiscalité et du prix d'autres types d'énergie. Dans les principaux pays industriels, le prix réel acquitté par le consommateur final a augmenté de 62 % entre 1973 et 1979 (Tableau 4.2). D'après les données disponibles, l'augmentation avait été à peu près la même dans les pays en développement importateurs de pétrole, mais beaucoup moins importante dans les pays exportateurs de pétrole.

Dans les pays industriels, l'augmentation des prix à la consommation, combinée aux mesures prises par les gouvernements

**Figure 4.2 Consommation d'énergie primaire commerciale, 1960-90**

(Millions de barils d'équivalent pétrole par jour)



**Tableau 4.2** Indice des prix réels de l'énergie à la consommation finale : Principaux pays industriels à économie de marché, 1974-80 (1973 = 100)

Consommation finale	1973	1974	1976	1978	1979	1980
Secteur résidentiel et commercial	100	123	138	146	168	178
Secteur industriel	100	130	160	170	185	274
Secteur des transports	100	122	119	111	131	156
Total	100	125	140	144	162	195

Source : Agence internationale de l'énergie.

pour économiser l'énergie, a déjà eu un effet notable sur l'intensité d'utilisation de l'énergie. Leur consommation totale d'énergie par unité de PIB a diminué d'environ 2 % par an entre 1973 et 1980, soit une économie de l'ordre de 15 % ou de 10 millions de barils d'équivalent pétrole par jour (mbep/j) en 1980 par rapport au niveau qu'aurait probablement atteint la demande si le prix réel de l'énergie n'avait pas augmenté.

Les principaux facteurs qui influent sur la demande d'énergie peuvent être répartis en deux catégories, selon qu'ils sont liés au revenu ou aux prix (les mesures d'économie d'énergie appartenant à la deuxième catégorie). On peut alors exprimer l'augmentation annuelle de l'utilisation d'énergie en fonction de la croissance des revenus et des fluctuations de prix, par une équation simple : Augmentation de la consommation d'énergie égale  $A \times$  taux de croissance des revenus moins  $B \times$  taux d'augmentation des prix.  $A$  étant l'élasticité par rapport au revenu, c'est-à-dire le rapport entre le taux d'augmentation de la consommation d'énergie et le taux de croissance du PIB; et  $B$  étant l'élasticité par rapport aux prix, c'est-à-dire le rapport entre le

taux de réduction de la consommation d'énergie et le taux d'augmentation du prix de l'énergie. Les premiers stades de la croissance étant caractérisés par l'accélération de l'industrialisation et de l'urbanisation, l'élasticité-revenu est en général plus forte dans les

pays en développement que dans les pays industriels. Lorsque le revenu augmente de 1 %, la consommation d'énergie augmente d'environ 1,3 % dans les pays en développement, contre 1,0 % dans les pays industriels (Tableau 4.3).

L'élasticité-prix est en général un peu moins forte : en l'état actuel des choses, on a constaté que lorsque les prix augmentent de 10 %, la demande d'énergie diminue de 4 % à peu près dans les pays industriels, mais seulement de 3 % dans les pays en développement. Le plein effet du relèvement du prix de l'énergie se fera sentir d'ici 15 à 20 ans à mesure que les équipements consommant beaucoup d'énergie seront remplacés. Les effets de la hausse des prix enregistrés depuis sept ans seront sans doute multipliés par deux à long terme.

Les Figures 4.3 et 4.4 et le Tableau 4.4 illustrent l'effet conjugué des hausses du revenu et des prix sur la consommation d'énergie. La partie colorée des

**Tableau 4.3** Elasticité de la demande d'énergie par rapport au revenu et aux prix à long terme

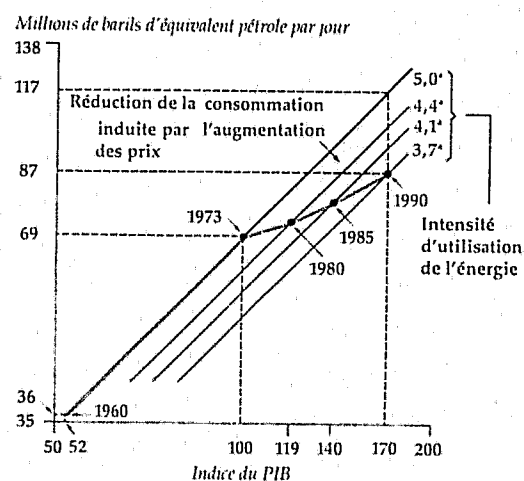
	Elasticité-revenu	Elasticité-prix <sup>a</sup>
Pays industriels à économie de marché	1,0	0,4 (0,2-0,6)
Pays en développement	1,3	0,3 (0,1-0,5)

a. Prix à la consommation. La fourchette des estimations est indiquée entre parenthèses.

graphiques indique les économies d'énergie induites par la hausse des prix. Les diagonales parallèles correspondent à la situation d'une consommation d'énergie proportionnelle à celle du PIB ("intensité d'utilisation d'énergie constante"). Les projections de consommation d'énergie et de PIB pour les années indiquées montrent que l'augmentation des prix atténue les effets de la croissance du revenu, et qu'il en résulte une réduction de l'intensité d'utilisation de l'énergie.

• Les pays industriels. Le PIB et la consommation d'énergie de ces pays augmentaient de 5 % par an environ avant 1973, et l'intensité moyenne d'utilisation d'énergie était relativement stable — 5,0 barils d'équivalent-pétrole par tranche de 1 000 dollars de PIB (voir Figure 4.3). Si les prix n'avaient pas augmenté, la consommation serait passée à quelque 117 mbep/j en 1990; mais, du fait de la flambée des prix, l'intensité d'utilisation de l'énergie est tombée de 5,0 barils par millier de dollars de PIB en 1973 à 4,4 en 1980. L'élasticité-prix à moyen terme s'établit donc à 0,2 environ, ce qui correspond à l'élasticité à long terme de 0,4 indiquée au Tableau 4.3.

**Figure 4.3** Effets du revenu et des prix sur la consommation d'énergie des pays industriels, 1960-90



a. Barils par tranche de 1 000 dollars du PIB.

Comme la croissance du revenu a également été très lente au cours de la période considérée — 2,5 % par an pour les pays industriels — l'augmentation de la consommation d'énergie induite par la progression du revenu a été relativement modeste. Elle a été pratiquement annulée par l'effet modérateur de la hausse des prix, d'où un net ralentissement de la consommation totale d'énergie. Il ne faut pas en conclure qu'il y a eu "dissociation" entre la consommation d'énergie et la croissance du revenu : il est probable que celle-ci jouera à nouveau un rôle dominant lorsque les économies des pays industriels retrouveront leur dynamisme et que l'augmentation des prix se ralentira.

Poursuivant leur adaptation à la hausse des prix, les pays industriels devraient enregistrer, d'ici à 1990, une nouvelle réduction de l'intensité d'utilisation d'énergie, qui devrait tomber à 3,7 barils par millier de dollars de PIB. S'il en était ainsi, il leur serait possible d'accroître leur PIB de 3,7 % par an, avec une consommation d'énergie qui n'augmenterait que de 2 % par an, soit moins de la moitié du pourcentage d'avant 1973.

Figure 4.4 Effets du revenu et des prix sur la consommation d'énergie des pays en développement importateurs de pétrole, 1960-90

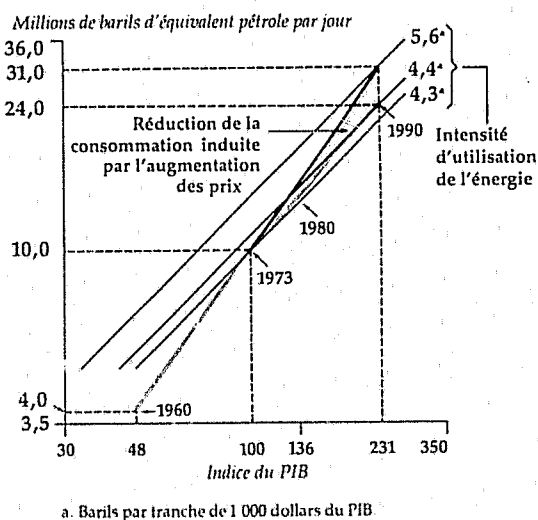


Tableau 4.4 Consommation d'énergie commerciale, 1960-90 (millions de barils d'équivalent pétrole par jour)

Groupe de pays	Consom- mation effective	Consom- mation projetée		Consommation projetée sans hausse de prix		Economies	
	1973	1980	1990	1980	1990	1980	1990
Pays industriels à économie de marché	69	72	87	82	117	10	30
Pays importateurs de pétrole	10	14	24	15	31	1	7
Reste du monde (y compris les soutes)	40	53	78	55	85	2	7
Ensemble du monde	119	139	189	152	233	13	44

• Les pays en développement importateurs de pétrole. Malgré le relèvement des prix, l'intensité d'utilisation de l'énergie augmentera d'ici à 1990; elle passera de 4,3 à 4,4 barils par millier de dollars de PIB car l'effet d'entraînement de la croissance du revenu sur la consommation l'emporte sur l'effet modérateur de l'augmentation des prix (voir Figure 4.4). Il n'en faut pas conclure que l'incidence de la hausse des prix est nulle; si ces derniers n'avaient pas changé, la croissance des pays en développement importateurs de pétrole aurait porté leur consommation à 31 mbep/j en 1990, contre 24 mbep/j selon les projections actuelles et, en 1990, l'intensité d'utilisation d'énergie de ces pays aurait atteint 5,6, au lieu de 4,4. (Etant donné les différences de pouvoir d'achat du PIB, l'intensité d'utilisation de l'énergie des pays en développement et celle des pays industriels ne sont pas tout-à-fait comparables. Si, au lieu de convertir le PIB sur la base des taux de change nominaux, on l'exprimait en pouvoir d'achat — ce qui reviendrait à doubler à peu près le PIB des pays en développement — on constaterait que l'intensité d'utilisation de l'énergie de ces pays est nettement inférieure à celle des pays industriels.)

Pour évaluer l'effet de la hausse des prix sur la demande totale d'énergie, on a comparé les projections actuelles de consumma-

tion pour 1990 avec celles qui auraient été établies pour un taux de croissance identique du PIB avec des prix stables (Tableau 4.4). Les économies d'énergie atteindront 44 mbep/j en 1990, soit un peu plus de 20 % de la demande mondiale. Si la structure de l'offre d'énergie restait inchangée, cela signifierait des économies de l'ordre de 20 millions de barils de pétrole par jour. D'après les projections, cette réduction sera imputable pour deux tiers aux pays industriels, où la consommation d'énergie par habitant est la plus forte et l'effet de la hausse des prix sur la demande est le plus prévisible.

La hausse des prix et les économies suffiront-elles à desserrer l'étau de la crise énergétique? D'après les projections, l'augmentation de la demande mondiale d'énergie sera ramenée de 4,0 % par an en 1973 à 2,8 % en 1990, le PIB retrouvant néanmoins un taux de croissance correspondant à l'Hypothèse haute. Toutefois, un ajustement comparable s'impose du côté de l'offre : le pétrole doit être remplacé par des sources d'énergie plus abondantes afin de pouvoir limiter la demande de pétrole au niveau de la production qui devrait être disponible au cours de la prochaine décennie.

#### L'offre d'énergie

Les hausses de prix intervenues au cours des 10 dernières années ont suscité des investissements mas-

sifs dans le secteur de l'énergie. Mais il faut beaucoup de temps pour accroître sensiblement le volume de l'offre. Ainsi, les ajustements qu'implique le ralentissement de la production pétrolière ont-ils été réalisés pour deux tiers par une décélération de la croissance de la demande, et pour un tiers seulement par l'intensification de la production d'autres sources d'énergie. Dans les années 80 toutefois, la restructuration de l'offre devrait avoir des répercussions aussi importantes que celle de la demande.

Le pétrole ne couvrira plus la majeure partie des besoins supplémentaires d'énergie. Dans les années 60, il représentait plus de 60 % de l'augmentation des approvisionnements, mais la place qu'il occupe devrait continuer à diminuer (voir Figure 4.5). A la fin du siècle, la part du pétrole dans le bilan mondial d'énergie primaire ne sera peut-être plus que de 30 %, après avoir culminé à 50 % en 1973. Ce recul devra être compensé en grande partie par la relance de l'exploitation du charbon et des combustibles à base de charbon et (dans les années 90) par un développement notable de l'énergie nucléaire et des combustibles de synthèse.

Bien que toutes formes d'énergie soient interchangeables dans une certaine mesure, ce sont surtout les plus facilement transportables — principalement le pétrole et le charbon — qui ont une incidence sur l'économie internationale. Pendant encore 10 ans au moins, l'augmentation de l'offre d'énergie n'atteindra le rythme nécessaire (3,2 % par an) pour soutenir la croissance économique que dans la mesure où le charbon pourra assurer la relève du pétrole. Dans les années 80, 45 % de l'augmentation de l'énergie primaire devraient provenir d'autres sources — essentiellement le gaz

naturel, l'hydro-électricité et le nucléaire. Mais les longs délais qu'implique la mise en exploitation de ces sources d'énergie les rendent moins sensibles à l'évolution du marché, et la plupart des décisions touchant leur production dans les années 80 ont déjà été prises. L'analyse qui suit sera donc essentiellement axée sur le charbon et le pétrole.

#### Charbon

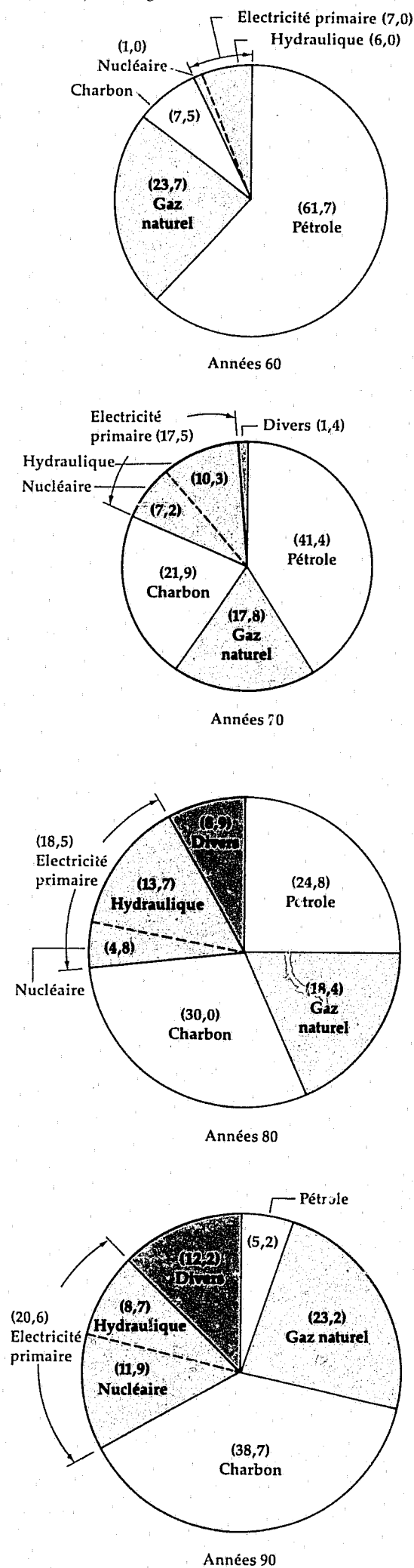
Les réserves mondiales de charbon excèdent de loin celles de pétrole. Aux prix actuels, quelque 640 milliards de tonnes de réserves prouvées sont économiquement récupérables, ce qui est suffisant pour maintenir la cadence actuelle de production pendant plus de 100 ans. Les pays industriels à économie de marché et à économie planifiée représentent approximativement 90 % de la production et de la consommation de charbon. Toutefois, l'emploi du charbon ne peut se développer que dans la mesure où d'importants investissements sont effectués dans les transports, les équipements de combustion au charbon et la lutte contre la pollution.

Dans les années 80, la production charbonnière devrait augmenter plus rapidement que celle du pétrole. Son taux de croissance devrait être de l'ordre de 3,6 % contre à peine plus de 2 % au cours des années 70. L'accroissement des approvisionnements énergétiques sera donc essentiellement assuré non plus par le pétrole mais par le charbon et les combustibles à base de charbon. Les combustibles liquides dérivés des huiles lourdes et des schistes bitumineux ainsi que le gaz produit à partir du charbon devraient également concurrencer le pétrole. Cette substitution devrait avoir un effet modérateur sur les prix du pétrole.

Dans l'immédiat, les pays industriels ont plus de possibilités

Figure 4.5 Accroissement de l'offre mondiale d'énergie

(parts en pourcentage)





que les pays en développement de remplacer le pétrole par le charbon (à quelques exceptions notables, telles que la Chine et l'Inde, qui sont déjà d'importants producteurs). Le rééquilibrage entre ces deux sources d'énergie devrait donc essentiellement intervenir dans les pays industriels. Les pays en développement prendront également des mesures en ce sens, mais le pétrole continuera de couvrir à peu près la moitié de leur consommation énergétique pendant les années 80 (Tableau 4.1). Ces pays ont toutefois de très importantes réserves de charbon qu'il leur sera possible d'exploiter à plus long terme.

### *Pétrole*

La place prépondérante du pétrole dans le bilan énergétique mondial tient à plusieurs facteurs. C'est la forme d'énergie la plus souple; c'est en outre un combustible relativement propre et facile à transporter (il représente environ 90 % des échanges internationaux du secteur). Si le pétrole a facilement remplacé le charbon dans les années 50 et 60, l'inverse est beaucoup plus difficile à réaliser.

En 1970, les 13 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) assuraient la moitié de la production mondiale et détenaient les trois quarts des réserves internationales. Dans ces pays, le transfert ultérieur de la propriété d'installations pétrolières à l'Etat a eu un certain nombre de répercussions à long terme sur l'offre de pétrole. La conséquence essentielle en est que les pays exportateurs fixent leur niveau de production en fonction de leur stratégie globale de développement (voir Chapitre 6). Les pays relativement grands, dont la population est nombreuse et l'économie plus diversifiée — tels que l'Algérie, l'Indonésie, l'Iran, le Venezuela et le Nigéria — peuvent

affecter à des dépenses leurs recettes accrues; ils ont donc tendance à maximiser leur production de pétrole. Mais ceux dont la production et les réserves sont importantes par rapport à leurs besoins de développement — Arabie saoudite, Iraq, Koweït, Emirats arabes unis, Libye et Qatar — ont pu accroître rapidement leurs importations sans dépenser la totalité de leurs recettes pétrolières. Ce groupe fournit à l'heure actuelle les deux tiers de la production de l'OPEP, jouant par là un rôle crucial sur le marché mondial du pétrole.

L'attitude des pays à excédent de capitaux exerce une influence déterminante non seulement sur les marchés mondiaux de l'énergie, mais également sur l'ampleur des excédents financiers de l'OPEP et donc des déficits des pays importateurs de pétrole. A la longue, le problème du recyclage des pétrodollars perdra sans doute de son acuité, lorsque les besoins de développement des pays à excédent de capitaux absorberont une plus grande partie de leurs recettes. Cette question est étudiée de façon plus approfondie dans le chapitre suivant.

Les six pays à excédent de capitaux ont à l'heure actuelle accumulé quelque 300 milliards de dollars d'avoirs à l'étranger. S'il est souhaitable qu'ils diversifient ainsi leur patrimoine, la rentabilité de ces avoirs est bien inférieure à l'appréciation de la valeur de leurs réserves de pétrole. Les pays à excédent, dont la production s'élevait à quelque 19 millions de barils par jour (mb/j), ont réduit leurs objectifs de production de 2 à 3 mb/j; ils sont en mesure de produire de 5 à 6 mb/j de plus que leur objectif. Cette marge tendra à s'amenuiser au fur et à mesure qu'augmenteront les importations nécessaires à leur développement. Mais elle peut également

s'élargir si les activités de récupération assistée et de recherche, actuellement peu développées, sont intensifiées.

L'effet combiné des politiques quelque peu différentes menées par les pays de l'OPEP a été jusqu'à présent de maintenir la pression à la hausse en période de tension du marché; par contre, en cas de fléchissement de la demande, le renchérissement du pétrole est resté inférieur au taux d'inflation mondiale. Les prix du pétrole sont à l'heure actuelle tels que plusieurs autres sources d'énergie sont devenues compétitives — élément que les pays dotés d'importantes réserves prendront sans aucun doute en considération lorsqu'ils programmeront leur production. L'hypothèse de prix retenue dans le présent Rapport tient compte de ces différents facteurs: on prévoit une augmentation d'environ 3 % par an en valeur réelle entre 1980 et 1990, le baril passant de 30,50 à 42 dollars (en dollars de 1980). La tendance à long terme étant ce qu'elle est, des facteurs tels que l'affaiblissement des prix au milieu de l'année 1981 ne devraient pas entraîner de modification des projections.

### **Problèmes particuliers aux combustibles traditionnels**

Si l'ascension des prix du pétrole tient "la une" des médias, il n'en demeure pas moins que, pour près de la moitié de la population du monde, les problèmes d'énergie se mesurent au temps qu'il faut chaque jour pour ramasser le bois nécessaire à la cuisson des aliments. Près de 2 milliards de personnes dépendent presque totalement du bois ou d'autres combustibles traditionnels, et notamment des déchets végétaux et animaux. Dans les régions rurales, les familles à faible revenu n'utilisent que l'énergie traditionnelle. L'indus-

trie de nombreux pays en développement est elle aussi fortement tributaire du bois de feu, et les combustibles traditionnels représentent plus de 90 % du bilan énergétique de certains pays, tels que le Mali, la Tanzanie, le Népal, l'Éthiopie et Haïti.

Les quantités en cause sont importantes (Figure 4.6). Chaque année, les pays en développement brûlent sans doute jusqu'à 930 millions de mètres cubes de bois, 400 tonnes de déchets animaux et autant de résidus végétaux. Cela représente près de 5 millions de barils de pétrole par jour et, en gros, un quart de l'énergie consommée par les pays en développement, soit un peu moins de 5 % de la consommation mondiale d'énergie.

Dans une grande partie du monde en développement, la véritable crise de l'énergie, c'est la raréfaction des combustibles traditionnels. La pénurie n'est pas un phénomène nouveau dans certaines régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, où la croissance démographique et la nécessité de défricher des terrains pour

l'agriculture ont depuis longtemps fait reculer les forêts. Mais elle s'aggrave dangereusement du fait que le renchérissement de l'énergie conventionnelle entraîne une augmentation de la demande de combustibles traditionnels, et notamment du charbon de bois dans les régions urbaines. Et la consommation de matériaux de construction, de pâte à papier et de papier ne cesse, bien sûr, de progresser.

Dans beaucoup de régions densément peuplées, les espaces forestiers ont dangereusement diminué. Les collines du Népal s'érodent à mesure que la demande de fourrage et de bois de feu s'accroît, et que de nouvelles terres sont mises en culture. Dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie, la consommation de bois de feu conduit à une surexploitation des forêts. Dans de bien plus nombreux pays encore, le déboisement de certaines zones est un problème grave, car le bois de feu ne peut être transporté économiquement sur de longues distances. Au Zaïre, par exemple, les forêts ne sont exploitées qu'à 2 % de leur capacité, mais le bois est très rare dans la périphérie de Kinshasa. Autour de Niamey, capitale du Niger, la désertification s'étend sur un rayon de 70 km au moins. Dans leur quête de combustibles, les habitants en arrivent à couper des arbres fruitiers, de jeunes plants et des racines d'arbres.

A mesure que les peuplements forestiers s'amenuisent, les habitants des régions rurales passent de plus en plus de temps à rassembler des combustibles, au détriment du travail de la terre. Les plus touchés sont les plus pauvres puisque leurs moyens ne leur permettent guère d'acheter des combustibles. Dans certaines régions d'Afrique, l'achat de combustibles absorbe parfois de 35 à 40 % du

revenu d'un ménage pauvre, et les habitants en sont réduits à ne cuire qu'un repas par jour. Dans certaines régions déshéritées du Népal et d'Haïti, l'assolement a été modifié en faveur de cultures vivrières qui exigent moins de cuisson.

Le bois se raréfiant, les populations brûlent davantage de déchets animaux et végétaux, qui seraient mieux utilisés comme engrais. De ce fait, les rendements déclinent, ce qui pousse les habitants à défricher de nouvelles terres. Mais, lorsque les arbres sont abattus et la végétation enlevée, les sols sont gagnés par l'érosion, les lits des rivières et les canaux s'ensavent. Enfin, l'atmosphère perd en partie sa capacité d'assimiler le gaz carbonique dégagé par la combustion de combustibles fossiles, ce qui peut entraîner un relèvement de la température de la terre et modifier les climats.

La gravité de la crise du bois de feu est donc telle qu'elle peut difficilement être exagérée. Il y a trois façons de s'attaquer au problème :

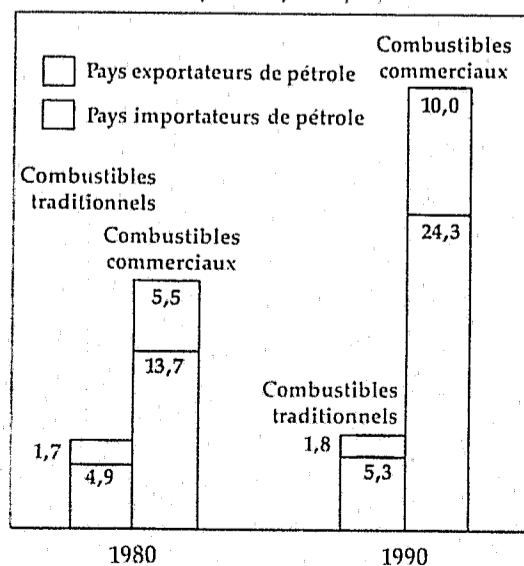
- Accélération du boisement.

L'emploi de techniques sylvicoles modernes et de nouvelles espèces d'arbres est un phénomène relativement nouveau dans de nombreuses parties du monde. L'expérience a toutefois montré que la sylviculture est possible et rentable dans de nombreux cas. Mais les progrès en matière de reboisement sont lents. Pour satisfaire la demande de bois de feu des pays en développement sans entamer davantage le capital forestier, il faudrait planter de 20 à 25 millions d'hectares au cours des 20 prochaines années. Au rythme actuel de reboisement, cet objectif ne sera atteint qu'à 10 %.

Les opérations de boisement nécessitent essentiellement de la terre, de la main-d'oeuvre et du temps. C'est donc une tâche qui peut être exécutée par les popula-

**Figure 4.6 Consommation de combustibles traditionnels et non traditionnels des pays en développement**

Millions de barils d'équivalent pétrole par jour



tions rurales elles-mêmes, à un coût relativement faible. La mise au point de projets de foresterie permettant d'exploiter cette possibilité présente toutefois des problèmes particuliers. Comme les zones boisées pourraient empiéter sur les cultures vivrières ou les pâturages, elles doivent être choisies avec soin. De plus, comme les programmes de boisement ne permettent pas de satisfaire les besoins immédiats de bois, il est souvent difficile d'obtenir la collaboration des agriculteurs et des journaliers, surtout s'ils ne sont pas assurés d'avoir des droits sur les arbres arrivés à maturité. On ne peut forcer les populations à planter des arbres. Elles doivent être convaincues que cela répond

à leurs besoins, comme c'est le cas en Corée du Sud et dans l'Etat de Gujarat en Inde (voir encadré).

• Amélioration de l'efficacité énergétique. Avec les braseros traditionnels, 90 % de la chaleur est perdue, et les feux à l'air libre nécessitent cinq fois plus d'énergie que les poêles au kérosène. En perfectionnant quelque peu les cheminées et les poêles, on peut doubler l'énergie utile du bois de feu, mais là encore les progrès sont lents. Les nouveaux appareils et leur mode de fonctionnement ne sont pas toujours adaptés aux réalités locales et aux préférences des populations et, dans bien des cas, les familles pauvres ne peuvent déboursier les 3 à 5 dollars que coûte un réchaud "bon marché".

On fabrique habituellement le charbon de bois en brûlant les arbres abattus sur place, dans des fosses recouvertes de sable. Il serait beaucoup plus efficace de brûler le bois dans des carboniseurs, mais ce procédé n'est guère utilisé car les coûts en sont élevés et les techniques mal adaptées.

• Remplacement des combustibles traditionnels par d'autres formes d'énergie. L'escalade des prix des combustibles commerciaux qui a marqué les huit dernières années rend cette substitution bien plus difficile. Pour que les familles pauvres puissent utiliser des combustibles commerciaux, même en quantités minimales, les prix devraient être bien inférieurs à ceux qu'implique la rentabilité économique. Nombreux sont les gouvernements qui ont toutefois subventionné les combustibles, tels le kérosène et le gasoil, qu'utilisent en général les consommateurs pauvres.

Bien que cette solution puisse être valable, à titre provisoire, pour aider les pauvres, elle soulève aussi de nombreux problèmes. Il n'est guère possible de limiter les subventions à ceux qui en ont besoin. Comme on peut toujours adapter un moteur automobile à un autre type de carburant, il arrive souvent que les carburants subventionnés vendus dans les régions rurales soient rétrocédés à des citadins. Par ailleurs, les subventions faussent l'orientation de la demande d'une part importante des consommateurs, ce qui est plus grave encore, car une telle politique ne favorise guère les économies d'énergie ou les réductions d'importations, et son coût budgétaire peut rapidement devenir prohibitif.

Il n'existe pas de solution toute faite au problème particulier de l'énergie pour les pauvres. Bien des considérations entrent en jeu, et notamment le coût des subven-

### Des arbres pour tous : un effort collectif

En 1971, les autorités sud-coréennes ont lancé un programme de boisement en s'appuyant sur le dynamisme du mouvement *Saemaoul Udong* (communauté nouvelle). Le programme comportait une série d'actions concertées : une campagne d'éducation du public pour promouvoir le reboisement et la protection des arbres, la distribution gratuite de jeunes plants, un projet de plantation pour chaque village, un soutien accru à la Direction des forêts, un nouveau code forestier, et des mesures visant à faire respecter l'interdiction de ratisser les feuilles et de détruire les sous-bois.

En 1976, à l'époque où les autorités ont demandé l'aide de la Banque mondiale pour élargir le programme, près de 40 000 ha d'arbres étaient plantés chaque année. Le succès de l'entreprise est dans une large mesure attribuable à la participation des villageois. Le programme était confié à des organismes gouvernementaux, mais leur rôle consistait essentiellement à fournir des crédits et des conseils. Et c'est en liaison avec les villages et les comités de district qu'ils ont élaboré des plans conformes aux priorités des collectivités villageoises.

En Inde, le programme de boisement lancé par la Direction des forêts du Gujarat comporte une campagne publicitaire destinée à montrer aux villageois que la sylviculture peut avoir un rendement relativement rapide, ainsi que la fourniture

gratuite de jeunes plants d'espèces nouvelles facilement adaptables, telles que le *Leucaena* et l'*eucalyptus*. Cultivées selon des méthodes modernes, ces espèces ont un rendement de cinq à quinze fois plus élevé que celui des essences traditionnelles et elles permettent souvent d'exploiter des sols qui ne se prêtent pas à d'autres cultures.

Le programme a remporté un énorme succès auprès des agriculteurs. En 1980, la distribution de 50 millions de jeunes plants n'a pas suffi à épuiser leur demande. Toutefois, les efforts déployés pour développer les plantations sur les terrains communaux n'ont pas connu le même succès, en partie à cause de l'insuffisance des terres disponibles. Au Gujarat, relativement peu de *Panchayats* (conseils municipaux) disposent de superficies suffisantes pour pouvoir en réserver une partie au reboisement sans sacrifier d'autres besoins. De plus, les *Panchayats* décident parfois de créer des lots communaux sans consulter la population, et le bois est souvent vendu pour financer d'autres besoins de la communauté, au lieu d'être mis directement à la disposition des villageois. Quelle que soit l'action entreprise par les autorités, les programmes de foresterie à caractère collectif ne peuvent réussir qu'avec l'adhésion et la participation des populations locales.

tions et la gravité du déboisement. La politique adoptée doit donc être fonction des réalités du pays concerné. Dans quelques pays, des unités de fabrication de biogaz ont été installées avec certains succès. D'autres pays ont ajouté des produits aux carburants subventionnés afin de les rendre inutilisables pour les moteurs à combustion.

Bref, l'équation prix, répartition des revenus, écologie rend le problème de l'énergie particulièrement difficile à résoudre. D'un côté, il est nécessaire de fournir aux populations pauvres l'énergie à un prix qui soit à leur portée, et, de l'autre, il importe d'améliorer les approvisionnements énergétiques, ce qui implique une augmentation des prix. Ce dilemme est semblable à celui que pose le prix des produits alimentaires, comme on le verra au Chapitre 7. La solution est loin d'être évidente. Ce qui est clair, toutefois, c'est que la majorité des familles rurales pauvres continueront à dépendre du bois de feu et des déchets organiques dans l'avenir prévisible. Si ce défi n'est pas relevé, "l'autre crise de l'énergie" pèsera de plus en plus lourdement sur ceux qui sont le moins en mesure de supporter ce fardeau.

### Energie et croissance

L'analyse par pays présentée au Chapitre 6 débouche sur une conclusion quelque peu surprenante, à savoir que, jusqu'en 1978 au moins, le renchérissement du pétrole n'a eu qu'un impact relativement peu important sur le taux de croissance des pays en développement importateurs de pétrole. Ce phénomène s'explique principalement par le fait que les débouchés commerciaux, les envois de fonds des travailleurs émigrés et les flux de capitaux (capitaux aux conditions du mar-

ché et aide publique au développement) se sont suffisamment développés pour compenser en grande partie les effets du choc pétrolier.

Que peut-on en déduire pour les années 80? Le choc pétrolier de 1979-80 s'est traduit par un déficit commercial insoutenable pour les pays en développement importateurs de pétrole. En 1980, leur facture pétrolière nette a représenté 5,3 % du PIB (74 milliards de dollars), contre 2,8 % en 1978. Elle devrait atteindre 6,2 % du PIB d'ici à 1990.

Dans certains pays, comme le Brésil, la Turquie et l'Inde, les importations de pétrole absorbent à l'heure actuelle plus de 50 % des recettes d'exportation. Les échanges et les flux de capitaux contribueront à réduire et à financer ces déficits, mais il sera néanmoins indispensable de procéder à de nouveaux ajustements dans le domaine de l'énergie. Le relèvement des prix intérieurs consécutif à la hausse des cours mondiaux est maintenant suffisant, en règle générale, pour stimuler les ajustements. Les effets s'en feront sentir sur toute l'économie des pays en développement importateurs de pétrole. Cependant, leur consommation d'énergie est faible, et elle augmentera inéluctablement. L'intensité d'utilisation d'énergie de ces pays — c'est-à-dire la quantité d'énergie commerciale consommée par unité de production — est moindre que celle des pays industriels, ce qui est dû, entre autres, à l'importance que conservent les combustibles traditionnels et à la faible part de l'industrie dans la production totale.

La consommation d'énergie des pays en développement importateurs de pétrole devrait donc passer de 13,7 mbep/j en 1980 à 24,3 mbep/j en 1990. Le relèvement des prix du pétrole pourrait donc avoir des répercussions gra-

ves sur leurs perspectives de croissance et de développement.

### *Impact de l'augmentation des coûts de l'énergie*

L'effet le plus immédiat du renchérissement de l'énergie est de réduire le revenu réel ou les bénéfices des consommateurs d'énergie. Dans la mesure où il leur est impossible de répercuter cette augmentation, ils s'efforceront de modifier leur consommation pour minimiser les pertes. Ils utiliseront des combustibles moins onéreux et ils adopteront des méthodes de production impliquant des techniques à meilleur rendement énergétique. Par ailleurs, la structure de la consommation d'énergie ne manquera pas d'être modifiée.

Il est encore difficile de juger des problèmes que poseront ces ajustements. Les études basées sur l'exemple des pays industriels laissent penser qu'à long terme le relèvement des prix de l'énergie n'aura pas de répercussions inquiétantes sur la croissance. Ces études axées sur le long terme sous-estiment cependant le coût que représenteront — comme pendant les années 70 — la désorganisation des activités et les difficultés de balance des paiements.

En outre, leurs conclusions ne s'appliquent pas nécessairement aux pays en développement importateurs de pétrole. Les pays en développement peuvent avoir en effet beaucoup plus de difficultés que les pays industriels à remplacer l'énergie par le travail, le capital ou d'autres matières premières. L'introduction de techniques économes d'énergie peut, par exemple, être entravée par le manque de techniciens et gestionnaires qualifiés, ou par l'absence d'équipements adaptés à d'autres formes de combustibles.

Les pays en développement importateurs de pétrole ont appa-

remment un avantage sur les pays industriels; ils ne sont pas encore prisonniers d'un stock d'investissements et d'infrastructures à forte intensité d'énergie et ils devraient en principe être en meilleure posture pour se développer en économisant l'énergie. Mais, étant donné la faiblesse de leurs ressources financières et les contraintes de leur balance des paiements, ils ne seront peut-être pas en mesure de réaliser les options qui leur sont offertes. Leur consommation d'énergie étant en général faible, il est à penser qu'elle représente un minimum indispensable, de sorte que la marge dont ils disposent pour faire des économies sans compromettre leur croissance est plus faible que celles des pays industriels. Les deux facteurs clés conditionnent l'adoption de techniques à haut rendement énergétique dans les pays en développement sont l'accélération de la croissance et la réalisation d'investissements massifs.

L'effet initial du renchérissement de l'énergie est lié à la part de ce secteur dans le PIB. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, l'énergie représentait 4 à 5 % du PIB avant 1973; elle devrait passer à 10-12 % d'ici à 1990 (même compte tenu des ajustements qu'implique le relèvement des prix). Cela signifie une baisse potentielle de 5 à 8 points de pourcentage de la croissance de leur PIB pour l'ensemble de la période considérée, et peut-être même d'un demi-point par an. Pour bien des pays en développement importateurs de pétrole, ce demi-point de croissance en plus ou en moins représente toute la différence entre l'augmentation et la stagnation du revenu par habitant. Les calculs de simulation présentés au Chapitre 2 débouchent sur des conclusions identiques.

La hausse du coût de l'énergie

n'a pas les mêmes effets sur tous les secteurs de l'économie. Les *transports*, par exemple, seront sans aucun doute le plus directement touchés, du fait que l'énergie représente quelque 15 à 30 % de leurs coûts, et qu'ils n'y ont pratiquement aucune possibilité de substitution entre différents combustibles, carburants ou facteurs de production.

Dans *l'agriculture*, l'énergie commerciale ne représente, pour la majorité des pays en développement, guère plus de 5 % des facteurs de production achetés. Bien que les méthodes modernes d'exploitation—c'est-à-dire l'utilisation de variétés à haut rendement et le recours aux engrais, à l'irrigation et aux pesticides—nécessitent beaucoup d'énergie, leur rentabilité est telle que le renchérissement de l'énergie n'aura sans doute que des répercussions assez limitées sur la production. En outre, s'il faut plus d'énergie par hectare cultivé, ces techniques modernes exigent généralement moins d'énergie par unité de production.

Pour ce qui est de *l'industrie* considérée dans son ensemble, la part de l'énergie dans les coûts de production varie de 2 % à approximativement 8 %. Certaines branches consomment plus que d'autres—aluminium, raffinage du cuivre, engrais, et sidérurgie, par exemple. Dans la quasi-totalité des pays en développement, elles ne représentent qu'une modeste fraction de la production industrielle. Dans quelques pays, toutefois, ce sont les chefs de file de l'exportation et souvent les principales sources de recettes fiscales. Les pays qui bénéficient de sources d'énergie bon marché ou non exportables (telles que le gaz naturel et l'hydro-électricité) auront de plus en plus intérêt à exploiter leurs avantages dans ces industries. Les pays qui sont moins bien

placés pour soutenir des industries à fort coefficient d'énergie en souffriront peut-être. Mais, dans la majorité des cas, les avantages comparatifs resteront plus ou moins inchangés puisque la hausse des coûts est la même pour tous les concurrents.

#### *Faut-il repenser le développement?*

On a souvent affirmé que du fait de la cherté de l'énergie, le développement par l'industrialisation est désormais à déconseiller pour les pays en développement. Cette assertion n'est pas corroborée par les faits. Pour que la croissance soit satisfaisante, il faut toujours réaliser un équilibre adéquat entre l'industrie et l'agriculture. Le renchérissement de l'énergie n'empêche pas, en soi et à lui seul, l'industrialisation et la croissance; les avantages comparatifs en seront certes quelque peu modifiés, et la croissance marquera le pas pendant que les pays effectueront les importants investissements qu'exige l'adaptation au renchérissement de l'énergie. Il se peut que le taux de croissance réalisable à long terme soit un peu plus faible qu'auparavant et que l'industrialisation soit nettement plus difficile. Mais les perspectives à long terme n'en sont pas fondamentalement modifiées. Dans les pays en développement, la consommation d'énergie est faible, par la nature même des fins auxquelles elle est employée. Pour se développer rapidement, ces pays devront utiliser beaucoup plus d'énergie.

#### **Politique de l'énergie**

Les pays en développement importateurs de pétrole n'auront qu'une influence marginale sur les perspectives énergétiques mondiales, qui continueront d'être dominées par les politiques et programmes des pays industriels et



des pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux. Les pays en développement doivent donc s'adapter aux conditions mondiales et, ce faisant, ils amélioreront grandement la performance de leurs économies. Sur le plan énergétique, leur ajustement devra être axé sur les éléments suivants :

- l'adoption d'une stratégie d'utilisation de l'énergie qui soit en fonction des orientations de leur planification et de leurs objectifs de développement;

- la mise en oeuvre d'un vigoureux programme de production nationale d'énergie — hydro-électricité, charbon, bois de feu, pétrole et gaz notamment—afin de réduire les importations de pétrole (il faudrait—et cela est possible—que les pays en développement importateurs de pétrole doublent leur production intérieure d'énergie entre 1980 et 1990);

- la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution de ce vaste programme de production nationale d'énergie, dont le coût pourrait atteindre jusqu'à 50 milliards de dollars par an dans les années 80, contre 20 milliards de dollars par an au cours des cinq dernières années; et

- un effort important d'économies d'énergie, sous-tendu par la politique des prix et d'autres mesures d'incitation.

#### *Stratégie de développement*

La politique énergétique n'a pas à être foncièrement différente des autres. Son objectif, comme celui des autres programmes économiques et sociaux, est de promouvoir le développement à long terme. Ainsi, les économies d'énergie ne devraient pas être considérées comme une fin en soi; elles ne sont souhaitables que dans la mesure où elles contribuent à la réalisation de l'objectif général. Et c'est dans tous les

domaines—industrie, transports, agriculture et développement rural—que la planification et l'action doivent tenir compte du renchérissement de l'énergie. Mais ce n'est pas parce que l'énergie est plus coûteuse que les pays en développement doivent, par exemple, renoncer à toute industrie à forte intensité d'énergie. Une saine gestion de l'économie consiste, quoi qu'il en soit, à minimiser les coûts globaux, et non simplement les coûts énergétiques.

#### *Elargir l'approvisionnement d'énergie*

Pour soutenir la croissance économique, il est capital d'encourager la production d'énergie. Les pays en développement importateurs de pétrole doivent s'attacher à recenser et évaluer leurs ressources nationales en pétrole, gaz, charbon, énergie hydraulique, uranium, schistes bitumineux et sables asphaltiques qui, du fait de la hausse des prix, peuvent à l'heure actuelle être exploitées de façon rentable. Les possibilités qu'offrent à plus petite échelle les énergies renouvelables, telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la biomasse, méritent également d'être étudiées.

Quelles sont les perspectives des différents combustibles? Pour ce qui est du *pétrole* et du *gaz*, elles sont bonnes, rapportées aux besoins d'un grand nombre de pays en développement importateurs de pétrole. Leurs réserves prouvées représentent environ 2 % des réserves mondiales. Mais comme ce sont les sources d'approvisionnement les moins coûteuses—gisements importants ou proches des principaux marchés des compagnies pétrolières—qui ont été exploitées les premières, il est possible que les ressources potentielles de pétrole et de gaz des pays en développe-

ment importateurs de pétrole soient encore sous-estimées (voir encadré). Leur production de pétrole se chiffre à l'heure actuelle à 1,5 mb/j; d'après les projections, elle devrait passer à 2,8 mb/j d'ici à 1990, mais elle pourrait atteindre 4,8 mb/j si les investissements et les activités de recherche s'intensifient. La dépendance de certains pays à l'égard des importations diminuera sensiblement dans les années 80 (Barbade, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Ghana, Guatemala, Inde, Maroc, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Turquie et Yougoslavie), et un petit nombre de pays se suffiront à eux-mêmes. D'après les estimations, la production de gaz naturel pourrait tripler d'ici à 1990, pour atteindre 1,6 mbep/j.

Les ressources en *charbon* des pays en développement sont, à de rares exceptions près, mal connues. D'après les estimations avancées, la part de ces pays dans les réserves mondiales serait de 10 %, mais elle devrait augmenter avec l'intensification des activités d'exploration. Le relèvement des prix du pétrole depuis 1973 n'a pas entraîné d'accélération notable de la production charbonnière dans les pays en développement, à cause du temps que demandent la prospection et la mise en exploitation des gisements, et l'aménagement des infrastructures nécessaires, notamment sur le plan des transports. Durant les années 80, 29 pays en développement seulement devraient produire du charbon. Leur production sera en moyenne de 4,6 mbep/j, et proviendra en grande partie des pays qui exploitent déjà le charbon.

En ce qui concerne l'électricité, *l'énergie nucléaire*—qui fournit à l'heure actuelle un peu moins de 2 % de l'électricité des pays en développement—n'est une solution possible que pour les très grands pays. Le coût des investis-



## Réserves et ressources

Le terme *ressources totales* désigne la quantité totale d'énergie que recèle la terre. Seule une faible partie de ces ressources constitue ce qu'on appelle les *réserves prouvées*, c'est-à-dire les gisements découverts et susceptibles d'être exploités avec les techniques disponibles. Dans le cas du pétrole et du gaz, il s'agit des réserves que l'on peut *actuellement* récupérer avec les puits forés dans les gisements déjà mis en exploitation. A mesure que de nouveaux puits sont forés dans un gisement, l'estimation des réserves prouvées peut être révisée en hausse ou en baisse. Le potentiel ultime d'un gisement peut atteindre le double des estimations initiales.

Etant donné que les gisements d'un champ de pétrole sont géologiquement (sinon physiquement) analogues, des forages limités permettent habituellement de déterminer avec une certaine certitude l'étendue des réserves additionnelles de pétrole et de gaz du champ. Celles-

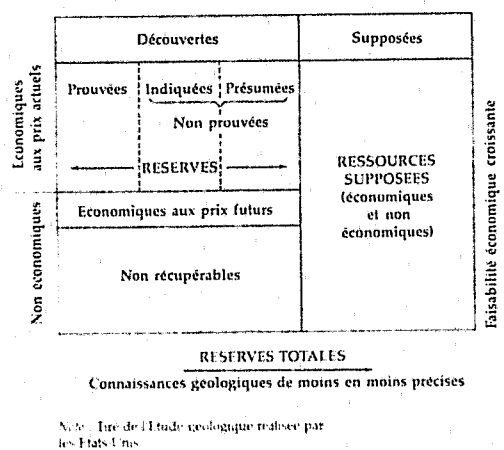
ci sont appelées *réserves indiquées*. D'après les données fournies par les forages exploratoires, et en procédant à de nombreuses extrapolations fondées sur les similitudes géologiques, on peut également *présumer* de l'existence d'autres réserves, également exploitables aux prix et coûts actuels (quoique la marge d'erreur puisse atteindre plusieurs fois les quantités estimatives). Les réserves indiquées et présumées sont qualifiées de *réserves non prouvées*.

En dehors des ressources d'énergie économiquement productibles, les forages exploratoires peuvent confirmer la présence d'autres gisements. S'ils ne sont pas exploitables aux prix du moment ou avec les techniques actuelles, ils sont qualifiés de *non économiques*. Certains d'entre eux peuvent devenir économiques lorsque les prix augmentent; les autres représentent des *réserves non récupérables*, qui restent dans les gisements.

Il est toutefois possible qu'il existe des *ressources non encore découvertes* dans des régions où l'on n'a pas effectué de forages exploratoires, mais qui sont prometteuses d'après les données géologiques et autres. Il va de soi que les estimations des ressources non découvertes supposées sont extrêmement incertaines.

Cette classification ne donne qu'une indication grossière des ressources d'énergie disponibles pour la consommation. Dans l'immédiat, ces ressources sont très largement inférieures aux réserves prouvées. Ce qui importe au consommateur, c'est l'énergie qui peut lui être livrée, et non les réserves ou les ressources, et cette énergie ne dépend ni des puits ni des données géologiques, mais des pipelines, des chemins de fer ou des pétroliers qui en assurent le transport.

Classification des réserves et des ressources



sements nécessaires est élevé, et les réseaux de distribution des pays moins grands n'ont pas la capacité requise—quelque 6 000 MW—pour utiliser efficacement la production minimum d'un réacteur. De plus, pour les pays qui ne disposent pas de la main-d'oeuvre et des cadres qualifiés nécessaires à la réalisation d'un programme nucléaire, le choix du nucléaire est contre-indiqué, étant donné les dangers particuliers de ce type de

production. Les centrales nucléaires impliquent des mesures de sécurité et de protection auxquelles doivent s'astreindre tous les pays.

Les perspectives offertes par l'énergie hydraulique sont meilleures. Le potentiel hydraulique des pays en développement représente à peu près la moitié des ressources mondiales. Les prix actuels du pétrole justifient la construction de centrales hydro-

électriques représentant une charge d'investissement 1,5 à 3,5 fois supérieure à celle des centrales récemment installées dans les pays en développement. Quelques-uns des sites les plus importants du monde sont situés dans des eaux internationales, et leur potentiel demeure inexploité en raison de problèmes politiques et techniques (voir encadré).

Quant aux formes d'énergies renouvelables non traditionnelles — biomasse et biogaz, énergies solaire, éolienne et marine — elles peuvent offrir des possibilités à plus longue échéance, mais, pendant quelque temps encore, elles ne représenteront pas une source d'énergie importante et efficace par rapport aux coûts.

### Investissements nécessaires au redéploiement énergétique

Les programmes d'investissements énergétiques des pays en développement importateurs de pétrole, qui doivent notamment doubler leur production intérieure d'énergie, atteindront des sommes énormes : approximativement 40 milliards de dollars par an (dollars de 1980) d'ici à 1985 (dont quelque 5 milliards de dollars par an pour le pétrole et le gaz). Comme on fera davantage appel à des sources plus coûteuses, le coût unitaire moyen d'investissement de la production d'énergie dans les années 80 sera supérieur de 50 % à celui des années 70. Le niveau général des investissements augmentant également, le coût total dépassera 50 milliards de dollars par an (dollars de 1980) entre 1986 et 1990 (dont 7 milliards pour le pétrole et le gaz). Or, en 1980, la facture pétrolière nette des pays en développement importateurs de pétrole s'élevait à 74 milliards de dollars (dollars de 1980). La part de l'énergie dans l'investissement total des pays en développement, qui a été de 5 % au

**Figure 4.7 Coûts de production comparatifs**

(dollars de 1980)

Filières combustible	
Coût de production en dollars par baril d'équivalent pétrole	Filières combustible
Moins de 30	<ul style="list-style-type: none"> <li>● charbon</li> <li>● gaz naturel</li> <li>● sables asphaltiques</li> <li>● schistes bitumineux</li> <li>● sables bitumineux</li> <li>● gaz naturel liquéfié</li> </ul>
31-55	<ul style="list-style-type: none"> <li>● brut léger d'Arabie<sup>a</sup></li> <li>● conversion du bois en méthanol</li> <li>● liquéfaction du charbon</li> <li>● gazéification du charbon, gaz à pouvoir calorifique moyen</li> <li>● conversion du bois en éthanol</li> <li>● conversion du sucre en alcool<sup>b</sup></li> </ul>
56-85	<ul style="list-style-type: none"> <li>● gazéification du charbon, gaz à pouvoir calorifique élevé</li> <li>● conversion de charbon en méthanol</li> <li>● essence Mobil M</li> </ul>
85 et plus	<ul style="list-style-type: none"> <li>● conversion du bois en gaz à pouvoir calorifique élevé</li> <li>● conversion de la fumure en gaz à pouvoir calorifique élevé</li> <li>● conversion du maïs en éthanol</li> </ul>

Filières électricité	
Coût de production en cents par kWh	Filières électricité
Moins de 4,0	<ul style="list-style-type: none"> <li>● nucléaire, réacteur à eau légère</li> <li>● géothermique, vapeur</li> <li>● centrale à charbon classique</li> <li>● centrale au gaz naturel classique</li> <li>● hydro-électricité</li> </ul>
4,1-6,5	<ul style="list-style-type: none"> <li>● combustion en couche fluidisée atmosphérique</li> <li>● combustion en couche fluidisée pressurisée</li> <li>● géothermique, saumure</li> <li>● magnéto-hydrodynamique</li> <li>● réacteur surrégénérateur</li> <li>● centrale au mazout classique</li> <li>● cycle combiné, distillat No 2</li> </ul>
6,6-8,0	<ul style="list-style-type: none"> <li>● cycle combiné, gazéification intégrée du charbon</li> <li>● biomasse (combustible de poussière de bois)</li> <li>● pile à combustible (charbon, gaz, combustible à faible pouvoir calorifique)</li> </ul>
8,1 et plus	<ul style="list-style-type: none"> <li>● photovoltaïque solaire</li> <li>● conversion de l'énergie thermique des mers</li> <li>● énergie éolienne</li> <li>● thermique solaire</li> </ul>

Note : Les coûts comprennent la totalité des investissements nécessaires ainsi que les coûts d'exploitation et d'entretien, et notamment le taux de rentabilité. Les estimations ont été établies en fonction de l'échelle de production correspondant au stade actuel des techniques et des conditions d'exploitation aux Etats-Unis.

Source : Bechtel

a. Livré aux raffineries domestiques.

b. Compte tenu des conditions d'exploitation au Brésil et du coût des matières premières.

cours des cinq dernières années (environ 20 milliards par an, en dollars de 1980) pourrait doubler dans les années 80 pour se rapprocher de 10 %.

Seuls un petit nombre de pays pourraient consentir un tel effort sans compromettre la croissance du reste de l'économie. Aussi, pour financer ces investissements sans provoquer de graves bouleversements internes, ces pays devront-ils bénéficier d'apports importants de capitaux et d'assistance technique, même si leur

épargne intérieure s'accroît fortement.

### Prix

L'impact du renchérissement de l'énergie sur l'inflation peut amener les gouvernements à faire preuve de prudence en matière d'augmentation de prix. D'autre part, le relèvement des prix a une influence marquée sur la répartition des revenus : les consommateurs des pays en développement doivent consacrer à l'énergie une part plus élevée de leurs revenus

## Ressources hydrauliques internationales

Les cours d'eau internationaux offrent aux pays en développement d'importantes possibilités d'exploitation du potentiel hydro-électrique. Plusieurs ouvrages ont déjà été réalisés, notamment sur le Danube (projets Portes de fer) au profit de la Roumanie et de la Yougoslavie, et sur le Parana (projets Yacyreta et Itaipu) au bénéfice commun du Paraguay, du Brésil et de l'Argentine. D'autres projets, tels que celui de Nangbeto intéressant le Togo et le Bénin, et celui du fleuve Mano, qui concerne le Libéria et la Sierra Leone, sont à l'étude—et d'autres pourraient être envisagés sur le Gange, le Mékong et le Salween. Pour des projets intégrés de grande envergure, le coût unitaire de la puissance installée est parfois inférieur de moitié à ce qu'il en coûterait pour produire la même quantité d'énergie par l'aménagement de plusieurs petites centrales.

Ces projets soulèvent des difficultés. Dans les circonstances les plus favorables, il est possible d'installer des centrales dans chaque pays et de répartir équitablement les débits disponibles, comme dans le cas du projet Portes de fer. Toutefois, les problèmes particuliers du site obligent parfois à implanter la centrale dans un seul pays (cas du projet Yacyreta) et les arrangements contractuels concernant le partage des investissements, la propriété de la centrale et la distribution de l'électricité impliquent fréquemment des négociations délicates, qui retardent souvent l'exécution des travaux pendant des années.

Pour des pays tels que le Népal et le Zaïre, qui sont dotés d'un énorme potentiel hydraulique, mais dont le marché énergétique est relativement étroit, les

problèmes qui se posent sont différents. Une solution très logique consisterait à exporter l'électricité aux pays voisins, tels que l'Inde ou le Zimbabwe, par la mise en place de réseaux de transport régionaux. L'obstacle, c'est que les acheteurs potentiels hésitent, cela se conçoit, à dépendre d'une façon excessive d'approvisionnements extérieurs.

Dans ces conditions, il est à penser que l'aménagement des ressources hydrauliques internationales continuera d'être lent. Toutefois, les avantages potentiels de ces projets sont si grands qu'il faudrait explorer toutes les possibilités. Par exemple, les ressources hydrauliques du Népal (évaluées à 80 000 MW) sont mille fois supérieures aux besoins actuels du pays en électricité, et elles seront gaspillées pendant des siècles à moins qu'elles ne puissent être exploitées pour approvisionner le marché indien, lequel pourrait en absorber la production d'ici quelques dizaines d'années. De même, le potentiel de 4 800 MW du site de Pa Mong, entre le Laos et la Thaïlande, est à peu près égal à la puissance installée de la Thaïlande à l'heure actuelle; il permettrait de réaliser des économies d'échelle par rapport à des sites hydrauliques moins importants, et de préserver les ressources de gaz et de lignite de la Thaïlande, affectées à l'heure actuelle à des centrales thermiques qui seront construites ultérieurement.

Nombre d'options de ce genre sont à l'étude, et quelques progrès sont enregistrés. Bien que théoriquement prometteur, le secteur de l'hydraulique internationale demeure toutefois prisonnier des nombreux problèmes qui se posent chaque fois qu'un projet exige une coopération internationale.

— par ailleurs bien plus faibles — que ceux des pays industriels. Enfin, dans les pays où les combustibles traditionnels sont encore très utilisés, le recours au mécanisme des prix se complique encore du fait que les populations rurales peuvent employer indifféremment ou presque des combustibles commerciaux ou du bois. L'augmentation du prix du kérosène, par exemple, peut se traduire par une diminution relative de la demande de combustibles commerciaux au profit du bois de feu, et ainsi aggraver la pression exercée sur les ressources forestières déjà surexploitées.

Pour que les pays s'adaptent aux nouvelles réalités, il n'en est pas moins important, voire indispensable, de maintenir les prix intérieurs de l'énergie à un niveau correspondant à son coût économique réel. Ainsi, il ne peut y avoir de politique énergétique sans interventions au niveau des prix et de la taxation des produits énergétiques pour encourager les économies et le remplacement d'un combustible par un autre et pour orienter dans le sens voulu les décisions à long terme des usagers.

L'énergie occupe une telle place dans l'économie de tous les pays que recourir à d'autres mécanismes que celui des prix pour encourager les économies et les substitutions d'énergie se révélerait rapidement tout à fait insuffisant. De plus, les mesures prises pour protéger les consommateurs nationaux de l'augmentation des prix se traduisent généralement par des coûts budgétaires qui peuvent alimenter l'inflation et devenir rapidement prohibitifs (voir encadré). Ce n'est pas parce que beaucoup de décisions importantes concernant la production et la consommation d'énergie sont parfois prises indépendamment du marché que les prix du marché perdent de

leur importance. Les décisions prises à l'échelon national par les planificateurs seront d'autant plus efficaces qu'elles s'appuieront sur une politique des prix rationnelle.

Il ne faudrait pas sous-estimer les difficultés que soulève le relèvement des prix dans les pays qui pratiquent depuis longtemps une politique de subvention. Certains d'entre eux devraient doubler les prix intérieurs, en valeur réelle, pendant quatre ans, sinon davantage, pour éliminer ces subventions.

Les pays qui peuvent s'autoapprovisionner ressentent moins que les autres l'urgence d'augmenter le prix intérieur de l'énergie, et il est difficile de convaincre les populations parfaitement conscientes de la richesse pétrolière de leur pays de l'utilité d'une augmentation des prix visant à promouvoir les économies d'énergie. En retardant la hausse des prix, ces pays perdent toutefois une occasion d'accroître leurs recettes en devises. Ce qui est plus grave encore, ils laissent ainsi s'implanter des méthodes de pro-

duction, des schémas de consommation et des systèmes de transport à forte intensité d'énergie, qu'il leur sera difficile de changer ultérieurement.

#### *Autres mécanismes d'intervention*

Pour nécessaire qu'elle soit, la politique des prix ne suffit pas, dans bien des cas, pour réaliser tous les ajustements souhaités. Tout d'abord, elle ne peut à elle seule réduire la vulnérabilité d'un pays en cas de pénurie soudaine ou de modification brutale du prix international par exemple. Pour faire face à des crises éventuelles, il peut être nécessaire de prendre d'autres dispositions : constitution de stocks, mesures exceptionnelles d'économie, plans de répartition. Ensuite, les effets de la réaction au renchérissement des prix de l'énergie ne se font sentir qu'après de longs délais. Dans certains cas, il est possible d'accélérer les ajustements et de stimuler les réactions du marché par le jeu de la réglementation. Citons à

### **Prix intérieurs du pétrole**

Les produits pétroliers ont toujours été frappés de lourdes taxes, selon le principe admis que l'élasticité de la demande est faible par rapport aux prix mais forte par rapport aux revenus. Dans les années 60, le baril de pétrole rapportait près de quatre fois plus au Trésor des pays importateurs de pétrole qu'à celui des pays producteurs de pétrole.

Lorsque les prix internationaux du pétrole ont été brutalement relevés au milieu des années 70, les gouvernements ont toutefois hésité à les accroître encore en majorant les taxes indirectes. Les données ci-dessous, qui portent sur 53 pays, illustrent l'évolution des rapports entre prix internationaux et prix intérieurs pour l'essence, le kérosène et le mazout, et montrent comment les gouvernements ont fait jouer l'importante composante fiscale des prix intérieurs pour amortir le choc pétrolier.

En 1980, les prix internationaux de ces trois produits avaient augmenté, en valeur réelle, de 350 % environ par rapport à 1972; mais les prix intérieurs n'ont augmenté que de 71 % dans les pays en développement importateurs de pétrole, et de 62 % dans les pays industriels. Dans les pays en développement exportateurs de pétrole ils ont en revanche enregistré une baisse réelle d'environ 30 %.

#### **Rapport prix intérieurs des produits pétroliers/prix internationaux 1972-80**

Année	Pays		
	industriels à économie de marché	Importateurs de pétrole	Exportateurs de pétrole
1972	3,3	2,7	1,7
1978	2,0	1,8	0,5
1980	1,6	1,4	0,3

ce titre les restrictions à l'importation de voitures de grosse cylindrée, la limitation des températures en matière de climatisation, et la régulation du trafic. Dans d'autres cas, lorsqu'il s'agit, par exemple, de réaliser un important programme de foresterie pour des collectivités rurales pauvres, la politique des prix n'aurait aucun effet et d'autres modalités d'intervention s'imposent.

Quelles formes ces interventions peuvent-elles prendre dans les divers secteurs de l'économie? Dans l'agriculture, les services de vulgarisation contribuent à diffuser des méthodes à haut rendement énergétique. Pour la riziculture, par exemple, l'efficacité des engrais peut être accrue de 50 % si on les applique à la racine de la plante au lieu de les épandre en surface. Dans bien des pays pauvres où les coupures de courant sont fréquentes, l'emploi de pompes mal adaptées consomme beaucoup plus d'énergie que nécessaire.

Dans le secteur de l'industrie, l'amélioration de la formation des cadres de gestion et du personnel a permis à plusieurs pays de réaliser d'importantes économies d'énergie en deux ou trois ans. Dans les pays à revenu intermédiaire, on peut encourager les industriels à renouveler leurs équipements à faible rendement énergétique par le jeu de la poli-

## Gestion de la circulation : deux expériences

Pour décongestionner le centre-ville de *Singapour*, pratiquement saturé, les autorités ont instauré en juin 1975 un "système de permis de zone". Toutes les voitures particulières transportant moins de quatre passagers qui pénètrent dans la zone réglementée doivent porter une vignette spéciale. Depuis mars 1980, la vignette coûte 2,30 dollars par jour. Les tarifs de stationnement ont également été très fortement majorés, et les rocades périphériques notablement améliorées.

Les résultats obtenus sont spectaculaires :

- Avant l'introduction du système, une moyenne de 42 790 voitures particulières pénétraient dans la zone réglementée tous les matins pendant les heures d'affluence; deux mois après l'entrée en vigueur du système, leur nombre était tombé à 11 130. En 1980, la moyenne n'atteignait que 13 840 véhicules.

- Aujourd'hui, plus de 50 % des voitures particulières transportent quatre passagers ou davantage, contre moins de 23 % avant l'introduction du système, et la proportion des voyageurs qui prennent l'autobus est passée de 33 à 46 %.

- La consommation d'essence n'a progressé que de 3,8 % par an depuis l'introduction du système, alors qu'elle avait augmenté de 6,4 % par an entre 1970 et 1975.

Au *Venezuela*, le prix de détail de l'essence est l'un des plus bas du monde (0,13 dollar le gallon). La consommation d'essence et le parc de voitures particulières du pays augmentaient de plus de 10 % par an. En 1979, sur les 549 000 véhicules immatriculés à Caracas, 135 000 environ circulaient pendant les heures d'affluence, créant de graves encombrements.

En novembre 1979, les autorités vénézuéliennes ont décidé d'interdire à chaque voiture de circuler une fois par semaine, le jour d'interdiction étant fonction du numéro minéralogique du véhicule. Cette mesure a permis de réduire de plus de 20 % le trafic de voitures particulières pendant les heures de pointe, d'où une économie d'environ 1 million de litres d'essence par jour, soit à peu près 16 % de la consommation quotidienne de Caracas.

A certains égards, le système institué à *Singapour* est plus efficace que celui de Caracas. Au *Venezuela*, l'essence demeurant bon marché, les restrictions de trafic n'offrent qu'une solution temporaire, et elles n'empêcheront pas le parc automobile de s'accroître rapidement. La congestion réapparaîtra donc vraisemblablement d'ici quatre à cinq ans. Il n'en demeure pas moins que les mesures autres que celles qui affectent les prix contribuent aussi à réduire la demande de pétrole.

tique fiscale et du crédit. L'adoption d'une politique d'investissement libérale, prévoyant par exemple des possibilités d'amortissement accéléré, peut également contribuer à assurer un renouvellement rapide des équi-

pements (voir encadré).

Dans bien des pays en développement, le secteur des transports est le plus grand consommateur de pétrole. On peut améliorer l'efficacité énergétique en modifiant la structure des modes de

## Comment augmenter l'efficacité énergétique de l'industrie

L'industrie du ciment est un bon exemple des possibilités d'économies d'énergie que peuvent réaliser de nombreux pays en développement. Les opérations de cuisson représentent à peu près 95 % de la facture pétrolière de l'industrie. Mais les quantités d'énergie utilisées dépendent de plusieurs facteurs : le procédé employé ou, en d'autres termes, la nature et la teneur en eau de la matière première introduite dans le four, l'équipement uti-

lisé pour les opérations ultérieures de séchage et de préchauffage (four rotatif ou préchauffeur, plus efficace), l'endroit où s'effectue la calcination (four ou précalcinateur), et l'efficacité du refroidisseur à clinker. Selon le cas, la chaleur nécessaire pour produire un kilogramme de clinker varie de 800 à 1 800 kilocalories.

Il est possible de réaliser des économies similaires dans d'autres industries à forte intensité d'énergie — cuivre,

ammoniaque, pâte à papier et papier, et raffinage du pétrole, par exemple. Des estimations provisoires laissent à penser qu'en 1990, la consommation d'énergie des industries des pays en développement pourrait être inférieure d'environ 15 % au niveau actuellement projeté s'ils adaptent leurs techniques et leurs procédés de fabrication.

transport, en encourageant l'utilisation des moyens les plus efficaces (tels que les transports en commun), et en augmentant le coefficient d'utilisation de la capacité. Les programmes de régulation du trafic lancés dans certains pays ont été couronnés de succès (voir encadré). Dans tous les secteurs, mais surtout dans celui des transports, il faudra également d'importants investissements publics pour arriver à modifier la consommation d'énergie.

#### *Politiques internationales*

La communauté internationale a un rôle important à jouer pour aider les pays en développement à s'adapter au renchérissement de l'énergie. Elle a tout intérêt à promouvoir la production énergétique des pays en développement importateurs de pétrole car cela permettrait :

- d'assurer un meilleur équilibre entre l'offre et la demande d'énergie sur le marché mondial;
- d'aider les pays en développement importateurs de pétrole à redresser leurs balances des paiements et d'éviter ainsi des tensions sur les marchés internationaux de capitaux; et
- d'assurer la reprise des économies des pays en développement importateurs de pétrole, ce qui stimulerait vigoureusement les échanges internationaux.

Dans le domaine de l'énergie plus que dans tout autre, les intérêts de la communauté internationale coïncident étroitement avec ceux des pays en développement.

Pour accroître leur production d'énergie, les pays en développement auront besoin de l'aide des pays industriels. Les obstacles d'ordre institutionnel et informationnel qui freinent la découverte et la mise en valeur de nouvelles ressources dans les pays en développement importateurs de pétrole ne sont pas toujours

appréciés à leur juste valeur. Les compagnies pétrolières étrangères hésitent parfois à traiter avec les pays en développement importateurs de pétrole, car elles craignent que les règles du jeu ne soient changées dès lors qu'elles auront fait des découvertes importantes. Il est d'autre part à penser que la plupart des futures découvertes seront relativement modestes et qu'elles serviront davantage à remplacer les importations qu'à assurer la stabilité des approvisionnements en brut dont les multinationales ont besoin, ce qui n'est pas de nature à stimuler l'intérêt des compagnies pétrolières. Il devient en outre difficile d'attirer les capitaux à risques dans la mesure où les activités d'exploration portent de plus en plus souvent sur des zones complexes du point de vue géologique, ou dans des zones offshore très éloignées. Enfin, certains types de projets, qui sont particulièrement importants pour les pauvres, n'ont aucune chance d'attirer des capitaux privés.

Les institutions de prêt multilatérales ont une connaissance approfondie des problèmes énergétiques des pays en développement et elles sont particulièrement bien placées pour contribuer à corriger les nombreuses déficiences du marché qui s'opposent à l'accélération de la production énergétique. Elles peuvent aider les pays en développement à évaluer les risques géologiques et à élaborer des stratégies d'exploration. Elles peuvent aussi aider les compagnies pétrolières et les pays d'accueil à mettre au point des accords d'exploration et d'exploitation, et convaincre les parties en cause qu'il est possible de minimiser les risques politiques.

En finançant certaines infrastructures, les institutions multilatérales peuvent également encourager les compagnies privées à

étendre leurs activités d'exploration. Ainsi, une étude a montré que le coût d'un projet peut être multiplié par quatre ou cinq s'il faut installer les équipements de base avant de procéder à tous travaux d'exploration ou de mise en valeur. L'influence des institutions de prêt multilatérales peut également être importante en ce sens que leur participation peut susciter des apports complémentaires de capitaux privés dans la phase d'exploration. Enfin, elles peuvent aider les pays en développement à faire en sorte que les bénéfices tirés de l'augmentation de la production de pétrole ne soient pas annulés—par le maintien, par exemple, des prix intérieurs à un niveau inadéquat. L'expérience des institutions multilatérales peut donc encourager les investisseurs privés à financer un projet. Le rôle que peuvent jouer les institutions financières internationales dans tous ces domaines—et qui aurait le triple avantage de promouvoir le développement, de détendre les marchés de l'énergie et de recycler les capitaux—est donc évident.

Pour parer à l'éventualité de pénuries mondiales, d'autres initiatives internationales seront nécessaires. Les pays en développement importateurs de pétrole, qui sont parmi les premiers à devoir recourir au marché libre, où les prix sont élevés, devraient être couverts par un système coopératif de répartition, du type de celui que gère l'Agence internationale de l'énergie pour les pays industriels. Ils seraient ainsi assurés d'avoir du pétrole en cas d'urgence ou de désorganisation des approvisionnements; en outre, un tel système contribuerait à stabiliser le marché de l'énergie et accroîtrait le degré de sécurité de tous les participants.



## 5 Financement extérieur de l'ajustement et de la croissance

Pendant les années 60 et le début des années 70, de 10 à 20 % de l'investissement total des pays en développement ont été financés par des capitaux étrangers, fournis pour la plupart par des sources publiques ou semi-publiques sous la forme de dons et de prêts assortis de conditions libérales ou de celles du marché. Les apports de capitaux privés consistaient essentiellement en crédits-fournisseurs et en investissements étrangers directs.

Dès avant 1970, des changements s'étaient amorcés. La contribution des prêts de banques privées a augmenté rapidement après 1967, tandis que les envois de fonds des travailleurs (traditionnellement classés pourtant

dans les "recettes courantes") devenaient une source importante de financement extérieur pour plusieurs pays d'Europe du Sud et d'Afrique du Nord. Des changements profonds sont survenus entre 1973 et 1975 lorsque les pays en développement ont dû recourir à l'emprunt pour couvrir le déficit de leurs transactions courantes beaucoup plus lourd (Tableau 5.1 et Figure 5.1).

En effet, entre 1973 et 1975, le déficit commercial des importateurs de pétrole a été multiplié par 3,3 en valeur réelle, pour atteindre en 1975 le niveau sans précédent de 5 % de leur PNB, tandis que celui des pays à faible revenu était multiplié par 2,2; si ces derniers ont été moins touchés, c'est essen-

Figure 5.1 Déficit des transactions courantes des pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire, 1970-80

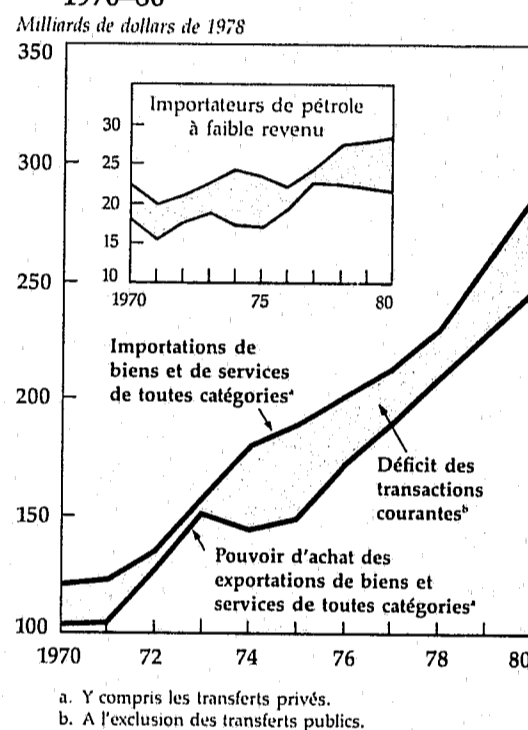


Tableau 5.1 Déficit des transactions courantes des pays en développement importateurs de pétrole et sources de financement, 1970-80

(milliards de dollars de 1978)

	Importateurs de pétrole									
	A faible revenu					A revenu intermédiaire				
	1970	1973	1975	1978	1980	1970	1973	1975	1978	1980
Déficit des transactions courantes <sup>a</sup>	3,6	4,9	7,0	5,1	9,1	14,9	6,7	42,8	20,4	48,9
Financé par :										
Flux nets de capitaux										
APD	3,4	4,1	6,6	5,1	5,7	3,3	5,3	5,3	6,5	7,9
Investissements directs privés	0,3	0,2	0,4	0,2	0,2	3,4	5,1	3,8	4,6	4,5
Prêts commerciaux	0,5	0,6	0,8	0,9	0,7	8,9	13,7	21,0	29,4	27,1
Variations des réserves et emprunts à court terme <sup>b</sup>	-0,5	-1,1	-0,7	-1,1	2,4	-0,8	-11,7	12,7	-20,1	9,5
Pour mémoire :										
Déficit des transactions courantes en pourcentage du PNB	1,9	2,4	3,9	2,6	4,5	2,6	1,0	5,5	2,3	5,0

a. Non compris les transferts publics nets (dons), qui sont inclus dans les flux de capitaux.

b. Le signe - indique un accroissement des réserves.



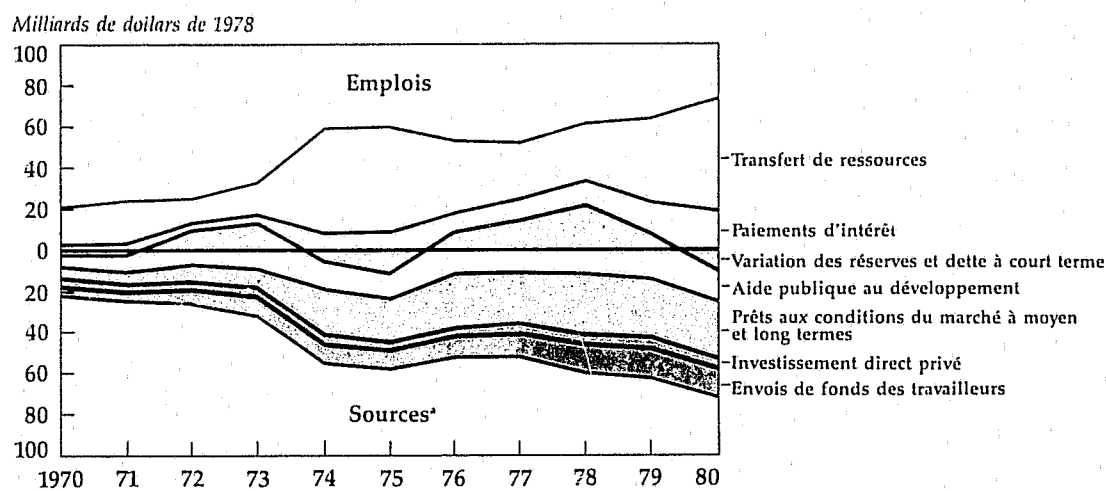
tiellement que le pétrole occupait une place moins importante dans le total de leurs importations. Par ailleurs, certains pays africains à faible revenu ont bénéficié d'une augmentation de leurs exportations en 1973-74 et il y a eu de bonnes récoltes en Asie du Sud en 1975.

Ces besoins de financement accrus ont été couverts au départ par une augmentation de l'aide des pays industriels et des prêts consentis par les institutions financières internationales, et par des prélèvements sur les réserves. Mais les divers circuits servant au recyclage des excédents pétroliers ont joué un rôle de plus en plus important. Les producteurs de pétrole ont augmenté leur aide, les envois de fonds de leurs travailleurs émigrés au Moyen-Orient sont devenus une source précieuse de devises pour de nombreux pays et les prêts accordés par les banques commerciales aux pays à revenu intermédiaire ont fait un bond spectaculaire (Figure 5.2).

C'est en 1975 que les déficits commerciaux des importateurs de pétrole ont atteint leur maximum en valeur réelle, puis, au cours des trois années suivantes, ils ont diminué pratiquement de moitié. Les hausses pétrolières de 1979-80 ont exercé de nouvelles pressions sur leurs balances des paiements. Bien que ces hausses n'aient représenté que 63 % de celles de 1973-74, elles se sont traduites par un gonflement plus marqué du déficit commercial des importateurs de pétrole, car ce produit constituait alors une part beaucoup plus importante du coût total de leurs importations.

Les importateurs de pétrole ont financé une grande partie de l'accroissement de leurs déficits entre 1978 et 1980 en puisant dans leurs réserves et en contractant des emprunts à court terme. Ce ne

Figure 5.2 Sources et emplois des flux financiers, pays en développement importateurs de pétrole



sont là toutefois que des palliatifs et, à plus ou moins longue échéance, les pays en développement devront s'adapter aux transformations récentes et prévues de l'économie internationale en finançant l'augmentation des factures pétrolières par un transfert de biens — c'est-à-dire en réduisant leur consommation. Le présent chapitre traite du rôle que le financement extérieur peut jouer pour faciliter l'ajustement tout en maintenant des conditions propices à la croissance.

### Financement extérieur pendant les années 70

Lorsque les déficits commerciaux des pays en développement ont fortement augmenté après 1973, la communauté internationale a très rapidement réagi en se souciant tout particulièrement des pays "le plus gravement touchés". Les donateurs de l'OCDE ont accru leur aide de 52 % en deux ans, celle-ci passant de 0,29 % de leur PNB en 1973, niveau le plus bas jamais enregistré, à 0,36 % en 1975. L'aide des pays membres de l'OPEP a augmenté plus vite

encore, pour atteindre 5,5 milliards de dollars en 1975, soit 27 % du total de l'aide publique au développement (APD).

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en place deux mécanismes pétroliers pour contribuer au recyclage des excédents de l'OPEP et de certains pays de l'OCDE, et des bonifications d'intérêts ont réduit le coût des fonds obtenus par les pays à faible revenu. Les engagements des banques multilatérales ont progressé de 46 % en 1974 et de 21 % en 1975. En outre, les organismes bilatéraux et multilatéraux ont augmenté la part relative des prêts-programmes et autres instruments d'aide à décaissement rapide. C'est ainsi qu'entre 1973 et 1975, l'aide publique au développement reçue par les pays à faible revenu a progressé de 60 % en valeur réelle. Pour leur part, les importateurs de pétrole à revenu intermédiaire ont financé l'accroissement de leurs déficits en empruntant aux conditions du marché.

Malgré la réaction encourageante de la communauté internationale face aux difficultés de 1973-75, les apports d'APD ont progressé lentement pendant la

seconde moitié des années 70; elle a en fait régressé, en valeur réelle, pour les importateurs de pétrole à faible revenu. En 1980, l'APD fournie par les pays de l'OCDE était à peine supérieure, par rapport à leur PNB, à ce qu'elle était en 1975 et ne représentait qu'environ la moitié de l'objectif — 0,70 % du PNB — accepté par la plupart d'entre eux. Le niveau global de leur aide est fortement influencé par les apports décevants du principal donateur. En effet, si l'on exclut les Etats-Unis (0,27 % du PNB), l'aide des autres pays a représenté, en 1980, 0,43 % de leur PNB et, pour leur part, la Suède, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas ont dépassé l'objectif de 0,70 %.

La part des pays non membres de l'OCDE dans le volume total de l'APD a augmenté pendant les années 70, culminant en 1975 à 33 % du total. Cette aide provenait en majeure partie des exportateurs de pétrole à excédent de capitaux. Lorsque les excédents pétroliers ont diminué, la part de l'OPEP dans l'APD totale a également fléchi, tombant à 18 % en 1979, mais elle est remontée à 20 % en 1980. La contribution des pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux correspond actuellement à 3,1 % de leur PNB. L'aide des pays industriels à économie planifiée est négligeable : 0,12 % de leur PNB.

Les effets directs de l'augmentation des recettes pétrolières sur les exportations des pays en développement ont été peu importants, mais certains de ces pays, surtout parmi les plus pauvres, ont profité de la prospérité économique accrue des exportateurs de pétrole grâce aux envois de fonds de leurs travailleurs émigrés. Pour l'ensemble des pays en développement, le montant total de ce type de transferts, en provenance généralement d'Europe et des

pays du Golfe, est passé d'environ 3,5 milliards de dollars en 1970 à 24 milliards de dollars en 1980 — soit 2 milliards de plus que le total de l'APD qu'ils ont reçue, ou encore l'équivalent de 13 % des exportations de marchandises des principaux pays bénéficiaires — et même beaucoup plus pour certains d'entre eux (voir encadré).

Les investissements étrangers directs, qui en 1970 représentaient environ 20 % des entrées nettes de capitaux dans les pays en développement, ont progressé moins rapidement que les autres apports extérieurs. Les investissements ont fortement augmenté au début des années 70, par suite de l'essor des prix des produits primaires et de l'adoption de politiques plus favorables par beaucoup de pays à revenu intermédiaire aux investissements étrangers. Cet emballement a cependant été éphémère; après 1975, la progression des prises de participation étrangères n'a même pas égalé le taux d'inflation. Avec l'expansion des prêts des banques commerciales, les investissements étrangers dans les pays en développement ont pris de nouvelles formes. Ainsi les prêts entre sociétés du même groupe sont venus s'ajouter aux participations au capital. Les sociétés transnationales ont de plus en plus satisfait leurs besoins de financement auprès d'autres sources que leur société mère, en empruntant par exemple aux banques locales ou sur le marché des eurodevises.

De tous les types de financement extérieur, ce sont les prêts des banques commerciales privées qui ont connu la croissance la plus rapide, passant d'environ 4 milliards de dollars en 1970 à 36,1 milliards de dollars en 1980. A la fin de 1980, l'encours de la dette des pays en développement envers des sources privées, aux conditions du marché, s'chiffrait

à 284 milliards de dollars, contre 32 milliards en 1970, augmentation attribuable en majeure partie aux prêts de consortiums bancaires, assortis de taux variables. En effet, le système des taux variables — c'est-à-dire exprimés sous forme de marge par rapport au taux offert sur le marché interbancaire de Londres (LIBOR) — a permis aux banques d'offrir des échéances plus longues sans s'exposer aux risques de fluctuations des taux d'intérêt à court terme (voir encadré). Par contre, les emprunts obligataires ne se sont pas développés. Ce n'est qu'en 1977 et 1978 que les importateurs de pétrole ont emprunté des sommes substantielles par l'émission d'obligations. Depuis 1977, la plupart des émissions des pays en développement se font sous forme de titres à taux variables qui ressemblent beaucoup, sur le plan financier, aux prêts consortiaux du point de vue du prêteur comme de l'emprunteur.

Les prêts des banques commerciales aux pays en développement sont presque tous allés à des pays à revenu intermédiaire et le montant annuel des concours des banques privées aux importateurs de pétrole à faible revenu n'a jamais dépassé 630 millions de dollars (nets). Parmi les pays à revenu intermédiaire, les plus gros emprunteurs ont été des exportateurs de pétrole (Mexique, Venezuela et Algérie) et des pays situés dans la tranche supérieure (Brésil, Espagne, Argentine, Yougoslavie et Corée du Sud). En 1979, ces huit pays détenaient 60 % de l'encours total auprès des banques.

Cette évolution de la structure des financements n'a pas touché de la même manière les pays à revenu faible et les pays à revenu intermédiaire. Les montants reçus par le second groupe, sous forme non seulement de crédits commerciaux et d'investissements

privés nets, mais également d'aide publique au développement, ont augmenté rapidement entre 1970 et 1980. Les pays à faible revenu n'ont connu une croissance plus rapide que pour les envois de fonds des travailleurs. En effet, les transferts en provenance d'Europe, dont bénéficiaient surtout les pays à revenu intermédiaire, ont plafonné, alors que ceux provenant du Moyen-Orient, région dont la main-d'oeuvre immigrée est générale-

ment originaire des pays à faible revenu, ont fortement augmenté. Les pays à revenu intermédiaire sont donc devenus beaucoup plus tributaires des prêts aux conditions du marché (essentiellement de banques privées) et relativement moins dépendants de l'APD et des investissements étrangers directs (Figure 5.3).

Par contre, les entrées nettes des importateurs de pétrole à faible revenu n'ont pas du tout aug-

menté en valeur réelle après 1975. L'APD qu'ils ont reçue en 1978 et en 1980 a même été inférieure en valeur réelle au chiffre de 1975. Les entrées au titre de prêts aux conditions du marché n'ont pas augmenté non plus. Par conséquent, les pays pauvres n'ont reçu aucun appui supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à la détérioration de leurs termes d'échange en 1979-80, alors qu'une augmentation relativement modeste de l'aide aurait per-

### Envois de fonds des travailleurs

En 1980, les pays en développement ont reçu de leurs ressortissants à l'étranger des envois de fonds totalisant environ 24 milliards de dollars. Ces migrants travaillent généralement en Europe et, depuis quelque temps, dans la région du golfe Persique. La Yougoslavie, la Turquie, le Portugal et le Maroc sont les principaux bénéficiaires des envois de fonds provenant d'Europe. Les travailleurs immigrés des Etats du Golfe sont pour la plupart originaires d'autres pays arabes (Egypte, Jordanie, Syrie, République arabe du Yémen et République démocratique populaire du Yémen) ou d'Asie du Sud (Inde, Pakistan et Bangladesh), mais ils viennent aussi de plus en plus souvent d'Asie de l'Est.

Le volume des envois de fonds est étroitement lié au nombre de travailleurs émigrés et à leurs salaires, comme on peut l'observer pour des pays comme la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie. Dans le cas des pays qui fournissent de la main-d'oeuvre aux Etats du Golfe, les envois de fonds des travailleurs semblent d'autant plus élevés que le niveau professionnel est plus faible. Même si la part de leur salaire que les travailleurs non qualifiés transfèrent dans leur pays d'origine reste généralement élevée, car il est rare qu'ils s'expatrient avec leur famille, elle tend à diminuer à mesure que les besoins essentiels de leur famille sont satisfaits et que leurs propres dépenses locales augmentent.

Certains pays exportateurs de main-d'oeuvre ont mis en place des dispositifs spéciaux pour inciter leurs travailleurs émigrés à rapatrier des fonds. Cependant, d'après des recherches récentes, ce genre d'incitations ne semblent pas avoir

beaucoup de répercussions sur le volume total des envois de fonds, encore qu'elles puissent aboutir à une certaine réaffectation de l'épargne.

Comme on a pu le constater en Europe, il y a une limite au nombre de travailleurs étrangers qu'une société est prête à accepter. Nombreux sont les pays qui ont imposé des restrictions sévères à l'entrée de la main-d'oeuvre étrangère et qui ont cherché à "stabiliser" l'effectif des travailleurs étrangers. Bien que ces mesures soient fréquemment imputées à la réces-

sion et aux difficultés des années 1973-75, elles sont en fait antérieures à la hausse des prix du pétrole. On a enregistré par ailleurs un processus de "maturation" de la population immigrée. Si leur intention, au départ, était d'importer seulement de la main-d'oeuvre, même les pays dont les lois d'immigration sont les plus strictes ont constaté que la migration avait pris un caractère différent — certains travailleurs étaient retournés chez eux, beaucoup s'étaient établis de manière permanente — et que la composition par âge et par sexe de la population immigrée commençait à se rapprocher des profils normaux.

Les pays du Moyen-Orient connaissent actuellement une expérience similaire. Le problème y est même plus accentué, car nulle part ailleurs, la proportion de travailleurs étrangers est aussi forte. Néanmoins, pour les années à venir, les perspectives d'accroissement de la main-d'oeuvre immigrée sont peut-être légèrement meilleures au Moyen-Orient qu'en Europe, du fait que l'économie des pays importateurs de main-d'oeuvre de cette région est fortement tributaire des travailleurs immigrés et que l'Iraq et l'Arabie saoudite n'ont pas encore la même proportion de population étrangère que le Koweït et les Etats du Golfe. A plus long terme, cependant, les perspectives d'accroissement de l'emploi de travailleurs étrangers ne semblent pas encourageantes non plus pour cette région. Par conséquent, à moins que de nouveaux "pôles" d'immigration ne se développent, les envois de fonds reçus par les pays exportateurs de main-d'oeuvre n'augmenteront probablement pas au même rythme que dans le passé.

### Envois de fonds reçus par les principaux pays exportateurs de main-d'oeuvre, 1978

Pays	Montant (millions de dollars)	Envois de fonds en pourcentage des exportations de marchandises
Yougoslavie	2 938,0	51,8
Turquie	1 011,6	44,5
Portugal	1 688,9	60,5
Maroc	762,5	51,3
Egypte	1 761,6	88,8
Bangladesh	115,1	21,0
Inde	1 238,6	17,8
Pakistan	1 303,3	92,9
Jordanie	520,2	175,4
Yémen démocratique	257,7	*
Yémen	1 277,0	*
Haute-Volta	65,9	59,6
Mali	31,1	33,0

\*Ces envois de fonds sont pratiquement la seule source de recettes en devises de ces pays.

mis d'atténuer leurs problèmes économiques et d'améliorer ainsi le sort de leur population qui se chiffre à plus de un milliard (Chine exclue).

### Ajustement financier

Jusqu'en 1973-74, la majeure partie des financements extérieurs allant vers les pays en développement provenait de l'épargne des

pays industriels à économie de marché : le premier groupe enregistrant un déficit des transactions courantes et le second un excédent. Cependant, depuis le renchérissement du pétrole en 1973-74, les exportateurs de pétrole dégagent eux aussi une épargne qui est recyclée tant vers les pays en développement que vers les pays industriels. Après la première hausse des

prix pétroliers, l'excédent global des transactions courantes des exportateurs de pétrole est passé de 4,1 milliards de dollars en 1973 à 62,6 milliards de dollars en 1974. Ces excédents ont eu pour contrepartie les déficits, à peu près également répartis entre pays industriels et pays en développement, qu'ont alors enregistrés tous les importateurs de pétrole. Le solde global des transactions courantes

### Dette à taux variable

Depuis quelques années, la majeure partie des crédits obtenus auprès de banques commerciales sont assortis de taux d'intérêt variables. A la fin de 1979, la dette totale à taux variable, y compris la dette à court terme, des 33 pays en développement ayant le plus emprunté s'élevait à 180 milliards de dollars. Pour chaque point de pourcentage d'augmentation du taux de base (généralement le LIBOR), la charge d'intérêts de ces 33 pays augmente d'environ 1,8 milliard de dollars par an.

Le LIBOR a beaucoup fluctué au cours des huit dernières années. Pendant presque toute cette période, il est resté inférieur au taux d'inflation des principaux pays industriels (voir figure), de sorte que les emprunteurs ont bénéficié de taux d'intérêt réels négatifs. Cependant, en période d'inflation croissante, les bailleurs de fonds sont mieux protégés en prêtant à taux variable qu'en prêtant à taux fixe; la part de la dette assortie de taux variables ayant augmenté, la "rente d'inflation" des emprunteurs s'est érodée. Cette érosion semble devoir se poursuivre, pour d'autres raisons que la seule

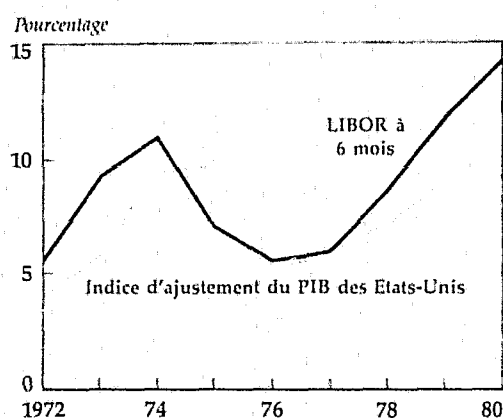
expansion des emprunts à taux variable. Contrairement à ce qui s'était passé en 1974-78, les taux d'intérêt réels ont presque toujours été positifs en 1979-81; en période d'austérité monétaire, il est peu probable que les taux d'intérêt réels restent négatifs pendant longtemps.

La hausse des taux d'intérêt a également amélioré la rémunération des réserves de change publiques et autres avoirs extérieurs. La part des avoirs extérieurs identifiés des 33 principaux emprunteurs productrice d'intérêts à taux variables s'élevait à 115,3 milliards de dollars à la fin de 1979, montant correspondant environ aux deux tiers de la dette totale à intérêt variable (voir tableau). Un petit nombre d'importateurs de pétrole (l'Espagne et la Colombie, par exemple) détenaient plus

d'avoirs que d'engagements à taux variable, si bien que, sur une base nette, ils ont bénéficié de la hausse des taux sur le marché monétaire. La dette et les avoirs à taux variable de l'Argentine et de plusieurs autres pays semi-industriels étaient pratiquement équivalents.

Cependant, dans le cas de plusieurs gros emprunteurs, la dette à taux variable dépasse largement les avoirs à taux variable. A la fin de 1979, le Brésil avait 10 milliards de dollars d'avoirs à taux variable et 39 milliards de dollars d'engagements à taux variable; et cet écart s'est encore creusé en 1980. La Corée du Sud, la Turquie, le Chili, la Côte d'Ivoire, le Maroc et les Philippines se trouvaient dans une situation analogue.

Taux d'intérêt et d'inflation, 1972-80

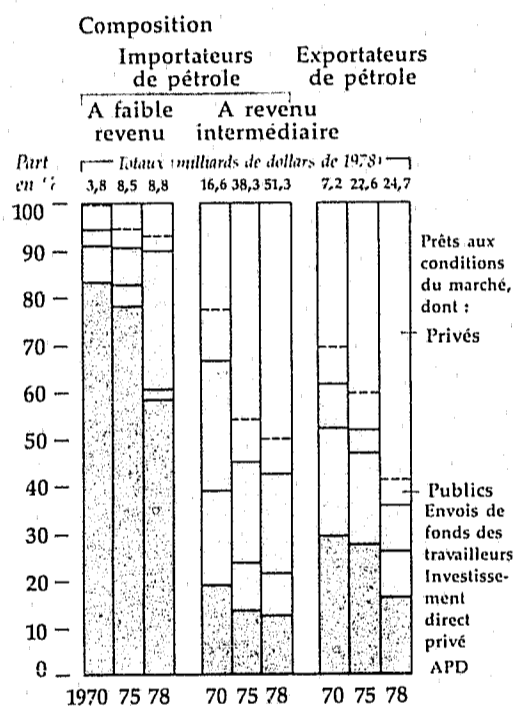
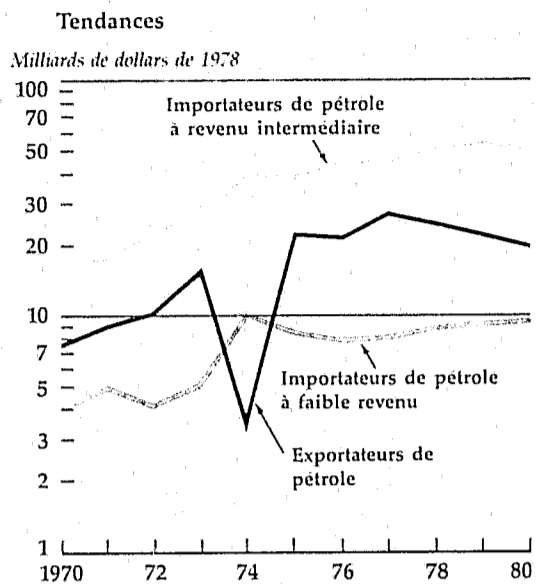


### Position de la dette à intérêt variable à la fin de 1979

(milliards de dollars)

	Dette totale à intérêt variable	Avoirs en devises
<b>Principaux emprunteurs (33) sur les marchés financiers</b>	<b>181,3</b>	<b>115,3</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>111,6</b>	<b>77,7</b>
Pays semi-industriels	92,9	65,0
dont : Argentine	9,6	8,9
Brésil	39,0	10,2
Chili	4,1	2,2
Corée	9,9	5,6
Espagne	11,5	23,3
Turquie	4,2	0,8
Autres pays	18,7	12,7
dont : Colombie	2,8	3,8
Côte d'Ivoire	1,5	0,2
Maroc	2,4	0,8
Philippines	5,4	3,7
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>69,7</b>	<b>37,6</b>
dont : Mexique	29,6	8,0

Figure 5.3 Financement extérieur des pays en développement, 1970, 1975 et 1978



Note : Financement extérieur au sens d'entrées nettes de capitaux, plus les envois de fonds des travailleurs.

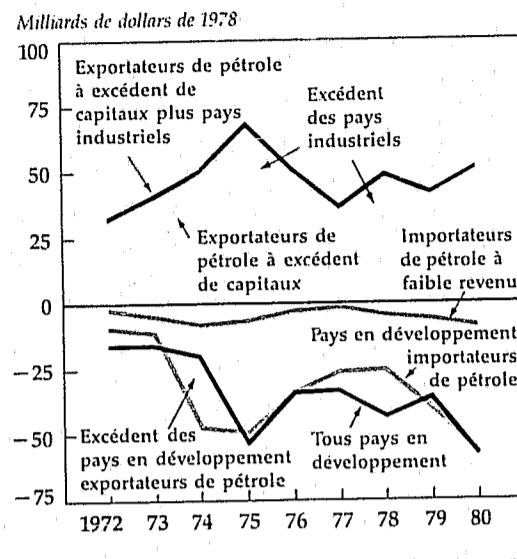
des pays industriels est en effet tombé d'un excédent de 18,9 milliards de dollars à un déficit de 8,5 milliards de dollars tandis que le déficit des pays en développement importateurs de pétrole passait de 7,3 à 33,1 milliards de dollars. Ces déficits, comme les excédents, ont diminué entre 1975 et 1978, pour augmenter de nouveau après le second choc pétrolier (1979-80).

Ces tendances, corrigées de l'inflation (Figure 5.4), donnent une idée des ajustements finan-

ciers qui se sont opérés pendant les années 70 et dans lesquels les exportateurs de pétrole à excédent de capitaux et les importateurs de pétrole à revenu intermédiaire ont joué les rôles principaux. La part des importateurs de pétrole à faible revenu et des pays à économie planifiée dans les transferts financiers nets a été minime. Bien que le choc pétrolier ait pesé lourdement sur les paiements extérieurs des pays industriels, c'est essentiellement en accroissant leurs exportations vers les pays pétroliers et en comprimant leurs importations que ceux-ci ont ajusté leurs soldes avec l'étranger. Effectivement, dès 1975, c'est-à-dire un an seulement après la première grande hausse des prix du pétrole, les comptes des transactions courantes des pays industriels étaient redevenus excédentaires, d'un montant approximativement égal à la réduction de l'excédent global des exportateurs de pétrole.

Encore que les flux commerciaux et financiers entre les principaux groupes de pays résultent de facteurs interdépendants, les tendances enregistrées pendant les années 70 suggèrent que la relation de causalité entre les mesures prises par les principaux exportateurs de pétrole et l'évolution de la balance des paiements des importateurs de pétrole passe notamment par les politiques adoptées par les pays industriels. Le prix du pétrole fixé par les principaux exportateurs, compte tenu des contraintes du marché, a une incidence directe sur l'économie des importateurs de pétrole. Les pays pétroliers décident également de l'emploi de leurs recettes. Etant donné la nature de leurs importations, ce sont les exportations des pays industriels qui ont le plus bénéficié des effets favorables des recettes pétrolières sur les flux commerciaux. Les exportateurs de pétrole ont en effet consacré 44 %

Figure 5.4 Balance globale des transactions courantes, 1972-80



de leurs recettes à des achats aux pays industriels, contre 8 % seulement à des importations en provenance de pays en développement importateurs de pétrole; c'est également dans les pays industriels qu'ils ont effectué la plupart de leurs placements.

Par conséquent, alors que le renchérissement du pétrole a eu une incidence directe sur la facture d'importation des importateurs de pétrole, ses effets sur les exportations de ces pays ont été fonction de l'expansion des marchés des pays industriels. La première hausse des prix du pétrole a eu lieu à une époque de forte demande et de haute conjoncture sur les marchés des produits primaires; or, les pays industriels, confrontés à une inflation croissante, ont réagi par des mesures déflationnistes. En conséquence, l'accroissement de la demande d'importation, induite par les excédents des exportateurs de pétrole, ne s'est pas répercuté sur les importateurs de pétrole et, dans l'immédiat, l'ajustement commercial a été insignifiant. Au lendemain des augmentations récentes des prix du pétrole (1979-80), la baisse de l'activité économique dans les divers pays



industriels n'a pas été aussi synchronisée et les effets indirects sur les exportations des pays en développement sont légèrement plus favorables qu'en 1974-75.

Les déficits extérieurs n'ont rien d'intrinsèquement mauvais dans la mesure où ils impliquent un transfert de ressources. Le niveau optimal des entrées de ressources dans un pays dépend des avantages qu'il compte en tirer et de leur coût. Normalement, ces avantages sont liés à la rentabilité des actifs créés avec les ressources importées et les coûts dépendent des taux d'intérêt et des difficultés qu'entraîne le remboursement des fonds empruntés. Lorsque des facteurs externes — détérioration des termes de l'échange ou insuffisance des recettes d'exportation — provoquent de fortes perturbations (comme ce fut le cas en 1973-75 et en 1979-80), les ressources extérieures sont d'autant plus utiles qu'elles donnent au pays le temps de s'adapter à la nouvelle conjoncture — en opérant certaines substitutions dans la production (entre l'énergie et d'autres intrants) et dans la consommation (entre biens échangés et non échangés avec l'extérieur).

Ce redéploiement de la production, de la main-d'oeuvre et du capital, ainsi que la modification des schémas de consommation prennent du temps. En conséquence, c'est immédiatement après le choc extérieur, davantage que par la suite, que la diminution du revenu réel et l'augmentation du taux de change sont les plus marquées. Ces écarts d'intensité justifient le recours à l'emprunt extérieur pour faciliter l'ajustement structurel. L'emprunt a pour effet d'ajouter au revenu pendant la période où la baisse du revenu réel est la plus forte et d'ajouter aux disponibilités en devises au moment où celles-ci sont le plus rares. Lorsqu'un pays en dévelop-

pement ne peut mobiliser des capitaux extérieurs, il doit immédiatement comprimer d'autant ses dépenses, avant d'avoir eu le temps d'ajuster sa production ou sa consommation.

A plus long terme, cependant, l'ajustement commercial devient une nécessité, ne serait-ce qu'en raison de l'influence déterminante qu'exercent les perspectives d'exportation sur l'offre de capitaux extérieurs. Cependant, comme l'indiquent les Chapitres 3 et 6, les modalités de l'ajustement et sa rapidité varient d'un pays à l'autre, en fonction des structures et des politiques économiques. Les importateurs de pétrole à revenu intermédiaire, notamment les plus industrialisés qui mènent une politique tournée vers l'extérieur, peuvent réduire leur dépendance à l'égard du financement étranger plus rapidement que ceux dont l'industrie est moins développée ou qui se replient sur eux-mêmes. Par contre, les pays à faible revenu, notamment les moins développés et les producteurs primaires, ont une marge de manoeuvre plus limitée, même à moyen terme. La politique économique d'un grand nombre d'entre eux laisse beaucoup à désirer; cependant, même avec des mesures appropriées, il leur faudra plus longtemps pour accroître leurs exportations. Le remplacement des importations ne leur offre pas non plus beaucoup de possibilités. Ces pays sont également ceux qui ne peuvent emprunter sur les marchés des capitaux privés et ils resteront tributaires de l'aide libérale.

### Perspectives

En l'absence de nouveaux chocs externes, les besoins de capitaux extérieurs des importateurs de pétrole, considérés collectivement, diminueront probable-

ment, en pourcentage de leur PNB, par rapport au niveau élevé atteint en 1980 (4,9 %). Cette diminution sera cependant graduelle et le déficit de leurs transactions courantes restera sans doute assez lourd comparé aux moyennes antérieures, du fait de difficultés d'ajustement rencontrées par les importateurs de pétrole (surtout les plus pauvres), de l'augmentation des paiements d'intérêt qui réduit la proportion des transferts nets et de la détérioration persistante, quoique légère, de leurs termes d'échange.

Les fonds disponibles pour financer les déficits des importateurs de pétrole proviendront des excédents qu'enregistreront encore les exportateurs de pétrole, augmentés des excédents, ou réduits des déficits, des pays industriels. Cependant, le niveau effectif de ces transferts dépendra, pour l'aide libérale, de la politique adoptée par les pays donateurs et, pour les transferts aux conditions du marché, de la capacité d'emprunt des pays en développement et de l'efficacité des intermédiaires financiers.

### Financement public

Les pays à faible revenu ne peuvent emprunter que très peu sur le marché. Ils resteront donc étroitement tributaires des prêts publics (et surtout assortis de conditions libérales) pour financer leur développement et leur ajustement structurel. Les financements publics assortis d'autres conditions que celles du marché jouent aussi un rôle important, surtout pour la gestion de la dette des pays à revenu intermédiaire.

FINANCEMENT A DES CONDITIONS NON LIBERALES. Les taux d'intérêt variables et les échéances plus courtes des prêts privés aux conditions du marché ont alourdi le service de la dette des pays en



développement et rendu plus incertaines encore l'évolution future des taux d'intérêt et les possibilités de refinancement. De surcroît, en période d'inflation, les taux d'intérêt variables comportent une certaine compensation de l'érosion de la valeur du capital et ont des effets équivalant à ceux d'un raccourcissement des échéances, ce qui accroît les difficultés de trésorerie des emprunteurs.

Dans ces conditions, les marchés du crédit sont attentifs au fardeau futur que peut représenter la dette, et ceci influe sur la possibilité de reconduire ou de refinancer les dettes existantes lorsqu'elles arrivent à échéance. Plus les taux d'intérêt seront faibles et stables et les échéances longues, plus ces incertitudes s'atténueront. N'ayant pu obtenir qu'un financement très limité de cette nature sur les marchés privés, les pays à revenu intermédiaire tireraient de grands avantages d'un accroissement des prêts publics.

Malgré les avantages considérables qu'il présente, le financement public à des conditions non libérales n'augmente pas autant qu'il le faudrait. La part des prêts publics dans le total des financements assortis de conditions non libérales n'était plus que de 18 % en 1980, contre environ 25 % en 1970. Les contributions aux banques multilatérales de développement sont actuellement soit réduites, soit différées; même si toutes les augmentations du capital et les souscriptions prévues étaient déjà acquises, des ressources supplémentaires leur seraient nécessaires pour qu'elles puissent fournir une aide à l'ajustement, tout en maintenant leurs opérations en faveur de projets.

Le nouveau type de financement qu'a lancé la Banque mondiale — les prêts à l'ajustement structurel — aidera les importateurs de pétrole à s'adapter aux

transformations de l'environnement international. Ces prêts, qui sont conçus comme une série de trois à quatre opérations étalées sur une période de cinq à six ans, aideront les pays à formuler et à exécuter des programmes d'ajustement structurel et à financer leurs besoins pendant la période d'ajustement. Il est évident que des fonds supplémentaires seront nécessaires si l'on veut éviter une réduction des prêts-projets qui forment l'essentiel des opérations de la Banque mondiale.

De nouvelles ressources devront également être mobilisées pour financer une autre initiative importante de la Banque mondiale : l'expansion des prêts en faveur de la production d'énergie des pays importateurs de pétrole. La Banque a déjà accru la part relative de l'énergie, qui représentera environ 17 % de son programme de prêt pour 1982-86. Ce programme prévoit 14 milliards de dollars pour l'énergie, ce qui ne représente cependant que la moitié des opérations considérées comme faisables et souhaitables. Un programme supplémentaire d'investissements énergétiques totalisant 16 milliards de dollars a déjà été identifié, mais il ne peut être réalisé en raison des contraintes financières actuelles de la Banque. Il faudra donc mobiliser des ressources supplémentaires.

Le FMI a augmenté les concours qu'il apporte au titre de la balance des paiements et prend actuellement d'importantes mesures pour élargir encore son aide à l'ajustement. Le septième relèvement général des quotes-parts et l'adoption de nouvelles directives sur l'accès des pays membres aux mécanismes du FMI ont élargi les possibilités qu'ont les pays en développement de recourir à l'ensemble de ces mécanismes. Pour accroître ses moyens financiers, le FMI a amorcé la huitième

révision des quotes-parts mais, comme ce processus prendra du temps, il augmente actuellement ses ressources par l'emprunt. Des fonds supplémentaires seront négociés avec les pays membres. Si un financement plus important est nécessaire, celui-ci sera obtenu auprès de banques centrales et éventuellement sur les marchés de capitaux privés. Le FMI envisage également de nouvelles allocations de droits de tirage spéciaux (DTS) qui aideront les pays en développement à maintenir leurs réserves à un niveau suffisant.

**AIDE.** Le volume et les perspectives d'évolution de l'aide publique au développement (APD)<sup>1</sup> suscitent de graves préoccupations pour les pays à faible revenu. Plusieurs pays donateurs font valoir que leurs difficultés économiques et budgétaires les obligent à limiter encore leurs programmes d'aide publique au développement. Aux Etats-Unis, pays dont le ratio aide/PNB est déjà l'un des plus faibles, les nouvelles propositions budgétaires indiquent

1. Les données sur l'aide publique au développement qui sont présentées dans la Figure 5.5 et dans le Tableau 16 de l'Annexe "Indicateurs du développement dans le monde" ne sont pas comparables à celles des Tableaux 2.4, 5.1 et 5.4 ni des Figures 5.2 et 5.3. Dans le premier cas, elles sont fondées sur les définitions du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE qui incluent les versements de toutes catégories effectués par les pays donateurs. Dans le second cas (Tableaux 2.4, 5.1 et 5.4, Figures 5.2 et 5.3), elles correspondent aux montants reçus par les pays en développement au titre de dons ou de prêts assortis de conditions libérales, tels qu'ils apparaissent dans leurs balances des paiements. La principale différence est que les définitions du CAD incluent l'assistance technique et les contributions aux institutions multilatérales, y compris le capital versé. Les données concernant les sommes reçues au titre de l'APD excluent généralement ces deux catégories et, dans le cas des institutions multilatérales, ne comprennent que les versements au titre de prêts assortis de conditions libérales.

que l'aide de ce pays sera inférieure à ce qu'on avait cru probable il y a un an. Le Royaume-Uni a annoncé des réductions par rapport aux programmes prévus. Heureusement, l'APD des pays arabes membres de l'OPEP et des pays scandinaves reste élevée par rapport à leur PNB. En outre, le Japon, la République fédérale d'Allemagne, la France, le Canada, l'Italie et la Suisse ont tous indiqué qu'ils espéraient intensifier leur aide.

On reproche à l'aide de ne pas promouvoir la croissance ou de ne pas profiter aux déshérités. Ses détracteurs soutiennent que, dans certains pays, notamment en Afrique, une aide supplémentaire ne pourrait être transformée en investissements productifs. Cependant, la plupart des critiques qui ont été faites ne reposent ni sur des faits, ni sur l'expérience. Certes, il est des pays qui manquent de personnel qualifié ou dont l'organisation administrative est insuffisante. Même dans ces cas, on peut attendre beaucoup de l'aide si l'on améliore sa coordination, sa qualité et son affectation en vue justement de remédier à ces problèmes. L'aide ne finance qu'une faible proportion des investissements des pays en développement, mais lorsqu'elle est consacrée à des programmes bien conçus et bien suivis, elle a une grande incidence sur l'effort global de développement. Le fait que l'Inde, considérée auparavant comme vouée à la famine, peut maintenant suffire dans une très large mesure à ses besoins de céréales est dû à l'aide et à l'assistance technique qui lui ont été apportées ainsi qu'aux efforts soutenus qu'elle a elle-même déployés. Le planning familial en Indonésie, la culture de nouvelles variétés de céréales en Afrique de l'Est, les chemins de fer, routes, barrages et centrales

électriques construits dans tout le tiers monde sont autant de preuves de la valeur de l'aide.

Dans la situation actuelle, l'aide remplit une autre fonction, non moins précieuse. Les pays pauvres en ont besoin pour faire face aux pertes qu'ils ont subies, ou subiront, par suite de la détérioration de leurs termes de l'échange. La plupart des pays à faible revenu ont dû sacrifier leur croissance pour contenir le déficit de leur balance des paiements. Pour pouvoir mener à bien cet ajustement tout en maintenant les rythmes de croissance—déjà insuffisants—des années 60 et 70, ils auront besoin d'un volume d'aide libérale supérieur à celui qui semble probable.

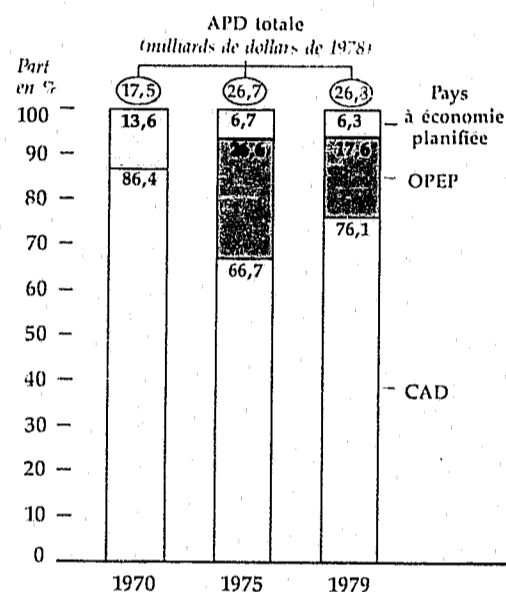
La réorientation de l'aide libérale, des pays à revenu intermédiaire vers les pays à faible revenu, est presque aussi importante qu'un accroissement de son volume global. En 1979, les pays à faible revenu (Chine exclue)—où vivaient 55 % de la population du tiers monde—n'ont reçu que 37 % de l'APD fournie par les pays de l'OCDE et de l'OPEP. L'aide reçue par habitant (6,80 dollars) représentait moins de la moitié de celle accordée aux pays à revenu intermédiaire. Si l'on exclut l'aide canalisée par les institutions multilatérales, les pays à faible revenu n'ont reçu que 32 % de l'aide bilatérale (4,70 dollars par personne contre 11,80 dollars pour les pays à revenu intermédiaire).

L'aide accordée par trois sources principales aux pays à revenu intermédiaire est concentrée sur trois groupes de pays. A eux deux, Israël et l'Égypte ont reçu environ 2,5 milliards de dollars en 1979 (principalement des États-Unis), montant correspondant à 58 dollars par personne, 7,2 % de leur PNB, ou encore 22 % environ de leurs importations. L'aide de l'OPEP se concentre de même sur deux pays, la Jordanie et la Syrie,

et la France affecte une part importante de son aide, sous forme d'assistance technique, à ses départements et territoires d'outre-mer (Figure 5.5). En 1979, sur un volume total d'aide bilatérale de 17 milliards de dollars, 11 milliards sont allés aux pays à revenu intermédiaire. Les raisons

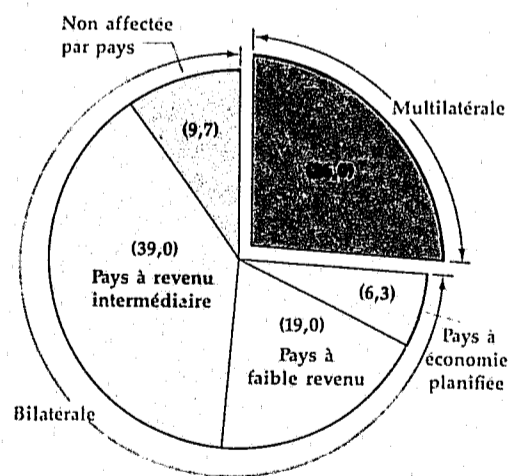
Figure 5.5 Sources et répartition de l'aide

Flux d'APD fournis par les principaux groupes de donateurs, 1970, 1975 et 1979



Répartition de l'aide, 1979

Part en pourcentage



Répartition de l'aide bilatérale en faveur des pays à revenu intermédiaire

Pourcentage

Pays	Origine		
	CAD	OPLP	CAD et OPEP
Égypte	12	1	9
Israël	14	—	10
Jordanie	1	29	8
Syrie	1	42	12
TOM français	16	—	12
Total	44	72	51
Autres	56	28	49
Total	100	100	100

économiques et humanitaires qui appellent une réaffectation de l'aide en faveur des pays les plus pauvres sont manifestes mais, pour des raisons d'ordre politique, rien n'a été fait jusqu'à présent.

L'APD multilatérale compense en partie le biais de l'aide bilatérale à l'encontre des pays à faible revenu. Les principales sources d'APD multilatérale sont les Nations Unies, la Communauté économique européenne et l'Association internationale de développement, cette dernière versant environ 84 % de son aide aux pays à faible revenu.

#### Prêts privés

L'importance croissante des prêts des banques privées, notamment pour les pays à revenu intermédiaire, a été l'aspect le plus marquant du financement du développement au cours de la dernière décennie. La continuation de cette croissance dépendra essentiellement de deux facteurs : la volonté et la capacité des emprunteurs d'assurer le service d'une dette accrue, et la volonté et la capacité des banques de jouer un rôle plus actif en tant qu'intermédiaires. Ces deux questions seront examinées tour à tour.

**DETTE.** Entre 1970 et 1980, l'encours de la dette à moyen et à long terme des pays en développement a plus que sextuplé en valeur nominale (soit un rythme moyen annuel de 20,5 %), pour atteindre 438,7 milliards de dollars à la fin de 1980, alors qu'en 1970 il n'était encore que de 67,7 milliards de dollars (Figure 5.6). L'endettement des importateurs de pétrole à faible revenu, qui sont davantage tributaires des dons, a augmenté moins rapidement. Le taux rapide d'inflation a été le principal facteur à l'origine de ces accroissements. En valeur réelle, l'encours de la dette a progressé

d'environ 10 % par an, contre 12 % environ par an au cours des années 60 (Tableau 5.2).

La croissance de la dette n'a pas été excessive par rapport au PNB ou aux exportations (voir encadré). Le ratio dette/PNB a augmenté au cours des années 70, comme on pouvait s'y attendre; cependant, mesuré par rapport aux exportations de biens et de services, le ratio de la dette était moins élevé en 1980 qu'en 1970. Toutefois, le service de la dette s'est alourdi en raison des changements importants intervenus dans la composition de la dette.

Au cours des dix dernières années, on a enregistré une forte diminution de la part des emprunts nets à des sources publiques bilatérales, une augmentation marginale de la part provenant des institutions multilatérales et une forte progression de la proportion des prêts accordés par des créanciers privés, notamment des institutions financières. En conséquence, la dette envers les créanciers privés a augmenté de 28 % par an et la dette envers les institutions financières de 41 % par an. Les institutions financières privées détenaient environ 43 % en 1980, contre 12 % en 1970, de l'encours de la dette privée et garantie par l'Etat.

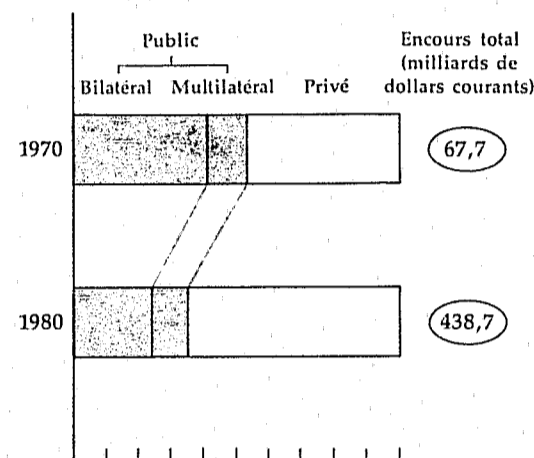
Ces changements tiennent essentiellement à l'évolution des

pays à revenu intermédiaire. La part de la dette des importateurs de pétrole à revenu intermédiaire détenue par des créanciers publics est tombée de 43 % en 1970 à 27 %

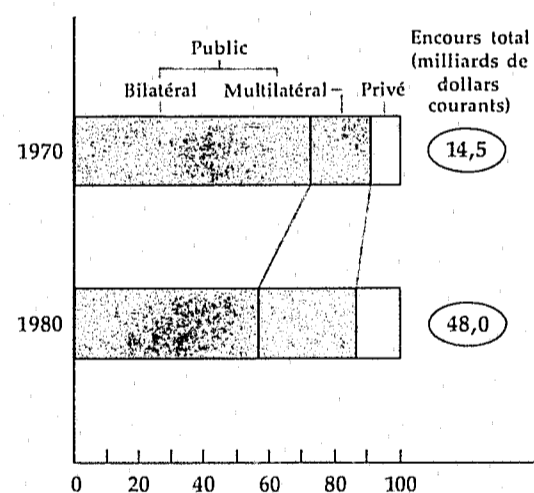
**Figure 5.6 Encours de la dette des pays en développement, par catégorie de créancier, 1970 et 1980**

(parts en pourcentage)

Tous pays en développement



Importateurs de pétrole à faible revenu



**Tableau 5.2 Dette extérieure à moyen et à long terme décaissée et non remboursée, 1970-80**

Groupe de pays	Milliards de dollars courants		Milliards de dollars de 1978		Croissance réelle en pourcentage, 1970-80 <sup>a</sup>
	1970	1980	1970	1980	
Importateurs de pétrole	48,0	301,3	102,6	250,9	9,4
A faible revenu	14,5	48,0	31,0	40,0	2,6
A revenu intermédiaire	33,5	253,3	71,6	210,9	11,4
Exportateurs de pétrole	19,7	137,4	42,1	114,4	10,5
Tous pays en développement	67,7	438,7	144,7	365,3	9,7

Note : Y compris la dette privée non garantie.  
a. Taux annuel cumulé.

en 1980, année où la part détenue par des créanciers privés a atteint près de 75 %. Par contre, la composition de la dette des importateurs de pétrole à faible revenu

s'est très peu modifiée. Ces pays ont continué d'emprunter essentiellement à leurs créanciers traditionnels — prêteurs bilatéraux et institutions multilatérales.

L'expansion des emprunts auprès des banques privées ainsi que la hausse des taux d'intérêt ont accru la charge du service de la dette. La hausse du loyer de

## Indicateurs de la dette

Il existe deux grandes catégories d'indicateurs de la dette :

- Les indicateurs qui mesurent l'aptitude d'un pays à effectuer des paiements en devises. Le plus utilisé est le *ratio du service de la dette*, c'est-à-dire le montant des paiements dus au titre des intérêts et de l'amortissement du principal de la dette à long terme divisé par celui des exportations de biens et de services. Il est rare qu'on puisse interpréter facilement ce ratio : certains pays n'ont eu aucun mal à gérer leur dette avec un ratio de 40 %, voire plus, et d'autres se sont heurtés à de graves difficultés alors que le service de leur dette représentait moins de 10 % de leurs exportations.

Ce paradoxe apparent s'explique en partie par la facilité plus ou moins grande avec laquelle les pays peuvent emprunter sur le marché. Tant que les investisseurs ont confiance dans la gestion d'une économie, ils reconduisent les remboursements du principal. Dans ces conditions, le *ratio du service des intérêts* — c'est-à-dire le montant des paiements d'intérêts divisé par les exportations de biens et de services — est peut-être un meilleur indicateur de l'aptitude du pays à effectuer des paiements à l'étranger, puisqu'il évite les effets de distorsion engendrés par une

concentration des remboursements, des paiements anticipés, ou du refinancement.

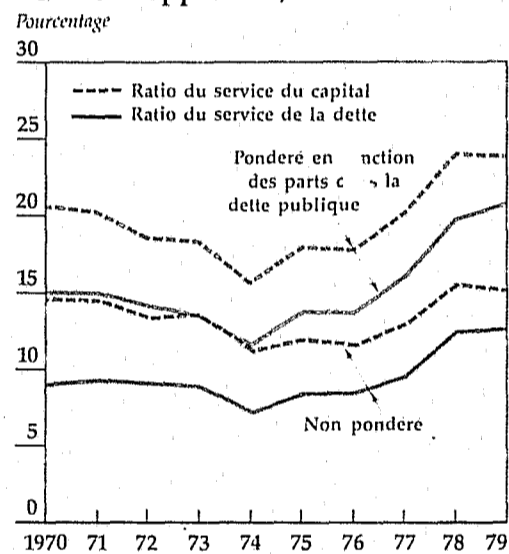
- Les indicateurs qui mesurent l'aptitude d'un pays à dégager des ressources réelles (celles-ci pouvant alors être utilisées pour régler les importations et le service de la dette). Le *ratio paiements d'intérêts/PNB* est souvent utilisé pour mesurer la charge du service de la dette par rapport à la capacité productive d'un pays.

Certains indicateurs, comme le ratio dette extérieure/réserves en devises, participent des deux catégories, mais aucun d'entre eux ne saurait vraiment remplacer une analyse détaillée du pays considéré. Lorsqu'un pays recourt à des ressources empruntées en remplacement de ressources propres (comme ce fut le cas pendant les années 70), le *ratio du service du capital* — c'est-à-dire les paiements contractuels au titre du service de la dette à long terme, plus la part des bénéfices sur les investissements directs transférée à l'étranger, divisés par les exportations de biens et de services — est peut-être le meilleur indicateur de la capacité d'emprunt d'un pays.

Comme le tableau l'indique, ces divers indicateurs n'ont pas toujours évolué de la même façon, bien qu'ils signalent tous une détérioration nette depuis 1974. Pondérés par la part de chaque pays dans la

dette publique totale, de façon que les ratios moyens soient influencés le moins possible par les pays dont les exportations se développent et dont la dette est faible, les ratios du service de la dette et du service du capital ont augmenté plus fortement au cours des années 70 (voir figure), ce qui reflète l'endettement élevé et croissant des pays qui sont actuellement les plus gros emprunteurs.

Ratios du service de la dette et du service du capital, pays en développement, 1970-79



## Encours de la dette des pays en développement, 1970-79

(pourcentages)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
<i>Indicateurs</i>										
Ratio du service de la dette	8,9	9,2	9,0	8,8	7,1	8,4	8,4	9,5	12,4	12,6
Ratio du service des intérêts	2,8	2,9	2,8	2,7	2,4	3,2	3,3	3,5	4,2	4,8
Ratio du service du capital <sup>a</sup>	14,5	14,5	13,4	13,4	11,1	11,9	11,5	12,9	15,5	15,0
Dette/PNB (%) <sup>b</sup>	12,3	13,1	13,5	13,1	12,6	13,9	15,5	17,0	18,3	17,8
Dette/exportations (%) <sup>b</sup>	80,1	85,2	81,8	70,0	59,6	72,1	75,6	79,6	86,6	78,3
Dette/réserves (%) <sup>b</sup>	263,7	239,9	183,2	153,9	143,5	193,9	204,6	214,5	217,3	176,4
Service des intérêts/PNB (%) <sup>b</sup>	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,1
<i>Pour mémoire</i>										
Dette publique décaissée et non remboursée, tous pays inclus (milliards de dollars)	50,4	59,3	69,3	84,8	105,5	128,4	159,1	198,9	251,7	294,4

Note : Comprend tous les pays en développement participant au système de la Banque mondiale de notification de la dette, à l'exception : 1) des exportateurs de pétrole à excédent de capitaux; et 2) des pays pour lesquels on ne dispose pas de séries chronologiques complètes et fiables (Afghanistan, Afrique du Sud, Bahreïn, Botswana, Burundi, Comores, Guinée, Iran, Iraq, Lesotho, Liban, Libéria, Maldives, Népal, et Papouasie-Nouvelle-Guinée).

a. Paiements contractuels au titre du service de la dette à long terme, plus la part des bénéfices sur les investissements directs transférée à l'étranger, divisés par les exportations de biens et de services.

b. Dette décaissée et non remboursée.

l'argent tient en partie à l'inflation. On constate cependant que, même corrigés de l'inflation, les taux d'intérêt sont plus élevés depuis quelques années qu'ils ne l'étaient au début des années 70 et pendant les années 60. En outre, si cette composante "inflation" de la hausse des taux compense l'érosion de la valeur réelle de l'encours de la dette, compte tenu de la réduction des échéances moyennes, elle aggrave les problèmes que le service de leur dette pose aux pays en développement.

L'échéance moyenne est passée de 20 ans en 1970 à 12,7 ans en 1980, bien que les échéances des prêts d'origine publique (24 ans) et privée (9 ans) soient restées pratiquement les mêmes pendant toute la période. Par conséquent, l'élément de subvention entrant dans la dette des pays en développement est passé de 31,8 % en 1970 à 6,3 en 1979, la part de la dette assortie de conditions libérales étant tombée de 39 % à 23,6 % pendant la même période.

Etant donné le relèvement des taux d'intérêt et le raccourcissement des échéances, l'expansion des emprunts bruts entre 1970 et 1980 ne s'est pas traduite par une croissance comparable des transferts nets. En 1970, une fois déduits l'amortissement et les intérêts, 43% environ des fonds empruntés restaient encore disponibles pour financer des importations et augmenter les réserves. Cette proportion est passée à près de 50 % en 1975-76, puis est tombée à 40 % en 1978, en raison notamment d'opérations de refinancement. Le ralentissement des emprunts, conjugué à la montée en flèche des taux d'intérêt, a réduit ce ratio à 22 % seulement en 1980.

**CAPACITÉ D'EMPRUNT.** On peut mesurer l'aptitude d'un emprunteur à assurer le service de sa dette

en comparant les paiements effectués à ce titre et ses recettes d'exportation. Cette comparaison montre que les pays en développement ont consacré une part croissante de leurs recettes d'exportation à l'amortissement et aux intérêts de leurs emprunts, surtout vers la fin de la décennie (voir encadré). La détérioration récente s'explique en partie par des refinancements massifs en 1978, époque à laquelle les principaux emprunteurs ont tiré parti de conditions favorables sur les marchés, ce qui reflète une gestion saine de la dette, et non une tendance à la hausse inquiétante. Cependant, la charge des intérêts a elle aussi sensiblement augmenté : mesurés par rapport à leur PNB, les paiements d'intérêts des pays en développement ont plus que quadruplé entre 1970 et 1980, passant de 0,4 % à 1,8 % du PNB

Les ratios du service de la dette, pondérés par la dette de chaque emprunteur, ont augmenté plus fortement encore que les ratios non pondérés, ce qui dénote une détérioration plus marquée pour les emprunteurs qui sont *actuellement* les plus endettés. Les trois quarts des principaux emprunteurs avaient un ratio du service de la dette plus élevé en 1979 qu'en 1970 et, dans plusieurs cas, les difficultés rencontrées étaient telles qu'ils ont dû rechercher un allègement (voir encadré).

La capacité de gestion de la dette d'un grand nombre de pays en développement a été réduite, au cours de ces dernières années, par une autre tendance, à savoir l'augmentation de la part des crédits liés à des exportations, qui a fait régresser la proportion des crédits librement utilisables dans le total des emprunts. Compte tenu de la diminution relative des transferts nets (après amortissement et intérêts), la souplesse acquise dans la gestion des res-

sources en devises au début des années 70 sera loin d'être aussi grande pendant les années 80.

Ces tendances indiquent qu'il sera plus difficile pour les pays en développement de gérer leur dette, mais elles n'annoncent pas de problème généralisé, ce que confirment les projections de balance des paiements établies pour les années 80 en fonction des scénarios probables. Au lieu de se préoccuper du volume global de la dette des pays en développement, comme le faisaient les organes de contrôle, les observateurs financiers et certains banquiers vers la fin des années 70, il est probable qu'on accordera de nouveau plus d'importance à la capacité d'endettement de chaque pays et à la différenciation des conditions de prêt.

Le profil de la dette, par groupe de pays, peut être résumé comme suit :

- Importateurs de pétrole à faible revenu. Pour ces pays, les indicateurs de la dette se sont sensiblement améliorés entre 1970 et 1979, mais cette amélioration est entièrement imputable à la pondération assignée à l'Inde dans la moyenne; les exportations et le PNB de ce pays ont augmenté suffisamment pour rehausser sa solvabilité sur les marchés commerciaux. Certains autres pays pourraient également obtenir des crédits aux conditions du marché, mais pour des montants modestes, et ils continueront de dépendre fortement de l'aide publique.

- Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire. Ces pays ont vu la charge de leur dette augmenter régulièrement au cours des années 70, tendance qui reflétait généralement des emprunts prudents et une économie en expansion. Des différences existent cependant entre les membres de ce groupe. Certains sont bien plus à même d'emprunter mainte-



## Allègement de la dette

Si la plupart des pays en développement ont pu assurer le service des intérêts et du principal de leur dette extérieure, certains ont dû demander des allègements. Les conditions qui ont nécessité une renégociation de la dette ont varié, mais, dans la plupart des cas, on constate certaines similitudes fondamentales, par exemple, une détérioration de la balance des paiements, ou plusieurs années de politiques monétaires et budgétaires excessivement expansionnistes, aggravées par des chocs conjoncturels : variation en baisse par rapport à la tendance des exportations ou des envois de fonds des travailleurs émigrés, forte détérioration des termes de l'échange, ou catastrophes nationales. Certaines des mesures de redressement prises dans les pays concernés ont en fait ajouté à leurs difficultés. Ainsi, ils ont emprunté à des conditions plus dures. Les crédits d'origine privée ont été parfois un facteur de déséquilibre. Par exemple, les banques, qui avaient prêté tant que les cours des produits primaires étaient en hausse, ont réduit leurs concours dès que les recettes d'exportation ont diminué.

Un petit nombre de pays ont obtenu de *consortiums d'aide* l'allègement de leur dette; les sommes en jeu étaient très élevées et les objectifs différents. Ainsi, la dette publique du Pakistan, qui s'élevait à 990 millions de dollars, a été réaménagée au terme d'une série d'accords négociés entre 1972 et 1974, et en 1981, au cours des réunions du consortium d'aide pour ce pays. Entre 1968 et 1976, l'Inde a obtenu d'un consortium un allègement de 1,25 milliard de dollars (ces accords prévoyaient aussi des engagements d'aide et la non-interruption du service) visant essentiellement à améliorer la qualité de l'aide apportée à ce pays, à un moment où le service de la dette limitait son accès à des ressources en devises librement utilisables. De même, la Turquie a bénéficié en 1959, par l'intermédiaire de l'OECE, d'allègements massifs ainsi que d'une

aide économique à caractère général.

Au cours des 25 dernières années, 13 autres pays en développement ont bénéficié d'allègements de leur dette publique ou garantie par l'Etat (prêts des Etats et crédits commerciaux assurés), par l'intermédiaire du Club de Paris, où siègent des représentants des Etats créanciers occidentaux. A la différence des consortiums, le Club de Paris ne traite que de l'allègement de la dette, non des apports globaux d'aide extérieure.

Pendant les années 70, les prêts des *banques commerciales* se sont rapidement développés et celles-ci ont participé de plus en plus souvent aux opérations d'allègement. Ainsi, parallèlement aux accords du Club de Paris, le Pérou (1978), le Soudan (1980), la Turquie (1979) et le Zaïre (1980) ont bénéficié d'une restructuration de leurs emprunts auprès de banques commerciales. En outre, d'autres pays — l'Argentine (1976), la Jamaïque (1979), le Nicaragua (1980) et les Philippines (1970) — ont obtenu des refinancements importants de la part de banques commerciales, sans la participation du Club de Paris. Depuis 1973, les accords de restructuration de la dette conclus avec des banques commerciales ont porté sur 5,1 milliards de dollars, dont 3,1 milliards de dollars pour la Turquie.

Dans la plupart des cas, ces allègements portent sur une période de 12 à 18 mois, à la condition que le débiteur adopte un programme de stabilisation (habituellement, un programme approuvé par le FMI dans le cadre, par exemple, d'un accord de confirmation) pour redresser sa balance des paiements. Le remboursement des dettes réaménagées s'étale normalement sur une période de 7 à 10 ans, dont 3 à 4 ans de différé. L'intérêt à verser sur les créances réaménagées est généralement celui qui serait applicable à de nouveaux prêts de même nature. L'Inde (voir plus haut), l'Indonésie (dont l'encours total de la dette a été restructuré en 1970), le Ghana (1974) et le

Pakistan (1974 et 1981) sont les seuls pays à avoir obtenu des allègements assortis de conditions libérales (intérêt faible et longues échéances). En règle générale, aucun allègement n'a été accordé pour des dettes ayant déjà fait l'objet d'aménagements.

Les dispositions prises dans le cadre du Club de Paris prévoient une restructuration ordonnée des engagements extérieurs lorsque les pays débiteurs sont aux prises avec de graves problèmes de liquidité. Cependant, la durée des périodes de consolidation et les conditions de remboursement continuent d'opposer créanciers et débiteurs. La plupart des pays créanciers estiment que l'allègement a pour objet d'aider les pays débiteurs à assurer de nouveau le service de leurs dettes selon l'échéancier prévu et ainsi à rétablir leur solvabilité. C'est pourquoi ils sont en faveur de périodes de consolidation courtes, de sorte que l'allègement puisse être adapté en fonction de l'évolution de la capacité de remboursement du pays concerné. Pour leur part, les pays débiteurs font valoir que, lorsque les difficultés liées à la dette sont structurelles, de courtes périodes de consolidation les obligent à demander d'autres allègements; de même, de courtes périodes de remboursement entraînent une concentration dans le temps de leurs obligations au titre du service de leurs emprunts. Ils demandent avec insistance que l'on tienne compte de leurs problèmes d'ajustement et de leurs besoins de financement futurs et que l'évaluation de leur solvabilité porte sur une plus longue période.

La communauté internationale n'a pas encore trouvé la meilleure solution pour aider les pays fortement endettés et dont les perspectives d'exportation demeurent médiocres, mais l'accent est mis de plus en plus souvent sur la nécessité d'assortir l'allègement d'une enveloppe viable de financements extérieurs à l'appui d'un programme économique.

nant qu'au milieu des années 70 à cause de leurs excellents résultats à l'exportation; dans presque tous les cas, ce sont de gros exportateurs de produits manufacturés. D'autres risquent par contre de rencontrer des difficultés s'ils essaient d'accroître leurs em-

prunts aussi rapidement qu'autrefois; ceux-là sont presque tous fortement tributaires de leurs exportations de produits primaires. Considérés collectivement, les importateurs de pétrole à revenu intermédiaire détiennent près de 58 % de l'encours total de la dette

décaissée et non remboursée des pays en développement : leurs performances au cours des années 80 auront une incidence majeure sur la croissance globale des prêts accordés par des créanciers privés aux pays en développement.

• Exportateurs de pétrole.



Leurs perspectives d'emprunt semblent actuellement aussi prometteuses que lorsque le prix du pétrole a augmenté en 1973-74. Malgré les lourds emprunts qu'ils ont déjà contractés, ils n'auront probablement pas de difficulté à gérer leur dette, à condition d'investir les fonds empruntés de manière productive et de développer leurs exportations non pétrolières. Toutefois, ils doivent préparer leur économie à l'ajustement auquel ils seront confrontés une fois que leurs réserves de pétrole seront épuisées (voir le Chapitre 6).

La capacité d'emprunt de chaque pays dépendra essentiellement de ses résultats sur le plan de la croissance et des exportations, et de la structure de sa dette. Il est peu probable que les banques commerciales veuillent accroître leurs prêts aux pays dont les perspectives d'exportation sont médiocres. Par contre, des pays comme le Brésil, la Corée du Sud et le Mexique ont montré qu'il était possible d'assurer le service de lourds emprunts, à condition que la croissance de l'économie et des exportations soit rapide. Ainsi, la dette de la Corée du Sud est passée de 1,8 milliard de dollars en 1970 à 15 milliards de dollars en 1979, mais l'essor de ses exportations a été si rapide (dépassant la croissance du PNB) que le service de sa dette a été grandement facilité au cours de la décennie. La capacité d'emprunt du Mexique s'est également améliorée lorsque les recettes de ses exportations de pétrole ont commencé à augmenter.

Les banques commerciales seront circonspectes à l'égard des pays qui se sont excessivement engagés à leur égard ou dont l'endettement global comprend une part disproportionnée de crédits obtenus aux conditions du marché et pour une durée assez

limitée auprès de créanciers privés. Il faudra que ces pays adoptent des politiques d'emprunt prudentes et qu'ils bénéficient d'apports d'aide publique accrus et assortis d'échéances plus longues; il faudra aussi chercher à remédier par divers moyens (mesures appropriées, opérations de refinancement et d'aménagement de la dette) aux problèmes de liquidités des pays débiteurs pour réduire au minimum les perturbations.

LES BANQUES EN TANT QU'INTERMÉDIAIRES. Après une expansion rapide pendant les années 70, la croissance des prêts à moyen et à long terme accordés par les banques privées aux pays en développement s'est considérablement ralenti en 1980. Ce ralentissement s'est accompagné d'un durcissement des conditions de prêt : marges plus larges, commissions plus élevées et échéances plus courtes. Devant cette accalmie, on s'est inquiété de savoir si les banques commerciales continueraient de jouer le même rôle dans le recyclage qu'en 1973-79.

Toutefois, cet état de choses tient en partie à des évolutions à court terme. Les principaux emprunteurs avaient contracté de lourds emprunts en 1978, parce qu'ils voulaient tirer parti de l'étroitesse des marges et des liquidités élevées des banques pour rembourser par anticipation des emprunts antérieurs assortis de marges plus fortes. Le ralentissement des emprunts enregistré en 1980 peut également être imputé en partie au niveau élevé des taux d'intérêt à court terme pratiqués aux Etats-Unis et à leur incidence sur le taux clé des euro-devises (LIBOR). En outre, pour des raisons particulières, certains pays n'ont pas beaucoup emprunté aux banques. Il est probable que le ralentissement des prêts

n'a pas été aussi marqué qu'il peut le sembler à première vue. Ainsi, d'après les données de la Banque des règlements internationaux (BRI), il y aurait eu une forte augmentation des emprunts à court terme non publiés—c'est-à-dire qui n'apparaissent pas dans les statistiques des emprunts sur les marchés financiers portés à la connaissance du public.

En dehors de ces facteurs à court terme, y a-t-il lieu de penser que les prêts bancaires ne continueront pas d'augmenter? Un examen cas par cas indique une certaine diminution de la capacité d'emprunt de certains pays en développement et une légère augmentation de la concentration de la dette au cours de la décennie. Cependant, compte tenu de la rentabilité des prêts aux pays en développement, de la façon exemplaire (à quelques exceptions près) dont ils se sont acquittés de leurs obligations, et de leurs besoins persistants de financements extérieurs, il est peu probable que les intermédiaires financiers adopteront une attitude discriminatoire à l'égard de ces pays en tant que groupe. Toutefois, deux contraintes d'ordre institutionnel risquent de peser sur leur politique de prêt.

CAPITAL DISPONIBLE. L'assertion selon laquelle les ratios de structure financière des banques diminuent depuis 1973 n'est pas sans fondement, mais l'ampleur de ce phénomène et ses effets sur les prêts aux pays en développement sont moins évidents. Cependant, l'expansion des avoirs internationaux par rapport aux avoirs intérieurs, qui fait que la croissance du capital n'a pas suivi celle des avoirs internationaux, est un changement plus significatif. Les créances brutes des banques sur les importateurs de pétrole, qui représentaient 49,6 % du capital total des banques en 1975, ont

atteint 61,5 % en 1978, tandis que les créances sur les pays en développement, en pourcentage des avoirs totaux, passaient de 2,6 à 2,9 %. Pour les banques des Etats-Unis, le ratio des prêts aux pays en développement au capital est passé de 49,4 % (1975) à 57,7 % (1978), et le ratio des prêts aux avoirs totaux de 3,6 à 4,0 %. Toutefois, comme les dépôts des pays en développement dans les banques commerciales ont également augmenté, l'accroissement des risques nets assumés par les banques est beaucoup moins élevé.

Dans quelle mesure cet accroissement des risques ralentira-t-il les prêts bancaires aux pays en développement? Cela dépendra d'un certain nombre de facteurs, tels que la rentabilité de ces prêts, les limites que les banquiers souhaitent fixer à leur portefeuille et l'incidence de la croissance des avoirs extérieurs sur le coût de mobilisation de nouveaux capitaux. Les créances sur l'étranger ne semblent pas moins rentables que les prêts intérieurs; en fait, elles ont probablement été plus rentables au cours des années 70. Les banques ont enregistré moins de défauts de paiement sur leurs prêts extérieurs que sur leurs opérations intérieures. Toutefois, il est possible que les banquiers et leurs actionnaires ne soient pas d'accord sur l'opportunité de prêter à l'étranger et, dans ce cas, les banques pourraient avoir plus de mal à mobiliser de nouveaux capitaux.

**PLAFOND DE PRET PAR PAYS.** Par prudence, les banques se fixent un plafond pour chaque pays. Ces limites ne sont pas formellement définies, ni publiées, de sorte qu'il n'y a aucun moyen de savoir si elles sont près d'être atteintes. Toutefois, certaines banques ont sûrement déjà atteint, ou presque, leur plafond pour certains pays; ceux-ci ne pourront donc emprun-

ter davantage que si d'autres banques sont prêtes à accroître leurs concours.

Pour résumer ces diverses influences sur les banques commerciales, il est fort probable que les emprunteurs comme les prêteurs s'adapteront à l'évolution de la situation sans provoquer de crise générale de confiance. Certaines économies auront peut-être plus de mal à assurer le service de leur dette, alors que, pour d'autres, ce sera plus facile. Les divers pays traitent avec des banques différentes et le volume de leurs opérations varie également. Il est rare que les prêts arrivent à échéance aux mêmes dates. Par ailleurs, aucun pays en développement ne représente plus de 3 % du total des avoirs internationaux des banques et les risques liés à leurs créances sur les pays en développement ne sont pas synchronisés.

Les relations des banques privées étrangères avec les pays en développement se sont beaucoup diversifiées; elles sont devenues plus complexes au cours de ces dernières années et vont au-delà du simple rapport prêteur-emprunteur. Les dépôts des pays en développement, dont une grande proportion de leurs réserves en devises, se chiffraient à 90 milliards de dollars en 1979. Les banques privées servent également de correspondants; elles ont ouvert des succursales locales, financent le commerce, jouent un rôle consultatif auprès des autorités et s'occupent des opérations bancaires des sociétés qui opèrent dans les pays en développement. Ces relations avec leurs clients se développeront probablement à mesure que ceux-ci élargiront et diversifieront leurs opérations financières; l'attrait que présentent toutes ces possibilités jouera un rôle important dans l'expansion des activités des banques privées

dans les pays en développement.

C'est pour ces raisons, entre autres, que les banques qui estiment avoir pris trop de risques sur le plan international sont généralement relayées par d'autres, comme ce fut le cas dans une certaine mesure vers la fin des années 70. Les prêts internationaux des banques allemandes, suisses et néerlandaises se sont accélérés en 1976-77, et ceux des banques japonaises en 1978-79, lorsque les banques américaines ont ralenti leurs opérations à l'étranger.

Plus récemment, les banques de pays arabes membres de l'OPEP ont accru leur participation aux eurocrédits consortiaux accordés aux pays en développement importateurs de pétrole. L'analyse de leur rôle dans le montage de ces opérations fait apparaître une augmentation de leur contribution aux prêts internationaux, ainsi qu'une réorientation en faveur des pays en développement importateurs de pétrole. Alors qu'en 1977-78, environ 80 % de leurs prêts étaient allés à des pays arabes et à des exportateurs de pétrole et 10 % seulement aux pays en développement importateurs de pétrole, la part de ces derniers est passée à 20-30 % en 1980-81. En conséquence, les banques de pays arabes membres de l'OPEP représentent maintenant environ 4,4 % du total des prêts internationaux et 4,3 % des prêts accordés aux pays en développement importateurs de pétrole. L'existence de possibilités de prêts rentables finit toujours par attirer de nouveaux capitaux vers les prêts à l'étranger et peut même susciter la mise en place de nouvelles institutions.

Cette confiance dans la faculté d'adaptation des marchés financiers ne doit pas cependant faire oublier la nécessité, pour les emprunteurs comme pour les prêteurs, de suivre de près l'évolu-

tion des marchés, ni l'importance du soutien que peuvent apporter les institutions financières internationales. La part des pays en développement dans le total des avoirs des banques privées étant faible, de légères modifications des anticipations des banques peuvent aboutir à une réduction sensible du montant qu'un pays peut emprunter. Ce changement

d'attitude peut lui-même déterminer l'apparition du phénomène anticipé en provoquant des difficultés de service de la dette pour les emprunteurs. Pour réduire ces risques et ces incertitudes et pour améliorer l'accès des pays en développement à des flux stables de crédits assortis de conditions non libérales, il conviendrait d'encourager les exportateurs de

pétrole à effectuer des placements directs dans les pays en développement et les institutions financières internationales devraient jouer un rôle plus actif en tant qu'intermédiaire—soit directement, soit conjointement avec des banques privées.

TENDANCES ET INCERTITUDES.  
Au Chapitre 2, deux scénarios

**Tableau 5.3 Importateurs de pétrole : financement des déficits des transactions courantes, 1970-90**  
(milliards de dollars courants)

	1970	1980 <sup>a</sup>	Projections				Taux annuel de croissance (en prix courants)			Taux annuel de croissance (en prix constants)		
			1985		1990		1980-90			1980-90		
			Hypo- thèse haute	Hypo- thèse basse	Hypo- thèse haute	Hypo- thèse basse	Hypo- thèse haute	Hypo- thèse basse	1970-80	Hypo- thèse haute	Hypo- thèse basse	1970-80
<i>Balance des transactions courantes</i>												
Déficit de ressources	-8,8	-65,2	-71,6	-58,0	-116,5	-83,0	22,2	6,0	2,4	11,2	-1,0	-4,3
Envois de fonds des travailleurs	2,3	16,7	25,7	23,8	36,8	33,5	21,9	8,2	7,2	11,0	1,2	0,2
Paiements d'intérêts	-1,4	-22,5	-41,9	-39,8	-65,6	-55,5	32,0	11,3	9,4	20,0	4,0	2,3
Autres transactions courantes	-0,7	1,5	1,7	2,3	4,0	3,7						
Solde des transactions courantes	-8,6	-69,6	-86,1	-71,7	-141,3	-101,3	23,3	7,3	3,8	12,1	0,3	-3,0
<i>Financement</i>												
Flux nets de capitaux	9,1	55,3	96,2	76,1	161,6	112,2	19,8	11,3	7,3	9,0	4,0	0,3
APD :												
Dons	1,0	8,3	16,7	13,7	27,9	20,9	23,6	12,9	9,7	12,6	5,5	2,5
Prêts à des conditions libérales	2,1	8,0	16,2	13,5	26,4	20,6	14,3	12,7	9,9	4,1	5,3	2,6
Total	3,1	16,3	32,9	27,2	54,3	41,5	18,1	12,8	9,8	7,5	5,4	2,6
Emprunts à moyen et à long terme :												
Crédits publics à l'exportation	0,5	2,6	3,6	3,6	6,7	5,5	17,9	9,9	7,8	7,2	2,4	0,4
Prêts multilatéraux	0,5	3,2	6,3	5,5	9,0	8,1	20,4	10,9	9,7	9,4	3,5	2,3
Prêts privés	3,4	27,5	42,8	30,5	74,6	43,6	23,3	10,5	4,7	19,7	3,3	-2,1
Total	4,3	33,4	52,5	39,6	90,3	57,2	22,8	10,5	5,5	16,6	3,2	-1,4
Investissements directs privés	1,7	5,6	10,8	9,3	17,0	13,5	12,7	11,7	9,2	2,7	4,4	1,9
Variations des réserves <sup>b</sup> et emprunts à court terme	0,5	14,3	-10,1	-4,4	-20,3	-10,9						
<i>Pour mémoire :</i>												
Encours de la dette (milliards de dollars)	48,0	301,3	577,3	539,0	1 047,0	872,7	20,2	13,3	11,2	9,1	5,9	3,9
Déficit de ressources/PNB (pourcentage)	2,5	4,6	2,7	2,3	2,5	2,0						
Déficit des transactions courantes/PNB (pourcentage)	2,4	4,9	3,3	2,9	3,0	2,4						
Flux nets de capitaux/PNB (pourcentage)	2,6	3,9	3,6	3,1	3,4	2,7						
Service de la dette PNB (pourcentage)	1,2	3,9	3,8	3,8	3,8	3,7						
Paiements d'intérêts/PNB (pourcentage)	0,4	1,6	1,6	1,6	1,4	1,3						

a. Estimations. b. (- = augmentation).

d'ajustement et de croissance ont été analysés pour les pays en développement au cours de la prochaine décennie. Les Hypothèses haute et basse retenues pour les apports de capitaux sont compatibles avec les considérations exposées ci-dessus. D'après ces projections, la croissance des flux nets de capitaux destinés aux importateurs de pétrole se ralentira par rapport aux taux élevés enregistrés pendant les années 70, mais les apports nets continueront de représenter de 2,7 à 3,6 % de leur PNB (Tableau 5.3). Ce pourcentage est plus faible que ceux qui ont été enregistrés pendant certaines années de la dernière décennie, mais il est plus élevé qu'avant 1973.

Les projections de l'Hypothèse haute du Chapitre 2 ne sont pas ambitieuses par rapport à l'offre future de capitaux. Les excédents des exportateurs de pétrole et, dans quelques années, ceux des pays industriels pourraient avoir pour contrepartie une épargne accrue; les intermédiaires financiers pourraient canaliser un volume de financement plus important et les pays riches pourraient augmenter leur aide libérale sans imposer une lourde charge à leurs citoyens. Par conséquent, il est tout à fait possible que les flux de capitaux augmentent plus rapidement que ne le prévoit l'Hypothèse haute.

Ces projections sont également modestes par rapport aux besoins de capitaux des pays en développement et aux possibilités qu'ils ont de les utiliser productivement. En outre, elles sont liées à des prévisions de balance commerciale et de balance des transactions courantes qui ne supposent aucun changement brusque de l'environnement extérieur. Beaucoup de pays pourraient utiliser efficacement des ressources accrues s'ils pouvaient les obtenir à des conditions raisonnables. Cependant, si les circonstances sont moins favorables, ils auront davantage besoin d'aide extérieure (à des conditions libérales) pour soutenir un effort minimum de développement.

Il va sans dire que l'évolution future des flux de capitaux est entourée d'une grande incertitude. Les conditions "réelles" dont dépendront ces flux—à-dire l'excédent et le déficit global—seront influencées par les politiques commerciales, monétaires et budgétaires des pays développés, des pays en développement et des pays de l'OPEP. Ces politiques auront des répercussions plus directes encore sur les opérations des intermédiaires financiers. La situation et la politique financières des principaux pays industriels joueront un rôle important sur le plan de l'offre. En ce qui concerne la demande, la

continuation du recyclage dépendra des résultats des pays en développement. Il est encore plus difficile de prévoir les tendances futures des flux de capitaux publics puisque ceux-ci dépendent essentiellement de décisions politiques.

La plupart de ces incertitudes ne peuvent être éliminées. Cependant, les pouvoirs publics peuvent, par leur action, faciliter l'accès des pays en développement aux sources de financement privées. Il y aurait lieu de compléter les prêts des banques commerciales par un accroissement des crédits publics, de mettre au point de nouveaux moyens de recyclage pour les excédents des exportateurs de pétrole et de renforcer les mécanismes existants. Il faudrait également améliorer le cadre institutionnel des opérations de refinancement et d'aménagement de la dette de façon à faire face dans les meilleurs délais aux problèmes de liquidité (voir encadré : Allègement de la dette, page 69). C'est sur les pays à revenu intermédiaire que ces changements auront le plus d'influence mais, pour les pays à faible revenu, la solution—améliorer les apports de capitaux à des conditions libérales—est plus facile à décrire qu'à appliquer.

## 6 L'ajustement à l'échelon national

Les trois chapitres précédents ont analysé les réactions de l'économie mondiale devant les difficultés des années 70, et ont montré comment un certain nombre de facteurs ont contribué à l'ajustement mondial : la baisse légère des prix réels entre 1974 et 1978; la vive accélération des importations des pays exportateurs de pétrole; l'augmentation des mouvements de capitaux des pays excédentaires vers les pays déficitaires. Toutefois, ces facteurs n'ont pas été suffisants pour éviter le dernier des modes d'ajustement, à savoir le ralentissement de la croissance, particulièrement dans les pays industriels, ce qui sous-entend de lourdes conséquences pour le reste du monde.

Chaque pays a procédé à son ajustement de façon différente. Dans l'ensemble, les pays industriels ont accru leurs exportations vers les pays à excédent de capitaux et ont ralenti leur croissance. Les pays à revenu intermédiaire ont effectué de lourds emprunts sur les marchés des capitaux et certains ont remplacé les importations par des produits de substitution et ont élargi leur accès aux marchés des pays industriels. Quelques pays à faible revenu ont eu la chance d'avoir de bonnes récoltes et d'enregistrer une augmentation de l'aide et des envois de fonds des travailleurs émigrés. Toutefois, certains pays, notamment les pays africains, ont eu à

faire face à des problèmes intérieurs et n'ont pu ni accroître leurs exportations ni emprunter des sommes importantes; ils ont été contraints de réduire leurs importations et de subir une stagnation économique.

Le présent chapitre comporte une analyse détaillée des résultats

de divers groupes de pays et de certains pays; y sont examinés successivement les pays en développement importateurs de pétrole, les pays exportateurs de pétrole à déficit de capitaux et à excédent de capitaux; la Chine; et enfin les pays industriels à économie non planifiée.

---

### *Pays en développement importateurs de pétrole*

Un certain nombre de problèmes d'ajustement ont été communs à tous les pays importateurs de pétrole, mais l'intensité des chocs extérieurs et la façon d'y parer ont été très différentes d'un pays à l'autre. Les gouvernements ont dû s'efforcer d'ajuster la balance des paiements, et ils ont dû aussi définir leurs priorités en matière d'investissement et de production, de façon à minimiser le ralentissement de la croissance lié au redressement des comptes extérieurs. Certains d'entre eux y sont parvenus, d'autres ont échoué. Dans chaque cas toutefois, les résultats économiques ont été fonction de la structure de l'économie, des politiques adoptées, et enfin de la nature et de l'intensité du choc.

#### **Structures et politiques**

Les relations entre les structures de l'économie, les principes d'action adoptés et les chocs extérieurs ont été analysées pour 47 pays en développement importateurs de pétrole. Ces pays ont été répartis en quatre groupes représentatifs, selon leurs caractéristiques économiques fondamentales et les principes d'action pour lesquels ils ont opté. Cette subdivision va donc au-delà des distinctions établies dans les chapitres précédents sur la base du revenu et de la structure des échanges.

Les pays importateurs de pétrole à *revenu intermédiaire* sont répartis entre :

- Pays *semi-industriels*, et
- Pays de *production primaire*.

Tableau 6.1 Groupes des pays en développement

	<i>Pays à revenu intermédiaire</i>		<i>Pays à faible revenu</i>																															
Pays semi-industriels	Afrique du Sud Argentine* <i>Brsil*</i> Colombie* <i>Corée du Sud*</i> Egypte* Espagne Grèce Hong Kong	Israël* Mexique* <i>Philippines*</i> Portugal* Roumanie Singapour* Turquie* <i>Uruguay*</i> Yougoslavie*																																
Pays de production primaire	Albanie Bolivie* Cameroun* Chili* Corée, Rép. dém. populaire de Costa Rica* Côte d'Ivoire* Cuba El Salvador Ghana* Guatemala Honduras* <i>Jamaïque*</i> Jordanie Kenya* Liban Libéria*	Malaisie* Maroc* Mongolie Nicaragua Panama Papouasie-Nouvelle-Guinée* Paraguay Pérou* République dominicaine Sénégal <i>Thaïlande*</i> Tunisie* <i>Zambie*</i> Zimbabwe	Birmanie* Chine Kampuchea démocratique Madagascar* Mauritanie* Mozambique Sierra Leone* Sri Lanka* Togo Viet Nam, République socialiste du Zaïre*																															
Pays très peuplés de l'Asie du Sud			Bangladesh* <sup>a</sup> <i>Inde*</i> Pakistan*																															
Pays les moins avancés <sup>b</sup>			<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2"><i>Pays de l'Afrique subsaharienne à faible revenu</i></th> <th><i>Autres pays</i></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bénin</td> <td>Ouganda*</td> <td>Afghanistan</td> </tr> <tr> <td>Burundi</td> <td>République centrafricaine*</td> <td>Bhoutan</td> </tr> <tr> <td>Ethiopie*</td> <td>Rwanda</td> <td>Haïti</td> </tr> <tr> <td>Guinée</td> <td>Somalie*</td> <td>Népal</td> </tr> <tr> <td><i>Haute-Volta</i></td> <td>Soudan*</td> <td>République arabe du Yémen</td> </tr> <tr> <td>Lesotho</td> <td><i>Tanzanie*</i></td> <td>Rép. dém. pop. lao</td> </tr> <tr> <td>Malawi*</td> <td>Tchad</td> <td>Yémen, Rép. dém. pop.</td> </tr> <tr> <td>Mali*</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Niger</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		<i>Pays de l'Afrique subsaharienne à faible revenu</i>		<i>Autres pays</i>	Bénin	Ouganda*	Afghanistan	Burundi	République centrafricaine*	Bhoutan	Ethiopie*	Rwanda	Haïti	Guinée	Somalie*	Népal	<i>Haute-Volta</i>	Soudan*	République arabe du Yémen	Lesotho	<i>Tanzanie*</i>	Rép. dém. pop. lao	Malawi*	Tchad	Yémen, Rép. dém. pop.	Mali*			Niger		
<i>Pays de l'Afrique subsaharienne à faible revenu</i>		<i>Autres pays</i>																																
Bénin	Ouganda*	Afghanistan																																
Burundi	République centrafricaine*	Bhoutan																																
Ethiopie*	Rwanda	Haïti																																
Guinée	Somalie*	Népal																																
<i>Haute-Volta</i>	Soudan*	République arabe du Yémen																																
Lesotho	<i>Tanzanie*</i>	Rép. dém. pop. lao																																
Malawi*	Tchad	Yémen, Rép. dém. pop.																																
Mali*																																		
Niger																																		
Pays exportateurs de pétrole	Algérie** Angola Congo, Rép. pop. du Equateur** Iran	<i>Nigéria**</i> Rép. arabe syrienne Trinité-et-Tobago** Venezuela**	Indonésie**																															

Note: Le tableau comprend les pays ayant une population d'au moins 1 million d'habitants. Les pays dont le nom est en italique font l'objet d'une étude de cas.

\*Pays compris dans le calcul du total afférent au groupe analytique, Tableau 6.2.

\*\*Pays étudiés dans la section "Exportateurs de pétrole à déficit de capitaux".

a. Fait aussi partie des pays les moins avancés.

b. Fondé sur la classification des Nations Unies.

Les pays importateurs de pétrole à *faible revenu* sont repartis entre :

- *Grands pays en partie industrialisés* (les pays très peuplés d'Asie du Sud) et

- *Pays les moins avancés* (principalement des pays de

l'Afrique subsaharienne). Le Tableau 6.1 donne la liste des pays inclus dans chaque groupe.

Les caractéristiques structurelles d'une économie sont bien entendu le résultat de circonstances historiques aussi bien que des

principes d'action adoptés dans le passé. Parmi ces caractéristiques, figurent la mesure dans laquelle l'économie est tributaire, pour ses recettes d'exportation, d'un petit nombre de produits de base, la part du secteur manufacturier



dans le PIB, le niveau du développement des ressources humaines, et le rôle de l'Etat dans la vie économique. Certaines de ces caractéristiques sont susceptibles de limiter la gamme des mesures d'ajustement qu'un pays peut adopter.

La politique économique intérieure joue également un rôle décisif et des pays dont les caractéristiques structurelles sont largement similaires ont réagi de façon très différente à des chocs extérieurs comparables. Le présent chapitre examine séparément le cas de plusieurs pays afin de cerner le rôle des politiques d'action dans l'ajustement, compte tenu des contraintes structurelles générales caractérisant le groupe intéressé.

#### Chocs extérieurs et mesures d'ajustement

Le Tableau 6.2 indique les répercussions de la conjoncture mondiale des années 1974-78 sur la balance des paiements de divers groupes de pays. Les calculs sont expliqués en détail dans la Note technique mais les facteurs clés sont 1) les effets des prix internationaux (c'est-à-dire la mesure dans laquelle les dépenses d'importation et les recettes d'exportation d'un pays ont été affectées par les mouvements défavorables — par rapport aux niveaux de 1971-73 — de ses prix à l'importation et à l'exportation relativement aux cours mondiaux) et 2) les effets du volume des exportations (c'est-à-dire le tassement des exportations résultant de la récession mondiale). Les deux catégories d'effets sont exprimées en pourcentage du PNB et, prises ensemble, permettent de mesurer l'incidence des chocs extérieurs sur la balance des paiements.

Le Tableau 6.2 souligne quatre aspects des chocs extérieurs.

**Tableau 6.2 Effets des chocs extérieurs sur la balance des paiements et modes d'ajustement par groupes de pays en développement importateurs de pétrole, moyennes pour 1974-78 (pourcentage du PNB)**

	Pays semi-industriels	Pays de production primaire <sup>1</sup>	Pays fortement peuplés d'Asie du Sud	Pays les moins avancés
<i>Chocs extérieurs</i>				
Effets des prix internationaux	0,90	1,65	1,26	0,14
dont				
Effets des prix à l'exportation	-0,83	-3,21	-0,19	-2,07
Effets des prix à l'importation	1,73	4,86	1,45	2,21
Effets du volume des exportations	0,91	1,99	0,69	1,39
Total	1,81	3,64	1,95	1,53
<i>Modes d'ajustement</i>				
Ajustement structurel	0,78	0,61	-0,31	-2,03
dont				
Pénétration des marchés d'exportation	0,09	0,30	-0,51	-3,49
Remplacement des importations	0,69	0,31	0,20	1,46
Financement extérieur réel additionnel <sup>2,3</sup>	0,45	2,54	2,35	3,03
Ralentissement de la croissance	0,58	0,49	-0,09	0,53
Total	1,81	3,64	1,95	1,53

1. Les chiffres indiqués pour ce groupe représentent les moyennes pour 1974-77.

2. Financement extérieur nominal ajusté en fonction de l'indice des prix internationaux.

3. Comprend les variations des flux de capitaux des réserves, des services et des transferts.

- Tous les groupes de pays ont eu à souffrir de l'évolution des prix internationaux parce que les effets défavorables des prix à l'importation (mesure dans laquelle l'augmentation des prix à l'importation d'un groupe de pays a été supérieure à la hausse générale des cours mondiaux) ont plus qu'annulé les effets favorables des prix à l'exportation (mesure dans laquelle l'augmentation des prix à l'exportation d'un groupe de pays a été supérieure à celle des cours mondiaux).

- Les effets du volume des exportations, à la suite de la récession enregistrée en 1974-75 dans les pays de l'OCDE ont été à peu près équivalents aux effets des prix internationaux pour les pays semi-industriels et un peu plus accentués pour les pays de production primaire.

Toutefois, l'ampleur de ces effets a été très différente pour les pays à faible revenu.

- Pour les pays très peuplés d'Asie du Sud, les effets du volume des exportations ont représenté approximativement 55 % des effets des prix internationaux, du fait que les exportations de produits manufacturés de l'Inde et du Pakistan, qui constituent une part importante de leurs exportations de marchandises, sont allées pour la plupart à d'autres pays en développement, plutôt qu'aux pays industriels qui étaient aux prises avec une récession.

- Dans les pays les moins avancés, les effets du volume des exportations ont été dix fois plus importants que ceux des prix internationaux. Ces pays exportent essentiellement des produits primaires, pour lesquels la

demande a augmenté lentement du fait de la récession des pays de l'OCDE.

Les trois moyens essentiels auxquels les pays ont pu recourir pour répondre à ces chocs externes sont les suivants :

- procéder à un ajustement structurel, c'est-à-dire réorienter les ressources vers la production de biens exportables ou destinés à remplacer des importations (notamment énergétiques). Cette réaffectation, lorsqu'elle s'accompagne d'une amélioration de l'épargne intérieure, a pour effet de réduire le déficit commercial et constitue par conséquent une forme permanente d'ajustement.

Ce processus peut être facilité par :

- l'apport de financements extérieurs, qui peut avoir pour effet d'accélérer les importations et d'accroître l'investissement et donne aux pays le temps d'effectuer, grâce aux capitaux empruntés, des investissements qui contribueront ultérieurement à l'ajustement des structures. Cependant, tôt ou tard, il est indispensable de ramener le déficit commercial à des niveaux qu'il soit possible de financer à long terme. Certains pays n'ont pas eu d'autre option que d'accepter :

- un ralentissement de la croissance, qui a pour effet de réduire le déficit des transactions courantes en limitant les importations.

Pour un grand nombre de raisons, l'ajustement accompagné de taux d'épargne intérieure et d'investissement élevés, n'impliquant qu'une interruption temporaire de la croissance, est préférable à un ajustement qui s'appuierait essentiellement sur un ralentissement prolongé de la croissance. Premièrement, les programmes destinés à accroître la production d'énergie et de biens échangeables avec l'extérieur exigent une forte intensification de l'investissement; comme

indiqué au Chapitre 4, les programmes de développement énergétique nécessiteront à eux seuls d'énormes dépenses d'investissement. Deuxièmement, si l'investissement est élevé, l'économie est à même de "renouveler" rapidement son stock de capital pour s'adapter à l'évolution de la conjoncture et, en particulier, au renchérissement de l'énergie. Troisièmement, si l'épargne intérieure augmente, l'économie est à même de financer les nouveaux investissements nécessaires, de contenir la demande intérieure de produits exportables et de produits locaux remplaçant des importations, et de comprimer le déficit commercial. Quatrièmement, il est plus facile de consentir les sacrifices exigés par l'épargne et l'investissement dans une économie en expansion; dans ce cas, en effet, il n'est pas forcément nécessaire de réduire la consommation pour qu'augmente l'épargne intérieure. Enfin, il y a tout lieu de penser que la croissance économique contribue généralement à la réduction de la pauvreté (on trouvera un exposé plus nuancé

de cette question dans le *Rapport sur le développement dans le monde de 1980*). Dans une économie d'expansion, il est possible de répartir plus équitablement le fardeau de l'ajustement, comme on le verra dans le prochain chapitre.

S'il est préférable de procéder à l'ajustement aux chocs extérieurs par le truchement de la croissance, il convient toutefois de reconnaître que les pays en développement, au cours des années 70, ont eu également à contenir de fortes pressions inflationnistes. Selon une étude portant sur 25 pays en développement et ne comprenant ni l'Argentine ni le Chili (tous deux aux prises avec une hyperinflation), la plupart des pays, au milieu des années 70, ont enregistré des taux d'inflation égaux, voire supérieurs, aux taux les plus élevés du passé (Tableau 6.3). Certes, la politique intérieure a joué un rôle important dans ce processus, mais l'augmentation des prix à l'importation a contribué de façon notable à synchroniser l'inflation mondiale. Il convient d'ajouter à cela que le renchérissement du pétrole et des importations de biens

**Tableau 6.3** Variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation, dans certains pays en développement, niveau maximum pour 1956-70 et moyennes annuelles pour le milieu des années 1970

Pays	Maximum 1956-70	Moyenne annuelle <sup>a</sup> 1973-74	Moyenne annuelle <sup>a</sup> 1975-76
Bolivie	11,2	47,8	6,3
Brésil	87,0	20,2	35,3
Corée du Sud	27,9	13,4	28,4
Egypte	14,9	7,6	10,0
El Salvador	5,7	11,6	15,1
Ghana	25,4	17,2	46,9
Inde	13,8	22,4	-1,0
Maroc	6,1	10,9	8,2
Nigéria	13,9	9,2	27,6
Pakistan	11,3	24,9	14,0
Philippines	14,4	22,7	7,1
Soudan	12,6	22,0	12,8
Sri Lanka	7,4	10,9	4,0
Thaïlande	6,2	17,5	4,1
Venezuela	5,0	6,2	8,9

a. Moyenne des hausses des prix au cours des années mentionnées.  
Source: Bhalla.

intermédiaires manufacturés, en majorant les coûts de production, a entraîné un tassement de l'offre de biens et de services. La combinaison des hausses de prix et de la croissance médiocre de la production a eu pour effet de créer un environnement de stagflation. Dans ces conditions, il ne pouvait qu'être particulièrement difficile d'opérer l'ajustement sans sacrifier la croissance.

### Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire

#### *Pays semi-industriels*

Le groupe des pays semi-industriels rassemble les plus riches des pays en développement importateurs de pétrole, leur PNB par habitant allant de moins de 500 dollars par an (Égypte) à plus de 4 000 dollars par an (Israël et Espagne). La place importante qu'occupent les produits manufacturés dans leur production et leurs exportations a rendu leur économie extrêmement souple et solvable au cours des années 70, ce qui leur a permis d'emprunter sur les marchés des capitaux privés.

Au début de la période 1974-78, ces pays ont eu recours à des capitaux extérieurs et entre 1972 et 1978 la part des créances de prêteurs commerciaux dans leur dette publique et garantie par l'État a augmenté de 27 %. Leur ratio dette décaissée/PNB est passé de moins de 10 % à 16 % au cours de la même période, et le coefficient du service de la dette de 9 % à 15 %. Toutefois, ces pays, considérés collectivement, ont accéléré leurs efforts pour accroître leur pénétration des marchés d'exportation (principalement pour les produits manufacturés) et pour remplacer les importations, de sorte qu'en définitive plus de 40 % de l'ajustement global de leur économie aux chocs extérieurs peut être attribué à un ajustement structurel. Pen-

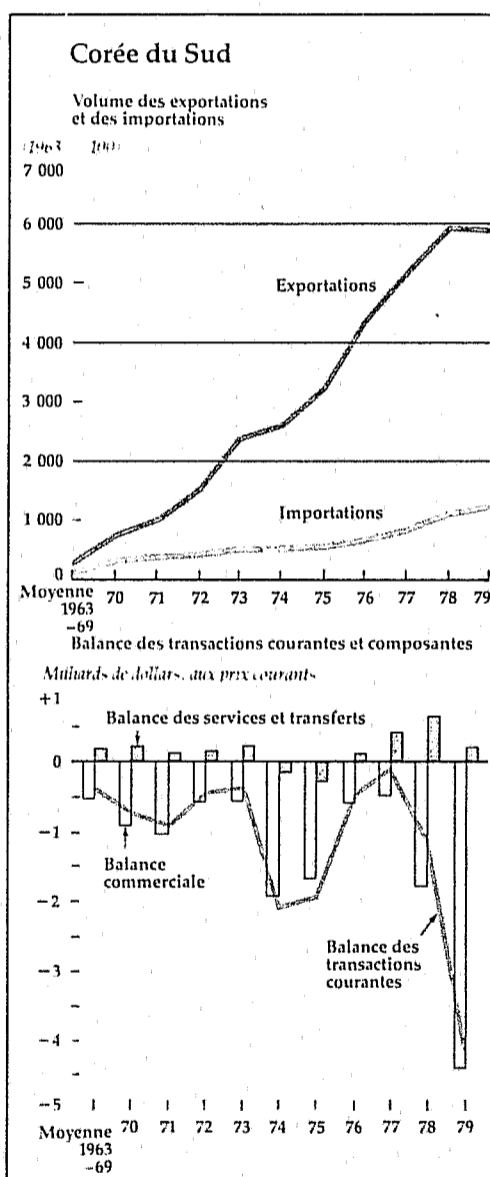
## Corée du Sud

Au milieu des années 50, la Corée du Sud possédait un secteur "moderne" limité. La contribution du secteur manufacturier au PIB était de 6 %, du fait que la plupart de la capacité industrielle et une grande partie de l'infrastructure se trouvaient en Corée du Nord. Les exportations de biens manufacturés étaient pratiquement inexistantes. Jusqu'en 1962, la politique économique du pays mettait l'accent sur l'industrialisation axée sur le remplacement des importations, puis, assez tôt dans le processus d'industrialisation, elle a changé d'orientation pour privilégier les exportations. Pendant les dix années qui

ont suivi, le PIB a augmenté de plus de 9 % par an. La part des investissements dans le PIB, en grande partie financée par l'épargne intérieure, a presque doublé. Les capitaux ont été utilisés de façon très efficace : le coefficient marginal de capital (l'investissement supplémentaire nécessaire pour produire une unité supplémentaire) a été en moyenne de 2,5 au cours de la période 1964-73, c'est-à-dire l'un des plus faibles du tiers monde. L'expansion rapide de la productivité, grâce à une main-d'oeuvre qualifiée et éduquée, a permis de concilier de fortes augmentations de salaires et un taux d'inflation modéré. En 1973, le PIB a progressé au rythme remarquable de 15 % et le taux d'inflation a été de 3 % seulement.

Toutefois, cette industrialisation rapide a rendu la Corée du Sud fortement tributaire des importations de pétrole. Lorsqu'en 1973-74 le prix du pétrole a augmenté, la détérioration des termes de l'échange a entraîné une perte de ressources équivalente à 4,5 % du PNB et a porté le déficit des transactions courantes à 11 % du PNB, soit cinq fois plus qu'avant. Dans une première étape, le Gouvernement, pour faire face à cette situation, a accéléré les emprunts extérieurs (lesquels ont représenté 11,3 % du PNB en 1974 et 9,5 % en 1975). Par la suite, il s'est efforcé de réduire le déficit en agissant sur le commerce extérieur — expansion des exportations et remplacement d'importations — plutôt que par un ralentissement de la croissance.

Entre 1974 et 1978 (voir figure), la progression de ses exportations, composées de produits manufacturés très divers, a été spectaculaire. Cette expansion a été rendue possible par un certain nombre de mesures : la monnaie a été dévaluée de 22 % en 1974; les entreprises exportatrices ont continué à pouvoir automatiquement se procurer les matières premières importées aux prix mondiaux et à bénéficier de bonifications d'intérêt, lorsqu'elles empruntaient pour financer leurs fonds de roulement, à un moment où, par ailleurs, des restrictions de crédit étaient



dant la période 1974-78, 25 % de l'ajustement a été imputable à une augmentation du financement extérieur. Près d'un tiers de l'ajustement de la balance des paiements à la nouvelle conjoncture

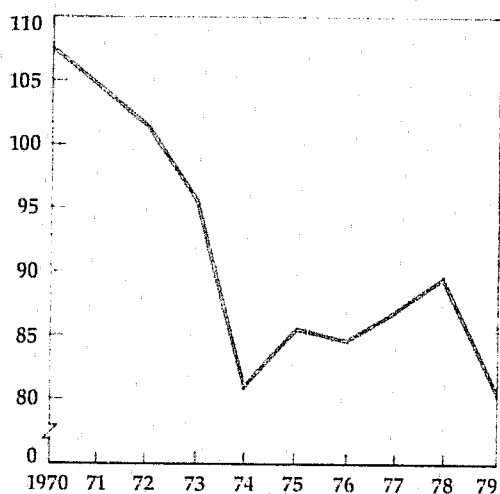
mondiale a été dû à un ralentissement de la croissance.

La structure générale de l'ajustement recouvre des différences considérables d'un pays à l'autre. On peut analyser le comporte-

## Corée du Sud

Termes de l'échange, 1970-79

(1971-73 = 100)



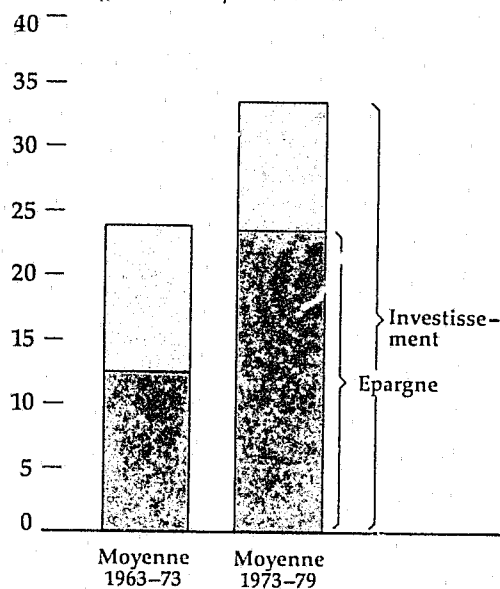
appliquées aux entreprises produisant des biens destinés à remplacer des importations ou non exportables. D'autre part, les entreprises coréennes ont remporté des marchés au Moyen-Orient où le secteur de la construction était en pleine expansion : en 1978, la valeur de ces marchés était de 15 milliards de dollars et les envois de fonds des travailleurs émigrés ont contribué à accroître les recettes en devises.

Toutefois, plus que les mesures à court terme, c'est une politique délibérée de promotion des exportations qui a permis ces résultats. Deux institutions créées pendant les années 60 — le système d'objectifs d'exportation et la Conférence sur la promotion des exportations (présidée personnellement par le Chef de l'Etat) — ont été utilisées pour encourager les exportations. Elles ont aidé à coordonner les réactions des pouvoirs publics et du secteur privé chaque fois que se posait un problème ou que s'ouvrait un débouché. Les activités et les systèmes d'information de l'organisme officiel de commercialisation des exportations (KOTRA) et des associations professionnelles regroupant les entreprises exportatrices ont également joué un rôle important.

En valeur, les exportations ont presque doublé entre 1974 et 1976 et, en 1977, l'écart entre exportations et importations avait presque disparu. La balance commerciale s'est très nettement améliorée entre 1974 et 1977 (voir figure). Ce résultat peut être attribué à peu près pour moitié à la production sur place de biens autrefois importés (machines et biens de consommation durables surtout) et à une augmentation de la part relative des exportations sud-coréennes sur le marché mondial.

## Corée du Sud : Taux d'épargne et d'investissement, 1963-73 et 1973-79

Pourcentage du PIB, en prix constants



Pendant la période quinquennale 1974-79, le PNB a augmenté en moyenne de 10,1 % par an. La consommation, qui représentait 82 % du PIB en 1971-73, est tombée à 78 % en 1974-76. Les taux d'épargne et d'investissement ont augmenté proportionnellement (voir figure). L'inflation, alimentée par la hausse du prix du pétrole, a atteint 24 % en 1974, pour retomber à 15 % en 1976. Les salaires

réels, qui avaient diminué de 6 % en 1974, ont été maintenus au même niveau par rapport aux salaires étrangers pendant les deux années qui ont suivi la dévaluation de 22 % du won en décembre 1974, ce qui a permis au pays de rester compétitif bien que le taux de change réel (c'est-à-dire le taux de change nominal ajusté en fonction du rapport existant entre les prix sud-coréens et les prix des Etats-Unis) ait commencé à augmenter. Entre 1972 et 1978, les coûts internes ont augmenté de 20 % par rapport aux coûts mondiaux.

La deuxième hausse du prix du pétrole, en 1979-80, est intervenue à un moment où le pays, réagissant à la surchauffe de l'économie, optait pour une politique d'austérité. Le transfert de ressources qui en a résulté, a représenté 6,6 % du PIB et s'est traduit, en 1979 et 1980, par un déficit des transactions courantes de l'ordre de 7 % du PIB. L'assassinat du Président, en octobre 1979, a aggravé les tensions politiques et provoqué des troubles et un changement de gouvernement. Il s'est révélé difficile de freiner une expansion qui n'avait cessé de s'accélérer au cours des dernières années. Une forte demande d'investissement a entraîné des tensions sur le marché du travail et provoqué une hausse des salaires et, devenues moins compétitives, les exportations coréennes ont baissé en termes réels par rapport à 1979. La hausse des prix du pétrole, très vite répercutée sur l'économie nationale, a entraîné une augmentation des coûts de production et aggravé la situation. La dévaluation de 20 % du won en janvier 1980 a encore augmenté le coût des produits importés. Tous ces facteurs, joints à une récolte désastreuse, ont concouru à porter le taux d'inflation de 18 % en 1979 à 28 % en 1980, année pendant laquelle le PNB réel a diminué de 5,7 %.

En 1980, le Gouvernement a pris une série de mesures visant à améliorer la balance extérieure grâce à des ajustements structurels. Des dispositions ont notamment été prises pour faciliter l'octroi de crédits aux exportateurs, pour suivre une politique de change ayant des effets stimulants, et pour modérer la hausse des salaires.

ment de ces pays en se référant, d'une part, à leur stratégie de développement avant 1974 et, d'autre part, aux réformes introduites à la suite des chocs extérieurs.

• Ouverture vers l'extérieur. La

Corée du Sud fournit l'exemple d'un pays qui a obtenu des résultats spectaculaires en axant sa croissance sur le développement des exportations et qui n'a pas modifié sa stratégie pendant la

période 1974-78. Son expérience des marchés étrangers et la dévaluation de sa monnaie en 1974 lui ont permis d'accroître encore sa part des marchés d'exportation et d'obtenir d'importants résultats en

matière de remplacement des importations. L'épargne intérieure ainsi que l'investissement ont nettement progressé, l'efficacité des investissements s'est améliorée et les efforts d'ajustement n'ont pas nui à la poursuite de la croissance (voir encadré sur la Corée du Sud).

Parmi les pays qui, au début, avaient adopté une stratégie de repli sur le marché intérieur, l'Uruguay et, dans une moindre mesure, les Philippines ont répondu aux chocs extérieurs des années 70 par une libéralisation des échanges et par des réformes structurelles. Ces pays ont disposé de financements extérieurs substantiels qui leur ont permis d'acheter les importations nécessaires à leurs industries d'exportation et ont facilité la soudure entre l'augmentation des prix à l'importation et l'expansion du volume de leurs exportations. L'épargne et l'investissement y ont également progressé et la croissance s'est progressivement améliorée.

• Stratégie de repli sur le marché intérieur. La *Turquie* et, jusqu'en 1976, l'*Argentine* ont maintenu, face aux chocs extérieurs, leurs politiques de repli. L'ampleur de ces chocs a été égale à 1 % du PNB dans le cas de l'Argentine qui se heurtait aussi à des problèmes intérieurs et à une inflation galopante. Son ajustement s'est effectué surtout par le remplacement d'importations pendant toute la période et grâce à une plus grande pénétration des marchés d'exportation des produits primaires en 1977 et 1978. L'adoption de mesures restrictives en matière de gestion de la demande, après 1976, a entraîné un net ralentissement de la croissance économique. En Turquie, le financement extérieur a dépassé de plus de 25 % le choc extérieur et a été utilisé pour accélérer le taux de croissance de 1974 à 1978. La

part des marchés d'exportation revenant à la Turquie a diminué et le pays est devenu plus fortement tributaire des importations et par conséquent plus vulnérable aux chocs extérieurs de 1979. En 1980 et 1981, pour relancer la croissance et juguler l'inflation, ce pays a procédé à une réorientation profonde et globale de sa politique économique, en mettant l'accent sur l'expansion des exportations et le libre jeu du marché. Le Gouvernement a adopté une politique souple en matière de taux de change, a débloqué les taux d'intérêt et les prix pratiqués par les entreprises d'Etat et a entrepris une vaste réforme fiscale.

Des pays comme le *Brésil*, *Israël* et la *Yougoslavie*, qui avaient déjà réduit les obstacles à l'exportation après de nombreuses années d'une industrialisation axée sur le marché intérieur, ont ensuite laissé s'affaiblir les incitations à l'exportation. En 1974 et 1975, le Brésil a effectué de lourds emprunts sans pour cela abandonner ses efforts de croissance. Toutefois, ses politiques intérieures n'ont pas encouragé l'épargne ni l'efficacité dans l'utilisation des fonds disponibles pour l'investissement, et l'augmentation du fardeau de la dette nominale, aggravée par de mauvaises récoltes, a finalement abouti à une réduction de la croissance (voir encadré sur le Brésil). Israël et la Yougoslavie, pour leur part, ont réduit leurs dépenses d'importation. Leur épargne intérieure ne s'est pas améliorée de façon notable et l'ajustement structurel a été limité. Ces deux pays, qui ont compté sur un ralentissement de la croissance pour réduire le déficit de leur balance des paiements, ont toutefois enregistré une légère reprise vers la fin de la période.

Comme l'indique le Tableau 6.2, de tous les groupes de pays, ce sont les pays semi-industriels qui

## Brésil

De 1967 à 1973, l'industrie brésilienne a connu une expansion sans précédent : 13 % par an en moyenne, tandis que le PNB par habitant progressait de plus de 7 % par an. Les avantages de la croissance ont été répartis de façon inégale mais il semble que, par un effet d'infiltration, les revenus à tous les niveaux aient enregistré une amélioration en chiffres absolus. Les investissements ont été en grande partie financés par les ressources intérieures. La part exportée de la production de biens manufacturés a augmenté, sous l'effet de mesures d'encouragement à l'exportation.

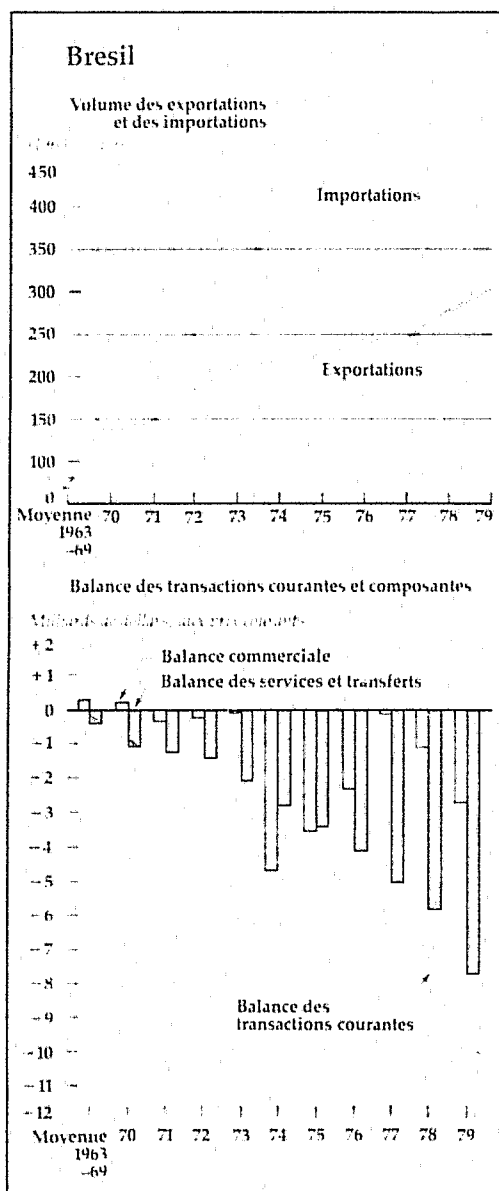
Le déficit annuel des transactions courantes a été en moyenne de 2 % seulement du PIB de 1967 à 1973, mais a atteint 7 % en 1974 et 5,6 % en 1975. Le renchérissement du pétrole en 1973-74 a coïncidé avec la période de pointe de l'expansion économique du pays. Le volume des importations, sous le double effet d'une utilisation élevée de la capacité de production et d'une accumulation de stocks comme protection contre l'inflation croissante, a augmenté d'environ 30 % en 1974 (voir figure). L'économie était fortement tributaire des importations de pétrole (malgré de vigoureux efforts de prospection, le pays continue d'importer plus de 80 % du pétrole dont il a besoin).

D'autre part, en 1974-75, les termes de l'échange ont subi une détérioration de 20 %. Ainsi la hausse des prix a représenté environ 50 % de l'alourdissement, par rapport à 1972-73, de la facture globale d'importation (dont environ 25 % imputables au renchérissement des importations de biens manufacturés); le reste était dû à une augmentation du volume des importations. En 1974-75, le ralentissement de la croissance des marchés d'exportation a eu des effets moins sérieux que le fléchissement des termes de l'échange; toutefois, ces derniers se sont par la suite améliorés avec la hausse du cours du café.

Le durcissement de la conjoncture économique mondiale n'a pas fait abandonner totalement au Brésil sa politique de croissance. Le sentiment "d'appel du destin" y était trop ancré et le nouveau gouvernement, arrivé au pouvoir en 1974, se devait de continuer dans la foulée de son

ont le plus misé sur l'ajustement structurel. Il leur a été possible d'adopter cette solution en raison de la souplesse de la structure de





prédécesseur et peut-être même d'essayer d'aller plus loin. La croissance semblait être d'autre part un élément nécessaire au processus de décompression politique. Cette situation a entraîné l'adoption d'une politique intérieure d'expansion et un accroissement sensible des emprunts extérieurs, un ajournement des ajustements et, finalement, un ralentissement de la croissance.

• La demande a été maintenue grâce à des déficits du secteur public et à des subventions fournies dans le cadre du système de crédit. Les taux d'intérêt appliqués aux programmes de crédit dépendant de la Banque centrale et de la Banque du Brésil sont restés presque constants alors que le taux d'inflation passait de 13 % en 1973 à 44 % en 1977. Ces

taux d'intérêt ont été relevés ultérieurement, mais n'ont pas suivi l'inflation galopante dont le taux a atteint 100 % par an à partir de 1979. Ces taux d'intérêt réels négatifs ont détourné l'épargne des investissements productifs. L'épargne, qui avait augmenté rapidement depuis le milieu des années 60, a commencé à diminuer pendant la deuxième moitié des années 70.

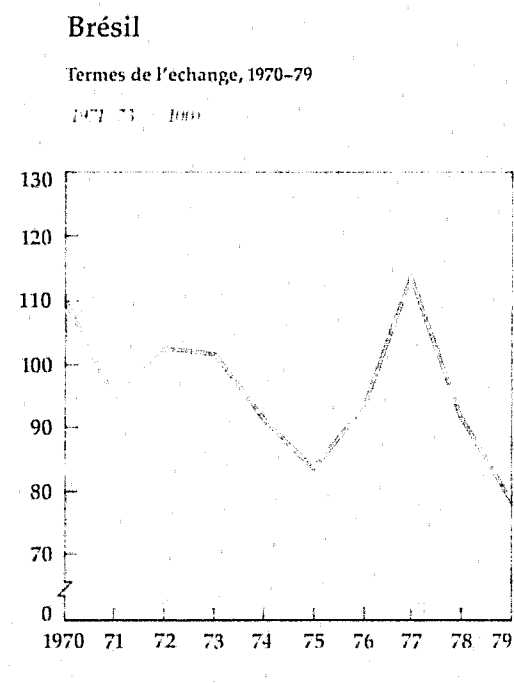
• L'encours de la dette a presque quadruplé de 1973 à 1978, atteignant l'équivalent de 25 % du PIB (y compris la dette privée à moyen et long termes) a atteint 56,4 %. L'augmentation des emprunts extérieurs a élargi l'écart entre l'épargne intérieure et l'investissement. Dans le cas de ceux-ci, la priorité a été donnée à l'infrastructure lourde et à des industries capitalistiques de remplacement des importations.

• De 1974 à 1978, le PNB a augmenté en moyenne de 7 % par an, contre 8 % par an de 1966 à 1973 et 11,5 % par an de 1967 à 1973.

De 1974 à 1978, le taux de change réel de la monnaie brésilienne (c'est-à-dire le taux de change nominal ajusté en fonction du rapport entre les prix brésiliens et les prix des États-Unis) a peu varié si on le compare au taux de change réel de 1973, du fait que l'appréciation réelle enregistrée en 1975 a été suivie par une dépréciation. En pourcentage de la demande, les importations sont tombées au-dessous de leur niveau de 1973 (voir figure) à la suite d'une majoration des droits de douane, et sous l'effet de mesures imposant notamment le versement d'un dépôt préalable et de restrictions à l'importation. La situation défavorable dans laquelle se trouvaient les exportations a été en partie contrebalancée par des avantages fiscaux et par des crédits subventionnés. Grâce à ces mesures, jointes à une amélioration, en 1977, des termes de l'échange, la balance commerciale a été pratiquement équilibrée cette même année. En 1978, à la suite notamment d'une récolte désastreuse, on a enregistré un déficit relativement léger.

Le Brésil opère rapidement les ajustements qu'appelle le renchérissement de l'énergie. Il a réalisé de gros investisse-

ments visant à réduire sa dépendance à l'égard des importations de pétrole, grâce, notamment, à la conversion de sucre de canne en alcool. Le potentiel hydro-électrique du pays est estimé à plus de 200 millions de kilowatts (environ dix fois la puissance installée actuelle). Les gisements de charbon et de schistes bitumineux laissent également envisager d'autres possibilités de diversification en matière d'énergie.



La hausse des prix pétroliers en 1979-80 a été lourde de conséquences. En 1980, la facture pétrolière atteignait 44 % du total des importations de marchandises. D'autre part, les taux d'intérêt appliqués à la dette extérieure du pays ont augmenté considérablement et le déficit des transactions courantes a atteint 5 % du PIB. Une série de mesures budgétaires et monétaires et de nouvelles politiques des prix ont alors été adoptées pour freiner la demande; et les exportations ont été stimulées par la forte dévaluation appliquée en 1979 (le taux de change passant de 21 à 43 cruzeiros pour un dollar). Mais, malgré les efforts d'ajustement, le fardeau de la dette s'est alourdi et le pays est devenu plus vulnérable aux chocs monétaires internationaux et au ralentissement de la demande pour les produits qu'il exporte.

leur production et de leurs échanges, comme en témoigne la part élevée des produits manufacturés dans leur PIB et leurs exporta-

tions, ainsi que de l'importance de leurs ressources matérielles et humaines. Le remplacement d'importations a été le principal

mode d'ajustement structurel, et, pour l'ensemble du groupe, la pénétration des marchés d'exportation, laquelle a toutefois été



positive, n'a joué qu'un rôle secondaire. Pendant la période 1974-78, les pays semi-industriels, bien qu'ils aient assez facilement accès aux marchés de capitaux privés, n'ont pas aussi largement recouru au financement extérieur que d'autres groupes de pays en développement importateurs de pétrole. Ce ralentissement de la croissance a représenté 32 % de leur ajustement global, taux qui n'a été dépassé que par les pays les moins avancés (35 %). Ce résultat tient au fléchissement notable de la croissance au cours de la période 1974-79 en Israël, au Portugal, à Singapour et, dans une moindre mesure, en Yougoslavie, par rapport aux taux enregistrés de 1963 à 1973.

Les pays qui ont le mieux réussi à s'adapter tout en poursuivant leur croissance sont, semble-t-il, ceux qui :

- ont maintenu ou adopté une politique non discriminatoire à l'égard de la production destinée à l'exportation par rapport à la production destinée au marché intérieur;

- ont accéléré l'épargne privée et publique; et

- ont intensifié l'investissement sans perte d'efficacité.

#### *Pays de production primaire*

Ce groupe se compose d'un grand nombre de pays pour la plupart à revenu intermédiaire, dont l'économie est centrée sur le secteur agricole ou minier. Cela veut dire que leur bien-être économique et leurs recettes d'exportation dépendent d'un petit nombre de produits primaires, par exemple thé, café, cacao, phosphate, étain ou caoutchouc. Dans les pays dont l'économie est essentiellement agricole, la part des trois produits primaires les plus importants, pour leur recettes d'exportation, va d'environ 70 % (Côte d'Ivoire, Ghana et Sri Lanka) à près de 50 %

en Malaisie et au Sénégal et un peu moins de 40 % en Thaïlande. Dans l'ensemble, les économies fondées sur l'exploitation minière sont encore moins diversifiées. La part de minéraux dans leurs exportations dépasse en effet 80 % en Mauritanie, au Zaïre et en Zambie; elle atteint près de 70 % en Bolivie et au Chili et environ 60 % au Pérou. La spécialisation dans les productions arbustives ou minières, compte tenu des infrastructures qu'elle suppose, rend la structure de production très rigide et extrêmement vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux et aux variations en baisse des volumes d'exportations.

Les pays de production primaire ont été les plus touchés par les chocs extérieurs. Pour l'ensemble de ce groupe, les effets du volume des exportations ont dépassé de 20 % ceux des prix internationaux entre 1974 et 1977. Les pays à dominante agricole n'ont pas été très affectés par les effets des prix internationaux du fait que les mouvements défavorables des prix à l'importation ont été pratiquement contrebalancés par la montée des cours du cacao, du café et du thé en 1976-77. Toutefois, leur économie a été très marquée par la lenteur de l'expansion des marchés de produits agricoles, c'est pourquoi le choc extérieur, dans son ensemble, a porté préjudice aux pays de production primaire à dominante agricole. Par contre, dans les pays dont l'économie est fondée sur le secteur minier, les effets des prix internationaux ont été particulièrement sévères et environ deux fois plus élevés que les effets du volume des exportations.

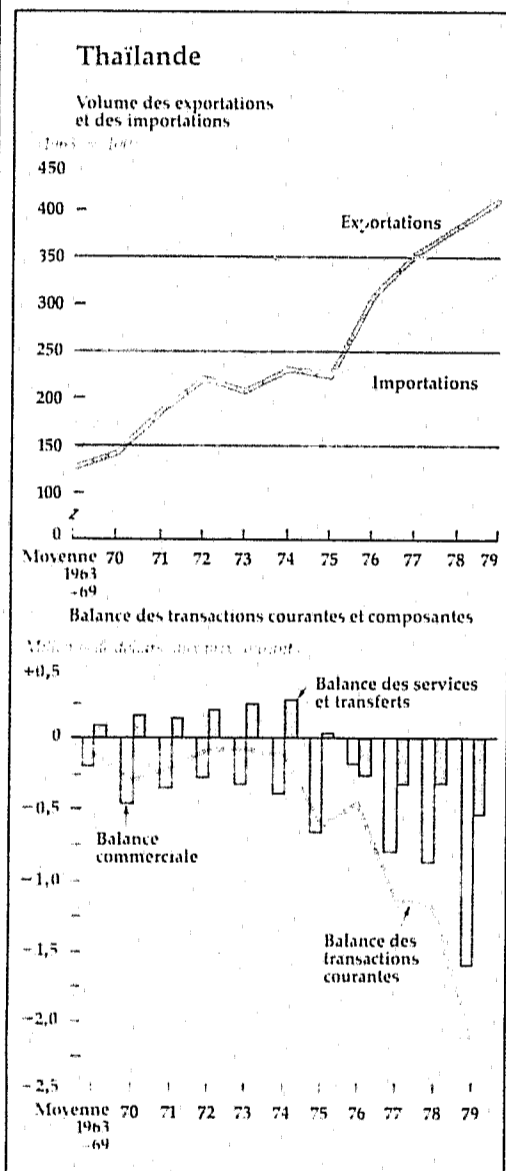
Comme l'indique le Tableau 6.2, les pays de production primaire ont eu recours à un financement extérieur considérable puisqu'il a représenté en moyenne près de 70 % de l'adaptation aux chocs extérieurs

pendant la période 1974-77. Leur ajustement structurel, qui s'est partagé presque également entre la pénétration des marchés d'exportation et le remplacement des importations, a été limité (moins de 20 % de l'ajustement global) en raison, d'une part, du manque de souplesse de leur production et, d'autre part, de leur politique de développement. Dans certains de ces pays, le processus d'industrialisation a conduit à une dépendance de plus en plus grande à l'égard des importations de biens d'équipement et de produits manufacturés. La structure générale de l'ajustement, pour ce groupe de pays, recouvre d'importantes différences; aussi, on peut distinguer cinq modes d'ajustement.

- Ouverture vers l'extérieur et diversification d'économies à dominante agricole. La Côte d'Ivoire, la Thaïlande et la Tunisie sont autant d'exemples de pays qui ont continué de suivre une politique tournée vers l'extérieur et de diversifier leurs exportations. Cette stratégie leur a permis de produire des matières premières pour les industries de transformation, de créer des débouchés intérieurs pour la production industrielle et de dégager des recettes en devises pour l'achat des facteurs de production importés nécessaires à leurs industries manufacturières. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire et la Tunisie, les conditions extérieures se sont en fait améliorées de 1974 à 1978. Les emprunts extérieurs ont été modérés dans tous les pays à l'exception de la Tunisie, et l'ajustement s'est opéré en majeure partie par le biais des échanges. En Thaïlande, les progrès réalisés dans le développement des exportations et le remplacement des importations, dans le cadre d'une économie très ouverte, ont été spectaculaires. Toutefois, ce pays n'a modifié ses politiques en

## Thaïlande

Au cours des années 60, le PIB a progressé en moyenne de 7,6 % par an. De 1970 à 1975, il n'a augmenté que de 6,2 % par an, mais ce ralentissement n'est pas imputable principalement au renchérissement du pétrole. L'effet initial sur la balance des paiements de la hausse des prix pétroliers a été amorti par la hausse des prix d'exportation, l'augmentation des recettes provenant des services et la progression des transferts privés (voir



matière de prix intérieurs de l'énergie et de taux d'intérêt que vers la fin de la décennie (voir encadré), de sorte que l'économie est restée vulnérable aux chocs extérieurs de 1979-80. La Côte d'Ivoire et la Tunisie ont, pour leur part, augmenté leur part des marchés d'exportation pour toute une gamme de produits primaires.

figure). La nécessité d'un ajustement n'est donc pas apparue immédiatement bien que la part du pétrole dans le total des importations ait doublé, passant à 21 %.

A partir de 1975, les pouvoirs publics ont adopté des mesures visant à soutenir la croissance (réglementation des prix de l'énergie et du ciment, fixation d'un plafond pour les taux d'intérêt, durcissement des mesures de protection, accroissement des dépenses et des déficits du secteur public, et mise en place rapide de dispositifs de crédit pour soutenir l'expansion de la demande). La croissance des exportations a été exceptionnelle pendant cette période (voir figure). De 1975 à 1979, le PIB a augmenté de 8 % par an, mais les investissements importants n'ont été possibles que grâce à des déficits, qui ont augmenté avec la détérioration des termes de l'échange après 1976 et le déclin des recettes tirées des services et des transferts privés.

Jusqu'à ces temps derniers, les pouvoirs publics n'avaient pas pris les mesures nécessaires pour encourager les économies d'énergie et promouvoir la production intérieure. Après la hausse des prix de détail de la quasi-totalité des produits pétroliers, survenue de juillet 1973 à février 1974, ces prix sont restés constants jusqu'en mars 1977, d'une part, pour des raisons politiques et, d'autre part, parce qu'on pensait que des augmentations nuiraient à la croissance. Toutefois, les prix des produits pétroliers ont été relevés en janvier 1979, juillet 1979, février 1980 et janvier 1981, l'augmentation cumulative représentant environ 120 %, et les tarifs de l'électricité ont été majorés en vue d'éliminer les subventions jusque-là versées à l'office de production d'électricité.

Le doublement des prix pétroliers fin 1979 a accru le déficit des transactions courantes (voir figure), qui est passé à 2,4 milliards de dollars, soit 7 % du PIB, en

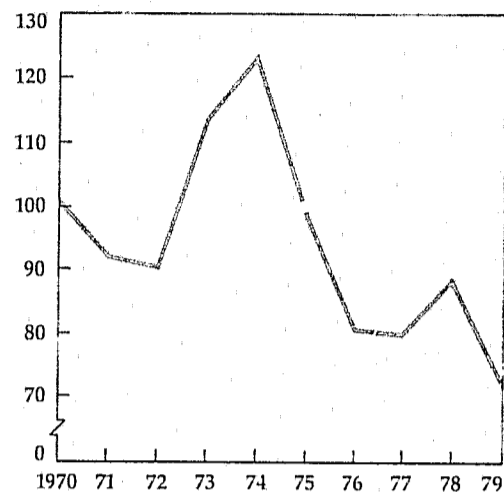
La part de l'investissement n'a pas baissé et l'ajustement s'est fait sans ralentissement de la croissance.

- Repli sur le marché intérieur dans les pays à dominante agricole. Le Kenya est passé d'une économie ouverte pendant les années 60 à un système d'encouragements favorisant la production de

## Thaïlande

Termes de l'échange, 1970-79

(1971-73 = 100)



1980, les importations de pétrole atteignant 25 % du total des importations. Cette situation a fait comprendre la nécessité d'un ajustement structurel dans l'équité. Le projet de plan pour 1982-86 marque un changement de politique : la répartition des richesses, et notamment l'amélioration du sort des pauvres, et l'équilibre de la balance extérieure prenant le pas sur la croissance. Il prévoit des politiques budgétaires et monétaires moins libérales. Les principales préoccupations sont l'intensification de l'agriculture, l'amélioration de l'efficacité industrielle, la création d'emplois supplémentaires et l'augmentation des exportations de produits manufacturés. Le plan insiste également sur la nécessité de réduire la consommation d'énergie, notamment de pétrole, grâce à des programmes de contrôle des prix et d'économies d'énergie, et d'exploiter les ressources énergétiques intérieures, notamment lignite, gaz naturel et sources d'énergie renouvelable.

bien manufacturés pour le marché intérieur au détriment des cultures commerciales pour l'exportation. Cette orientation a été renforcée après les chocs extérieurs de 1974-78 et s'est accompagnée de pertes dans le secteur des exportations de biens manufacturés et de produits primaires non traditionnels, à la suite notam-

ment de l'éclatement de la Communauté est-africaine. Le pays n'a fait appel qu'assez peu au financement extérieur et la situation de l'épargne intérieure a été satisfaisante. L'ajustement s'est appuyé surtout sur le remplacement des importations, dont les effets, joints au ralentissement de la croissance, ont été deux fois plus importants que les chocs extérieurs. Ce mode d'ajustement a eu pour conséquence de réduire la souplesse des structures et vers la fin de la décennie, le Kenya s'est efforcé d'ouvrir davantage son économie.

- Ralentissement de la croissance sans réforme, dans les économies à dominante minière. La Jamaïque, le Pérou, le Zaïre et la Zambie ont été contraints de ralentir leur croissance et ont en fin de compte enregistré une baisse de leur PNB. L'effet conjugué des politiques intérieures et des chocs extérieurs a mis la Jamaïque au bord de la faillite et son PNB a diminué régulièrement à partir de 1973 (voir encadré). Le Pérou a massivement emprunté à l'étranger et ne s'est pas véritablement efforcé d'adapter ses structures avant 1978. L'économie du Zaïre et celle de la Zambie, qui sont fortement tributaires du cuivre et du cobalt, ont été très touchées par les fluctuations des cours du cuivre, et les pertes résultant de la détérioration de leurs termes de l'échange ont été catastrophiques pour ces deux pays. Ils ont obtenu des financements extérieurs considérables jusqu'au milieu des années 70, après quoi ils ont dû ralentir leur croissance : ce ralentissement a représenté environ 50 % de l'ajustement de leur balance des paiements entre 1974 et 1978. Dans les quatre pays, l'évolution de l'épargne intérieure a été médiocre en raison d'incitations insuffisantes, de déficits budgétaires

importants et d'un taux élevé d'inflation.

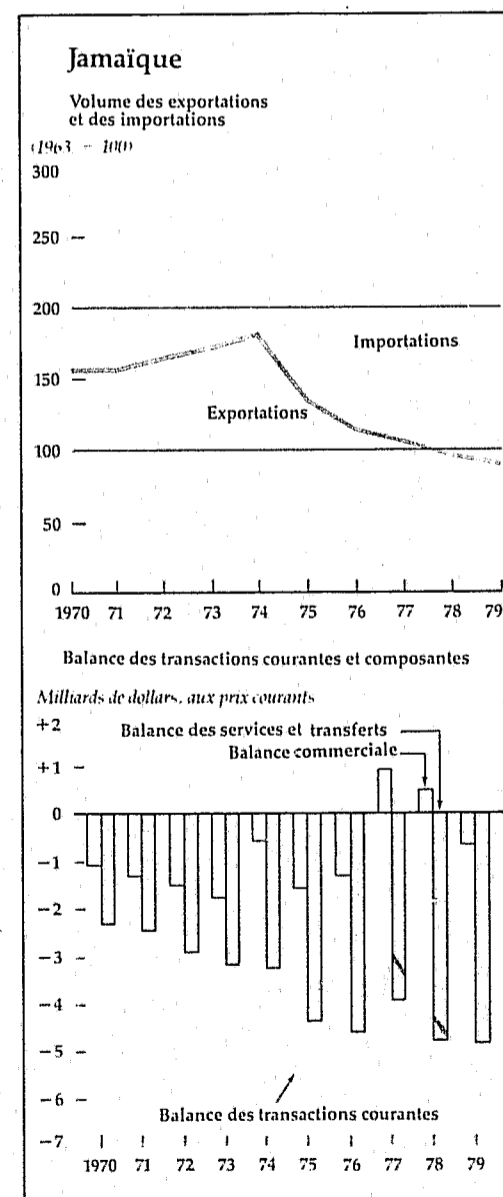
- Réforme structurelle dans les pays à dominante minière. On peut citer à cet égard l'exemple du Chili. Comme l'Uruguay et, à un moindre degré, les Philippines, qui ont été étudiés dans les sections précédentes, le Chili, jusque-là protectionniste, a transformé son économie lorsque l'effondrement des cours du cuivre, à une époque marquée déjà par des troubles intérieurs, a entraîné des réformes radicales de structures. Les mesures prises par le Gouvernement ont comporté une dévaluation réelle massive de la monnaie et l'adoption de politiques monétaires et budgétaires déflationnistes. L'épargne et l'investissement ont augmenté en pourcentage du PNB et les capitaux ont été utilisés avec une plus grande efficacité. Le Chili a accru sa part des marchés d'exportation de produits manufacturés et a aussi obtenu de très bons résultats en matière de remplacement des importations. Le taux de croissance, après avoir baissé, s'est amélioré depuis 1976 mais s'est accompagné d'un taux de chômage relativement élevé.

- "Surajustement". Des pays comme le Maroc et le Sénégal illustrent bien les problèmes que peut entraîner l'instabilité des prix des produits primaires (voir l'encadré sur la gestion des bénéfices exceptionnels). Leurs recettes d'exportation découlent en grande partie de leurs ventes de phosphate. La montée en flèche des cours mondiaux du phosphate en 1974-75, que l'on croyait devoir être plus durable que ce ne fut le cas, les a encouragés à effectuer de lourds emprunts extérieurs et à formuler des plans d'investissement qui se sont révélés trop ambitieux lorsque le produit des ventes de phosphate a diminué à partir de 1975. Ces deux pays ont

## Jamaïque

Pendant les années 60, le PNB a progressé de 4,6 % par an. La croissance a été lente dans l'agriculture, l'exode rural s'est accéléré et de vigoureuses mesures protectionnistes ont encouragé l'expansion industrielle. Les investissements privés étrangers ont joué un rôle majeur dans le développement du tourisme et de la production de bauxite, qui sont les deux moteurs de la croissance économique du pays. Le développement de l'industrie et des services a été surtout activé par les investissements intérieurs privés.

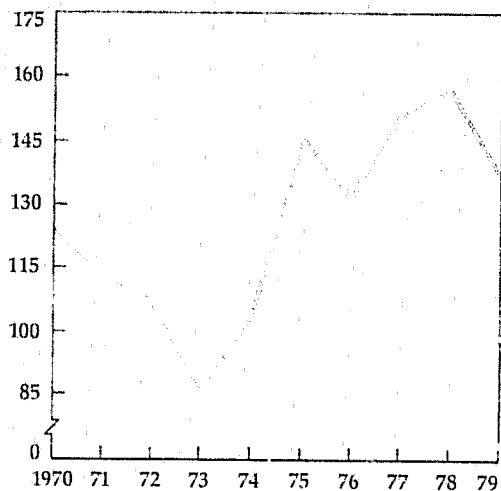
Le Gouvernement mis en place en 1972 a adopté une stratégie du développement fondée sur les objectifs suivants : 1) élargissement du rôle du secteur public pour diversifier davantage l'économie; 2) création de nouvelles possibilités d'emplois



## Jamaïque

Termes de l'échange, 1970-79

1971-73 = 100



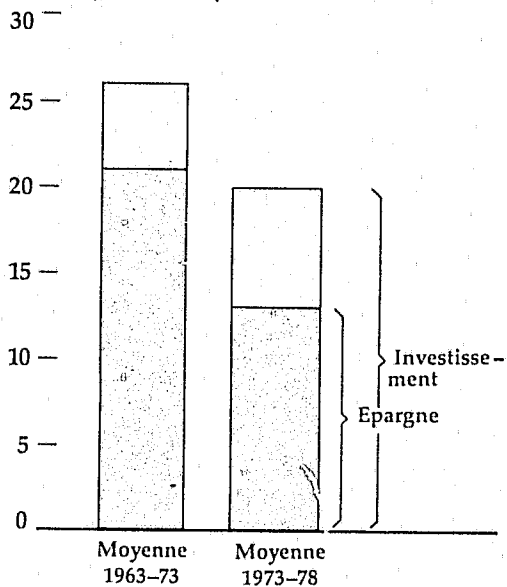
pour la masse des chômeurs des zones urbaines; et 3) redistribution du revenu. La hausse marquée de la taxe sur la bauxite payée par les sociétés étrangères et les polémiques politiques ont eu pour effet de réduire l'investissement privé. Le ralentissement de la croissance économique qui s'en est suivi a encore été aggravé par les chocs extérieurs (équivalant à 9 % du PNB), notamment le quadruplement des prix du pétrole et le déclin du tourisme provoqué par la récession qui a frappé les pays d'Amérique du Nord en 1974-75 et, plus encore, par les troubles sociaux et politiques dont le pays était la proie et qui eux-mêmes étaient dus en partie à la détérioration de la situation économique.

A cause d'une politique expansionniste, le déficit de l'administration centrale est passé de 4 % du PIB en 1972 à près de 20 % en 1976. Pendant cette période, les augmentations salariales ont été considérables et la consommation est passée de 78 % du PIB en 1972 à plus de 90 % en 1976. Un important déficit des transactions courantes qui a atteint 10 % du PIB en 1976, une émigration de la main-d'œuvre qualifiée (qui, après avoir été l'un des principaux résultats de la baisse de production, en est devenu l'une des causes les plus importantes) et trois ans de baisse de la production ont pratiquement épuisé les réserves en devises et la capacité d'emprunt de la Jamaïque.

Le Gouvernement a essayé de négocier avec le Fonds monétaire international un programme de soutien à moyen terme, mais a finalement rejeté les recommandations prescrites par le programme en question. Il a eu recours, pour équilibrer les dépenses et les ressources disponibles, à des moyens différents d'une année à l'autre : resserrement du contrôle des prix, mesures budgétaires restrictives (consistant surtout à alourdir les impôts plutôt qu'à réduire les dépenses), et dévaluation de la monnaie pour corriger les effets de l'écart entre le taux d'inflation interne et le taux d'inflation mondial. Malgré les efforts déployés pour encourager le secteur privé, les investisseurs ont de plus en plus hésité à se lancer dans de nouveaux projets.

## Jamaïque : Taux d'épargne et d'investissement, 1963-73 et 1973-78

Pourcentage du PIB, en prix constants



En fait, c'est surtout en réduisant ses importations que la Jamaïque est parvenue à compenser la détérioration de sa balance des paiements pendant cette période. Il s'en est suivi une baisse de la production intérieure et des modifications de la structure des dépenses, la consommation de biens produits dans le pays prenant le pas sur les investissements exigeant de grosses importations. En 1980, le PIB était inférieur de près de 18 % à son niveau de 1973; la baisse s'est fait particulièrement sentir dans le secteur des produits manufacturés (31 %), le secteur de la

construction (58 %) et le secteur minier (10 %), qui, pendant les années 60 et au début des années 70, avait été une source considérable de devises et l'un des moteurs de la croissance. Un taux élevé de chômage (15 % de la population active), la rareté croissante des biens de consommation sur le marché intérieur et l'affectation de ressources insuffisantes à l'entretien et à l'amélioration des services sociaux ont porté un coup sérieux au niveau de vie relativement élevé qui avait été celui de plupart des Jamaïcains au début des années 70.

A la fin de 1980, une nouvelle équipe est arrivée au pouvoir. Les nouveaux dirigeants ont négocié un programme de trois ans avec le FMI, sont convenus avec la Banque mondiale d'un programme de réformes structurelles et ont mis au point une stratégie de développement à moyen terme qui a reçu l'appui de l'étranger sous forme de promesses d'aide substantielles. Cette stratégie du développement comprend :

- Une réforme de la fiscalité, la suppression des réglementations et la réduction de la participation de l'Etat au capital social des sociétés (celles qui autrefois étaient privées et sont aujourd'hui entre les mains de l'Etat).

- L'adoption de mesures visant à accroître la production agricole, notamment une aide spéciale aux coopératives sucrières, la relance de la production de bananes et le renforcement des services de vulgarisation et des installations de commercialisation.

- Des mesures d'encouragement en faveur des exportations et une réduction progressive de la protection dont jouissent certaines industries. Les exportations non traditionnelles de la Jamaïque sont pour la plupart vendues à l'intérieur du marché commun des Caraïbes. Comme l'exiguïté de ce marché risque de limiter l'expansion des exportations, il deviendra de plus en plus important d'accéder à d'autres marchés.

- Le lancement d'une campagne vigoureuse en faveur du tourisme, en vue d'améliorer le taux d'occupation des installations hôtelières, qui est faible à l'heure actuelle, accompagné de mesures visant à stimuler l'investissement privé dans de nouveaux hôtels.

- La promotion énergique des investissements privés dans l'extraction de la bauxite et le raffinage de l'aluminium.

dû se résoudre à adopter des mesures restrictives et à freiner leur croissance.

L'expérience des pays de production primaire amène à constater que ceux qui ont encouragé et diversifié leurs exportations et qui ont amélioré leur taux d'épargne ont réussi à ajuster leur économie sans sacrifier la croissance. Mais dans un grand nombre de ces pays, particulièrement certains producteurs de minéraux, la structure de la production et des échanges limite la gamme des options à moyen terme, et les contraint soit à recourir au financement extérieur, soit à ralentir leur croissance.

#### *Problèmes et perspectives d'ajustement*

*Cette analyse du groupe des pays semi-industriels et du groupe des pays de production primaire ne suggère qu'un lien assez lâche entre l'ampleur des chocs extérieurs subis en 1974-78 et l'évolution des taux de croissance économique après 1973, par rapport à ceux des années 1963-73. Cela ne signifie pas que les chocs n'ont pas été importants, mais plutôt que leurs effets, en ce qui concerne ces pays, ont été fonction en grande partie de la situation du commerce extérieur et des flux de capitaux internationaux, de la gestion et des événements intérieurs, et des structures fondamentales de l'économie. Certains pays à revenu intermédiaire ont pu effectuer d'importants emprunts aux conditions du marché et accroître leurs exportations pendant les années 70. Pour ce qui est de la présente décennie, la principale question pour eux est de savoir jusqu'à quel point ils doivent modifier leur stratégie de développement pour être à même de faire face à l'évolution de la situation internationale.*

Lorsque l'économie mondiale devient plus instable, les pays en

développement importateurs de pétrole sont amenés à envisager deux options. La première consiste à adopter des politiques davantage tournées vers l'extérieur, à produire des biens pour lesquels le pays bénéficie d'un avantage comparatif et à laisser jouer la concurrence entre les importations et tous les biens produits localement, à l'exception de quelques-uns. La deuxième option consiste à accroître le degré d'auto-provisionnement pour un plus grand nombre de biens et à réduire les échanges commerciaux avec le reste du monde plus que ne le justifient les avantages comparatifs dans l'espoir de rendre l'économie moins vulnérable aux chocs extérieurs.

Dans l'ensemble, le groupe des pays qui ont adopté la première option (par exemple, le Chili, la Corée du Sud, la Côte d'Ivoire, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, la Tunisie et l'Uruguay) ont réussi à ajuster leur économie avec une interruption de la croissance qui n'a été que temporaire. A la différence des pays qui ont maintenu ou adopté une stratégie de repli (par exemple, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, Israël, la Jamaïque, le Kenya, le Maroc, le Mexique, le Pérou, le Portugal, la Turquie, la Yougoslavie et la Zambie), ces pays sont parvenus à :

- accroître leur pénétration des marchés d'exportation tout en accélérant le remplacement des importations; et

- réduire, en fin de compte, leur recours à des financements extérieurs additionnels. En outre, les économies tournées vers l'extérieur ont toutes enregistré une amélioration de l'épargne intérieure et de l'efficacité de l'investissement. (Cela est vrai aussi de certains pays dont l'économie est restée tournée vers l'intérieur.)

PENETRATION DES MARCHÉS D'EXPORTATION. Il n'est pas surprenant que les économies ouvertes vers l'extérieur aient obtenu de meilleurs résultats à l'exportation. Cette supériorité est due en partie à des taux de change compétitifs, à l'existence d'un système unifié d'incitations et à la possibilité pour les entreprises exportatrices d'importer en franchise leurs facteurs de production. Mais le rôle des producteurs a été tout aussi important; ceux-ci sont au plus haut point conscients de l'importance du contrôle de la qualité et de la rapidité des livraisons et ils savent modifier leur gamme de production en réponse à l'évolution de la demande extérieure. L'encadré concernant la Corée du Sud montre bien l'essor que peut prendre l'économie lorsqu'il existe une volonté unanime de développer les exportations pour stimuler la croissance.

REPLACEMENT DES IMPORTATIONS. Dans ce domaine également, les pays ouverts vers l'extérieur enregistrent de meilleurs résultats. La raison en est qu'à la différence des économies tournées vers l'intérieur, ils veillent à encourager à égalité la production destinée à l'exportation et celle qui est destinée au marché intérieur. La production intérieure doit donc soutenir la concurrence des importations qui, conformément à la stratégie d'ouverture, englobent généralement toute une gamme de produits allant de matières premières jusqu'aux produits finis destinés à la consommation finale, ce qui offre une marge considérable aux activités de remplacement des importations quand les prix des importations augmentent. Au contraire, les systèmes compliqués de licence et de contrôle qu'appliquent les pays dont l'économie est tournée vers l'intérieur, peuvent



rendre les produits de remplacement des importations pratiquement non échangeables. En général, les importations se limitent aux facteurs de production et à l'outillage essentiels difficiles à remplacer par des productions locales.

FINANCEMENT EXTERNE ET EPARGNE INTERIEURE. Les pays ouverts vers l'extérieur ont fait appel à des capitaux extérieurs pour couvrir la hausse des prix de leurs importations jusqu'à ce que le développement de leurs exportations leur permette de faire

autrement. Les capitaux empruntés au début des années 1974-78 ont été investis de façon productive. Dans tous ces pays, la majeure partie des investissements supplémentaires nécessaires à l'ajustement ont été financés grâce à l'augmentation de l'épar-

## Gestion des gains exceptionnels

De 1974 à 1977, les prix du phosphate, du café, du cacao, de l'uranium et de plusieurs autres produits de base importants pour les pays en développement ont à diverses reprises enregistré de fortes hausses. Il est paradoxal de constater qu'un grand nombre des exportateurs de ces produits connaissent aujourd'hui des difficultés qui viennent en partie de la façon dont ils ont géré leurs gains exceptionnels. Le plus souvent, les recettes publiques, gonflées par l'augmentation des recettes d'exportation (grâce à la fiscalité ou à la participation aux bénéfices), ont servi à financer des dépenses intérieures dont l'ampleur a atteint un niveau impossible à soutenir quand les cours s'effondrent. Pour financer leurs dépenses, ces pays utilisent alors leur capacité d'emprunt pour obtenir des prêts aux conditions du marché.

Dans le cas où l'accroissement initial des dépenses publiques entraîne une augmentation de la croissance (et particulièrement des exportations) dans un délai relativement court, il est possible de les financer. Par contre, si la croissance n'est pas suffisante, on aboutit à un alourdissement du fardeau de la dette et, en définitive, à des réductions brutales et forcées des dépenses—avec les conséquences fâcheuses que cela entraîne—souvent à un moment où les cours des produits d'exportation commencent à baisser.

Voici quelques exemples de cet engrenage, et de cas d'exception. En 1974, les prix du phosphate ont rapidement monté et tout laissait présager de nouvelles hausses dans l'avenir. C'est pourquoi, au Maroc, l'investissement a doublé, en pourcentage du PIB, de 1974 à 1977. Les dépenses ordinaires de l'Etat ont également augmenté pendant la même période, pour financer, notamment, des programmes sociaux urgents. Malheureusement, lorsque les cours du phosphate ont commencé à baisser, les ressources disponibles n'ont pas été suffisantes pour couvrir les dépenses. Dans une première phase, le Maroc a pu main-

tenir ses programmes grâce à des emprunts extérieurs. Toutefois, le coefficient du service de la dette extérieure a considérablement augmenté entre 1975 et 1978 (atteignant cette année-là 21,8 %) et il est devenu évident qu'un retranchement s'imposait. Au Togo également, les gains exceptionnels provenant des ventes de phosphate ont été investis. Là encore, après la chute des cours du phosphate en 1975, le pays s'est trouvé aux prises avec des difficultés financières, malgré l'essor des cours du café et du cacao, amorcé en 1976. Le Sénégal a lui aussi accéléré les investissements du secteur public, mais le montant global des investissements n'a pas augmenté. L'effort du secteur public a surtout porté sur des domaines non productifs et en raison principalement de la politique de participation de l'Etat aux entreprises, les investissements du secteur privé n'ont pas été encouragés. La fin de la flambée des cours du phosphate a coïncidé avec la hausse des cours de l'arachide (principal produit d'exportation) et le pays n'a pas été contraint de réduire immédiatement le niveau des dépenses publiques. C'est en 1977 qu'a commencé la période de compressions budgétaires.

A la suite de la hausse des cours du café et du cacao, la Côte d'Ivoire a augmenté de 120 % en valeur réelle le montant global des investissements de 1973-75 à 1977-79 et, par la suite, a maintenu ce niveau grâce à des emprunts extérieurs aux conditions du marché. En 1978, en raison du taux élevé d'inflation enregistré dans le pays, le Gouvernement a dû réduire les investissements. Par contre, le Kenya n'a pas canalisé vers le secteur public une partie aussi importante des ressources provenant du boom du café; tout en augmentant le niveau des dépenses publiques, notamment pour la défense et le remplacement des institutions de l'ancienne Communauté est-africaine, il a maintenu son budget global dans des limites raisonnables. Les dépenses renouvelables affectées aux activités de

développement ont toutefois été très insuffisantes. De même, en 1979, le Niger n'avait utilisé que 75 % des capitaux accumulés depuis la flambée, en 1975, des prix de l'uranium.

Ces exemples soulignent la nécessité d'un certain nombre de mesures :

- Une analyse approfondie des perspectives concernant les prix des exportations. Il est plus facile de planifier comme il convient le niveau des dépenses et de l'épargne si l'on considère que l'emballement des cours risque de ne pas durer.

- Un contrôle effectif des dépenses. La gestion de la Caisse de stabilisation des prix agricoles a joué un rôle important dans la progression rapide des investissements en Côte d'Ivoire. Les opérations de cette "Caisse", à laquelle étaient versés les excédents réalisés à l'exportation, échappaient en grande partie au contrôle budgétaire officiel. Au Togo, les procédures budgétaires ont été contournées ou abandonnées.

- Des investissements productifs fondés sur une sélection rigoureuse des projets. Environ 17 % du programme d'investissement ivoirien étaient destinés à 12 complexes sucriers (dont le nombre a été ultérieurement ramené à 6) qui auraient produit un excédent exportable à un coût très supérieur aux cours mondiaux. Un pays aussi petit et pauvre que le Togo s'est lancé dans d'ambitieux projets tels que la construction d'une raffinerie de pétrole, d'une aciérie, d'une centrale thermique et d'hôtels.

Ces principes ne peuvent être appliqués si le pays ne dispose pas des moyens qu'exigent l'analyse de l'évolution des prix, l'évaluation et le choix des projets d'investissement, et la mise au point d'une stratégie de développement, tous moyens qui font défaut à beaucoup de pays, notamment en Afrique. Il faudrait accorder une priorité élevée au renforcement des ministères des finances et du Plan et utiliser davantage leurs services pour prendre les décisions.



gne intérieure et, en raison des résultats satisfaisants enregistrés dans le domaine des exportations, le ratio du service de la dette n'a que légèrement augmenté. Par contre, les pays tournés vers l'intérieur, qui n'ont fait aucun effort d'ajustement structurel, ont beaucoup plus compté sur l'emprunt extérieur.

**CONCLUSIONS SUR LE PLAN DE L'ACTION.** Dans les pays qui ont adopté une stratégie d'ouverture, la part du commerce extérieur dans le PNB est plus importante que dans les pays repliés sur le marché intérieur. De ce fait, les chocs extérieurs leur ont infligé de plus lourdes pertes en proportion de leur PNB. Toutefois, leurs résultats économiques souffrent moins des chocs extérieurs et sont en définitive moins tributaires du financement extérieur. Ces pays doivent parfois accepter un ralentissement temporaire de leur croissance pendant la durée de l'ajustement, tandis qu'ils s'efforcent d'accroître leurs exportations, de réduire leurs importations et de lutter contre l'inflation importée. Mais ils peuvent s'attendre à une reprise de la croissance, du fait que leur stratégie d'ajustement n'exige généralement pas l'application de mesures déflationnistes pendant une longue période. C'est là peut-être la leçon la plus valable à tirer de l'ajustement des pays semi-industriels et des pays de production primaire.

Il s'ensuit que les pays qui, pendant les années 80, devront faire face à des chocs extérieurs, auront intérêt à encourager également la production destinée à l'exportation et au marché intérieur, et à stimuler l'épargne. Cette conclusion demanderait toutefois à être nuancée si l'on enregistrerait une grave détérioration de la situation mondiale, en matière d'échanges et de financement. Il est important

que les capitaux empruntés à l'étranger servent à financer des projets productifs qui accroîtront l'aptitude du pays à produire pour l'exportation et à contenir ses importations. C'est pourquoi l'affectation des capitaux extérieurs doit être suivie de très près. (Voir également à ce sujet l'encadré sur la gestion des gains exceptionnels.) Pour cela, il conviendra de faire preuve de plus de rigueur dans le choix des projets, surtout si ceux-ci exigent beaucoup d'énergie et de devises.

Il n'est certes pas facile de procéder à de telles réformes des politiques intérieures. Le passage à un système d'incitations qui encourage également la production destinée à l'exportation et la production destinée au marché intérieur ne se traduit pas immédiatement par un accroissement de l'offre de biens exportables. Il ne saurait y avoir d'augmentation de l'épargne sans que le pays ait confiance dans l'aptitude des pouvoirs publics à gérer l'économie. Tout cela tend à prouver deux choses. Premièrement, il est important de maintenir de tels principes d'action, même s'ils entraînent un ralentissement temporaire. Deuxièmement, il sera en général indispensable, pendant la période de transition, d'appuyer toute réforme des principes d'action par un financement extérieur considérable, comme cela a été le cas aux Philippines et en Uruguay (voir les encadrés sur ces deux pages).

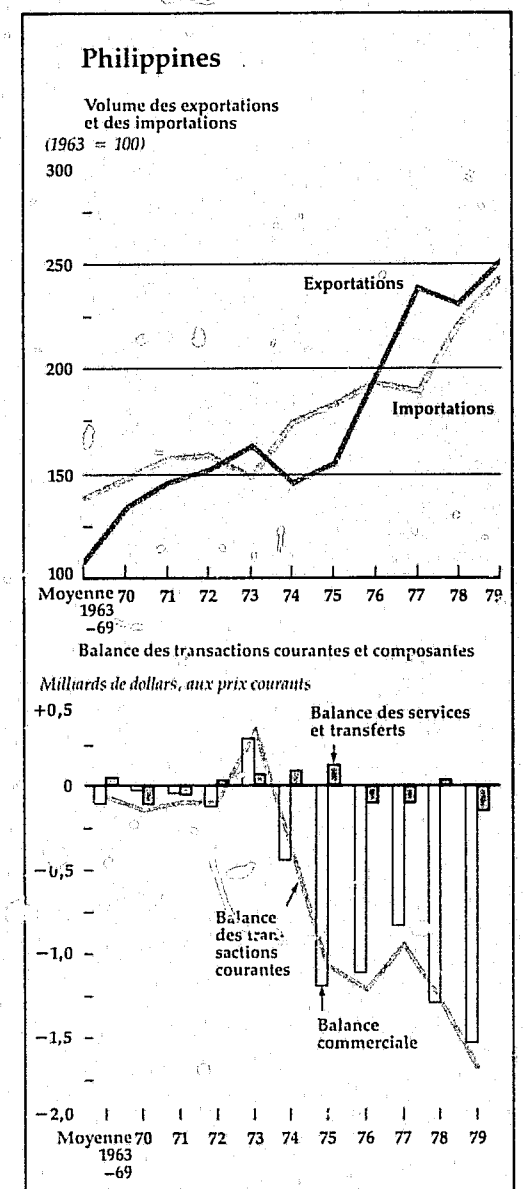
L'emprunt de devises, à l'appui d'un programme de libéralisation, peut permettre d'acquérir les facteurs de production essentiels aux industries d'exportation. Il peut également servir à financer des importations qui permettront d'alléger les pressions inflationnistes. L'inflation peut être la conséquence non seulement de la hausse initiale du prix des importations de pétrole, mais également

d'une dévaluation (laquelle forme souvent l'élément central des programmes de libéralisation), qui majore d'autant le prix en monnaie nationale des produits importés. En l'absence d'emprunts extérieurs, les gouvernements

## Philippines

Le changement de la situation politique qui est intervenu au début des années 70, s'est accompagné d'une réorientation économique, allant dans le sens d'une plus grande ouverture sur l'extérieur. Les investissements publics dans l'infrastructure ont pris davantage d'importance et des programmes de planning familial ainsi qu'une réforme agraire partielle ont été entrepris pour permettre, respectivement, de freiner l'accroissement de la population et de rendre le pays moins tributaire des importations alimentaires.

Mais après 1973, l'économie a subi le contrecoup de problèmes extérieurs, tels que la contraction des marchés d'exportation et la hausse considérable du coût des



peuvent renoncer à remanier les politiques intérieures de crainte de susciter des troubles internes et de déclencher une crise de change. Par ailleurs, un financement extérieur qui ne s'accompagnerait pas d'une réforme des

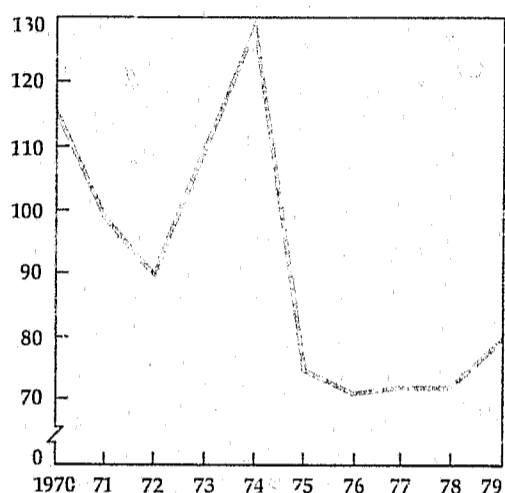
politiques intérieures risque d'avoir pour effet non pas d'éviter la crise, mais seulement d'en retarder l'échéance.

Bien que le lien entre les chocs extérieurs et la croissance économique ait été assez lâche pour les

pays à revenu intermédiaire analysés ci-dessus, il a été important pour certains pays de production primaire plus pauvres et dont l'économie est plus rigide. Dans le cas de la Zambie (voir encadré), une stratégie de diversification,

## Philippines

Termes de l'échange, 1970-79  
(1971-73 = 100)



importations pétrolières. Les termes de l'échange ont accusé une détérioration de 36 % entre 1973 et 1976 (voir figure). Les exportations, qui avaient baissé de 11 % en 1974, ont rapidement repris en 1975 et 1976, le pays augmentant sensiblement sa part sur les marchés d'exportation de produits primaires non traditionnels et de produits manufacturés. La volonté du Gouvernement de poursuivre les efforts de croissance a abouti à une progression continue de la demande intérieure, à un ratio investissements/PIB élevé, à l'accroissement des importations et au gonflement du déficit des transactions courantes (voir figure).

C'est alors que le Gouvernement a conclu avec le Fonds monétaire international un accord de crédit élargi équivalant à environ 266 millions de dollars pour la période 1976-78; les principaux objectifs quantitatifs du programme étaient les suivants : un taux annuel moyen de croissance du PNB de 7 %, un taux annuel d'inflation ne dépassant pas 7 %, et une réduction du déficit des transactions courantes de 6 % du PNB en 1975 à 4 % en 1978. Pour atteindre ces objectifs, le programme envisageait divers changements

structurels et ajustements des politiques, et notamment 1) une augmentation du pourcentage du PNB consacré aux investissements fixes, et ceci en faveur surtout de l'infrastructure, de l'énergie et des industries à forte intensité de main-d'oeuvre et à vocation exportatrice; 2) une augmentation du rapport entre l'épargne intérieure et le PNB, en partie grâce à un vigoureux effort fiscal; et 3) une politique efficace de gestion de la demande. Ces objectifs ont dans l'ensemble été atteints; les tarifs de l'électricité et le prix de l'essence et des transports ont été majorés; les droits de douane ont été réduits et le crédit intérieur et les emprunts à l'étranger efficacement contrôlés. L'épargne intérieure est passée de 20 % du PIB en 1963-73 à 25 % en 1978 (voir figure) et les exportations des industries à forte intensité de main-d'oeuvre ont augmenté de 40 % par an. Pendant la période 1976-78, les Philippines ont acheté un montant supplémentaire de 206 millions de dollars environ au titre des mécanismes de financement compensatoire, pétrolier, et de financement des stocks régulateurs du FMI.

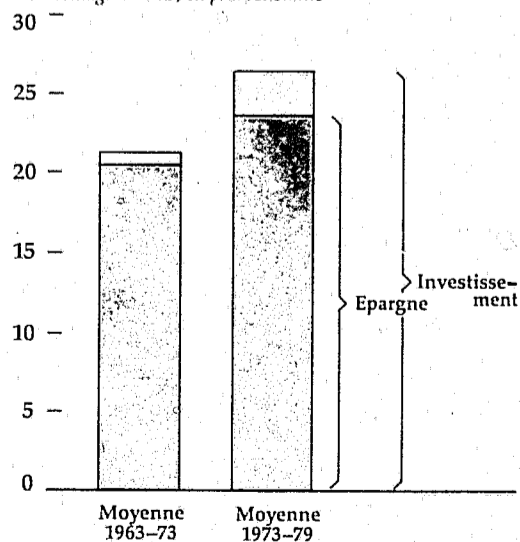
La deuxième forte hausse du pétrole, en 1979, a entraîné une nouvelle détérioration de la balance des paiements. Malgré un redressement du cours de certains produits de base, qui a contribué à une amélioration considérable, en valeur nominale, des recettes d'exportation, le déficit des transactions courantes est passé à 1,6 milliard de dollars (5,4 % du PNB) en 1979 et à un montant estimatif de 2,2 milliards de dollars (5,8 % du PNB) en 1980. La croissance du PNB est tombée de 6,3 % en 1978 à 5,8 % en 1979 et, selon les estimations, à 4,7 % en 1980, sous l'effet de la détérioration des termes de l'échange. L'inflation, qui était passée à 19 % en 1979, s'est ralentie sensiblement depuis — malgré la décision prise par le Gouvernement de répercuter sur les usagers les augmentations du prix de l'énergie.

Malgré les améliorations apportées aux politiques générales au début des années 70, la balance des paiements n'en reflète pas moins un certain nombre de faibles-

ses des structures. Le pays continue de tirer plus des deux tiers de ses recettes en devises de ses exportations traditionnelles de produits primaires et l'industrie pèse encore trop lourdement, en termes de coûts nets, sur la balance des paiements. Le pétrole importé couvre plus de 80 % des besoins d'énergie de sorte que la part du pétrole dans le total des importations de marchandises est passée de moins de 12 % au début des années 70 à plus de 25 % en 1980. Il n'existe pas dans l'immédiat d'obstacles aux emprunts extérieurs mais il est évident que l'on ne peut financer indéfiniment des déficits de l'ordre de 6 % du PNB. L'année dernière, le Gouvernement a donc pris, en collaboration étroite avec la Banque mondiale, un certain nombre de mesures visant à promouvoir l'ajustement structurel, consistant notamment à stimuler une croissance rapide des exportations de biens manufacturés, à améliorer l'efficacité des investissements industriels, et à libéraliser la réglementation du secteur financier afin de faciliter la mobilisation des ressources. Ce programme d'ajustement structurel devrait ramener le déficit des transactions courantes à un niveau soutenable d'ici à 1985.

## Philippines : Taux d'épargne et d'investissement, 1963-73 et 1973-79

Pourcentage du PIB, en prix constants



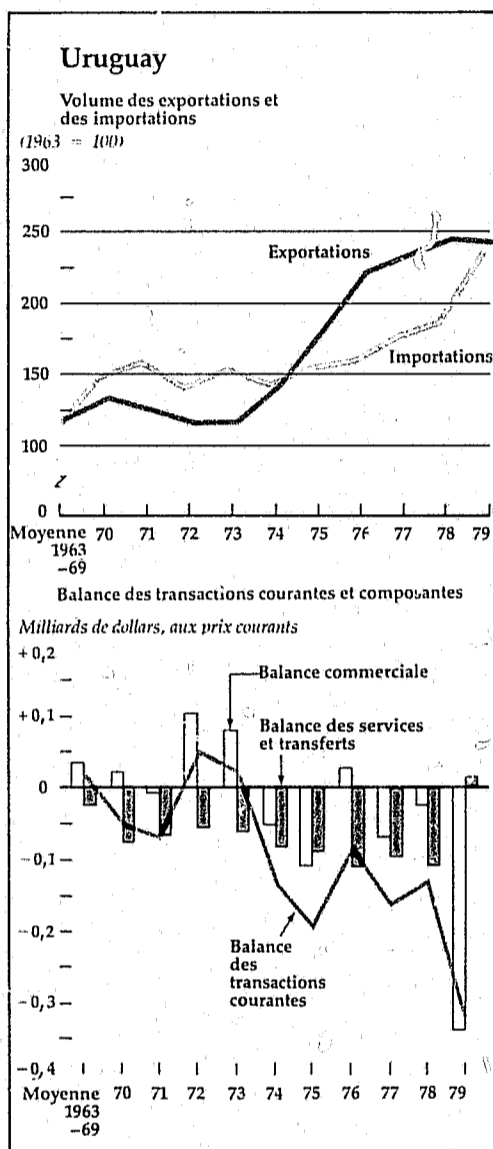
## Uruguay

Les efforts déployés depuis le début du siècle pour instituer un Etat-providence sur le modèle européen ont donné des résultats très satisfaisants dans plusieurs domaines, notamment la santé et l'espérance de vie, la représentation politique, le niveau d'instruction et la répartition équitable du revenu. Il n'en a pas été de même de la situation économique, caractérisée par l'inflation, des crises périodiques de la balance des paiements et un revenu par habitant en régression. L'élevage et l'agriculture, secteurs où l'Uruguay jouit d'un avantage comparatif, ont supporté à eux seuls le fardeau des dépenses sociales et d'industries de remplacement des importations peu vigoureuses et limitées par la faible taille du marché. L'application de politiques protectionnistes de repli a défavorisé les secteurs traditionnels d'exportation et freiné toute expansion potentielle des exportations de produits manufacturés. La modernisation et l'augmentation du stock de capital ont souffert du niveau élevé de la consommation. Pendant une trentaine d'années, jusqu'en 1974, la croissance économique a été très lente; de 1964 à 1973, la progression du PIB a été en moyenne de 1,2 % par an seulement (et le PIB a même baissé de 1,5 % par an de 1971 à 1973).

Le calme politique n'a pu survivre à la stagnation économique. A mesure que le chômage s'aggravait, notamment chez les jeunes, et que les mécanismes de redistribution n'avaient plus à répartir entre une population toujours croissante que des avantages décroissants, le pays a commencé à connaître des troubles politiques qui menaçaient de détruire le tissu social dont la création avait pris plusieurs décennies.

Les bouleversements subis par l'économie mondiale après 1973 ont eu sur la situation de la balance des paiements de l'Uruguay des effets dramatiques. Les prix des importations ont doublé alors que les prix de la viande de boeuf et de la laine (les principaux produits d'exportation) baissaient de 35 % et 24 %, respectivement, en 1975. D'autre part, l'Uruguay a subi les conséquences de la politique agricole de la Communauté économique européenne qui, au cours des années 70, s'est mise à exporter beaucoup plus de viande de boeuf qu'elle n'en importe. Le compte courant, qui était excédentaire jusqu'en 1973, a accusé, en 1974-75, un

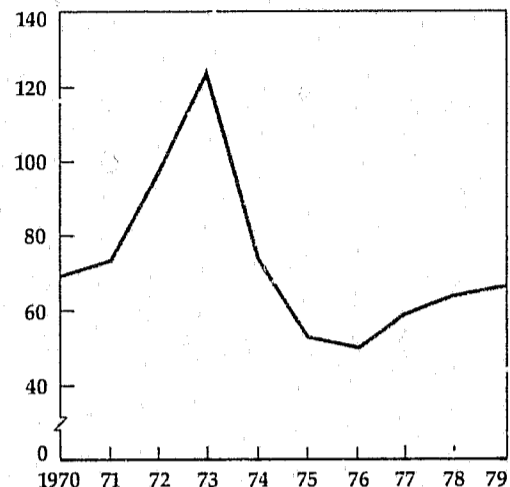
déficit moyen de 4,4 % du PIB (voir figure). Pour couvrir ce déficit, le pays a tout d'abord compté sur les emprunts extérieurs (de 1974 à 1976, l'encours de la dette a augmenté de 35 %) et sur ses réserves internationales.



Toutefois, en 1973, le nouveau Gouvernement a préféré modifier la stratégie de développement et ouvrir progressivement l'économie au commerce international plutôt que de réduire les importations. Le contrôle de la plupart des prix intérieurs a été supprimé, les contingents d'importation ont été éliminés et les droits de douane et autres mesures restrictives ont été réduits peu à peu. En outre, les mouvements de capitaux étrangers ont été facilités et le taux de change réel (taux nominal ajusté en fonction du rapport entre l'évolution des prix uruguayens et celle des prix des Etats-Unis) s'est dévalué de plus de 20 % entre 1974 et 1977. L'encouragement ainsi donné à l'exportation a été renforcé par l'octroi de

## Uruguay

Termes de l'échange, 1970-79  
(1971-73 = 100)



ristournes, de crédits à des conditions privilégiées et d'exonérations fiscales aux exportateurs. Les limites jusque-là imposées aux taux d'intérêt ont été éliminées pour encourager l'épargne et améliorer l'affectation des ressources disponibles pour investissement.

Toutes ces mesures n'ont pas eu les mêmes effets sur tous les secteurs mais elles ont donné un certain nombre de résultats :

- La croissance du PIB s'est accélérée rapidement, pour atteindre une moyenne de 3,9 % par an en 1974-79. L'emploi s'est développé encore que les salaires réels aient peut-être légèrement diminué entre 1973 et 1979.

- La part du marché international prise par les exportations de produits manufacturés a plus que triplé de 1973 à 1978; le remplacement des importations n'a joué qu'un faible rôle dans la réduction du déficit commercial. Le déficit des transactions courantes qui, en 1975, était de 189 millions de dollars, est tombé à 127 millions de dollars en 1978.

- La part de l'investissement et de l'épargne dans le PIB a augmenté (voir figure), en même temps que les taux d'utilisation du capital s'amélioraient.

- L'encours de la dette, qui était passé de 12,5 % du PNB en 1973 à 19,9 % en 1976 a baissé à 17,7 % en 1978.

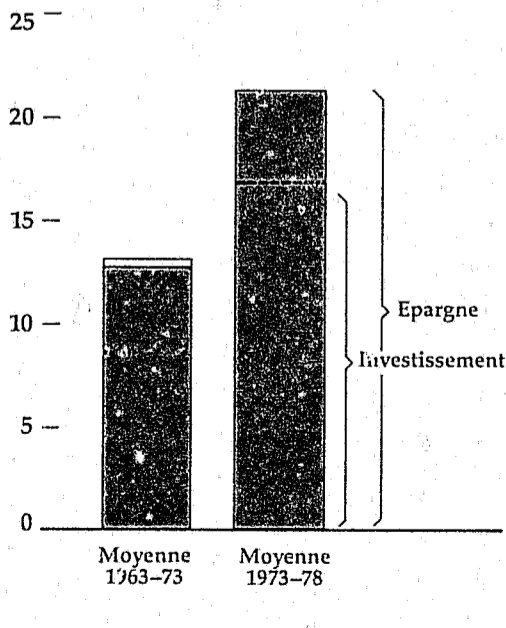
En 1979, à la suite de la hausse du prix mondial du pétrole, la facture pétrolière a

augmenté de 40 %. Les réactions du pays ont été très différentes de ce qu'elles avaient été en 1974. Pour réduire l'inflation intérieure, le Gouvernement n'a rien fait pour empêcher l'appréciation du taux de change réel. Toutefois, à moins que l'inflation ne soit freinée assez rapidement, les exportations et les activités de remplacement d'importations risquent d'en souffrir.

A certains égards, l'économie de l'Uruguay est mieux à même de faire face à une augmentation du déficit qu'en 1973. Sa dépendance à l'égard des importations de pétrole diminue progressivement avec l'expansion de la capacité hydro-électrique et son économie est manifestement capable de s'ajuster avec souplesse aux chocs externes. Il sera probablement indispensable de recourir à des emprunts extérieurs considérables au début des années 80, de sorte que le coefficient du service de la dette augmentera probablement. Toutefois, si le Gouvernement continue, pour réduire l'inflation, de coordonner ses politiques d'action dans les domaines du budget, du crédit et des droits de douane, et s'il est possible de renforcer les mesures d'encouragement à l'épargne intérieure, l'Uruguay devrait être à même de consolider la situation de sa balance des paiements et de maintenir les taux de croissance favorables des années 70.

### Uruguay : Taux d'épargne et d'investissement, 1963-73 et 1973-78

Pourcentage du PIB, en prix constants



## Zambie

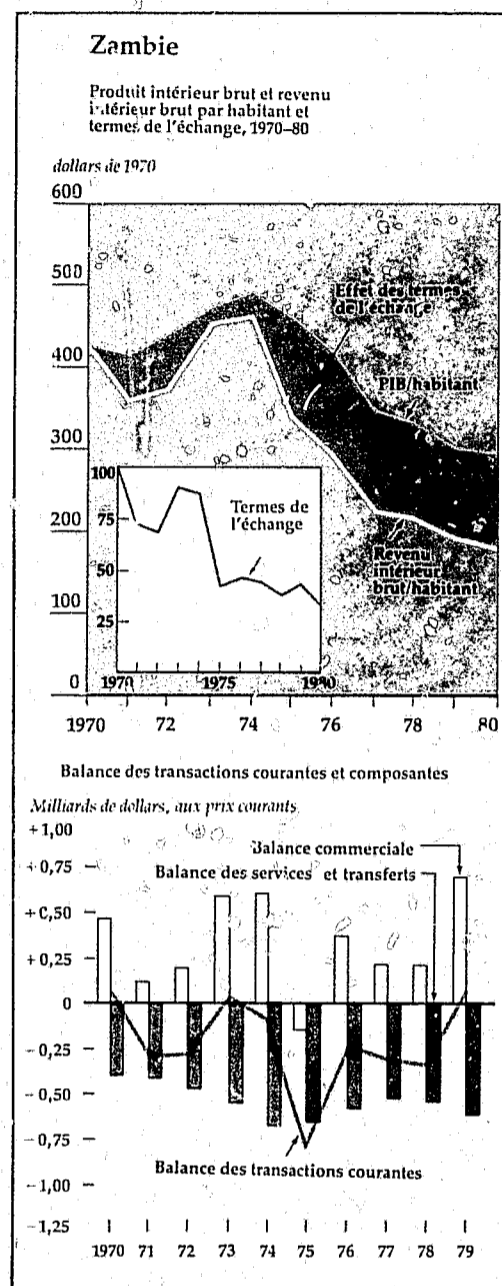
Les termes de l'échange de la Zambie ont subi une détérioration de 52 % de 1974 à 1978. Les cours du cuivre, qui avaient atteint en 1974 un niveau record, accusaient un fléchissement de 40 % en 1975, alors que les prix à l'importation ont augmenté en moyenne de 16 % par an. Les guerres qui sévissaient dans les pays voisins — Angola, Zaïre et Zimbabwe (alors appelé Rhodésie) — ont perturbé les liaisons ferroviaires entre la Zambie et le littoral et accru les coûts de transport. En 1979, à la suite d'une grave sécheresse, la production agricole a baissé de 9 %.

Les produits miniers, qui sont au premier rang des exportations zambiennes, représentent 95 % de la valeur des marchandises exportées; d'autre part, les exportations zambiennes fournissent 40 % du PIB. C'est pourquoi la détérioration des termes de l'échange a considérablement réduit le revenu national. Si l'on ajuste le PIB en fonction des variations des termes de l'échange, on obtient le revenu intérieur brut. Ce revenu, rapporté au nombre d'habitants, ne cesse de baisser depuis 1965 et cette baisse a été particulièrement accusée en 1974-78, période pendant laquelle il est tombé à moins de 50 % de son niveau de 1965 (figure).

Cette chute du revenu intérieur brut s'est traduite par une réduction des investissements mais également par une baisse très accusée de la consommation individuelle. Le revenu des ménages ruraux, notamment ceux des zones périphériques, qui était déjà faible, a encore baissé; le pays fait face à de sérieuses pénuries en matière de produits de consommation essentiels, de produits pharmaceutiques, de matériel scolaire et de transports; les conditions sanitaires et la nutrition des enfants se sont probablement détériorées comme le montre, par exemple, l'extension de la gale, maladie associée à de mauvaises conditions d'hygiène; de 1973 à 1978, 18 fois plus de cas qu'auparavant ont été déclarés. Dans les zones urbaines, le nombre d'emplois salariés a diminué, les salaires réels ont baissé et les dépenses consacrées aux services collectifs ont été réduites.

Depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1964, le Gouvernement n'a guère réussi à diversifier une économie reposant jusque-là sur le secteur minier.

• L'agriculture, dont le potentiel est pourtant considérable, a été négligée. Les



termes de l'échange entre les zones rurales et les zones urbaines se sont renversés au détriment de l'agriculture. Malgré des hausses des prix officiels à la production, les prix des denrées agricoles ont en général été inférieurs aux prix des importations. Les services de soutien publics sont insuffisants et se sont détériorés sous l'effet des difficultés budgétaires; les fermes d'Etat, plutôt que les petits agriculteurs, ont absorbé des ressources considérables; la lourdeur de l'appareil de commercialisation entraîne des gaspillages.

• La politique industrielle a mis l'accent sur le remplacement des importations, bien que l'industrie soit dans une grande mesure tributaire de facteurs de production importés. En 1978, les importations de facteurs de production industriels représentaient 56 % du total. Avec la

diminution des ressources en devises, elles ont dû être réduites, ce qui a abouti à la sous-utilisation de la capacité de production et au chômage.

- La structure des investissements a généralement favorisé les projets rentables à long terme, limitant ainsi les avantages du point de vue de l'emploi et de la production à court et à moyen terme. La priorité est allée aux nouveaux investissements, plutôt qu'à l'entretien et à l'achèvement des projets en cours, ce qui a eu pour effet de majorer les coûts, de créer des goulets d'étranglement et de réduire la rentabilité. Le niveau élevé des salaires urbains réels a découragé les activités à forte utilisation de main-d'œuvre.

- Malgré deux dévaluations survenues depuis 1975, le taux de change réel (taux nominal ajusté en fonction de l'évolution des prix intérieurs par rapport aux cours mondiaux) a augmenté d'environ 25 % de 1974 à 1979. Cette appréciation, jointe aux droits de douane élevés et à la réglementation des importations, a découragé les exportations autres que les exportations minières.

- L'adoption d'un système de prix imposés a eu pour effet de comprimer les revenus des entreprises semi-publiques et a entraîné de fortes subventions. De 1965 à 1973, les dépenses publiques, y compris les subventions, ont augmenté presque deux fois plus vite que les recettes.

Si le pays avait adopté des politiques d'action différentes, il aurait été à même de ralentir le déclin des revenus enregistré à partir de 1974, mais l'économie n'en aurait pas été moins sérieusement touchée. Par exemple, il aurait pu porter

les exportations de produits non miniers à 20 % du total des exportations en 1974 (ce qui aurait nécessité une augmentation en volume de plus de 20 % par an pendant la période 1965-74). Si ces exportations non traditionnelles avaient continué de progresser de 5 % par an après 1974 et si les mouvements des prix avaient été modérément favorables, et si d'autre part il avait été possible de remplacer les importations alimentaires par la production intérieure, un tiers environ de la baisse du revenu intérieur brut enregistrée de 1974 à 1978 aurait pu être évité. Pour les deux autres tiers toutefois, cette baisse était inévitable du fait que le secteur du cuivre était la clé de voûte de l'économie.

La hausse des cours du cuivre en 1979 et un programme d'ajustement bénéficiant d'une aide du FMI ont contribué à ralentir l'inflation, mais le PIB a baissé de 9 % et, selon des indications préliminaires, le PIB n'aurait augmenté que de 1 % en 1980.

Pour assurer la croissance, il sera indispensable, à court terme, d'affecter plus de devises au secteur minier et, à long terme, de mettre davantage l'accent sur la diversification et sur un certain nombre de réformes fondamentales des institutions et des politiques économiques. Il faudra de nombreuses années pour corriger la rigidité des structures de l'économie zambienne et, dans l'intervalle, le pays continuera d'être vulnérable aux fluctuations des termes de l'échange. Il sera donc difficile de procéder à des ajustements sans un soutien de la balance des paiements (qu'assurera en partie le crédit de 1 040 millions de dollars approuvé par le FMI en mai 1981 au titre du mécanisme de financement élargi), et il faudra veiller à sauvegarder les intérêts des populations pauvres.

pour que l'économie ne dépende plus autant du secteur minier, n'aurait probablement permis de réduire que d'un tiers, au mieux, la baisse considérable du revenu national enregistrée entre 1974 à 1978. Les deux autres tiers étaient liés à des problèmes structurels. On voit donc l'importance qu'il convient d'attribuer à :

- la promotion des exportations agricoles et autres exportations non minières; et

- l'obtention de concours financiers permettant de faciliter l'ajus-

tement aux chocs extérieurs dans les économies tributaires du secteur minier, jusqu'à ce que les efforts de diversification commencent à porter leurs fruits.

#### **Importateurs de pétrole à faible revenu**

##### *Pays très peuplés d'Asie du Sud*

Dans les grands pays très peuplés de l'Asie du Sud—Bangladesh, Inde et Pakistan—tout comme dans d'autres pays à faible revenu,

le niveau du PIB et la situation de l'emploi dépendent essentiellement du secteur agricole. Toutefois, à la différence d'un grand nombre de pays de l'Afrique subsaharienne, l'Inde et le Pakistan bénéficient d'industries manufacturières largement développées, diversifiées et d'une main-d'œuvre qualifiée très abondante. Au cours des deux dernières décennies, la production du secteur manufacturier a progressé d'un peu moins de 5 % par an en Inde; au Pakistan, elle a augmenté de près de 10 % pendant les années 60 mais de 4 % seulement pendant les années 70. La contribution élevée du secteur manufacturier au PIB (plus de 15 %) et aux exportations de marchandises (plus de 50 %) donne à ces pays une structure pratiquement semi-industrielle et ils ont donc de plus nombreuses possibilités de s'adapter que d'autres pays aussi pauvres qu'eux.

Il convient de rappeler que les pays très peuplés d'Asie du Sud sont le seul groupe pour lequel les effets du volume des exportations aient été nettement inférieurs aux effets des prix. Trois facteurs les ont aidés à s'ajuster (voir l'encadré sur l'Inde) :

- d'excellents résultats dans le secteur agricole, à la suite de l'adoption de variétés de semences à haut rendement, combinée à l'utilisation d'engrais et à l'irrigation (ce qui a réduit les besoins d'importations alimentaires);

- les envois de fonds des travailleurs émigrés dans les pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux; et

- l'augmentation de l'aide extérieure.

Leur croissance, qui avait été en moyenne de 3,5 % pendant la décennie 1963-73, est passée à près de 4,2 % par an de 1973 à 1979, grâce à la vigueur du secteur agricole.



En matière d'ajustement, les choix du Bangladesh sont plus limités que ceux de l'Inde ou du Pakistan. Ce pays, qui, selon la classification des Nations Unies, fait partie du groupe des pays les moins avancés, n'a pas réussi à assurer, depuis son accession à l'indépendance en 1971, une progression de la production agricole suffisante pour satisfaire les besoins d'une population qui augmente de 3 % par an. L'alourdissement de la facture des importations de céréales vivrières, du fait aussi de la hausse des cours mondiaux, a contribué aux chocs extérieurs. Cette facture, au milieu des années 70, représentait 40 % des importations de marchandises. Pendant cette même période, l'instabilité politique est venue s'ajouter aux difficultés économiques. Les mesures visant à promouvoir l'ajustement structurel ont été peu nombreuses et le pays a surtout compté sur l'aide extérieure et sur les envois de fonds des travailleurs émigrés (ces transferts venant en deuxième place, après les exportations de jute, comme source de devises). Le Gouvernement a pris récemment des mesures en vue d'acheminer des ressources plus importantes vers le secteur agricole, notamment vers des projets d'irrigation pouvant être réalisés rapidement à faible coût, et il a adopté aussi un certain nombre de mesures d'encouragement des exportations.

La nouvelle hausse du prix du pétrole survenue en 1979-80, combinée à la mauvaise mousson de 1979, a aggravé la situation de la balance extérieure des pays les plus grands de la région. Les importations de pétrole (déduction faite des réexportations de produits pétroliers) ont représenté 11 et 13 %, respectivement, des importations du Bangladesh et du Pakistan en 1978; dans le cas

de l'Inde, la part des importations pétrolières a augmenté de plus d'une fois et demie, passant de 24 % à plus de 40 %.

La situation de ces pays est certes difficile, mais elle n'est pas désespérée. Le volume des exportations de l'Inde a augmenté de près de 7 % de 1975-76 à 1978-79 à la suite d'une libéralisation des échanges, ce qui laisse penser que le secteur manufacturier est en mesure de contribuer, aux côtés d'un secteur agricole en pleine expansion, au développement des exportations, à la réduction des importations et à un ajustement souple aux chocs extérieurs.

#### *Les pays les moins avancés*

Pour les pays les moins avancés (pour la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, voir le Tableau 6.1), le plus difficile est de distinguer entre ajustement et développement global. Leurs secteurs productifs sont faibles et rigides. Ils ne possèdent ni les compétences ni l'infrastructure ni les institutions commerciales et financières qui leur permettraient d'ajuster rapidement leur économie aux chocs extérieurs. La plupart d'entre eux doivent la majeure partie de leurs recettes d'exportation à un petit nombre de cultures : c'est ainsi que les trois principaux produits primaires représentent plus de 80 % des exportations totales du Burundi, de la Gambie et de l'Ouganda. Ces pays sont pauvres du fait de leur lenteur à saisir les possibilités économiques qui se présentent; mais on peut également dire que cette lenteur est due à leur pauvreté. Tous les pays du tiers monde sont pris dans le cercle vicieux de la pauvreté, mais nulle part ailleurs ce cercle n'est aussi difficile à briser que dans les pays les moins avancés.

Comme l'indique le Tableau 6.2, les effets du volume des exporta-

tions, en raison de la faible croissance des marchés des produits primaires, ont été dix fois plus importants que les effets des prix pour les pays les moins avancés. Mais le déclin de leur part des marchés d'exportation — conséquence des déficiences intérieures, notamment dans le secteur agricole — a été plus de deux fois supérieur au choc extérieur total. Cette situation s'explique en partie par l'absence de recherches visant la mise au point de méthodes culturelles adaptées aux différents sols et climats du continent africain et en partie par la pénurie de personnel suffisamment formé pour appliquer les méthodes déjà connues. Mais à cela sont venus s'ajouter d'autres facteurs. Les gouvernements, en maintenant les prix agricoles à des niveaux faibles, se sont servis des excédents agricoles pour fournir aux populations urbaines des produits alimentaires bon marché et d'autres avantages. La situation s'est trouvée encore aggravée par l'inefficacité des dispositifs de distribution des facteurs de production agricoles, et des mécanismes de commercialisation des produits agricoles. D'autre part, certains pays ont été ravagés par la sécheresse, des guerres ou des luttes intestines.

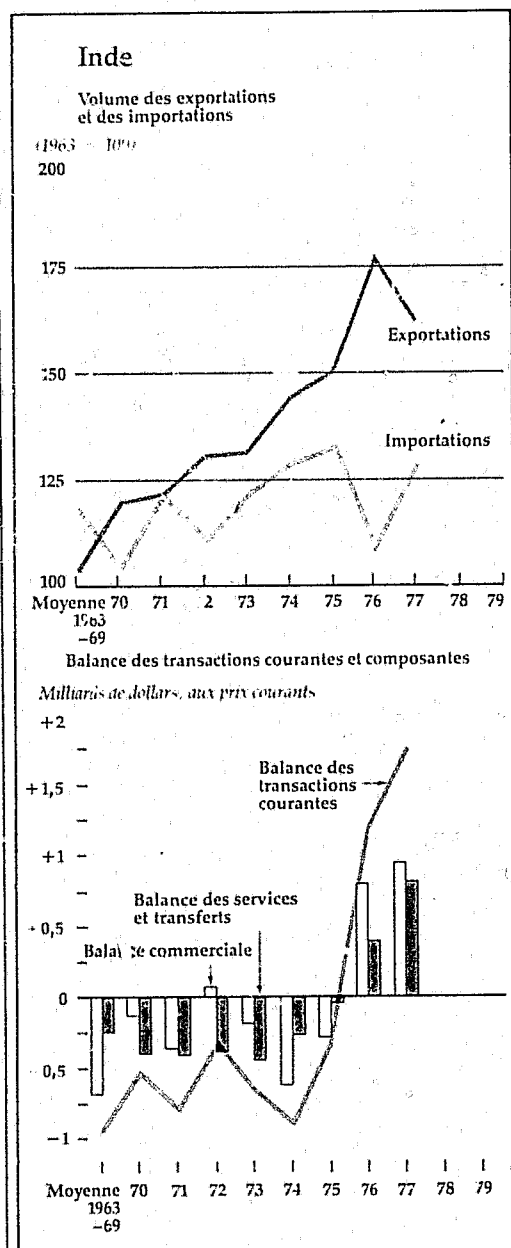
En raison du peu de cas qu'ils ont fait du secteur agricole, ces pays ont eu de plus en plus recours à des importations alimentaires et ont dû faire appel à une aide extérieure croissante pour financer ces importations. Cette situation, venant s'ajouter à la faiblesse des exportations, a contraint des pays comme le Soudan et la Tanzanie à réduire leurs importations à un point tel que toute compression supplémentaire aurait pour effet de déprimer les revenus courants et de mettre sérieusement en danger les perspectives d'expansion des exportations et de



## Inde

Après avoir progressé en moyenne de 3,4 % par an de 1964 à 1973, le PNB a augmenté de 4,3 % par an de 1974 à 1979, malgré la forte hausse des prix pétroliers. Ce résultat remarquable est attribuable à des facteurs à court et à long terme. Les changements les plus importants ont été enregistrés dans les secteurs suivants :

- Agriculture. Au cours des quatre dernières années, l'Inde n'a pratiquement pas importé de céréales alimentaires et a accumulé des stocks qui ont atteint des niveaux sans précédent (voir figure), et qui lui ont permis de faire face aux effets de la grave sécheresse qui a sévi en 1979 sans devoir recourir à des importations

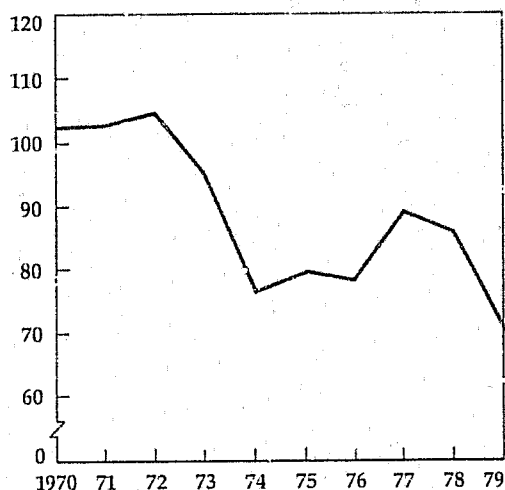


croissance économique.

Les taux de croissance enregistrés dans les pays les moins avancés de l'Afrique subsaharienne ont été décourageants. La pro-

## Inde

Termes de l'échange, 1970-79  
(1971-73 = 100)



notables. Pendant les années 70, la production de céréales alimentaires a progressé en moyenne de pres de 3 % par an, alors que la population augmentait de 2,2 % par an.

Le climat joue encore un rôle essentiel dans l'agriculture, mais le développement de l'irrigation et l'adoption de méthodes culturales modernes ont permis de réduire les aléas. A ce jour, l'amélioration s'est fait surtout sentir dans la culture du blé, dans les États du Punjab, Haryana et Uttar Pradesh au nord-ouest du pays, et progresse vers l'est, au Bengale occidental. L'utilisation d'engrais et de variétés de semences à rendement élevé commencent à s'étendre à la riziculture, notamment dans certains des États les plus pauvres de l'est et du sud du pays.

En cessant pratiquement ses importations de céréales alimentaires, l'Inde a réalisé une économie considérable de devises, ce qui lui a permis de faire face à l'augmentation de sa facture pétrolière sans pour autant réduire d'autres importations. La situation s'est également améliorée grâce à d'autres facteurs :

- Les envois de fonds des travailleurs émigrés. Au milieu des années 70, le nombre d'Indiens travaillant dans les États du Golfe a considérablement aug-

ment. Leurs envois de fonds annuels sont passés de moins de 250 millions de dollars en 1974 à un montant estimatif de 2,4 milliards de dollars en 1980.

menté. Leurs envois de fonds annuels sont passés de moins de 250 millions de dollars en 1974 à un montant estimatif de 2,4 milliards de dollars en 1980.

L'augmentation de ces envois de fonds, jointe aux économies en devises résultant de la suppression des importations de céréales, a permis à l'Inde d'enregistrer un excédent du compte courant pendant chacune des trois années de la période 1976-77 à 1978-79 (voir figure). En conséquence, les réserves en devises du pays ont culminé à plus de 7 milliards de dollars en 1979. Dès 1977, le Gouvernement central a pu lever certaines restrictions aux importations dans certains secteurs :

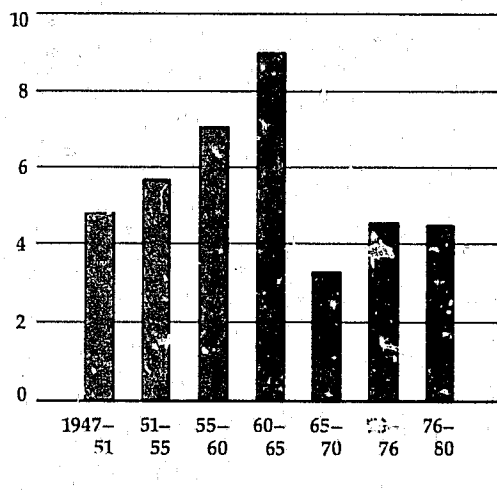
- L'industrie. La politique de remplacement des importations adoptée par l'Inde a permis au pays de diversifier sa base industrielle. Les investissements, financés pendant la plupart des 20 années écoulées par l'épargne intérieure, ont considérablement augmenté. Toutefois, du moins dans le secteur de l'industrie, cette augmentation n'a pas entraîné une accélération de la croissance. Depuis le milieu des années 60, la croissance industrielle s'est en fait ralentie (voir figure). Cette situation est en partie imputable à la faible progression de la demande intérieure et au fait que l'industrie n'a que peu bénéficié des économies d'échelle permises par les exportations vers les marchés mondiaux. D'autre part, le système des patentes industrielles a limité la création d'entreprises dans certaines branches et, dans d'autres, il a freiné l'expansion d'entreprises existantes. Toutefois, la lenteur de la croissance industrielle est davantage attribuable à des contraintes d'ordre interne et liées à l'offre. On peut citer notamment :

- L'infrastructure. Au cours des années 70, les coupures d'électricité ont été chroniques. Plutôt que d'une insuffisance de capacité, elles proviennent d'une mauvaise utilisation de la puissance installée, imputable elle-même à des pénuries de facteurs de production aggravées par un mauvais entretien et une gestion peu satisfaisante. De 1975 à 1980, selon les estimations du Gouvernement, la production aurait été insuffisante de 12 % par an. S'il n'y avait pas eu ces pénu-

toute cette période, le taux de croissance démographique a largement dépassé 2 % par an, d'où le déclin des revenus moyens enregistré dans plusieurs pays.

### Inde : Production industrielle, 1947-80

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



ries, le PIB aurait peut-être été supérieur de 2 % par an.

La production d'électricité a également été affectée par des pénuries de charbon. La production de charbon, restée stationnaire au cours des trois années 1977-78 à 1979-80, a enregistré une reprise en 1980-81. Des conflits sociaux et le manque d'électricité ont perturbé les activités ferroviaires, ce qui a entravé le transport du charbon. Les difficultés dont ont souffert trois secteurs clés de l'infrastructure, le charbon, l'électricité et les transports, ont été étroitement liées.

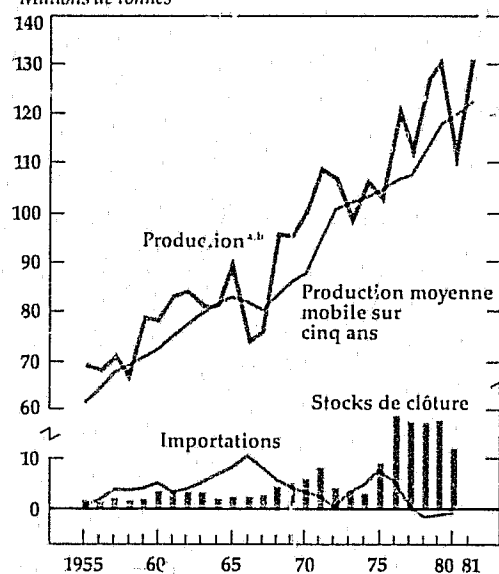
Les pouvoirs publics ont pris des mesures visant à remédier à tous ces obstacles intérieurs. La réglementation des patentes a été relâchée; les sociétés des secteurs clés pourront accroître leur capacité de 5 % par an pendant cinq ans. Pour toutes les centrales, la production destinée à l'exportation échappe à cette réglementation, et les centrales qui exportent la totalité de leur production seront exonérées de tout contrôle et de toute taxe à l'importation, bénéficieront d'un régime fiscal favorable et les lois en vigueur sur les prises de participation étrangère ne leur seront pas appliquées. En ce qui concerne

l'infrastructure, le Sixième plan (qui prend fin en 1985) prévoit une augmentation considérable des investissements dans les secteurs du charbon, de l'électricité et des chemins de fer.

A court terme, ces mesures n'auront que peu d'effets sur la pénurie de devises apparue en 1980 et 1981. Les achats de pétrole ont représenté près de 45 % de la facture totale des importations en 1980-81. Les envois de fonds des travailleurs émigrés n'augmenteront probablement pas au même rythme que pendant la décennie précédente et il en sera de même de l'aide, qui avait joué un rôle important dans le soutien de la balance des paiements après la hausse des prix pétroliers de 1973-74. La nécessité de procéder à un ajustement est donc plus impérative que jamais. Toutefois, si les progrès agricoles se poursuivent, si les pouvoirs publics adoptent en matière d'échanges une politique d'action davantage tournée vers l'extérieur, si l'industrie peut s'appuyer sur une meilleure infrastructure et si le pays continue de bénéficier dans ses

### Inde : Production, importations et stocks de céréales alimentaires, 1955-81

Millions de tonnes



a. La campagne agricole s'achève le 30 juin.  
b. Estimations pour 1980 et 1981.

efforts de développement d'un soutien extérieur, il devrait être à même de redresser sa balance des paiements sans ralentir notablement sa croissance.

Les chocs extérieurs, qui n'avaient pas provoqué de difficultés majeures au milieu des années 70, ont fortement affecté les économies des pays d'Afrique

subsaharienne vers la fin de la décennie. A la suite de la forte hausse des prix des produits primaires en 1976-77, plusieurs de ces pays ont considérablement

accru leurs emprunts extérieurs à des conditions rigoureuses et ont augmenté les dépenses publiques. Après la baisse des prix des produits primaires en 1978 et la hausse des prix pétroliers de 1979-80, les pays d'Afrique subsaharienne se sont trouvés pris dans une crise économique et financière des plus graves. Des négociations se déroulent à l'heure actuelle pour réaménager le calendrier de la dette de certains pays et de nouvelles s'ouvriront probablement, en raison des arriérés de paiements considérables que plusieurs pays ont accumulés.

### Problèmes et perspectives d'ajustement

En matière de croissance, la différence entre les pays très peuplés d'Asie du Sud et les pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne repose principalement sur les résultats obtenus dans le secteur agricole. L'Inde, en raison des progrès considérables réalisés dans le domaine de la productivité agricole, n'a pratiquement plus besoin d'importer de céréales vivrières. Il reste encore beaucoup à faire, dans toute l'Asie du Sud, pour améliorer les rendements agricoles, mais le potentiel de ce secteur a déjà été démontré, et les moyens de le réaliser sont connus.

Dans le secteur manufacturier également, l'Asie du Sud possède un vaste potentiel d'expansion de la production et des exportations. L'étude de cas, consacrée à l'Inde (voir encadré) a identifié, parmi les obstacles à la production et à l'exportation de produits manufacturés, la présence de goulets d'étranglement dans l'infrastructure de base. De tels obstacles à l'accroissement de la production de produits échangeables avec l'extérieur devront être surmontés par divers moyens, mais tout particulièrement grâce à la combinai-

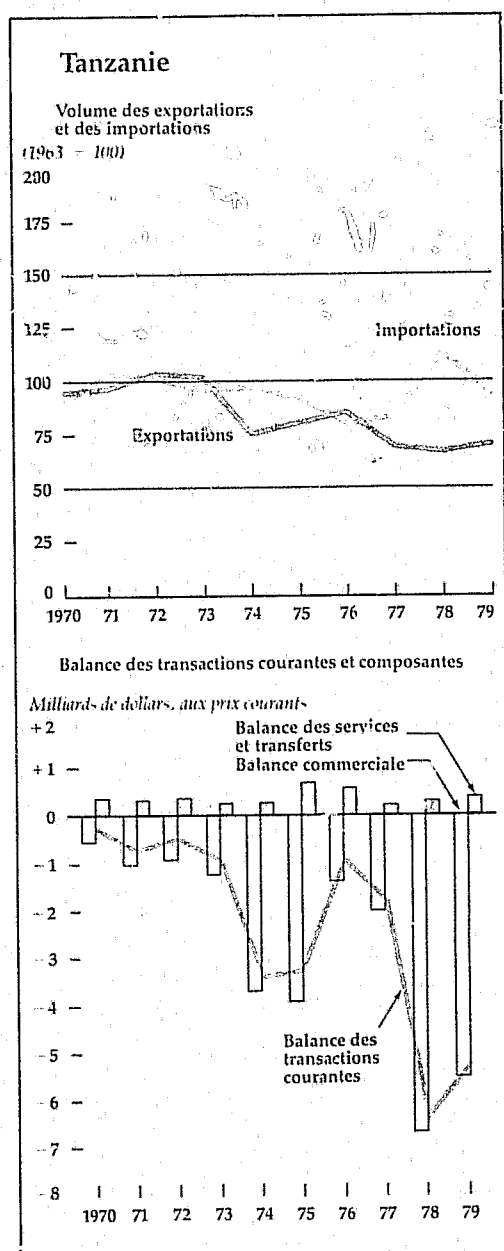
son de financements extérieurs et d'épargne intérieure, qui permettra d'accroître la capacité de production de biens *non échangeables*, par exemple dans les secteurs de l'énergie et des transports. De tels résultats ne sauraient être obtenus à l'aide de prêts à court et moyen termes destinés à soutenir la balance des paiements. Cette situation prouve une fois de plus que *l'ajustement des pays à faible revenu exige un financement extérieur à long terme.*

En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, il conviendra en priorité de promouvoir l'agriculture et les exportations agricoles. Les désavantages dont souffrent la production et les exportations agricoles, tiennent en grande partie aux efforts réalisés pour industrialiser l'économie à l'abri de monnaies surévaluées. L'intérêt porté à cette stratégie tient en partie au fait que l'autre solution, à savoir axer le développement sur la production primaire et la diversification progressive des exportations, était associée, dans les esprits, au colonialisme. On pensait aussi qu'elle ouvrirait la voie à une industrialisation rapide, laquelle semblait être une garantie contre les fluctuations et les baisses imprévisibles des prix des produits primaires.

Or, l'évolution de la situation au cours des dernières années conduit à des conclusions différentes. Le Tableau 6.2 montre que pour les pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne, les facteurs qui ont fait obstacle à l'augmentation de leur part des marchés d'exportation, ont été bien davantage liés à l'offre qu'aux effets défavorables des chocs extérieurs. Par ailleurs, les pays comme la Côte d'Ivoire, le Malawi et, au cours des années 60, le Kenya, qui ont limité les mesures discriminatoires à l'égard de la production et des exportations de

## Tanzanie

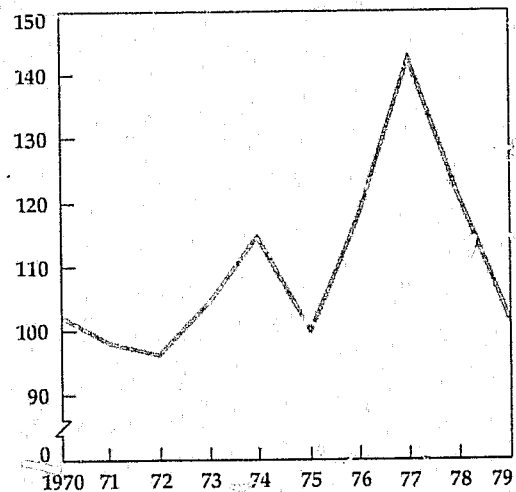
La Tanzanie se trouve à l'heure actuelle dans une situation économique précaire. Alors que ce pays est déjà l'un des plus pauvres du monde, son PIB par habitant a baissé de près de 5 % en 1980 et la situation actuelle des comptes extérieurs est critique. En 1980, la valeur réelle des importations était tombée au-dessous du niveau de 1973, malgré une augmentation réelle de 150 % des versements bruts d'aide extérieure. La même année, 40 % du total des recettes d'exportation ont été absorbés par les importations pétrolières, 20 % par les importations de céréales alimentaires rendues nécessaires par la



sécheresse et 9 % ont financé le service de la dette. A la fin de 1980, le chiffre des réserves nettes était négatif et les arriérés des paiements extérieurs avaient atteint 286 millions de dollars, soit 50 % de la valeur des exportations de marchandises.

## Tanzanie

Termes de l'échange, 1970-79  
(1971-73 = 100)



Toutefois, les progrès économiques et sociaux réalisés par la Tanzanie pourraient ne pas être compromis à condition qu'elle adopte les mesures appropriées et reçoive une aide extérieure supplémentaire. Le choix des mesures "appropriées" se heurte toutefois au problème fondamental du conflit possible entre l'ajustement et les priorités économiques et sociales de la Tanzanie. Ces dernières mettent l'accent sur un régime socialiste d'autosuffisance et sur le développement rural fondé sur l'*ujamaa*, qui est une forme assez lâche de production coopérative. Cette stratégie a guidé les efforts déployés par le pays au cours des dernières années pour ajuster son économie, bien qu'en pratique la Tanzanie soit devenue de plus en plus tributaire de l'aide extérieure, et que le développement rural ait été négligé.

En 1974-75, la balance des paiements s'est considérablement détériorée à la suite du renchérissement du pétrole, mais surtout en raison des importations alimentaires (à un moment où les cours mondiaux avaient atteint un sommet) rendues nécessaires par la sécheresse, et de la chute dramatique des exportations. Devant cette situation, les pouvoirs publics ont opté pour une hausse des prix des produits agricoles (notamment des produits vivriers), un resserrement du crédit, une majoration des impôts et une réglementation plus stricte des importa-

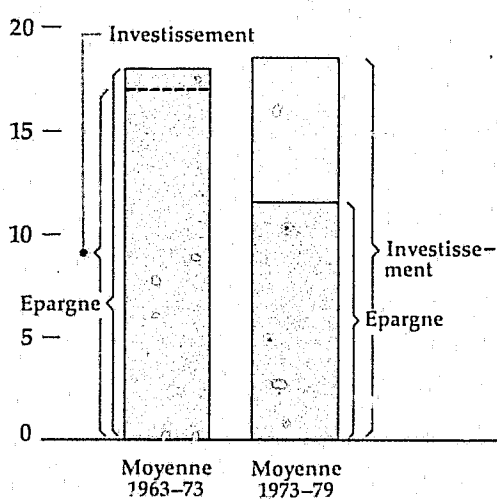
tions, tout en maintenant l'expansion des programmes sociaux (particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé) et en relevant le salaire minimum. En 1975, le shilling a été dévalué et en 1975-76, les investissements publics ont été réduits.

La réalisation du programme s'est faite dans un esprit de sacrifice et d'austérité. En 1974 et 1975, le déficit de la balance des paiements a pu être comblé grâce à une augmentation de l'aide extérieure (à des conditions libérales), à l'utilisation d'une partie des réserves et à des emprunts auprès du FMI. En 1976 et 1977, le déficit du compte courant a diminué (voir figure) grâce, surtout, à l'amélioration des prix des produits d'exportation, notamment du café. Malheureusement, les problèmes ont refait surface en 1978, avec la baisse des prix et du volume des exportations et l'ouverture des hostilités entre la Tanzanie et l'Ouganda, à un moment où les effets de la dissolution de la Communauté est-africaine se faisaient sentir et où la production alimentaire subissait les effets de mauvaises conditions météorologiques.

Pendant un certain temps, le pays est parvenu à réduire les importations alimentaires, mais les tentatives d'ajustement des années 70 n'ont réussi ni à relancer les secteurs productifs et monétisés ni à renverser la tendance au déclin

### Tanzanie : Taux d'épargne et d'investissement, 1963-73 et 1973-79

Pourcentage du PIB, en prix constants



des exportations amorcé au début des années 70. Les efforts déployés pour accroître rapidement la production se sont heurtés notamment à des déficiences structurelles (faible productivité, manque d'entretien, insuffisance de l'infrastructure, problèmes de main-d'oeuvre). Toutefois, d'autres facteurs, qui se prêtent davantage à une intervention de l'Etat, ont également empêché les mesures d'ajustement d'avoir tous les effets prévus :

- La transformation des institutions — notamment, la campagne nationale de "villagisation", le remplacement de coopératives par des organismes semi-publics et le chevauchement des responsabilités des organismes du parti et des organismes gouvernementaux — a changé plusieurs fois de cap et perturbé l'agriculture pendant une période beaucoup plus longue que prévu.

- Les prix à la production des cultures d'exportation ont baissé de près d'un tiers en valeur réelle, ce qui a entièrement annulé les avantages potentiels de la dévaluation de 1975.

- Les plans d'investissement ont été trop ambitieux, de sorte que la réalisation d'un grand nombre de projets a traîné en longueur et que certains projets sont restés inachevés pendant très longtemps. Le financement des budgets d'entretien a été insuffisant.

- Le dirigisme dont a fait preuve le Gouvernement dans tous les secteurs, pendant les périodes de pénurie, a contribué au développement de marchés parallèles et de la contrebande, et a découragé les producteurs.

Aucun des facteurs qui font obstacle à l'ajustement n'exige des modifications qui iraient à l'encontre des objectifs de développement de la Tanzanie. Toutefois, il est urgent de modifier certains éléments de la stratégie de développement. Le fonctionnement des *ujamaa* n'interdit pas une certaine acceptation du jeu de l'offre et de la demande et n'empêche pas de reconnaître que l'intervention de l'Etat dans certains domaines risque d'avoir des effets négatifs, quand la main-d'oeuvre qualifiée est limitée. Le maintien d'appuis extérieurs, notamment à des fins d'aide alimentaire et pour financer les coûts de fonctionnement des programmes sociaux, faciliterait les efforts d'ajustement et permettrait également de réduire le conflit — si tant est qu'il y a conflit — entre croissance et équité.

produits primaires, ont réussi à accroître le volume de leurs exportations et à améliorer considérablement leur pouvoir d'achat. Dans tous ces pays, l'agriculture a réagi favorablement aux prix et aux autres mesures d'incitations; ce secteur, pour peu qu'il soit encouragé comme il convient et qu'on lui en donne le temps, est capable de tirer profit des possibilités offertes par la conjoncture internationale.

Le rôle important que peut jouer le secteur agricole dans les efforts d'ajustement, d'une part, et la ponction sur les excédents courants qui résulte des politiques actuelles, d'autre part, devraient inciter les pays de l'Afrique subsaharienne à envisager immédiatement des réformes portant sur les taux de change, le niveau des prix intérieurs et les subventions au secteur public. Ils se heurteront à l'opposition de puissants intérêts, mais ils ne peuvent guère se permettre de tolérer les inefficacités résultant des orientations actuelles pendant une décennie qui connaîtra probablement des chocs extérieurs au moins aussi puissants que ceux de 1979-80.

L'aide extérieure et une réforme des politiques intérieures peuvent et doivent être mutuellement bénéfiques. S'il est urgent de procéder à des réformes, cet impératif doit être tempéré par une appréciation réaliste des résultats qu'elles peuvent à elles seules permettre d'obtenir dans les pays les plus pauvres, notamment à court terme. Le rôle que l'aide extérieure peut jouer pour aider ces pays à s'adapter sans trop sacrifier leur croissance, ne saurait être sous-estimé. En ce qui concerne l'ensemble des pays africains importateurs de pétrole, une réforme des orientations intérieures (voir les exemples de la Zambie et de la Tanzanie dans les encadrés) pourrait permettre d'amélio-

rer à concurrence de 2 % leur taux de croissance pendant les années 80, qui passeraient ainsi de 2,4 à 4,2 % dans l'Hypothèse basse, et de 3,0 à 5,0 % dans l'Hypothèse haute (Chapitre 2). Toutefois, il est peu probable que ce genre de réformes soit possible dans la situation que suppose l'Hypothèse basse, c'est-à-dire en cas de diminution du revenu par habitant. La combinaison d'une réforme des politiques intérieures et d'une aide correspondant aux prévisions de l'Hypothèse haute pourrait améliorer de façon spectaculaire les perspectives de croissance des pays africains. Cependant, leurs perspectives de croissance, même s'ils adoptent des orientations satisfaisantes, sont tellement limitées par des obstacles matériels et économiques que ces pays continueront, pendant les années à venir, d'être fortement tributaires de l'aide extérieure (voir l'encadré sur la Haute-Volta).

### Conséquences

L'ajustement à la hausse de 80 % des prix réels du pétrole survenue en 1979-80 et à la récession qu'elle a entraînée dans les pays industriels commence à prendre forme. Les solutions dont disposent les pays en développement importateurs de pétrole sont à l'heure actuelle plus limitées qu'elles ne l'étaient au milieu des années 70, en raison du coût plus élevé des capitaux privés, des perspectives moins encourageantes en matière d'aide libérale et du tassement modéré des envois de fonds des travailleurs à l'étranger. Il existe toutefois un grand nombre de points communs entre les deux situations, particulièrement en ce qui concerne la nature des chocs extérieurs auxquels doivent faire face les pays en développement. Les conclusions tirées de la présente étude des événements qui

## Haute-Volta

La Haute-Volta, pays sans littoral au cœur de l'Afrique de l'Ouest, est l'une des nations les plus pauvres du monde. En 1979, son PNB par habitant était de 180 dollars. Le pays ne possède pas la plupart des ressources humaines et matérielles nécessaires pour stimuler le développement. Le taux d'alphabétisation n'y était que de 5 % en 1972, alors qu'il était de 39 % en moyenne dans les pays à faible revenu en 1976; un grand nombre de jeunes, parmi les plus instruits, émigrent. Plus de 80 % de la population vivent de l'agriculture, laquelle représente 40 % du PIB et 90 % des exportations, malgré une terre pauvre et fortement marquée par l'érosion. Les précipitations sont irrégulières. Les rares gisements de minerais (principalement manganèse et phosphates naturels) sont coûteux à exploiter.

Compte tenu de ces obstacles énormes, les possibilités d'ajustement à la nouvelle conjoncture mondiale sont très limitées. Dans l'ensemble, les pouvoirs publics ont adopté des principes d'action favorables au développement; les investissements ont progressé, de même que la part des importations dans le PIB (qui est passée de 21 % en 1970 à 40 % en 1977). L'expansion des investissements et des importations a été en grande partie rendue possible par l'aide considérable que le pays a reçue à des conditions libérales, par les envois de fonds des travailleurs émigrés et, dans une plus faible mesure, par l'augmentation des recettes d'exportation. Toutefois, la croissance du PNB n'a dépassé que très légèrement le taux d'accroissement de la population au cours des deux dernières décennies.

La situation de la balance des paiements est devenue un peu plus difficile en 1979-81, à la suite de la hausse des prix pétroliers et de la détérioration des termes de l'échange. En 1979, dans le cadre d'un programme de stabilisation auquel le Fonds monétaire international a prêté son concours, les importations ont baissé de 13 %. Etant donné que la Haute-Volta exporte essentiellement des produits primaires et qu'il est impossible de réduire

les importations sans ralentir la croissance, la marge d'ajustement, en matière de commerce extérieur, est minime. Le pays devra donc compter dans l'avenir sur l'aide extérieure et les envois de fonds des travailleurs émigrés. Malheureusement, en ce qui concerne l'aide extérieure, les perspectives s'assombrissent (en raison, notamment, de la médiocrité des résultats obtenus jusqu'ici); pour ce qui est des envois de fonds des travailleurs émigrés, leur progression risque de se ralentir à mesure que les émigrés sont de plus en plus nombreux à s'installer de façon permanente à l'étranger. Quelles que soient pratiquement les hypothèses considérées, la Haute-Volta est vouée au dénuement pendant plusieurs décennies.

Deux priorités se dégagent :

- Une augmentation notable de la productivité agricole. Tout programme devra comporter une expansion de la recherche agricole, en vue d'adapter aux conditions locales les résultats des recherches agronomiques. A l'heure actuelle, il n'est possible d'appliquer de façon rentable les techniques agricoles modernes qu'à un petit nombre de cultures dans les zones où les conditions écologiques sont les plus propices. La mise au point de méthodes culturales améliorées devrait viser à accroître l'efficacité de la production alimentaire et à conserver les ressources en terres et en eau, qui sont peu abondantes, notamment sur le plateau central où la population est la plus dense.

- Le développement humain. La rentabilité économique et sociale d'investissements dans les domaines de l'enseignement de base et des soins de santé primaires serait, à long terme, considérable. Toutefois, les pouvoirs publics n'arrivent déjà pas à financer les coûts de fonctionnement des programmes actuels, qui sont pourtant très modestes, et il n'est guère possible d'accroître l'accès des populations à ces services par une redistribution des crédits ou la restructuration des services existants. Un programme de l'envergure voulue exigerait donc un apport massif d'aide extérieure.

ont marqué la période 1974-78 devraient être particulièrement utiles pour orienter le choix de

politiques d'ajustement capables de promouvoir la croissance sans nuire à l'équité.



## La Chine : ajustement et réforme

La stratégie de développement de la Chine a toujours visé deux objectifs : premièrement, l'industrialisation, et en particulier la mise en place d'industries lourdes; deuxièmement, l'élimination des pires aspects de la pauvreté. Cette stratégie a également été modelée par deux contraintes majeures : l'extrême rareté des terres arables par rapport au nombre d'habitants, et l'isolement très marqué du pays sur le plan international.

Ces contraintes ont amené la Chine à adopter deux tactiques différentes pour atteindre ses objectifs. Après une phase initiale de redistribution de la propriété, elle s'est attachée à réduire la pauvreté — par des interventions visant essentiellement à stimuler le développement rural et à assurer des services sociaux de base — en faisant largement appel à l'initiative et aux ressources locales, le mot d'ordre étant l'économie et l'auto-provisionnement technique. Quelques industries ont aussi été créées dans les campagnes, sous l'impulsion des communes, unités de base de l'économie rurale. À l'opposé, le programme d'action adopté pour assurer l'industrialisation générale du pays reposait essentiellement sur une injection massive de ressources mobilisées à l'échelon central; il accordait moins d'importance à l'efficacité économique et s'appuyait sur des techniques largement inspirées de celles des Soviétiques dans les années 50.

La dualité de ces méthodes d'approche a contribué à de brusques changements d'orientation. La Chine a cependant enregistré

d'importants progrès dans ces deux domaines prioritaires. À l'heure actuelle, la part de l'industrie dans le PIB (de l'ordre de 40 %) correspond à la moyenne des pays en développement à revenu intermédiaire. La part des services étant toutefois particulièrement faible par rapport à d'autres pays, l'agriculture représente encore 34 % du PIB et plus de 70 % des emplois — taux similaires à la moyenne des pays à faible revenu. De plus, environ 85 % de la population habite dans les régions rurales.

Compte tenu des ajustements qu'implique la structure inhabituelle des prix en Chine, le taux annuel de croissance du PNB par habitant semble avoir atteint 2,5 à 3,0 % dans la période 1957-79. Ce taux est nettement supérieur à la moyenne d'autres pays en développement à faible revenu (1,6 % entre 1960 et 1979), mais bien inférieur à la moyenne des pays en développement à revenu intermédiaire (3,8 %), et il n'est pas suffisant pour permettre à la Chine de quitter le groupe des pays à faible revenu. L'importance de l'épargne intérieure (aux prix de 1970, le taux marginal excédait 40 % dans la période 1957-79) a facilité l'accélération rapide de l'industrialisation, mais elle a aussi freiné la consommation, qui a progressé nettement plus lentement que les revenus.

En tout état de cause, la condition des groupes à faible revenu est, sur le plan des besoins essentiels, bien meilleure en Chine que dans la plupart des autres pays pauvres, c'est le résultat le plus remarquable du bilan de ces trente

dernières années. Tous ont du travail; le ravitaillement en vivres est garanti grâce à un système de répartition à l'échelon national et aux mesures prises à l'échelon des collectivités. La plupart des enfants sont non seulement scolarisés, mais l'enseignement qu'ils reçoivent est comparativement bon; et la grande majorité a accès aux soins de santé primaires et aux services de planning familial. L'espérance de vie — qui, du fait de sa sensibilité à bien d'autres variables économiques et sociales, constitue sans doute le meilleur indicateur de l'étendue de la pauvreté réelle d'un pays — est exceptionnellement élevée (64 ans), eu égard au niveau du revenu par habitant (voir l'encadré sur la pauvreté et le développement humain en Chine, p. 117).

### La nécessité d'une adaptation

Ces dernières années, la politique économique de la Chine a été profondément modifiée avec l'élaboration du programme "de réforme, d'ajustement, de consolidation et d'amélioration". Celui-ci se caractérise essentiellement par la réforme du système de gestion économique, qui implique notamment un élargissement de la place faite au marché, et par la diminution de la part relative de l'investissement au profit de la consommation.

Ces nouvelles orientations résultent en partie de l'évolution politique du pays, mais elles sont également motivées par d'importantes considérations économiques. Jusqu'à une période récente, la Chine a augmenté sa production grâce à la mobilisation



massive des ressources et à la transformation radicale des structures institutionnelles; mais désormais les progrès dans ce domaine dépendront davantage de l'efficacité de l'utilisation des ressources. De plus, si l'isolement du pays sur le plan technique a stimulé l'improvisation, les avantages qu'il en a retirés sont contrebalancés par les problèmes que posent le retard technologique et les goulets d'étranglement. Enfin, les remarquables progrès enregistrés en matière d'industrialisation et de satisfaction des besoins essentiels n'ont pas été accompagnés par une amélioration comparable du niveau de vie, alors qu'ils ont suscité au sein de la population un désir de mieux-être.

### Les années 80 : perspectives et options

Le ralentissement de la croissance démographique, la plus grande ouverture du pays sur l'extérieur (marchés et technologie) et la réforme du système sont autant de facteurs positifs pour l'avenir économique de la Chine, surtout à plus long terme. Dans les dix prochaines années toutefois, l'action menée par le Gouvernement en vue d'améliorer le niveau de vie de la population sera entravée par un ensemble de contraintes interdépendantes. Certaines d'entre elles sont des contraintes de longue date — terres arables, devises, main-d'oeuvre qualifiée. D'autres sont plus récentes — production intérieure d'énergie, et financement des nouveaux investissements (rendu problématique par le fait que, d'une part, le Gouvernement souhaite réduire le taux d'épargne et que, d'autre part, le programme d'investissement actuel est considérable).

Les possibilités d'améliorer les performances économiques sont particulièrement importantes

dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie. Dans le domaine des échanges internationaux, la politique d'ouverture vers l'extérieur donnera une impulsion certaine aux exportations. A court et à moyen terme, la Chine pourrait recourir à d'importants emprunts en devises pour faciliter la restructuration de son économie.

### Agriculture

Dans les années 80, les problèmes du secteur agricole seront très comparables à ceux du passé. Du côté de la demande, il sera nécessaire de continuer à accorder une priorité élevée à la production de céréales vivrières et à la sécurité alimentaire. Mais le choix de l'utilisation des terres sera rendu plus difficile encore du fait de l'accent mis sur l'augmentation du niveau de vie, qui implique un approvisionnement relativement plus important de produits vivriers de meilleure qualité et de matières premières agricoles pour l'industrie légère.

En ce qui concerne l'offre, les superficies disponibles par agriculteur ont diminué et certains des facteurs qui ont été à l'origine de l'augmentation spectaculaire des rendements — irrigation, engrais, modification de l'assolement — ne joueront vraisemblablement plus un rôle aussi important à l'avenir. Les nouvelles orientations et l'amélioration de la gestion autorisent toutefois des progrès substantiels. Particulièrement importantes à cet égard sont les dispositions prises par le Gouvernement pour renforcer les mesures d'incitation, donner plus d'autonomie aux producteurs, encourager les collectivités locales à spécialiser leur production en fonction des avantages comparatifs de leur région, et stimuler la recherche.

Ce sont les populations rurales qui bénéficieront le moins des

mesures visant à accroître la productivité de l'agriculture et à développer l'industrie des communes, et même de l'augmentation des prix agricoles (étant donné que beaucoup de communes sont acheteurs nets de produits alimentaires). Pour éviter que les disparités rurales ne s'accroissent, l'Etat devra accroître l'aide apportée aux régions défavorisées afin de promouvoir les activités agricoles et autres et pour améliorer l'approvisionnement en denrées alimentaires et les services sociaux. Tout comme l'augmentation générale des prix des produits agricoles, ce programme d'action pourrait être en partie financé grâce à des impôts progressifs sur les revenus ou les terres agricoles. Les populations rurales pauvres devraient peu à peu être autorisées à s'installer dans d'autres régions, lorsque cette solution se révèle moins coûteuse que d'augmenter leur revenu sur place. Ces populations pourraient en outre bénéficier de plans de développement régionaux à long terme; ceux-ci pourraient permettre de résoudre les problèmes particuliers à certaines localités, de canaliser les ressources financières et humaines nécessaires à cette fin, et de promouvoir la coordination au sein des différents organismes d'Etat.

### Production d'énergie

Les perspectives de production d'énergie se sont récemment assombries. La production de pétrole a culminé à 2,12 millions de barils par jour en 1979. Elle tombera sans doute à 2 millions de barils par jour environ en 1985, et il y a peu de chances qu'elle remonte dans la deuxième moitié de la décennie. Pour éviter un fléchissement plus important encore, des mesures immédiates doivent être prises afin de mieux étudier les gisements actuels et

d'améliorer l'efficacité des activités d'exploration. Pour le charbon (qui représente approximativement 70 % de l'énergie commerciale), les perspectives sont meilleures, mais, dans les années 80, l'augmentation de la production sera plus lente que par le passé, même si ce secteur bénéficie d'une priorité élevée.

Au cours des années 80, l'augmentation de la production totale d'énergie primaire ne sera donc guère supérieure à 2,8 % par an, et sans doute pas supérieure à 2,2 % dans la période 1980-85, soit moins du quart de la croissance enregistrée entre 1952 et 1980.

Le secteur de l'énergie absorbe déjà plus de 40 % des investissements industriels. Les dépenses d'équipement supplémentaires qu'il faudrait effectuer dans la première moitié de la décennie pour donner une nouvelle impulsion à la production énergétique dans la deuxième moitié de la décennie — en admettant que le pays dispose de la main-d'oeuvre spécialisée et de l'équipement que cela implique — seraient telles que le pays devrait renoncer à des investissements d'une importance vitale dans d'autres secteurs. Dans les années 80, l'amélioration de l'efficacité énergétique sera donc une condition sine qua non de la croissance économique. Ceci est particulièrement vrai pour le pétrole, dans la mesure où les perspectives de croissance du pays dépendent en grande partie des quantités qui pourront être fournies aux industries qui l'utilisent comme matière première

#### *Economies d'énergie dans le secteur industriel*

L'agriculture, le commerce, les ménages et les transports consommant relativement moins d'énergie, les possibilités d'économies et de recours à des combustibles de substitution dans ces secteurs

sont assez limitées. Les économies réalisées dépendront de ce fait presque entièrement de l'industrie (et notamment du secteur énergétique lui-même). Les mesures de rééquilibrage entre l'industrie lourde et l'industrie légère au profit de cette dernière ont déjà permis de réduire notablement la consommation d'énergie, et les effets de ces mesures continueront à se faire sentir jusqu'au milieu de la décennie. Par la suite, il ne sera guère possible d'accroître beaucoup le décalage de croissance entre ces deux types d'industrie, étant donné que l'industrie lourde produit la plus grande partie de l'équipement et des matériaux nécessaires à l'industrie légère, et aux secteurs de l'agriculture et des services.

Des résultats plus intéressants et plus durables seront donc obtenus par des interventions visant à réduire la consommation d'énergie et à remplacer le pétrole par le charbon dans les diverses branches industrielles. Les économies d'énergie réalisables sont importantes, surtout dans l'industrie lourde.

Des améliorations mineures au niveau de l'exploitation permettraient — à très peu de frais — de réduire nettement la consommation d'énergie. Il serait possible de réaliser d'autres économies, et de remplacer le pétrole par le charbon, en modifiant quelque peu les équipements et les techniques, ce qui ne représenterait qu'un investissement limité. Au-delà, les changements nécessaires seraient de plus grande envergure. Dans certaines branches (et surtout la métallurgie), il sera à la fois souhaitable et possible d'éliminer la majorité des petites usines.

Ces diverses mesures permettraient de réduire très sensiblement la consommation d'énergie par unité de production industrielle, et les dépenses d'investis-

sement qu'elles représenteraient sont bien inférieures à celles qu'impliquerait une augmentation équivalente de la production énergétique. Mais cela nécessite une planification minutieuse des principaux sous-secteurs et un programme d'action intégré englobant économies d'énergie, restructuration et modernisation du secteur industriel. Cela implique également une réforme des procédures de répartition des ressources énergétiques. La mise en oeuvre de ces mesures serait grandement facilitée si les autorités décidaient de modifier les prix de l'énergie (et notamment de majorer fortement le prix du fuel), tout en introduisant d'autres réformes visant à renforcer l'effet d'incitation des prix.

#### *Autres problèmes du secteur industriel*

Dans les quelques années à venir, l'expansion de l'industrie ne sera pas seulement entravée par des contraintes énergétiques; elle risque également de l'être par des problèmes de matières premières, de devises et de capitaux pour les nouveaux investissements.

L'essor de l'industrie légère est déjà freiné par la pénurie de matières premières — tant industrielles (pétrochimie et métaux) qu'agricoles. Etant donné que les possibilités d'expansion de la production nationale demeureront extrêmement limitées pour les matières premières agricoles et le pétrole, il est souhaitable que le pays accroisse ses importations.

Pour pouvoir soutenir un rythme de croissance rapide tout en réduisant le taux global d'investissement et en augmentant les investissements dans les secteurs non productifs, la Chine devra impérativement chercher à rationaliser ses investissements industriels. La diminution de la part relative de l'industrie lourde

au profit de l'industrie légère et les réformes de gestion économique se traduiront non seulement, comme on l'a vu, par l'amélioration de l'efficacité énergétique mais aussi par une réduction notable du coefficient de capital par unité de production.

Etant donné l'insuffisance de ses ressources en devises et les avantages que présenterait une ouverture sur les marchés mondiaux, la Chine doit impérativement accorder une priorité élevée à l'expansion des exportations de produits manufacturés. L'abondance de la main-d'œuvre qualifiée, le faible niveau des salaires et les immenses possibilités d'économies d'échelle offrent à cet égard des perspectives prometteuses.

A l'heure actuelle, les trois cinquièmes des exportations chinoises de produits manufacturés sont constituées de produits autres que des machines et de l'équipement, qu'elle vend aux pays en développement ou aux pays industriels à économie planifiée. Pour enregistrer un taux de croissance élevé, la Chine doit renforcer sa présence sur les marchés plus riches, et notamment celui de la zone OCDE, où elle occupe, à l'heure actuelle, une part très modeste.

Si elle y réussit, le volume de ses exportations de produits manufacturés pourrait augmenter de 10 % par an environ dans les années 80, et il est même fort possible que ce taux atteigne 15 %. Dans ce dernier cas, la valeur des exportations de produits manufacturés pourrait excéder 60 milliards de dollars en 1990 (aux prix de 1990).

De façon générale, la modernisation des techniques industrielles peut se traduire par une amélioration importante de la productivité et de la qualité de la production, tant dans l'industrie que dans les secteurs d'aval. C'est l'objectif vers lequel tendent la plupart des branches industriel-

les. Il pourra cependant être atteint plus rapidement et à moindre coût si les responsables s'attachent à promouvoir plus vigoureusement l'innovation et s'ils font preuve de discernement en décidant s'il y a lieu de recourir à des importations de technologie, et quand et comment il convient de le faire.

#### *Emprunts extérieurs*

Les exportations de pétrole de la Chine vont diminuer, et il est possible qu'elles cessent d'ici à la fin de la décennie. La faible croissance du secteur agricole restreindra l'expansion des exportations de produits primaires, qui ne progressera au mieux que de 4 à 5 % par an. Les rentrées de devises seront donc essentiellement fonction des exportations de produits manufacturés.

La Chine devra recourir à des importations massives. Il lui faudra importer des quantités importantes de matières premières pour maintenir un taux de croissance rapide dans le secteur industriel. Les pressions exercées sur le plan de la consommation et les contraintes qui pèsent sur la production agricole interdiront vraisemblablement toute réduction des importations alimentaires. En tout état de cause, un programme rationnel d'importations de biens d'équipement faciliterait grandement le processus de modernisation et permettrait d'aplanir les obstacles qui freinent la croissance de nombreux secteurs.

A l'heure actuelle, le ratio du service de la dette est faible. S'il peut être maintenu à l'intérieur d'une fourchette raisonnable, les décisions d'emprunt seront essentiellement fondées sur la valeur des ressources supplémentaires obtenues par rapport au coût réel de l'emprunt.

L'année dernière, le Gouvernement a étudié le coût des

emprunts à l'étranger par rapport au rendement de l'investissement, et il a annulé des contrats d'importation relatifs à plusieurs projets insuffisamment préparés. A plus long terme, certains facteurs déterminants dans l'évaluation du niveau optimal des emprunts à l'étranger, notamment la croissance des exportations de produits manufacturés et l'efficacité de l'utilisation des capitaux et de l'énergie, dépendront en dernière analyse de la réforme du système économique et notamment de l'amélioration de la gestion dans les divers secteurs d'activité. Toutefois, les emprunts à l'étranger pourraient eux-mêmes contribuer de façon notable à améliorer l'efficacité, ce qui est indispensable à l'accélération de la croissance.

#### *Vue d'ensemble*

Dans les années 80, la Chine devra traverser une période de transition difficile car les options qui s'offrent à elle seront limitées à plusieurs égards. Mais le Gouvernement dispose d'une marge de manoeuvre dans deux grands domaines. Le premier concerne la répartition des ressources entre la consommation actuelle et future, et la structure de la consommation par niveau de revenu, sur lesquelles il peut agir par le jeu des décisions d'investissement. Le deuxième concerne l'efficacité; il peut notamment améliorer l'utilisation de l'énergie, des matières premières et du capital par une série d'actions concertées : rationalisation des options et de la planification, réforme du système, exploitation des possibilités d'échanges avec l'extérieur, emprunts et transferts de technologie.

La liberté d'action du Gouvernement dans le premier domaine dépendra, dans une large mesure, du succès de la politique suivie dans le deuxième, laquelle a jusqu'à présent donné des résul-

tats inégaux. Par exemple, si l'utilisation du capital est plus efficace, le problème du choix entre consommation et investissement se posera avec moins d'acuité. De même, les économies d'énergie et de matières premières permettront de réduire le volume des emprunts que la Chine devra con-

tracter à l'étranger pour atteindre un taux de croissance donné. Et si la croissance s'accélère, il sera possible d'apporter une aide accrue aux pauvres, sans avoir à ralentir l'amélioration du niveau de vie du reste de la population.

Il va de soi que le résultat final ne dépendra pas seulement des

options et de la politique du Gouvernement, mais également de facteurs imprévisibles, tels que les conditions météorologiques, les résultats des recherches pétrolières, le développement des débouchés extérieurs, et les possibilités d'obtenir des capitaux étrangers à des conditions libérales.

## *Pays exportateurs de pétrole*

Cette section expose les problèmes et les perspectives de deux groupes de pays exportateurs de pétrole, ceux dont les capitaux sont déficitaires et ceux dont les capitaux sont excédentaires.<sup>1</sup> Le PNB de ces deux groupes a augmenté de façon importante dans les années 70. L'un et l'autre ont aussi d'immenses possibilités qui autorisent des progrès rapides à l'avenir; mais, pour pouvoir les exploiter, ils doivent faire des choix difficiles.

### **Les exportateurs de pétrole à déficit de capitaux**

Ces pays se classent entre le groupe des pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux et le groupe des pays en développement importateurs de pétrole. Tout comme le premier groupe, ils cherchent à améliorer la rentabilité de leurs exportations de pétrole; et tout comme le deuxième, ils ont été importateurs nets

de capitaux dans les dernières années, et ils auront sans doute besoin de capitaux étrangers à l'avenir.

Les pays que la nature a dotés d'or noir constituent un ensemble hétérogène. Ils vont de la Trinité-et-Tobago, très petit pays quant au nombre d'habitants, à l'Indonésie, cinquième nation du monde par sa population, laquelle compte également parmi les plus pauvres des pays exportateurs de pétrole (voir Tableau 6.4). Ils partagent cependant des caractéristiques communes. La principale est le problème qui se pose en matière de politique de développement — à savoir la nécessité d'utiliser les recettes de leurs exportations de pétrole de façon à mettre leur économie sur la voie d'une croissance soutenable et équitable. Dans l'ensemble, les ressources dont ils disposent leur offriront une marge de sécurité importante dans les 10 à 20 prochaines années. Mais ce n'est pas tellement long, lorsqu'il s'agit d'opérer des changements structurels fondamentaux (gageure cependant tenue par le Japon et la Corée du Sud), en particulier dans l'agriculture. La deuxième caractéristique commune de ce groupe de pays est la nature des problè-

mes de gestion économique à court et moyen termes soulevés par les gains exceptionnels enregistrés après les hausses de prix des années 70.

A la suite du quadruplement des prix du brut en 1973-74, les termes de l'échange des pays à déficit de capitaux se sont améliorés de 120 %, ce qui leur a permis d'accroître leurs exportations de 16 % par an en moyenne entre 1972 et 1976. En 1972, le solde de leurs ressources atteignait en moyenne 1,5 % du PIB. Il est passé brièvement à 15 % en 1974, puis il a plongé à -3 % en 1977, époque à laquelle seules l'Indonésie et la Trinité-et-Tobago maintenaient un excédent. Dans l'ensemble, le solde de ressources de ces pays ne s'est pas amélioré de façon notable jusqu'à la deuxième vague de hausses pétrolières de 1979-80. Les déficits enregistrés ont été en grande partie financés par des emprunts sur les marchés internationaux de capitaux, très facilement obtenus avec la garantie que représentaient leurs réserves pétrolières.

Dans la plupart des pays exportateurs de pétrole, les liens financiers entre le secteur pétrolier et l'Etat sont très étroits. En général,

1. Les pays exportateurs de pétrole à déficit de capitaux figurent au Tableau 6.1 sous la catégorie "exportateurs de pétrole". Les pays exportateurs à excédent de capitaux sont les suivants : Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye et Qatar.

plus de la moitié des recettes publiques provient de la taxation de la rente pétrolière. L'augmentation des recettes pétrolières a entraîné une accélération particulièrement forte des investissements publics. Le taux de croissance de l'investissement est passé en moyenne de 9,2 % par an en 1970-73 à 14,3 % par an en 1973-77. Entre le début des années 70 et 1974, la part de l'épargne dans le PIB a bondi de 22 % environ à 41 %, mais elle est retombée à 34 % en 1977. L'épargne publique a suivi une évolution similaire, en partie parce que les recettes fiscales d'autres origines que le pétrole ont progressé lentement. Or, dans le même temps, les dépenses d'équipement du secteur public restaient généralement élevées en raison de la mise en oeuvre des plans élaborés immédiatement après la hausse des prix du pétrole. Entre 1976 et 1979, le déficit du secteur public a atteint des niveaux jamais connus — 16 % du PIB au Nigéria, par exemple, en 1978-79 (voir encadré).

Une grande partie de l'augmentation des dépenses publiques avait pour but de doter les pays concernés de l'infrastructure nécessaire et d'autres services de base. L'accroissement de la demande dans les secteurs de la construction et d'autres biens et services difficiles à importer a provoqué une hausse des prix de ces secteurs et une inflation généralisée. Les taux de change réels par rapport au dollar (taux nominal ajusté pour tenir compte du rapport entre le taux d'inflation du pays concerné et celui des Etats-Unis) se sont appréciés entre 1972 et 1977 — par exemple, au Nigéria (50 %), en Indonésie (70 %), au Gabon (40 %) et en Equateur (25 %). Ces hausses ont entraîné un gonflement des déficits du secteur public du fait que le coût des biens et services intérieurs augmentait plus

vite que les recettes pétrolières, libellées en dollars. Elles ont également compromis les exportations non pétrolières, qui ont fléchi entre 1970 et 1980.

Devant les difficultés que présentaient la compression des dépenses publiques liées aux programmes d'expansion et la réduction des déficits du secteur public et de la balance commerciale qui en découlaient, les pays concernés ont adopté une politique de "surajustement". A la fin des années 70, l'Algérie, l'Equateur, l'Indonésie et le Nigéria instauraient une politique d'austérité. Dans le cas de l'Indonésie, celle-ci comportait notamment une dévaluation de 34 % de la roupie à la fin de 1978. Dès le milieu de l'année 1980, les gains obtenus grâce à la compétitivité accrue des exportations de produits manufacturés et des activités de remplacement des importations avaient été érodés à plus de 50 % par l'inflation intérieure, le taux de change réel revenant à sa position antérieure. Dans le processus d'ajustement, les investissements privés ont stagné par rapport au dynamisme du secteur public. Plusieurs pays du groupe se sont trouvés dans cette situation après 1974, l'épargne privée étant canalisée au profit des programmes d'investissements publics.

Les investissements publics effectués par les pays producteurs

de pétrole dans l'industrie concernent en général d'importants projets capitalistiques intéressant souvent le secteur des hydrocarbures, mais également ceux de l'acier, des engrais et du ciment. La montée en production de ces projets exige de longs délais; de ce fait, le coefficient marginal de capital (c'est-à-dire l'investissement supplémentaire à effectuer pour une unité de production additionnelle) a généralement augmenté pendant les années 70, bien que les éléments les plus dynamiques du secteur non pétrolier aient été la construction et les services, branches dont l'intensité en main-d'oeuvre est généralement assez forte. L'agriculture en particulier est souvent négligée; certains pays producteurs de pétrole, tels que l'Indonésie, ont toutefois réussi dans une certaine mesure à canaliser leurs ressources vers les secteurs ruraux.

Pour lutter contre l'inflation, un certain nombre de pays exportateurs de pétrole ont décidé de subventionner les prix intérieurs des produits pétroliers. Outre qu'elles grèvent les budgets, les subventions n'encouragent nullement les économies d'énergie. L'augmentation de la consommation de pétrole dans ces pays ne manquera pas d'être un obstacle majeur à la croissance, si ce n'est même au maintien, des exportations nettes de pétrole.

**Tableau 6.4** Caractéristiques économiques de quelques pays exportateurs de pétrole à déficit de capitaux

Pays	Taux de croissance réel du PIB (pourcentage annuel)			Part du secteur minier dans le PIB (%)	Part de l'agriculture dans le PIB non minier (%)		Part du secteur manufacturier dans les exportations (%)
	1960-73	1973-77	1976-79		1970	1977	
Algérie	3,3	5,3	8,4	30	15	13	1
Equateur	5,7	7,8	5,3	12	28	23	2
Indonésie	5,3 <sup>a</sup>	6,6	6,6	19	50	39	2
Nigéria	5,3	6,5	4,7	28	54	47	1
Trinité	3,7	4,4	5,5	40	5	5	5
Venezuela	5,4	6,3	5,1	22	9	8	2

a. 1965-73.



## Nigéria

Au début des années 70, l'agriculture représentait à peu près 50 % du PIB nigérian. Le service de la dette était peu important et, grâce au développement rapide de l'industrie pétrolière, les problèmes de balance des paiements commençaient à s'atténuer et les recettes de l'Etat augmentaient. Entre 1970 et 1973, le PIB du pays a augmenté au rythme de 7 % par an, pourcentage très supérieur à celui des années 60.

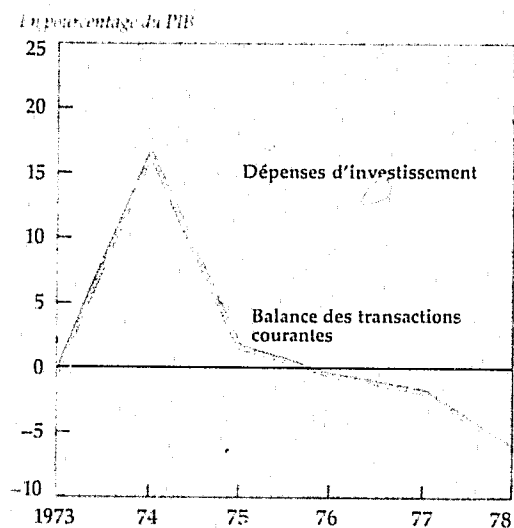
La hausse des prix du pétrole a transformé la structure de l'économie. En 1972, l'or noir représentait déjà 83 % des exportations nigérianes. A la suite de la première hausse des prix du pétrole, les termes de l'échange du pays se sont améliorés dans un rapport de 1 à 3 % — gain équivalant à environ 15 % du PIB de 1974. La part du pétrole dans les recettes fédérales est passée de 67 % en 1973-74 à 78 % en 1976-77. Les dépenses publiques

sont, quant à elles, passées de moins de 20 % du PIB en 1970-73 à 35 % environ en 1974-77. En 1976-77, le budget fédéral était en déficit.

Les dépenses d'investissement de l'Etat ont augmenté de 2 % du PIB en 1973-74 à près de 20 % en 1975-79 (voir figure). Le Gouvernement fédéral, les Etats, les collectivités locales et les entreprises publiques ont absorbé au moins 70 % des investissements du pays entre 1974 et 1977. La répartition des dépenses courantes dénotait l'importance accordée aux services sociaux, et notamment à l'éducation. En 1960, le taux de scolarisation primaire était de 36 %; en 1976, il s'établissait à 60 %, et d'ici à 1985, la quasi-totalité des jeunes devrait être scolarisée.

L'accroissement de la demande a stimulé l'inflation, d'où une appréciation du taux de change en valeur réelle étant donné le niveau relatif des prix nigériens par rapport aux prix des Etats-Unis (appréciation de 50 % entre 1973 et 1978). De ce fait, la part des exportations non pétrolières dans le marché mondial a diminué : celle des exportations traditionnelles a régressé d'un tiers, et celles des exportations non traditionnelles de produits primaires et de produits manufacturés ont respectivement baissé de 44 % et 71 %. En 1976, la consommation avait augmenté à un point tel que le solde des transactions courantes était à nouveau déficitaire, et le pays a dû recourir à d'importants emprunts à l'étranger.

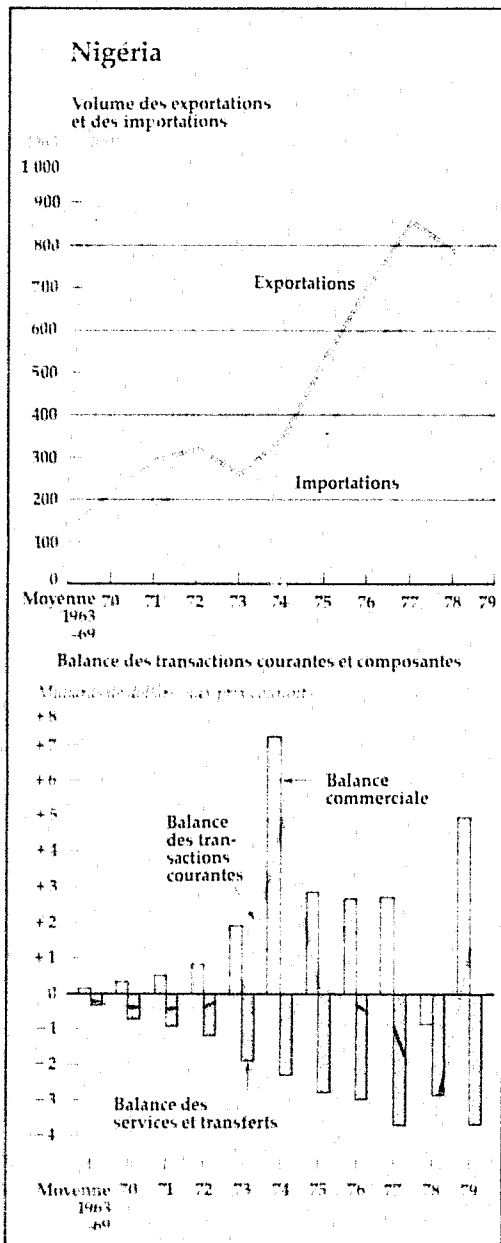
## Nigéria : Dépenses publiques d'investissement et balance des transactions courantes, 1973-78



La production agricole n'a pas progressé de façon notable dans les années 70, et le rapport entre les revenus urbains et ruraux est passé de 2,6 en 1960 à 4,6 en 1977. Beaucoup de ruraux ont quitté la terre pour s'établir dans les zones urbaines ou pour se consacrer à des activités rurales non agricoles, et en particulier la construction.

Malgré d'importants investissements à gestation lente dans l'infrastructure, le PIB nigérian a progressé au rythme annuel de 8 % entre 1974 et 1977. Le très vaste programme d'investissement du secteur public excédait toutefois la capacité administrative du pays. Comme à ces contraintes s'ajoutaient des goulets d'étranglement dans l'économie, certains projets ont été trop hâtivement conçus, d'où une perte de ressources.

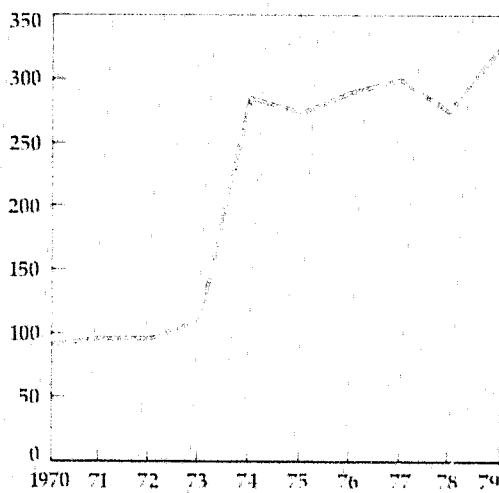
Après les augmentations du prix du pétrole de 1979-80, les dépenses d'investissement de l'Etat ont à nouveau brutalement augmenté (les dépenses de fonctionnement également, mais dans une moindre mesure). Des dispositions ont été prises pour encourager les investissements dans le secteur agricole, et le prix intérieur du pétrole a été augmenté. Au rythme actuel de production, les réserves prouvées de pétrole ne dureront que 15 ans. Mais si la consommation intérieure continue à progresser aussi rapidement que dans les années 70, les exportations de pétrole seront réduites d'ici moins de 10 ans.



## Nigéria

Termes de l'échange, 1970-79

(1971 = 100)





## Perspectives

A la suite de la nouvelle vague de hausse des prix du pétrole en 1979 et 1980, les pays à déficit de capitaux ont vu le solde de leurs transactions courantes passer d'un déficit de 20 milliards de dollars en 1978 à un excédent de 5 milliards de dollars en 1979. En pourcentage, la deuxième vague de hausses était moins forte que la première, mais elle aura sans doute des effets similaires dans les pays producteurs de pétrole. Le PIB non pétrolier des pays producteurs de pétrole a, en général, augmenté de 40 % environ entre 1973 et 1978, la valeur des exportations a progressé par rapport au PIB, et la part du pétrole dans les exportations et les recettes publiques s'est accrue. Rapportés au PIB, les avantages que peuvent attendre certains producteurs seront donc comparables à ceux qui ont résulté de la première vague de hausses.

A moyen terme, les perspectives des pays en développement exportateurs de pétrole sont très bonnes, du moins sur le plan international. Grâce aux recettes pétrolières, ils disposeront d'une masse plus importante de devises pour atteindre leurs objectifs d'investissement. Ils seront également en mesure d'effectuer des emprunts sur les marchés de capitaux pour compléter leurs recettes d'exportation et compenser les fluctuations conjoncturelles de ces dernières. Ces pays resteront en principe des importateurs nets de capitaux, mais le montant de leurs emprunts ne devrait pas dépasser 1 à 2 % de leur PNB dans les années 80.

L'augmentation de la production de pétrole et les hausses de son prix en 1979-80 ont eu des repercussions très importantes pour les "nouveaux" exportateurs, à savoir l'Égypte et le Mexique. Au Mexique, les gains résultant de l'amélioration des termes de

l'échange entre 1978 et 1980 représentaient plus de 6 % du PIB. En 1980, le pétrole comptait pour 45 % des exportations de marchandises et 30 % des recettes fédérales. Malgré cela, le déficit des transactions courantes de ce pays a augmenté de 2 milliards de dollars (75 %) entre 1978 et 1979. En Égypte, le pétrole représentait en 1980 18 % du PIB et 65 % des exportations de marchandises.

Il est toutefois nécessaire que les nouveaux exportateurs de pétrole, comme les anciens, définissent et coordonnent leurs politiques de production et de développement. Déjà au Mexique, après deux années de forte expansion au cours desquelles les importations ont progressé de 31 % par an, le taux de change réel s'est apprécié du fait que l'inflation a grimpé à 30 % en 1980. Les entrées de capitaux consécutives à l'accroissement de la capacité d'emprunt du pays ont contrarié les tentatives effectuées pour assurer l'encadrement du crédit. Comme cela s'est produit dans un certain nombre de pays, l'appréciation du taux de change pourrait décourager les investissements privés dans le secteur manufacturier et stimuler en les rendant bon marché les importations de biens d'équipement, et cela au détriment de la main-d'oeuvre nationale, ce qui contribuerait à instaurer un type de développement dualiste. Bien qu'elle ait essayé de maîtriser les coûts par le jeu des subventions et du contrôle des prix, l'Égypte commence elle aussi à connaître des problèmes du même ordre.

L'exemple d'un certain nombre de pays exportateurs de pétrole laisse à penser qu'une augmentation trop rapide des dépenses publiques dans le secteur des biens et services a toutes chances de se traduire par une appréciation de la monnaie en valeur

réelle, et d'entraîner l'"envahissement" du marché par le secteur public, aux dépens du secteur privé producteur de produits primaires. La dévaluation ne peut restaurer pendant longtemps la compétitivité d'un pays si elle ne s'accompagne pas d'une certaine modération des dépenses nationales. Sinon, le déplacement de la demande en faveur de la production nationale aura sans doute pour principal effet de stimuler l'inflation. Il conviendrait de donner la priorité à un programme d'actions visant à lever les obstacles administratifs et autres qui freinent l'expansion et la modernisation des secteurs productifs, à promouvoir le développement rural, et à assurer des services de base aux plus défavorisés. En particulier dans les premières phases du "boom pétrolier", il faut éviter de consacrer les recettes pétrolières à des projets de "prestige" qui accroissent à peine la capacité nationale mais privent le secteur privé de ressources intérieures dont il a besoin pendant cette période critique.

Cet équilibre est difficile à réaliser car il exige beaucoup de prudence et de discernement de la part de ceux qui déterminent la politique d'exploitation des réserves pétrolières. Et s'il s'accompagne d'une politique rationnelle en matière d'échanges, d'emprunts à l'étranger et d'incitations, la bonne fortune des pays producteurs de pétrole servira alors de point de départ à une croissance soutenue et diversifiée.

## Les exportateurs de pétrole à excédent de capitaux

Les six pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux — Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye et Qatar — se heurtent à des problèmes d'ajustement différents. Ces pays

forment un groupe très hétérogène. Le PNB par habitant du Koweït (1,3 million d'habitants) est plus de sept fois supérieur à celui de l'Iraq (12,6 millions d'habitants). La durée de vie de leurs réserves de pétrole va de plus d'un siècle (Koweït) à quelque 25 années (Qatar). Mais ils ont un atout capital en commun : pour financer les importations nécessaires à leur économie, ils n'ont pas besoin de produire autant de pétrole qu'ils ne le font. Leur politique est donc fondée sur deux séries d'options fondamentales :

- quel excédent viser, et comment investir les recettes pétrolières;
- comment développer l'économie pour que les avantages retirés du pétrole subsistent après l'épuisement des gisements.

#### Production

En 1978, année où les pays exportateurs de pétrole, considérés dans leur ensemble, n'ont dégagé qu'un faible surplus dans leurs transactions courantes, les six pays à excédent de capitaux produisaient plus de 17,5 millions de barils par jour (mb/j) de pétrole, et exportaient à peu près 96 % de cette production. Les trois quarts de leurs recettes, qui s'élevaient au total de 79 milliards de dollars, étaient affectés à des importations. En 1980, après la deuxième vague de hausses, ces pays n'ont apparemment dépensé que la moitié environ de leurs recettes pétrolières. Cette marge excédentaire, qui varie entre 25 et 50 %, représente ce que l'on pourrait qualifier de production discrétionnaire.

Depuis le premier choc pétrolier (1973-74), la plupart des pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux ont nettement ralenti la croissance de leur production (Figure 6.1), et ce pour trois raisons : parce qu'ils souhaitent

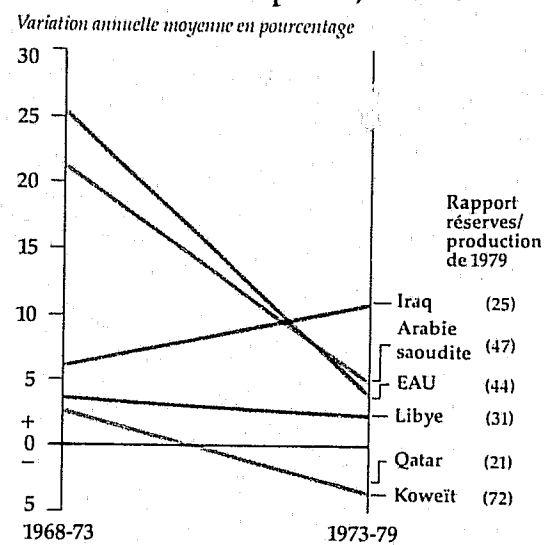
prolonger la durée de leurs réserves, qu'ils voulaient prévenir un fléchissement des prix du pétrole, et que la rentabilité des investissements financés par leur production discrétionnaire n'a pas augmenté autant que le prix du pétrole. Ces trois points étant liés, le groupe des pays concernés se trouve placé devant des choix difficiles.

A la fin de 1980, les avoirs extérieurs des pays à excédent de capitaux s'élevaient à quelque 300 milliards de dollars. La moitié environ de ces avoirs étaient déposés dans les banques des pays industriels ou placés sur les marchés des euromonnaies. L'autre moitié était aussi presque totalement investie dans les pays industriels, sous forme de prises de participation, de titres d'Etat, de biens immobiliers, etc. Gros investisseurs, les pays à excédent de capitaux sont directement concernés par l'évolution de la situation dans le monde industriel. La fluctuation des monnaies, l'inflation et la lenteur de la croissance sont autant de facteurs susceptibles de porter atteinte à leurs intérêts. Pendant presque toute la période 1974-79, le taux réel de rentabilité de leurs investissements a été faible, peut-être même négatif. Cet état de fait montre qu'ils ont tout intérêt à ce que l'économie des pays industriels demeure saine; il a également prouvé que la thésaurisation des richesses pétrolières peut être une option plus rentable que leur exploitation. Dans les années 80, la politique de production visera essentiellement à réaliser un équilibre entre ces deux facteurs.

#### Diversification et développement

Dans les huit dernières années, les pays à excédent de capitaux ont considérablement élargi leur base économique. Leur tâche n'a pas été aussi facile qu'il peut le sem-

Figure 6.1 Production pétrolière des exportateurs de pétrole à excédent de capitaux, 1968-79



bler à première vue. Ils ont certes échappé à certains des problèmes qui entravent la croissance d'autres pays. Mais eux aussi se sont heurtés à des difficultés. Mis à part l'Iraq et l'Arabie saoudite, ce sont des pays faiblement peuplés (et leur main-d'oeuvre n'avait en général ni les qualifications ni l'expérience nécessaires pour assurer une industrialisation rapide), dont le sol et le climat ne se prêtent guère à l'agriculture. Tous manquaient à l'origine des infrastructures de base qu'implique un gros effort d'industrialisation.

Les pays à excédent de capitaux disposaient de ressources financières importantes pour l'investissement, et c'est leur plus gros avantage. Leur taux d'investissement était déjà élevé en 1973 (40 % du PIB non pétrolier, contre un taux moyen de 26 % pour les pays à revenu intermédiaire), mais il s'est encore accru depuis lors pour atteindre une moyenne de 44 % dans la période 1975-78.

Les résultats de cet effort massif d'investissement sont impressionnants. Entre 1973 et 1978, le PIB non pétrolier a augmenté de 15 % par an en valeur réelle. Les équipements d'infrastructure se sont rapidement développés.

Insuffisante dans le passé, la capacité de leurs installations portuaires, par exemple, devrait leur permettre de faire face à la demande pendant plusieurs années.

La rapidité du développement a toutefois créé des problèmes nouveaux. La répartition interne des revenus posait (et pose toujours) un dilemme particulier aux six pays. Les gouvernements concernés désirent naturellement que les fruits du patrimoine national profitent à toute la population, laquelle exerce de son côté une pression pour qu'il en soit ainsi. Toutefois, si les recettes pétrolières étaient simplement distribuées sous forme de transferts, il serait difficile de motiver la main-d'oeuvre pour l'inciter à travailler dans la construction et les industries nouvellement implantées. Même si cette motivation existait, le niveau des salaires espérés (malgré la faible productivité initiale) enlèverait aux industries tout espoir de compétitivité à l'échelon international.

Les gouvernements concernés ont cherché à minimiser ces tensions de deux façons. Ils ont d'abord fortement augmenté les dépenses publiques visant à assurer aux populations un confort matériel plutôt que de verser des prestations en espèces. Ils ont multiplié et amélioré les équipements de loisirs et subventionné le logement. Ils ont en outre considérablement développé les services d'éducation et de santé, ce qui favorisera manifestement le progrès économique à long terme. Et ils ont par ailleurs encouragé l'immigration pour obtenir la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire et enrayer la hausse des salaires locaux.

L'immigration a indéniablement facilité la réalisation de la plupart des projets, mais elle a également engendré des tensions sociales. D'après les statistiques

fragmentaires dont on dispose, les six pays comptaient au total 1,5 million de travailleurs expatriés en 1975; compte tenu des personnes à charge, cela représente 3,2 millions d'étrangers pour un total de 20 millions de nationaux. C'est en Iraq que le phénomène était le moins marqué; dans les Emirats arabes unis par contre, les immigrants étaient 1,8 fois plus nombreux que les habitants du pays en 1975, et ils représentaient 85 % de la population active. Si la croissance des six pays se poursuit à un rythme aussi accéléré que dans la période 1974-78, le nombre des migrants doublera entre 1975 et 1985, et ce, même si la productivité progresse rapidement et si le taux d'activité des nationaux augmente.

Les conséquences de cet état de fait sont diverses. D'un point de vue purement économique, la perte la plus évidente que subissent les pays d'accueil provient des envois de fonds effectués par les salariés étrangers. Les transferts réalisés à partir des six pays concernés sont passés de 1 milliard de dollars en 1973 à quelque 5 milliards de dollars en 1979 — somme très importante pour les pays destinataires, mais relativement modeste pour les pays d'accueil (elle est, par exemple, inférieure à l'aide publique fournie par ces derniers).

La présence d'un vaste contingent d'immigrants a des répercussions plus importantes sur le plan budgétaire. Les produits alimentaires, les combustibles, l'eau et l'électricité étant subventionnés par l'Etat dans les six pays concernés, le coût réel des travailleurs étrangers dépasse largement celui de leurs salaires.

Pour ces raisons d'ordre social en particulier, il est possible que les gouvernements soient de moins en moins disposés à accepter un afflux massif d'immigrants.

Ils se montrent plus soucieux d'accroître la productivité nationale pour maintenir le rythme de la croissance économique.

#### *Inflation et priorités d'investissement*

Si l'immigration a permis de desserrer les goulets d'étranglement dus à l'insuffisance de main-d'oeuvre, le développement rapide des années 70 a accru les pressions inflationnistes dans les pays à excédent de capitaux. Les prix à la consommation, dont la hausse était inférieure à 5 % par an entre 1968 et 1973, ont augmenté de 12 % par an depuis lors. C'est l'Arabie saoudite qui a été la plus touchée par l'inflation — laquelle a atteint une moyenne de 16 % par an entre 1974 et 1979, avec des pointes de plus de 30 % en 1975 et 1976, mais elle a nettement fléchi depuis.

Ces statistiques sur les prix à la consommation ne reflètent pas la nature de l'inflation dans les six pays. L'augmentation des subventions a permis de contenir la hausse des prix des biens de consommation essentiels. Le fait le plus important, c'est que l'impact inflationniste de l'accélération de la croissance s'est surtout fait sentir, non sur les biens de consommation, mais sur la valeur des terrains et la construction. Dans les villes, les prix des terrains ont flambé, et les constructions se sont multipliées sans qu'il soit tenu grand compte du coût et de la demande finale. Dans les Emirats arabes unis, il en est résulté un effondrement du marché immobilier. Ainsi, l'inflation vient-elle s'ajouter aux facteurs qui incitent les gouvernements des six pays concernés à faire preuve de prudence.

Si la croissance se ralentit à l'heure actuelle, c'est en dernière analyse parce qu'une grande partie des objectifs de développe-

ment fixés au début des années 70 sont désormais atteints. Les six pays ont développé leurs installations portuaires, leur infrastructure routière et leurs réseaux de télécommunications; les bâtiments administratifs, les écoles, les universités et les hôpitaux dont ils ont besoin sont construits ou pratiquement achevés. L'objectif prioritaire consiste désormais à développer l'industrie manufacturière et à former les techniciens dont elle a besoin. Le plan quinquennal actuel de l'Arabie saoudite est l'exemple le plus frappant de cette nouvelle orientation, voie dans laquelle s'engagent également les autres pays à excédent de capitaux.

Les ressources pétrolières, l'abondance des capitaux disponibles pour l'investissement et la rareté de la main-d'oeuvre nationale sont autant de facteurs qui influent sur le choix des projets industriels réalisés dans les six pays. Il est évident que ces pays jouissent d'un avantage comparatif dans les domaines suivants : pétrochimie, gaz liquéfié et fonderies d'aluminium. Ces diverses industries utilisent le pétrole et le gaz comme matière première, mais elles impliquent également un fort coefficient de capital et une technologie avancée. Leur réalisation demande du temps, de même que les arrangements à prendre pour commercialiser leur production. Une usine de méthanol fonctionne déjà en Libye depuis 1978; des complexes pétrochimiques et des usines à gaz sont également en cours de construction dans la région, notamment en Arabie saoudite. Les Emirats arabes unis se sont dotés d'une fonderie d'aluminium; le Qatar et l'Iraq ont construit des aciéries, et l'Arabie saoudite envisage de le faire.

Faute de main-d'oeuvre qualifiée, ces pays ont dû faire appel à des techniciens et des cadres de

gestion expatriés pour la plupart de ces grands projets. Tout un groupe d'industries moins importantes a également été créé. Elles utilisent davantage de main-d'oeuvre et des techniques moins complexes. A cet égard, il faut citer notamment la métallurgie, la production de matériaux de construction et les industries électriques. Elles donnent aux entrepreneurs locaux une chance de s'affirmer et elles sont davantage orientées vers les marchés locaux. Le développement de ces industries, au cours des années 80, témoignera du degré de préparation de ces six pays à l'après-pétrole.

#### **Perspectives des pays exportateurs de pétrole**

Les profils de développement des pays exportateurs de pétrole laissent à penser que les années 80 seront marquées par d'importants changements par rapport aux années 70.

• Comme l'a montré le Chapitre 4, le prix du pétrole continuera vraisemblablement d'augmenter en valeur réelle au cours des dix années à venir. Pendant à peu près trois ans au milieu des années 70, les pays exportateurs de pétrole ont accepté à la fois une baisse des prix réels du pétrole et un taux de rentabilité négatif (en valeur réelle) de leurs avoirs financiers. Il est probable que cela ne se repro-

duira plus. Les pays producteurs à excédent de capitaux adoptent une politique de production plus conforme à leurs priorités intérieures, et ces priorités laissent à penser que le niveau de production sera plus étudié.

• De plus, les pays exportateurs de pétrole vont canaliser une partie de plus en plus importante de leur production au profit de la consommation intérieure. Dans les pays en développement exportateurs de pétrole notamment, l'intensité d'utilisation de l'énergie augmente à mesure qu'ils s'industrialisent et s'urbanisent. La progression de leurs exportations de pétrole va donc se ralentir (il est même possible que les exportations de certains pays diminuent avant la fin de la décennie).

• L'accroissement massif des envois de fonds des travailleurs migrants, qui a marqué le milieu des années 70, ne se reproduira vraisemblablement plus à la même échelle. Les pays à excédent de capitaux sont désormais moins favorables à l'immigration; ils ont franchi une bonne partie de la phase de développement qui exige une main-d'oeuvre abondante (ceci vaut notamment pour les projets de construction). D'après les projections qui figurent au Chapitre 5, les envois de fonds augmenteront au cours des années 80, mais à un rythme inférieur de moitié à celui des sept dernières années.

---

### *Pays industriels à économie planifiée : la "stratégie de développement intensif"*

Après être, semble-t-il, restés relativement à l'abri des bouleversements de l'économie mondiale pendant longtemps, les pays industriels à économie planifiée<sup>1</sup> ont, eux aussi, été profondément marqués par les événements des

années 70. La hausse des prix du pétrole a renforcé leur interdépendance, l'Union soviétique fournis-

1. Dans le présent Rapport, ce groupe comprend la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République démocratique allemande, la Tchécoslovaquie et l'URSS.

sant aux cinq autres pays le pétrole dont ils ont besoin à des prix bien inférieurs aux cours mondiaux. Par ailleurs, tous leurs comptes extérieurs en monnaie convertible se sont rapidement détériorés. Le déficit commercial de l'ensemble de ces pays avec les pays industriels à économie de marché est passé de 1 milliard de dollars environ en 1971 à 12 milliards de dollars en 1975; il s'est toutefois creusé moins rapidement par la suite en raison du ralentissement de la croissance économique. Mais, avec l'augmentation rapide des paiements d'intérêts, le déficit des opérations courantes n'a cessé de s'élargir pendant toute la décennie, particulièrement dans les pays plus petits.

L'Union soviétique exceptée, les pays industriels à économie planifiée se sont heurtés aux mêmes problèmes que les pays semi-industriels. La croissance économique a légèrement fléchi dans les années 70, mais elle est cependant restée supérieure à celle des pays industriels malgré l'alourdissement du déficit global de la balance des paiements et l'accentuation du déséquilibre entre la consommation et la production d'énergie des pays concernés. A la suite d'emprunts massifs, l'encours de la dette en monnaie convertible a plus que doublé entre 1975 et 1979, pour atteindre 65 milliards de dollars environ. En 1980, le ratio du service de la dette calculé par rapport aux opérations en monnaie convertible variait de 18 % pour l'URSS à 95 % pour la Pologne.

Bien qu'il existe des différences énormes entre les divers pays de ce groupe, la croissance économique de la plupart d'entre eux dépendra beaucoup de l'efficacité des mesures prises pour adapter leur économie au renchérissement de l'énergie, améliorer les résultats de l'agriculture et accroître

leur capacité d'exportation, particulièrement dans le secteur des produits manufacturés.

### Une stratégie en mutation

Pendant près de 30 ans après la deuxième guerre mondiale, la plupart des pays industriels à économie planifiée ont suivi une stratégie qu'ils qualifiaient de stratégie de "développement extensif". Fondée sur des investissements massifs, principalement dans l'industrie lourde, cette stratégie leur a permis de faire progresser rapidement le niveau de production et de satisfaire les besoins essentiels de vastes segments de la population. Elle s'est révélée moins efficace pour promouvoir les ajustements économiques qu'impliquait l'évolution de la conjoncture économique mondiale. Ainsi, la stratégie de "développement extensif" a-t-elle progressivement perdu son pouvoir d'assurer une croissance rapide et l'amélioration du bien-être social.

Jusqu'au milieu des années 70, la croissance économique a été alimentée par un accroissement des ressources en capital et en main-d'oeuvre, et par l'augmentation de la productivité. Dans les années 70 toutefois, l'accroissement de la population active s'est ralenti. Les gains de productivité ont également fléchi en raison du faible rendement technique d'une grande partie des équipements. Les contraintes imposées à la consommation et la priorité continue accordée à la production de biens d'investissement et de biens intermédiaires au détriment des biens de consommation ont découragé l'initiative individuelle. Sauf à réduire le taux d'investissement et stimuler les motivations par une augmentation de l'offre de biens de consommation, il devenait impossible d'enrayer la chute des gains de productivité.

De plus, la production agricole n'a progressé que lentement alors que la demande de produits alimentaires d'une valeur élevée augmentait. La combinaison de ces deux facteurs a entraîné une chute brutale des exportations alimentaires dans certains cas et une progression rapide des importations alimentaires dans d'autres cas, alors que les exportations de produits manufacturés fléchissaient. Pratiquement nulles dans les années 60, les importations soviétiques de produits alimentaires représentaient à peu près le quart des importations en monnaie convertible à la fin des années 70.

A l'heure actuelle, la plupart des pays à économie planifiée soulignent qu'ils réorientent leur politique pour adopter une stratégie de "développement intensif", axée sur l'augmentation de l'efficacité et l'amélioration qualitative des produits. Leurs objectifs sont de moderniser leurs équipements et de stimuler la productivité de la main-d'oeuvre. Le premier implique des transferts massifs de technologie, et le deuxième exige une consommation accrue et l'affectation de ressources croissantes à la production de biens de consommation.

Pour que cette stratégie porte ses fruits, il faudra que les pays à économie planifiée établissent des liens plus étroits avec les pays industriels, ce qui se traduira initialement par un alourdissement du déficit commercial et de nouveaux emprunts. Ils pensent pouvoir ultérieurement développer leurs exportations et réduire leur dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires. Il faudra pour cela qu'ils produisent une large gamme de biens d'exportation compétitifs, et qu'ils parviennent à se spécialiser dans des productions complémentaires à celles des pays industriels. Certains pays à économie planifiée



(telle la Hongrie) ont déjà fait un très grand pas dans cette voie; d'autres, cependant, avancent plus difficilement.

Deux domaines en particulier exigent un effort majeur d'adaptation : l'énergie et les exportations de produits manufacturés.

### *Énergie*

Contrairement aux pays industriels, les pays à économie planifiée ont accru leur consommation d'énergie par unité de production dans les années 70. A l'heure actuelle, l'intensité d'utilisation de l'énergie de ces pays, considérés dans leur ensemble, est plus de deux fois supérieure à celle des pays de l'OCDE et ce, pour deux raisons : d'une part, la composition du PNB des pays à économie planifiée est différente et, d'autre part, l'utilisation de l'énergie est trop souvent inefficace. L'Union soviétique vend aux pays plus petits du pétrole à des prix subventionnés, et celui-ci est réparti en fonction d'objectifs de production matérielle déterminés à l'échelon central, sans qu'il soit tenu compte de la valeur de la rareté. Et comme le pouvoir central exerce une action directe sur la demande globale, les pays à économie planifiée ont pu maintenir un taux de croissance relativement élevé malgré le renchérissement des prix mondiaux de l'énergie et l'aggravation de leurs problèmes de balance des paiements.

Dans les années 70, la dépendance énergétique de la plupart des pays à économie planifiée à l'égard de l'extérieur s'est accentuée. L'Union soviétique est le seul pays où le taux de croissance de la production d'énergie primaire a constamment excédé celui de la consommation. La part de l'énergie (principalement pétrole brut et dérivés du pétrole et, plus récemment, gaz naturel et électricité) dans les exportations de

l'URSS à destination des pays industriels s'est accrue jusqu'à représenter, à la fin des années 70, plus des deux tiers des recettes de l'Union soviétique en monnaie convertible. L'URSS exportait à peu près la même quantité d'énergie vers les autres pays à économie planifiée, couvrant à peu près les trois quarts de leurs importations dans ce secteur.

Il est peu probable que la production pétrolière de l'Union soviétique augmente à un rythme aussi rapide dans les années 80. En fait, les objectifs de production ont déjà été révisés en baisse par rapport à ceux des dernières années, et il est probable qu'ils seront encore réduits. En ce qui concerne le gaz naturel, l'avenir des excédents exportables est encore plus incertain. Leur importance dépendra de deux facteurs. Il faut d'abord que l'URSS puisse acquérir les techniques avancées nécessaires à l'exploitation de ses ressources de gaz, et il faut ensuite que les clients éventuels d'Europe occidentale soient disposés à financer la production et les pipelines. Il va de soi qu'à écouler sa production sur les marchés des pays industriels présenterait des avantages pour l'Union soviétique, car elle pourrait obtenir de meilleurs prix et serait réglée en devises convertibles. Mais comme plusieurs pays voisins à économie planifiée souffrent déjà d'une très grave pénurie d'énergie, elle pourrait être obligée de leur vendre une importante partie de sa production exportable de gaz.

### *Exportations de produits manufacturés*

Dans ce domaine, les perspectives dépendront de trois facteurs.

• La rapidité avec laquelle la stratégie de développement "intensif" permettra aux pays concernés de fabriquer à des prix compétitifs

des produits manufacturés de haute qualité pour l'exportation.

• La mesure dans laquelle l'URSS poursuivra sa politique actuelle de subvention des exportations d'énergie et d'autres matières premières destinées aux pays à économie planifiée plus petits, leur évitant ainsi d'avoir à compenser ces subventions par un accroissement de leurs exportations de produits manufacturés.

• Le maintien de la capacité d'emprunt des pays à économie planifiée, de sorte qu'ils puissent financer par voie d'emprunt les biens d'investissement importés des pays industriels.

Etant donné l'ampleur et la structure de leur dette à l'heure actuelle, certains pays auront des difficultés à l'avenir, même dans les meilleures des circonstances. Pour les marchés privés, l'évaluation des risques présuppose une solidarité *de facto* entre les pays à économie planifiée. S'il devait en être autrement, les perspectives d'emprunt de ces pays, considérés individuellement, se détérioreraient rapidement.

A cela s'ajoute le fait que les pays à économie planifiée se heurteront, sur les marchés des pays industriels, à une concurrence intense de la part des pays en développement semi-industriels (en particulier si les économies des pays industriels sont en perte de vitesse). Même si les pays à économie planifiée arrivent à marquer des points sur les plans technique et commercial, ils auront peut-être du mal à être compétitifs : au niveau actuel des salaires, les pays semi-industriels bénéficient d'un avantage important du point de vue des coûts.

Au cours des années 80, les pays à économie planifiée auront donc deux défis à relever. Ils doivent adapter leur stratégie de développement aux nouvelles contraintes intérieures et extérieures.



res, et ils doivent surtout ajuster leur économie à l'augmentation rapide des coûts de l'énergie. Ils ont déjà pris du retard dans ces deux domaines. Si celui-ci se prolonge, leur croissance en sera probablement de plus en plus contrariée. De l'avis de certains experts, elle restera en deçà de la fourchette prévue (3,7 à 3,9 % par an) d'après les projections du Chapitre 2.

### **Relations avec les pays en développement**

Sur le plan des échanges commerciaux et de l'aide, les pays à économie planifiée concentrent presque toutes leurs activités dans un petit nombre de pays en développement socialistes (particulièrement Cuba et le Viet Nam). Il y a quelque temps, ils avaient cependant établi des liens étroits avec certains autres pays, tels que l'Égypte et la Somalie. L'URSS a tou-

jours d'importants programmes d'échanges et d'aide avec l'Inde.

Étant donné les problèmes de balance des paiements de la plupart des pays à économie planifiée, il est peu probable qu'ils deviennent des marchés importants pour les exportations de produits manufacturés des pays en développement. Les échanges sont également entravés par l'absence d'institutions susceptibles de fournir des capitaux pour les financer. Ni les systèmes bancaires nationaux des pays à économie planifiée ni les banques communautaires du Conseil d'aide économique mutuelle (ex "Comecon") n'octroient d'importants crédits à moyen ou à long terme aux pays en développement. Les crédits consentis sont en général destinés à financer des matériels déterminés ou des installations clés en main, et les accords prévoient souvent que le règlement sera effectué sous forme de livrai-

sons. Ces restrictions limitent et continueront de limiter le financement des transactions commerciales et semi-commerciales.

Deux pays—Cuba et le Viet Nam—reçoivent 96 % de l'assistance financière des pays à économie planifiée. Si l'on excepte ces deux pays, la part de l'aide dans le PNB des pays à économie planifiée est estimée à 0,02 % pour les dernières années. Ces pays considèrent que l'objectif de 0,70 % fixé par les Nations Unies ne s'applique pas à eux.

D'autres donateurs—et aussi, de plus en plus, les pays en développement eux-mêmes—demandent aux pays à économie planifiée de participer plus largement à l'action menée par la communauté internationale en faveur du développement. Dans les circonstances actuelles, il est toutefois peu probable qu'ils modifient la politique suivie dans le domaine des échanges et de l'assistance.

## 7 Le développement humain : une nécessité toujours aussi impérieuse

En l'an 2000, quelque 630 millions d'hommes vivront encore dans la pauvreté, même si l'Hypothèse haute se vérifie et, comme l'a indiqué le Chapitre 2, le nombre des pauvres pourrait atteindre 850 millions cette année-là, soit 100 millions de plus qu'actuellement, si c'est l'Hypothèse basse qui prévaut. La croissance économique reste donc une condition indispensable de la lutte contre la pauvreté dans tous les pays en développement, et surtout dans les pays à faible revenu. Mais, comme le *Rapport sur le développement dans le monde* de 1980 l'a établi, elle n'est pas par elle-même suffisante. Elle doit aller de pair avec le développement humain, c'est-à-dire avec des mesures visant à accroître directement la productivité et les revenus des pauvres. Le danger, cependant, dans une conjoncture internationale défavorable, est qu'il soit difficile de prendre ces mesures et de trouver les moyens de les financer. Le présent chapitre traite des moyens de protéger et d'améliorer les programmes de développement humain, et examine aussi deux questions connexes : les approvisionnements alimentaires et la croissance démographique.

### Développement humain et ajustement

Le développement humain lie la création d'emplois productifs

pour les pauvres et la fourniture de biens et de services destinés à satisfaire leurs besoins essentiels. Les diverses composantes du développement humain — santé, éducation, nutrition et réduction de la fécondité — sont étroitement interdépendantes. Tout résultat obtenu sur un point peut faciliter des améliorations dans un autre domaine et contribuer à un progrès sur tous les fronts.

Le développement humain est subordonné à la croissance économique, qui procure les ressources nécessaires à la création de nouveaux emplois productifs et à l'expansion des services de base. De leur côté, ces services — enseignement élémentaire et formation professionnelle, soins de santé primaires, programmes de nutrition et de planning familial et fourniture d'eau salubre — peuvent avoir des effets remarquables sur la croissance.

Très souvent financés par l'Etat, les programmes de développement humain sont particulièrement vulnérables aux époques où la croissance est menacée et où les gouvernements connaissent des difficultés budgétaires. Le Brésil, l'Inde et la Turquie, entre autres pays, ont dû, en partie à cause de contraintes extérieures, freiner l'accroissement de leurs dépenses sociales ou même les réduire. Tous les pays en développement risquent, pendant les cinq à dix prochaines années, d'être amenés

à sacrifier aux impératifs de leur politique d'ajustement des programmes sociaux dont en général les effets ne se font pleinement sentir qu'à long terme — parfois même quand il s'agit de réduction de la fécondité ou d'alphabétisation, au bout d'une génération, sinon plus. Pourtant, si l'on considère l'avenir, l'un des préalables d'une croissance soutenue est une amélioration constante des qualifications professionnelles et de l'énergie de la population (et cela est particulièrement vrai des pauvres, puisque c'est surtout le potentiel qu'ils représentent qui est gaspillé). Interrompre les programmes de développement humain peut coûter cher, même si les conséquences n'en sont pas immédiatement visibles.

Certains programmes peuvent toutefois produire des résultats rapidement et compléter les mesures d'ajustement prises dans les secteurs directement productifs. On peut accélérer les programmes de formation et mieux les adapter aux besoins du marché du travail; un accroissement de la production alimentaire peut contribuer à la fois à une réduction des importations et à une amélioration de la nutrition. Certains programmes de santé et de nutrition peuvent avoir des effets étonnamment rapides : un projet visant à réduire l'anémie parmi les travailleurs indonésiens a permis d'améliorer leur productivité en huit semai-

nes. La lutte contre le paludisme peut, elle aussi, donner très vite des résultats.

Maintenir les programmes de développement humain en dépit des difficultés actuelles contribuera à la croissance future — tout comme, aujourd'hui, la capacité de faire face aux exigences de l'ajustement dépend en grande partie de ce qui a été fait pour le développement humain dans le passé. Ainsi, lorsqu'on compare différents pays, on voit que ceux où le taux d'alphabétisation et l'espérance de vie étaient élevés en 1960 ont généralement connu une croissance plus rapide pendant les années 60 et 70. De même, l'aptitude de chaque pays à réagir au climat changeant et incertain des années 80 — c'est-à-dire à appliquer avec succès la politique "d'ouverture sur l'extérieur" décrite au Chapitre 6 — dépendra étroitement de la valeur professionnelle et de la faculté d'adaptation de sa main-d'oeuvre et de ses cadres.

#### *Les exigences de l'ajustement et les programmes sociaux*

Lorsqu'un pays doit affecter une part accrue de ses ressources au règlement de ses dépenses extérieures, et en particulier lorsque l'ajustement le contraint à un retranchement, pendant quelque temps au moins, la situation financière du secteur public risque fort d'être tendue.

Du fait de l'importance des dépenses renouvelables, en particulier des dépenses de personnel, qu'ils supposent, les programmes sociaux tiennent une place importante dans le budget et sont donc vulnérables (Tableau 7.1). Bien qu'ils puissent avoir sur la productivité des effets bien supérieurs à ceux de certains projets, financés par le budget d'équipement, ils risquent d'être victimes de l'idée fautive que seules les dépenses d'équipement accroissent les

revenus futurs. Leurs répercussions sont souvent moins tangibles que celles d'autres programmes, notamment lorsque leurs bénéficiaires sont les habitants de zones rurales écartées ou des "groupes sociaux" (femmes et enfants, par exemple) qui ont peu d'influence politique. Au surplus, les programmes sociaux ont besoin d'administrateurs et de techniciens qualifiés (souvent difficiles à trouver) et subissent à cet égard la concurrence d'autres secteurs. Dans des pays comme ceux de l'Afrique subsaharienne, le manque de cadres peut être tout aussi grave que celui de fonds.

Il n'existe pas de règles simples indiquant comment répartir les ressources entre le développement humain et les secteurs directement productifs. Manifestement, la décision dépend en grande partie de l'importance relative des besoins des divers programmes en ressources deve-

nues plus rares (énergie et devises). Les besoins des programmes sociaux sont fonction de divers facteurs, notamment la façon dont ils sont conçus et le niveau de complexité auquel ils se situent. Par exemple:

- Les principales dépenses dans l'enseignement primaire (voir encadré) sont les traitements des enseignants. Les dépenses de transport et les autres frais sur lesquels le coût de l'énergie a une influence prépondérante sont généralement insignifiants. Même dans les pays développés, les dépenses directes autres que les dépenses de personnel dépassent rarement 10 % du budget de l'enseignement primaire.

- Les programmes de soins de santé primaire (voir encadré, page 116) demandent plus de devises et, lorsque celles-ci font défaut, risquent de perdre beaucoup de leur efficacité.

- Le coût en devises des

**Tableau 7.1 Dépenses publiques de santé et d'éducation dans quelques pays, 1977 ou 1978**

Pays et groupe de pays	En % des dépenses totales de l'administration centrale		Par habitant (dollars de 1975)	
	Education	Santé	Education	Santé
<b>Pays à faible revenu</b>				
Afrique				
Burundi	20,6	4,7	6	1
Ethiopie	11,5	4,9	2	1
Haute-Volta	15,6	5,5	3	1
Malawi	11,1	4,1	4	2
Mali	21,6	6,2	5	1
Niger	23,3	6,0	6	2
Rwanda	15,2	4,8	3	1
Sierra Leone	16,0	7,6	7	3
Somalie	14,0	6,1	5	2
Tanzanie	13,6	7,1	7	4
Togo	13,7	5,8	12	5
Asie				
Birmanie	11,2	5,9	2	1
Népal	11,1	5,5	2	1
Sri Lanka	11,6	5,9	3	5
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>				
Bolivie	25,6	8,0	18	5
Ghana	19,5	7,4	11	5
Kenya	21,8	8,2	12	5
Philippines	13,2	5,1	7	3
Zambie	16,6	7,3	23	11

Source : FMI.

systemes ruraux d'alimentation en eau peut varier considérablement : nul ou presque dans le cas de pompes à main, il est très élevé dans celui de pompes à moteur diesel. Toutefois, il existe des solutions permettant de minimiser la consommation d'énergie et même d'en produire par récupération du méthane.

Il n'existe aucune raison de sacrifier les seuls programmes sociaux pendant la période d'ajustement. Toutefois, il faut bien s'attendre qu'ils subissent leur part des réductions budgétaires. Le problème est alors de savoir comment tirer le meilleur parti possible de ce qui est conservé.

#### *Sauvegarder les programmes de développement humain*

Si des restrictions financières font obstacle à l'expansion des programmes de développement humain, il est souvent possible de rendre ceux-ci plus efficaces par rapport à leurs coûts. La répartition des dépenses sociales est fréquemment, dans la pratique, influencée par certaines préférences. Les programmes urbains prennent le pas sur les programmes ruraux; la prestation de soins curatifs d'une haute technicité, sur des programmes de prévention peu coûteux; et l'enseignement universitaire est développé plus vite, par rapport aux besoins, que l'enseignement primaire. Même lorsque l'Etat est favorable au maintien des programmes de développement humain, il arrive que, pour des raisons administratives indépendantes de sa volonté, ceux-ci ne reçoivent pas les ressources nécessaires. Si les contraintes budgétaires incitent les pouvoirs publics à renverser ces tendances et à rendre les programmes plus efficaces par rapport à leur coût, on peut espérer que le développement humain ne se ralentira pas.

## Le prix de l'enseignement primaire

Les traitements des maîtres représentent en moyenne 95 % des coûts de fonctionnement de l'enseignement primaire dans les pays en développement : les autres

manuels, par exemple). Toutefois, si l'on considère un certain nombre de pays industriels où le matériel et les fournitures sont suffisants (voir tableau), la

### Répartition des dépenses publiques ordinaires consacrées à l'enseignement primaire dans quelques pays en développement (en pourcentage)

Groupe de pays et région	Année	Traitements	Autres dépenses directes
<b>Pays à faible revenu</b>			
Madagascar	1975	98	2
Malawi	1975	98	2
Mali	1977	97	3
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>			
<b>Afrique</b>			
Congo	1976	98	2
Côte d'Ivoire	1976	90	9
Zambie	1978	90	7
<b>Asie</b>			
Thaïlande	1976	90	1
<b>Amérique latine</b>			
Argentine	1977	96	4
Equateur	1977	98	2
Pérou	1977	90	1
République dominicaine	1977	97	1
<b>Europe, Afrique du Nord</b>			
Algérie	1974	97	1
Portugal	1977	92	2
Moyenne		95	3

Source : Unesco

dépenses renouvelables directes se situent aux environs de 3 %. Par exemple, au Bangladesh, en 1979-80, 1,2 % seulement des dépenses renouvelables de l'enseignement primaire n'étaient pas des dépenses de personnel (ce qui représentait 0,06 % des dépenses ordinaires de l'administration centrale). En République dominicaine, en 1977, les dépenses renouvelables non salariales pour l'enseignement primaire représentaient 0,1 % des dépenses renouvelables de l'administration centrale (voir tableau).

Il est possible que ces chiffres ne correspondent pas aux besoins réels : dans de nombreux pays en développement, les écoles manquent dans une certaine mesure du matériel et des fournitures indispensables et, dans d'autres cas, les élèves doivent se procurer eux-mêmes certains instruments de travail (les

moyenne des coûts directs non salariaux ne représentait, en 1977, que 6 % des dépenses ordinaires pour l'enseignement primaire.

### Répartition des dépenses publiques ordinaires consacrées à l'enseignement primaire dans quelques pays industriels, 1977 (pourcentage)

Pays	Traitements	Autres dépenses directes
Belgique	85	12
Danemark	66	5
Finlande	62	5
Japon	79	5
Pays-Bas	81	2
Moyenne	75	6

Source : Unesco

## Le prix des soins de santé primaires

Les systèmes de soins primaires peuvent être gros consommateurs d'énergie et de devises. Le transfert des malades dans des établissements du deuxième et du troisième niveau suppose des moyens de transport. Il en va de même de la surveillance du personnel des antennes et de la livraison des médicaments. Les réfrigérateurs nécessaires à la conservation des vaccins et les petites génératrices des hôpitaux ruraux consomment de l'énergie. Aux niveaux secondaire et tertiaire, compléments indispensables des services primaires, on a besoin d'un matériel médical perfectionné et d'énergie pour les salles d'opération, la préparation des aliments et la réfrigération des réserves de sang et d'autres fournitures.

Les chiffres ci-après illustrent l'importance de ces besoins : au Malawi, en 1979-80, quelque 22 % des dépenses renouvelables dans le domaine de la santé ont été consacrées à du matériel médical et à des médicaments. Les dépenses relatives aux installations et aux véhicules représentaient de leur côté 20 %. Il s'ensuit que les dépenses de médicaments, de matériel médical, d'entretien des véhicules et de carburants, qui doivent être réglées presque exclusivement en devises, s'élèvent peut-être à 40 % du budget ordinaire de la

santé. Dans le cas des soins primaires, les coûts d'énergie commerciale seraient moindres; ainsi, dans un projet récent de développement rural, en Indonésie, les coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules ont été estimés à 8 % du total des coûts de fonctionnement du programme sanitaire.

Les médicaments tiennent partout une grande place dans les budgets de la santé — 24 % en Thaïlande (1979), 22 % en Tanzanie (1976), 30 % au Ghana (1976-77) et, dans la plupart des pays en développement, ils doivent être importés. Il devrait être possible de réduire ces dépenses de médicaments — sans nuire à la qualité — en modifiant les méthodes d'achat et la formulation des ordonnances. Il ressort d'une étude effectuée récemment au Ghana qu'en 1976-77, il aurait été possible d'économiser 20 % sur les achats de médicaments en ne prescrivant que les quantités nécessaires. Selon une autre étude, effectuée en Tanzanie, il serait possible d'économiser 30 % en limitant les quantités prescrites au strict nécessaire, en centralisant les achats et en utilisant des médicaments génériques plutôt que des spécialités pharmaceutiques. L'Indonésie a économisé quelque 50 % des coûts en procédant à des achats massifs de médicaments essentiels.

Les catégories de dépenses qui risquent le plus d'être réduites varient selon les pays mais, dans beaucoup d'entre eux, ce sont les dépenses renouvelables autres que les dépenses de personnel (achat de médicaments, de produits chimiques et de javel destinés au traitement de l'eau et à la désinfection, de manuels, de craie et de papier) qu'il s'est révélé le plus facile de diminuer. Pourtant, en pareil cas, l'efficacité du programme tout entier est compromise et les économies budgétaires risquent d'être proportionnellement insignifiantes. C'est dans ce domaine qu'une aide extérieure peut être particulièrement utile pendant la période d'ajustement; la prise en charge de ces dépenses pourrait se traduire par des avan-

tages considérables, pour un coût minime. Un accroissement de ce type d'assistance supposerait un changement d'attitude de la part des donateurs qui sont nombreux à attacher beaucoup d'importance au recouvrement direct des coûts et à s'inquiéter du caractère indéfini des engagements. Il n'est donc pas inutile de répéter que les dépenses renouvelables sont ou peuvent être très productives, que les coûts peuvent souvent être recouverts à la longue (bien qu'indirectement), et qu'il peut et doit exister des plans d'action internationale à long terme en faveur des programmes de développement humain.

Toutes les possibilités de limiter le coût des programmes n'ont pas encore été exploitées à fond. Il

existe en effet des moyens de contenir les coûts et même de tirer parti des restrictions financières :

- Lorsqu'ils évaluent un nouvel investissement, les planificateurs devraient tenir compte des dépenses renouvelables et des coûts en devises. Les donateurs devraient accepter plus facilement de financer des dépenses renouvelables : au Malawi, où la quasi-totalité du budget de la santé est financée par l'aide, le coût en devises de l'entretien du matériel médical a souvent été négligé.

- Il est possible de réaliser des économies budgétaires en faisant payer certains services (lorsque la politique nationale ne s'y oppose pas). On peut alléger en partie la tâche des services publics, en confiant au secteur privé le soin de satisfaire les besoins de la classe moyenne (pour l'enseignement universitaire ou certains types de soins médicaux, par exemple). Ainsi, aux Philippines, il existe un grand nombre d'écoles secondaires privées (d'ailleurs inférieures en général aux écoles publiques); en Egypte, lorsque les pouvoirs publics ont réduit les distributions de contraceptifs, la classe moyenne s'est adressée au secteur privé. Cependant, certains services ne peuvent ni ne doivent être payés par les bénéficiaires; en insistant trop sur le partage des coûts, on risquerait de perpétuer des inégalités régionales et sociales.

- Il est également possible de demander aux collectivités locales de participer aux coûts. En Ethiopie, les habitants, groupés en associations paysannes, ont donné de leur temps pour construire et entretenir les écoles primaires et il est prévu de les faire contribuer aux traitements des enseignants. Il semble bien d'ailleurs que le partage des coûts et des tâches facilite l'adaptation des services aux besoins locaux.

• Il est souvent possible de réduire les dépenses renouvelables sans que la qualité des services en souffre. L'amélioration des communications postales ou téléphoniques et une meilleure utilisation des moyens de transport existants peuvent permettre de réduire les frais de voyage. Dans certains pays, il est possible de diminuer le coût des achats publics de médicaments (voir encadré).

• La politique en matière de personnel peut aussi jouer un rôle. Le meilleur atout de beaucoup de programmes de développement humain est la compétence et le dévouement de leur personnel. Il est généralement difficile de réduire les effectifs, mais on peut fréquemment diminuer les coûts en déléguant davantage de fonctions à des assistants et en rationalisant l'organisation.

Lorsque les priorités sont bien

choisies et l'administration efficace, les services peuvent être à la fois peu coûteux et suffisants. En Chine, par exemple (voir encadré), on estime le coût annuel de l'enseignement primaire à 20 dollars seulement par élève, et celui des soins de santé à 7 dollars par personne (dont 4 dollars payés par les pouvoirs publics), alors que pratiquement tous les habitants (1 milliard) ont accès aux services de santé.

### La pauvreté et le développement humain en Chine

La structure de l'économie chinoise et le revenu national par habitant sont très comparables à ceux d'autres pays à faible revenu, mais la grande majorité des Chinois jouissent de conditions matérielles de vie remarquablement meilleures que les habitants de la plupart des autres pays à faible revenu. Entre 1950 et 1979, l'espérance de vie à la naissance est passée de 36 à 64 ans. Du même ordre en 1950, l'espérance de vie dans les pays à faible revenu n'était que de 51 ans en 1979 alors que, dans les pays à revenu intermédiaire, où elle était supérieure au départ (48 ans), elle était inférieure à la fin de la période de référence (61 ans).

Ce succès de la Chine peut être attribué en partie aux efforts concertés entrepris dans plusieurs domaines interdépendants : enseignement élémentaire, santé et nutrition et régulation des naissances. Par exemple, la plupart des mères et des enfants ont bénéficié de programmes de soins et de programmes nutritionnels. De ce fait, la mortalité infantile et, par conséquent, le nombre d'enfants nécessaires pour que la famille atteigne la dimension souhaitée ont diminué. En outre, la réduction du taux de natalité a allégé la tâche des services de santé et d'enseignement.

D'autres pays en développement ont des programmes analogues, mais la Chine est allée plus loin que la plupart d'entre eux dans ses efforts de développement humain, qui sont devenus une partie intégrante de la mobilisation sociale déclenchée par la révolution de 1949 : il n'est pas jusqu'aux normes relatives à la dimension de la famille qui ne fassent l'objet de recommandations du parti et ne soient discutées au niveau communal tous les échelons de l'organisa-

tion sociale, depuis l'équipe de production jusqu'au Gouvernement central en passant par la commune, participent aux services sociaux. Les brigades de production peuvent financer la formation d'un ou plusieurs "médecins aux pieds nus" qui dispensent des soins primaires tout en participant souvent au travail des brigades.

Les programmes bénéficient de certaines subventions de l'État, mais les groupes intéressés fournissent également une contribution et participent à la prise des décisions. Le financement local présente certains inconvénients, les régions pauvres ne pouvant s'offrir que des services très rudimentaires. Néanmoins, les succès remarquables remportés par la Chine dans le domaine du développement humain ont survécu à plusieurs crises graves, et en particulier au grand bond en

avant (1958-60) et à la révolution culturelle (1966-76), et cela probablement parce que les programmes étaient en grande partie financés par des ressources locales.

Paradoxalement, la part du revenu national revenant aux 40 % des Chinois qui sont les plus pauvres est de l'ordre de 18 % et la situation est donc à peu près la même que dans les autres pays d'Asie à faible revenu. Toutefois, en Chine, les inégalités sont surtout dues à des différences économiques régionales. A l'intérieur d'une même commune ou d'une même ville, les inégalités de revenu sont réduites, en grande partie parce que la propriété est collective. En outre, comme le montrent les indicateurs de la qualité de vie, la situation des pauvres est, à revenu égal, bien meilleure en Chine que dans la plupart des autres pays en développement.

#### Indicateurs de base

Pays et groupe de pays	PNB par habitant (dollars) 1979	Taux annuel d'accroissement de la population (pourcentage)	Adultes alphabètes (pourcentage) 1976	Effectif scolaire net, enseignement primaire (pourcentage)	Espérance de vie à la naissance (années)	
		1970-79		1975 ou 1977	1950	1979
Chine	260	1,9	66 <sup>a</sup>	93 <sup>b</sup>	[36]	64
Sri Lanka	230	1,7	85	62	[55]	66
Inde	190	2,1	36	64	[38]	52
Indonésie	370	2,3	62	66	[35]	53
Pays à faible revenu	210	2,3	39	56	[37]	51
Pays à revenu intermédiaire	1 420	2,4	72	71	[48]	61
Pays industriels	9 440	0,7	99	94	67	74

a. La plupart des données pour 1950 sont estimatives.

b. 1979.



## Alimentation et nutrition

L'amélioration de la nutrition est une condition essentielle du développement humain et, en même temps, l'accroissement de la production agricole est généralement indispensable à une augmentation des revenus des pauvres. Ces deux exigences confèrent une place centrale à la production alimentaire et montrent combien reste actuelle la question de savoir si le potentiel mondial de production et de distribution est suffisant pour nourrir une population croissante.

Les stratèges du développement attachent une plus grande importance à l'agriculture depuis quelques années. L'industrialisation est naturellement indispensable à l'augmentation de la productivité et à la croissance mais, dans la plupart des pays, elle s'est appuyée sur un développement général de l'agriculture. Le *Rapport sur le développement dans le monde* de 1979 montrait que les progrès de l'agriculture entraînent un accroissement de la demande intérieure de produits industriels, procurent des aliments bon marché aux travailleurs de l'industrie et des matières premières aux agro-industries, provoquent des entrées de devises qui permettent de financer des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires pour l'industrie, et favorisent la création d'industries à forte intensité de main-d'œuvre dans les petites villes et les villages.

Le Chapitre 6 du présent *Rapport* a souligné combien l'ajustement est difficile dans les pays qui ont négligé leur agriculture. A peu près tous les pays de l'Afrique subsaharienne, où la croissance a été lente ces dernières années, ont enregistré des résultats particulièrement médiocres dans ce secteur. En revanche, les pays comme

l'Inde ou la Côte d'Ivoire, qui ont édifié une base agricole solide, peuvent plus facilement s'adapter aux pressions extérieures.

Toutefois, une agriculture prospère n'est pas synonyme de sécurité alimentaire. En effet, cela ne signifie pas automatiquement que l'approvisionnement des régions déficitaires sera toujours suffisant, ni que tous les ménages auront assez à manger tous les ans. Dans certains pays où l'agriculture est en expansion, les pauvres ne reçoivent pas suffisamment d'aliments, que ceux-ci soient produits dans le pays ou importés. Un approvisionnement satisfaisant au niveau national et international étant manifestement un préalable de la sécurité alimentaire, la présente section étudiera successivement les échanges mondiaux de denrées alimentaires, l'importance pour les pays pauvres de la stabilité de prix et de la régularité de l'offre et, chose plus importante encore, l'action menée pour accroître le degré d'auto-approvisionnement et améliorer la distribution des produits alimentaires.

### *La situation alimentaire mondiale pendant les années 70*

Depuis les années 60, et surtout depuis la crise alimentaire mondiale de 1973-74, de nombreux observateurs prédisent que les pénuries iront en s'aggravant. Selon eux, certains pays ne pourront ni se nourrir eux-mêmes, ni payer les importations nécessaires et la famine pourrait devenir un phénomène courant dans de nombreux pays à faible revenu pendant les années 80. Heureusement, les faits ne confirment pas ces affirmations pessimistes, malgré l'apparition de certains problèmes graves.

Dans l'ensemble, la production alimentaire a augmenté un peu plus vite que la population. La

consommation par personne s'est accrue dans la plupart des pays du tiers monde, l'Afrique subsaharienne et certaines parties de l'Asie constituant les exceptions les plus notables (Tableau 7.2). Les prix ont varié considérablement en valeur réelle, mais il n'y a pas eu de tendance marquée à la hausse (Figure 7.1). Certains pays en développement à revenu intermédiaire ont importé davantage de denrées alimentaires (Figure 7.2), mais cela n'a généralement pas réduit la sécurité de leur approvisionnement. Il n'y a pas

Figure 7.1 Cours mondiaux des céréales, 1966-80

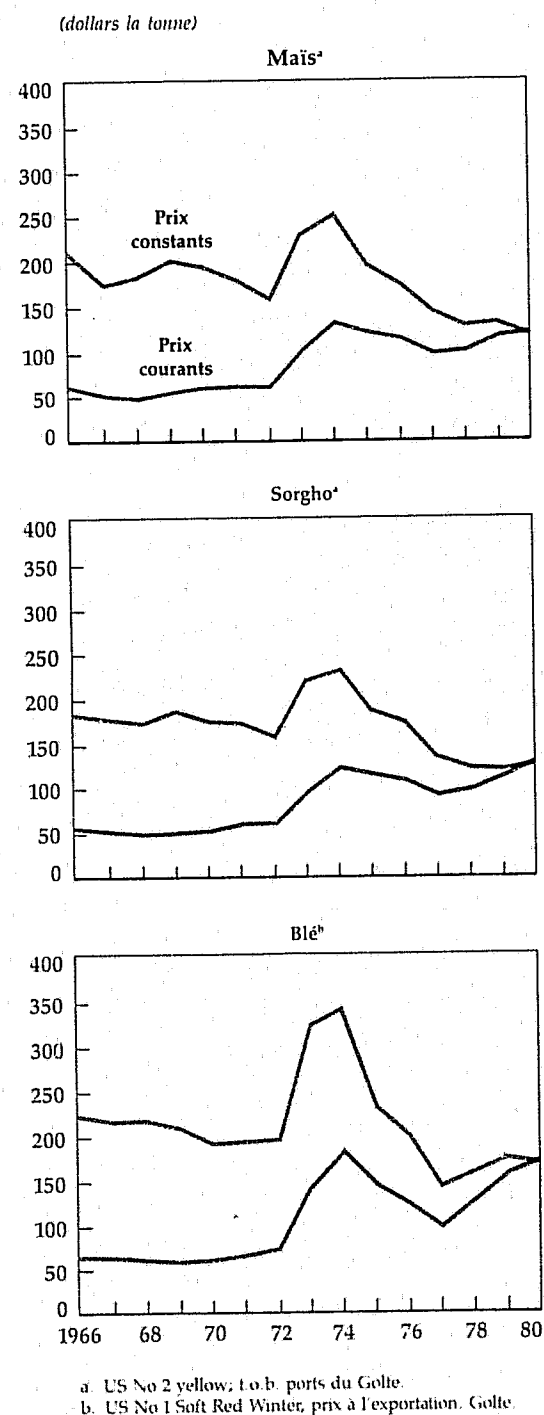


Tableau 7.2 Consommation de céréales par habitant, 1961-79

Groupe de pays et région	En kilogrammes par habitant			Croissance annuelle moyenne (pourcentage)	
	1961-64	1970-73	1976-79	1961-64; 1970-73	1970-73; 1976-79
Total mondial	312,1	342,8	362,1	1,0	0,9
Pays en développement	223,0	229,7	239,9	0,3	0,7
Pays à faible revenu	207,1	202,7	202,4	-0,2	0,0
Afrique subsaharienne	159,5	151,9	141,3	-0,5	-1,2
Asie du Sud	215,6	211,8	213,5	-0,2	0,2
Pays à revenu intermédiaire	238,1	255,6	275,7	0,8	1,3
Afrique subsaharienne	140,7	150,0	148,5	0,7	-0,2
Asie de l'Est	257,2	271,2	282,7	0,6	0,7
Amérique latine	235,7	244,0	249,1	0,4	0,3
Europe du Sud, Afrique du Nord et Moyen-Orient	390,6	441,0	495,8	1,4	2,0

Source : FAO.

de preuve que la famine elle-même ait progressé, mais le nombre de personnes sous-alimentées a probablement augmenté et il est possible que la situation de certains groupes et de certaines régions se soit gravement détériorée. La plupart des personnes sous-alimentées vivent en milieu rural.

Les échecs sont dus non seulement à l'insuffisance de la production et de la demande effective, mais également à une série de changements structurels sur le plan mondial et national. Citons notamment la complexité accrue des marchés céréaliers internationaux, l'instabilité croissante des prix des céréales et les difficultés logistiques de la manutention et de la distribution à l'échelle nationale et internationale. Le manque de devises a également joué un rôle, tout comme les conflits politiques internes et les catastrophes naturelles.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES MARCHES. Les pays à revenu intermédiaire ont notablement augmenté leurs importations et leur groupe est maintenant le plus gros acheteur mondial de céréales (Figure 7.3). Cette évolution est due avant tout au fait que les reve-

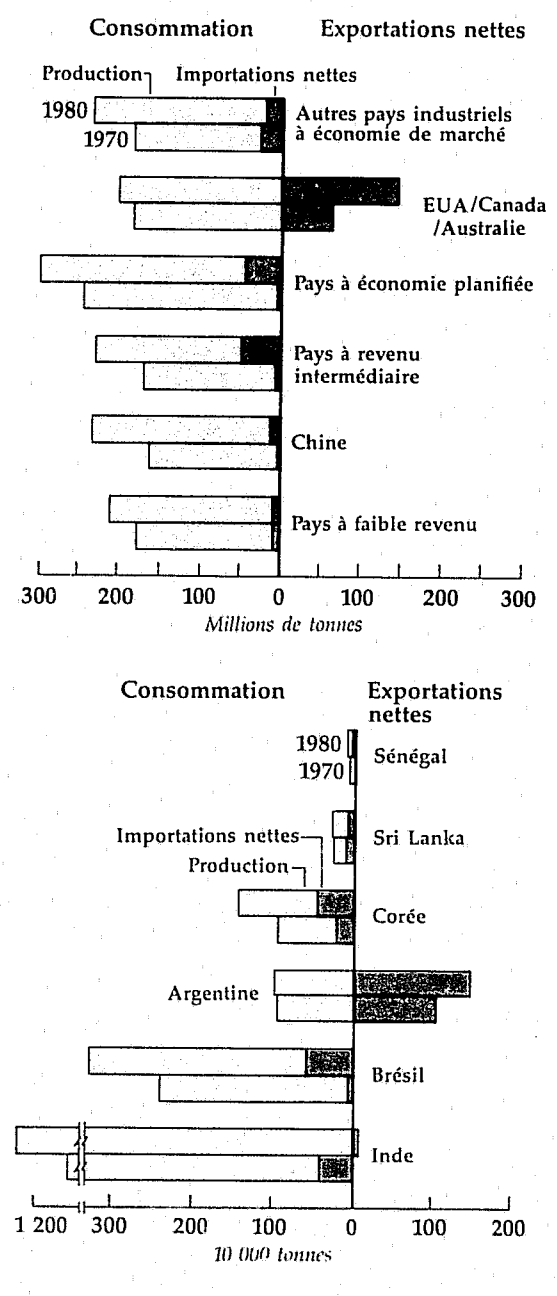
nus de leur population urbaine ont augmenté, mais de plus, dans certains d'entre eux, la production alimentaire ne s'est pas accrue au même rythme que la population. En outre, l'élevage a pris plus d'importance, et plus d'un tiers du total des céréales consommées (soit nettement plus de la moitié des importations) est destiné au bétail et ne va donc pas directement à la consommation humaine. Dans plusieurs pays à revenu intermédiaire, la part des recettes d'exportation consacrée à l'achat de céréales vivrières a en fait diminué, alors même que l'ensemble des importations alimentaires augmentait, du fait de l'expansion plus rapide encore de leurs exportations d'autres produits, d'ailleurs fréquemment d'origine agricole. A la fin des années 70, les céréales vivrières ne représentaient qu'un cinquième environ de la valeur de leurs importations alimentaires, le reste étant consacré à des produits moins essentiels (viande, oléagineux, sucre, fruits et légumes frais, etc.).

Les pays à faible revenu sont restés plus tributaires de l'aide alimentaire que les pays à revenu intermédiaire (Figure 7.4), ce qui comporte à la fois des avantages et

des inconvénients. L'aide alimentaire réduit les dépenses d'importation, mais les pays bénéficiaires ne peuvent y compter avec certitude (il est arrivé qu'elle soit interrompue pour des raisons politiques) et les donateurs ont tendance à la réduire aux époques de pénurie mondiale, au moment où les pays à faible revenu en ont le plus besoin, comme lors de la crise alimentaire de 1973-74; en outre, elle peut, si l'on n'y prend garde, avoir sur les prix des effets qui découragent la production locale.

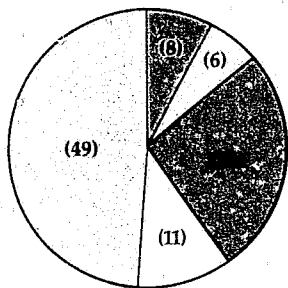
De nombreux pays (dont plusieurs à faible revenu) produisent

Figure 7.2 Production, consommation et échanges nets de céréales alimentaires par groupe de pays et pour certains pays, 1970 et 1980

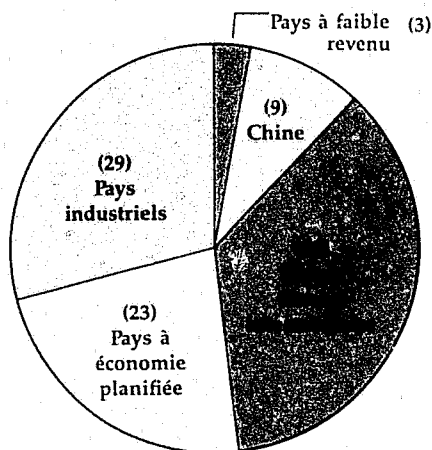


**Figure 7.3 Importations mondiales de céréales par groupe de pays, 1970 et 1980**  
(parts en pourcentage)

1970 = 109 millions de tonnes



1980 = 228 millions de tonnes



maintenant une plus grande partie des céréales dont ils ont besoin, sans qu'il s'ensuive nécessairement une amélioration de la nutrition pour les groupes à faible revenu ou la population des régions où prédomine l'agriculture de subsistance. Il semble que, tant dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu intermédiaire, les groupes urbains et ruraux les plus pauvres souffrent de sous-alimentation chronique. Les plus mal lotis sont ceux qui vivent dans les zones rurales dont la production agricole est sujette à de fortes fluctuations. Ce sont les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes qui sont les premières victimes lorsque la nourriture manque. Les variations saisonnières

(réduction des stocks pendant les mois qui précèdent immédiatement la récolte) et les mauvaises récoltes (dues aux intempéries ou à des maladies) sont les principales causes de famine, du côté de l'offre. Dans nombre de pays à faible revenu, cette situation est une menace permanente pour la vie des habitants. Cependant, la sous-alimentation est le plus souvent une question de demande et c'est le pouvoir d'achat qui fait défaut.

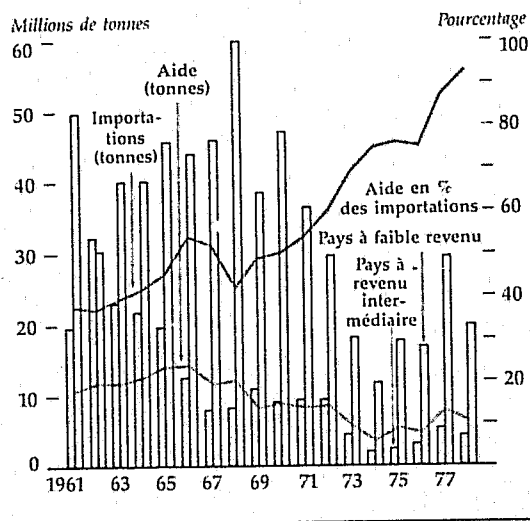
La structure du commerce agricole des pays en développement a évolué depuis 1973. Les exportations agricoles comme les importations alimentaires ont augmenté rapidement dans de nombreux cas, du fait d'une spécialisation plus poussée de la production. Cette expansion des échanges commerciaux comporte certes des avantages, mais elle rend les pays plus vulnérables aux fluctuations des prix — en particulier lorsque les prix alimentaires mondiaux ne varient pas selon les mêmes cycles que ceux des autres produits agricoles.

Ces inconvénients ne sont pas les seuls. L'expansion des échanges internationaux de produits alimentaires a eu pour effet d'accroître la complexité du marché

mondial et de rendre plus coûteuse l'utilisation de méthodes de commercialisation relativement simples. Il ressort d'études de la Banque mondiale qu'à la fin des années 70, leurs importations alimentaires ont coûté aux pays en développement près de un milliard de dollars de plus par an qu'il n'aurait été nécessaire, à cause d'une mauvaise planification et d'une infrastructure commerciale défectueuse, et aussi parce qu'ils ont négligé d'employer des mécanismes comme les marchés à terme pour réduire les incertitudes inhérentes au commerce des produits agricoles. A ces coûts viennent s'ajouter ceux qui sont dus à l'insuffisance des installations portuaires et des moyens de transport et de stockage; enfin, l'absence de systèmes d'alerte immédiate, ou leur inefficacité, oblige à de coûteux achats au comptant et majore les frais de transport et d'entreposage.

**L'INSTABILITE DES PRIX.** Les prix des céréales sont devenus moins stables, surtout à cause de la politique des prix et de la politique commerciale des pays industriels à économie de marché et à économie planifiée. Ces politiques visent principalement à protéger les producteurs nationaux (voir l'encadré sur la "Politique agricole de la CEE"), mais en même temps elles mettent les consommateurs, en particulier pour les productions animales, à l'abri des fluctuations des prix alimentaires mondiaux. La consommation reste ainsi la même dans ces pays, et ce sont les consommateurs de produits de l'élevage dans d'autres pays et les acheteurs résiduels, c'est-à-dire principalement les pays en développement les plus pauvres, qui supportent les effets de toute réduction de l'offre mondiale. Lorsque les récoltes sont mauvaises dans les pays importa-

**Figure 7.4 Pays en développement : importations et aide alimentaires**



teurs (comme cela a été le cas en 1973-74, la saison de la mousson ayant été défavorable en Asie du Sud, et le Sahel et la Corne de l'Afrique ayant connu une sécheresse exceptionnelle), toute détérioration de l'offre globale rend beaucoup plus difficile la lutte contre la famine. La disette et la malnutrition ont sévi au Bangladesh en 1973-75, époque où la production alimentaire nationale était médiocre et le marché international tendu, et où le pays a dû trouver des devises supplémentaires pour faire face à la hausse des prix du pétrole.

Une pénurie générale peut également avoir des effets indirects graves. Les importations alimentaires sont généralement d'une importance si vitale que les devises disponibles leur sont consacrées en priorité, même s'il faut pour cela réduire d'autres importations. Si celles-ci étaient destinées au secteur des transports (carburants ou pièces détachées, par exemple), cette réduction peut causer des dommages indirects considérables à l'agriculture. La production alimentaire d'un pays importateur peut être tout aussi vulnérable que ses importations alimentaires, en particulier si la pénurie alimentaire générale coïncide avec les difficultés de devises propres à toute période d'ajustement. Au Soudan et en Zambie, par exemple, des réductions budgétaires successives — dues à la grave insuffisance des ressources en devises — ont privé de moyens de transport les services de vulgarisation agricole, les organismes de commercialisation et les agriculteurs eux-mêmes. La production alimentaire de ces pays en a inévitablement souffert.

LES CRISES ALIMENTAIRES. Les catastrophes alimentaires, comme celles de 1973-74, frappent soudainement, pratiquement sans

alerte. La souplesse, la faculté d'adaptation et de bons systèmes de renseignements sont donc nécessaires au monde pour assurer sa sécurité alimentaire. Une mauvaise récolte locale ne doit pas nécessairement se traduire par une famine s'il existe un bon système d'information sur l'état des cultures et des moyens administratifs et logistiques en place permettant de réagir rapidement à une crise. Lorsque tel est le cas (nous songeons, par exemple, aux réfugiés afghans au Pakistan et au système d'alerte immédiate de l'Éthiopie, qui a beaucoup mieux fonctionné pendant la sécheresse de 1979 qu'auparavant), relativement peu de gens meurent de faim. En l'absence de systèmes fiables de renseignements sur l'état des cultures, on ne peut porter qu'un jugement subjectif sur l'étendue du déficit que provoquera une mauvaise campagne et l'on risque d'exagérer la gravité de la situation ou de réagir trop tard, ou de commettre à la fois les deux erreurs.

Certaines des pires catastrophes alimentaires que le monde ait connues sont naturellement imputables à l'homme et ce qui s'est récemment passé au Kampuchea et en Somalie en est peut-être l'un des exemples les plus alarmants. Lorsque de nombreux ruraux qui pratiquent l'agriculture de subsistance sont déracinés à la suite d'un conflit armé, il est pratiquement inévitable que la famine sévisse sur une grande échelle. Il est certain que le monde est maintenant mieux en mesure de réagir, même dans des cas de ce genre, grâce en particulier aux efforts et aux initiatives d'institutions internationales et d'organisations bénévoles.

#### *La leçon des années 70*

On ne peut complètement écarter la possibilité d'une pénurie alimentaire mondiale; la tendance à

l'instabilité des marchés et les problèmes que les hausses des prix mondiaux peuvent poser aux pays en développement sont particulièrement inquiétants. Néanmoins, il semble bien maintenant que la crise alimentaire mondiale de 1973-74 ait été due à un concours malheureux de circonstances et qu'elle ne doive pas être considérée comme le signe précurseur d'une longue série de catastrophes. Ce qu'il faut craindre, ce n'est pas tant des pénuries mondiales que des problèmes nationaux et locaux appelant une action à la fois nationale et internationale; le danger réside surtout dans l'inutilisation par de nombreux pays de leur potentiel agricole et dans la politique perturbatrice de certains pays développés. La situation est particulièrement critique en Afrique subsaharienne; actuellement, 26 pays, comptant au total plus de 150 millions d'habitants, signalent des pénuries alimentaires; quels sont donc les problèmes et pourquoi n'ont-ils pu être résolus?

LA PRODUCTION ALIMENTAIRE. Le succès le plus remarquable des années 70 est sans doute l'amélioration de la productivité des petits agriculteurs. L'augmentation de leur production est à l'origine de la croissance impressionnante qu'ont enregistrée des pays comme l'Inde, l'Indonésie et la Malaisie. L'évaluation rétrospective de 80 projets entrepris à la fin des années 60 et au début des années 70, avec l'aide de la Banque mondiale dans plus de 20 pays, montre qu'à investissement égal, les projets visant les petites exploitations contribuent tout autant, et souvent même davantage, à accroître la production alimentaire que ceux dont bénéficient des exploitations commerciales.

Il convient également de signaler l'expansion de l'irrigation.

Dans les pays à faible revenu, les superficies irriguées sont passées de 41 millions d'hectares au début des années 60 à près de 60 millions d'hectares vers la fin des années 70. C'est surtout aux périodes critiques que l'intérêt des investissements dans l'irrigation et les installations de stockage devient le plus manifeste. En Inde, la sécheresse de 1979, qui a réduit la production de céréales vivrières de 17 % par rapport au tonnage record de l'année précédente, a été aussi grave que celle de 1966, qui avait provoqué une famine et une hausse des prix alimentaires de 30 % malgré l'importation de plus de 10 millions de tonnes de grains. En revanche, il n'y a pas eu de famine générale en 1980, les prix des céréales n'ont augmenté que de 17 % environ, et les zones rurales ont connu une situation moins difficile qu'en 1966. La principale raison de cette amélioration est que, la moyenne de la production céréalière ayant augmenté, il existait des stocks alimentaires beaucoup plus importants (voir l'encadré sur l'Inde, page 94).

L'expérience montre clairement que la stratégie à adopter pour accroître la productivité de l'agriculture et lutter contre la pauvreté rurale doit être fonction de la situation locale. Toutefois, certains problèmes réapparaissent très régulièrement :

- Pour certaines régions, il existe peu de solutions techniques qui permettraient d'augmenter la production alimentaire dans de bonnes conditions d'efficacité. Tel est en particulier le cas des zones semi-arides comme le Sahel. Les surfaces irriguées étant limitées, des problèmes de gestion et de remise en état ont surgi et des superficies considérables sont maintenant en friche. Pour les régions mieux arrosées, certaines techniques ont été mises au point (variétés améliorées de semences,

### Subventions alimentaires : trois cas

Les coûts et les avantages de tout système de subventions alimentaires dépend de plusieurs facteurs, dont le revenu des bénéficiaires, le stade de développement du pays (en particulier de son agriculture) et sa vulnérabilité aux contraintes budgétaires.

- Les subventions alimentaires peuvent provoquer un cercle vicieux de désintérêt chez les producteurs et de difficultés budgétaires. En Zambie, par exemple, la hausse des prix alimentaires à la consommation, qui sont contrôlés par l'Etat, a été moins rapide que celle des autres prix. Entre 1976 et 1980, période pendant laquelle le pays a traversé une grave crise économique (voir l'encadré sur la Zambie, p. 91), la part des subventions aux prix du maïs et des engrais dans le budget ordinaire est passée de 10 à 20 %. Mais même ainsi, les prix au producteur sont restés inférieurs aux prix à l'importation. Ce sont surtout les consommateurs urbains, mieux lotis que la plupart des agriculteurs, spécialement que ceux vivant dans des régions écartées, qui ont profité de ces subventions. Le manque de stimulants en faveur des producteurs a réduit les tonnages commercialisés par les circuits officiels et il s'est créé un marché noir sur lequel les consommateurs paient des prix très supérieurs à ceux pratiqués à l'importation. (Toutefois, en 1981, le Gouvernement a augmenté de plus de 30 % les prix de la farine de maïs et il a réduit les subventions.)

- Dans plusieurs pays de l'Asie du Sud, la politique alimentaire comprend tout un arsenal de mesures (achats, stockage, distribution de rations, impor-

tations commerciales, aide alimentaire, interdictions d'exporter et nombreuses interventions concernant les prix et les mouvements de marchandises). Ces systèmes sont généralement coûteux, mais les avantages qui en découlent varient considérablement selon le pays, leur portée, le choix des denrées subventionnées, les critères de sélection des bénéficiaires, les conditions d'achat, et la situation des points de distribution.

En Inde, par exemple, où le blé, le riz et les céréales secondaires sont vendus dans des magasins de distribution de rations ou des établissements à prix modérés, l'intervention des pouvoirs publics semble un moyen efficace d'atteindre les pauvres, malgré les difficultés administratives. Les augmentations des prix d'achat, parallèles à la hausse des coûts d'importation, ont été répercutées sur les consommateurs. En conséquence, le coût des subventions est resté dans des limites raisonnables et les difficultés budgétaires ne menacent guère l'existence du système.

- Plusieurs pays à revenu intermédiaire luttent directement contre la malnutrition, avec succès, par la distribution de denrées alimentaires à certains groupes-cibles. En Colombie, un système de coupons alimentaires, institué au milieu des années 70, et dont les objectifs sont assez modestes, touche quelque 140 000 ménages et présente moins de 0,1 % des dépenses ordinaires de l'administration centrale. Les coupons sont distribués aux agriculteurs des régions les plus pauvres et peuvent être échangés contre une gamme limitée d'aliments enrichis en protéines.

engrais), mais les agriculteurs hésitent à adopter des innovations dont ils mettent en doute (souvent à juste titre) la fiabilité et l'efficacité. La recherche adaptative doit manifestement devenir une priorité pour de nombreux pays.

- Il est absolument nécessaire d'investir dans l'infrastructure; l'amélioration des réseaux routiers, en particulier, faciliterait les échanges intérieurs, la vulgarisation de techniques nouvelles et la diffusion de renseignements sur les conditions du marché.

- De nombreux pays ont une politique qui défavorise les agriculteurs. Ceux-ci, et en particulier les petits exploitants, n'augmentent leur production que s'ils y sont suffisamment incités. Généralement, qui dit stimulant pense aux prix, mais d'autres facteurs aussi sont importants. Très souvent, les prix fixés par l'Etat sont supérieurs aux cours mondiaux, au taux de change officiel; toutefois, les retards qui interviennent dans le règlement des livraisons et l'inefficacité des transports, du



stockage et de la commercialisation réduisent sensiblement la rémunération réellement perçue par les agriculteurs. Les prix des denrées alimentaires sur le marché libre sont fréquemment supérieurs aux prix officiels, mais ils sont instables et imprévisibles et, de toute façon, l'Etat est souvent hostile aux commerçants et aux distributeurs privés. D'autre part, les achats et les ventes réalisés par les pouvoirs publics ne suffisent souvent pas à maintenir les prix à l'époque de la récolte et épuisent le budget et les maigres ressources de l'administration. Des importations désordonnées peuvent également déstabiliser les prix. Même lorsque le revenu des agriculteurs augmente, les biens de consommation et les services restent souvent rares dans les zones rurales.

• La surévaluation des taux de change, les taxes frappant les exportations et la protection de l'industrie ont tendance à réduire les revenus agricoles réels, en particulier (mais non exclusivement) dans les pays exportateurs de pétrole et de minéraux comme le Mexique, le Nigéria et le Venezuela.

• Un régime foncier inéquitable peut à la fois décourager les producteurs (c'est ce qui se passe, par exemple, lorsque les exploitants locataires ne profitent pas de bénéfices résultant des innovations et de l'augmentation de la production) et priver les pauvres dépourvus de terres de toute possibilité d'obtenir un emploi productif et d'augmenter leurs revenus.

• La discrimination contre l'agriculture va plus loin que le système d'incitation. Les services de vulgarisation agricole manquent souvent de fonds et de personnel, état de choses qui est d'ailleurs plus fréquemment imputable à la négligence qu'à une volonté délibérée de reléguer

l'agriculture au deuxième plan.

• Beaucoup de pays qui souhaitent donner à l'agriculture une place prioritaire n'ont pas su trouver les moyens qui s'imposaient. Très souvent, c'est qu'ils n'ont pas su apprécier à sa juste valeur le potentiel que représentaient les petits agriculteurs. En outre, de nombreux projets visant la petite exploitation ont été trop ambitieux, trop complexes et n'ont pas tenu compte des réalités locales, par exemple du fait que les cultures vivrières sont souvent confiées aux femmes.

L'AUTO-APPROVISIONNEMENT. L'un des principaux choix à opérer est de déterminer quelle doit être l'importance relative des importations alimentaires et de la production locale. Cette décision, d'une importance capitale, n'est jamais simple. Conscients du caractère aléatoire de l'offre mondiale, beaucoup de pays (la Corée du Sud, par exemple) ont consenti des sacrifices économiques considérables pour accroître leur autonomie, alors que d'autres, qui auraient pu et dû augmenter leur production alimentaire (voir l'encadré sur la Zambie, page 91) ne l'ont pas fait.

L'autosuffisance alimentaire n'a pas pour corollaire une augmentation de l'approvisionnement des pauvres. L'Inde, par exemple, produit à peu près toutes les céréales dont elle a besoin depuis la fin des années 70. Ce résultat, souhaitable en soi, peut être attribué en grande partie à l'augmentation de la production dans le nord-ouest, mais les progrès ont été moindres dans les régions plus pauvres du sud et de l'est du pays. Il faut absolument que le système de distribution soit assez efficace pour que les denrées alimentaires disponibles puissent parvenir aux populations qui en ont besoin.

Il est des cas où les deux objec-

tifs — auto-approvisionnement à l'échelon national et sécurité alimentaire pour les ménages pauvres — peuvent entrer en conflit. Encourager la production de céréales (en particulier de blé) pour réduire leurs importations a parfois eu pour effet de défavoriser celle de certaines denrées (comme le manioc, le mil, le sorgho), traditionnellement produites et consommées par les groupes les plus pauvres. Par exemple, dans les villes de beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest, la classe moyenne a augmenté sa consommation de riz importé, en partie parce que les prix mondiaux ont baissé et en partie aussi parce que le riz peut être préparé plus rapidement que les aliments traditionnels. La quasi-totalité des pays de l'Afrique de l'Ouest importateurs de riz ont donc entrepris d'accroître la production nationale, mais à des coûts bien supérieurs à ceux des importations.

Le désir de produire localement des céréales vivrières pour éviter des importations a parfois fait négliger d'autres cultures possibles, et notamment des cultures d'exportation. Il arrive qu'en stimulant les cultures d'exportation (coton, jute, par exemple), on décourage les cultures vivrières, mais il est également des cas où les deux types de production peuvent être complémentaires. En outre, chose peut-être plus essentielle, l'augmentation de revenu que leur procurent les cultures d'exportation permet aux petits exploitants d'améliorer leur nutrition. Dans d'autres cas (en Colombie et en Tunisie, par exemple), le bas niveau des prix rendu possible par l'aide alimentaire dissuade les agriculteurs d'augmenter la production alimentaire intérieure.

DISTRIBUTION DES DENREES ALIMENTAIRES. Il existe dans pres-



que tous les pays des systèmes publics, subventionnés, de distribution de denrées alimentaires. Ces réseaux constituent souvent le moyen le plus efficace de réduire les déficiences caloriques et protéiques du régime alimentaire des pauvres qui doivent acheter leur nourriture, en particulier dans les villes; en outre, ils sont administrativement moins coûteux que d'autres types d'intervention financés par l'Etat (voir encadré). La constitution de stocks régulateurs, l'octroi d'une aide financière au stockage privé et les effets stabilisateurs de mesures officielles de soutien des prix stimulent les agriculteurs et rendent les consommateurs moins vulnérables.

Ces systèmes de distribution visent généralement à assurer aux villes un approvisionnement régulier et bon marché, mais certains gouvernements (notamment en Asie du Sud) se sont efforcés de les étendre aux zones rurales. Des programmes de travaux rémunérés par des denrées alimentaires et des projets de travaux publics ruraux ont, dans une certaine mesure, permis d'atteindre les pauvres des campagnes et, bien qu'il se produise des fuites au profit d'intermédiaires et de personnes autres que les véritables destinataires, l'aide parvient aux affamés.

L'un des inconvénients de la distribution d'aliments par les pouvoirs publics est qu'elle risque d'avoir un effet dépressif sur la production; il est manifeste que les intérêts à court terme des consommateurs (bas prix) et les intérêts des producteurs (prix élevés) sont en conflit. Par exemple, du fait que les grains ne peuvent rester entreposés indéfiniment, il faut renouveler les stocks régulièrement; lorsque les marchés commerciaux sont étroits, il est fréquent que cette rotation ait des effets perturbateurs sur les débou-

chés des producteurs nationaux. Les agriculteurs sont moins encouragés, alors que les consommateurs les plus vulnérables des zones rurales isolées ne profitent pratiquement pas de cette politique.

On dispose dans bien des cas de moyens plus efficaces et moins coûteux de procurer des aliments aux pauvres. Des systèmes de distribution de rations et de coupons alimentaires aux personnes dont le revenu est inférieur à un certain plafond sont actuellement à l'essai dans certains pays. D'aucuns préféreraient un système de subventions sélectives, c'est-à-dire que soient subventionnées les denrées alimentaires de base qui sont consommées principalement par les pauvres. Mais les subventions, lorsque les pauvres sont seuls à en profiter, risquent de devenir politiquement impopulaires. En outre, il est indispensable en pareil cas de disposer de systèmes efficaces de commercialisation et de distribution. Lorsque, comme dans certains pays africains, les denrées alimentaires subventionnées sont disponibles en quantités limitées, elles finissent par aller à des minorités urbaines de plus en plus restreintes et rarement à ceux qui en ont le plus besoin. Modifier ces systèmes peut avoir de lourdes conséquences politiques et l'aide extérieure peut contribuer à faciliter l'ajustement, lorsque celui-ci suppose l'adoption d'une nouvelle politique en matière de subventions.

#### *Perspectives pour les années 80*

Il n'y a pas lieu d'être très optimiste pour l'avenir. Les devises sont de plus en plus rares et les difficultés budgétaires de plus en plus graves dans les pays en développement, à un moment où la lenteur de la croissance économique rend plus nécessaire que jamais d'offrir aux pauvres des

denrées vivrières à un prix correspondant à leurs moyens. Les pays en développement, s'ils pensent que les Etats-Unis risquent d'utiliser leur place prépondérante sur le marché mondial des céréales à des fins politiques, pourraient se sentir obligés d'adopter des politiques coûteuses de remplacement des importations. Enfin, l'instabilité politique risque de perturber la production et la consommation alimentaire dans certaines des régions du monde les plus vulnérables.

Il y a cependant des facteurs positifs. Il semble que les hausses du prix de l'énergie (encore qu'elles augmentent le coût des engrais et de certains systèmes d'irrigation) doivent avoir relativement peu d'influence sur la rentabilité de l'agriculture, généralement faible consommatrice par rapport à beaucoup d'autres secteurs. Les pays industriels sont de plus en plus conscients du fardeau budgétaire qu'impose le protectionnisme agricole et ils devraient pouvoir être persuadés d'améliorer les débouchés des pays en développement pour certains produits (boeuf, sucre) et de réduire l'instabilité du marché des céréales.

LE ROLE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT. La prochaine décennie offre donc une occasion de procéder enfin à certaines réformes de la politique agricole. Les nombreux gouvernements qui actuellement n'exploitent pas toutes les ressources nationales — et spécialement le potentiel que constituent les petits agriculteurs — devraient reconsidérer leur stratégie. L'adoption de mesures d'incitation plus efficaces, la recherche adaptative, l'accroissement des investissements, l'élimination des inefficacités des systèmes de commercialisation, le développement de l'infrastructure et de l'irrigation sont parmi les principaux moyens

d'action d'une politique accordant une plus large place à l'agriculture.

La sécurité alimentaire mérite une attention spéciale. Dans le cas des zones rurales, il faut chercher non seulement à accroître la production, mais également à réduire les coûts à long terme et à mieux approvisionner les groupes les plus vulnérables. Dans celui des villes, il faut affecter des devises aux importations alimentaires, si l'offre intérieure est insuffisante; il faut aussi, par divers types d'intervention, garantir que les aliments disponibles sont équitablement répartis.

**POLITIQUE INTERNATIONALE.** Plusieurs modifications de la politique internationale pourraient faciliter les politiques nationales d'ajustement agricole :

- **Ouverture des marchés.** Les pays développés devraient s'abstenir de pratiquer des politiques protectionnistes qui tendent à accroître l'instabilité des cours mondiaux des denrées alimentaires. La politique agricole commune de la CEE est l'une de celles qui appellent des réformes, mais l'URSS et le Japon aussi poursuivent des politiques dont les effets sur les pays en développement sont similaires. La conclusion d'un nouvel accord international sur le blé, permettant notamment de coordonner les renseignements sur les réserves mondiales de céréales, contribuerait également à stabiliser les marchés.

- **Renforcement de la sécurité alimentaire.** La Convention relative à l'aide alimentaire négociée récemment contribue à assurer aux pays en développement les importations nécessaires lorsque la production intérieure est insuffisante, mais elle ne règle pas complètement les problèmes que pose aux pays à faible revenu l'instabilité des prix et de leurs ressources en devises. Dans ce dernier

domaine, on peut s'attendre à une amélioration du fait de la décision prise récemment par le Fonds monétaire international d'accorder une aide financière aux pays qui doivent faire face à un alourdissement temporaire du coût de leurs importations de céréales, sous réserve que les fonds soient exclusivement affectés aux importations alimentaires.

- **Assistance internationale.** Il faudra certes continuer à financer des investissements (en particulier pour la recherche agricole, et dans ces domaines coûteux que sont l'infrastructure et la mise en valeur des ressources en eau), mais la réforme des politiques et des programmes exigera une aide croissante. Là où les prix au producteur doivent être augmentés, au détriment possible des consommateurs, l'aide internationale (notamment l'aide alimentaire) peut jouer un rôle important en contribuant à ce que la politique intérieure, en matière de prix et de subventions, soit favorable à l'accroissement de la production alimentaire et de la consommation des couches les plus pauvres de la population.

- **Secours en cas de catastrophe.** Il existe un réseau remarquable d'institutions internationales et d'organisations bénévoles qui ont beaucoup fait dans de nombreuses parties du monde victimes de pénuries alimentaires. Il convient de leur rendre hommage et d'appuyer leur action. Il faut aussi, si l'on veut que les secours aux sinistrés (et l'aide alimentaire) restent efficaces, éviter de les politiser.

### **Population**

Il a fallu 35 ans pour que la population mondiale passe de 2 à 4 milliards d'habitants; il est probable qu'il suffira de 25 ans pour qu'elle augmente à nouveau de 2 milliards et il est impossible de

réduire sensiblement cette augmentation. Mais ce qui se passera pendant le reste de notre siècle aura une influence considérable sur l'accroissement de la population pendant le suivant. Selon ce qui arrivera d'ici à l'an 2000, la population mondiale pourra se stabiliser aux environs de 8 milliards d'habitants pendant le XXI<sup>e</sup> siècle ou continuera d'augmenter plus vite encore pour atteindre finalement 11 milliards, voire davantage. La question est en partie de savoir si, pendant la période d'ajustement, les gouvernements pourront poursuivre et étendre les programmes qui ont une incidence sur la réduction de la fécondité.

Il est facile de résumer les raisons pour lesquelles la population mondiale va au moins doubler : la mortalité diminue, les taux actuels de fécondité sont élevés, l'âge du mariage est encore bas dans les pays en développement; la population est jeune et le nombre de femmes, qui sont ou seront bientôt en âge de procréer, augmente rapidement. Pour calculer la limite inférieure d'une "population stationnaire", il faut d'abord estimer la date la plus rapprochée à laquelle le taux de fécondité pourrait tomber au niveau de "remplacement", ce dernier étant défini comme celui auquel le nombre de naissances (environ deux enfants par couple) est tel que le nombre d'habitants reste exactement le même, pour un taux de mortalité donné. Il y a tout lieu de penser que, dans les pays en développement, où le taux de fécondité est élevé, il est très improbable que le nombre d'enfants par couple, qui est actuellement de cinq ou six, tombe à deux en moins de 20 ans.

Il est évident que la dimension de la population stationnaire sera fonction de la rapidité avec laquelle la fécondité tombera au niveau de remplacement. Par exemple, en Inde, si le nombre

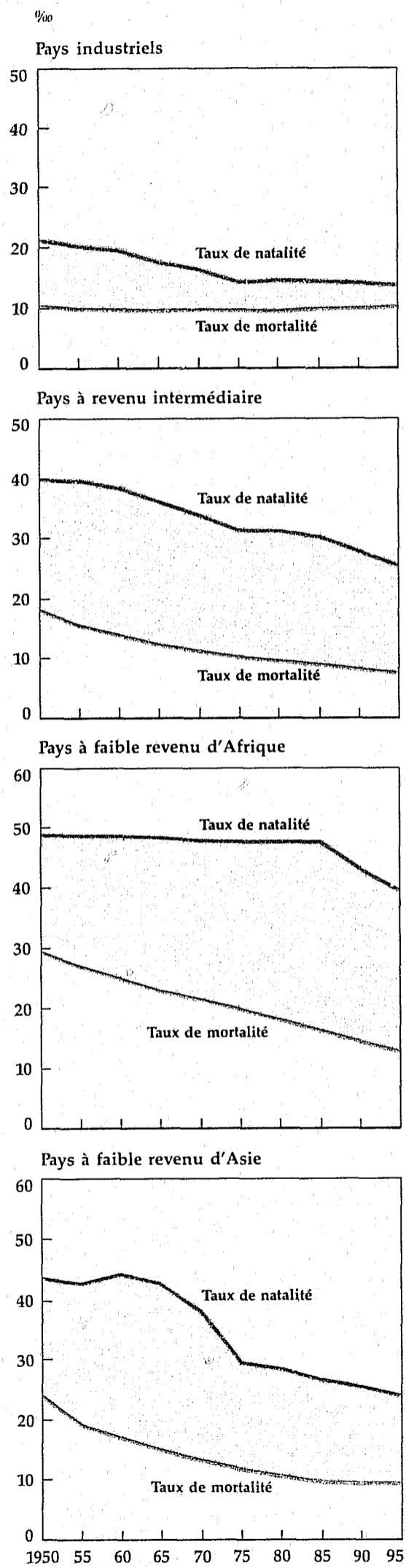
moyen d'enfants par couple n'était plus que de deux dans 25 ans, la population se stabiliserait finalement aux environs de 1,37 milliard (ce qui est le double du nombre actuel d'habitants) d'ici 40 à 50 ans. Mais s'il faut 20 ans de plus, la population stationnaire comptera 300 millions de personnes de plus.

Lorsqu'on refait les mêmes calculs pour le Pakistan (80 millions d'habitants en 1979) et le Kenya (15 millions d'habitants), on voit que la population de ces pays atteindra 200 millions et 44 millions, respectivement, si le taux de remplacement est atteint en 25 ans, mais 283 millions et 87 millions, s'il faut 45 ans au lieu de 25. Pour tout le groupe des pays en développement, les mêmes calculs indiquent une population stationnaire variant entre 6,7 milliards et 10,3 milliards d'habitants. Ces chiffres permettent de mesurer à quel point il est nécessaire et urgent d'agir en sorte que la fécondité tombe au niveau de remplacement.

#### Quelques données récentes

Dans les pays à faible revenu, le taux brut de natalité est tombé de 45 à 37 pour mille entre 1960 et 1979 et le taux de mortalité de 24 à 15 pour mille alors que, dans les pays à revenu intermédiaire, ces mêmes taux tombaient de 41 à 34 pour mille et de 15 à 10 pour mille, respectivement. Les progrès sont donc remarquables (Figure 7.5). Toutefois, au cours des dernières années, la baisse des taux de mortalité s'est ralentie. Dans de nombreux pays, des campagnes de lutte contre certaines maladies précises comme le choléra et le paludisme ont été la principale cause de cette réduction; pour marquer de nouveaux progrès, il faudra améliorer la nutrition, l'enseignement, les services sanitaires, l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Dans

Figure 7.5 Taux de natalité et de mortalité pour certains groupes de pays, 1950-95



certains pays en développement, les taux de mortalité sont maintenant proches du minimum.

En conséquence, le taux d'accroissement de la population dans l'ensemble des pays en développement a maintenant amorcé une progression descendante, diminuant de 2,4 % environ en 1965 à 2,2 % aujourd'hui. Ce n'est qu'en Afrique que l'accroissement de la population s'est accéléré pendant les années 70. Dans les pays africains, la fécondité n'a que très peu diminué et elle a même parfois augmenté (légèrement), et la baisse de la mortalité a à peine commencé à se ralentir. Dans certains cas, la population s'accroît à un taux qui est proche du maximum théorique — et qui, par exemple, atteint près de 4 % par an au Kenya où, si la situation ne s'améliore pas, la population aura doublé dans 18 ans.

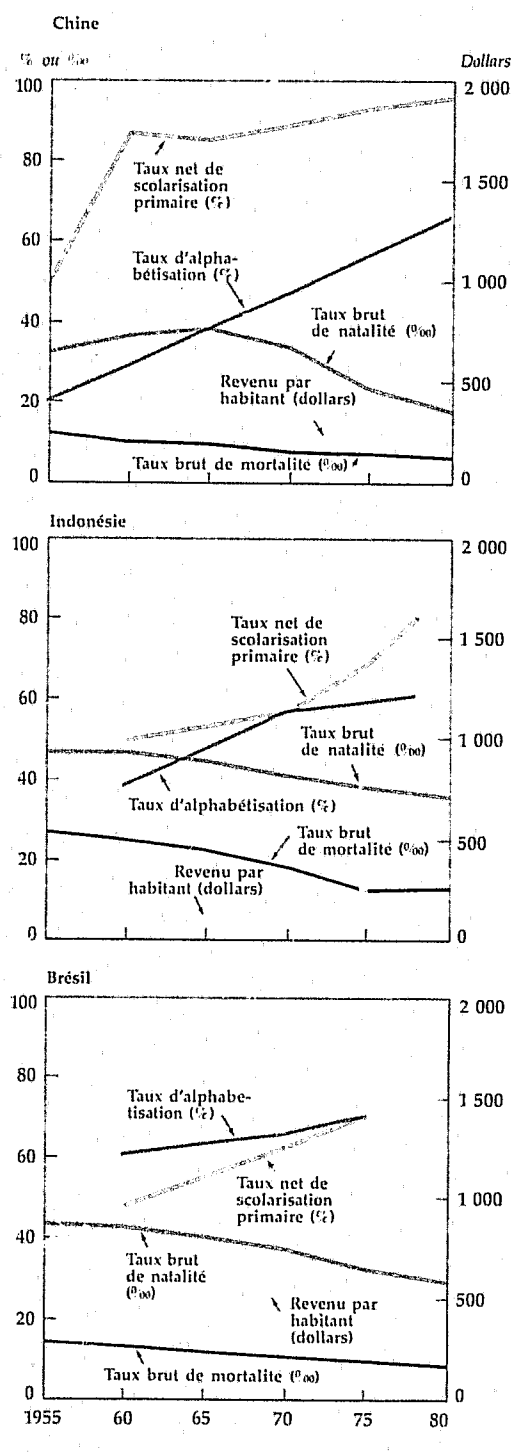
Il faudrait assez longtemps pour qu'une réduction du taux de natalité modifie sensiblement la dimension de la population totale. Mais les effets sur les dépenses consacrées au développement humain se feraient sentir plus rapidement. Pour le Kenya, on a calculé que si le taux de fécondité était ramené progressivement de huit (niveau actuel) à quatre d'ici à l'an 2000 au lieu de rester constant, le nombre d'habitants serait inférieur de 19 % mais celui des élèves des écoles primaires de 28 %.

Le schéma de la réduction de la fécondité diffère d'un pays à l'autre : la culture, les formes d'organisation sociale, la structure de la famille et de nombreux autres traits propres à chaque société jouent tous un rôle. Toutefois, la recherche récente a confirmé qu'il existait certaines causes générales au ralentissement de l'accroissement de la population. L'éducation, une amélioration des conditions sanitaires qui augmente les chances de survie des

## Les programmes de planning familial ont vraiment un impact

Il est facile de voir, en étudiant ce qui s'est passé dans trois pays, comment le déve-

### Indicateurs du développement humain : Chine, Indonésie, Brésil



loppement (c'est-à-dire une augmentation des revenus, une amélioration de l'enseignement, un taux supérieur d'alphabétisation, une espérance de vie plus longue et une meilleure nutrition) peut renforcer les effets des programmes de planning familial (voir figure).

• En *Chine*, le taux brut de natalité est tombé de 34 pour mille en 1957 à 18 pour mille en 1979 et le taux annuel d'accroissement de la population n'était plus que de 1,2 % environ en 1980. Le programme officiel de planning familial remonte à 1956, mais il n'a vraiment démarré qu'au début des années 70, avec la distribution gratuite de contraceptifs, une augmentation de l'âge moyen au mariage, la fixation de quotas, la mobilisation de l'opinion publique et la prise de mesures économiques d'encouragement et de dissuasion. En définitive, 70 % des femmes en âge de procréer pratiquent la contraception, taux comparable à celui des Etats-Unis (68 % en 1976) et nettement plus élevé que celui des pays en développement en général (23 % en Inde, 41 % au Sri Lanka et 46 % en Colombie).

Jusqu'à récemment, l'âge au mariage recommandé était de 28 ans pour les hommes et de 25 ans pour les femmes dans les villes et de 25 ans pour les hommes et de 23 ans pour les femmes à la campagne. A Guangdong, Jiangsu, Hebei et Shanghai, pendant les années 70, plus de trois quarts de tous les mariages ont été contractés aux âges recommandés.

Les femmes qui se font stériliser ou avorter ont droit à des congés payés. Dans certaines provinces, les couples qui s'engagent à n'avoir qu'un enfant bénéficient d'indemnités et d'une priorité en matière d'enseignement, d'emploi et de logement. Les couples qui ont plus de deux enfants sont pénalisés. Les facteurs de dissuasion sont essentiellement d'ordre social -- la collectivité désapprouvant ceux qui ne se conforment pas à

la politique de régulation des naissances.

D'autres facteurs ont contribué à l'efficacité du programme. L'espérance de vie étant élevée et le taux de mortalité infantile faible (environ 56 pour mille), les Chinois ne jugent pas nécessaire d'avoir beaucoup d'enfants. Le fait que pratiquement toutes les femmes reçoivent une éducation primaire modifie leur attitude au sujet de la dimension de la famille et favorise l'emploi de méthodes contraceptives.

• En *Indonésie*, le taux brut de natalité est tombé de 41 en 1970 à 36 pour mille en 1979. Un programme de planning familial a permis d'atteindre les groupes sociaux économiques les plus défavorisés et les femmes qui avaient peu d'enfants. Il est dirigé par le pouvoir central mais appliqué localement. Les conseils communautaires traditionnels (*banjars*) et l'opinion publique militent en faveur du planning familial. Les résultats sont remarquables : à Bali, près de 49 % des couples concernés ont utilisé des méthodes contraceptives en 1979-80, contre 27 % pour l'ensemble du pays.

• En revanche, l'attitude des autorités brésiliennes vis-à-vis du planning familial est assez tiède. Malgré une croissance économique rapide, le taux d'accroissement de la population est resté de 2,2 % par an entre 1970 et 1979. Le Brésil est nettement plus riche que la Chine, mais les avantages de la croissance économique (du point de vue de la santé, de la nutrition et de l'enseignement, par exemple) y ont été ressentis par un pourcentage moins élevé de la population. A revenu égal, les indicateurs de santé et d'éducation révèlent une situation moins bonne que dans tous les autres pays. Les taux de fécondité ont récemment diminué mais sont encore plus élevés qu'en Chine, et également qu'au Sri Lanka, autre pays à faible revenu qui a encouragé le planning familial.

enfants (et on ne saurait trop souligner le rôle de la nutrition à cet égard), l'urbanisation, davantage d'emplois, spécialement dans le secteur moderne et pour les femmes, tels sont les facteurs auxquels on peut le plus couramment rattacher une réduction

de la fécondité dans les pays en développement.

### Les liens entre la pauvreté et la population

De tout ce qui vient d'être dit, il ressort à l'évidence que pauvreté et accroissement rapide de la

population sont interdépendants. La lutte contre la pauvreté (et contre tous ses symptômes : mauvaise santé, insuffisance de l'éducation, condition inférieure et manque d'emplois pour les femmes) est une tâche essentielle non seulement en soi, mais aussi parce

qu'elle permet de ralentir l'accroissement de la population. Parallèlement, l'accroissement rapide de la population est un facteur de pauvreté. Les familles pauvres pensent souvent qu'il est économiquement avantageux d'avoir beaucoup d'enfants et, d'un point de vue égocentrique, elles n'ont pas forcément tort. Mais, dans un pays pauvre, cela veut dire qu'il y aura plus de gens à instruire, à loger et à maintenir en bonne santé et qu'il faudra des capitaux pour augmenter leur productivité et pouvoir les employer. Une main-d'oeuvre plus nombreuse contribue à l'accroissement de la production totale mais, lorsque les autres ressources sont rares et que le sous-emploi est de règle, la production moyenne et, par conséquent, le revenu moyen par habitant n'augmentent pas pour autant et même souvent diminuent.

Si une croissance économique rapide contribue au ralentissement de l'accroissement de la population, l'existence de services de planning familial joue également un rôle important (voir encadré). Lorsqu'ils sont efficaces, les programmes de planning familial enseignent aux parents que la dimension de la famille est une question de choix, en même temps qu'ils leur donnent les moyens de n'avoir d'enfants qu'autant qu'ils le souhaitent. On s'accorde maintenant à penser qu'une évolution sociale et économique appropriée et la diffusion de méthodes de régulation des

naissances sont toutes deux nécessaires à une réduction de la fécondité.

Dans les pays où vit la grande majorité des habitants du tiers monde, certains progrès ont été réalisés. Dans d'autres pays en développement, la fécondité diminue actuellement plus vite qu'elle ne l'a fait dans les pays industriels lorsque ceux-ci sont passés par leur phase de transition démographique au XIXe siècle et au début du XXe siècle. Dans les pays où la fécondité a commencé à décliner à la fin du XIXe siècle (Grande-Bretagne, Autriche, Italie, Pays-Bas et États-Unis, par exemple), il a fallu quelque 50 ans pour que les taux bruts de natalité tombent de 35 à 20 pour mille, ce qui représentait une réduction moyenne de l'ordre de 0,3 pour mille par an. Dans des pays comme le Chili, Sri Lanka et la Malaisie, ces taux, qui au début des années 60 étaient d'environ 35 pour mille, ont diminué depuis à un rythme annuel de 0,5 à 1,0 pour mille.

#### Rôle de l'assistance extérieure

Les difficultés provoquées par l'ajustement, et en particulier l'austérité budgétaire, pourraient amener les gouvernements à réduire les dépenses consacrées au développement humain. Ce faisant, ils risqueraient de compromettre précisément les progrès qui, dans les pays à faible revenu, contribuent le plus à diminuer la pauvreté. Une réduction des

dépenses non renouvelables autres que les dépenses de personnel, en particulier, peut nuire considérablement à l'efficacité des programmes de développement humain alors que les économies seront minimales. Il faut, et l'on peut, opérer les réductions qui se révéleraient inévitables, de façon à en minimiser le contrecoup.

Nombre d'activités qui présentent un intérêt primordial pour le développement humain (recherche biomédicale sur la reproduction et la contraception, projets de santé et de planning familial, etc.) sont actuellement au point mort faute de moyens matériels. Par exemple, un financement insuffisant oblige le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) à réduire son assistance au planning familial en Inde pour pouvoir aider la Chine.

L'assistance internationale permettrait de conserver et de développer ces programmes malgré la conjoncture difficile des années 80, en finançant les dépenses renouvelables non salariales et en procurant les vivres dont ils ont besoin aux pays pauvres, en particulier pour les aider à réformer leurs politiques agricoles.

L'aide continuera d'être indispensable à la réalisation de vastes programmes de développement humain. Les générations futures qui hériteraient d'une planète surpeuplée et sous-alimentée nous reprocheraient d'avoir été imprévoyants et même irresponsables.



## 8 Vue d'ensemble

Les ajustements nécessaires, à l'échelon du monde comme à l'échelon national, pour promouvoir une croissance soutenable de l'économie mondiale, tel a été le thème principal du *Rapport*. Les chapitres qui précèdent ont décrit l'interaction des politiques nationales et internationales et leurs effets sur le développement. Ce dernier chapitre résume les principaux constats de cet examen et les conclusions que l'on peut en tirer sur le plan de l'action, en mettant en lumière certains des aspects de l'interdépendance entre groupes de pays et entre grands problèmes.

La conjoncture internationale est dominée par le comportement des pays industriels et des principaux pays exportateurs de pétrole. Les uns et les autres ont conscience aujourd'hui de leurs intérêts réciproques et se rendent de mieux en mieux compte des points communs entre leurs intérêts et ceux des pays en développement, en particulier des plus riches d'entre eux.

Ce qui ressort très clairement du *Rapport* est que les pays pauvres restent à l'écart de la croissance mondiale et que leurs perspectives se sont encore assombries. Ils ne participent que marginalement à l'expansion des liens commerciaux et financiers entre pays industriels, pays exportateurs de pétrole et pays à revenu intermé-

diaire. Néanmoins, dans certains secteurs et surtout dans la perspective du long terme, les pays riches ont de solides raisons de chercher à intensifier aussi leur coopération avec les pays pauvres.

### Nature de l'interdépendance

L'interdépendance n'est ni une réalité ni une idée nouvelle et cette question a été l'un des principaux thèmes de plusieurs études récentes, en particulier le Rapport de la Commission Brandt et le projet Interfuturs de l'OCDE. Pendant les années 30 déjà, on s'était rendu compte que le recours à des restrictions commerciales et à des dévaluations concurrentielles pour avantager l'économie nationale pouvait aboutir rapidement à des nuisances universelles. Les organismes et les dispositifs mis en place après la deuxième guerre mondiale—Banque mondiale et Fonds monétaire international, GATT, agences spécialisées des Nations Unies—visaient à créer des conditions favorables à la liberté des échanges et à promouvoir la coopération économique à l'échelle internationale. Sous leur influence, l'activité économique mondiale s'est développée rapidement, en particulier pendant les années 50 et 60. Et le commerce international a progressé plus vite encore. Même face aux difficultés des années 70, les pays industriels

se sont abstenus de recourir à des mesures commerciales susceptibles d'entraîner des représailles.

Depuis 1945, l'interdépendance a pris de nouvelles dimensions.

- Le nombre des Etats souverains a triplé, ce qui rend d'autant plus nécessaire et difficile la coopération internationale.

- La croissance des pays semi-industriels a ouvert de nouveaux centres de production manufacturière et d'innovation technologique. Entre 1980 et 1990, d'après les projections, les pays en développement interviendront pour plus d'un quart dans l'accroissement de la production mondiale, ce qui portera leur part du total à 20 %, contre 15 % seulement en 1970.

- Les pays en développement jouent un rôle croissant dans le commerce mondial. Ils représenteront près de 30 % de l'augmentation des échanges mondiaux entre 1980 et 1990. Ils achètent 38 % des exportations de la Communauté économique européenne vers des pays tiers (la moitié de ce total va aux pays exportateurs de pétrole et l'autre moitié aux importateurs de pétrole), 36 % des exportations des Etats-Unis (un tiers va aux pays exportateurs de pétrole et les deux autres tiers aux importateurs de pétrole), et 46 % de celles du Japon (exportateurs de pétrole 14 % et importateurs de pétrole 32 %). Pour l'ensemble des produits



manufacturés, l'excédent commercial des pays industriels à économie de marché, dans leurs échanges avec les pays en développement, se chiffrait en 1978 à 34,5 milliards de dollars.

• Les pays en développement jouent de plus en plus un rôle "moteur" dans l'économie mondiale. Si les principaux courants de l'activité économique vont encore des pays industriels vers les pays en développement, les mouvements en sens inverse ne sont pas négligeables. D'après certaines estimations, une accélération de 1 % de la croissance des pays en développement ajouterait environ 0,1 à 0,2 % à celle des pays industriels. Selon une autre étude, le fait que les pays à revenu intermédiaire aient maintenu le niveau de leurs importations au milieu des années 70, alors que les autres pays réduisaient les leurs, a eu sur les pays industriels des effets équivalant à une relance substantielle de l'économie de la République fédérale d'Allemagne. Et sans cela, la récession aurait été plus grave encore dans le monde industriel.

• Les liens bancaires se sont resserrés. Le *Rapport* a abondamment illustré le rôle joué par les échanges commerciaux et par les flux financiers dans le règlement des factures énergétiques. La santé du système bancaire international, étant donné le volume croissant des prêts consentis aux pays à revenu intermédiaire, dépend beaucoup plus des perspectives d'exportation de ces pays que ce n'était le cas il y a une dizaine d'années. En outre, les banques d'Extrême-Orient, d'Amérique latine et des pays arabes occupent désormais une place importante dans le système bancaire mondial.

Bien que l'interdépendance ait renforcé les liens entre les pays industriels et les pays en développement, la responsabilité de la

prospérité globale n'en incombe pas moins en premier lieu aux pays industriels. Leur croissance dépend de leur aptitude à résoudre leurs problèmes macroéconomiques internes, à maîtriser l'inflation, à accroître l'investissement et la productivité et à rationaliser leur consommation d'énergie.

Les effets dynamiques des échanges internationaux sur leurs propres économies ne compliquent pas la réalisation de ces objectifs, bien au contraire. Leurs achats aux pays en développement les aident à contenir l'inflation. S'ils devenaient plus protectionnistes, ils réduiraient les exportations et, par conséquent, la solvabilité de nombreux pays en développement. L'aptitude de ces derniers à emprunter, à progresser et à acheter au monde industrialisé s'en trouverait diminuée. Aucun groupe de pays n'y gagnerait; tous y perdraient, du fait du ralentissement de la croissance. Parallèlement, les décisions que prendront les pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux en ce qui concerne le prix et le volume de leur production, ainsi que l'évolution de leur propre économie et ses effets sur leurs importations et leurs prêts, influenceront fortement l'économie mondiale.

Au cours des années 80, on ne pourra probablement pas tout à fait égaler les taux de croissance enregistrés pendant l'ère de l'énergie bon marché, mais des efforts concertés pour desserrer les goulets d'étranglement actuels—dans les domaines de l'énergie, des ressources financières et humaines, des approvisionnements alimentaires et des matières premières—contribueront à faire en sorte que même les pays dont la croissance a été particulièrement lente au cours des années 60 et 70 puissent accélérer leur développement.

En matière d'énergie et d'alimentation en particulier, tous les pays ont avantage à ce que la production des pays en développement augmente : dans ces deux domaines, la coïncidence des intérêts des pays industriels et des pays en développement à faible revenu, et aussi des pays à revenu intermédiaire est indéniable. La croissance de la population, qui est étroitement liée au développement, touchera aussi tous les pays : où qu'elle se produise, elle pèse non seulement sur la demande mondiale de denrées alimentaires et de produits énergétiques, mais aussi sur l'environnement—atmosphère, sols et océans—et sur toutes les ressources épuisables. C'est en définitive le sort de l'humanité qui dépend des progrès du développement pendant les décennies à venir.

### **Les pays en développement pendant les années 70 et 80**

Le *Rapport* a mis en évidence l'importance de l'action menée par les pays en développement eux-mêmes. Leurs résultats—à commencer par ceux des pays exportateurs de pétrole les plus peuplés—montrent que, même si l'environnement extérieur est favorable, le développement demeure difficile. Les politiques internes et les résultats d'un grand nombre de pays laissaient déjà beaucoup à désirer, bien avant que le climat extérieur se dégrade. Ainsi, les politiques de change et de commerce de plusieurs pays ont nui au développement de leurs industries manufacturières et les résultats agricoles de l'Afrique subsaharienne ont été particulièrement médiocres.

Néanmoins, la conjoncture internationale a exercé une influence majeure sur l'évolution des pays en développement. Les variations des cours des produits

primaires ont eu des répercussions sur les politiques intérieures et ont été à l'origine, dans plusieurs pays, d'un emballement éphémère de l'investissement qui a dû être suivi de graves compressions des dépenses de fonctionnement et d'équipement. En outre, les pays importateurs de pétrole ont eu affaire à des marchés d'exportation déprimés et à une détérioration de leurs termes d'échange, au milieu des années 70, due en partie seulement à la hausse du pétrole importé.

Un certain nombre d'importateurs de pétrole à revenu intermédiaire ont réussi à maintenir leur croissance pendant les années 70 : ils ont pu accroître leurs exportations, réduire leurs importations et contracter de gros emprunts aux conditions du marché. Pour que leur croissance se poursuive, il faudra que les marchés de leurs acheteurs leur restent ouverts et se développent encore. De plus, ces pays devront pour leur part continuer à rechercher de nouveaux produits et de nouveaux débouchés. Le volume de leurs emprunts aux conditions du marché semble devoir augmenter encore; cependant, tous les pays n'ont pas fait preuve de la même prudence dans leurs emprunts et certains sont maintenant confrontés à des problèmes de liquidités à court terme.

Les résultats des pays à faible revenu ont été inégaux. Pour la plupart, une croissance plus lente a été la règle. Sans moyens financiers pour faire face au déficit de leurs transactions courantes, ni grandes possibilités d'accroître rapidement leurs exportations, ces pays ont trouvé difficile le nouvel environnement extérieur. Immédiatement après la première vague de hausses pétrolières, le volume de l'aide — y compris celle des pays de l'OPEP — a considérablement augmenté, mais cette

augmentation n'a pas duré. Ce sont les pays africains, dont le PNB par habitant n'a progressé que de 0,5 % par an pendant les années 70, qui ont enregistré les plus faibles taux de croissance, le plus souvent pour des raisons internes plutôt qu'externes. Dans plusieurs pays, le revenu par habitant et le volume de la production alimentaire ont même baissé. Les pays d'Asie du Sud s'en sont un peu mieux tirés, aidés par les envois de fonds de leurs travailleurs émigrés, plusieurs années de bonnes récoltes et, par comparaison avec les pays africains, une gestion relativement satisfaisante de leur économie interne et une plus grande distanciation par rapport à la guerre ou aux désordres civils.

Pour les pays importateurs de pétrole, les années 80 ont débuté par une détérioration de leur environnement extérieur. Ces pays, à cause de la récession des pays industriels, ont vu se réduire leurs perspectives d'exportation. Le déficit de leurs transactions courantes a augmenté au cours des deux dernières années, et cette fois-ci d'un montant approximativement égal à l'accroissement de leurs factures pétrolières. La plupart des pays à revenu intermédiaire pourront entretenir certains espoirs de croissance à partir du moment où s'amorcera une reprise dans le monde industriel mais, pour les pays à faible revenu, les perspectives ne sont pas encourageantes.

Rien ne permet d'escompter dans l'immédiat ni à l'avenir une progression de l'aide comparable à celle dont ils ont bénéficié au milieu des années 70. Le volume des envois de fonds des travailleurs émigrés progressera plus lentement. Peu nombreux seront les pays qui pourront emprunter plus facilement aux conditions du marché et il n'y aura pas d'amélioration

rapide de leurs recettes d'exportation. Il est probable que l'ajustement se traduira plus souvent par un ralentissement de la croissance. Pour écarter les perspectives de crises des balances des paiements et de pénuries financières aiguës dans les premières années de la décennie, ces pays ne peuvent compter que sur leurs propres efforts, soutenus par une augmentation de l'aide.

#### *Ajustement national : les importateurs de pétrole*

La plupart des pays en développement ont devant eux une décennie difficile, pendant laquelle ils devront s'adapter à cette nouvelle conjoncture. Ils doivent ramener le déficit actuel de leurs balances des paiements à un niveau supportable. En définitive, leur adaptation exige à la fois un redéploiement des échanges, de la production et de la consommation; ils doivent avoir recours à l'emprunt pour procéder aux investissements indispensables à l'accélération de la croissance et pour se donner le temps de procéder aux ajustements nécessaires. Cependant, les pays qui empruntent pour maintenir des structures insoutenables — en matière de production, de consommation et d'échanges — sont rapidement confrontés à une dette exorbitante qui les oblige à une contraction macroéconomique.

La comparaison des résultats de divers pays ne fait apparaître qu'une relation statistique très lâche entre l'ampleur des chocs extérieurs du milieu des années 70 et les modifications intervenues ultérieurement dans les taux de croissance économique; mais cela ne veut nullement dire que les conditions extérieures soient sans importance. Ainsi qu'on l'a noté, au milieu des années 70, les pays à revenu faible ou intermédiaire ont pu obtenir

des capitaux supplémentaires; l'expansion des échanges a aussi joué un rôle important pour les pays à revenu intermédiaire.

L'analyse montre également que l'effet des changements externes dépend pour beaucoup aussi des structures économiques de base et des mesures prises sur le plan intérieur. Elle fait ressortir surtout la valeur de politiques tournées vers l'extérieur qui, loin de l'amoindrir, renforcent l'aptitude des pays à faire face à l'environnement international. Tous les pays ne disposent pas des mêmes possibilités d'accroître leurs ventes à l'étranger — il est évident, par exemple, que les pays à faible revenu qui ont seulement un ou deux produits primaires à exporter et dont le secteur manufacturier est peu développé ont une marge de manoeuvre plus étroite. La production de biens destinés à remplacer des importations dans de bonnes conditions d'efficacité — c'est-à-dire compte tenu des avantages comparatifs et de la situation internationale de l'offre et de la demande — occupe également une place importante dans l'ouverture de l'économie.

Les politiques qui favorisent le développement et la croissance (augmentation de l'épargne intérieure, rationalisation de l'utilisation des ressources financières) contribuent aussi à l'ajustement. Il en est de même de toutes politiques qui facilitent une réaffectation efficace des ressources vers la production de biens échangeables avec l'extérieur et de produits remplaçant des importations. De fait, pour les pays les plus pauvres, il est difficile de distinguer entre adaptation et développement, car un très grand nombre de leurs problèmes sont dus à des facteurs internes. Lorsqu'à tous ces handicaps vient s'ajouter une détérioration de la conjoncture extérieure, ces pays se heurtent à

d'énormes difficultés et il devient plus important que jamais de remédier aux déficiences antérieures.

#### *Développement humain*

Les programmes de développement humain sont menacés par l'austérité inévitable pendant la période d'adaptation. Ils sont cependant indispensables pour créer des conditions favorables au développement à long terme; aussi les gouvernements doivent-ils veiller avec le plus grand soin à ne pas les amputer sans discernement. Et il est d'autant plus nécessaire d'appliquer ces programmes de façon efficace, d'essayer de réduire leurs coûts et de maximiser le nombre des bénéficiaires. L'aide extérieure a un rôle important à jouer dans ce domaine, en offrant un appui technique et financier en période de difficultés.

Les problèmes alimentaires et nutritionnels proviennent rarement de pénuries globales, mais plus souvent de fluctuations locales et saisonnières des approvisionnements, de la médiocrité des systèmes de distribution, et de l'insuffisance de la demande effective. La cause fondamentale de la faim et de la malnutrition est que les gens qui ont besoin d'aliments n'ont pas de quoi les acheter. Qu'il s'agisse d'alimentation ou d'énergie, le plus difficile pour les pouvoirs publics est d'arbitrer entre les effets souhaitables de prix élevés (qui stimuleraient la production et, dans le cas de l'énergie, ralentiraient la consommation) et leurs effets négatifs sur la consommation des pauvres. Les pays ont essayé diverses solutions — certains avec succès — mais il n'est jamais facile de régler ce problème.

De même que les pressions démographiques d'aujourd'hui résultent du développement insuffisant du milieu du siècle, de même les pressions plus fortes

encore du XXI<sup>e</sup> siècle refléteront les échecs actuels. Sauf dans une phase initiale où la mortalité baisse avant que la fécondité commence à diminuer, la rapidité de la croissance de la population est imputable aux défaillances du développement, du développement humain en particulier. Cette situation appelle une promotion active des aspects du développement qui sont liés à une réduction de la fécondité — éducation, amélioration de la santé, promotion de la femme, emplois du secteur moderne — et des programmes de planning familial. Tous ces domaines risquent de souffrir des restrictions budgétaires à prévoir pendant l'adaptation des années 80.

#### *Exportateurs de pétrole*

La hausse des prix du pétrole a évidemment été bienfaisante pour les pays en développement exportateurs de pétrole, mais elle n'a aucunement réglé leurs problèmes de développement. Elle a amélioré leur balance des paiements et leur capacité d'emprunt; mais beaucoup de ces pays sont grands, leur population, déjà nombreuse, augmente rapidement — Indonésie, Nigéria, Mexique — et ils connaissent aussi tous les autres problèmes de la plupart des pays en développement, à commencer par la pauvreté.

L'essentiel pour eux est d'utiliser leurs recettes pétrolières de façon à mettre leur économie sur la voie d'une croissance durable. L'action à mener à cet effet doit notamment porter sur le niveau des prix intérieurs de l'énergie; en effet, leur consommation intérieure, souvent subventionnée, progresse si vite à l'heure actuelle qu'elle compromet leurs futures exportations de pétrole. Ces pays doivent chercher à encourager davantage les investissements dans l'industrie manufacturière et

l'agriculture. Les signaux que l'appréciation des taux de change (causée par les exportations de pétrole) donne à leur économie vont souvent à l'encontre de leurs besoins à long terme et les liens budgétaires étroits qui lient le secteur pétrolier et l'Etat font qu'il est tentant d'accélérer les dépenses et l'investissement publics, alors que, dans de nombreux cas, il faudrait plutôt les ralentir. Le niveau excessif de l'investissement, pas toujours dans des projets à forte rentabilité, rappelle les problèmes d'autres pays lorsque les prix de leurs produits primaires se sont emballés. Le "boom" pétrolier est plus durable mais, pour la plupart des producteurs, il ne durera toutefois pas plus de 10 ou 20 ans aux rythmes actuels de production et de consommation.

Ces pays sont peu nombreux à avoir trouvé une stratégie de développement qui conduise non seulement à la croissance industrielle, mais aussi à l'amélioration du développement rural, à l'expansion de l'emploi, à une meilleure répartition des revenus et au ralentissement de la croissance démographique, et qui permette en outre aux pauvres d'avoir accès aux services essentiels — c'est-à-dire l'unique voie conduisant à une prospérité durable. Pour atteindre ces objectifs, les exportateurs de pétrole sont beaucoup moins gênés par des pénuries financières que les pays à faible revenu.

### Ajustement global

On peut tirer de l'expérience des années 70 de nombreuses leçons pour le développement au cours des années 80. Les efforts de chaque pays peuvent être favorisés ou au contraire entravés par l'environnement extérieur, dont trois des principaux éléments — les échanges, l'énergie et les

flux internationaux de capitaux — ont été décrits dans le *Rapport*.

### Echanges

Le commerce extérieur joue un rôle décisif dans la croissance et l'adaptation, aussi bien pour les pays en développement que pour les pays développés. Les résultats décevants des pays à faible revenu pendant les années 70 tiennent en grande partie au fait qu'ils n'ont pas participé à l'expansion des échanges mondiaux. L'augmentation de leurs exportations n'a pas été assez rapide pour compenser la hausse des produits pétroliers et de leurs autres importations à cause, d'une part, de leurs difficultés à accroître leur production d'articles concurrentiels et, d'autre part, des obstacles aux échanges et de la faible croissance de la demande sur les marchés acheteurs. La plupart de ces pays doivent encore compter beaucoup sur les exportations de produits primaires; ils ont peu la possibilité de profiter de la croissance rapide de la demande de produits manufacturés. Mais, même pour les produits primaires, l'évolution des prix a été plus défavorable aux exportations des pays à faible revenu qu'à celles des pays à revenu intermédiaire. Cet état de choses provient en grande partie d'un manque de souplesse et de conditions défavorables à l'offre : coûts de production élevés en raison de l'insuffisance des infrastructures, politiques fiscales décourageant les productions destinées à l'exportation, etc.

Il semblerait naturel que les pays de production primaire entreprennent la transformation de leurs produits et s'approprient une part accrue de la valeur finale des biens fabriqués avec leurs matières premières. Cependant, ils ne peuvent le faire pour diverses raisons d'ordre international ou intérieur. A l'échelon interna-

tional, les tarifs douaniers sont d'autant plus élevés que le stade de transformation est plus poussé. Ce sont toutefois les pays à faible revenu qui ont le moins participé à la croissance que l'on a tout de même enregistrée pour ce type d'exportations. Les raisons en sont diverses : elles tiennent notamment aux conditions de commercialisation, aux facteurs techniques et autres qui rendent plus coûteuse la transformation de certains produits primaires sur les lieux d'origine, et à l'efficacité globale du secteur industriel. La transformation est une activité industrielle dont l'efficacité semble être fonction du développement général du secteur manufacturier.

L'existence d'une base industrielle est évidemment plus importante encore pour développer l'exportation de produits manufacturés. Cependant, même dans les pays à faible revenu, où il existe des entreprises manufacturières modernes et potentiellement compétitives, celles-ci voient souvent leurs possibilités d'exportation contrariées par des politiques fiscales et des régimes de change inappropriés. En outre, le candidat à l'exportation se heurte souvent au protectionnisme ou au risque de protectionnisme, ce qui décourage l'investissement et laisse le champ libre à ceux qui sont plus capables de prendre des risques.

Cela revient à dire que le succès attire le succès. C'est vrai, et il en va de même pour le processus de développement. Il n'est certes pas impossible, mais il est rare, qu'un secteur de l'économie se modernise et devienne efficace lorsque tous les autres restent à la traîne. C'est plutôt une amélioration progressive du capital physique et humain qui finit par créer des conditions telles que la croissance peut s'accélérer. Avec des poli-

tiques bien conçues, ce développement général peut être accompagné, et pas seulement suivi, d'une expansion des exportations de produits manufacturés. C'est ainsi qu'ont évolué un certain nombre de pays qui, de pauvres il y a seulement 20 ans, sont maintenant devenus des pays à revenu intermédiaire. La condition de pays à faible revenu n'est pas immuable.

Néanmoins, les constatations du *Rapport* laissent penser qu'en règle générale, les mesures internationales visant à améliorer les perspectives commerciales des pays en développement profiteront surtout aux plus avancés d'entre ces pays. Ce n'est pas à dire que ces mesures sont en elles-mêmes dépourvues de toute valeur; au contraire, l'abaissement des obstacles au commerce et l'adoption d'autres mesures favorisant les échanges ont un rôle important à jouer—pour les pays en développement comme pour les pays développés. Mais la leçon principale que peuvent en tirer la plupart des pays à faible revenu est que l'élargissement et l'accessibilité des marchés ont leur importance par les possibilités qu'ils leur offriront; cependant, ces deux facteurs ne leur donneront pas rapidement une garantie majeure de croissance, sauf aux quelques pays dont le secteur manufacturier est déjà bien implanté, à moins qu'ils ne progressent simultanément dans d'autres domaines.

Tous comptes faits, malgré des problèmes nombreux, le système international des échanges ne s'est pas resserré pendant les années 70. Une part accrue du commerce extérieur des pays en développement avec les pays industriels s'est trouvée soumise, sous une forme ou sous une autre, à des mesures gouvernementales de "surveillance" qui ont gêné cer-

tains pays ou certains produits, mais une part similaire de leurs échanges a fait l'objet de divers arrangements—comme le Système généralisé de préférences et les dispositions concernant les activités de montage délocalisées—qui ont profité à d'autres. Le danger des solutions vers lesquelles on s'est orienté récemment en matière de politique commerciale tient à la politisation croissante des échanges qui augmente le risque que le protectionnisme s'installe.

Les plus graves des obstacles que les pays industriels opposent encore aux importations concernent les produits agricoles, les matières premières transformées et les textiles. Les pays en développement tendent à protéger les mêmes secteurs, si bien que leurs échanges mutuels s'en trouvent eux aussi limités. Néanmoins, le commerce entre pays en développement a progressé—surtout entre ceux de ces pays qui ont adopté des politiques commerciales non discriminatoires et plus ouvertes sur l'extérieur.

Pendant les années 70, le monde s'est efforcé de trouver le moyen d'éliminer les barrières commerciales qui existaient encore. Les codes non tarifaires résultant des négociations du Tokyo Round sont un début; cependant, il ne s'agit que d'un cadre d'action qui peut orienter la recherche de solutions appropriées, mais qui ne pourra remplacer la volonté ni l'initiative politique nécessaires. L'initiative devra venir des pays eux-mêmes, c'est-à-dire des décisions qu'ils prendront pour opérer les adaptations nécessaires au rétablissement de leur croissance. Ce qui faciliterait les choses serait de tenir compte des *avantages* des échanges dans le processus de décision au plan national comme au plan international. A l'heure actuelle,

on accorde beaucoup plus de poids aux "coûts". (En particulier, la notion de "préjudice" à laquelle fait référence le code des sauvegardes pourrait être redéfinie pour tenir compte des effets *nets*, y compris donc les avantages pour les consommateurs, alors que pour l'instant on n'inclut que les pertes des producteurs.) L'opinion publique est rarement informée des coûts élevés du protectionnisme et, si les pouvoirs publics sont très sensibles aux risques de pertes d'emploi résultant d'importations concurrentielles, les possibilités de création d'emplois offertes par l'exportation jouent un rôle moindre dans leurs décisions.

Les perspectives pour les années 80 sont mitigées. La croissance des pays à revenu intermédiaire continuera d'être rapide si le climat reste aussi libre-échangiste qu'aujourd'hui. L'expansion de leurs exportations provient plus de leurs efforts propres que des sollicitations des marchés mondiaux et ils ont montré qu'ils étaient très capables de se diversifier. Les dimensions de leur appareil productif deviennent assez importantes pour leur permettre des économies d'échelle—en particulier s'ils "s'ouvrent" les uns aux autres.

L'avenir des pays à faible revenu s'annonce plus difficile. La négociation de quelques accords leur a apporté certains avantages modestes, mais l'accélération de leur croissance dépendra en très grande partie de leur développement et des politiques qu'ils adopteront à l'égard des secteurs exportateurs. L'expérience montre que les pays à base agricole peuvent, par le jeu de politiques d'encouragement bien conçues, diversifier leur production et réaliser ainsi des gains appréciables à l'exportation. L'une des solutions à étudier serait que les pays expor-



tateurs de pétrole à excédent de capitaux s'efforcent délibérément de réserver une part accrue de leurs importations aux pays en développement et, en particulier, aux pays à faible revenu.

Pour l'avenir du commerce extérieur des pays en développement, une question déterminante se pose, celle de savoir si les pays industriels pourront maintenir leurs taux de croissance économique et d'emploi à un niveau raisonnable. Mais ces influences ne sont pas unilatérales : les échanges peuvent procurer des avantages favorables à l'efficacité et à la croissance. En fait, pour les pays industriels, l'alternative est non pas ajustement ou protectionnisme, mais bien croissance ou protectionnisme.

### *Energie*

La structure de la consommation d'énergie d'avant la hausse des prix du pétrole de 1973 n'était pas soutenable. Dès lors que la consommation de produits pétroliers s'était mise à progresser plus vite que l'accroissement des réserves, les conditions d'une hausse des prix se trouvaient réunies—même si les pays exportateurs de pétrole n'étaient pas intervenus. L'adaptation à des prix majorés n'a pas été facile, mais les effets de ces hausses sont déjà très nets. Dans les pays industriels, l'augmentation de la consommation s'est ralentie. La consommation d'énergie par unité de production a sensiblement diminué et devrait baisser encore à mesure que d'autres aménagements se feront. Pour les pays en développement, on ne peut s'attendre à une diminution de l'intensité énergétique dans l'immédiat—étant donné l'accroissement des besoins d'énergie commerciale qui accompagne le développement, l'urbanisation, et la transformation de l'industrie et de l'agriculture—

même si ces pays améliorent, ce qui est possible, leur efficacité énergétique.

Des adaptations comparables se feront aussi du côté de l'offre, pendant les années à venir, pour desserrer les goulets d'étranglement actuels. Les investissements énergétiques—qui n'ont guère contribué à l'ajustement pendant la décennie écoulée à cause de leurs longs délais de réalisation—commencent maintenant à donner leurs fruits. Pendant les années 80, les changements qui interviendront dans la composition des approvisionnements semblent devoir être aussi importants que les mouvements de la demande. La contribution du pétrole à l'accroissement des approvisionnements énergétiques, qui avait été de plus de 60 % pendant les années 60, devrait tomber à environ 25 % pendant la présente décennie. On s'attend que la production de charbon progresse deux fois plus vite que celle du pétrole pendant les années 80. Le charbon remplacera progressivement le pétrole comme source principale d'accroissement de l'offre d'énergie. Plus tard, on pourra aussi compter sur une augmentation significative du nucléaire et des combustibles synthétiques. La rapidité avec laquelle s'opéreront ces adaptations de l'offre et de la demande suppose que les prix réels de l'énergie continueront d'augmenter—d'environ 3 % par an en moyenne entre 1980 et 1990, mais les variations d'une année à l'autre seront inévitablement très irrégulières.

Jusqu'ici, la transition énergétique s'est faite relativement facilement dans les pays en développement importateurs de pétrole et leur schéma de croissance n'a pas subi de bouleversements majeurs au milieu des années 70. Pour diverses raisons, il pourrait leur

être plus difficile de maintenir leur croissance pendant les années 80. Sous l'effet de l'accroissement de leur facture pétrolière et de la baisse de leurs importations, le déficit de leur balance des paiements a atteint un niveau qu'ils ne pourront soutenir pendant longtemps. En outre, les effets des ajustements en hausse des prix intérieurs de l'énergie commencent à se faire sentir et pourraient être prononcés dans certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme les industries manufacturières et les transports.

Il ne semble guère toutefois qu'à lui seul le renchérissement de l'énergie empêche l'industrialisation et le retour à une croissance plus rapide. Les avantages relatifs se modifieront et la croissance sera plus lente pendant la période de transition. L'adoption de politiques visant à accroître la production intérieure d'énergie et à rationaliser les utilisations de l'énergie facilitera la transition.

Pour beaucoup de pays pauvres, le véritable problème énergétique est la crise du bois de feu et l'accélération du déboisement. Ce problème a de nombreuses ramifications, dans la mesure où il se répercute sur le milieu et l'écologie non seulement de ces pays mais du monde entier, et notamment sur le climat. Le bois de feu représente aujourd'hui 25 % de la consommation énergétique des pays en développement et il y a peu de tâches plus urgentes que de prendre les mesures nécessaires pour exploiter cette source d'énergie sur une base soutenable.

Le marché de l'énergie est un marché mondial, si bien que tout accroissement de l'offre, où qu'il se produise, est avantageux pour tous les pays. Tous ont donc fortement intérêt à aider les pays en développement à accroître leur production énergétique. En effet,

l'expansion de leur production pétrolière non seulement diversifierait les sources mondiales d'approvisionnement, mais pourrait aussi détendre les marchés internationaux. Le développement d'autres sources d'énergie aurait pour effet de réduire la demande de pétrole. Dans aucun autre secteur d'investissement, les intérêts économiques et stratégiques des pays développés et des pays en développement ne coïncident plus étroitement.

Une coopération internationale est nécessaire pour promouvoir cette expansion énergétique. Il faudra lui affecter des ressources considérables, qui ne peuvent venir que des pays industriels et des pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux. Le *Rapport* fait valoir qu'il y a de bonnes raisons que les institutions financières internationales jouent un rôle important dans ce processus, en empruntant à cette fin sur les marchés de capitaux privés. L'action qu'elles pourraient mener en ce sens aurait le triple avantage de promouvoir le développement, de détendre les marchés de l'énergie, et de contribuer au recyclage des capitaux.

Les autres composantes importantes de l'adaptation énergétique appellent des interventions de tous les pays exportateurs de pétrole et des pays industriels. Il est généralement admis qu'il est nécessaire que les premiers adoptent des politiques de prix plus stables. Cependant, les prix dépendent à la fois de l'offre et de la demande et il est impossible d'éviter des fluctuations d'une année à l'autre. Comme la majeure partie de la demande vient des pays industriels, il importe que ces pays continuent leurs efforts pour économiser l'énergie et mettre au point des énergies de remplacement.

#### *Flux de capitaux*

Pour les pays en développement, l'emprunt a toujours été une source importante de soutien de leur balance des paiements, qui leur permet d'importer et d'investir davantage, et d'accélérer ainsi leur croissance. Pendant les années 70, l'emprunt a aussi joué un rôle crucial, en ce qu'il leur a laissé le temps de s'adapter et les a beaucoup aidés à limiter les répercussions immédiates de la détérioration des termes de l'échange dont ils étaient victimes. Les marchés internationaux de capitaux ont alors recyclé efficacement les excédents des pays de l'OPEP, en direction notamment des pays en développement à revenu intermédiaire. Les institutions d'aide bilatérale et multilatérale ont bien réagi, du moins au début, aux besoins immédiats de beaucoup de pays à faible revenu. Les envois de fonds des travailleurs émigrés dans les Etats du Golfe ont aussi fourni un appoint. Cependant, les moyens utilisés pour faire face aux hausses du pétrole des années 1979-80—emprunts à court terme et prélèvements sur les réserves—ne sauraient être employés dans la même mesure pendant très longtemps.

Il ressort des projections du *Rapport* que les besoins de financement extérieur restent importants: prêts aux conditions du marché pour les pays les plus à l'aise et (surtout) dons et prêts assortis de conditions libérales pour les pays les plus pauvres. Pour les premiers, le niveau élevé des taux d'intérêt accroîtra les montants à emprunter pour obtenir des transferts nets suffisants et le raccourcissement des échéances imposera des refinancements plus fréquents.

Les marchés internationaux de capitaux sont capables de fournir

une grande partie des moyens financiers extérieurs nécessaires. Les banques commerciales ont eu, à proportion, moins de dettes irrécouvrables dans leurs prêts aux pays en développement que dans leurs prêts aux pays industriels. Dans l'ensemble, les pays en développement ne sont pas moins solvables aujourd'hui qu'il y a une dizaine d'années. Cependant, le nombre de pays à revenu intermédiaire qui connaissent des problèmes de liquidités à court terme a augmenté, à un moment où les banques risquent de devenir plus réticentes pour diverses raisons: équilibre de leurs engagements intérieurs et extérieurs, plafond des engagements par pays, réglementation nationale, identification des risques, ratios de structure financière. Il est fort possible que la composition des emprunteurs et des prêteurs se modifie, mais les marchés de capitaux privés devraient continuer à jouer un rôle important dans le recyclage des excédents de certains pays vers les pays déficitaires.

Il sera néanmoins nécessaire que les Etats et les institutions financières internationales acheminent une part accrue de l'ensemble des fonds recyclés. Ces dernières en particulier pourraient jouer un rôle utile dans plusieurs domaines: allongement des échéances, coordination des flux financiers en fonction des besoins d'ajustement et coopération avec les marchés de capitaux.

Le processus de recyclage nécessiterait un soutien international moindre si les pays à excédent de capitaux achetaient davantage aux pays en développement et s'ils augmentaient le volume de leurs opérations directes de prêt et d'investissement dans ces pays. Il semble de même que les banques et les institutions de développement des pays à excédent de capitaux se soient engagées sur la voie

d'un accroissement de leurs financements directs. Comme elles l'ont fait pour les bénéfices des ventes de pétrole, elles pourraient à l'avenir souhaiter bénéficier d'une part accrue des profits actuellement réalisés par les banques des pays industriels qui empruntent, pour les reprêter, le produit des ventes de pétrole, si elles sont également disposées à prendre en charge les risques et les coûts de gestion.

En revanche, on voit mal comment les besoins des pays à faible revenu seront couverts. En ce qui concerne l'aide publique bilatérale, les perspectives sont contradictoires, certains pays donateurs augmentent leur effort, d'autres le réduisent. L'aide des pays à économie planifiée reste négligeable. L'attitude que prennent actuellement certains pays industriels à l'égard de l'aide au développement risque de réduire la capacité des institutions multilatérales de jouer un rôle plus important en matière d'aide libérale. En outre, principalement pour des motifs politiques, une part importante de l'aide publique va aux pays à revenu intermédiaire, et non aux pays à faible revenu.

Pour les pays à faible revenu, il n'existe aucun moyen de résoudre rapidement les problèmes d'ajustement exposés dans le *Rapport*. Abstraction faite de leurs besoins immédiats en matière de balance des paiements, il leur faudra aussi investir et restructurer leur économie, tâche de plus longue haleine qui exigera pendant une dizaine d'années, voire davantage, des concours financiers accrus et assortis de conditions libérales. Ce sera plus long encore pour les pays les plus pauvres qui ne disposent pas encore des bases essentielles au développement de l'économie : infrastructures, capital humain, réseaux commerciaux,

administration efficace à tous les niveaux.

### Programme pour la croissance

Le *Rapport* a indiqué comment l'adaptation peut se faire à l'échelon national et international sans trop sacrifier les objectifs de développement, en illustrant les résultats projetés pour les années 80-90 par deux séries de projections. Dans l'Hypothèse haute, la croissance des pays à revenu intermédiaire atteint 5,6 % par an pendant les années 80 et celle des pays à faible revenu 4,1 %. Dans l'Hypothèse basse, ces chiffres sont respectivement de 4,3 % et de 3,0 %.

L'écart entre les deux hypothèses ne se limite pas à quelques points de croissance—il reflète en fait des perspectives radicalement différentes. Dans le premier cas, la pauvreté diminue régulièrement dans les pays en développement et le commerce mondial progresse largement, ce qui facilite l'adaptation globale de l'économie mondiale. Dans le second, le développement économique se ralentit et la pauvreté s'étend, si bien qu'en l'an 2000, la différence entre les deux hypothèses représente quelque 220 millions de victimes supplémentaires de la pauvreté absolue.

Or, les principales conditions auxquelles est subordonnée l'Hypothèse haute ne sont pas irréalisables.

- La croissance annuelle des pays industriels en 1980-90 devra dépasser de 0,3 %, en moyenne, celle des années 1970-80, c'est-à-dire être proche de 4 % par an pendant la deuxième moitié des années 80.

- Outre cette accélération de leur croissance, les pays industriels devraient s'abstenir de relever leurs barrières commerciales; dans ces conditions, les pays en développement importateurs de

pétrole pourraient accroître leurs exportations approximativement au même rythme que pendant les années 70.

- Les mesures visant à réaliser un équilibre global entre l'offre et la demande d'énergie devraient aboutir à une augmentation des prix réels du pétrole ne dépassant pas 3 % par an pour l'ensemble de la décennie.

- Les pays à faible revenu devraient recevoir une aide accrue. Ou bien les pays industriels devront accroître régulièrement le volume de leur aide et modifier profondément sa répartition au bénéfice des pays à faible revenu; ou bien ils devront augmenter davantage le volume de leur aide (sans modifier sa répartition entre les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire). En tout état de cause, les pays à faible revenu devront recevoir environ 4 milliards de dollars de plus par an (en dollars de 1980) que ne le prévoit l'Hypothèse basse.

- Les pays en développement devraient maintenir leur taux d'épargne intérieure au moins aux niveaux de 1980 et utiliser plus efficacement leurs ressources financières.

Les divers volets de l'action nécessaires pour faire en sorte que l'ajustement aille de pair avec une croissance rapide sont résumés dans l'encadré ci-après.

Chaque groupe de pays devra investir efficacement et maintenir ou accroître son taux de croissance; les mécanismes d'ajustement les y aideront. L'adaptation sera plus facile pour tous les pays s'ils interviennent simultanément sur tous les fronts : énergie, flux de capitaux et échanges, plutôt qu'en limitant leur action à l'un ou l'autre de ces domaines. De même, dans tous les domaines, l'action des principaux groupes de pays devra garder une certaine cohérence.

## Mécanismes d'ajustement

Pays	Echanges	Energie	Flux de capitaux
Pays en développement importateurs de pétrole	Accroître les exportations, notamment diversifier les exportations agricoles et accorder des encouragements adéquats aux exportateurs  Substituer des produits locaux aux importations en fonction des prix internationaux	Relever les prix intérieurs pour encourager la production et les économies de consommation  Accroître les approvisionnements énergétiques	Emprunter pour pallier le déficit de la balance des paiements et investir pour adapter leurs structures
Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux	Accroître les importations, spécialement en provenance des pays en développement	Stabiliser la politique des prix  Promouvoir l'aide à la production énergétique des pays en développement	Accroître l'aide aux pays pauvres  Augmenter les prêts et les investissements directs dans les pays en développement
Pays industriels	Accroître les importations en provenance des pays en développement  Eviter le protectionnisme et procéder à des ajustements favorables à une expansion des échanges	Economiser l'énergie  Passer à d'autres sources d'énergie  Promouvoir l'aide à la production énergétique des pays en développement	Accroître l'aide aux pays pauvres  Soutenir le recyclage
Politiques internationales	Mesures visant à améliorer les avantages des échanges pour les pays pauvres	Institutions financières internationales : aider la production énergétique des pays en développement	Institutions financières internationales : affecter l'aide aux pays les plus pauvres et soutenir le recyclage

La définition de l'action à mener pendant les années 80 peut sembler plus difficile qu'au cours des années 70. Cependant, cette tâche sera peut-être facilitée par les leçons tirées de l'ajustement des années 70 et d'une meilleure compréhension du fonctionnement de

l'économie mondiale. En particulier, les attitudes concernant le rôle et le prix de l'énergie seront plus réalistes : les conséquences générales de la transition énergétique sont maintenant universellement acceptées. S'il est géré de façon raisonnable, l'ajustement ne sera

pas nécessairement plus difficile pendant les années 80 qu'au cours de la décennie précédente.

L'expérience des sept dernières années montre que l'orientation et la coordination des politiques d'ajustement peuvent être dans une grande mesure guidées par le niveau des prix résultant de décisions nationales. Néanmoins, il est plusieurs domaines qui exigent des décisions gouvernementales et des négociations internationales pour renforcer les arrangements institutionnels actuels et pour compléter le jeu du marché. Le *Rapport* a examiné plusieurs de ces domaines dont le plus important, pour les pays pauvres, est l'augmentation des flux de capitaux assortis de conditions libérales : ces pays n'ont en fait aucun autre moyen de s'adapter, si ce n'est au prix d'un ralentissement de leur croissance.

Les pays en développement ont la responsabilité majeure d'améliorer leurs résultats internes. Simultanément, les pays riches du monde *doivent absolument* s'employer à augmenter, d'une façon ou d'une autre, l'aide apportée aux pays à faible revenu, pour qu'il soit possible de lutter contre la pauvreté. La plupart des autres éléments de l'action nécessaire au plan international vont dans le sens de l'intérêt commun de tous les pays; lorsque l'aide sert à investir dans la production d'énergie et d'aliments dans les pays à faible revenu, les pays donateurs en profitent eux aussi. L'expansion des échanges mondiaux sera également avantageuse pour tous et un recyclage efficace écartera le risque d'une contraction inutile de la demande globale.

L'environnement mondial difficile des années 80 risque de faire perdre trop facilement de vue les objectifs du développement économique. Le plus urgent est l'intensification de la lutte contre

la pauvreté. L'accélération de la croissance économique, que le *Rapport* juge possible, procurera les ressources nécessaires pour attaquer la pauvreté directement. Les peuples et les gouvernements des pays en développement doivent eux-mêmes contribuer à faire

en sorte qu'il en soit ainsi. Les pauvres doivent avoir accès aux programmes d'éducation et de santé qui ont permis à d'autres d'augmenter leur revenu, de vivre plus longtemps, et de se réaliser plus pleinement. Plus la croissance économique est lente, plus

le risque est grand que ces programmes soient sacrifiés, faute de ressources. Le cercle vicieux de la pauvreté et d'une croissance lente se reformerait alors autour d'une autre génération. Tel serait le prix de l'échec, d'un échec qui n'est pas inéluctable.



# Note technique

## Chapitre 3

Les Tableaux 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.7 reposent sur des données de la Banque mondiale. La plupart des variables utilisées sont des concepts habituels comme les prix, les volumes et les parts. Certaines autres variables moins connues doivent cependant être définies.

### Définitions des variables

Au tableau 3.1, dans l'expression *hausse des prix en pourcentage de l'accroissement de la valeur* le numérateur est l'augmentation de la valeur en dollars du volume des exportations de 1980 due à l'inflation des prix (en dollars EU) entre 1970 et 1980. Le dénominateur est, bien entendu, l'augmentation effective de la valeur des exportations en dollars, qui reflète la hausse des prix et des volumes. Pour être plus précis, on a décidé que C représente les indices en dollars constants du volume des exportations et V les valeurs des exportations en dollars courants. Le nombre qui suit la lettre désigne l'année : 7 pour 1970 et 8 pour 1980. *La hausse des prix en pourcentage de l'accroissement de la valeur* est alors mesurée par la formule suivante :

$$\frac{V8 - (C8/C7) \cdot (V7)}{V8 - V7}$$

On comprendra mieux la signification intuitive de cette formule

si, théoriquement, a) on décompose les valeurs en Prix x Quantité et b) si l'on remplace les Volumes par les Quantités. On obtient alors :

$$(1) \quad \frac{Q8 (P8 - P7)}{V8 - V7}$$

qui montre que le numérateur est la *variation* des prix multipliée par le volume des exportations de 1980.

L'expression *pouvoir d'achat des exportations* présentée aux Tableaux 3.2, 3.3, T1 et T2 indique, comme on l'a déjà expliqué dans le corps du *Rapport*, la valeur en dollars des recettes d'exportation d'un groupe de pays, exprimée en prix constants au moyen de l'indice des prix à l'exportation des pays industriels. L'augmentation du pouvoir d'achat des exportations enregistrée entre 1970 et 1980 est ensuite décomposée en deux éléments : le *volume* et les *prix relatifs à l'exportation*. L'élément volume mesure l'incidence sur le pouvoir d'achat des exportations de la variation du volume des exportations entre 1970 et 1980, le prix relatif à l'exportation étant fixé au niveau initial (1970). L'élément prix est la différence entre l'augmentation totale et l'élément volume. Théoriquement, il mesure la variation du pouvoir d'achat du volume des exportations de 1980 imputable à la varia-

tion du prix relatif à l'exportation enregistrée entre 1970 et 1980.

Sur le plan pratique, le pouvoir d'achat des exportations est  $V8/D8$  pour 1980 et  $V7/D7$  pour 1970, où V désigne la valeur des exportations en dollars courants (comme plus haut) et D le déflateur des prix appliqué aux exportations des pays industriels pour l'ensemble des biens et des services non facteurs. La variation totale du pouvoir d'achat des exportations (par exemple, la troisième ligne du Tableau T2) est donc  $V8/D8$  moins  $V7/D7$ . L'élément Volume est mesuré par.

$$(2) \quad \left( \frac{C8}{C7} \cdot \frac{V7}{D7} \right) - \frac{V7}{D7}$$

L'élément *prix relatif à l'exportation* est la différence entre la variation totale et l'élément volume, c'est-à-dire :

$$(3) \quad \frac{V8}{D8} - \left( \frac{C8}{C7} \cdot \frac{V7}{D7} \right)$$

Si l'on remplace à nouveau les valeurs par P x Q et les volumes par les quantités (Q), on peut alors transformer (2) et (3) pour en faire ressortir la signification intuitive, et obtenir :

$$(2') \quad \frac{(Q8 - Q7) P7}{D7}$$

pour l'élément volume, ou l'effet de l'augmentation en volume, et

$$(3') \quad (Q8) \cdot \left( \frac{P8}{D8} - \frac{P7}{D7} \right)$$

c'est-à-dire l'effet de la variation des prix relatifs à l'exportation.

*Source de données extérieures*

Au Tableau 3.5, la valeur totale des importations est tirée du document *Série B, Echanges par produits* publié par l'OCDE. La valeur des importations relevant du SGP est tirée de l'*Examen d'ensemble du Système généralisé de préférences* publié par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (TD/B/C.5/63, du 9/4/79).

Les données du Tableau 3.6 ont été calculées à l'aide des indices du quantum et de la série des valeurs en dollars courants

publiée par les Nations Unies dans le *Bulletin mensuel de statistique* de juillet 1980. Pour les catégories à un chiffre, on a combiné les indices en utilisant les valeurs du commerce de 1970 comme coefficients de pondération.

### Chapitre 6

L'analyse présentée au Chapitre 6 porte sur l'ajustement des pays en développement importateurs de pétrole entre 1974 et 1978. Elle décompose les variations enregistrées dans la balance commerciale en deux éléments—prix et quantités—en comparant les prix à leurs niveaux de 1971–73 et les quantités aux niveaux qu'elles auraient atteints si les diverses tendances de 1963–73 s'étaient maintenues. Cette décomposition—plusieurs

autres auraient été possibles—fournit un code de référence commun pour comparer l'expérience de chaque pays et permet aussi de préciser un certain nombre de concepts généraux.

Au Tableau 6.2, les effets des chocs extérieurs sur les balances des paiements et les modes d'ajustement ont été décomposés de la manière suivante :

Chocs extérieurs = Effets des prix internationaux + effets du volume des exportations

Modes d'ajustement = Ajustement structurel (c'est-à-dire pénétration sur les marchés d'exportation + remplacement des importations) + financement extérieur réel additionnel + ralentissement de la croissance.

Les explications ci-dessous sont illustrées par le Tableau T3 où sont présentés les calculs effectués pour le Kenya, l'un des pays de production primaire à revenu intermédiaire les plus pauvres, dont le PNB par habitant était de 380 dollars en 1979.

#### Chocs extérieurs

• Les effets des prix internationaux sont la somme des effets des prix à l'exportation et des effets des prix à l'importation.

1) *Effets des prix à l'exportation* : C'est l'érosion du pouvoir d'achat des exportations due à une hausse des prix mondiaux plus rapide que celle des prix à l'exportation du pays considéré, hausses mesurées sur la base des prix de 1971–73. Les mouvements des cours mondiaux sont mesurés par les variations de l'indice des valeurs unitaires des exportations de biens manufacturés f.o.b. des pays développés, méthode comptable avec les méthodes d'ajustement du commerce mondial utilisées ailleurs dans le *Rapport*. La hausse des prix à l'exportation du Kenya a dépassé

**Tableau T1 Exportations de produits primaires autres que les combustibles: variations du pouvoir d'achat et du volume des exportations, par catégorie de produits et par pays, 1970–80**  
(variation en pourcentage du niveau de 1970)

Groupe de pays et variable	Tous produits primaires autres que combustibles	Denrées alimentaires et boissons	Produits agricoles non alimentaires	Métaux et minéraux
<i>Pays en développement</i>				
Importateurs de pétrole à faible revenu				
Variation du prix relatif à l'exportation	-36	-28	-33	-61
Variation du volume des exportations	+84	+77	+92	+111
Composition des exportations de 1970 (pourcentage)	100	61	15	24
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire				
Variation du prix relatif à l'exportation	-27	-17	-19	-52
Variation du volume des exportations	+81	+88	+35	+101
Composition des exportations de 1970 (pourcentage)	100	57	17	26
<i>Pays industriels à économie de marché</i>				
Variation du prix relatif à l'exportation	-14	-8	-6	-33
Variation du volume des exportations	+80	+92	+80	+50
Composition des exportations de 1970 (pourcentage)	100	55	23	22

celle des cours mondiaux, chaque année, entre 1974 et 1978. Ces hausses ont culminé en 1977 et se sont ralenties en 1978, sous l'effet des variations des prix du café et du thé.

2) *Effets des prix à l'importation* : C'est l'augmentation des dépenses d'importation d'un pays due à une hausse des prix à l'importation plus rapide que celle des cours mondiaux, hausses mesurées sur la base des prix de 1971-73. La hausse des prix à l'importation du Kenya a dépassé celles des cours mondiaux chaque année entre 1974 et 1978 et atteint en moyenne 170 millions de dollars (5,7 % du PNB) pendant cette période. En bref, entre 1974 et 1978, les effets des prix internationaux ont été défavorables au Kenya et ont représenté en moyenne 1,1 % de son PNB.

• *Effets du volume des exportations* : C'est la différence entre les exportations tendanciennes et les exportations hypothétiques.

1) On a calculé les exportations tendanciennes en supposant que a) les exportations mondiales de produits primaires traditionnellement exportés par le Kenya et les exportations de produits non traditionnels par les pays en développement ont augmenté, à partir de 1971-73, au même rythme que pendant la période 1963-73, et b) le pays a conservé dans ces exportations les mêmes parts qu'en 1971-73. L'hypothèse sous-jacente est que, pour ses exportations primaires traditionnelles, un pays en développement est en concurrence avec tous les fournisseurs sur le marché mondial, tandis que pour ses exportations non traditionnelles il est seulement en concurrence avec d'autres pays en développement.

2) On a calculé les exportations hypothétiques en supposant que le Kenya a conservé les mêmes parts qu'en 1971-73 dans les

exportations mondiales des produits primaires qu'il exporte traditionnellement et dans les exportations de produits non traditionnels par les pays en développement, ces deux dernières catégories augmentant à leurs rythmes effectifs à partir de 1971-73. La différence entre 1) et 2) résulte d'un tassement de la croissance du commerce international à partir de 1971-73, par rapport aux taux enregistrés entre 1963 et 1973. Sur l'ensemble de la période, elle s'est chiffrée en moyenne à 508 millions de dollars moins 453 millions de dollars, soit 55 millions de dollars, ce qui représente 1,8 % du PNB.

• *Les chocs extérieurs* sont la somme des effets des prix internationaux et des effets du volume des exportations. Elles ont représenté en moyenne 2,9 % du PNB du Kenya entre 1974 et 1978.

#### *Modes d'ajustement*

• *Ralentissement de la croissance* : C'est la différence entre les importations tendanciennes et les importations hypothétiques.

1) On a calculé les importations tendanciennes en supposant que a) les élasticités-revenu de la demande d'importation, estimées séparément pour les importations de combustibles et celles d'autres produits, sont restées aux mêmes niveaux qu'en 1963-73 et b) à partir de 1971-73, le PNB a augmenté au même rythme qu'entre 1963 et 1973.

2) On a calculé les importations hypothétiques en supposant que les élasticités-revenu de la demande d'importation de combustibles et d'autres produits sont restées aux mêmes niveaux qu'en 1963-73, le PNB augmentant à son rythme effectif à partir de 1971-73.

La différence entre 1) et 2) résulte d'un tassement de la croissance du PNB à partir de 1971-73 par rapport au taux enregistré entre 1963 et 1973. Elle a représenté en moyenne 0,7 % du PNB, soit près d'un quart de l'ajustement total, atteignant son maximum en 1976, en raison des mesures d'austérité budgétaire et monétaire et des restrictions à l'importation.

**Tableau T2 Augmentation du pouvoir d'achat des exportations de produits manufacturés, par principaux groupes de pays, 1970-80**

	Pays en développement			Pays industriels à économie de marché
	Importateurs de pétrole		Exportateurs de pétrole	
	A faible revenu	A revenu intermédiaire		
Variation des prix relatifs à l'exportation, en %	-33	-22	-8	-7
Augmentation totale du pouvoir d'achat des exportations (milliards de dollars de 1978)	1,1	53,9	2,1	297,8
Effets de la variation du volume	3,9	77,4	2,6	346,4
Effets de la variation du prix relatif	-2,7	-23,5	-0,5	-48,6
Augmentation du pouvoir d'achat des exportations en pourcentage du niveau de 1970				
Augmentation totale (nette)	26	194	61	76
Effets de la variation du volume	90	279	75	88
Effets de la variation du prix relatif	-64	-85	-14	-12

• *L'ajustement structurel* est la somme de la pénétration sur les marchés d'exportation et du remplacement des importations.

1) *Pénétration sur les marchés d'exportation* : C'est l'accroissement des exportations lié à une expansion, par rapport à 1971-73, de la part des marchés d'exportation revenant au Kenya. Comme on l'a déjà vu, les exportations hypothétiques sont celles que le pays aurait enregistrées s'il avait conservé les mêmes parts qu'en 1971-73. La différence entre les

exportations effectives (375 millions de dollars en 1974-78) et les exportations hypothétiques (453 millions de dollars en 1974-78) est alors imputée à la pénétration sur les marchés. Cette différence s'est chiffrée à 78 millions de dollars, soit 2,6 % du PNB, et son incidence défavorable a été presque égale à celle des chocs extérieurs (2,9 % du PNB). Les pertes ont surtout été enregistrées dans les exportations de produits primaires et manufacturés non traditionnels, ce qui reflète

une tendance de la politique commerciale de moins en moins favorable aux exportations ainsi que l'éclatement de la Communauté est-africaine.

2) *Remplacement des importations* : C'est l'économie d'importation liée à une diminution des élasticités-revenu de la demande d'importation par rapport à 1963-73. Les importations hypothétiques sont celles que le pays aurait enregistrées si les élasticités-revenu étaient restées au même niveau. La différence entre les importa-

**Tableau T3 Effets des chocs extérieurs sur la balance des paiements et modes d'ajustement : Kenya**

(millions de dollars, prix de 1971-73)

	1974	1975	1976	1977	1978	Moyenne 1974-78	Moyenne 1974-78 (en pourcentage du PNB)
<b>I. Chocs extérieurs</b>							
1. Effets des prix internationaux							
a. Effets des prix à l'exportation	-88	-35	-132	-313	-116	-137	(-4,6)
b. Effets des prix à l'importation	206	65	85	215	278	170	(5,7)
Somme (1a + 1b)	118	30	-47	-98	162	33	(1,1)
2. Effets du volume des exportations							
a. Exportations tendanciennes	436	468	504	544	588	508	
b. Exportations hypothétiques	423	418	471	464	492	453	
Différence (2a - 2b)	13	50	33	80	96	55	(1,8)
3. Total (= 1 + 2)	<u>131</u>	<u>80</u>	<u>-14</u>	<u>-18</u>	<u>258</u>	<u>88</u>	(2,9)
<b>II. Modes d'ajustement</b>							
1. Ajustement structurel							
a. Pénétration sur les marchés d'exportation							
(i) Exportations effectives	375	370	391	373	364	375	
(ii) Exportations hypothétiques	423	418	471	464	492	453	
Différence [(i) - (ii)]	-48	-48	-80	-91	-128	-78	(-2,6)
b. Remplacement des importations							
(i) Importations hypothétiques	635	681	717	790	858	736	
(ii) Importations effectives	571	573	550	642	580	583	
Différence [(i) - (ii)]	64	108	167	148	278	153	(5,1)
Somme (= 1a + 1b)	16	60	87	57	150	75	(2,5)
2. Financement extérieur réel additionnel							
a. Déficit réel de ressources	314	233	112	171	378	241	
b. Déficit tendanciel de ressources	220	236	251	266	280	250	
Différence (2a - 2b)	94	-3	-139	-95	98	-9	(-0,3)
3. Ralentissement de la croissance							
a. Importations tendanciennes	656	704	755	810	868	758	
b. Importations hypothétiques	635	681	717	790	858	736	
Différence (3a - 3b)	21	23	38	20	10	22	(0,7)
4. Total (= 1 + 2 + 3)	<u>131</u>	<u>80</u>	<u>-14</u>	<u>-18</u>	<u>258</u>	<u>88</u>	(2,9)

tions hypothétiques (736 millions de dollars en 1974-78) et les importations effectives (583 millions de dollars en 1974-78) représente le remplacement des importations. Atteignant 153 millions de dollars, soit 5,1 % du PNB, le remplacement des importations a été, de loin, le principal mode d'ajustement au Kenya, ce qui peut s'expliquer par un recours accru aux restrictions à l'importation et à un usage plus fréquent de la procédure (Letter of No Objection) qui donne aux entreprises un droit de veto effectif sur les importations.

L'ajustement structurel (c'est-à-dire la pénétration sur les marchés d'exportation plus le remplacement des importations) a représenté en moyenne 85 % de l'adap-

tation de la balance des paiements aux chocs extérieurs entre 1974 et 1978.

• *Financement extérieur réel additionnel* : C'est la différence entre le déficit de ressources réel et tendanciel.

1) Le déficit réel de ressources est la différence entre la valeur nominale des importations effectives et celle des exportations effectives, corrigée en fonction de la hausse générale des cours mondiaux; et

2) le déficit de ressources tendanciel est la différence entre les importations et les exportations tendanciennes, mesurée sur la base des prix de 1971-73.

Ces deux déficits de ressources se rapportent uniquement au

commerce de marchandises et excluent les services non facteurs. La différence entre le déficit réel (241 millions de dollars en 1974-78) et le déficit tendanciel de ressources (250 millions de dollars en 1974-78) représente le financement extérieur réel additionnel, c'est-à-dire un financement supplémentaire corrigé en fonction de la hausse générale des cours mondiaux. Cette différence a été en moyenne de 9 millions de dollars. Le financement nominal additionnel n'a donc pas augmenté aussi rapidement que l'inflation mondiale, de sorte que le Kenya a essentiellement eu recours à des modes d'ajustement internes pour faire face aux chocs extérieurs enregistrés en 1974 et 1978.



# Note bibliographique

Le présent *Rapport* s'appuie largement sur les recherches effectuées par les services de la Banque mondiale et à l'extérieur de la Banque. Les principales sources utilisées pour chacun des chapitres font l'objet d'une note succincte, puis sont classées par ordre alphabétique. Les documents émanant de la Banque mondiale sont des études de politique sectorielle, des analyses et des recherches économiques en cours, ainsi que des recherches consacrées à l'ensemble ou à certains secteurs de l'économie des différents pays, et aux projets qui y sont réalisés. En outre, une série de documents de référence est établie spécialement en vue de la rédaction du *Rapport*; ces documents ont essentiellement pour objet de faire la synthèse des publications extérieures et des travaux de la Banque pertinents. (Les sources citées dans ces documents ne sont pas énumérées séparément.) Un grand nombre d'entre eux sont ensuite publiés dans la série "Documents de travail de la Banque mondiale", et peuvent être obtenus gratuitement au Bureau des publications de la Banque. Toutefois, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de la Banque, ni celles qui sont exposées dans le présent *Rapport*.

## Principales sources, par chapitre

### Chapitre 2

Les projections de base présentées dans ce chapitre sont établies à l'aide du Modèle global de la Banque mondiale. Les données utilisées pour cet exercice sont analogues à celles de l'*Atlas de la Banque mondiale, 1980* et des *World Tables*, seconde édition. Les hypothèses sur lesquelles reposent les projections sont exposées dans l'ouvrage de Cheetham, Gupta et Schwartz, et dans un document de la Banque mondiale (à paraître).

L'analyse de sensibilité repose sur des simulations effectuées au moyen du Modèle global de développement de Bruxelles, qui est compatible avec le Modèle global de la Banque. Les projections relatives à la répartition des parts du commerce entre le Nord et le Sud ont également été établies avec le Modèle de Bruxelles, lequel est décrit par Waelbroeck et al. Le nombre des victimes de la pauvreté est calculé au moyen de méthodes mises au point par Ahluwalia, Carter et Chenery et sur la base des projections actuelles du revenu et de la population. Kravis, Heston et Summers exposent la méthodologie et les résul-

tats du projet de comparaison internationale.

### Chapitre 3

Frank analyse un certain nombre de questions commerciales intéressant particulièrement les pays en développement. Hughes et Waelbroeck font la synthèse de plusieurs études sur la pénétration des exportations des pays en développement sur les marchés des pays industriels et Havrylyshyn et Wolf analysent l'évolution des échanges Sud-Sud. La politique commerciale des pays en développement est examinée dans le *Rapport sur le développement dans le monde, 1979*, dans les sources qui y sont citées, et dans Balassa (1980b). Wolf, Finger (1981) et Nelson analysent la politique des pays industriels. Pour l'analyse des mécanismes permettant aux pays industriels d'administrer leur politique commerciale, on consultera Finger, Hall et Nelson; Verreydt et Waelbroeck; et Hughes et Waelbroeck. Murray est une source utile de renseignements sur le Système généralisé de préférences, Yeats sur l'escalade des tarifs, Bale et Lutz sur la protection agricole et Finger (1975) sur les dispositions relatives aux activités de montage délocalisées. Les questions relatives à la transfor-

mation des produits primaires dans les pays en développement sont examinées dans un rapport de la Banque mondiale et du Secrétariat du Commonwealth (à paraître). L'intérêt que peuvent présenter les nouveaux codes du GATT pour les pays en développement est analysé dans le *Rapport sur le développement dans le monde, 1980* et dans les sources qui y sont citées. L'étude de Hufbauer et Shelton sur les incitations à l'exportation et les contre-mesures et l'étude de Merciai sur les sauvegardes donnent des renseignements utiles sur les mécanismes de règlement des différends dans le domaine des échanges internationaux. Le tableau qui figure dans l'encadré sur l'escalade des tarifs est tiré de Yeats; le tableau de l'encadré sur les investissements miniers est emprunté à Mikesell.

#### Chapitre 4

La situation globale de l'énergie — tendances de la demande et perspectives de l'offre — tant pour les pays industriels que pour les pays en développement est examinée par Choe, Lambertini et Pollak. L'Agence internationale de l'énergie analyse les tendances des prix intérieurs pour l'utilisateur final et de la fiscalité de l'énergie. Choe a étudié à fond l'incidence des prix de l'énergie sur la consommation, et la relation entre la croissance du revenu et la demande d'énergie dans les pays en développement. Les élasticités pour les pays industriels sont examinées dans Energy Modelling Forum.

Le document de la Banque mondiale (1980) analyse les perspectives de mise en valeur de diverses sources d'énergie dans les pays en développement au cours de la prochaine décennie. Hughart étudie les ressources non traditionnelles de ces pays et Hablützel examine les stratégies de production des pays exportateurs de

pétrole à excédent de capitaux, et les questions qui les concernent.

L'"autre crise de l'énergie", c'est-à-dire la crise du bois de feu et ses conséquences humaines et écologiques, est le sujet traité par Spears. Noronha passe en revue les projets visant à assurer l'approvisionnement énergétique des pauvres.

Manne évalue l'incidence de la hausse des prix de l'énergie sur la croissance. Berndt et Wood passent en revue les estimations empiriques de plusieurs études sur les possibilités de substitution entre l'énergie et autres facteurs de production. Ridker fournit des données de base sur les répercussions sectorielles du renchérissement de l'énergie.

Le Rapport de la Banque mondiale (1980) analyse les éléments permettant d'estimer le volume de capitaux nécessaires aux programmes énergétiques des pays en développement. La Figure 4.7 est tirée de Bechtel.

#### Chapitre 5

Diverses institutions internationales rassemblent des données sur le financement extérieur. Celles de la Banque mondiale sont établies sur la base de son Système de notification de la dette et des documents suivants : *Borrowing in International Capital Markets* (Banque mondiale), *Statistiques financières internationales* (Fonds monétaire international), rapports annuels et trimestriels de la Banque de règlements internationaux et *Coopération pour le développement* (publication annuelle du Comité d'aide au développement de l'OCDE).

Bryant et Joshi analysent l'un et l'autre l'ajustement international sous l'angle macro-économique. Bryant insiste sur l'interdépendance des flux commerciaux et financiers et Joshi met en évidence les défaillances potentielles du

marché et les domaines qui appellent des interventions. Fleming traite des aspects généraux des flux de capitaux privés vers les pays en développement, O'Brien décrit l'évolution des relations entre ces pays et les banques privées. Hope analyse la situation de la dette et ses conséquences pour les emprunts futurs. Swamy traite des tendances passées et des perspectives en ce qui concerne la migration des envois de fonds des travailleurs.

#### Chapitre 6

Les calculs de l'ajustement aux chocs reposent sur un cadre d'analyse qu'a innové Balassa (1980a à 1981, et à paraître). Une partie de ses travaux ont été également publiés dans Balassa et Barsony, rapport publié par le Centre de développement de l'OCDE. Les estimations du Tableau 6.2 sont tirées de ces documents. Mitra développe cette approche et explore également le rôle de l'épargne et de l'investissement dans le processus d'ajustement. Le Tableau 6.3 est tiré de l'étude de Bhalla. Les descriptions de l'ajustement à l'échelon national sont fondées en grande partie sur les études économiques par pays effectuées par la Banque et sur les documents ci-après : Jaspersen, Liebenthal et Wallich pour les pays en développement importateurs de pétrole; Gelb pour les exportateurs de pétrole à déficit de capitaux; et Hablützel, pour les exportateurs de pétrole à excédent de capitaux. La documentation sur les pays industriels à économie planifiée est tirée de Schrenk.

#### Chapitre 7

Les données sur la pauvreté, la croissance et le développement humain proviennent essentiellement du *Rapport sur le développement dans le monde, 1980* et des documents de référence qui y sont cités, notamment ceux de Hicks,

et de Haq et Burki. L'incidence du processus budgétaire sur les programmes de développement humain est examinée dans l'étude de Knight, en particulier dans le chapitre de Meerman. L'analyse des problèmes de production alimentaire repose sur les études du

secteur agricole effectuées par la Banque pour plusieurs pays. Les questions relatives à la distribution des produits alimentaires, notamment les aspects qui touchent aux pressions économiques externes et aux conflits potentiels avec la production sont

examinées par Clay (1981a et b), Chambers, Singer et Lipton. Les résultats des recherches récentes sur les facteurs déterminants de la baisse de la fécondité et les liens entre celle-ci et les programmes de développement humain sont exposés dans Birdsall.

### Principales sources

- Agence internationale de l'énergie. *Politiques et programmes énergétiques des pays membres de l'AIE—Examen 1979*. Paris : OCDE, 1979.
- Ahluwalia, Montek, Nicholas Carter et Hollis B. Chenery. "Growth and Poverty in Developing Countries." *Journal of Development Economics* 6:3 (septembre 1979), 299-341.
- Balassa, Bela. "Adjustment to External Shocks in Developing Economies". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- . "The Newly Industrializing Developing Countries After the Oil Crisis". Document de travail de la Banque mondiale, No 437, octobre 1980a.
- . "The Process of Industrial Development and Alternative Development Strategies". Document de travail de la Banque mondiale, No 438, octobre 1980b.
- . "Policy Experience in Twelve Less Developed Countries". Document de travail de la Banque mondiale, No 449, avril 1981.\*
- Balassa, Bela et André Barsony. "Policy Responses to External Shocks in Developing Countries". Paris : OCDE, 1981 (à paraître en français).
- Bale, Malcolm D. et Ernst Lutz. "Price Distortions in Agriculture and Their Effects: An International Comparison". *American Journal of Agricultural Economics* 63:1 (février 1981), 8-22.
- Banque mondiale, Département de l'analyse et des projections économiques. "Development in a Changing Environment". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Banque mondiale. "L'énergie dans les pays en développement". Washington, août 1980.
- Bechtel. "Economic Review of Advanced Fuel and Power Technologies". Ronéotypé. San Francisco, Californie : Bechtel, août 1980.
- Berndt, E., et D. Wood. "Engineering and Econometric Interpretations of Energy—Capital Complementarity". *American Economic Review* 69:3 (septembre 1979).
- Bhalla, Surjit S. "The Transmission of Inflation into Developing Economies". Dans Cline et al.
- Birdsall, Nancy. "Population Growth and Poverty in the Developing World". Washington: Population Reference Bureau, Inc., décembre 1980.
- Bryant, Ralph. "Notes on the Analysis of Capital Flows to Developing Nations and the 'Recycling' Problem". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Chambers, Robert, et Hans Singer. "Poverty, Malnutrition and Food in Zambia". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Cheetham, R. J., S. Gupta et A. Schwartz. "The Global Framework". Document de travail de la Banque mondiale, No 355, septembre 1979.
- Choe, Boum Jong. "Energy Demand in Developing Countries". Dans *International Energy Strategies*, Joy Dunkerley, ed. Proceedings of the 1979 International Association of Energy Economists and Resources for the Future Conference. Washington, 1980.
- Choe, Boum Jong, Adrian Lambertini et Peter Pollak. "Global Energy Prospects". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Clay, Edward. "Food Policy Issues in Low-Income Countries". Document de travail de la Banque mondiale, 1981a\* (à paraître).
- . "Poverty, Food Insecurity and Public in Bangladesh". Document de travail de la Banque mondiale, 1981b\* (à paraître).
- Cline, William R., et al. *World Inflation and the Developing Countries*. Washington : The Brookings Institution, 1981.

- Commission indépendante sur les problèmes de développement international. *Nord-Sud : Un programme de survie*. Paris : Gallimard, 1980. (LSD Library).
- Energy Modelling Forum. "Aggregate Elasticity of Energy Demand", vol. 1. Stanford, Californie : Stanford University, août 1980.
- Finger, J. M. "Tariff Provisions for Offshore Assembly and the Exports of Developing Countries". *Economic Journal* 85 (juin 1975), 365-71.
- . "Industrial Country Policy and Adjustment to Imports From Developing Countries". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Finger, J. M., H. Keith Hall et Douglas R. Nelson. "The Political Economy of Administered Protection". *American Economic Review* (à paraître).
- Fleming, Alex. "Private Capital Flows to Developing Countries and their Determination: Historical Perspective, Current Experience and Future Prospects". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Frank, Isaiah. "LDC Trade Policy Issues for the 1980s". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Gelb, Alan. "Capital-Importing Oil Exporters: Adjustment Issues and Policy Choices". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Hablützel, Rudolf. "Development Prospects of Capital-Surplus Oil-Exporting Countries: Iraq, Kuwait, Libya, Qatar, Saudi Arabia, UAE." Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Haq, Mahbub ul et Shahid Javed Burki. *Besoins essentiels—Document de synthèse*. Collection pauvreté et besoins essentiels. Washington : Banque mondiale, septembre 1980.
- Havrylyshyn, Oli et Martin Wolf. "Trade Among Developing Countries: Theory, Policy Issues and Principal Trends". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Hicks, Norman. "Economic Growth and Human Resources". Document de travail de la Banque mondiale, No 408, juillet 1980.
- Hope, Nicholas C. "Developments in and Prospects for the External Debt of Developing Countries: 1970-80 and Beyond". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Hufbauer, Gary C. et J. R. Shelton. *The International Discipline of Export Incentives and Countermeasures*. London: Trade Policy Research Centre (à paraître).
- Hughart, D. "Prospects for Traditional and Nonconventional Energy Sources in Developing Countries". Document de travail de la Banque mondiale, No 346, juillet 1979.
- Hughes, Helen et Jean Waelbroeck. "Trade and Protection in the 1970s: Can the Growth of Developing Countries Continue in the 1980s?" Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Jaspersen, Frederick Z. "Adjustment Experience and Growth Prospects of the Newly Industrializing Countries". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Joshi, Vijay. "International Adjustment in the 1980s". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- King, Timothy, ed. *Education and Income*. Document de travail de la Banque mondiale, No 402, juillet 1980.
- Knight, Peter T., ed. *Implementing Programs of Human Development*. Document de travail de la Banque mondiale, No 403, juillet 1980.
- Kravis, Irving B., A. Heston et R. Summers. *International Comparisons of Real Product and Purchasing Power*. Baltimore and London: Johns Hopkins University Press, 1978.
- Liebenthal Robert. "Adjustment in Low-Income Africa". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Lipton, Michael. "Risk to Nutritional Adequacy of Food Output: Adjustments in India". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Manne, Alan. "Energy, Trade and Economic Growth". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Meerman, Jacob. "Paying for Human Development". Dans Knight, ed.
- Merciai, Patrizio. "Safeguard Measures in the GATT". *Journal of World Trade Law* 15:1 (janvier-février 1981), 41-66.
- Mikesell, Raymond F. *New Patterns of World Mineral Development*. British-North America Committee, Washington, 1979.
- Mitra, Pradeep, K. "An Analysis of Adjustment in Developing Countries". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Murray, Tracey. *Trade Preferences for Developing Countries*. London: Macmillan, 1977.
- Nelson, Douglas R. "The Political Structure of the New Protectionism". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Noronha, R. "Village Woodlots: Are They a Solution?" Paper prepared for a panel on Introduction and Diffusion of Renewable Energy Technologies, National Academy of Science, Washington, novembre 1980.

- O'Brien, Richard. "Private Bank Lending to Developing Countries". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- OCDE, Interfuturs. *Face au futur pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible*. Paris : OCDE, 1979.
- ONU. *World Energy Supplies 1973-1978*. Statistical Papers, Series J, No 22. New York : Nations Unies, 1979.
- Ridker, Ronald. "The Management of Energy Use in Developing Countries". Ronéotypé. Washington : Banque mondiale, 1981.\*
- Sapir, André et Ernst Lutz. "Trade in Services: Economic Determinants and Development Related Issues". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Schrenk, Martin. "The Present and Prospective Role of the CMEA Countries in the World Economy". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Spears, J. "Wood as an Energy Source: The Situation in the Developing World". Discours prononcé à la 103e assemblée annuelle de l'American Forestry Association, octobre 1978.
- Swamy, Gurushri. "International Labor Migration and Workers Remittances—Issues and Prospects". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Verreydt, E. et Jean Waelbroeck. "European Community Protection Against Manufactured Imports from Developing Countries: A Case Study in the Political Economy of Protection". Document de travail de la Banque mondiale, No 432, octobre 1980.
- Waelbroeck, Jean, J. M. Burniaux, G. Garrin et J. Gunning. "General Equilibrium Modeling of Global Adjustment". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Wallich, Christine. "A Comparative Analysis of Developing Country Adjustment Experiences: Adjustment in Low-Income South Asia". Document de travail de la Banque mondiale, 1981\* (à paraître).
- Wolf, Martin. "Adjustment Policies and Problems in Developed Countries". Document de travail de la Banque mondiale, No 349, août 1979.
- Yeats, Alexander J. *Trade Barriers Facing Developing Countries*. New York : St. Martin, 1979.

L'astérisque indique qu'il s'agit d'un document établi dans le cadre de la préparation du *Rapport*.

**Annexe**

**Indicateurs  
du développement  
dans le monde**



# Table des matières

Comment lire les tableaux et numéros de référence

Introduction

<b>Tableau 1 : Indicateurs de base</b>	<b>158</b>
Population □ Superficie □ PNB par habitant □ Inflation □ Alphabétisation des adultes □ Espérance de vie □ Production alimentaire par habitant	
<b>Tableau 2 : Croissance de la production</b>	<b>160</b>
PIB □ Agriculture □ Industrie □ Secteur manufacturier □ Services	
<b>Tableau 3 : Structure de la production</b>	<b>162</b>
PIB □ Agriculture □ Industrie □ Secteur manufacturier □ Services	
<b>Tableau 4 : Croissance de la consommation et de l'investissement</b>	<b>164</b>
Consommation du secteur public □ Consommation du secteur privé □ Investissement intérieur brut	
<b>Tableau 5 : Structure de la demande</b>	<b>166</b>
Consommation du secteur public □ Consommation du secteur privé □ Investissement intérieur brut □ Epargne intérieure brute □ Exportations de biens et services non facteurs □ Solde des ressources	
<b>Tableau 6 : Industrialisation</b>	<b>168</b>
Valeur ajoutée dans l'alimentation et l'agriculture □ les textiles et vêtements □ les machines et le matériel de transport □ les produits chimiques □ les autres industries manufacturières □ Valeur ajoutée dans le service manufacturier □ Production manufacturière brute par habitant	
<b>Tableau 7 : Energie commerciale</b>	<b>170</b>
Croissance de la production d'énergie □ Croissance de la consommation d'énergie □ Consommation d'énergie par habitant □ Importations d'énergie en pourcentage des recettes d'exportations de marchandises	
<b>Tableau 8 : Commerce de marchandises</b>	<b>172</b>
Valeur des exportations □ Valeur des importations □ Croissance des exportations □ Croissance des importations □ Termes de l'échange	
<b>Tableau 9 : Structure des exportations de marchandises</b>	<b>174</b>
Combustibles, minéraux et métaux □ Autres produits primaires □ Textiles et vêtements □ Machines et matériel de transport □ Autres biens manufacturés	
<b>Tableau 10 : Structure des importations de marchandises</b>	<b>176</b>
Produits alimentaires □ Combustibles □ Autres produits primaires □ Machines et matériel de transport □ Autres biens manufacturés	
<b>Tableau 11 : Destination des exportations de marchandises</b>	<b>178</b>
Pays industriels à économie de marché □ Pays en développement □ Pays industriels à économie planifiée □ Exportateurs de pétrole à excédent de capitaux	
<b>Tableau 12 : Commerce de biens manufacturés</b>	<b>180</b>
A destination des pays industriels à économie de marché □ des pays en développement □ des pays industriels à économie planifiée □ des exportateurs de pétrole à excédent de capitaux □ Valeur des exportations de biens manufacturés	

<b>Tableau 13 : Balance des paiements et coefficient du service de la dette</b>	<b>182</b>
Balance des transactions courantes avant paiement des intérêts au titre de la dette publique extérieure □ Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure □ Service de la dette en pourcentage du PNB □ en pourcentage des exportations de biens et de services	
<b>Tableau 14 : Flux de capitaux extérieurs</b>	<b>184</b>
Entrées brutes de capitaux à moyen et à long terme empruntés ou garantis par l'Etat □ Remboursement du principal □ Entrées nettes de capitaux à moyen et à long terme empruntés ou garantis par l'Etat □ Investissement direct privé net	
<b>Tableau 15 : Dette publique extérieure et réserves internationales</b>	<b>186</b>
Encours de la dette publique extérieure □ en pourcentage du PNB □ Réserves internationales brutes □ en mois d'importations	
<b>Tableau 16 : Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP</b>	<b>188</b>
Flux net en dollars □ en pourcentage du PNB du pays donneur □ en monnaie nationale □ Flux bilatéral net vers les pays à faible revenu	
<b>Tableau 17 : Accroissement passé et projeté de la population, et population stationnaire hypothétique</b>	<b>190</b>
Accroissement passé de la population □ Population projetée □ Population stationnaire hypothétique □ Année où le taux net de reproduction atteindra 1 □ Année où sera atteinte la population stationnaire	
<b>Tableau 18 : Indicateurs démographiques et indicateurs relatifs à la fécondité</b>	<b>192</b>
Taux brut de natalité □ Taux brut de mortalité □ Indice synthétique de fécondité □ Pourcentage de femmes en âge de procréer □ Pourcentage de femmes mariées utilisant des moyens de contraception	
<b>Tableau 19 : Population active</b>	<b>194</b>
Population en âge de travailler □ Population active travaillant dans l'agriculture □ l'industrie □ les services □ Accroissement passé et projeté de la population active	
<b>Tableau 20 : Urbanisation</b>	<b>196</b>
Population urbaine en pourcentage de la population totale □ Accroissement de la population urbaine □ Pourcentage de la population urbaine vivant dans la plus grande ville □ dans des villes de plus de 500 000 habitants □ Nombre de villes de plus de 500 000 habitants	
<b>Tableau 21 : Indicateurs relatifs à l'espérance de vie</b>	<b>198</b>
Espérance de vie □ Taux de mortalité infantile □ Taux de mortalité juvénile	
<b>Tableau 22 : Indicateurs relatifs à la santé</b>	<b>200</b>
Nombre d'habitants par médecin □ par infirmier(e) □ Pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau potable □ Apport journalier de calories par habitant	
<b>Tableau 23 : Education</b>	<b>202</b>
Nombre d'inscrits à l'école primaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent □ l'école secondaire □ dans l'enseignement supérieur □ Alphabétisation des adultes	

---

**Tableau 24 : Dépenses militaires et sociales** **204**

Dépenses militaires en pourcentage du PNB □ des dépenses de l'Administration centrale □ Dépenses de l'Administration centrale par habitant pour la défense □ l'éducation □ la santé

---

**Tableau 25 : Répartition des revenus** **206**

Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu

---

**Notes techniques** **208**

---

**Bibliographie des sources utilisées**

---

# Comment lire les tableaux

Sur les tableaux, les pays sont énumérés, à l'intérieur du groupe auquel ils appartiennent, par ordre croissant de revenu par habitant. C'est cet ordre qu'indiquent les numéros de référence.

Les chiffres inscrits sur les bandes de couleur résument les statistiques relatives à chaque groupe de pays. Il s'agit de moyennes pondérées, si l'intitulé de ce groupe de pays est suivi de la lettre *w*; de valeurs médianes, s'il est suivi de la lettre *m*; d'un total s'il est suivi de la lettre *t*.

.. Non connu

(.) Moins de la moitié de l'unité utilisée

Tous les taux de croissance sont exprimés en termes réels.

Les chiffres en italique se rapportent à des années ou à des périodes autres que celles qui sont indiquées.

Afghanistan	11	Honduras	47	Pérou	57
Afrique du Sud	81	Hong Kong	92	Philippines	51
Albanie	60	Hongrie	121	Pologne	120
Algérie	78	Inde	15	Portugal	87
Angola	41	Indonésie	35	Rép. arabe syrienne	64
Arabie saoudite	116	Iran	86	Rép. centrafricaine	29
Argentine	88	Iraq	115	Rép. de Corée	77
Australie	104	Irlande	97	Rép. dém. allemande	124
Autriche	102	Israël	95	Rép. dém. pop. lao	2
Bangladesh	4	Italie	98	Rép. dominicain	61
Belgique	110	Jamahiriya arabe libyenne	117	Rép. féd. d'Allemagne	111
Bénin	19	Jamaïque	72	Rép. pop. dém. de Corée	69
Bhoutan	3	Japon	103	Roumanie	84
Birmanie	10	Jordanie	70	Royaume-Uni	100
Bolivie	48	Kampuchea démocratique	1	Rwanda	17
Brésil	82	Kenya	37	Sénégal	40
Bulgarie	119	Koweït	118	Sierra Leone	21
Burundi	13	Lesotho	33	Singapour	93
Cameroun	49	Liban	71	Somalie	8
Canada	105	Libéria	45	Soudan	36
Chili	80	Madagascar	30	Sri Lanka	18
Chine	22	Malaisie	74	Suède	113
Colombie	62	Malawi	16	Suisse	114
Congo	52	Mali	9	Tanzanie	25
Costa Rica	83	Maroc	58	Tchad	5
Côte d'Ivoire	65	Mauritanie	32	Tchécoslovaquie	123
Cuba	76	Mexique	79	Thaïlande	50
Danemark	112	Mongolie	59	Togo	34
Egypte	43	Mozambique	20	Trinité-et-Tobago	91
El Salvador	55	Népal	7	Tunisie	68
Equateur	66	Nicaragua	53	Turquie	73
Espagne	96	Niger	27	Union des républiques socialistes soviétiques	122
Etats-Unis	108	Nigéria	56	Uruguay	85
Ethiopie	6	Norvège	109	Venezuela	90
Finlande	101	Nouvelle-Zélande	99		
France	106	Ouganda	31	Viet Nam	12
Ghana	38	Pakistan	24	Yémen	39
Grèce	94	Panama	75	Yémen démocratique	44
Guatemala	63	Papouasie-Nouvelle- Guinée	54	Yougoslavie	89
Guinée	28			Zaïre	26
Haïti	23	Paraguay	67	Zambie	46
Haute-Volta	14	Pays-Bas	107	Zimbabwe	42

# Introduction

Le recueil des Indicateurs du développement dans le monde vise à informer le lecteur sur les principales caractéristiques du développement économique et social. L'édition 1981 respecte dans une large mesure la présentation de celles qui l'ont précédée. Toutefois, on a modifié les classifications des pays pour faciliter l'analyse; on a ajouté de nouvelles valeurs centrales ainsi qu'un nouveau tableau faisant apparaître les dépenses consacrées à la défense et aux principaux services sociaux.

Les indicateurs figurant au Tableau 1 esquissent le profil des différents pays. Quant aux données rassemblées dans les autres tableaux, elles relèvent des grandes catégories suivantes : comptes nationaux, industrialisation, énergie, comptes extérieurs, flux d'aide, démographie, population active, urbanisation, indicateurs sociaux, dépenses militaires et sociales, répartition des revenus. La plupart des renseignements ayant servi au calcul des indicateurs proviennent des dossiers et publications de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ainsi que de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées.

Pour plus de commodité, on a utilisé des ratios et des taux de croissance, les valeurs absolues n'étant signalées que dans quelques cas. La plupart des taux de croissance ont été calculés pour deux périodes : 1960-70 et

1970-79, ou 1970-78 lorsque les données pour 1979 n'étaient pas connues. Tous sont exprimés en valeur réelle et ont été calculés, sauf indication contraire, par la méthode des moindres carrés. Comme cette méthode tient compte de toutes les observations qui ont pu être faites pendant la période considérée, les taux de croissance obtenus expriment des tendances générales qui ne sont pas influencées à l'excès par des valeurs exceptionnelles. Sur les tableaux, les chiffres inscrits en italique se rapportent à des années ou à des périodes autres que celles qui sont indiquées. Tous les montants exprimés en dollars s'entendent en dollars des Etats-Unis.

Certains des chiffres présentés s'écartent de ceux de l'année dernière. Ces écarts s'expliquent par une révision des séries historiques fournies par le pays intéressé et par une révision des estimations de population en fonction de renseignements nouveaux tirés de recensements et d'enquêtes démographiques.

Les pays ont été groupés dans les tableaux comme suit : 36 pays en développement à faible revenu, ayant un revenu par habitant égal ou inférieur à 370 dollars en 1979; 60 pays en développement à revenu intermédiaire ayant un revenu par habitant supérieur à 370 dollars; 18 pays industriels à économie de marché; 4 pays exportateurs de pétrole à excédent

de capitaux; et 6 pays industriels à économie planifiée. Un certain nombre de pays ont été reclassés cette année pour améliorer la présentation.

A l'intérieur de chaque groupe, les pays sont classés selon leur revenu par habitant, les plus pauvres figurant en premier; ce même ordre est repris dans tous les tableaux. La liste alphabétique qui précède l'Introduction donne le numéro de référence de chaque pays. Les pays qui comptent moins de 1 million d'habitants ne sont pas couverts, essentiellement parce que l'on manque de données exhaustives à leur sujet. Les notes techniques relatives au Tableau 1 donnent les indicateurs de base relatifs à 31 petits pays membres des Nations Unies, de la Banque mondiale, ou des deux.

On n'a calculé de valeurs centrales — moyenne pondérée, valeur médiane, ou total — pour les différents groupes de pays que lorsque l'on disposait de données suffisantes, permettant d'obtenir des statistiques valables. Comme la Chine et l'Inde biaisent fortement les valeurs centrales pour l'ensemble des pays à faible revenu, celles-ci ont en outre été établies séparément pour ces deux pays et pour les autres pays à faible revenu. Et du fait que le commerce pétrolier influe sur les caractéristiques et les résultats économiques des pays à revenu intermédiaire, les valeurs centrales ont également été calculées

séparément pour les importateurs et les exportateurs de pétrole. La pondération utilisée est exposée dans les notes techniques concernant chaque indicateur. La lettre *w* indique qu'il s'agit d'une moyenne pondérée; la lettre *m*, qu'il s'agit de valeurs médianes; la lettre *t*, qu'il s'agit d'un total. La médiane est la valeur d'une série de valeurs classées par ordre de grandeur. Comme, d'une part, les pays ne sont pas couverts de façon uniforme pour tous les indicateurs, et que, d'autre part, la variation autour de la tendance centrale peut être importante, le lecteur est invité à n'effectuer de comparaisons entre ces valeurs centrales — que ce soit d'un indicateur à

l'autre, d'un groupe de pays à l'autre ou entre diverses années ou périodes — qu'avec la prudence de rigueur.

La même prudence s'impose lorsque l'on compare les indicateurs d'un pays à l'autre. Bien que les statistiques présentées proviennent de sources généralement considérées comme les plus autorisées et les plus fiables, certaines d'entre elles, et en particulier celles qui décrivent certaines caractéristiques sociales et la répartition des revenus, peuvent être sujettes à une marge d'erreur considérable. En outre, les chiffres ne sont pas toujours strictement comparables car les pratiques varient d'un pays à l'autre. Il ne faut donc voir

dans les données présentées que des indicateurs de tendances permettant de cerner des différences importantes entre pays.

Le lecteur est invité à se référer aux notes techniques chaque fois qu'il utilisera les présentes données. Ces notes exposent en effet dans leurs grandes lignes les concepts, définitions, méthodes et sources utilisés, tandis que la bibliographie donne tous les détails voulus sur ces sources de données, dans lesquelles on trouvera une définition complète des concepts utilisés.

Les Indicateurs du développement dans le monde ont été établis sous la direction de Ramesh Chander.



**Tableau 1 : Indicateurs de base**

	Popula- tion (millions d'habi- tants) Milieu de 1979	Super- ficie (milliers de km <sup>2</sup> )	PNB par habitant		Taux annuel moyen d'inflation (%)		Taux d'alpha- bétisa- tion des adultes (%) 1976 <sup>b</sup>	Espé- rance de vie à la nais- sance (années) 1979	Indice moyen de la production alimentaire par habitant (1969-71 = 100) 1977-79
			(Dollars) 1979	Crois- sance annuelle moyenne (%) 1960-79	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79			
<b>Pays à faible revenu</b>	2 260,2 t	33 778 t	230 w	1,6 w	3,0 m	10,8 m	51 w	57 w	105 w
<b>Chine et Inde</b>	1 623,7 t	12 885 t	230 w	..	..	..	54 w	59 w	108 w
<b>Autres pays</b>	636,5 t	20 893 t	240 w	1,8 w	3,0 m	10,9 m	43 w	50 w	97 w
1 Kampuchea démocratique	..	181	..	..	3,8	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	3,3	237	..	..	..	..	..	42	87
3 Bhoutan	1,3	47	80	-0,1	..	..	..	44	100
4 Bangladesh	88,9	144	90	-0,1	3,7	15,8	26	49	92
5 Tchad	4,4	1 284	110	-1,4	4,6	7,9	15	41	91
6 Ethiopie	30,9	1 222	130	1,3	2,1	4,3	15	40	84
7 Népal	14,0	141	130	0,2	7,7	8,7	19	44	88
8 Somalie	3,8	638	..	-0,5	4,5	11,3	60	44	85
9 Mali	6,8	1 240	140	1,1	5,0	9,7	10	43	88
10 Birmanie	32,9	677	160	1,1	2,7	12,1	67	54	97
11 Afghanistan	15,5	648	170	0,5	11,9	4,4	12	41	94
12 Viet Nam	52,9	330	..	..	..	..	87	63	106
13 Burundi	4,0	28	180	2,1	2,8	11,2	25	42	105
14 Haute-Volta	5,6	274	180	0,3	1,3	9,8	..	43	93
15 Inde	659,2	3 288	190	1,4	7,1	7,8	36	52	99
16 Malawi	5,8	118	200	2,9	2,4	9,1	25	47	100
17 Rwanda	4,9	26	200	1,5	13,1	14,6	..	47	107
18 Sri Lanka	14,5	66	230	2,2	1,8	12,3	85	66	124
19 Bénin	3,4	113	250	0,6	1,9	9,2	..	47	97
20 Mozambique	10,2	783	250	0,1	2,8	11,0	..	47	75
21 Sierra Leone	3,4	72	250	0,4	2,9	11,3	..	47	87
22 Chine	964,5	9 597	260	..	..	..	66	64	114
23 Haïti	4,9	28	260	0,3	4,1	10,9	..	53	90
24 Pakistan	79,7	804	260	2,9	3,3	13,9	24	52	101
25 Tanzanie	18,0	945	260	2,3	1,8	13,0	66	52	94
26 Zaïre	27,5	2 345	260	0,7	29,9	31,4	15	47	90
27 Niger	5,2	1 267	270	-1,3	2,1	10,8	8	43	89
28 Guinée	5,3	246	280	0,3	1,5	4,4	20	44	86
29 Rep. centrafricaine	2,0	623	290	0,7	4,1	9,1	..	44	102
30 Madagascar	8,5	587	290	-0,4	3,2	10,1	50	47	94
31 Ouganda	12,8	236	290	-0,2	3,0	28,3	..	54	90
32 Mauritanie	1,6	1 031	320	1,9	1,6	10,1	17	43	75
33 Lesotho	1,3	30	340	6,0	2,5	11,6	52	51	100
34 Togo	2,4	57	350	3,6	1,1	10,3	18	47	81
35 Indonésie	142,9	1 919	370	4,1	..	20,1	62	53	103
36 Soudan	17,9	2 506	370	0,6	3,7	6,8	20	47	105
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	985,0 t	38 705 t	1 420 w	3,8 w	3,0 m	13,3 m	72 w	61 w	107 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	324,8 t	13 781 t	1 120 w	3,1 w	3,0 m	14,0 m	64 w	57 w	97 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	660,2 t	24 924 t	1 550 w	4,1 w	3,0 m	12,2 m	76 w	63 w	113 w
37 Kenya	15,3	583	380	2,7	1,5	11,1	45	55	92
38 Ghana	11,3	239	400	-0,8	7,6	32,4	..	49	82
39 Yémen	5,7	195	420	10,9	..	17,8	13	42	95
40 Sénégal	5,5	197	430	-0,2	1,7	7,6	10	43	88
41 Angola	6,9	1 247	440	-2,1	3,3	21,6	..	42	85
42 Zimbabwe	7,1	391	470	0,8	1,3	8,4	..	55	100
43 Egypte	38,9	1 001	480	3,4	2,7	8,0	44	57	93
44 Yémen démocratique	1,9	333	480	11,8	..	..	27	45	106
45 Libéria	1,8	111	500	1,6	1,9	9,4	30	54	101
46 Zambie	5,6	753	500	0,8	7,6	6,8	39	49	99
47 Honduras	3,6	112	530	1,1	2,9	8,4	60	58	82
48 Bolivie	5,4	1 099	550	2,2	3,5	32,4	63	50	108
49 Cameroun	8,2	475	560	2,5	4,2	10,3	..	47	110
50 Thaïlande	45,5	514	590	4,6	1,8	9,5	84	62	126
51 Philippines	46,7	300	600	2,6	5,8	13,3	88	62	115
52 Congo	1,5	342	630	0,9	5,4	10,9	..	47	81
53 Nicaragua	2,6	130	660	1,6	1,9	12,2	90	56	104
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,9	462	660	2,8	3,6	9,5	..	51	106
55 El Salvador	4,4	21	670	2,0	0,5	10,8	62	63	113
56 Nigeria	82,6	924	670	3,7	2,6	19,0	..	49	87
57 Pérou	17,1	1 285	730	1,7	10,4	26,8	80	58	88
58 Maroc	19,5	447	740	2,6	2,0	7,3	28	56	83
59 Mongolie	1,6	1 565	780	3,0	..	..	..	63	97
60 Albanie	2,7	29	840	4,2	..	..	..	70	105
61 Rép. dominicaine	5,3	49	990	3,4	2,1	8,4	67	61	94
62 Colombie	26,1	1 139	1 010	3,0	11,9	21,5	..	63	119
63 Guatemala	6,8	109	1 020	2,9	0,1	10,6	..	59	107
64 Rép. arabe syrienne	8,6	185	1 030	4,0	1,9	12,7	58	65	145

	Popula- tion (millions d'habi- tants) Milieu de 1979	Super- ficie (milliers de km <sup>2</sup> )	PNB par habitant				Taux d'alpha- bétisa- tion des adultes (%) 1976 <sup>b</sup>	Espé- rance de vie à la nais- sance (années) 1979	Indice moyen de la production alimentaire par habitant (1969-71 = 100) 1977-79
			(Dollars) 1979	Crois- sance annuelle moyenne (%) 1960-79	Taux annuel moyen d'inflation (%)				
					1960-70 <sup>a</sup>	1970-79			
65 Côte d'Ivoire	8,2	322	1 040	2,4	5,3	13,5	20	47	102
66 Equateur	8,1	284	1 050	4,3	..	14,7	77	61	102
67 Paraguay	3,0	407	1 070	2,8	3,1	9,3	84	64	109
68 Tunisie	6,2	164	1 120	4,8	3,7	7,5	62	58	118
69 Rép. dém. de Corée	17,5	121	1 130	3,5	..	..	..	63	133
70 Jordanie	3,1	98	1 180	5,6	..	..	70	61	89
71 Liban	2,7	10	..	..	1,4	..	..	66	86
72 Jamaïque	2,2	11	1 260	1,7	3,9	17,4	..	71	98
73 Turquie	44,2	781	1 330	3,8	5,6	24,6	60	62	110
74 Malaisie	13,1	330	1 370	4,0	-0,3	7,3	60	68	112
75 Panama	1,8	77	1 400	3,1	1,6	7,4	..	70	102
76 Cuba	9,8	115	1 410	4,4	..	..	96	72	100
77 Rép. de Corée	37,8	98	1 480	7,1	17,5	19,5	93	63	138
78 Algérie	18,2	2 382	1 590	2,4	2,3	13,3	35	56	75
79 Mexique	65,5	1 973	1 640	2,7	3,6	18,3	82	66	104
80 Chili	10,9	757	1 690	1,2	32,9	242,6	..	67	95
81 Afrique du Sud	28,5	1 221	1 720	2,3	3,0	11,8	..	61	102
82 Brésil	116,5	8 512	1 780	4,8	46,1	32,4	76	63	115
83 Costa Rica	2,2	51	1 820	3,4	1,9	15,4	90	70	110
84 Roumanie	22,1	238	1 900	9,2	-0,2	0,8	98	71	146
85 Uruguay	2,9	176	2 100	0,9	51,1	64,0	94	71	96
86 Iran	37,0	1 648	..	..	-0,5	..	50	54	109
87 Portugal	9,8	92	2 180	5,5	3,0	16,1	70	71	77
88 Argentine	27,3	2 767	2 230	2,4	21,7	128,2	94	70	119
89 Yougoslavie	22,1	256	2 430	5,4	12,6	17,8	85	70	116
90 Venezuela	14,5	912	3 120	2,7	1,3	10,4	82	67	100
91 Trinité-et-Tobago	1,2	5	3 390	2,4	3,2	19,5	95	70	90
92 Hong Kong	5,0	1	3 760	7,0	2,4	7,9	90	76	55
93 Singapour	2,4	1	3 830	7,4	1,1	5,5	..	71	159
94 Grèce	9,3	132	3 960	5,9	3,2	14,1	..	74	118
95 Israël	3,8	21	4 150	4,0	6,2	34,3	..	72	110
96 Espagne	37,0	505	4 380	4,7	8,2	15,9	..	73	125
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>671,2 t</b>	<b>30 430 t</b>	<b>9 440 w</b>	<b>4,0 w</b>	<b>4,3 m</b>	<b>9,4 m</b>	<b>99 w</b>	<b>74 w</b>	<b>110 w</b>
97 Irlande	3,3	70	4 210	3,2	5,2	14,6	98	73	121
98 Italie	56,8	301	5 250	3,6	4,4	15,6	98	73	105
99 Nouvelle-Zélande	3,2	269	5 930	1,9	3,3	12,3	99	73	106
100 Royaume-Uni	55,9	245	6 320	2,2	4,1	13,9	99	73	115
101 Finlande	4,8	337	8 160	4,1	5,6	12,9	100	73	105
102 Autriche	7,5	84	8 630	4,1	3,7	6,5	99	72	107
103 Japon	115,7	372	8 810	9,4	4,9	8,2	99	76	98
104 Australie	14,3	7 687	9 120	2,8	3,1	11,7	100	74	124
105 Canada	23,7	9 976	9 640	3,5	3,1	9,1	99	74	109
106 France	53,4	547	9 950	4,0	4,2	9,6	99	74	109
107 Pays-Bas	14,0	41	10 230	3,4	5,4	8,3	99	75	122
108 Etats-Unis	223,6	9 363	10 630	2,4	2,8	6,9	99	74	116
109 Norvège	4,1	324	10 700	3,5	4,3	8,2	99	75	115
110 Belgique	9,8	31	10 920	3,9	3,6	8,1	99	72	104
111 Rép. féd. d'Allemagne	61,2	249	11 730	3,3	3,2	5,3	99	73	109
112 Danemark	5,1	43	11 900	3,4	5,5	9,8	99	75	107
113 Suède	8,3	450	11 930	2,4	4,4	9,8	99	76	113
114 Suisse	6,5	41	13 920	2,1	4,4	5,4	99	75	115
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>25,4 t</b>	<b>4 363 t</b>	<b>5 470 w</b>	<b>5,0 w</b>	<b>1,7 m</b>	<b>18,2 m</b>	<b>..</b>	<b>56 w</b>	<b>93 w</b>
115 Iraq	12,6	435	2 410	4,6	1,7	14,1	..	56	86
116 Arabie saoudite	8,6	2 150	7 280	6,3	..	25,2	..	54	96
117 Jamahiriya arabe libyenne	2,9	1 760	8 170	5,8	5,2	18,7	50	56	113
118 Koweït	1,3	18	17 100	-1,6	0,6	17,7	60	70	..
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>351,2 t</b>	<b>23 266 t</b>	<b>4 230 w</b>	<b>4,3 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>72 w</b>	<b>111 w</b>
119 Bulgarie	9,0	111	3 690	5,6	..	..	..	73	112
120 Pologne	35,4	313	3 830	5,2	..	..	98	72	106
121 Hongrie	10,7	93	3 350	4,8	..	..	98	71	127
122 URSS	264,1	22 402	4 110	4,1	..	..	100	73	110
123 Tchécoslovaquie	15,2	128	5 290	4,1	..	..	..	71	117
124 Rép. dém. allemande	16,8	108	6 430	4,7	..	..	..	72	128

a. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1961-70 et non à 1960-70. b. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que 1976. Voir notes techniques.

# Tableau 2 : Croissance de la production

Taux annuel moyen de croissance (%)

	PIB		Agriculture		Industrie		Secteur manufacturier		Services	
	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	4,5 <i>w</i>	4,7 <i>w</i>	2,5 <i>m</i>	2,0 <i>m</i>	6,6 <i>m</i>	4,2 <i>m</i>	6,5 <i>m</i>	3,7 <i>m</i>	3,8 <i>m</i>	4,5 <i>m</i>
<b>Chine et Inde</b>	4,5 <i>w</i>	4,9 <i>w</i>	1,8 <i>m</i>	2,7 <i>m</i>	8,8 <i>m</i>	6,6 <i>m</i>	..	..	3,9 <i>m</i>	4,1 <i>m</i>
<b>Autres pays</b>	4,3 <i>w</i>	3,8 <i>w</i>	2,7 <i>m</i>	1,9 <i>m</i>	6,6 <i>m</i>	3,6 <i>m</i>	6,6 <i>m</i>	3,6 <i>m</i>	3,8 <i>m</i>	4,6 <i>m</i>
1 Kampuchea démocratique	3,1	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	3,6	3,3	2,7	1,9	7,9	7,0	6,6	5,9	3,8	4,9
5 Tchad	0,5	-0,2	..	0,7	..	0,2	..	-1,2	..	-2,6
6 Ethiopie	4,4	1,9	2,2	0,4	7,4	0,4	8,0	1,3	7,8	4,6
7 Népal	2,5	2,7	..	0,8	..	..	..	..	..	..
8 Somalie	1,0	3,1	-1,5	2,7	3,3	-2,6	14,3	..	2,5	6,8
9 Mali	3,3	5,0	..	4,2	..	4,2	..	..	..	6,1
10 Birmanie	2,6	4,3	4,1	3,9	2,8	5,4	3,3	5,0	1,5	4,3
11 Afghanistan	2,0	4,5	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	4,4	3,0	..	1,8	..	7,7	..	5,1	..	4,0
14 Haute-Volta	3,0	-0,1	..	-3,3	..	1,0	..	2,3	..	2,9
15 Inde	3,4	3,4	1,9	2,1	5,5	4,4	4,8	4,5	4,6	4,5
16 Malawi	4,9	6,3	..	4,1	..	7,0	..	6,7	..	9,1
17 Rwanda	2,7	4,1	..	..	..	..	..	..	..	..
18 Sri Lanka	4,6	3,8	3,0	2,6	6,6	3,6	6,3	1,7	4,6	4,5
19 Bénin	2,6	3,3	..	..	..	..	..	..	..	..
20 Mozambique	4,6	-2,9	2,1	-1,8	9,5	-5,6	6,6	-5,8	6,4	-3,0
21 Sierra Leone	4,3	1,6	..	2,3	..	-3,8	..	4,4	..	4,4
22 Chine	5,2	5,8	1,6	3,2	11,2	8,7	..	..	3,1	3,7
23 Haïti	-0,2	4,0	-0,6	2,2	0,1	8,3	-0,1	7,1	0,9	3,7
24 Pakistan	6,7	4,5	4,9	2,1	10,0	4,9	9,4	3,7	7,0	6,3
25 Tanzanie	6,0	4,9	..	4,9	..	1,9	..	3,6	..	5,9
26 Zaïre	3,6	-0,7	..	1,2	..	-1,1	..	-1,5	..	(.)
27 Niger	2,9	3,7	3,3	-1,5	13,9	10,2	..	..	(.)	4,6
28 Guinée	3,5	3,6	..	..	..	..	..	..	..	..
29 Rép. centrafricaine	1,9	3,3	0,8	2,4	5,4	5,1	..	..	1,8	3,3
30 Madagascar	2,7	0,3	..	0,1	..	1,0	..	..	..	0,1
31 Ouganda	5,9	-0,4	..	0,8	..	-7,9	..	-5,0	..	0,1
32 Mauritanie	..	1,8	..	-1,4	..	0,1	..	1,0	..	7,2
33 Lesotho	4,6	7,0	..	1,8	..	7,0	..	10,2	..	13,9
34 Togo	8,5	3,6	..	0,3	..	7,8	..	..	..	4,0
35 Indonésie	3,9	7,6	2,7	3,6	5,2	11,3	3,3	12,5	4,8	9,2
36 Soudan	1,3	4,3	..	2,7	..	3,3	..	1,5	..	6,9
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	6,1 <i>w</i>	5,5 <i>w</i>	3,6 <i>m</i>	3,0 <i>m</i>	7,4 <i>m</i>	6,5 <i>m</i>	7,0 <i>m</i>	6,6 <i>m</i>	5,5 <i>m</i>	6,0 <i>m</i>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	6,5 <i>w</i>	5,5 <i>w</i>	3,4 <i>m</i>	2,2 <i>m</i>	7,6 <i>m</i>	7,8 <i>m</i>	7,0 <i>m</i>	8,2 <i>m</i>	5,1 <i>m</i>	7,2 <i>m</i>
<b>Importateurs de pétrole</b>	5,9 <i>w</i>	5,5 <i>w</i>	3,9 <i>m</i>	3,3 <i>m</i>	7,1 <i>m</i>	5,7 <i>m</i>	7,5 <i>m</i>	6,6 <i>m</i>	5,7 <i>m</i>	5,7 <i>m</i>
37 Kenya	6,0	6,5	..	5,4	..	10,2	..	11,4	..	5,8
38 Ghana	2,1	-0,1	..	-0,2	..	-1,5	..	4,4	..	1,0
39 Yémen	..	8,4	..	4,5	..	13,5	..	12,8	..	11,0
40 Sénégal	2,5	2,5	2,9	3,6	4,4	3,5	6,2	..	1,7	1,6
41 Angola	4,8	-9,2	4,0	-10,2	11,0	-3,9	7,2	-12,0	4,2	-10,9
42 Zimbabwe	4,3	1,6	..	-0,5	..	1,8	..	2,8	..	2,1
43 Egypte	4,2	7,6	2,9	2,2	5,3	7,8	4,7	8,2	4,7	11,6
44 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
45 Libéria	5,1	1,8	..	5,0	..	-0,6	..	8,3	..	1,9
46 Zambie	5,0	1,5	..	2,3	..	1,5	..	0,4	..	1,2
47 Honduras	5,3	3,5	5,7	1,3	5,4	5,0	4,5	5,5	4,8	4,4
48 Bolivie	5,2	5,2	3,0	3,1	6,2	4,8	5,4	6,7	5,4	6,0
49 Cameroun	3,7	5,4	..	3,5	..	6,5	..	5,4	..	6,3
50 Thaïlande	8,2	7,7	5,5	5,4	11,6	10,4	11,0	11,4	9,0	7,7
51 Philippines	5,1	6,2	4,3	4,9	6,0	8,4	6,7	6,7	5,2	5,4
52 Congo	2,7	2,9	1,0	0,1	7,0	10,6	6,8	2,2	2,1	-0,1
53 Nicaragua	7,2	2,6	6,7	4,2	11,0	3,2	11,1	3,3	5,7	1,3
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,5	2,2	..	..	..	..	..	..	..	..
55 El Salvador	5,9	4,9	3,0	3,2	8,5	6,0	8,8	4,3	6,5	5,1
56 Nigéria	3,1	7,5	-0,4	-0,3	12,0	11,2	9,1	11,8	4,9	11,0
57 Pérou	4,9	3,1	3,7	0,1	5,0	3,7	5,7	3,2	5,3	3,6
58 Maroc	4,2	6,1	4,7	-0,3	4,0	7,3	3,8	6,3	4,0	7,4
59 Mongolie	2,8	6,0	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	7,3	6,8	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Rép. dominicaine	4,5	7,5	2,1	3,3	6,0	10,1	5,0	7,4	5,0	7,7
62 Colombie	5,1	6,0	3,5	4,8	6,0	5,0	5,7	6,6	5,7	7,2
63 Guatemala	5,6	5,9	4,3	5,1	7,8	8,0	8,2	6,6	5,5	5,5
64 Rép. arabe syrienne	5,7	9,0	4,4	6,4	6,3	10,8	5,6	13,2	6,2	9,1

## Taux annuel moyen de croissance (%)

	PIB		Agriculture		Industrie		Secteur manufacturier		Services	
	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>
65 Côte d'Ivoire	8,0	6,7	4,2	3,4	11,5	10,5	11,6	7,2	9,7	7,0
66 Equateur	..	8,3	..	0,7	..	13,4	..	10,2	..	8,6
67 Paraguay	4,2	8,3	..	6,8	..	9,9	..	7,4	..	8,6
68 Tunisie	4,7	7,6	2,0	5,1	8,2	8,6	7,8	10,6	4,5	8,1
69 Rép. dém. de Corée	7,8	6,2	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
71 Liban	4,9	..	6,3	..	4,5	..	5,0	..	4,8	..
72 Jamaïque	4,5	-0,9	1,5	1,3	5,0	-3,1	5,7	-1,3	4,7	0,2
73 Turquie	6,0	6,6	2,5	3,7	9,6	7,9	10,9	7,7	6,9	7,5
74 Malaisie	6,5	7,9	..	5,0	..	9,9	..	12,4	..	8,4
75 Panama	7,8	3,4	5,7	2,2	10,1	0,5	10,5	-0,6	7,6	4,9
76 Cuba	1,1	6,0	..	..	..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	8,6	10,3	4,4	4,8	17,2	16,5	17,6	17,8	8,9	8,8
78 Algérie	4,6	5,8	0,4	0,6	12,9	6,5	7,7	8,8	-3,0	6,1
79 Mexique	7,2	5,1	3,8	2,2	9,1	6,4	9,4	6,4	6,9	4,7
80 Chili	4,5	1,9	2,6	3,5	5,0	0,3	5,5	-1,0	4,5	2,8
81 Afrique du Sud	6,4	3,6	..	..	..	..	..	..	..	..
82 Brésil	5,4	8,7	..	5,0	..	9,6	..	10,9	..	8,7
83 Costa Rica	6,5	6,0	5,7	2,6	9,4	8,5	10,6	8,4	5,7	6,0
84 Roumanie	8,6	10,6	..	6,2	..	11,2	..	..	..	..
85 Uruguay	1,2	2,5	1,9	0,2	1,1	4,2	1,5	3,9	1,0	2,0
86 Iran	11,3	..	4,4	..	13,4	..	12,0	..	10,0	..
87 Portugal	6,2	4,5	1,3	-1,5	8,8	4,6	8,9	4,6	5,9	6,3
88 Argentine	4,2	2,5	2,2	2,5	5,9	2,4	5,7	1,9	3,4	2,5
89 Yougoslavie	5,8	5,9	3,3	3,0	6,3	7,2	5,7	7,6	6,9	5,7
90 Venezuela	6,0	5,5	5,8	3,8	4,6	3,1	6,4	5,7	7,3	7,2
91 Trinité-et-Tobago	3,9	5,2	..	..	..	..	..	..	..	..
92 Hong Kong	10,0	9,4	..	-11,0	..	4,3	..	6,1	..	10,1
93 Singapour	8,8	8,4	5,0	1,7	12,5	8,6	13,0	9,3	7,7	8,5
94 Grèce	6,9	4,9	3,5	1,4	9,4	5,3	10,2	6,4	7,1	5,7
95 Israël	8,1	4,6	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Espagne	7,1	4,4	..	2,5	..	4,3	..	6,6	..	4,9
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>5,1 w</b>	<b>3,2 w</b>	<b>1,3 m</b>	<b>0,9 m</b>	<b>6,2 m</b>	<b>3,2 m</b>	<b>6,2 m</b>	<b>3,0 m</b>	<b>4,8 m</b>	<b>3,4 m</b>
97 Irlande	4,2	3,7	0,9	..	6,1	..	..	..	4,3	..
98 Italie	5,3	2,9	2,8	0,8	6,2	2,8	7,2	..	5,1	3,3
99 Nouvelle-Zélande	3,9	2,4	..	..	..	..	..	..	..	..
100 Royaume-Uni	2,9	2,1	2,3	0,8	3,1	1,3	3,4	0,6	2,7	2,4
101 Finlande	4,6	2,8	0,6	-0,9	6,3	3,2	6,2	2,8	5,3	3,9
102 Autriche	4,5	3,7	1,2	2,0	4,9	3,4	4,8	3,5	4,5	4,2
103 Japon	10,5	5,2	4,0	1,1	10,9	5,6	11,0	6,2	11,7	4,9
104 Australie	5,5	3,2	2,7	..	4,6	..	5,6	..	4,0	..
105 Canada	5,6	4,2	2,5	2,2	6,8	3,5	6,7	3,5	5,5	4,7
106 France	5,7	3,7	1,8	0,1	6,4	3,2	6,6	3,7	5,7	4,3
107 Pays-Bas	5,5	3,1	2,9	3,7	6,8	3,3	6,6	3,0	5,1	3,3
108 Etats-Unis	4,3	3,1	0,3	0,9	5,2	2,7	5,3	2,9	4,3	3,4
109 Norvège	4,9	4,8	0,1	2,1	5,5	4,9	5,3	1,7	5,0	4,6
110 Belgique	4,8	3,2	-0,5	-0,7	6,0	3,3	6,2	3,2	4,6	3,3
111 Rép. féd. d'Allemagne	4,4	2,6	1,5	1,5	5,2	2,1	5,4	2,0	4,2	1,7
112 Danemark	4,7	2,8	0,2	..	5,5	..	5,4	..	4,9	..
113 Suède	4,4	2,0	0,6	-1,3	6,2	0,9	6,2	0,8	3,9	2,8
114 Suisse	4,3	0,2	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>..</b>	<b>6,5 w</b>	<b>..</b>	<b>4,2 m</b>	<b>..</b>	<b>11,1 m</b>	<b>..</b>	<b>14,4 m</b>	<b>..</b>	<b>11,9 m</b>
115 Iraq	6,1	10,5	5,7	-1,8	4,7	13,6	5,9	14,4	8,3	10,4
116 Arabie saoudite	..	11,1	..	4,2	..	11,1	..	5,9	..	11,9
117 Jamahiriya arabe libyenne	24,4	1,9	..	11,8	..	-1,7	..	18,9	..	16,4
118 Koweït	5,7	2,0	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>4,8 w</b>	<b>5,2 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
119 Bulgarie	5,9	6,2	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	4,3	6,1	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	3,8	5,3	..	..	..	..	..	..	..	..
122 URSS	5,2	5,1	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Tchécoslovaquie	3,1	4,8	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Rép. dém. allemande	3,1	4,5	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1961-70 et non à 1960-70. b. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1970-78 et non à 1970-79.

# Tableau 3 : Structure de la production

	Répartition du produit intérieur brut (%)									
	PIB (millions de dollars)		Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) <sup>a</sup>		Services	
	1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>	(1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup> )	1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>			51 w	34 w	17 w	36 w	11 w	13 w	32 w	30 w
<b>Chine et Inde</b>			..	33 w	..	41 w	..	..	..	26 w
<b>Autres pays</b>			52 w	38 w	13 w	23 w	9 w	9 w	35 w	39 w
1 Kampouchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	3 100	7 670	61	56	8	13	6	8	31	31
5 Tchad	180	570	52	70	12	11	4	8	36	19
6 Éthiopie	900	3 530	65	46	12	15	6	9	23	39
7 N'jal	410	1 760	..	58	..	..	..	..	..	..
8 Somalie	160	1 030	67	60	13	11	3	7	20	29
9 Mali	270	1 220	55	42	10	11	5	6	35	47
10 Birmanie	1 280	4 950	33	45	12	14	8	10	55	41
11 Afghanistan	1 190	3 760	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	190	730	..	55	..	15	..	10	..	30
14 Haute-Volta	200	860	62	38	14	20	8	14	24	42
15 Inde	29 550	112 000	50	38	20	27	14	18	30	35
16 Malawi	170	1 220	58	43	11	20	6	12	31	37
17 Rwanda	120	860	81	42	7	21	1	15	12	37
18 Sri Lanka	1 500	3 160	32	27	20	31	15	21	48	42
19 Bénin	160	850	55	43	8	12	3	8	37	45
20 Mozambique	830	2 360	55	44	9	16	8	9	36	40
21 Sierra Leone	..	790	..	36	..	23	..	5	..	41
22 Chine	..	252 230	..	31	..	47	..	..	..	22
23 Haïti	270	1 180	..	..	..	..	..	..	..	..
24 Pakistan	3 500	17 940	46	32	16	24	12	16	38	44
25 Tanzanie	550	4 130	57	54	11	13	5	9	32	33
26 Zaïre	130	6 020	30	33	27	24	13	4	43	43
27 Niger	250	1 710	69	44	9	32	4	10	22	24
28 Guinée	370	1 540	..	41	..	26	..	5	..	33
29 Rép. centrafricaine	110	640	51	37	10	18	4	8	39	45
30 Madagascar	540	2 810	37	34	10	20	4	..	53	46
31 Ouganda	540	8 410	52	55	13	7	9	6	35	38
32 Mauritanie	70	470	..	27	..	33	..	8	..	40
33 Lesotho	30	240	73	36	..	15	..	2	..	49
34 Togo	120	1 000	55	25	16	23	8	7	29	52
35 Indonésie	8 670	49 210	54	30	14	33	8	9	32	37
36 Soudan	1 470	7 640	58	38	15	13	5	6	27	49
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>			22 w	14 w	30 w	38 w	21 w	24 w	47 w	48 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>			23 w	14 w	26 w	42 w	17 w	19 w	51 w	44 w
<b>Importateurs de pétrole</b>			21 w	14 w	32 w	36 w	23 w	25 w	46 w	50 w
37 Kenya	730	5 280	38	34	18	21	9	13	44	45
38 Ghana	1 220	10 160	41	66	..	21	10	..	..	13
39 Yémen	..	2 910	..	32	..	..	..	5	..	..
40 Sénégal	610	2 480	24	29	17	24	12	19	59	47
41 Angola	690	2 490	50	48	8	23	4	3	42	29
42 Zimbabwe	780	3 640	18	12	35	39	17	25	47	49
43 Égypte	3 880	17 050	30	23	24	35	20	28	46	42
44 Yémen démocratique	..	520	..	13	..	26	..	11	..	61
45 Libéria	220	940	..	35	..	26	..	6	..	39
46 Zambie	680	3 240	11	15	63	41	4	16	26	44
47 Honduras	300	1 900	37	32	19	26	13	17	44	42
48 Bolivie	460	4 930	26	17	25	29	15	13	49	54
49 Cameroun	550	5 330	..	32	..	16	..	9	..	52
50 Thaïlande	2 560	27 640	40	26	19	28	13	19	41	46
51 Philippines	6 980	29 380	26	24	28	35	20	24	46	41
52 Congo	130	1 120	23	13	17	36	10	16	60	51
53 Nicaragua	340	1 560	24	29	21	28	16	24	55	43
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	230	2 050	49	37	13	..	3	8	38	..
55 El Salvador	570	3 520	32	28	19	22	15	15	49	50
56 Nigeria	3 150	75 170	63	22	11	45	5	5	26	33
57 Pérou	2 410	14 770	18	10	33	43	24	26	49	47
58 Maroc	2 040	14 950	23	19	27	32	16	17	50	49
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Rép. dominicaine	720	5 230	27	19	23	26	17	16	50	55
62 Colombie	4 010	25 250	34	29	26	28	17	21	40	43
63 Guatemala	1 040	6 890	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Rép. arabe syrienne	800	9 110	..	16	..	22	..	..	..	62

## Répartition du produit intérieur brut (%)

	PIB (millions de dollars)		Répartition du produit intérieur brut (%)							
	1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>	Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) <sup>a</sup>		Services	
			1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>	(1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup> )	1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>
65 Côte d'Ivoire	570	9 130	43	26	14	23	7	12	43	51
66 Equateur	910	9 510	33	15	19	37	14	19	48	48
67 Paraguay	300	3 420	36	31	20	24	17	16	44	45
68 Tunisie	770	6 070	24	16	18	33	8	12	58	51
69 Rep. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	..	1 870	..	8	..	32	..	16	..	60
71 Liban	830	..	12	..	20	..	13	..	68	..
72 Jamaïque	700	2 390	10	7	36	40	15	15	54	53
73 Turquie	8 820	56 460	41	23	21	29	13	21	38	48
74 Malaisie	2 290	20 340	37	24	18	33	9	16	45	43
75 Panama	420	2 770	23	..	21	..	13	..	56	..
76 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	3 810	60 660	37	20	20	39	14	27	43	41
78 Algérie	2 800	29 810	21	7	33	58	10	11	46	35
79 Mexique	12 040	121 330	16	10	29	38	23	29	55	52
80 Chili	3 780	20 920	11	8	38	37	23	24	51	55
81 Afrique du Sud	6 980	52 920	12	7	40	48	21	22	48	45
82 Brésil	24 080	204 480	16	11	35	38	26	28	49	51
83 Costa Rica	510	3 990	26	19	20	26	14	19	54	55
84 Roumanie	..	42 200	..	14	..	50	..	..	..	36
85 Uruguay	1 110	6 060	19	13	28	37	21	31	53	50
86 Iran	4 120	..	29	..	33	..	11	..	38	..
87 Portugal	2 340	18 560	25	13	36	47	29	37	39	40
88 Argentine	11 080	95 120	16	13	38	46	32	37	46	41
89 Yougoslavie	9 860	61 500	24	12	45	44	36	31	31	44
90 Venezuela	7 570	48 970	6	6	22	47	..	16	72	47
91 Trinité-et-Tobago	470	4 070	8	3	46	54	24	11	46	43
92 Hong Kong	950	17 390	4	1	34	..	25	19	62	..
93 Singapour	700	9 010	4	2	18	36	12	28	78	62
94 Grèce	3 110	33 370	23	16	26	32	16	19	51	52
95 Israël	2 030	15 300	11	5	32	36	23	24	57	59
96 Espagne	10 350	180 800	..	9	..	31	..	..	..	60
<b>Pays industriels à économie de marché</b>			<i>6 w</i>	<i>4 w</i>	<i>40 w</i>	<i>37 w</i>	<i>30 w</i>	<i>27 w</i>	<i>54 w</i>	<i>59 w</i>
97 Irlande	1 770	14 810	22	..	26	..	..	..	52	..
98 Italie	37 190	323 600	13	7	41	43	31	..	46	50
99 Nouvelle-Zélande	3 760	18 320	..	<i>11</i>	..	<i>31</i>	..	<i>23</i>	..	<i>58</i>
100 Royaume-Uni	71 380	401 580	4	2	43	36	32	25	53	62
101 Finlande	4 940	41 410	18	8	35	35	24	26	47	57
102 Autriche	6 280	68 390	11	4	49	41	38	29	40	55
103 Japon	43 060	974 040	13	5	45	42	34	30	42	53
104 Australie	16 310	127 820	12	..	37	..	26	..	51	..
105 Canada	39 940	227 000	6	4	34	33	23	19	60	63
106 France	60 060	571 300	10	5	38	34	29	25	52	61
107 Pays-Bas	11 010	149 060	9	4	46	37	34	29	45	59
108 Etats-Unis	506 700	2 350 000	4	3	38	34	29	24	58	63
109 Norvège	4 640	53 970	9	5	33	37	21	18	58	58
110 Belgique	11 280	110 920	6	2	41	37	30	26	53	61
111 Rep. féd. d'Allemagne	72 100	763 930	6	2	53	49	40	38	41	49
112 Danemark	5 900	66 230	11	..	32	..	22	..	57	..
113 Suède	13 950	101 490	7	3	40	32	27	23	53	65
114 Suisse	8 550	95 010	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>			..	<i>2 w</i>	..	<i>75 w</i>	..	<i>5 w</i>	..	<i>23 w</i>
115 Iraq	1 580	30 710	17	8	52	73	10	6	31	19
116 Arabie saoudite	..	74 060	..	1	..	74	..	5	..	25
117 Jamahiriya arabe libyenne	310	24 570	..	2	..	73	..	3	..	25
118 Koweït	..	23 300	..	(.)	..	81	..	5	..	19
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>			<i>21 w</i>	<i>15 w</i>	<i>62 w</i>	<i>63 w</i>	<i>52 w</i>	..	<i>17 w</i>	<i>22 w</i>
119 Bulgarie	..	..	32	19	53	63	46	..	15	18
120 Pologne	..	..	26	16	57	64	47	..	17	20
121 Hongrie	..	..	24	<i>15</i>	69	<i>59</i>	59	..	7	26
122 URSS	..	..	21	16	62	62	52	..	17	22
123 Tchécoslovaquie	..	..	16	8	73	74	63	..	11	18
124 Rep. dem. allemande	..	..	..	10	..	69	..	..	..	21

a. L'industrie manufacturière fait partie du secteur industriel, mais sa part dans le PIB est indiquée séparément parce qu'il s'agit généralement de la branche la plus dynamique du secteur industriel. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960. c. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979.



# Tableau 4 : Croissance de la consommation et de l'investissement

	Taux annuel moyen de croissance (%)					
	Consommation du secteur public		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut	
	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	4,4 <i>m</i>	4,5 <i>m</i>	3,7 <i>m</i>	3,7 <i>m</i>	5,2 <i>m</i>	6,4 <i>m</i>
<b>Chine et Inde</b>	..	..	3,3 <i>m</i>	4,6 <i>m</i>	7,7 <i>m</i>	6,3 <i>m</i>
<b>Autres pays</b>	4,5 <i>m</i>	4,4 <i>m</i>	3,7 <i>m</i>	3,7 <i>m</i>	4,8 <i>m</i>	6,4 <i>m</i>
1 Kampouchea démocratique	2,6	..	3,2	..	0,3	..
2 Rep. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	c	c	3,4	3,1	11,1	-1,4
5 Tchad	4,4	-1,7	-0,7	0,3	2,3	-0,5
6 Ethiopie	4,7	4,5	4,7	4,0	5,7	-1,8
7 Nepal	..	..	..	..	..	11,7
8 Somalie	3,7	11,7	-0,5	2,7	4,3	8,5
9 Mali	6,2	7,7	2,8	5,5	4,9	3,2
10 Birmanie	c	c	2,8	3,9	3,6	6,6
11 Afghanistan	c	9,8	2,5	3,5	-1,0	12,4
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	19,2	6,0	3,2	3,1	4,3	16,5
14 Haute-Volta	..	3,8	..	1,1	..	1,2
15 Inde	-1,5	4,5	3,9	2,7	5,5	5,8
16 Malawi	4,6	6,1	4,1	5,7	15,4	2,3
17 Rwanda	1,1	14,0	4,2	1,6	3,5	18,9
18 Sri Lanka	c	c	2,1	3,0	6,6	6,4
19 Bénin	1,7	1,0	4,9	3,8	4,2	8,3
20 Mozambique	6,8	-4,0	4,4	-2,3	8,3	-8,4
21 Sierra Leone	..	4,5	..	1,5	..	-1,3
22 Chine	c	c	2,7	5,4	9,8	6,8
23 Haïti	c	0,6	-1,0	3,8	1,7	12,5
24 Pakistan	7,3	4,3	7,1	4,7	6,9	0,6
25 Tanzanie	c	c	5,2	6,0	9,8	3,0
26 Zaire	8,5	-2,2	3,9	-1,8	9,6	-5,0
27 Niger	2,0	3,8	3,9	3,2	3,0	6,8
28 Guinée	..	..	..	..	..	..
29 Rep. centrafricaine	2,2	1,1	3,0	4,4	1,3	0,3
30 Madagascar	2,7	0,2	2,0	-0,6	5,4	-1,8
31 Ouganda	5,9	1,3	5,6	1,1	9,8	-13,1
32 Mauritanie	..	18,9	..	5,0	..	6,9
33 Lesotho	0,3	12,0	6,0	10,9	18,5	24,4
34 Togo	6,7	10,7	7,6	5,7	11,1	14,5
35 Indonésie	0,9	11,4	4,1	7,9	4,6	14,8
36 Soudan	12,1	-3,2	-1,2	7,3	-1,3	8,0
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	6,3 <i>m</i>	7,4 <i>m</i>	5,1 <i>m</i>	5,2 <i>m</i>	7,4 <i>m</i>	7,0 <i>m</i>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	7,4 <i>m</i>	9,4 <i>m</i>	4,3 <i>m</i>	7,0 <i>m</i>	7,2 <i>m</i>	10,3 <i>m</i>
<b>Importateurs de pétrole</b>	6,1 <i>m</i>	6,4 <i>m</i>	5,5 <i>m</i>	4,6 <i>m</i>	7,9 <i>m</i>	6,0 <i>m</i>
37 Kenya	10,0	9,0	4,6	6,9	7,0	1,2
38 Ghana	6,1	-0,2	2,0	0,3	-3,2	-7,9
39 Yémen	..	..	..	..	..	..
40 Sénégal	-0,2	c	3,2	3,3	1,1	1,8
41 Angola	9,1	3,0	4,0	-7,9	9,7	-9,0
42 Zimbabwe	..	9,7	..	0,4	..	-2,1
43 Egypte	10,3	5,0	5,4	7,0	3,1	21,5
44 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..
45 Libéria	5,6	2,3	1,7	4,3	-4,2	5,2
46 Zambie	11,0	1,8	6,8	-2,2	10,6	-5,6
47 Honduras	5,3	7,4	4,8	3,8	10,2	9,6
48 Bolivie	8,9	8,0	4,1	5,2	9,6	6,3
49 Cameroun	6,1	5,4	2,7	5,3	9,3	7,9
50 Thaïlande	9,7	9,1	7,0	6,9	15,8	7,7
51 Philippines	5,0	8,4	4,7	4,7	8,2	10,6
52 Congo	5,4	5,8	-0,3	2,8	2,9	0,2
53 Nicaragua	3,6	11,8	6,8	2,3	10,7	-2,2
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,5	-1,0	6,9	2,3	21,2	-9,4
55 El Salvador	6,4	7,2	6,1	4,3	3,5	11,7
56 Nigeria	10,0	12,4	1,1	6,3	7,4	17,8
57 Pérou	6,3	6,5	7,1	2,9	1,0	2,7
58 Maroc	4,5	12,5	4,0	4,5	8,0	15,2
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	..	..	..	..	..	..
61 Rep. dominicaine	1,9	-0,5	6,3	7,2	11,4	10,6
62 Colombie	5,5	4,5	5,5	6,1	4,5	5,5
63 Guatemala	4,7	6,0	4,7	5,3	7,9	9,8
64 Rép. arabe syrienne	..	11,8	..	10,0	..	16,5

## Taux annuel moyen de croissance (%)

	Consommation du secteur public		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut	
	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-79 <sup>b</sup>
	65 Côte d'Ivoire	11,8	10,0	8,0	7,3	12,7
66 Equateur	..	12,1	..	8,9	..	10,3
67 Paraguay	6,9	4,8	4,5	7,4	5,8	18,7
68 Tunisie	5,2	9,8	3,2	8,2	4,2	11,4
69 Rep. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	..	..	..	..	..	..
71 Liban	5,9	..	4,4	..	6,2	..
72 Jamaïque	8,6	8,0	3,1	-0,6	7,8	-9,6
73 Turquie	6,7	6,2	5,1	5,2	8,8	10,1
74 Malaisie	7,4	9,6	4,2	7,0	7,2	10,3
75 Panama	7,8	6,5	6,7	2,1	12,4	0,6
76 Cuba	..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	5,5	8,7	7,0	8,0	23,6	14,9
78 Algérie	1,7	9,4	4,6	11,1	1,9	11,4
79 Mexique	9,5	10,0	6,6	3,8	9,6	6,9
80 Chili	4,7	-0,5	4,8	1,9	3,7	-2,0
81 Afrique du Sud	7,1	..	6,2	..	9,5	..
82 Brésil	3,5	8,6	5,1	9,1	7,0	10,1
83 Costa Rica	8,0	6,2	6,1	5,3	7,1	9,1
84 Roumanie	..	..	..	..	11,2	10,7
85 Uruguay	4,4	1,5	0,7	(.)	-1,8	7,5
86 Iran	16,0	..	10,0	..	12,2	..
87 Portugal	7,7	9,0	5,5	4,0	7,7	0,8
88 Argentine	1,2	12,1	4,1	-2,2	4,1	3,0
89 Yougoslavie	0,6	4,7	9,5	6,6	4,7	7,0
90 Venezuela	6,3	8,2	5,0	11,0	7,6	10,2
91 Trinite-et-Tobago	6,2	..	4,3	..	-2,8	6,3
92 Hong Kong	8,6	9,3	8,6	9,2	6,9	12,5
93 Singapour	12,6	6,4	5,4	7,2	20,5	6,0
94 Grèce	6,6	7,4	7,1	4,6	10,4	2,0
95 Israël	13,8	3,9	7,4	5,7	5,7	1,0
96 Espagne	3,8	5,6	7,0	4,4	11,4	2,5
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>4,8 m</b>	<b>3,7 m</b>	<b>4,3 m</b>	<b>3,6 m</b>	<b>5,6 m</b>	<b>1,4 m</b>
97 Irlande	3,9	5,5	3,7	2,8	8,8	5,2
98 Italie	3,9	3,0	6,1	2,6	3,8	0,1
99 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..
100 Royaume-Uni	2,2	2,8	2,3	1,7	5,0	0,8
101 Finlande	5,7	5,4	4,3	2,8	4,3	-0,8
102 Autriche	2,9	3,8	4,4	4,4	5,6	3,2
103 Japon	6,4	5,0	9,0	5,3	14,0	3,2
104 Australie	6,8	5,6	2,7	3,6	6,2	1,4
105 Canada	6,2	2,9	4,9	5,2	5,8	4,5
106 France	3,4	3,3	5,5	4,3	7,3	2,0
107 Pays-Bas	3,1	2,8	6,1	3,8	6,8	(.)
108 Etats-Unis	4,1	1,7	4,4	3,6	4,8	1,9
109 Norvège	6,4	5,3	4,1	4,1	5,1	4,3
110 Belgique	5,7	4,7	3,8	3,9	6,0	1,7
111 Rép. féd. d'Allemagne	4,1	3,7	4,6	2,9	4,1	0,9
112 Danemark	6,0	3,9	4,3	2,9	6,7	0,5
113 Suède	5,4	3,2	3,8	2,0	5,0	-1,1
114 Suisse	4,8	1,9	4,3	1,4	4,1	-3,3
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>18,7 m</b>	<b>..</b>	<b>24,8 m</b>
115 Iraq	8,1	c	4,9	17,0	3,0	27,2
116 Arabie saoudite	..	c	..	18,8	..	46,7
117 Jamahiriya arabe libyenne	..	21,6	..	18,7	16,3	10,6
118 Koweït	..	c	..	..	..	22,4
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
119 Bulgarie	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	8,5	..	4,7	..	7,3	..
121 Hongrie	6,5	..	4,6	..	7,2	..
122 URSS	..	..	..	..	..	..
123 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..
124 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1961-70 et non à 1960-70. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1970-78 et non à 1970-79. c. On ne dispose pas de chiffres distincts pour la consommation du secteur public, qui est donc incluse dans celle du secteur privé.

# Tableau 5 : Structure de la demande

Répartition du produit intérieur brut (%)

	Consom- mation du secteur public		Consom- mation du secteur privé		Investis- sement intérieur brut		Epargne intérieure brute		Exportations de biens et services non facteurs		Solde de ressources	
	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	9 w	11 w	78 w	66 w	18 w	26 w	16 w	23 w	7 w	11 w	-2 w	-3 w
<b>Chine et Inde</b>	..	11 w	77 w	62 w	21 w	23 w	19 w	27 w	4 w	..	-1 w	-2 w
<b>Autres pays</b>	11 w	12 w	82 w	76 w	10 w	18 w	8 w	15 w	14 w	20 w	-2 w	-3 w
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	6	c	86	98	7	14	8	2	10	10	1	-12
5 Tchad	13	18	82	96	11	13	5	-14	23	33	-6	-27
6 Ethiopie	8	17	81	87	12	10	11	-4	9	10	-1	-14
7 Népal	c	c	96	91	9	14	4	9	..	12	-5	-5
8 Somalie	8	19	89	79	10	16	3	2	11	12	-7	-14
9 Mali	12	23	79	82	14	15	9	-5	12	16	-5	-20
10 Birmanie	c	c	89	85	12	20	11	15	20	8	-1	-5
11 Afghanistan	c	c	87	89	16	14	13	11	4	11	-3	-3
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	3	16	92	80	6	12	5	4	13	13	-1	-8
14 Haute-Volta	10	14	94	89	10	24	-4	-3	9	15	-14	-27
15 Inde	7	10	79	70	17	24	14	20	5	..	-3	-4
16 Malawi	16	17	88	70	10	29	-4	13	21	21	-14	-16
17 Rwanda	10	16	82	72	6	19	8	12	12	25	2	-7
18 Sri Lanka	13	9	78	77	14	26	9	14	43	34	-5	-12
19 Bénin	16	12	75	87	15	21	9	1	12	27	-6	-20
20 Mozambique	11	15	81	85	10	10	8	(.)	14	13	-2	-10
21 Sierra Leone	..	18	..	78	..	15	..	4	..	24	..	-11
22 Chine	c	11	77	59	23	31	23	30	4	6	(.)	1
23 Haïti	c	10	93	81	9	21	7	9	20	16	-2	-12
24 Pakistan	11	11	84	83	12	18	5	6	8	11	-7	-13
25 Tanzanie	9	16	72	76	14	21	19	8	31	14	5	-13
26 Zaïre	18	c	61	88	12	9	21	12	55	30	9	3
27 Niger	9	9	79	72	13	28	12	19	9	25	-1	-9
28 Guinée	..	16	..	70	..	15	..	14	..	24	..	-1
29 Rép. centrafricaine	19	20	72	72	20	20	9	8	23	18	-11	-12
30 Madagascar	20	17	75	73	11	22	5	10	12	17	-6	-12
31 Ouganda	9	c	75	96	11	4	16	4	26	4	5	(.)
32 Mauritanie	..	39	..	47	..	51	..	14	..	38	..	-37
33 Lesotho	17	16	108	143	2	29	-25	-59	12	21	-27	-88
34 Togo	8	15	88	74	11	39	4	11	19	32	-7	-28
35 Indonésie	12	11	80	59	8	23	8	30	13	30	(.)	7
36 Soudan	6	11	85	84	9	14	9	5	12	9	(.)	-9
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	11 w	13 w	70 w	62 w	21 w	26 w	19 w	25 w	16 w	20 w	-2 w	-1 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	10 w	13 w	68 w	58 w	20 w	30 w	22 w	29 w	21 w	25 w	2 w	-1 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	11 w	14 w	70 w	64 w	21 w	25 w	19 w	22 w	14 w	18 w	-2 w	-3 w
37 Kenya	11	20	72	65	20	22	17	15	31	26	-3	-7
38 Ghana	10	9	73	86	24	5	17	5	28	12	-7	(.)
39 Yémen	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Sénégal	17	c	68	98	16	21	15	2	40	34	-1	-19
41 Angola	9	26	77	56	12	9	14	18	20	43	2	9
42 Zimbabwe	11	13	67	63	23	15	22	24	..	..	-1	5
43 Egypte	17	19	71	65	13	31	12	16	20	31	-1	-15
44 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-43	..
45 Libéria	7	15	58	62	28	27	35	23	39	53	7	-4
46 Zambie	11	27	48	45	25	21	41	28	56	45	16	7
47 Honduras	11	12	77	64	14	28	12	24	22	38	-2	-4
48 Bolivie	7	12	86	74	14	20	7	14	13	17	-7	-6
49 Cameroun	..	10	..	80	..	25	..	10	..	25	..	-15
50 Thaïlande	10	12	76	67	16	28	14	21	17	23	-2	-7
51 Philippines	8	9	76	67	16	29	16	24	11	19	(.)	-5
52 Congo	23	30	98	58	45	22	-21	12	21	..	-66	-10
53 Nicaragua	9	17	79	71	15	-1	12	12	24	37	-3	13
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	28	27	70	55	13	15	2	18	17	52	-11	3
55 El Salvador	10	12	79	68	16	19	11	20	20	36	-5	1
56 Nigéria	6	10	87	58	13	31	7	32	15	25	-6	1
57 Pérou	9	10	64	66	25	14	27	24	20	27	2	10
58 Maroc	12	23	77	68	10	23	11	9	24	18	1	-14
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Rép. dominicaine	13	6	68	80	12	27	19	14	24	18	7	-7
62 Colombie	6	7	73	67	21	24	21	26	16	18	(.)	2
63 Guatemala	8	7	84	79	10	19	8	14	13	21	-2	-5
64 Rép. arabe syrienne	..	19	..	71	..	28	..	10	..	20	..	-18

## Répartition du produit intérieur brut (%)

	Consom- mation du secteur public		Consom- mation du secteur privé		Investis- sement intérieur brut		Epargne intérieure brute		Exportations de biens et services non facteurs		Solde de ressources	
	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
65 Côte d'Ivoire	10	17	73	56	15	31	17	27	37	35	2	-4
66 Equateur	10	12	74	61	14	29	16	27	17	24	2	-2
67 Paraguay	8	6	76	74	17	29	16	20	18	11	-1	-9
68 Tunisie	17	16	76	61	17	29	7	23	20	38	-10	-6
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	..	33	..	93	..	48	..	26	..	51	..	74
71 Liban	10	..	85	..	16	..	5	..	27	..	-11	..
72 Jamaïque	7	20	67	63	30	18	26	17	34	49	-4	-1
73 Turquie	11	13	76	71	16	21	13	16	3	5	-3	-5
74 Malaisie	11	15	62	51	14	25	27	34	54	58	13	9
75 Panama	11	18	78	63	16	29	11	19	31	44	-5	-10
76 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	15	11	84	61	11	35	1	28	3	30	-10	-7
78 Algérie	16	14	50	45	42	44	34	41	28	32	-8	-3
79 Mexique	6	12	76	62	20	28	18	26	10	12	-2	-2
80 Chili	11	14	75	71	17	16	14	15	14	23	-3	-1
81 Afrique du Sud	9	13	64	52	22	25	27	35	30	35	5	10
82 Brésil	12	10	67	69	22	23	21	21	5	7	-1	-2
83 Costa Rica	10	18	77	69	18	25	13	13	21	27	-5	-12
84 Roumanie	..	..	..	..	..	35	..	..	..	25	..	..
85 Uruguay	9	13	79	76	18	17	12	11	14	17	-6	-6
86 Iran	10	..	69	..	17	..	21	..	19	..	4	..
87 Portugal	11	15	77	73	19	21	12	12	17	26	-7	-9
88 Argentine	9	24	70	41	22	26	21	35	10	13	-1	9
89 Yougoslavie	19	17	49	54	37	38	32	29	14	14	-5	-9
90 Venezuela	14	14	53	52	21	34	33	34	32	31	12	(.)
91 Trinité-et-Tobago	9	15	61	43	28	29	30	42	37	48	2	13
92 Hong Kong	7	6	87	66	18	28	6	28	82	..	-12	(.)
93 Singapour	8	11	95	63	11	39	-3	26	163	187	-14	-13
94 Grèce	12	16	77	63	19	30	11	21	9	17	-8	-9
95 Israël	18	32	68	58	27	26	14	10	14	41	-13	-16
96 Espagne	9	11	69	68	19	20	22	21	11	15	3	1
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>15 w</b>	<b>17 w</b>	<b>63 w</b>	<b>61 w</b>	<b>21 w</b>	<b>23 w</b>	<b>22 w</b>	<b>22 w</b>	<b>12 w</b>	<b>19 w</b>	<b>1 w</b>	<b>-1 w</b>
97 Irlande	12	20	77	63	16	33	11	17	31	54	-5	-16
98 Italie	12	16	64	61	24	22	24	23	15	28	(.)	1
99 Nouvelle-Zélande	13	16	65	61	24	22	22	23	23	27	-2	1
100 Royaume-Uni	17	20	66	60	19	19	17	20	21	29	-2	1
101 Finlande	13	18	58	55	30	25	29	27	23	33	-1	2
102 Autriche	13	18	59	56	28	27	28	26	24	37	(.)	-1
103 Japon	9	10	57	59	34	33	34	31	11	12	(.)	-2
104 Australie	10	16	65	60	29	23	25	24	15	19	-3	1
105 Canada	14	19	65	56	23	24	21	25	18	28	-2	1
106 France	13	15	61	62	24	23	26	23	15	22	2	(.)
107 Pays-Bas	14	19	57	60	27	22	29	21	50	52	2	-1
108 Etats-Unis	17	18	64	64	18	19	19	18	5	9	1	-1
109 Norvège	12	20	60	49	30	29	28	31	41	45	-2	2
110 Belgique	13	18	69	63	19	21	18	19	33	55	-1	-2
111 Rép. féd. d'Allemagne	14	20	57	55	27	25	29	25	19	26	2	(.)
112 Danemark	12	25	66	56	23	22	22	19	34	29	-1	-3
113 Suède	16	30	60	53	25	20	24	17	23	31	-1	-3
114 Suisse	9	13	62	64	29	24	29	23	29	35	(.)	-1
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>..</b>	<b>22 w</b>	<b>..</b>	<b>27 w</b>	<b>..</b>	<b>28 w</b>	<b>..</b>	<b>56 w</b>	<b>..</b>	<b>65 w</b>	<b>..</b>	<b>28 w</b>
115 Iraq	18	c	48	41	20	33	34	59	42	63	14	26
116 Arabie saoudite	..	23	..	26	..	33	..	51	..	60	..	18
117 Jamahiriya arabe libyenne	..	27	..	21	..	21	..	52	..	70	..	31
118 Koweït	..	14	..	17	..	12	..	69	..	79	..	57
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>3 w</b>	<b>10 w</b>	<b>70 w</b>	<b>72 w</b>	<b>25 w</b>	<b>25 w</b>	<b>27 w</b>	<b>26 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>2 w</b>	<b>1 w</b>
119 Bulgarie	3	..	69	..	27	..	28	..	..	..	1	..
120 Pologne	8	13	68	64	24	26	24	23	..	..	(.)	-3
121 Hongrie	7	8	72	64	24	37	21	28	..	..	-3	-9
122 URSS	2	c	70	74	26	24	28	26	..	..	2	2
123 Tchécoslovaquie	6	7	75	67	17	24	19	26	..	..	2	2
124 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979. c. On ne dispose pas de chiffres distincts pour la consommation du secteur public, qui est donc incluse dans celle du secteur privé.

# Tableau 6 : Industrialisation

	Répartition de la valeur ajoutée (% , prix de 1975)					Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (millions de dollars de 1975)		Production manufacturière brute par habitant (dollars de 1975)	
	Alimentation et agriculture	Textiles et vêtements	Machines et matériel de transport	Produits chimiques	Autres industries manufacturières	1970	1978 <sup>a</sup>	1970	1977 <sup>b</sup>
	1978 <sup>a</sup>	1978 <sup>a</sup>	1978 <sup>a</sup>	1978 <sup>a</sup>	1978 <sup>a</sup>				
<b>Pays à faible revenu</b>									
<b>Chine et Inde</b>									
<b>Autres pays</b>									
1 Kampouchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	..	..	..	..	..	729	874	25	26
5 Tchad	..	..	..	..	..	37	47	..	..
6 Éthiopie	..	..	..	..	..	236	273	19	21
7 Népal	..	..	..	..	..	..	..	..	..
8 Somalie	..	..	..	..	..	22	37	12	22
9 Mali	..	..	..	..	..	44	66	..	..
10 Birmanie	35	16	1	5	43	285	402	..	..
11 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	..	..	..	..	..	23	35	..	..
14 Haute-Volta	..	..	..	..	..	63	79	..	..
15 Inde	12	17	18	12	41	10 397	15 068	75	91
16 Malawi	51	12	..	..	37	56	93	43	..
17 Rwanda	..	..	..	..	..	113	90	75	..
18 Sri Lanka	38	15	..	4	43	556	644	..	..
19 Bénin	..	..	..	..	..	..	53	..	..
20 Mozambique	48	14	..	6	32	246	224	66	..
21 Sierra Leone	..	..	..	..	..	25	35	..	..
22 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	190
23 Haïti	30	20	..	1	49	..	..	..	..
24 Pakistan	41	17	..	14	28	1 482	1 966	..	..
25 Tanzanie	34	23	9	4	30	190	275	44	..
26 Zaïre	43	20	..	9	28	186	187	..	..
27 Niger	..	..	..	..	..	67	146	..	..
28 Guinée	..	..	..	..	..	..	55	..	..
29 Rép. centrafricaine	48	33	..	3	16	54	39	..	42
30 Madagascar	28	..	..	..	72	298	321	101	102
31 Ouganda	..	..	..	..	..	222	150	..	..
32 Mauritanie	..	..	..	..	..	30	38	..	..
33 Lesotho	..	..	..	..	..	4	5	..	..
34 Togo	..	..	..	..	..	32	57	37	..
35 Indonésie	26	10	..	..	64	1 517	3 755	50	78
36 Soudan	49	29	..	3	19	305	477	62	..
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>									
<b>Exportateurs de pétrole</b>									
<b>Importateurs de pétrole</b>									
37 Kenya	26	9	30	7	28	199	532	63	157
38 Ghana	34	..	..	..	66	601	815	138	..
39 Yémen	..	..	..	..	..	31	84	..	..
40 Sénégal	44	18	..	9	29	276	338	..	..
41 Angola	..	..	..	..	..	158	80	..	..
42 Zimbabwe	22	17	9	11	41	519	707	248	264
43 Égypte	21	28	12	8	31	1 758	3 178	194	..
44 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..
45 Libéria	..	..	..	..	..	25	45	..	..
46 Zambie	16	17	11	13	43	275	321	163	..
47 Honduras	42	15	1	6	36	137	209	..	..
48 Bolivie	..	..	..	..	..	238	391	148	..
49 Cameroun	37	15	2	8	38	201	312	..	..
50 Thaïlande	..	..	..	..	..	1 545	3 795	198	..
51 Philippines	38	11	8	10	33	2 805	4 761	192	541
52 Congo	22	..	..	9	69	57	71	107	..
53 Nicaragua	48	14	2	9	27	263	399	..	381
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..
55 El Salvador	..	..	..	..	..	252	368	..	189
56 Nigéria	..	..	..	..	..	1 199	2 835	39	73
57 Pérou	28	14	11	11	36	2 911	3 685	525	545
58 Maroc	33	15	9	9	34	1 084	1 802	..	..
59 Mongolie	29	32	..	5	34	..	..	..	..
60 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Rép. dominicaine	72	4	1	5	18	483	843	234	404
62 Colombie	31	17	11	12	29	1 784	3 078	198	276
63 Guatemala	..	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Rép. arabe syrienne	28	36	3	4	29	333	887	164	407

	Répartition de la valeur ajoutée (% , prix de 1975)					Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (millions de dollars de 1975)		Production manufacturière brute par habitant (dollars de 1975)	
	Alimentation et agriculture	Textiles et vêtements	Machines et matériel de transport	Produits chimiques	Autres industries manufacturières	1970	1978 <sup>a</sup>	1970	1977 <sup>b</sup>
	1978 <sup>a</sup>	1978 <sup>a</sup>	1978 <sup>a</sup>	1978 <sup>a</sup>	1978 <sup>a</sup>				
65 Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	398	707	..	278
66 Equateur	31	14	9	7	39	424	888	186	242
67 Paraguay	37	16	6	5	36	182	319	..	..
68 Tunisie	26	16	7	17	34	222	538	174	298
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
71 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..
72 Jamaïque	44	16	6	8	26	428	398	674	..
73 Turquie	26	11	..	..	63	3 714	7 041	204	438
74 Malaisie	21	9	17	5	48	923	2 363	303	..
75 Panama	52	11	2	6	29	252	254	419	603
76 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	19	20	19	11	31	2 346	9 064	182	567
78 Algérie	29	20	8	4	39	967	2 220	..	..
79 Mexique	22	11	17	14	36	15 416	24 856	..	..
80 Chili	19	7	13	9	52	2 456	2 561	438	365
81 Afrique du Sud	15	11	17	10	47	..	..	..	..
82 Brésil	14	10	28	11	37	17 852	37 685	410	..
83 Costa Rica	..	..	..	..	..	261	516	..	..
84 Roumanie	12	14	31	13	30	..	..	..	..
85 Uruguay	27	25	8	8	32	797	1 008	..	916
86 Iran	14	13	10	7	56	2 601	7 030	243	..
87 Portugal	13	18	20	12	37	3 496	5 308	..	1 573
88 Argentine	11	13	26	13	37	9 174	10 641	..	..
89 Yougoslavie	15	14	21	8	42	6 556	11 740	833	1 686
90 Venezuela	18	9	7	7	59	3 302	5 355	..	..
91 Trinité-et-Tobago	13	4	10	7	66	416	413	..	..
92 Hong Kong	..	..	..	..	..	1 490	2 629	..	1 413
93 Singapour	6	5	43	5	41	827	1 815	1 628	2 874
94 Grèce	20	26	8	9	37	2 540	4 348	770	..
95 Israël	13	13	24	8	42	..	..	..	..
96 Espagne	11	18	20	10	41	18 331	32 808	1 704	2 650
<b>Pays industriels à économie de marché</b>									
97 Irlande	26	14	11	15	34	2 079	..	..	..
98 Italie	10	14	27	9	40	51 192	66 696	2 204	2 944
99 Nouvelle-Zélande	26	11	17	5	41	..	..	..	..
100 Royaume-Uni	14	8	29	11	38	55 997	61 743	2 436	2 796
101 Finlande	13	8	23	7	49	5 636	7 084	3 449	4 056
102 Autriche	14	9	22	7	48	9 402	12 400	3 292	4 836
103 Japon	9	7	33	10	41	115 465	190 085	2 866	4 413
104 Australie	18	8	21	9	45	15 895	..	3 202	..
105 Canada	13	7	23	8	49	26 023	36 834	3 016	4 021
106 France	16	8	32	9	35	75 800	104 703	..	4 546
107 Pays-Bas	18	4	26	15	37	19 114	25 258	4 443	5 219
108 Etats-Unis	11	6	32	11	40	331 522	434 359	3 401	4 447
109 Norvège	13	4	28	7	48	5 322	6 031	3 500	5 165
110 Belgique	17	8	28	12	35	14 403	18 749	..	..
111 Rép. fed. d'Allemagne	9	6	37	13	35	149 071	176 010	4 297	5 731
112 Danemark	22	7	25	7	39	6 495	..	3 111	..
113 Suède	10	3	33	6	48	17 038	17 963	4 640	4 760
114 Suisse	16	9	20	12	43	..	..	..	..
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>									
115 Iraq	28	26	..	4	42	522	1 442	124	..
116 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	1 726	2 782	..	..
117 Jamahiriya arabe libyenne	..	..	..	..	..	154	593	165	320
118 Koweït	7	..	..	16	77	..	..	199	..
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>									
119 Bulgarie	27	16	15	5	37	..	..	..	..
120 Pologne	5	19	31	9	36	..	..	..	..
121 Hongrie	10	10	29	10	41	..	..	..	..
122 URSS	13	12	27	6	42	..	..	..	..
123 Tchécoslovaquie	8	9	34	9	40	..	..	..	..
124 Rép. dém. allemande	19	11	31	9	30	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1977 et non à 1978. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1976 et non à 1977.



# Tableau 7 : Energie commerciale

	Taux annuel moyen de croissance (%)				Consommation d'énergie par habitant (kg d'équivalent charbon)		Importations d'énergie en pourcentage des recettes d'exportations de marchandises	
	Production d'énergie		Consommation d'énergie		1960	1979	1960 <sup>b</sup>	1978 <sup>c</sup>
	1960-74 <sup>a</sup>	1974-79	1960-74	1974-79				
<b>Pays à faible revenu</b>	5,2 <i>w</i>	8,4 <i>w</i>	4,4 <i>w</i>	8,1 <i>w</i>	356 <i>w</i>	463 <i>w</i>	8 <i>w</i>	..
<b>Chine et Inde</b>	4,5 <i>w</i>	8,8 <i>w</i>	4,3 <i>w</i>	8,5 <i>w</i>	439 <i>w</i>	594 <i>w</i>	..	..
<b>Autres pays</b>	9,5 <i>w</i>	6,8 <i>w</i>	6,4 <i>w</i>	4,5 <i>w</i>	86 <i>w</i>	129 <i>w</i>	7 <i>w</i>	..
1 Kampouchea démocratique	..	..	-0,7	-38,9	32	2	9	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	16,1	13,7	13,6	17	102	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	..	10,1	..	6,3	..	41	..	35
5 Tchad	..	..	7,5	4,6	8	24	23	..
6 Ethiopie	14,1	2,3	14,0	-5,3	9	20	11	20
7 Nepal	26,8	4,6	12,4	2,3	5	14	..	..
8 Somalie	..	..	8,7	13,0	17	78	4	..
9 Mali	..	8,3	5,6	5,3	15	30	13	..
10 Birmanie	5,6	12,4	3,7	5,6	58	72	4	..
11 Afghanistan	38,8	-2,8	10,1	6,6	24	90	12	12
12 Viet Nam	..	7,6	11,2	-4,0	99	140	..	..
13 Burundi	..	22,0	..	6,9	..	17	..	..
14 Haute-Volta	..	..	7,7	10,2	5	29	38	..
15 Inde	4,9	9,1	5,1	8,3	111	242	11	27
16 Malawi	..	6,9	..	5,7	..	70	..	22
17 Rwanda	..	3,5	..	10,4	..	30	..	..
18 Sri Lanka	10,1	8,2	3,9	3,8	114	140	8	18
19 Bénin	..	..	9,5	-0,6	40	68	16	..
20 Mozambique	3,2	60,0	5,2	1,1	113	139	11	..
21 Sierra Leone	..	..	9,0	-1,1	31	89	11	..
22 Chine	4,4	8,7	4,1	8,5	650	835	..	..
23 Haiti	..	13,7	1,4	20,8	36	66	..	16
24 Pakistan	9,3	7,5	5,3	5,0	136	218	17	40
25 Tanzanie	10,6	10,4	9,4	-2,9	43	53	..	..
26 Zaïre	3,0	18,1	3,8	0,4	98	103	3	..
27 Niger	..	..	14,8	12,8	6	48	6	..
28 Guinée	16,0	(.)	3,2	1,6	67	87	7	..
29 Rép. centrafricaine	14,1	4,1	7,6	8,5	38	55	12	1
30 Madagascar	6,7	4,1	9,0	3,9	40	94	9	16
31 Ouganda	5,2	-4,4	9,1	-8,2	43	39	5	..
32 Mauritanie	..	..	21,2	5,5	18	185	39	..
33 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Togo	..	22,3	12,7	11,8	23	117	10	13
35 Indonésie	8,5	6,5	3,8	10,1	130	237	3	5
36 Soudan	..	13,7	13,1	-0,9	54	141	8	24
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	12,7 <i>w</i>	-0,5 <i>w</i>	8,4 <i>w</i>	6,3 <i>w</i>	509 <i>w</i>	1 225 <i>w</i>	10 <i>w</i>	20 <i>w</i>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	15,0 <i>w</i>	-2,1 <i>w</i>	9,0 <i>w</i>	6,1 <i>w</i>	362 <i>w</i>	893 <i>w</i>	5 <i>w</i>	10 <i>w</i>
<b>Importateurs de pétrole</b>	6,5 <i>w</i>	3,8 <i>w</i>	8,2 <i>w</i>	6,4 <i>w</i>	576 <i>w</i>	1 338 <i>w</i>	13 <i>w</i>	24 <i>w</i>
37 Kenya	9,6	17,6	3,3	3,5	150	180	18	30
38 Ghana	..	2,6	12,2	2,3	105	265	7	19
39 Yémen	..	..	12,8	15,8	7	73	..	..
40 Sénégal	..	..	4,7	12,4	110	266	8	..
41 Angola	35,5	-2,4	10,3	1,1	90	208	6	..
42 Zimbabwe	2,5	-3,1	2,4	-0,3	1 346	791	..	..
43 Egypte	9,4	27,1	3,6	10,3	299	565	12	6
44 Yémen démocratique	..	..	7,6	7,0	237	545	..	..
45 Liberia	31,8	-1,3	18,9	-0,9	88	448	3	17
46 Zambie	..	5,1	..	5,2	..	858	..	11
47 Honduras	29,4	6,4	7,7	1,5	157	248	10	14
48 Bolivie	17,1	-3,0	6,8	9,3	185	470	4	1
49 Cameroun	1,1	45,3	6,2	7,8	87	148	7	9
50 Thaïlande	28,2	0,8	16,2	7,6	63	376	12	28
51 Philippines	2,4	24,9	8,3	5,6	159	356	9	32
52 Congo	15,8	5,1	5,3	7,0	125	213	25	1
53 Nicaragua	26,4	-16,3	10,3	2,7	183	455	12	14
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,3	16,2	16,4	4,9	51	299	7	..
55 El Salvador	5,1	15,6	7,7	8,3	150	351	6	13
56 Nigéria	36,6	1,0	9,4	1,4	29	83	7	2
57 Pérou	3,5	18,5	6,5	2,7	436	737	4	20
58 Maroc	2,0	4,7	6,4	6,4	169	315	9	28
59 Mongolie	10,4	14,6	7,3	13,1	553	1 667	..	..
60 Albanie	9,7	5,0	11,3	8,6	327	1 103	..	..
61 Rép. dominicaine	1,8	-5,1	14,4	-1,0	164	515	..	32
62 Colombie	3,5	2,0	5,7	7,0	510	938	3	7
63 Guatemala	9,9	2,5	6,2	1,6	175	251	12	14
64 Rep. arabe syrienne	86,2	7,5	7,5	15,2	323	971	16	..

	Taux annuel moyen de croissance (%)				Consommation d'énergie par habitant (kg d'équivalent charbon)		Importations d'énergie en pourcentage des recettes d'exportations de marchandises	
	Production d'énergie		Consommation d'énergie		1960	1979	1960 <sup>b</sup>	1978 <sup>c</sup>
	1960-74 <sup>a</sup>	1974-79	1960-74	1974-79				
65 Côte d'Ivoire	9.7	-12.2	14.3	5.5	75	234	5	10
66 Equateur	19.4	5.0	8.7	14.9	208	654	2	7
67 Paraguay	..	6.7	8.2	10.7	85	251	..	..
68 Tunisie	72.1	5.5	8.7	10.8	173	618	15	21
69 Rép. dém. de Corée	9.4	3.0	9.3	3.6	1 193	2 846	..	..
70 Jordanie	..	..	5.9	13.3	197	552	79	52
71 Liban	12.7	0.5	8.6	-3.7	567	1 083	68	..
72 Jamaïque	-0.7	-2.0	11.0	-5.4	446	1 390	11	14
73 Turquie	7.6	3.1	9.8	7.0	254	807	16	63
74 Malaisie	37.3	27.2	10.5	4.1	253	767	2	9
75 Panama	14.7	35.9	9.0	4.3	438	947	..	91
76 Cuba	21.2	5.6	4.5	6.0	896	1 148	..	..
77 Rép. de Corée	6.3	4.2	13.0	11.4	261	1 642	70	19
78 Algérie	11.1	6.5	7.1	12.3	277	671	14	2
79 Mexique	5.8	15.5	7.7	7.8	769	1 673	3	4
80 Chili	3.9	0.1	6.1	0.7	824	1 193	10	18
81 Afrique du Sud	3.8	8.1	5.0	4.4	2 320	3 479	9	..
82 Brésil	8.2	7.5	8.2	7.7	392	1 062	21	39
83 Costa Rica	9.5	3.5	10.1	7.6	315	842	7	13
84 Roumanie	5.8	3.1	8.2	6.9	1 469	4 810	..	..
85 Uruguay	3.7	8.5	2.8	3.4	895	1 274	35	34
86 Iran	14.6	-9.1	15.5	1.4	270	1 214	1	..
87 Portugal	4.4	11.7	7.4	6.0	473	1 496	17	34
88 Argentine	6.5	3.7	5.5	3.1	1 110	2 038	14	17
89 Yougoslavie	4.9	4.1	7.2	5.2	875	2 440	8	25
90 Venezuela	1.1	-3.3	7.0	5.4	1 615	3 055	1	22
91 Trinité-et-Tobago	2.8	3.9	10.2	5.8	1 747	5 037	35	39
92 Hong Kong	..	..	9.6	16.7	468	2 401	5	6
93 Singapour	..	..	13.4	17.1	518	6 211	17	31
94 Grèce	14.3	19.1	12.8	9.6	424	2 841	26	42
95 Israël	41.8	-62.3	11.6	4.7	1 270	3 643	17	20
96 Espagne	2.6	6.0	8.8	3.8	892	2 822	22	40
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>4,1 w</b>	<b>2,3 w</b>	<b>5,3 w</b>	<b>2,5 w</b>	<b>4 486 w</b>	<b>7 892 w</b>	<b>11 w</b>	<b>20 w</b>
97 Irlande	0.1	-1.2	4.9	4.3	1 922	3 819	17	13
98 Italie	2.3	0.9	7.8	1.4	1 317	3 438	18	24
99 Nouvelle-Zélande	5.7	5.6	6.0	1.7	2 699	4 891	7	13
100 Royaume-Uni	-1.0	13.5	2.0	1.0	4 489	5 637	14	13
101 Finlande	3.3	2.9	8.7	2.4	1 925	6 259	11	20
102 Autriche	1.4	0.4	5.0	2.6	2 523	5 206	12	14
103 Japon	-1.7	3.4	9.7	3.0	1 333	4 260	18	32
104 Australie	10.9	4.9	5.6	2.8	3 935	6 975	12	9
105 Canada	8.7	1.7	6.2	3.1	7 087	13 453	9	9
106 France	-1.3	2.9	5.5	2.3	2 674	4 995	16	21
107 Pays-Bas	16.1	0.3	9.0	2.7	2 500	6 745	15	16
108 Etats-Unis	3.5	1.0	4.4	2.3	8 228	12 350	8	31
109 Norvège	6.8	22.1	5.8	5.1	4 938	11 919	15	13
110 Belgique	-7.2	5.2	4.2	2.0	3 846	6 745	11	13
111 Rép. féd. d'Allemagne	0.3	4.9	6.0	4.3	2 711	6 627	7	14
112 Danemark	-20.4	39.5	8.1	0.8	2 767	5 978	15	20
113 Suède	3.6	6.0	4.7	2.5	4 599	8 502	16	15
114 Suisse	4.2	2.7	5.5	1.9	2 762	5 138	10	8
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>12,7 w</b>	<b>4,0 w</b>	<b>7,6 w</b>	<b>10,4 w</b>	<b>771 w</b>	<b>1 458 w</b>	<b>..</b>	<b>(.) w</b>
115 Iraq	5.0	9.2	6.0	2.6	494	692	(.)	(.)
116 Arabie saoudite	14.0	3.6	9.3	14.3	741	1 554	..	(.)
117 Jamahiriya arabe libyenne	29.1	6.9	16.7	27.2	251	2 360	83	(.)
118 Koweït	4.5	-0.2	4.0	9.2	10 584	6 348	..	(.)
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>5,3 w</b>	<b>4,7 w</b>	<b>5,2 w</b>	<b>3,9 w</b>	<b>2 990 w</b>	<b>6 164 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
119 Bulgarie	3.3	2.0	9.7	4.1	1 366	5 403	7	..
120 Pologne	3.9	4.2	4.5	2.6	3 115	5 803	..	..
121 Hongrie	2.6	3.7	4.7	4.8	1 732	4 073	13	14
122 URSS	5.9	5.2	5.2	4.4	2 866	6 122	4	..
123 Tchécoslovaquie	1.4	-3.3	3.2	-0.4	4 509	6 830	..	18
124 Rép. dém. allemande	0.6	5.3	6.0	4.7	4 579	8 718	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1961-74 et non à 1960-74. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960. c. Les chiffres en italique se rapportent à 1977 et non à 1978.

# Tableau 8 : Commerce de marchandises

	Commerce de marchandises (millions de dollars)		Taux annuel moyen de croissance <sup>a</sup> (%)				Termes de l'échange (1975 = 100)	
	Exportations 1979 <sup>b</sup>	Importations 1979 <sup>b</sup>	Exportations		Importations		1960	1979 <sup>b</sup>
			1960-70	1970-79	1960-70	1970-79		
<b>Pays à faible revenu</b>	47 194 t	49 699 t	5,0 m	-1,0 m	5,2 m	3,3 m	113 m	97 m
<b>Chine et Inde</b>	20 985 t	26 307 t	..	..	..	..	..	..
<b>Autres pays</b>	26 209 t	23 392 t	5,3 m	-1,1 m	5,4 m	4,2 m	111 m	99 m
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rep. dem. pop. lao	35	94	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	662	1 537	6,5	-4,1	7,0	0,6	201	90
5 Tchad	..	..	5,9	-3,4	5,0	-0,1	98	100
6 Ethiopie	418	567	3,6	-2,7	6,2	0,4	143	142
7 Népal	109	254	..	..	..	..	..	105
8 Somalie	111	287	2,3	5,6	2,6	7,7	145	97
9 Mali	177	180	3,0	6,7	-0,4	5,5	107	95
10 Birmanie	363	319	-11,6	-0,3	-5,7	-4,6	115	102
11 Afghanistan	494	686	2,5	3,0	0,7	4,8	82	102
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	105	152	..	..	..	..	..	..
14 Haute-Volta	81	254	15,9	3,1	8,5	5,2	88	94
15 Inde	6 998	9 041	3,0	4,6	-0,9	2,3	134	88
16 Malawi	233	399	11,6	4,6	7,6	4,3	115	84
17 Rwanda	115	190	15,8	1,6	8,1	10,5	111	145
18 Sri Lanka	981	1 448	4,7	-3,0	-0,2	-0,6	203	116
19 Bénin	190	357	5,0	-11,4	7,4	6,3	114	97
20 Mozambique	..	..	6,0	-16,6	7,9	-14,4	90	75
21 Sierra Leone	205	297	0,3	-6,5	1,9	-3,0	121	108
22 Chine	13 987	17 266	..	..	..	..	..	..
23 Haïti	184	221	..	..	..	..	..	..
24 Pakistan	2 056	4 056	8,2	-0,9	5,3	4,2	102	92
25 Tanzanie	523	1 084	3,4	-6,6	3,0	-0,5	98	102
26 Zaire	1 324	597	-1,8	-1,1	4	-11,9	122	91
27 Niger	..	..	6,0	11,7	2	6,5	98	90
28 Guinée	373	347	..	..	..	..	..	..
29 Rép. centrafricaine	80	70	8,1	-0,5	4,5	-5,0	109	108
30 Madagascar	394	641	5,3	-1,0	4,1	-1,7	136	105
31 Ouganda	427	230	5,0	-7,0	6,2	-10,5	123	136
32 Mauritanie	147	259	50,7	-1,1	4,5	5,5	149	78
33 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Togo	251	441	10,5	-2,5	8,6	9,8	56	82
35 Indonésie	15 590	7 225	4,0	3,5	2,0	12,8	63	119
36 Soudan	581	1 200	0,1	-4,1	1,2	4,5	83	78
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	272 496 t	304 708 t	5,4 m	4,3 m	6,6 m	5,0 m	100 m	98 m
<b>Exportateurs de pétrole</b>	94 803 t	77 204 t	4,5 m	1,7 m	3,6 m	11,1 m	69 m	113 m
<b>Importateurs de pétrole</b>	177 693 t	227 504 t	6,3 m	4,4 m	7,7 m	3,7 m	109 m	94 m
37 Kenya	1 104	1 658	7,2	-0,5	6,6	-1,0	133	110
38 Ghana	1 096	993	0,2	-7,2	-1,5	0,1	111	144
39 Yémen	14	1 492	..	..	..	..	..	..
40 Sénégal	421	756	1,2	-0,8	2,3	4,5	71	76
41 Angola	..	..	9,0	-7,9	11,5	-4,2	60	113
42 Zimbabwe	1 194	940	..	..	..	..	..	..
43 Egypte	1 840	3 837	3,2	-2,1	-1,1	11,1	92	75
44 Yémen démocratique	44	434	..	..	..	..	..	..
45 Libéria	506	487	18,4	2,3	2,9	2,3	255	83
46 Zambie	1 377	755	2,2	-0,7	9,7	-8,1	115	100
47 Honduras	733	830	11,1	4,3	11,6	1,0	119	89
48 Bolivie	777	1 011	9,8	-1,6	8,2	11,8	56	139
49 Cameroun	129	1 271	7,1	0,5	9,2	7,0	106	144
50 Thaïlande	38	7 190	5,2	12,0	11,2	5,8	121	73
51 Philippines	4 601	6 613	2,2	6,2	7,1	3,7	112	107
52 Congo	119	242	5,1	8,2	-1,0	3,3	87	91
53 Nicaragua	774	848	9,7	4,5	10,5	-1,1	112	98
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	964	788	..	..	..	..	..	..
55 El Salvador	1 029	1 024	5,4	4,2	6,3	5,6	109	99
56 Nigéria	18 073	12 399	6,6	-0,3	1,6	20,6	32	119
57 Pérou	3 474	2 090	2,0	1,7	3,6	1,6	89	97
58 Maroc	1 873	3 678	2,5	1,3	3,4	8,3	75	62
59 Mongolie	281	417	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Rep. dominicaine	822	1 062	-2,3	5,6	9,9	3,5	47	40
62 Colombie	4 062	3 409	2,2	0,9	2,5	5,8	96	118
63 Guatemala	1 192	1 504	9,1	4,5	7,1	5,9	126	107
64 Rép. arabe syrienne	1 644	3 329	3,4	7,4	4,0	13,9	69	102

	Commerce de marchandises (millions de dollars)		Taux annuel moyen de croissance <sup>a</sup> (%)				Termes de l'échange (1975 = 100)	
	Expor- tations 1979 <sup>b</sup>	Impor- tations 1979 <sup>b</sup>	Exportations		Importations		1960	1979 <sup>b</sup>
			1960-70	1970-79	1960-70	1970-79		
65 Côte d'Ivoire	2 515	2 491	8,8	5,2	9,7	10,1	113	129
66 Equateur	2 013	1 986	2,9	8,2	11,5	10,5	83	119
67 Paraguay	305	577	5,4	8,4	7,3	8,5	116	101
68 Tunisie	1 766	2 830	4,2	4,8	1,9	11,2	64	81
69 Rép. dém. de Corée	..	950	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	402	1 949	10,1	19,6	3,5	15,3	78	63
71 Liban	773	2 700	14,2	2,3	5,1	0,5	87	85
72 Jamaïque	769	1 010	4,7	-6,8	8,1	-7,0	85	93
73 Turquie	2 261	4 946	..	1,7	..	3,3	..	84
74 Malaisie	11 077	7 849	5,8	6,5	2,3	6,2	150	120
75 Panama	292	1 185	10,5	0,6	10,5	-3,6	117	84
76 Cuba	4 456	4 687	4,0	3,9	5,5	3,4	58	60
77 Rép. de Corée	15 055	20 339	34,1	25,7	20,5	13,5	99	94
78 Algérie	8 714	8 360	4,5	0,0	-0,9	14,2	39	113
79 Mexique	8 768	11 829	2,8	10,9	6,4	5,0	97	84
80 Chili	3 766	4 219	0,6	10,7	4,7	0,6	126	89
81 Afrique du Sud	18 396	8 989	5,4	8,1	8,2	-2,9	108	81
82 Brésil	15 244	19 804	5,1	7,0	4,9	5,6	114	94
83 Costa Rica	923	1 392	9,6	4,4	9,9	4,6	132	103
84 Roumanie	9 724	10 916	9,4	4,7	8,8	6,1	..	98
85 Uruguay	788	1 206	2,2	4,3	-2,9	3,1	132	126
86 Iran	19 872	9 738	12,6	-4,6	11,4	14,7	27	118
87 Portugal	3 468	6 086	9,6	-0,3	14,2	3,3	97	95
88 Argentine	7 810	6 713	3,4	10,7	0,3	(.)	109	77
89 Yougoslavie	6 794	14 019	7,7	4,7	8,8	5,0	100	103
90 Venezuela	14 159	9 618	1,6	-10,3	4,2	12,0	36	116
91 Trinité-et-Tobago	2 507	2 086	4,9	-2,6	3,2	-5,5	100	101
92 Hong Kong	15 156	17 137	12,7	8,3	9,2	8,4	94	102
93 Singapour	14 233	17 635	4,2	11,0	5,9	8,0	100	101
94 Grèce	3 855	9 640	10,8	12,3	10,8	6,0	109	91
95 Israël	4 301	7 333	11,0	9,8	8,7	5,3	109	97
96 Espagne	17 903	25 432	11,5	10,8	18,5	3,4	124	100
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>1 028 279 t</b>	<b>1 106 534 t</b>	<b>8,4 m</b>	<b>5,9 m</b>	<b>9,3 m</b>	<b>4,5 m</b>	<b>100 m</b>	<b>98 m</b>
97 Irlande	7 175	9 858	7,1	8,4	8,3	6,6	96	99
98 Italie	72 242	77 970	13,6	7,3	9,7	3,4	130	99
99 Nouvelle-Zélande	4 694	4 542	4,6	3,4	2,9	1,0	135	124
100 Royaume-Uni	91 030	102 969	4,8	8,2	5,0	4,4	112	107
101 Finlande	11 175	11 400	6,8	3,9	7,0	1,7	95	89
102 Autriche	15 483	20 254	9,6	7,2	9,6	7,2	94	95
103 Japon	103 045	110 670	17,2	9,1	13,7	4,8	150	98
104 Australie	18 473	16 432	6,5	4,2	7,2	3,4	115	90
105 Canada	55 336	52 230	10,0	4,6	9,1	6,7	92	98
106 France	98 059	106 994	8,2	7,1	11,0	6,8	93	101
107 Pays-Bas	63 667	67 284	9,9	5,7	9,5	4,3	111	99
108 Etats-Unis	178 578	217 664	6,0	6,9	9,8	5,4	115	91
109 Norvège	13 271	13 818	9,1	7,2	9,7	4,5	89	101
110 Belgique	56 258	60 410	10,9	5,2	10,3	5,8	102	97
111 Rép. féd. d'Allemagne	171 540	157 747	10,1	6,0	10,0	6,0	90	95
112 Danemark	14 506	18 450	7,1	4,4	8,2	3,6	105	96
113 Suède	27 240	28 488	7,7	2,6	7,2	2,4	97	90
114 Suisse	26 507	29 354	8,5	4,2	9,0	4,1	85	107
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>118 417 t</b>	<b>44 700 t</b>	<b>8,2 m</b>	<b>-2,0 m</b>	<b>10,8 m</b>	<b>18,0 m</b>	<b>26 m</b>	<b>118 m</b>
115 Iraq	21 502	7 028	5,4	2,5	1,4	18,3	25	117
116 Arabie saoudite	63 427	24 254	10,9	5,6	10,9	39,0	27	109
117 Jamahiriya arabe libyenne	15 236	8 214	67,5	-6,5	15,4	16,8	31	121
118 Koweït	18 252	5 204	5,2	-8,5	10,6	17,6	23	118
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>126 079 t</b>	<b>122 992 t</b>	<b>9,0 m</b>	<b>7,5 m</b>	<b>7,9 m</b>	<b>7,6 m</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
119 Bulgarie	6 869	8 514	14,4	11,2	12,9	10,3	..	..
120 Pologne	16 249	17 584	-0,3	7,3	-0,4	7,7	..	103
121 Hongrie	7 938	8 674	9,7	8,6	9,1	6,7	..	83
122 URSS	64 762	57 744	9,7	7,3	7,1	9,6	..	..
123 Tchécoslovaquie	13 198	14 262	6,7	6,6	7,0	6,0	..	..
124 Rép. dém. allemande	15 063	16 214	8,3	7,6	8,6	7,4	..	..

a. Voir Notes techniques. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979.

# Tableau 9 : Structure des exportations de marchandises

	Pourcentage des exportations de marchandises									
	Combustibles, minéraux et métaux		Autres produits primaires		Textiles et vêtements		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1960 <sup>a</sup>	1978	1960 <sup>a</sup>	1978	1960 <sup>a</sup>	1978	1960 <sup>a</sup>	1978	1960 <sup>a</sup>	1978
<b>Pays à faible revenu</b>	13 w	32 w	69 w	38 w	13 w	12 w	(.) w	3 w	5 w	15 w
<b>Chine et Inde</b>	..	12 w	..	35 w	..	22 w	..	4 w	..	27 w
<b>Autres pays</b>	15 w	49 w	79 w	40 w	3 w	6 w	(.) w	1 w	3 w	4 w
1 Kampouchea démocratique	0	0	100	83	0	4	0	1	0	12
2 Rép. dém. pop. lao	..	18	..	64	..	0	..	1	..	17
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	..	1	..	36	..	50	..	1	..	12
5 Tchad	3	0	94	96	0	1	0	0	3	3
6 Ethiopie	0	4	100	95	0	(.)	0	0	0	1
7 Népal	..	0	..	87	..	6	..	(.)	..	7
8 Somalie	0	0	88	99	0	0	8	1	4	0
9 Mali	0	(.)	96	99	1	(.)	1	(.)	2	1
10 Birmanie	4	11	95	77	0	0	0	1	1	11
11 Afghanistan	(.)	17	82	70	14	11	3	0	1	2
12 Viet Nam	..	6	..	32	..	38	..	(.)	..	24
13 Burundi	..	8	..	91	..	0	..	0	..	1
14 Haute-Volta	0	(.)	100	95	0	(.)	0	1	(.)	4
15 Inde	10	10	45	30	35	20	1	6	9	34
16 Malawi	..	(.)	..	95	..	3	..	(.)	..	2
17 Rwanda	..	10	..	90	..	0	..	0	..	(.)
18 Sri Lanka	(.)	11	99	81	0	4	0	(.)	1	4
19 Bénin	10	6	80	85	7	2	(.)	0	3	7
20 Mozambique	0	12	100	86	0	2	0	0	0	(.)
21 Sierra Leone	15	8	20	48	0	0	0	0	65	44
22 Chine	..	13	..	38	..	24	..	3	..	22
23 Haïti	0	5	100	40	0	18	0	12	0	25
24 Pakistan	0	4	73	38	23	44	1	2	3	12
25 Tanzanie	(.)	4	87	90	0	1	0	(.)	13	5
26 Zaïre	42	71	57	21	0	0	0	1	1	7
27 Niger	..	40	100	25	0	1	0	0	0	34
28 Guinée	42	98	58	2	0	0	0	(.)	0	0
29 Rép. centrafricaine	12	(.)	86	62	(.)	(.)	1	(.)	1	38
30 Madagascar	4	8	90	85	1	2	1	2	4	3
31 Ouganda	8	1	92	99	0	(.)	0	(.)	(.)	(.)
32 Mauritanie	4	87	69	9	1	(.)	20	(.)	6	4
33 Lesotho	..	32	..	31	..	1	..	6	..	30
34 Togo	3	49	89	45	3	3	0	2	5	1
35 Indonésie	33	72	67	26	0	(.)	(.)	1	(.)	1
36 Soudan	0	5	100	95	0	(.)	0	(.)	0	(.)
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	27 w	35 w	60 w	29 w	3 w	9 w	2 w	12 w	8 w	17 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	46 w	78 w	50 w	14 w	1 w	3 w	(.) w	2 w	3 w	3 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	16 w	11 w	67 w	37 w	4 w	12 w	2 w	15 w	11 w	25 w
37 Kenya	1	19	87	67	0	1	0	1	12	12
38 Ghana	7	16	83	80	0	(.)	0	(.)	10	4
39 Yémen	..	(.)	..	90	..	3	..	1	..	6
40 Sénégal	3	13	94	80	1	1	1	(.)	1	6
41 Angola	..	64	..	28	..	0	..	1	..	7
42 Zimbabwe	71	25	25	62	1	10	(.)	3	3	0
43 Egypte	4	33	84	38	9	21	(.)	1	3	7
44 Yémen démocratique	..	92	..	7	..	(.)	..	(.)	..	1
45 Libéria	45	62	55	35	0	(.)	0	1	0	2
46 Zambie	..	94	..	2	..	0	..	0	..	4
47 Honduras	5	(.)	93	90	0	1	0	0	2	9
48 Bolivie	..	88	..	10	..	1	..	(.)	..	1
49 Cameroun	19	6	77	90	0	1	2	1	2	2
50 Thaïlande	7	11	91	64	0	10	0	3	2	12
51 Philippines	10	14	86	52	1	6	0	2	3	26
52 Congo	7	60	84	24	(.)	0	5	2	4	14
53 Nicaragua	3	1	95	82	0	2	0	1	2	14
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	37	92	62	0	0	0	(.)	3	1
55 El Salvador	0	3	94	63	3	12	(.)	3	..	19
56 Nigéria	8	91	89	8	0	0	0	(.)	3	1
57 Pérou	49	46	50	43	0	3	0	1	1	7
58 Maroc	38	41	54	36	1	11	1	1	6	11
59 Mongolie	..	8	..	81	..	7	..	(.)	..	4
60 Albanie	..	49	..	33	..	6	..	1	..	11
61 Rép. dominicaine	6	4	92	75	0	(.)	0	1	2	20
62 Colombie	19	5	79	78	0	5	(.)	2	2	10
63 Guatemala	2	1	95	78	1	5	0	1	2	15
64 Rép. arabe syrienne	0	66	81	26	2	3	0	2	17	3

Pourcentage des exportations de marchandises

	Combustibles, minéraux et métaux		Autres produits primaires		Textiles et vêtements		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1960 <sup>a</sup>	1978	1960 <sup>a</sup>	1978	1960 <sup>a</sup>	1978	1960 <sup>a</sup>	1978	1960 <sup>a</sup>	1978
65 Côte d'Ivoire	1	4	98	89	0	2	(.)	2	1	3
66 Equateur	0	41	99	57	0	1	0	0	1	1
67 Paraguay	0	0	100	89	0	0	0	0	0	11
68 Tunisie	24	44	66	18	1	20	1	3	8	15
69 Rép. dém. de Corée	..	31	..	29	..	5	..	5	..	30
70 Jordanie	0	32	96	30	0	5	0	2	4	31
71 Liban	..	4	..	32	..	10	..	17	..	37
72 Jamaïque	50	22	45	46	2	1	0	1	3	30
73 Turquie	8	6	89	72	0	15	0	1	3	6
74 Malaisie	20	27	74	52	(.)	2	(.)	11	5	8
75 Panama	..	24	..	64	..	4	..	2	..	6
76 Cuba	2	5	93	94	1	0	(.)	(.)	4	1
77 Rép. de Corée	30	1	56	10	8	32	(.)	21	6	36
78 Algérie	12	97	81	2	0	0	1	0	6	1
79 Mexique	24	39	64	31	4	3	1	10	7	17
80 Chili	92	74	4	21	0	(.)	0	(.)	4	5
81 Afrique du Sud	29	29	42	29	2	1	4	6	23	35
82 Brésil	8	11	89	55	0	4	(.)	15	3	15
83 Costa Rica	0	(.)	95	71	0	3	0	3	5	23
84 Roumanie	..	12	..	18	..	10	..	24	..	36
85 Uruguay	..	1	71	56	21	20	..	3	8	20
86 Iran	88	95	9	2	0	2	0	(.)	3	1
87 Portugal	8	4	37	23	18	29	3	14	34	30
88 Argentine	1	2	95	72	0	3	(.)	8	4	15
89 Yougoslavie	18	9	45	19	4	8	15	32	18	32
90 Venezuela	74	97	26	1	0	(.)	0	(.)	(.)	2
91 Trinité-et-Tobago	82	90	14	3	0	1	0	1	4	5
92 Hong Kong	5	1	15	2	45	46	4	15	31	36
93 Singapour	1	31	73	23	5	5	7	25	14	16
94 Grèce	9	18	81	36	1	17	1	3	8	26
95 Israël	4	1	35	17	8	6	2	10	51	66
96 Espagne	21	5	57	22	7	6	2	25	13	42
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>11 w</b>	<b>8 w</b>	<b>23 w</b>	<b>15 w</b>	<b>7 w</b>	<b>5 w</b>	<b>29 w</b>	<b>38 w</b>	<b>30 w</b>	<b>34 w</b>
97 Irlande	5	3	67	43	6	9	4	14	18	31
98 Italie	8	7	19	8	17	12	29	33	27	40
99 Nouvelle-Zélande	(.)	6	97	72	0	3	(.)	7	3	12
100 Royaume-Uni	7	9	9	10	8	5	44	37	32	39
101 Finlande	3	6	50	20	1	6	13	24	33	44
102 Autriche	26	5	22	11	10	10	16	28	26	46
103 Japon	11	2	10	2	28	4	23	57	28	35
104 Australie	13	29	79	43	(.)	1	3	5	5	22
105 Canada	33	23	37	23	1	1	8	34	21	19
106 France	9	6	18	18	10	6	25	36	38	34
107 Pays-Bas	15	19	24	26	8	5	18	18	25	32
108 Etats-Unis	10	6	27	25	3	2	35	43	25	24
109 Norvège	22	34	34	13	2	1	10	30	32	22
110 Belgique	15	9	9	12	12	8	13	24	51	47
111 Rép. féd. d'Allemagne	9	6	4	6	4	5	44	47	39	36
112 Danemark	2	4	63	41	3	5	19	25	13	25
113 Suède	10	6	29	13	1	2	31	43	29	36
114 Suisse	2	3	8	5	12	7	30	33	48	52
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>96 w</b>	<b>98 w</b>	<b>4 w</b>	<b>(.) w</b>	<b>0 w</b>	<b>(.) w</b>	<b>0 w</b>	<b>1 w</b>	<b>0 w</b>	<b>1 w</b>
115 Iraq	97	99	3	1	0	(.)	0	(.)	0	(.)
116 Arabie saoudite	95	100	5	0	0	(.)	0	0	0	0
117 Jamahiriya arabe libyenne	100	100	0	(.)	0	(.)	0	(.)	0	(.)
118 Koweït	..	90	..	1	..	1	..	3	..	5
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>18 w</b>	<b>25 w</b>	<b>33 w</b>	<b>11 w</b>	<b>3 w</b>	<b>3 w</b>	<b>25 w</b>	<b>34 w</b>	<b>21 w</b>	<b>27 w</b>
119 Bulgarie	3	2	75	32	12	4	6	42	4	20
120 Pologne	..	20	..	11	..	7	..	41	..	21
121 Hongrie	6	8	28	24	7	8	38	35	21	25
122 URSS	24	42	28	9	1	(.)	21	20	26	29
123 Tchécoslovaquie	20	6	11	6	(.)	5	45	53	25	30
124 Rép. dém. allemande	..	3	..	3	..	5	..	61	..	28

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960.



# Tableau 10 : Structure des importations de marchandises

	Pourcentage des importations de marchandises									
	Produits alimentaires		Combustibles		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	22 w	17 w	6 w	11 w	16 w	20 w	25 w	24 w	31 w	28 w
<b>Chine et Inde</b>	..	17 w	..	10 w	..	32 w	..	18 w	..	23 w
<b>Autres pays</b>	22 w	18 w	6 w	12 w	6 w	6 w	20 w	30 w	46 w	34 w
1 Kampouchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	..	21	..	15	..	14	..	18	..	32
5 Tchad	19	..	12	..	4	..	19	..	46	..
6 Ethiopie	..	6	..	12	..	4	..	35	..	43
7 Népal	..	13	..	10	..	16	..	20	..	41
8 Somalie	27	..	4	..	0	..	18	..	51	..
9 Mali	20	..	5	..	4	..	18	..	53	..
10 Birmanie	14	..	4	..	9	..	17	..	56	..
11 Afghanistan	14	14	7	8	4	0	14	7	61	71
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	..	23	..	11	..	8	..	27	..	31
14 Haute-Volta	21	19	4	9	1	0	24	43	50	29
15 Inde	21	16	6	26	28	15	30	19	15	24
16 Malawi	..	5	..	12	..	2	..	37	..	44
17 Rwanda	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
18 Sri Lanka	39	30	7	16	5	4	15	24	34	26
19 Bénin	17	15	10	15	1	2	18	22	54	46
20 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Sierra Leone	23	21	12	12	5	1	15	24	45	42
22 Chine	..	17	..	0	..	43	..	18	..	22
23 Haïti	..	28	..	11	..	4	..	20	..	37
24 Pakistan	22	19	10	19	2	7	27	25	39	30
25 Tanzanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
26 Zaïre	..	17	..	18	..	..	..	38	..	27
27 Niger	24	..	5	..	4	..	18	..	49	..
28 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
29 Rép. centrafricaine	15	17	9	2	2	2	26	38	48	41
30 Madagascar	17	17	6	14	3	3	23	31	51	35
31 Ouganda	6	..	8	..	8	..	25	..	53	..
32 Mauritanie	5	..	3	..	3	..	39	..	50	..
33 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Togo	16	8	6	14	3	4	32	37	43	37
35 Indonésie	23	18	5	9	10	6	17	36	45	31
36 Soudan	17	19	8	1	3	2	14	36	58	42
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	15 w	12 w	9 w	17 w	13 w	8 w	28 w	32 w	35 w	31 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	18 w	16 w	7 w	6 w	8 w	5 w	27 w	42 w	40 w	31 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	14 w	11 w	10 w	19 w	16 w	9 w	29 w	28 w	31 w	33 w
37 Kenya	12	7	11	18	8	3	27	41	42	31
38 Ghana	19	9	5	16	4	5	26	26	46	44
39 Yémen	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Sénégal	30	23	5	12	2	21	19	18	44	26
41 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
42 Zimbabwe	..	2	..	30	..	5	..	34	..	29
43 Egypte	23	26	11	2	16	7	25	37	25	28
44 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
45 Liberia	16	17	4	18	7	1	34	32	39	32
46 Zambie	..	6	..	16	..	3	..	71	..	4
47 Honduras	13	9	9	12	3	2	24	31	51	46
48 Bolivie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
49 Cameroun	20	10	8	7	3	2	17	39	52	42
50 Thaïlande	10	4	11	21	11	9	25	31	43	35
51 Philippines	15	8	10	21	5	7	36	27	34	37
52 Congo	18	21	6	1	1	1	31	32	44	45
53 Nicaragua	9	10	10	15	5	2	22	24	54	49
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	30	..	5	..	4	..	23	..	38	..
55 El Salvador	17	11	6	8	6	4	26	30	45	47
56 Nigéria	14	14	5	2	6	2	24	44	51	38
57 Pérou	16	16	5	19	5	4	37	33	37	28
58 Maroc	27	20	8	15	7	8	19	30	39	27
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	..	17	..	2	..	3	..	45	..	33
61 Rép. dominicaine	..	17	..	22	..	4	..	23	..	34
62 Colombie	8	11	3	7	15	7	43	36	31	39
63 Guatemala	12	15	10	16	7	39	26	23	45	7
64 Rép. arabe syrienne	24	12	8	25	5	4	15	22	48	37

Pourcentage des importations de marchandises

	Produits alimentaires		Combustibles		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>
65 Côte d'Ivoire	18	13	6	10	2	2	27	39	47	36
66 Equateur	13	7	3	7	9	4	33	50	42	38
67 Paraguay	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
68 Tunisie	20	12	9	10	4	27	23	31	44	20
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	..	22	..	10	..	3	..	30	..	35
71 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
72 Jamaïque	22	23	8	13	9	5	24	24	37	35
73 Turquie	7	1	11	32	16	5	42	31	24	31
74 Malaisie	29	17	16	13	13	7	14	34	28	29
75 Panama	15	10	10	24	1	1	22	23	52	42
76 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	10	8	7	16	25	17	12	33	46	26
78 Algérie	26	17	4	2	2	3	14	45	54	33
79 Mexique	4	13	2	3	10	7	52	45	32	32
80 Chili	..	15	..	16	..	13	..	22	..	34
81 Afrique du Sud	6	6	7	7	9	7	37	52	41	34
82 Brésil	14	10	19	33	13	6	36	26	18	25
83 Costa Rica	13	7	6	10	6	3	26	30	49	50
84 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
85 Uruguay	5	7	24	32	46	9	17	25	8	27
86 Iran	14	..	1	..	1	..	23	..	61	..
87 Portugal	15	16	10	16	28	11	26	28	21	29
88 Argentine	3	6	13	12	11	9	44	39	29	34
89 Yougoslavie	11	7	5	14	25	11	37	37	22	31
90 Venezuela	18	12	1	1	10	4	36	52	35	31
91 Trinité-et-Tobago	16	11	34	40	7	2	18	22	25	25
92 Hong Kong	27	15	3	5	16	7	10	19	44	54
93 Singapour	21	10	15	24	38	9	7	29	19	28
94 Grèce	11	9	8	19	16	7	44	42	21	23
95 Israël	20	11	7	13	18	7	28	22	27	47
96 Espagne	16	16	22	29	25	13	22	19	15	23
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>22 w</b>	<b>13 w</b>	<b>11 w</b>	<b>19 w</b>	<b>24 w</b>	<b>10 w</b>	<b>16 w</b>	<b>25 w</b>	<b>27 w</b>	<b>33 w</b>
97 Irlande	18	12	12	10	11	5	21	30	38	43
98 Italie	20	18	14	24	31	14	13	20	22	24
99 Nouvelle-Zélande	8	7	8	14	16	7	29	31	39	41
100 Royaume-Uni	36	16	11	12	27	10	8	26	18	36
101 Finlande	13	9	10	22	20	8	33	30	24	31
102 Autriche	16	8	10	11	20	8	29	31	25	42
103 Japon	17	17	17	40	49	20	9	7	8	16
104 Australie	6	6	10	9	16	5	31	39	37	41
105 Canada	12	8	9	9	12	5	36	50	31	28
106 France	25	14	17	20	25	9	14	23	19	34
107 Pays-Bas	18	16	13	16	14	6	22	24	33	38
108 Etats-Unis	24	10	10	24	25	8	10	27	31	31
109 Norvège	12	8	9	12	13	6	36	34	30	40
110 Belgique	15	13	10	12	26	9	21	26	28	40
111 Rép. féd. d'Allemagne	26	15	8	16	28	10	10	21	28	38
112 Danemark	18	12	12	16	11	7	23	27	36	38
113 Suède	13	9	14	16	13	6	26	30	34	39
114 Suisse	18	10	8	8	13	6	21	28	40	48
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>..</b>	<b>12 w</b>	<b>..</b>	<b>1 w</b>	<b>..</b>	<b>2 w</b>	<b>..</b>	<b>42 w</b>	<b>..</b>	<b>43 w</b>
115 Iraq	..	15	..	(.)	..	3	..	54	..	28
116 Arabie saoudite	..	11	..	1	..	2	..	43	..	43
117 Jamahiriya arabe libyenne	13	17	5	1	10	2	40	42	32	38
118 Koweït	..	12	..	7	..	2	..	45	..	40
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
119 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	8	11	12	12	28	12	28	31	24	34
122 URSS	12	..	4	..	18	..	30	..	36	..
123 Tchécoslovaquie	..	10	..	17	..	14	..	39	..	20
124 Rép. dem. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1977 et non à 1978.

# Tableau 11. Destination des exportations de marchandises

Destination des exportations de marchandises (pourcentage du total)

Origine	Pays industriels à économie de marché		Pays en développement		Pays industriels à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à excédent de capitaux	
	1960	1979	1960	1979	1960	1979	1960	1979
<b>Pays à faible revenu</b>	51 w	61 w	29 w	29 w	19 w	5 w	1 w	5 w
<b>Chine et Inde</b>	39 w	52 w	25 w	33 w	36 w	9 w	(.) w	6 w
<b>Autres pays</b>	63 w	69 w	33 w	26 w	3 w	2 w	1 w	3 w
1 Kampouchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	55	..	45	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	..	55	..	30	..	10	..	5
5 Tchad	73	30	27	65	0	..	0	5
6 Ethiopie	69	72	24	11	1	7	6	10
7 Népal	..	60	..	40	..	..	..	..
8 Somalie	85	18	15	2	0	(.)	(.)	80
9 Mali	93	68	7	32	0	(.)	(.)	(.)
10 Birmanie	23	37	74	61	3	(.)	(.)	2
11 Afghanistan	48	48	24	26	28	23	0	3
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	..	89	..	10	..	1	..	0
14 Haute-Volta	4	75	96	25	0	..	0	..
15 Inde	66	54	25	20	7	14	2	12
16 Malawi	..	84	..	16	..	..	..	..
17 Rwanda	..	80	..	20	..	..	..	..
18 Sri Lanka	75	50	22	35	3	5	0	10
19 Bénin	90	89	8	10	2	1	0	(.)
20 Mozambique	29	43	71	49	(.)	1	(.)	7
21 Sierra Leone	99	98	1	2	0	..	0	(.)
22 Chine	14	51	25	39	61	7	(.)	3
23 Haïti	98	97	2	3	(.)	..	0	..
24 Pakistan	56	47	38	35	4	4	2	14
25 Tanzanie	74	57	25	40	1	2	0	1
26 Zaïre	89	64	11	36	(.)	(.)	(.)	(.)
27 Niger	74	97	26	1	0	..	0	2
28 Guinée	63	69	19	29	18	..	(.)	2
29 Rép. centrafricaine	83	78	17	22	0	(.)	0	(.)
30 Madagascar	79	67	20	33	1	(.)	(.)	(.)
31 Ouganda	62	67	38	30	0	1	0	2
32 Mauritanie	89	88	11	11	0	..	0	1
33 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Togo	74	67	26	25	0	8	0	..
35 Indonésie	54	76	42	23	11	1	(.)	(.)
36 Soudan	59	36	29	45	8	9	4	10
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	68 w	67 w	24 w	26 w	8 w	4 w	(.) w	3 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	68 w	73 w	27 w	26 w	5 w	1 w	(.) w	(.) w
<b>Importateurs de pétrole</b>	68 w	64 w	23 w	27 w	9 w	6 w	(.) w	3 w
37 Kenya	77	63	23	36	0	(.)	(.)	1
38 Ghana	88	70	5	17	7	13	(.)	(.)
39 Yémen	46	34	36	46	18	(.)	(.)	20
40 Sénégal	89	59	11	41	0	(.)	0	(.)
41 Angola	64	33	34	66	2	0	0	1
42 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..
43 Egypte	26	51	39	24	33	21	2	4
44 Yémen démocratique	42	44	56	49	(.)	(.)	2	7
45 Libéria	100	86	(.)	14	0	(.)	0	(.)
46 Zambie	..	82	..	18	..	(.)	..	(.)
47 Honduras	77	84	23	16	0	..	0	(.)
48 Bolivie	88	70	12	30	0	..	0	..
49 Cameroun	93	84	6	14	1	2	(.)	(.)
50 Thaïlande	47	58	48	37	2	1	3	4
51 Philippines	94	81	6	16	0	2	(.)	1
52 Congo	93	72	7	28	0	(.)	0	(.)
53 Nicaragua	91	65	9	35	(.)	(.)	0	(.)
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	90	..	10	..	..	..	..
55 El Salvador	88	74	12	26	0	..	0	(.)
56 Nigéria	95	87	4	13	1	(.)	0	(.)
57 Pérou	84	76	16	20	(.)	4	0	(.)
58 Maroc	74	72	23	20	3	6	(.)	2
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	1	..	6	..	93	..	0	..
61 Rép. dominicaine	92	87	7	13	0	..	1	..
62 Colombie	94	75	5	22	1	3	0	(.)
63 Guatemala	94	70	6	29	0	(.)	0	1
64 Rép. arabe syrienne	39	65	31	20	19	8	11	7

## Destination des exportations de marchandises (pourcentage du total)

Origine	Pays industriels à économie de marché		Pays en développement		Pays industriels à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à excédent de capitaux	
	1960	1979	1960	1979	1960	1979	1960	1979
65 Côte d'Ivoire	84	78	16	17	0	5	0	(.)
66 Equateur	91	56	8	42	1	2	0	(.)
67 Paraguay	61	64	39	36	0	..	0	..
68 Tunisie	76	69	19	27	3	1	2	3
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	1	15	62	45	11	3	26	37
71 Liban	21	11	39	29	8	9	32	51
72 Jamaïque	96	78	4	20	0	2	0	(.)
73 Turquie	71	62	17	19	12	11	(.)	8
74 Malaisie	58	62	35	34	7	3	0	1
75 Panama	99	77	1	22	0	(.)	0	1
76 Cuba	72	..	9	..	19	..	(.)	..
77 Rép. de Corée	89	73	11	20	0	(.)	0	7
78 Algérie	93	94	7	5	0	1	(.)	(.)
79 Mexique	93	80	7	20	(.)	(.)	0	(.)
80 Chili	91	63	9	36	(.)	(.)	(.)	1
81 Afrique du Sud	71	83	28	17	1	(.)	(.)	..
82 Brésil	81	66	13	26	6	6	(.)	2
83 Costa Rica	93	73	7	25	(.)	1	(.)	1
84 Roumanie	20	31	14	24	66	43	(.)	2
85 Uruguay	82	48	11	47	7	4	0	1
86 Iran	62	64	34	35	3	(.)	1	1
87 Portugal	56	79	42	18	2	2	(.)	1
88 Argentine	75	51	20	42	5	6	(.)	1
89 Yougoslavie	48	38	20	17	31	39	1	6
90 Venezuela	62	62	38	38	0	(.)	0	(.)
91 Trinité-et-Tobago	80	78	20	22	0	(.)	(.)	(.)
92 Hong Kong	54	68	45	29	(.)	(.)	1	3
93 Singapour	38	44	57	49	4	2	1	5
94 Grèce	65	59	13	21	21	8	1	12
95 Israël	76	79	23	21	1	(.)	0	(.)
96 Espagne	80	62	18	30	2	3	(.)	5
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>67 w</b>	<b>69 w</b>	<b>30 w</b>	<b>24 w</b>	<b>3 w</b>	<b>3 w</b>	<b>(.) w</b>	<b>4 w</b>
97 Irlande	96	89	4	8	(.)	1	(.)	2
98 Italie	65	68	29	22	4	3	2	7
99 Nouvelle-Zélande	95	72	4	21	1	5	(.)	2
100 Royaume-Uni	57	70	38	23	3	2	2	5
101 Finlande	69	72	12	10	19	16	(.)	2
102 Autriche	69	70	18	16	13	12	(.)	2
103 Japon	45	46	51	43	2	3	2	8
104 Australie	75	61	21	32	3	4	1	3
105 Canada	90	88	9	9	1	2	(.)	1
106 France	53	67	44	25	3	4	(.)	4
107 Pays-Bas	78	84	20	12	1	2	1	2
108 Etats-Unis	61	57	37	36	1	3	1	4
109 Norvège	80	84	16	14	4	2	(.)	(.)
110 Belgique	79	84	18	12	2	2	1	2
111 Rép. féd. d'Allemagne	70	73	25	20	4	4	1	3
112 Danemark	83	83	13	13	4	2	(.)	2
113 Suède	79	80	17	12	4	4	(.)	4
114 Suisse	72	69	24	19	3	8	1	4
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>83 w</b>	<b>70 w</b>	<b>16 w</b>	<b>29 w</b>	<b>1 w</b>	<b>(.) w</b>	<b>0 w</b>	<b>1 w</b>
115 Iraq	85	55	14	45	1	(.)	(.)	(.)
116 Arabie saoudite	74	75	26	25	0	(.)	0	(.)
117 Jamahiriya arabe libyenne	67	80	26	20	7	(.)	0	..
118 Koweït	91	65	9	30	0	(.)	0	5
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>19 w</b>	<b>..</b>	<b>22 w</b>	<b>..</b>	<b>59 w</b>	<b>..</b>	<b>(.) w</b>	<b>..</b>
119 Bulgarie	13	..	7	..	80	..	(.)	..
120 Pologne	29	..	17	..	54	..	(.)	..
121 Hongrie	22	..	17	..	61	..	(.)	..
122 URSS	18	..	31	..	51	..	(.)	..
123 Tchécoslovaquie	16	..	17	..	67	..	0	..
124 Rép. dém. allemande	19	..	13	..	68	..	(.)	..

# Tableau 12 : Commerce de biens manufacturés

Origine	Destination des exportations de biens manufacturés (pourcentage du total)								Valeur des exportations de biens manufacturés (en millions de dollars)	
	Pays industriels à économie de marché		Pays en développement		Pays industriels à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à excédent de capitaux			
	1962 <sup>a</sup>	1978	1962 <sup>a</sup>	1978	1962 <sup>a</sup>	1978	1962 <sup>a</sup>	1978	1962 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	56 w	45 w	38 w	48 w	4 w	5 w	2 w	2 w		
<b>Chine et Inde</b>	..	43 w	..	52 w	..	3 w	..	2 w		
<b>Autres pays</b>	58 w	52 w	40 w	33 w	1 w	11 w	1 w	4 w		
1 Kampouchea démocratique	30	21	69	79	1	0	0	0	1	2
2 Rep. dém. pop. lao	35	88	65	12	0	0	0	0	(.)	3
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	..	46	..	43	..	8	..	3	..	346
5 Tchad	19	31	75	69	0	0	6	0	1	3
6 Ethiopie	47	68	51	27	1	1	1	4	2	3
7 Nepal	..	79	..	21	..	0	..	0	..	11
8 Somalie	60	77	36	18	0	5	4	0	(.)	1
9 Mali	34	29	66	71	(.)	0	0	0	(.)	2
10 Birmanie	58	82	42	18	(.)	0	0	0	3	28
11 Afghanistan	96	82	3	10	1	7	0	1	9	43
12 Viet Nam	9	3	91	38	0	58	0	1	1	297
13 Burundi	..	100	..	0	..	0	..	0	..	1
14 Haute-Volta	19	46	81	54	0	0	0	0	1	2
15 Inde	56	60	37	32	5	4	2	4	630	4 006
16 Malawi	..	26	..	74	..	0	..	0	..	14
17 Rwanda	..	0	..	100	..	0	..	0	(.)	(.)
18 Sri Lanka	63	74	35	20	2	0	(.)	6	6	65
19 Bénin	19	26	78	70	3	4	0	0	1	5
20 Mozambique	..	67	..	27	..	0	..	6	..	3
21 Sierra Leone	100	100	0	0	0	0	0	0	23	72
22 Chine	..	27	..	70	..	3	..	(.)	..	4 510
23 Haïti	..	95	..	5	..	0	..	0	..	88
24 Pakistan	45	51	52	33	1	6	2	10	97	863
25 Tanzanie	85	85	15	15	0	0	(.)	0	20	23
26 Zaïre	93	89	7	11	0	0	0	0	12	70
27 Niger	8	89	93	11	0	0	0	0	1	76
28 Guinée	..	27	..	73	..	0	..	0	..	55
29 Rép. centrafricaine	74	89	24	11	2	0	0	0	3	27
30 Madagascar	80	88	20	12	0	0	0	0	5	27
31 Ouganda	..	100	..	0	..	0	..	0	..	2
32 Mauritanie	77	84	23	16	0	0	0	0	2	4
33 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Togo	44	45	56	50	0	5	0	0	1	21
35 Indonésie	52	47	46	52	1	0	1	1	2	226
36 Soudan	35	90	54	10	0	0	11	0	(.)	4
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	51 w	58 w	44 w	33 w	4 w	5 w	1 w	4 w		
<b>Exportateurs de pétrole</b>	71 w	61 w	28 w	31 w	(.) w	6 w	1 w	2 w		
<b>Importateurs de pétrole</b>	47 w	58 w	47 w	33 w	4 w	5 w	1 w	4 w		
37 Kenya	..	9	..	90	..	0	..	1	12	155
38 Ghana	38	56	50	44	11	0	1	0	12	40
39 Yémen	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1
40 Sénégal	76	50	24	50	0	0	0	0	5	28
41 Angola	..	80	..	20	..	0	..	(.)	..	60
42 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..	..	16
43 Egypte	..	21	..	14	..	55	..	10	88	504
44 Yémen démocratique	..	64	..	36	..	0	..	0	..	2
45 Libéria	100	45	0	55	0	0	0	0	3	9
46 Zambie	..	67	..	33	..	0	..	0	..	35
47 Honduras	3	30	97	70	0	0	0	0	2	58
48 Bolivie	82	..	18	..	0	..	0	..	4	22
49 Cameroun	25	64	75	36	0	0	0	0	4	31
50 Thaïlande	51	62	49	33	(.)	0	(.)	5	21	1 039
51 Philippines	91	78	9	20	0	(.)	(.)	2	26	1 136
52 Congo	85	62	15	38	0	0	0	(.)	14	42
53 Nicaragua	..	1	..	99	..	0	..	0	..	142
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	100	..	0	..	0	..	0	2	16
55 El Salvador	1	5	99	95	0	0	0	0	18	217
56 Nigéria	91	88	9	12	0	0	0	(.)	34	162
57 Pérou	53	42	47	56	0	2	0	(.)	5	205
58 Maroc	49	73	49	20	2	2	(.)	5	28	345
59 Mongolie	..	(.)	..	46	..	54	..	0	..	33
60 Albanie	..	33	..	67	..	0	..	0	..	44
61 Rép. dominicaine	..	93	..	7	..	0	..	0	..	127
62 Colombie	57	43	43	56	0	1	0	(.)	16	430
63 Guatemala	..	6	..	94	..	0	..	0	..	230
64 Rép. arabe syrienne	..	11	..	33	..	33	..	23	21	89

Destination des exportations de biens manufacturés  
(pourcentage du total)

Origine	Pays industriels à économie de marché		Pays en développement		Pays industriels à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à excédent de capitaux		Valeur des exportations de biens manufacturés (en millions de dollars)	
	1962 <sup>a</sup>	1978	1962 <sup>a</sup>	1978	1962 <sup>a</sup>	1978	1962 <sup>a</sup>	1978	1962 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>
65 Côte d'Ivoire	58	33	42	67	0	0	0	0	2	155
66 Equateur	46	21	54	79	0	0	0	0	2	27
67 Paraguay	83	46	17	54	0	0	0	0	4	29
68 Tunisie	59	77	33	15	0	1	8	7	10	429
69 Rep. dém. de Corée	..	5	..	41	..	45	..	9	..	242
70 Jordanie	..	15	..	26	..	0	..	59	1	134
71 Liban	..	9	..	32	..	(.)	..	59	8	402
72 Jamaïque	72	80	28	18	0	2	0	0	20	475
73 Turquie	73	70	10	15	17	4	(.)	11	4	501
74 Malaisie	11	55	89	44	0	(.)	(.)	1	58	1 714
75 Panama	24	17	76	83	0	0	0	0	1	30
76 Cuba	..	39	..	49	..	12	..	0	..	39
77 Rép. de Corée	83	74	17	17	0	0	(.)	9	10	11 220
78 Algérie	..	68	..	22	..	6	..	4	..	35
79 Mexique	71	69	29	31	0	(.)	0	(.)	122	1 620
80 Chili	44	38	56	62	0	0	0	(.)	20	118
81 Afrique du Sud	..	67	..	29	..	0	..	4	318	2 576
82 Brésil	54	50	44	47	2	1	0	2	39	4 335
83 Costa Rica	..	27	..	73	..	0	..	0	..	263
84 Roumanie	..	36	..	52	..	11	..	1	..	5 712
85 Uruguay	..	65	..	34	..	1	..	(.)	..	290
86 Iran	64	82	28	7	1	6	7	5	33	597
87 Portugal	53	80	46	18	(.)	2	1	(.)	205	1 157
88 Argentine	61	40	36	56	3	4	(.)	(.)	39	1 674
89 Yougoslavie	31	28	40	19	28	46	1	7	344	4 054
90 Venezuela	93	55	7	45	0	0	0	0	158	144
91 Trinité-et-Tobago	34	64	66	36	0	0	0	0	13	147
92 Hong Kong	62	71	37	26	0	(.)	1	3	642	10 693
93 Singapour	5	48	95	48	0	(.)	(.)	4	328	4 679
94 Grèce	52	61	41	18	4	3	3	18	27	1 543
95 Israël	66	61	32	39	2	0	0	0	184	3 195
96 Espagne	57	59	41	34	1	2	1	5	205	9 620
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>62 w</b>	<b>64 w</b>	<b>33 w</b>	<b>28 w</b>	<b>3 w</b>	<b>3 w</b>	<b>2 w</b>	<b>5 w</b>		
97 Irlande	76	90	24	8	0	1	(.)	1	134	3 093
98 Italie	64	65	29	24	5	4	2	7	3 490	47 493
99 Nouvelle-Zélande	90	67	10	32	0	0	0	1	23	850
100 Royaume-Uni	57	63	38	28	3	2	2	7	8 17	57 872
101 Finlande	55	63	13	11	31	24	1	2	6, 3	6 413
102 Autriche	65	66	17	16	16	16	1	2	931	10 238
103 Japon	44	45	50	45	4	3	2	7	4 340	93 954
104 Australie	61	29	39	70	(.)	(.)	(.)	1	263	4 198
105 Canada	89	89	11	9	(.)	1	(.)	1	1 959	23 922
106 France	58	63	38	29	4	4	(.)	4	5 317	58 238
107 Pays-Bas	76	78	20	16	2	2	2	4	2 443	27 434
108 Etats-Unis	47	55	51	39	(.)	1	2	5	13 957	99 083
109 Norvège	79	74	19	21	2	4	(.)	1	442	5 346
110 Belgique	82	82	15	13	2	2	1	3	3 257	35 498
111 Rép. féd. d'Allemagne	73	69	23	22	3	5	1	4	11 623	125 246
112 Danemark	75	77	17	17	7	3	1	3	627	6 417
113 Suède	76	75	19	18	5	4	(.)	3	1 958	17 590
114 Suisse	72	66	25	26	2	4	1	4	2 005	21 653
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>..</b>	<b>20 w</b>	<b>..</b>	<b>72 w</b>	<b>..</b>	<b>1 w</b>	<b>..</b>	<b>7 w</b>		
115 Iraq	(.)	18	21	82	(.)	0	79	0	5	53
116 Arabie saoudite	..	16	..	73	..	1	..	10	..	237
117 Jamahiriya arabe libyenne	68	46	32	54	0	(.)	0	0	(.)	40
118 Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	..	959
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>..</b>	<b>13 w</b>	<b>..</b>	<b>36 w</b>	<b>..</b>	<b>49 w</b>	<b>..</b>	<b>2 w</b>		
119 Bulgarie	..	5	..	35	..	57	..	3	..	4 926
120 Pologne	..	19	..	38	..	42	..	1	..	9 836
121 Hongrie	..	20	..	42	..	34	..	4	..	4 329
122 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	25 456
123 Tchécoslovaquie	..	13	..	17	..	68	..	2	..	10 296
124 Rép. dém. allemande	..	9	..	49	..	41	..	1	..	11 412

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1963 et non à 1962. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1977 et non à 1978.



# Tableau 13 : Balance des paiements et coefficient du service de la dette

	Balance des transactions courantes avant paiement des intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)				Service de la dette en pourcentage :			
			Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)		du PNB		des exportations de biens et de services	
	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>					<b>1,1 w</b>	<b>1,8 w</b>	<b>12,6 w</b>	<b>10,8 w</b>
<b>Chine et Inde</b>					<b>1,4 w</b>	<b>2,8 w</b>	<b>9,1 w</b>	<b>10,8 w</b>
<b>Autres pays</b>								
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	-60	-1 269	..	41	..	0,9	..	8,4
5 Tchad	2	-72	(.)	4	1,0	3,3	3,9	14,4
6 Ethiopie	-26	-79	6	13	1,2	0,7	11,4	4,9
7 Népal	..	-7	(.)	2	0,3	0,2	..	1,4
8 Somalie	-5	-205	(.)	1	0,3	0,2	2,1	1,4
9 Mali	-2	-64	(.)	3	0,2	0,7	1,2	8,5
10 Birmanie	-61	-328	3	31	0,9	1,8	15,8	22,0
11 Afghanistan	..	..	9	4	2,5	1,4	..	..
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	2	-38	(.)	1	0,3	0,4	2,3	3,1
14 Haute-Volta	9	-68	(.)	4	0,6	0,8	4,0	3,8
15 Inde	-205	1 395	189	375	0,9	0,8	20,9	9,5
16 Malawi	-32	-185	3	16	1,8	2,1	7,0	9,4
17 Rwanda	6	44	(.)	1	0,2	0,1	1,4	0,6
18 Sri Lanka	-47	-203	12	28	2,0	2,3	10,3	6,5
19 Bénin	-1	-87	(.)	3	0,7	1,4	2,2	5,1
20 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Sierra Leone	-14	-109	2	12	2,9	8,6	10,1	22,2
22 Chine	..	..	(.)	..	..	..	..	..
23 Haïti	2	-57	(.)	3	1,0	0,7	5,8	2,9
24 Pakistan	-591	-984	76	213	1,9	2,3	23,6	12,0
25 Tanzanie	-29	-457	6	23	1,2	0,9	8,2	7,4
26 Zaïre	-55	-463	9	95	2,0	2,3	4,4	9,1
27 Niger	1	-96	1	7	0,6	0,8	3,8	3,6
28 Guinée	..	..	4	24	2,4	5,7	26,7	22,2
29 Rép. centrafricaine	-11	9	(.)	(.)	1,1	(.)	3,3	0,1
30 Madagascar	12	-425	2	8	0,8	0,7	3,5	3,9
31 Ouganda	24	32	4	5	0,6	0,3	3,4	7,4
32 Mauritanie	-5	-70	(.)	16	2,0	13,6	3,2	32,4
33 Lesotho	..	-22	(.)	1	0,5	0,3	..	0,6
34 Togo	4	-219	1	16	0,9	6,9	3,0	24,4
35 Indonésie	-286	1 711	24	772	0,9	4,5	6,9	13,4
36 Soudan	-29	-151	13	86	1,3	4,5	10,7	33,0
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>					<b>1,5 w</b>	<b>3,2 w</b>	<b>9,0 w</b>	<b>14,2 w</b>
<b>Exportateurs de pétrole</b>					<b>2,0 w</b>	<b>5,3 w</b>	<b>11,2 w</b>	<b>20,1 w</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>					<b>1,3 w</b>	<b>2,4 w</b>	<b>8,1 w</b>	<b>11,5 w</b>
37 Kenya	-38	-419	11	60	1,7	1,8	7,9	7,5
38 Ghana	-56	282	12	26	1,1	0,5	5,2	4,2
39 Yémen	..	-118	..	6	0,2	1,2	..	1,8
40 Sénégal	-14	-394	2	43	0,8	5,0	2,7	13,7
41 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..
42 Zimbabwe	-13	-61	..	..	..	..	..	..
43 Egypte	-116	-1 316	38	237	4,1	5,5	28,7	15,8
44 Yémen démocratique	-4	-31	..	2	..	1,3	..	2,8
45 Libéria	..	-91	6	22	5,5	8,1	..	13,8
46 Zambie	131	264	23	93	3,2	9,7	5,8	19,7
47 Honduras	-61	-154	3	45	0,8	5,3	2,8	12,7
48 Bolivie	-16	-350	6	116	2,2	5,4	10,9	29,6
49 Cameroun	-26	-290	4	65	0,8	2,5	3,2	9,5
50 Thaïlande	-234	-1 945	16	146	0,6	1,0	3,3	4,2
51 Philippines	-23	-1 266	25	298	1,4	2,7	7,5	12,6
52 Congo	..	-144	3	38	3,4	10,1	..	7,3
53 Nicaragua	-32	202	7	41	3,2	3,2	11,1	8,1
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	87	1	26	0,1	2,3	..	4,3
55 El Salvador	12	1 128	4	22	0,9	1,0	3,6	3,2
56 Nigéria	-348	1 429	20	205	0,7	0,4	4,2	1,5
57 Pérou	284	1 055	44	437	2,1	6,6	11,6	22,3
58 Maroc	-101	-1 110	23	411	1,5	5,2	7,7	21,8
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Rép. dominicaine	-98	-287	4	54	0,8	3,1	4,5	13,9
62 Colombie	-249	759	44	231	1,7	2,4	11,6	12,5
63 Guatemala	-2	-187	6	19	1,4	0,5	7,4	2,2
64 Rép. arabe syrienne	-63	173	6	86	2,1	3,8	11,0	16,5

	Balance des transactions courantes avant paiement des intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)				Service de la dette en pourcentage :				
			Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)		du PNB		des exportations de biens et de services		
	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>	
65 Côte d'Ivoire	-26	-560	11	225	2,8	6,0	6,8	15,2	
66 Equateur	-106	-424	7	161	1,5	7,4	9,1	29,6	
67 Paraguay	-13	-239	4	22	1,8	1,5	11,8	8,5	
68 Tunisie	-35	-134	18	163	4,5	4,8	18,5	11,8	
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	
70 Jordanie	-15	31	2	39	0,7	3,5	3,6	5,3	
71 Liban	..	..	1	4	0,2	..	..	..	
72 Jamaïque	-145	-47	8	95	1,1	8,7	2,5	15,9	
73 Turquie	-28	-752	42	253	1,3	1,1	16,3	12,9	
74 Malaisie	29	1 564	21	189	1,7	2,9	3,6	4,7	
75 Panama	-57	-113	7	202	3,0	15,7	7,7	18,8	
76 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	
77 Rép. de Corée	-553	-3 216	70	937	3,1	4,4	19,4	13,5	
78 Algérie	-116	-568	10	1 162	0,8	8,6	3,2	25,6	
79 Mexique	-844	-1 672	216	2 874	2,1	8,8	24,1	64,1	
80 Chili	-13	-522	78	354	3,1	6,2	18,9	26,2	
81 Afrique du Sud	-1 156	4 447	59	890	1,2	4,1	5,1	10,6	
82 Brésil	-704	-7 600	133	2 865	0,9	3,1	12,4	34,8	
83 Costa Rica	-67	-498	7	80	2,9	6,6	9,9	23,1	
84 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	
85 Uruguay	-29	-248	16	69	2,6	1,8	25,2	9,9	
86 Iran	-422	3 084	85	394	3,0	..	12,2	..	
87 Portugal	98	373	28	235	1,3	1,9	4,4	5,3	
88 Argentine	-37	158	121	584	1,9	1,5	21,5	15,5	
89 Yougoslavie	-276	-3 442	72	219	1,7	0,8	8,3	4,2	
90 Venezuela	-64	366	40	655	0,7	3,2	2,9	9,4	
91 Trinité-et-Tobago	-74	327	6	39	1,9	1,2	4,4	2,3	
92 Hong Kong	..	-810	..	11	(.)	0,1	..	..	
93 Singapour	-566	-1 091	6	86	0,6	2,5	0,6	1,3	
94 Grèce	-364	-1 591	41	301	1,0	1,9	7,1	8,4	
95 Israël	-600	-1 093	13	379	0,7	4,7	2,6	10,5	
96 Espagne	151	2 309	72	853	0,5	0,9	3,6	5,6	
<b>Pays industriels à économie de marché<sup>b</sup></b>									
97 Irlande	-189	-1 283	..	..	..	..	..	..	
98 Italie	902	5 110	..	..	..	..	..	..	
99 Nouvelle-Zélande	-29	-545	..	..	..	..	..	..	
100 Royaume-Uni	1 881	-3 814	..	..	..	..	..	..	
101 Finlande	-239	-284	..	..	..	..	..	..	
102 Autriche	-23	-1 782	..	..	..	..	..	..	
103 Japon	1 980	-8 695	..	..	..	..	..	..	
104 Australie	-832	-1 932	..	..	..	..	..	..	
105 Canada	1 078	-4 358	..	..	..	..	..	..	
106 France	72	1 535	..	..	..	..	..	..	
107 Pays-Bas	-520	-2 348	..	..	..	..	..	..	
108 Etats-Unis	2 357	-685	..	..	..	..	..	..	
109 Norvège	-242	-1 156	..	..	..	..	..	..	
110 Belgique	715	-3 810	..	..	..	..	..	..	
111 Rép. féd. d'Allemagne	850	-6 357	..	..	..	..	..	..	
112 Danemark	-544	-2 983	..	..	..	..	..	..	
113 Suède	-266	-2 619	..	..	..	..	..	..	
114 Suisse	70	2 434	..	..	..	..	..	..	
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>									
115 Iraq	110	3 250	9	37	0,9	1,0	2,2	..	
116 Arabie saoudite	71	10 857	..	..	..	..	..	..	
117 Jamahiriya arabe libyenne	645	7 364	..	..	..	..	..	..	
118 Koweït	..	14 219	..	..	..	..	..	..	
<b>Pays industriels à économie planifiée<sup>b</sup></b>									
119 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	
120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	
121 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	
122 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	
123 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	
124 Rep. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..	

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979. b. Voir Notes techniques.

# Tableau 14 : Flux de capitaux extérieurs

	Capitaux à moyen et à long terme empruntés ou garantis par l'Etat (millions de dollars)						Investissement direct privé net (millions de dollars)	
	Entrées brutes		Remboursement du principal		Entrées nettes		1970	1979 <sup>a</sup>
	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>		
<b>Pays à faible revenu</b>								
<b>Chine et Inde</b>								
<b>Autres pays</b>								
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	..	543	..	43	..	500	..	..
5 Tchad	6	27	2	15	4	12	1	31
6 Ethiopie	27	122	15	13	12	109	4	..
7 Népal	1	41	2	2	-1	39	..	..
8 Somalie	4	87	(.)	1	4	86	5	(.)
9 Mali	21	79	(.)	6	21	73	..	-5
10 Birmanie	16	409	18	60	-2	349	..	..
11 Afghanistan	31	41	15	5	16	36	..	..
12 Viet Nam	..	..	(.)	..	..	..	..	..
13 Burundi	1	38	(.)	2	1	36	..	..
14 Haute-Volta	2	68	2	4	(.)	64	1	..
15 Inde	890	1 164	307	588	583	576	6	..
16 Malawi	38	138	3	11	35	127	9	13
17 Rwanda	(.)	42	(.)	1	(.)	41	(.)	13
18 Sri Lanka	61	187	27	48	34	139	(.)	47
19 Bénin	2	51	1	10	1	41	7	..
20 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Sierra Leone	8	96	10	42	-2	54	8	11
22 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..
23 Haïti	4	42	4	5	(.)	37	3	15
24 Pakistan	484	882	114	272	370	610	31	61
25 Tanzanie	50	215	10	17	40	198	..	..
26 Zaïre	31	216	28	73	3	143	42	30
27 Niger	12	85	1	7	11	78	1	12
28 Guinée	90	131	10	59	80	72	..	..
29 Rép. centrafricaine	2	12	2	(.)	(.)	12	1	22
30 Madagascar	10	81	5	10	5	71	10	-7
31 Ouganda	26	35	4	22	22	13	4	2
32 Mauritanie	4	79	3	51	1	28	1	84
33 Lesotho	(.)	19	(.)	1	(.)	18	..	..
34 Togo	5	290	2	52	3	238	1	..
35 Indonésie	441	1 945	59	1 335	382	610	83	226
36 Soudan	54	384	22	191	32	193	..	..
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>								
<b>Exportateurs de pétrole</b>								
<b>Importateurs de pétrole</b>								
37 Kenya	30	370	15	44	15	326	14	65
38 Ghana	40	143	12	23	28	120	8	-1
39 Yémen	..	141	..	25	..	116	..	-5
40 Sénégal	15	219	5	79	10	140	5	45
41 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..
42 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..
43 Egypte	302	2 293	247	804	55	1 489	..	1 211
44 Yémen démocratique	1	102	..	10	1	92	..	..
45 Libéria	7	173	12	54	-5	119	..	..
46 Zambie	351	369	32	208	319	161	..	..
47 Honduras	29	211	3	63	26	148	8	10
48 Bolivie	54	330	17	142	37	188	-76	18
49 Cameroun	28	506	4	62	24	444	16	54
50 Thaïlande	55	1 124	23	132	32	992	43	52
51 Philippines	132	1 677	73	506	59	1 171	-29	75
52 Congo	35	101	6	68	29	33	..	4
53 Nicaragua	44	112	17	14	27	98	15	3
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	25	53	(.)	20	25	33	..	41
55 El Salvador	8	77	6	13	2	64	4	23
56 Nigéria	62	1 583	36	60	26	1 523	205	304
57 Pérou	148	1 113	101	482	47	631	-70	70
58 Maroc	163	1 434	36	388	127	1 046	20	39
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Rép. dominicaine	36	228	7	105	29	123	72	-13
62 Colombie	235	1 036	75	433	160	603	39	124
63 Guatemala	37	129	20	14	17	115	29	117
64 Rép. arabe syrienne	59	571	30	264	29	307	..	-52

Capitaux à moyen et à long terme  
empruntés ou garantis par l'Etat  
(millions de dollars)

	Entrées brutes		Remboursement du principal		Entrées nettes		Investissement direct privé net (millions de dollars)	
	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>
65 Côte d'Ivoire	77	967	27	307	50	660	31	36
66 Equateur	42	1 148	16	553	26	595	89	50
67 Paraguay	15	82	7	29	8	53	4	53
68 Tunisie	89	765	45	174	44	591	16	49
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	14	249	3	56	11	193	..	26
71 Liban	12	51	2	6	10	45	..	..
72 Jamaïque	15	227	6	113	9	114	161	-26
73 Turquie	328	4 150	128	387	200	3 763	58	129
74 Malaisie	43	793	45	386	-2	407	94	873
75 Panama	67	407	24	192	43	215	33	40
76 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	440	4 648	198	1 699	242	2 949	66	17
78 Algérie	292	4 172	33	1 525	259	2 647	45	72
79 Mexique	772	10 667	476	7 484	296	3 183	323	668
80 Chili	397	1 315	163	904	234	411	-79	233
81 Afrique du Sud	519	2 129	146	1 266	373	863	145	-359
82 Brésil	882	8 760	254	3 387	628	5 373	407	2 220
83 Costa Rica	30	501	21	175	9	326	26	46
84 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..
85 Uruguay	37	173	47	54	-10	119	..	216
86 Iran	940	1 752	235	663	705	1 089	25	..
87 Portugal	21	1 014	62	175	-41	839	50	59
88 Argentine	487	3 018	342	902	145	2 116	11	234
89 Yougoslavie	180	526	168	344	12	182	..	..
90 Venezuela	224	3 836	42	890	182	2 946	-23	81
91 Trinité-et-Tobago	8	20	10	10	-2	10	83	130
92 Hong Kong	(.)	180	(.)	11	(.)	169	..	..
93 Singapour	58	353	6	133	52	220	93	815
94 Grèce	164	798	61	440	103	358	50	19
95 Israël	410	1 199	25	477	385	722	40	9
96 Espagne	268	1 788	122	850	146	938	179	623
<b>Pays industriels à économie de marché<sup>b</sup></b>								
97 Irlande	..	..	..	..	..	..	32	381
98 Italie	..	..	..	..	..	..	496	-182
99 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	22	26
100 Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	-440	-3 091
101 Finlande	..	..	..	..	..	..	-34	-98
102 Autriche	..	..	..	..	..	..	84	107
103 Japon	..	..	..	..	..	..	-261	-2 662
104 Australie	..	..	..	..	..	..	787	1 092
105 Canada	..	..	..	..	..	..	566	-373
106 France	..	..	..	..	..	..	248	508
107 Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	-14	-1 092
108 Etats-Unis	..	..	..	..	..	..	-6 130	-14 638
109 Norvège	..	..	..	..	..	..	32	399
110 Belgique	..	..	..	..	..	..	162	-278
111 Rép. féd. d'Allemagne	..	..	..	..	..	..	-290	-3 527
112 Danemark	..	..	..	..	..	..	75	103
113 Suède	..	..	..	..	..	..	-105	-526
114 Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays exportateurs de pétrole excédent de capitaux</b>								
115 Iraq	63	308	18	95	45	113	24	..
116 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	20	-1 173
117 Jamahiriya arabe libyenne	..	..	..	..	..	..	139	-319
118 Koweït	..	..	..	..	..	..	..	145
<b>Pays industriels à économie planifiée<sup>b</sup></b>								
119 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..
122 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979. b. Voir Notes techniques.

# Tableau 15 : Dette publique extérieure et réserves internationales

	Encours de la dette publique extérieure				Réserves internationales brutes		
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		Millions de dollars		En mois d'importations
	1970	1979	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>	1979 <sup>a</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>			22,2 <i>w</i>	29,5 <i>w</i>			4,2 <i>w</i>
<b>Chine et Inde</b>			..	..			..
<b>Autres pays</b>			17,9 <i>w</i>	21,3 <i>w</i>			2,8 <i>w</i>
1 Kampouchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..
2 Rep. dem. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	..	2 842	..	29,6	..	412	2,4
5 Tchad	32	172	11,8	30,8	2	17	0,5
6 Ethiopie	169	620	9,5	15,7	72	321	5,4
7 Népal	3	125	0,3	6,9	95	241	8,9
8 Somalie	77	546	24,4	40,4	21	54	1,4
9 Mali	238	545	88,1	44,2	1	17	0,5
10 Birmanie	101	1 141	4,7	23,2	98	331	4,8
11 Afghanistan	454	1 143	48,2	29,1	50	933	..
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	7	103	3,1	12,9	15	95	5,7
14 Haute-Volta	21	256	6,4	25,4	36	67	2,0
15 Inde	7 935	15 641	14,8	12,3	1 023	11 816	10,2
16 Malawi	121	423	38,7	33,1	29	75	1,7
17 Rwanda	2	124	0,9	13,0	8	153	5,8
18 Sri Lanka	317	1 086	16,1	32,4	43	547	4,1
19 Bénin	41	186	16,0	19,2	16	20	..
20 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..
21 Sierra Leone	59	289	14,3	33,4	39	47	1,3
22 Chine	..	..	..	..	..	..	..
23 Haïti	40	209	10,3	18,0	4	66	2,3
24 Pakistan	3 059	7 998	30,5	38,5	194	1 120	2,5
25 Tanzanie	248	1 153	19,4	25,3	65	69	0,9
26 Zaïre	311	3 780	17,1	51,8	189	335	1,4
27 Niger	32	234	8,7	14,4	19	137	..
28 Guinée	314	990	51,7	68,6	13	35	1,0
29 Rép. centrafricaine	19	150	11,2	24,0	1	49	2,7
30 Madagascar	93	348	10,8	12,6	37	5	0,1
31 Ouganda	128	245	9,8	2,6	57	..	..
32 Mauritanie	27	590	16,8	120,9	3	118	3,6
33 Lesotho	8	52	9,2	11,1	..	..	..
34 Togo	40	851	16,0	85,9	35	71	2,0
35 Indonésie	2 443	13 326	27,1	28,3	160	4 205	3,4
36 Soudan	309	2 114	11,6	34,5	22	67	0,7
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>			10,4 <i>w</i>	17,4 <i>w</i>			5,2 <i>w</i>
<b>Exportateurs de pétrole</b>			10,9 <i>w</i>	24,5 <i>w</i>			4,9 <i>w</i>
<b>Importateurs de pétrole</b>			10,2 <i>w</i>	14,8 <i>w</i>			5,4 <i>w</i>
37 Kenya	313	1 427	20,3	24,3	220	669	3,7
38 Ghana	489	977	22,6	9,6	58	404	4,8
39 Yémen	..	466	..	11,9	..	1 433	10,3
40 Sénégal	98	786	11,6	32,3	22	35	..
41 Angola	..	..	..	..	..	..	..
42 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..
43 Égypte	1 644	11 409	23,8	60,4	165	1 794	2,6
44 Yémen démocratique	1	441	..	49,0	60	230	5,7
45 Libéria	158	454	49,6	48,4	..	55	..
46 Zambie	596	1 559	34,5	50,5	515	193	1,8
47 Honduras	90	746	12,8	36,3	20	215	2,4
48 Bolivie	477	1 835	46,4	38,7	46	526	4,5
49 Cameroun	131	1 634	12,1	32,9	81	141	0,5
50 Thaïlande	322	2 699	4,9	9,9	911	3 102	4,2
51 Philippines	633	5 180	9,2	17,3	255	3 120	4,6
52 Congo	143	799	54,5	75,8	9	47	0,2
53 Nicaragua	155	1 101	20,6	62,9	50	58	0,9
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	36	393	6,2	19,5	..	555	5,8
55 El Salvador	88	397	8,6	11,5	63	401	3,5
56 Nigéria	478	3 744	6,4	5,0	223	5 870	4,5
57 Pérou	856	5 931	12,7	42,9	338	2 114	7,0
58 Maroc	711	6 227	18,6	40,3	141	916	2,1
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	..	..	..	..	..	..	..
61 Rép. dominicaine	212	828	14,6	16,2	32	295	2,2
62 Colombie	1 249	3 426	18,1	12,6	207	5 032	12,7
63 Guatemala	106	482	5,7	7,0	80	963	6,1
64 Rép. arabe syrienne	232	2 283	13,6	24,9	57	1 006	3,2

	Encours de la dette publique extérieure				Réserves internationales brutes		
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		Millions de dollars		En mois d'importations
	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>	1970	1979 <sup>a</sup>	1979 <sup>a</sup>
65 Côte d'Ivoire	256	3 647	18,3	40,3	119	168	1,6
66 Equateur	213	2 207	13,3	22,8	85	932	3,7
67 Paraguay	112	491	19,1	14,4	18	629	8,8
68 Tunisie	545	3 057	38,5	43,5	60	667	2,5
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	118	1 047	..	38,1	258	1 586	7,7
71 Liban	64	93	4,2	..	405	6 253	..
72 Jamaïque	154	1 182	11,5	49,4	139	68	0,6
73 Turquie	1 854	10 972	14,4	19,0	440	2 697	5,3
74 Malaisie	390	3 004	10,0	15,4	667	5 006	5,6
75 Panama	194	2 106	19,0	83,9	16	119	0,6
76 Cuba	..	..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	1 797	14 694	20,9	24,5	610	3 112	1,5
78 Algérie	937	15 330	18,5	49,1	352	5 505	5,4
79 Mexique	3 206	28 805	9,7	24,5	756	3 406	1,7
80 Chili	2 066	4 767	26,4	23,6	392	2 716	5,7
81 Afrique du Sud	1 089	7 399	6,3	13,9	1 057	5 569	3,9
82 Brésil	3 227	35 092	7,2	17,7	1 190	9 837	4,1
83 Costa Rica	134	1 277	13,8	33,0	16	165	1,2
84 Roumanie	..	..	..	..	..	2 338	..
85 Uruguay	267	914	11,0	13,3	186	2 331	17,8
86 Iran	2 193	7 372	20,8	..	217	17 205	..
87 Portugal	471	3 708	7,0	16,8	1 565	1 262	19,2
88 Argentine	1 878	8 716	7,6	8,6	682	11 625	13,4
89 Yougoslavie	1 198	3 700	8,5	5,2	144	2 137	..
90 Venezuela	728	9 797	6,6	20,0	1 047	13 152	9,7
91 Trinité-et-Tobago	101	422	12,5	10,5	43	2 164	14,6
92 Hong Kong	2	405	0,1	2,2	..	..	..
93 Singapour	152	1 323	7,9	14,8	1 012	5 819	4,1
94 Grèce	905	3 531	8,9	8,9	318	2 902	3,2
95 Israël	2 274	9 954	41,3	55,1	451	3 694	3,7
96 Espagne	1 209	8 656	3,3	4,4	1 851	20 705	8,2
<b>Pays industriels à économie de marché<sup>b</sup></b>							<b>5,0 w</b>
97 Irlande	..	..	..	..	698	2 408	2,7
98 Italie	..	..	..	..	5 547	52 353	7,0
99 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	258	476	1,0
100 Royaume-Uni	..	..	..	..	2 918	29 087	2,7
101 Finlande	..	..	..	..	456	2 047	1,8
102 Autriche	..	..	..	..	1 806	15 395	6,8
103 Japon	..	..	..	..	4 876	31 927	2,9
104 Australie	..	..	..	..	1 709	5 484	2,8
105 Canada	..	..	..	..	4 732	14 220	2,4
106 France	..	..	..	..	5 199	59 523	5,5
107 Pays-Bas	..	..	..	..	3 362	30 104	4,4
108 Etats-Unis	..	..	..	..	15 237	143 259	6,1
109 Norvège	..	..	..	..	813	4 820	2,6
110 Belgique	..	..	..	..	2 947	22 930	3,7
111 Rép. féd. d'Allemagne	..	..	..	..	13 879	101 316	5,9
112 Danemark	..	..	..	..	488	4 075	2,0
113 Suède	..	..	..	..	775	6 412	2,2
114 Suisse	..	..	..	..	5 317	59 074	19,9
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>			..	..			<b>6,9 w</b>
115 Iraq	274	878	8,8	3,9	472	..	..
116 Arabie saoudite	..	..	..	..	670	21 614	5,3
117 Jamahiriya arabe libyenne	..	..	..	..	1 596	7 604	11,0
118 Koweït	..	..	..	..	209	4 171	6,5
<b>Pays industriels à économie planifiée<sup>b</sup></b>							..
119 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..
122 URSS	..	..	..	..	..	..	..
123 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..
124 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979. b. Voir Notes techniques.



**Tableau 16 : Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP**

	Flux nets								
	1950	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>a</sup>
<b>OCDE</b>	<b>Millions de dollars</b>								
98 Italie	77	60	147	182	226	186	375	279	600
99 Nouvelle-Zélande	..	..	14	66	53	52	55	62	63
100 Royaume-Uni	407	472	500	910	885	1 120	1 456	2 067	1 766
101 Finlande	..	2	7	48	51	49	55	86	106
102 Autriche	..	10	11	79	48	108	166	127	174
103 Japon	105	244	458	1 148	1 105	1 424	2 215	2 638	3 300
104 Australie	59	119	212	552	377	400	588	620	653
105 Canada	75	96	337	848	763	945	1 060	1 042	1 035
106 France	823	752	971	2 093	2 146	2 267	2 705	3 358	4 041
107 Pays-Bas	35	70	196	608	728	908	1 074	1 404	1 577
108 Etats-Unis	2 702	4 023	3 153	4 161	4 360	4 682	5 664	4 567	7 091
109 Norvège	5	11	37	184	218	295	355	428	472
110 Belgique	101	102	120	378	340	371	536	631	575
111 Rép. féd. d'Allemagne	223	456	599	1 689	1 592	1 717	2 347	3 350	3 512
112 Danemark	5	13	59	205	214	258	388	448	464
113 Suède	7	38	117	566	608	779	783	956	928
114 Suisse	4	12	30	104	112	119	173	205	246
Total	4 628	6 478	6 967	13 820	13 829	15 680	19 994	22 267	26 603
<b>OCDE</b>	<b>En pourcentage du PNB du pays donneur</b>								
98 Italie	0,22	0,10	0,16	0,11	0,13	0,10	0,14	0,09	0,15
99 Nouvelle-Zélande	..	..	0,23	0,52	0,41	0,39	0,34	0,30	0,27
100 Royaume-Uni	0,56	0,47	0,41	0,39	0,40	0,46	0,48	0,52	0,34
101 Finlande	..	0,02	0,06	0,18	0,17	0,16	0,17	0,21	0,22
102 Autriche	..	0,11	0,07	0,21	0,12	0,22	0,29	0,19	0,22
103 Japon	0,24	0,27	0,23	0,23	0,20	0,21	0,23	0,26	0,32
104 Australie	0,37	0,53	0,59	0,59	0,41	0,42	0,54	0,52	0,47
105 Canada	0,19	0,19	0,41	0,52	0,39	0,48	0,52	0,47	0,42
106 France	1,35	0,76	0,66	0,62	0,62	0,60	0,57	0,59	0,62
107 Pays-Bas	0,31	0,36	0,61	0,75	0,83	0,86	0,82	0,93	0,99
108 Etats-Unis	0,53	0,58	0,32	0,27	0,26	0,25	0,27	0,19	0,27
109 Norvège	0,11	0,16	0,32	0,66	0,70	0,83	0,90	0,93	0,82
110 Belgique	0,88	0,60	0,46	0,59	0,51	0,46	0,55	0,56	0,48
111 Rép. féd. d'Allemagne	0,31	0,40	0,32	0,40	0,36	0,33	0,37	0,44	0,43
112 Danemark	0,09	0,13	0,38	0,58	0,56	0,60	0,75	0,75	0,72
113 Suède	0,05	0,19	0,38	0,82	0,82	0,99	0,90	0,94	0,76
114 Suisse	0,04	0,09	0,15	0,19	0,19	0,19	0,20	0,21	0,24
<b>OCDE</b>	<b>En monnaie nationale</b>								
98 Italie (milliards de lires)	48	38	92	119	188	148	318	233	505
99 Nouvelle-Zélande (millions de dollars)	..	..	13	55	53	54	53	61	64
100 Royaume-Uni (millions de livres)	145	168	208	411	490	642	759	974	762
101 Finlande (millions de marks)	..	6	29	177	195	196	226	335	392
102 Autriche (millions de schillings)	..	260	286	1 376	861	1 785	2 411	1 698	2 214
103 Japon (milliards de yen)	38	88	165	341	328	383	466	578	767
104 Australie (millions de dollars)	53	106	189	422	308	361	514	555	575
105 Canada (millions de dollars)	73	104	353	863	752	1 005	1 209	1 221	1 203
106 France (millions de francs)	4 063	3 713	5 393	8 975	10 255	11 762	12 207	14 287	16 797
107 Pays-Bas (millions de florins)	133	253	710	1 538	1 925	2 229	2 323	2 817	3 086
108 Etats-Unis (millions de dollars)	2 702	4 023	3 153	4 161	4 360	4 682	5 664	4 567	7 091
109 Norvège (millions de couronnes)	36	78	264	962	1 190	1 570	1 861	2 167	2 313
110 Belgique (millions de francs)	5 050	5 100	6 000	13 903	13 129	13 234	16 836	18 500	16 511
111 Rép. féd. d'Allemagne (millions de deutsche mark)	937	1 824	2 192	4 156	4 009	3 987	4 715	6 140	6 276
112 Danemark (millions de couronnes)	35	90	443	1 178	1 294	1 549	2 140	2 357	2 575
113 Suède (millions de couronnes)	36	196	605	2 350	2 647	3 504	3 538	4 098	3 897
114 Suisse (millions de francs)	17	52	131	260	281	284	309	341	408
<b>OCDE</b>	<b>Résumé</b>								
APD (milliards de dollars EU, prix nominaux)	4,6	6,5	7,0	13,8	13,8	15,7	20,0	22,3	26,6
APD en pourcentage du PNB	0,51	0,49	0,34	0,36	0,33	0,33	0,35	0,34	0,37
APD (milliards de dollars EU, prix constants de 1978)	13,1	16,7	14,9	17,9	17,3	18,0	20,0	20,3	22,2
PNB (trillions de dollars EU, prix nominaux)	0,9	1,3	2,0	3,8	4,2	4,7	5,6	6,5	7,1
Déflateur de l'APD <sup>c</sup>	0,35	0,39	0,47	0,77	0,80	0,87	1,00	1,10	1,20

1981 <sup>a</sup>	1982 <sup>a</sup>	1983 <sup>a</sup>	1984 <sup>a</sup>	1985 <sup>a</sup>
821	1 020	1 248	1 715	1 749
71	76	81	86	91
2 777	2 689	2 971	3 199	3 440
150	194	245	321	402
208	252	292	336	385
3 595	4 107	4 807	5 437	6 323
798	897	1 002	1 116	1 240
1 213	1 400	1 564	1 741	1 934
4 490	4 968	5 500	6 157	6 861
1 808	2 060	2 280	2 463	2 730
7 295	7 885	8 437	8 588	9 070
561	669	777	889	993
729	888	1 010	1 142	1 264
3 726	4 163	4 595	5 043	5 504
548	598	667	731	810
1 214	1 431	1 599	1 779	1 970
260	357	422	480	544
30 264	33 654	37 497	41 023	45 310

0,18	0,20	0,22	0,24	0,25
0,23	0,25	0,24	0,23	0,22
0,48	0,42	0,42	0,41	0,40
0,26	0,30	0,34	0,40	0,45
0,25	0,27	0,28	0,29	0,30
0,31	0,31	0,32	0,32	0,33
0,49	0,49	0,49	0,49	0,49
0,43	0,44	0,44	0,44	0,44
0,62	0,62	0,62	0,63	0,64
1,02	1,04	1,03	1,00	1,00
0,26	0,25	0,24	0,22	0,21
0,90	0,95	0,98	1,00	1,00
0,55	0,60	0,61	0,62	0,62
0,43	0,44	0,45	0,45	0,45
0,74	0,73	0,73	0,72	0,72
0,90	0,95	0,95	0,95	0,95
0,25	0,31	0,33	0,34	0,35

696	864	1 058	1 284	1 482
73	78	83	88	93
1 172	1 135	1 254	1 350	1 452
550	711	898	1 176	1 473
2 638	3 196	3 703	4 261	4 883
807	922	1 079	1 221	1 420
690	775	866	964	1 072
1 406	1 623	1 813	2 018	2 242
18 634	20 618	22 826	25 553	28 475
3 525	4 015	4 445	4 802	5 322
7 295	7 885	8 487	8 588	9 070
2 730	3 256	3 782	4 327	4 833
20 875	25 428	28 921	32 701	36 195
6 670	7 453	8 225	9 027	9 853
3 034	3 311	3 693	4 047	4 484
5 069	5 975	6 676	7 428	8 226
429	589	697	793	898

30,3	33,7	37,5	41,0	45,3 <sup>b</sup>
0,38	0,38	0,38	0,38	0,37 <sup>b</sup>
23,1	23,7	24,5	24,9	25,7
7,9	8,8	9,8	10,9	12,1
1,31	1,42	1,53	1,65	1,76

Flux nets					
1975	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>d</sup>

#### OPEP

	Millions de dollars					
54 Nigéria	14	83	64	38	31	42
78 Algérie	41	54	47	44	272	83
86 Iran	593	752	221	278	21	29
90 Venezuela	31	103	52	109	82	130
115 Iraq	218	232	61	172	868	854
116 Arabie saoudite	1 997	2 407	2 409	1 470	2 298	3 033
117 Jamahiriya arabe libyenne	261	94	115	169	108	281
118 Koweït	976	616	1 517	1 268	1 053	1 186
Emirats arabes unis	1 046	1 059	1 175	684	1 113 <sup>d</sup>	1 062
Qatar	339	195	197	106	277	299
Total OPAEP <sup>e</sup>	4 878	4 657	5 521	3 913	5 989	6 798
Total OPEP	5 516	5 595	5 858	4 338	6 123	6 399

#### OPEP

	En pourcentage du PNB du pays donneur					
54 Nigéria	0,04	0,19	0,13	0,06	0,04	0,05
78 Algérie	0,28	0,33	0,24	0,18	0,87	0,21
86 Iran	1,12	1,16	0,29	0,37	0,03	0,03
90 Venezuela	0,11	0,33	0,14	0,27	0,17	0,23
115 Iraq	1,64	1,44	0,33	0,76	2,60	2,19
116 Arabie saoudite	5,62	5,13	4,09	2,27	3,01	2,60
117 Jamahiriya arabe libyenne	2,30	0,63	0,65	0,99	0,46	0,92
118 Koweït	8,11	4,52	10,02	7,36	4,08	3,87
Emirats arabes unis	11,68	9,21	8,05	4,82	6,17	3,96
Qatar	15,62	7,95	7,90	3,56	5,89	4,50
Total OPAEP <sup>e</sup>	4,99	3,83	3,75	2,39	2,80	2,34
Total OPEP	2,59	2,14	1,91	1,29	1,49	1,36

#### Flux bilatéral net vers les pays à faible revenu

1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979
------	------	------	------	------	------	------	------

#### OCDE

	En pourcentage du PNB du pays donneur							
98 Italie	0,03	0,04	0,06	0,01	0,01	0,02	0,01	0,01
99 Nouvelle-Zélande	..	..	..	0,14	0,06	0,04	0,03	0,02
100 Royaume-Uni	0,22	0,23	0,15	0,11	0,14	0,11	0,15	0,16
101 Finlande	..	..	..	0,06	0,07	0,06	0,04	0,06
102 Autriche	..	0,06	0,05	0,02	0,02	0,01	0,01	0,02
103 Japon	0,12	0,13	0,11	0,08	0,08	0,06	0,07	0,11
104 Australie	..	0,08	0,09	0,10	0,07	0,07	0,08	0,09
105 Canada	0,11	0,10	0,22	0,24	0,14	0,13	0,17	0,13
106 France	0,01	0,12	0,09	0,10	0,10	0,07	0,08	0,08
107 Pays-Bas	0,19	0,08	0,24	0,24	0,26	0,33	0,34	0,30
108 Etats-Unis	0,22	0,26	0,14	0,08	0,05	0,03	0,04	0,03
109 Norvège	0,02	0,04	0,12	0,25	0,22	0,30	0,39	0,34
110 Belgique	0,27	0,56	0,30	0,31	0,26	0,24	0,23	0,28
111 Rép. féd. d'Allemagne	0,13	0,14	0,10	0,12	0,09	0,07	0,10	0,10
112 Danemark	..	0,02	0,10	0,20	0,21	0,24	0,21	0,26
113 Suède	0,01	0,07	0,12	0,41	0,40	0,44	0,37	0,40
114 Suisse	..	0,02	0,05	0,10	0,07	0,05	0,08	0,06
Total	0,18	0,20	0,13	0,11	0,09	0,07	0,09	0,09

a. Estimation. b. Ces chiffres ont été calculés à l'aide des taux de change en vigueur en octobre 1980. Si les taux de mai 1981 avaient été utilisés, l'APD en 1985 se chiffrerait à 39,8 milliards de dollars, soit 0,36 % du PNB. c. Voir Notes techniques. d. Chiffres provisoires. e. Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole.

**Tableau 17. Accroissement passé et projeté de la population, et population stationnaire hypothétique<sup>a</sup>**

	Taux annuel moyen d'accroissement (%)		Population projetée (millions d'habitants)		Population stationnaire hypothétique (millions d'habitants)	Année où, par hypothèse, le taux net de reproduction atteindra 1	Année où sera atteinte la population stationnaire
	1960-70	1970-79	1980	2000			
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>2,2 w</b>	<b>2,1 w</b>	<b>2 300 t</b>	<b>3 275 t</b>			
<b>Chine et Inde</b>	<b>2,1 w</b>	<b>1,9 w</b>	<b>1 650 t</b>	<b>2 214 t</b>			
<b>Autres pays</b>	<b>2,4 w</b>	<b>2,6 w</b>	<b>650 t</b>	<b>1 061 t</b>			
1 Kampouchea démocratique	2,7	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	2,2	1,4	3	5	11	2035	2130
3 Bhoutan	2,0	2,1	1	2	4	2035	2130
4 Bangladesh	2,4	3,0	92	148	338	2035	2105
5 Tchad	1,8	2,0	4	7	19	2045	2140
6 Ethiopie	2,4	2,1	31	53	162	2045	2140
7 Népal	2,0	2,2	14	21	44	2035	2130
8 Somalie	2,4	2,3	4	6	17	2040	2130
9 Mali	2,4	2,6	7	12	35	2040	2130
10 Birmanie	2,2	2,2	34	50	90	2020	2110
11 Afghanistan	2,3	2,6	16	25	59	2040	2135
12 Viet Nam	3,1	2,9	54	88	153	2015	2075
13 Burundi	1,6	2,0	4	7	17	2040	2135
14 Haute-Volta	1,6	1,6	6	10	28	2040	2130
15 Inde	2,3	2,1	673	975	1,621	2020	2115
16 Malawi	2,8	2,8	6	11	36	2040	2110
17 Rwanda	2,8	2,8	5	9	29	2040	2110
18 Sri Lanka	2,4	1,7	15	21	31	2010	2065
19 Bénin	2,6	2,9	4	6	19	2040	2110
20 Mozambique	2,2	2,5	10	20	51	2040	2130
21 Sierra Leone	2,2	2,5	3	6	17	2040	2130
22 Chine	1,9	1,9	977	1 239	1 564	2005	2070
23 Haïti	1,5	1,7	5	8	17	2030	2090
24 Pakistan	2,3	3,1	82	141	340	2035	2100
25 Tanzanie	2,7	3,4	19	35	97	2035	2100
26 Zaïre	2,0	2,7	28	49	139	2040	2130
27 Niger	3,3	2,8	5	10	29	2040	2130
28 Guinée	2,8	2,9	5	9	23	2040	2130
29 Rép. centrafricaine	2,2	2,2	2	3	9	2040	2130
30 Madagascar	2,1	2,5	9	15	45	2040	2110
31 Ouganda	3,7	3,0	13	24	67	2035	2100
32 Mauritanie	2,5	2,7	2	3	9	2045	2135
33 Lesotho	2,0	2,3	1	2	5	2035	2105
34 Togo	2,7	2,4	2	4	13	2040	2110
35 Indonésie	2,0	2,3	146	220	388	2020	2110
36 Soudan	2,2	2,6	18	31	86	2040	2105
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>2,5 w</b>	<b>2,4 w</b>	<b>1 008 t</b>	<b>1 569 t</b>			
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>2,7 w</b>	<b>2,7 w</b>	<b>334 t</b>	<b>565 t</b>			
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>2,3 w</b>	<b>2,2 w</b>	<b>674 t</b>	<b>1 004 t</b>			
37 Kenya	3,2	3,4	16	34	109	2035	2095
38 Ghana	2,4	3,0	12	21	52	2035	2100
39 Yémen	1,8	1,8	6	9	22	2040	2130
40 Sénégal	2,4	2,6	6	10	30	2045	2135
41 Angola	1,5	2,3	7	12	35	2045	2135
42 Zimbabwe	3,9	3,3	7	15	42	2035	2095
43 Egypte	2,2	2,0	40	60	104	2020	2080
44 Yémen démocratique	1,9	2,3	2	3	8	2040	2110
45 Libéria	3,1	3,3	2	4	11	2035	2095
46 Zambie	2,8	3,0	6	11	31	2035	2125
47 Honduras	3,1	3,3	4	7	16	2030	2090
48 Bolivie	2,3	2,5	6	9	20	2035	2095
49 Cameroun	1,8	2,2	8	14	37	2040	2130
50 Thaïlande	2,9	2,4	46	68	103	2005	2070
51 Philippines	3,0	2,6	48	75	125	2015	2075
52 Congo	2,1	2,5	2	3	7	2040	2130
53 Nicaragua	2,9	3,3	3	5	11	2030	2090
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,1	2,3	3	4	9	2035	2125
55 El Salvador	2,9	2,9	5	8	15	2020	2080
56 Nigéria	2,5	2,5	85	161	459	2035	2105
57 Pérou	2,8	2,7	18	28	55	2025	2085
58 Maroc	2,5	2,9	20	36	81	2030	2090
59 Mongolie	2,9	2,9	2	3	5	2020	2080
60 Albanie	2,8	2,5	3	4	6	2005	2060
61 Rép. dominicaine	2,9	2,9	5	9	16	2015	2075
62 Colombie	3,0	2,3	27	40	61	2010	2070
63 Guatemala	2,8	2,9	7	12	23	2025	2085
64 Rép. arabe syrienne	3,2	3,6	9	16	33	2020	2080

	Taux annuel moyen d'accroissement (%)		Population projetée (millions d'habitants)		Population stationnaire hypothétique (millions d'habitants)	Année où, par hypothèse, le taux net de reproduction atteindra 1	Année où sera atteinte la population stationnaire
	1960-70	1970-79	1980	2000			
65 Côte d'Ivoire	3,7	5,5	9	15	45	2040	2110
66 Equateur	3,1	3,3	8	14	28	2025	2085
67 Paraguay	2,6	2,9	3	5	9	2020	2080
68 Tunisie	1,9	2,1	6	9	16	2020	2070
69 Rép. dém. de Corée	2,8	2,5	18	28	47	2020	2085
70 Jordanie	3,0	3,4	3	6	13	2025	2085
71 Liban	2,8	0,8	3	4	6	2010	2070
72 Jamaïque	1,4	1,6	2	3	5	2005	2065
73 Turquie	2,5	2,5	45	69	114	2015	2075
74 Malaisie	2,9	2,2	13	20	30	2010	2120
75 Panama	2,9	2,3	2	3	4	2010	2070
76 Cuba	2,0	1,4	10	13	15	2000	2045
77 Rép. de Corée	2,4	1,9	38	53	72	2005	2065
78 Algérie	2,8	3,3	19	34	79	2030	2090
79 Mexique	3,2	2,9	67	109	188	2015	2075
80 Chili	2,1	1,7	11	15	19	2005	2070
81 Afrique du Sud	2,6	2,7	29	50	107	2025	2090
82 Brésil	2,9	2,2	119	177	281	2015	2075
83 Costa Rica	3,4	2,5	2	3	5	2005	2065
84 Roumanie	1,0	0,9	22	26	29	2000	2075
85 Uruguay	1,1	0,3	3	4	4	2010	2075
86 Iran	2,7	2,9	38	64	140	2030	2090
87 Portugal	-0,2	1,4	10	11	14	2000	2070
88 Argentine	1,4	1,6	28	34	43	2010	2075
89 Yougoslavie	1,0	0,9	22	26	29	2005	2065
90 Venezuela	3,4	3,3	15	24	41	2015	2075
91 Trinité-et-Tobago	2,0	1,3	1	2	2	2000	2065
92 Hong Kong	2,5	2,6	5	6	8	2000	2035
93 Singapour	2,4	1,4	2	3	4	2000	2035
94 Grèce	0,5	0,6	9	10	11	2000	2065
95 Israël	3,4	2,7	4	5	7	2010	2080
96 Spain	1,1	1,0	37	43	50	2000	2065
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>1,0 w</b>	<b>0,7 w</b>	<b>675 t</b>	<b>744 t</b>			
97 Irlande	0,4	1,1	3	4	5	2000	2060
98 Italie	0,6	0,6	57	61	63	2000	2030
99 Nouvelle-Zélande	1,7	1,5	3	4	5	2000	2070
100 Royaume-Uni	0,5	0,1	56	58	60	2000	2025
101 Finlande	0,4	0,5	5	5	5	2000	2020
102 Autriche	0,6	0,1	7	8	8	2000	2025
103 Japon	1,0	1,1	117	130	133	2000	2015
104 Australie	2,0	1,5	14	17	19	2000	2075
105 Canada	1,8	1,1	24	28	31	2000	2030
106 France	1,0	0,6	54	58	61	2000	2030
107 Pays-Bas	1,3	0,8	14	16	16	2000	2025
108 Etats-Unis	1,3	1,0	227	259	283	2000	2030
109 Norvège	0,8	0,5	4	4	5	2000	2030
110 Belgique	0,5	0,2	10	10	10	2000	2025
111 Rép. féd. d'Allemagne	0,9	0,1	61	62	62	2000	2000
112 Danemark	0,7	0,4	5	5	5	2000	2020
113 Suède	0,7	0,3	8	8	8	2000	2000
114 Suisse	1,6	0,3	6	7	7	2000	2005
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>3,6 w</b>	<b>4,0 w</b>	<b>26 t</b>	<b>45 t</b>			
115 Iraq	3,1	3,3	13	23	52	2030	2090
116 Arabie saoudite	3,4	4,5	9	15	37	2035	2095
117 Jamahiriya arabe libyenne	3,8	4,1	3	5	12	2030	2090
118 Koweït	9,8	6,0	1	2	5	2030	2085
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>1,1 w</b>	<b>0,8 w</b>	<b>355 t</b>	<b>410 t</b>			
119 Bulgarie	0,8	0,6	9	10	10	2000	2055
120 Pologne	1,0	0,9	36	41	47	2000	2060
121 Hongrie	0,4	0,4	11	11	12	2000	2030
122 URSS	1,3	0,9	267	314	356	2000	2060
123 Tchécoslovaquie	0,5	0,7	15	17	19	2000	2085
124 Rép. dém. allemande	-0,1	-0,1	17	17	18	2000	2015
Total <sup>b</sup>			4 364	6 048			

a. Voir dans les notes techniques les hypothèses utilisées pour ces projections. b. A l'exclusion des pays comptant moins de un million d'habitants.

**Tableau 18 : Indicateurs démographiques et indicateurs relatifs à la fécondité**

	Taux brut de natalité pour mille habitants		Taux brut de mortalité pour mille habitants		Variation en pourcentage :		Indice synthétique de fécondité 1979	Pourcentage de femmes en âge de procréer (15 à 44 ans) 1979	Pourcentage de femmes mariées utilisant des moyens de contraception <sup>a</sup>	
	1960	1979	1960	1979	du taux brut de natalité 1960-79	du taux brut de mortalité 1960-79			1970	1978
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>40 w</b>	<b>29 w</b>	<b>18 w</b>	<b>11 w</b>	<b>-27,5 w</b>	<b>-38,2 w</b>	<b>4,5 w</b>	<b>46 w</b>	..	..
<b>Chine et Inde</b>	<b>38 w</b>	<b>24 w</b>	<b>16 w</b>	<b>9 w</b>	<b>-35,7 w</b>	<b>-40,8 w</b>	<b>4,0 w</b>	<b>47 w</b>	..	..
<b>Autres pays</b>	<b>47 w</b>	<b>42 w</b>	<b>24 w</b>	<b>16 w</b>	<b>-11,6 w</b>	<b>-35,0 w</b>	<b>5,7 w</b>	<b>42 w</b>	..	..
1 Kampouchea démocratique	49	..	22	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	44	42	23	21	-3,4	-6,7	6,2	40	..	..
3 Bhoutan	46	41	28	20	-9,4	-29,3	6,0	43	..	..
4 Bangladesh	49	44	23	16	-11,6	-30,2	5,7	44	..	9
5 Tchad	45	44	29	24	-2,4	-18,4	5,9	42	..	..
6 Ethiopie	51	50	28	24	-1,8	-13,2	6,7	42	..	..
7 Népal	46	42	29	20	-8,3	-29,7	6,2	41	1	4
8 Somalie	49	46	29	20	-5,9	-30,0	6,1	41	..	..
9 Mali	50	49	27	22	-0,8	-18,9	6,7	41	..	..
10 Birmanie	43	37	22	14	-13,1	-38,5	5,3	42	..	..
11 Afghanistan	50	47	30	23	-6,4	-23,6	6,7	42	..	1
12 Viet Nam	47	36	21	9	-21,8	-58,2	5,3	42	..	..
13 Burundi	47	45	27	22	-3,2	-15,8	5,9	43	..	..
14 Haute-Volta	49	48	27	21	-1,4	-19,2	6,5	41	..	..
15 Inde	44	34	23	14	-23,1	-40,5	4,8	45	12	23
16 Malawi	53	51	27	19	-3,6	-31,0	7,0	40	..	..
17 Rwanda	51	50	27	19	-2,9	-30,5	6,9	40	..	..
18 Sri Lanka	36	28	9	7	-22,3	-18,7	3,8	47	8	41
19 Bénin	51	49	27	19	-3,6	-30,2	6,7	41	..	..
20 Mozambique	46	45	26	18	-2,4	-29,5	6,1	41	..	..
21 Sierra Leone	47	46	27	19	-2,8	-30,5	6,1	41	..	..
22 Chine <sup>b</sup>	34	18	11	6	-47,4	-42,6	2,7	49	..	..
23 Haïti	45	41	19	14	-8,7	-27,5	5,7	42	..	5
24 Pakistan	48	44	23	14	-8,3	-36,7	6,5	42	4	6
25 Tanzanie	47	46	22	15	-0,6	-31,5	6,5	40	..	..
26 Zaïre	48	46	24	18	-4,6	-25,2	6,1	42	..	(.)
27 Niger	52	52	27	22	-0,6	-18,1	7,1	41	..	..
28 Guinée	47	46	30	20	-1,9	-32,8	6,2	42	..	..
29 Rép. centrafricaine	43	44	28	21	3,0	-23,8	5,9	41	..	..
30 Madagascar	47	46	27	18	-1,9	-31,6	6,5	41	..	..
31 Ouganda	45	45	20	14	-0,4	-32,0	6,1	41	..	..
32 Mauritanie	51	50	27	22	-0,8	-19,4	6,9	41	..	..
33 Lesotho	40	40	23	16	-1,7	-30,7	5,4	42	..	..
34 Togo	51	48	27	18	-5,3	-30,9	6,5	41	..	..
35 Indonésie	47	36	25	13	-22,5	-46,4	4,8	43	(.)	27
36 Soudan	45	46	25	18	0,9	-26,2	6,6	42	..	..
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>41 w</b>	<b>34 w</b>	<b>15 w</b>	<b>10 w</b>	<b>-16,9 w</b>	<b>-32,7 w</b>	<b>4,8 w</b>	<b>43 w</b>	..	..
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>47 w</b>	<b>41 w</b>	<b>19 w</b>	<b>12 w</b>	<b>-12,6 w</b>	<b>-35,8 w</b>	<b>5,8 w</b>	<b>42 w</b>	..	..
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>38 w</b>	<b>31 w</b>	<b>14 w</b>	<b>9 w</b>	<b>-20,0 w</b>	<b>-31,3 w</b>	<b>4,4 w</b>	<b>43 w</b>	..	..
37 Kenya	52	51	24	13	-1,3	-42,7	7,8	37	1	..
38 Ghana	49	48	24	17	-1,4	-30,0	6,7	41	2	4
39 Yémen	50	47	29	23	-5,0	-19,5	6,5	41	..	..
40 Sénégal	48	48	26	21	0,2	-18,0	6,5	41	..	..
41 Angola	50	48	31	22	-4,0	-27,5	6,4	42	..	..
42 Zimbabwe	47	47	19	13	0,6	-30,9	6,6	40	..	14
43 Egypte	44	37	19	12	-14,7	-35,1	4,9	44	9	17
44 Yémen démocratique	50	46	29	20	-7,9	-30,1	6,8	41	..	..
45 Libéria	50	48	21	14	-4,2	-33,0	6,9	40	..	..
46 Zambie	51	49	24	17	-2,8	-31,4	6,9	40	..	..
47 Honduras	51	46	19	11	-10,6	-39,5	6,8	40	..	9
48 Bolivie	46	43	22	16	-6,7	-25,5	6,2	42	..	..
49 Cameroun	43	42	27	19	-1,2	-30,2	5,7	41	..	..
50 Thaïlande	44	31	16	8	-29,8	-50,0	4,3	44	8	39
51 Philippines	46	34	16	8	-24,7	-47,4	4,8	45	8	37
52 Congo	46	45	27	18	-2,2	-29,8	6,0	41	..	..
53 Nicaragua	51	45	19	12	-10,3	-37,4	6,3	41	..	19
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	44	37	23	15	-15,5	-32,5	5,3	42	..	3
55 El Salvador	48	39	17	9	-19,1	-48,2	5,8	41	..	34
56 Nigéria	52	50	25	17	-4,2	-31,6	6,9	41	..	..
57 Pérou	46	38	20	11	-18,5	-43,7	5,3	43	..	..
58 Maroc	50	44	21	13	-12,0	-38,5	6,6	41	1	5
59 Mongolie	41	36	15	8	-12,4	-46,9	5,2	42	..	..
60 Albanie	41	30	11	6	-26,8	-44,0	3,9	45	..	..
61 Rép. dominicaine	50	36	16	9	-27,9	-45,6	4,8	43	..	31
62 Colombie	46	30	14	8	-33,8	-41,0	3,9	45	..	46
63 Guatemala	48	40	18	11	-16,8	-41,8	5,5	43	..	..
64 Rep. arabe syrienne	47	45	18	8	-4,7	-52,0	7,0	40	..	(.)

	Taux brut de natalité pour mille habitants		Taux brut de mortalité pour mille habitants		Variation en pourcentage :		Indice synthétique de fécondité 1979	Pourcentage de femmes en âge de procréer (15 à 44 ans) 1979	Pourcentage de femmes mariées utilisant des moyens de contraception <sup>a</sup>	
	1960	1979	1960	1979	du taux brut de natalité 1960-79	du taux brut de mortalité 1960-79			1970	1978
65 Côte d'Ivoire	50	47	26	18	-6,4	-32,0	6,7	41	..	..
66 Equateur	47	40	14	10	-13,3	-29,9	6,1	42	..	6
67 Paraguay	43	38	13	8	-11,0	-36,3	5,5	42	..	16
68 Tunisie	47	31	19	11	-33,5	-43,4	4,4	43	10	21
69 Rép. dém. de Corée	41	32	13	8	20,6	-37,8	4,4	44	..	..
70 Jordanie	47	45	20	10	-5,5	-50,3	7,0	40	..	..
71 Liban	43	30	14	8	-30,3	-40,4	4,1	43	14	..
72 Jamaïque	39	29	9	7	-27,8	-30,9	3,9	41	..	40
73 Turquie	43	34	15	10	-19,5	-37,4	4,8	43	3	38
74 Malaisie	39	28	9	6	-27,6	-37,4	3,8	45	7	36
75 Panama	41	31	10	6	-24,4	-42,0	4,0	44	..	47
76 Cuba	32	18	9	6	-45,1	-29,7	2,2	47	..	..
77 Rép. de Corée	43	25	14	8	-39,9	-41,5	3,3	48	32	49
78 Algérie	51	46	20	14	-9,1	-32,8	7,0	40	..	..
79 Mexique	45	36	12	7	-20,0	-36,0	5,0	41	..	40
80 Chili	37	23	12	7	-36,3	-42,3	2,8	47	..	..
81 Afrique du Sud	39	38	15	10	-2,6	-33,1	5,1	42	..	..
82 Brésil	43	29	13	9	-27,1	-32,6	4,1	45	2	..
83 Costa Rica	47	29	10	5	-38,1	-46,4	3,5	47	..	64
84 Roumanie	20	18	9	10	-5,7	5,6	2,5	40	..	..
85 Uruguay	22	20	9	10	-9,5	4,3	2,8	40	..	..
86 Iran	47	43	21	13	-8,1	-36,4	6,1	42	3	23
87 Portugal	24	18	8	10	-24,5	29,0	2,4	42	..	..
88 Argentine	24	21	9	8	-11,5	-9,3	2,8	43	..	..
89 Yougoslavie	23	18	10	9	-24,6	-13,3	2,2	44	59	..
90 Venezuela	45	35	10	6	-22,1	-37,3	4,7	44	..	..
91 Trinité-et-Tobago	38	22	8	6	-40,3	-30,5	2,6	48	44	..
92 Hong Kong	35	19	7	5	-44,2	-28,8	2,3	48	50	79
93 Singapour	38	18	8	5	-50,3	-33,8	2,1	54	45	71
94 Grèce	19	16	8	10	-16,1	30,3	2,3	40	..	..
95 Israël	27	26	6	7	-2,3	18,0	3,4	42	..	..
96 Espagne	21	18	9	9	-17,3	-4,4	2,6	41	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>20 w</b>	<b>15 w</b>	<b>10 w</b>	<b>10 w</b>	<b>-27,5 w</b>	<b>-2,2 w</b>	<b>1,9 w</b>	<b>43 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
97 Irlande	22	21	12	10	-1,9	-16,8	3,3	40	..	..
98 Italie	18	14	10	10	-27,0	3,1	2,0	41	..	..
99 Nouvelle-Zélande	26	18	9	8	-31,0	-12,2	2,2	45	..	..
100 Royaume-Uni	17	12	12	12	-29,1	0,8	1,8	40	72	93
101 Finlande	19	11	9	10	-26,6	3,3	1,7	44	77	..
102 Autriche	18	12	13	13	-32,0	0,8	1,7	40	..	..
103 Japon	18	15	8	7	-17,6	-12,0	1,8	45	56	61
104 Australie	22	17	9	8	-24,8	-9,2	2,1	45	66	..
105 Canada	27	17	8	7	-36,9	-8,9	1,9	48	..	..
106 France	18	14	12	11	-23,1	-5,3	1,9	41	64	79
107 Pays-Bas	21	13	8	9	-38,9	13,0	1,6	45	59	75
108 Etats-Unis	24	17	9	9	-29,8	-3,2	1,9	45	65	68
109 Norvège	18	13	9	11	-24,9	16,3	1,9	40	..	84
110 Belgique	17	13	12	12	-25,1	-0,8	1,8	41	..	87
111 Rep. féd. d'Allemagne	17	10	11	12	-40,2	9,7	1,5	41	..	..
112 Danemark	17	13	9	11	-24,9	13,7	1,8	42	67	..
113 Suède	15	12	10	12	-20,0	19,4	1,7	40	..	..
114 Suisse	18	12	10	10	-34,8	2,1	1,6	43	..	..
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>49 w</b>	<b>45 w</b>	<b>21 w</b>	<b>12 w</b>	<b>-8,9 w</b>	<b>-39,9 w</b>	<b>6,8 w</b>	<b>41 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
115 Iraq	49	45	20	12	-8,1	-37,6	6,7	41	..	23
116 Arabie saoudite	49	44	23	14	-10,2	-39,0	7,0	40	..	..
117 Jamahiriya arabe libyenne	49	45	19	12	-7,0	-36,5	7,1	40	..	..
118 Koweït	44	42	10	4	-6,3	-54,2	6,3	42	..	..
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>22 w</b>	<b>18 w</b>	<b>8 w</b>	<b>9 w</b>	<b>-20,2 w</b>	<b>-14,1 w</b>	<b>2,3 w</b>	<b>43 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
119 Bulgarie	18	15	9	11	-14,2	23,5	2,2	41	..	..
120 Pologne	24	19	8	9	-17,9	9,8	2,3	44	57	..
121 Hongrie	16	15	10	12	0,7	16,7	2,1	41	..	73
122 URSS	24	18	7	9	-22,1	17,6	2,3	43	..	..
123 Tchécoslovaquie	17	18	10	11	2,9	14,6	2,3	41	66	..
124 Rép. dém. allemande	17	14	13	13	-20,1	0,0	1,8	41	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. Voir Notes techniques.

b. Les chiffres en italique se rapportent à 1957 ou à la période 1957-79 et non à 1960 ou à la période 1960-79.



# Tableau 19 : Population active

	Pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)		Pourcentage de la population active travaillant dans :						Taux annuel moyen d'accroissement de la population active (%)		
	1960	1979	l'agriculture		l'industrie		les services		1960-70	1970-80	1980-2000
			1960	1979	1960	1979	1960	1979			
<b>Pays à faible revenu</b>	56 w	59 w	76 w	71 w	10 w	14 w	14 w	15 w	1,6 w	1,9 w	1,6 w
<b>Chine et Inde</b>	..	61 w	..	71 w	..	15 w	..	14 w	..	1,8 w	1,3 w
<b>Autres pays</b>	55 w	54 w	79 w	70 w	8 w	11 w	13 w	19 w	1,8 w	2,3 w	2,3 w
1 Kampuchea démocratique	53	..	82	..	4	..	14	..	2,1	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	56	51	83	76	4	6	13	18	1,4	0,3	2,0
3 Bhoutan	56	55	95	93	2	2	3	5	1,7	2,0	2,0
4 Bangladesh	53	54	87	74	3	11	10	15	2,1	3,3	2,6
5 Tchad	57	54	95	85	2	7	3	8	1,5	1,8	2,4
6 Ethiopie	54	53	88	80	5	7	7	13	2,0	1,7	2,6
7 Népal	57	55	95	93	2	2	3	5	1,5	2,1	2,1
8 Somalie	54	54	88	84	4	8	8	8	1,7	2,2	2,0
9 Mali	54	52	94	88	3	5	3	7	2,0	2,2	2,9
10 Birmanie	59	55	..	67	..	10	..	23	1,1	1,5	2,0
11 Afghanistan	55	53	85	79	6	8	9	13	2,0	2,1	2,4
12 Viet Nam	..	..	81	71	5	10	14	19	..	..	2,6
13 Burundi	55	55	90	84	3	5	7	11	1,2	1,5	2,2
14 Haute-Volta	54	53	92	83	5	12	3	5	1,2	1,2	2,7
15 Inde	57	56	74	71	11	11	15	18	1,5	1,7	2,0
16 Malawi	52	49	92	86	3	5	5	9	2,3	2,2	2,3
17 Rwanda	53	51	95	91	1	2	4	7	2,4	2,4	3,2
18 Sri Lanka	54	59	56	54	14	14	30	32	2,1	2,0	2,0
19 Bénin	53	51	54	46	9	16	37	38	2,1	2,3	2,6
20 Mozambique	56	53	81	67	8	17	11	16	1,9	1,7	2,4
21 Sierra Leone	55	53	78	66	12	19	10	15	1,5	1,8	2,7
22 Chine	..	64	..	71	..	17	..	12	..	1,9	0,9
23 Haïti	55	53	80	74	6	7	14	19	0,7	1,2	2,5
24 Pakistan	52	51	61	57	18	20	21	23	1,9	2,6	3,0
25 Tanzanie	54	51	89	83	4	6	7	11	2,1	2,7	3,1
26 Zaïre	53	53	83	75	9	13	8	12	1,4	2,1	2,7
27 Niger	53	51	95	91	1	3	4	6	3,0	2,6	3,4
28 Guinée	55	53	88	82	6	11	6	7	2,5	2,2	2,3
29 Rép. centrafricaine	58	55	94	88	2	4	4	8	1,7	1,7	2,3
30 Madagascar	55	53	93	87	2	4	5	9	1,7	2,0	2,8
31 Ouganda	54	52	89	83	4	6	7	11	3,3	2,5	3,3
32 Mauritanie	53	52	91	85	3	5	6	10	2,2	2,4	2,8
33 Lesotho	57	55	93	87	2	4	5	9	1,6	1,9	2,4
34 Togo	53	51	80	68	8	15	12	17	2,2	1,7	2,9
35 Indonésie	56	56	75	59	8	12	17	29	1,7	2,5	2,0
36 Soudan	53	53	86	78	6	10	8	12	2,2	2,4	2,7
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	55 w	55 w	58 w	43 w	17 w	23 w	25 w	34 w	1,9 w	2,3 w	2,6 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	52 w	52 w	60 w	44 w	16 w	24 w	24 w	32 w	2,1 w	2,5 w	3,2 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	56 w	57 w	57 w	42 w	17 w	23 w	25 w	35 w	1,9 w	2,2 w	2,3 w
37 Kenya	50	48	86	78	5	10	9	12	2,7	2,8	3,9
38 Ghana	53	51	64	54	14	20	22	26	1,6	2,4	3,2
39 Yémen	54	51	83	76	7	11	10	13	1,1	0,7	2,7
40 Sénégal	54	53	84	76	5	10	11	14	1,9	1,9	2,5
41 Angola	55	53	69	60	12	16	19	24	1,0	1,9	2,7
42 Zimbabwe	52	50	69	60	11	15	20	25	3,2	2,6	3,5
43 Egypte	55	57	58	50	12	29	30	21	1,9	2,0	2,5
44 Yémen démocratique	52	51	70	47	15	15	15	38	1,4	1,6	2,9
45 Libéria	52	50	80	71	10	14	10	15	2,4	2,6	3,5
46 Zambie	53	50	79	68	7	11	14	21	2,3	2,4	3,0
47 Honduras	52	50	70	63	11	14	19	23	2,5	3,1	3,5
48 Bolivie	55	53	61	50	18	24	21	26	1,7	2,3	2,9
49 Cameroun	57	54	87	83	5	7	8	10	1,3	1,3	1,8
50 Thaïlande	53	54	84	77	4	9	12	14	2,0	2,7	2,2
51 Philippines	52	53	61	47	15	17	24	36	2,2	2,4	2,8
52 Congo	56	53	52	35	17	26	31	39	1,5	2,0	2,9
53 Nicaragua	50	50	62	40	16	14	22	46	2,6	3,3	3,8
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	57	55	89	82	4	8	7	10	1,6	1,8	1,5
55 El Salvador	52	51	62	51	17	22	21	27	2,6	2,8	3,5
56 Nigéria	52	50	71	55	10	18	19	27	1,8	1,7	3,3
57 Pérou	52	54	53	38	19	20	28	42	2,0	3,0	3,1
58 Maroc	55	50	63	53	14	21	23	26	1,6	3,0	3,5
59 Mongolie	54	53	70	56	13	22	17	22	2,1	2,5	3,3
60 Albanie	54	57	71	61	16	25	11	14	2,3	2,8	2,4
61 Rép. dominicaine	49	52	67	50	12	18	21	32	2,3	3,4	3,3
62 Colombie	50	59	51	27	19	21	30	52	3,0	3,6	2,5
63 Guatemala	51	53	67	56	14	21	19	23	2,5	3,0	2,9
64 Rép. arabe syrienne	52	48	54	32	19	31	27	37	2,1	3,3	3,7

	Pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)		Pourcentage de la population active travaillant dans :						Taux annuel moyen d'accroissement de la population active (%)		
	1960	1979	l'agriculture		l'industrie		les services		1960-70	1970-80	1980-2000
			1960	1979	1960	1979	1960	1979			
65 Côte d'Ivoire	54	54	89	79	2	4	9	17	3,6	5,0	2,8
66 Equateur	52	52	57	52	19	18	24	30	3,0	3,3	3,3
67 Paraguay	51	52	56	50	19	19	25	31	2,4	3,1	3,4
68 Tunisie	53	55	56	35	18	32	26	33	0,7	3,0	2,7
69 Rép. dém. de Corée	53	56	62	50	23	32	15	18	2,3	2,9	2,8
70 Jordanie	52	51	44	21	26	19	30	60	2,8	3,1	3,4
71 Liban	53	55	38	12	23	26	39	62	2,1	1,3	2,8
72 Jamaïque	54	52	39	22	25	25	36	53	0,4	2,2	3,3
73 Turquie	55	56	78	54	11	13	11	33	1,4	2,2	2,4
74 Malaisie	51	55	63	51	12	16	25	33	2,8	2,6	2,9
75 Panama	52	56	51	34	14	18	35	48	3,4	2,4	2,6
76 Cuba	61	60	39	24	22	31	39	45	0,8	2,0	1,9
77 Rép. de Corée	54	61	66	36	9	30	25	34	3,0	2,8	2,1
78 Algérie	52	49	67	32	12	24	21	44	1,0	3,4	3,5
79 Mexique	51	51	55	37	20	26	25	37	2,8	3,0	3,6
80 Chili	57	62	30	20	20	20	50	60	1,4	1,9	2,1
81 Afrique du Sud	55	54	32	30	30	29	38	41	3,2	2,6	3,2
82 Brésil	54	55	52	40	15	22	33	38	2,8	2,2	2,7
83 Costa Rica	50	57	51	30	19	23	30	47	3,5	3,6	2,7
84 Roumanie	65	64	65	33	15	34	20	33	0,9	0,6	0,7
85 Uruguay	64	63	21	11	29	32	50	57	0,9	0,1	1,1
86 Iran	51	52	54	40	23	33	23	27	2,5	2,7	3,2
87 Portugal	63	63	44	25	29	36	27	39	(.)	1,1	0,9
88 Argentine	64	63	20	13	36	28	44	59	1,3	1,4	1,2
89 Yougoslavie	63	66	63	31	18	33	19	36	0,6	0,6	0,6
90 Venezuela	51	55	35	19	22	27	43	54	2,8	4,0	3,2
91 Trinité-et-Tobago	53	61	22	16	34	36	44	48	2,4	2,6	2,1
92 Hong Kong	56	65	8	3	52	57	40	40	3,2	3,8	1,2
93 Singapour	55	66	8	2	23	38	69	60	2,8	2,7	1,4
94 Grèce	65	64	56	38	20	28	24	34	(.)	0,5	0,5
95 Israël	59	59	14	7	35	36	51	57	3,6	2,5	2,1
96 Espagne	64	63	42	15	31	40	27	45	0,2	1,1	0,9
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>63 w</b>	<b>66 w</b>	<b>16 w</b>	<b>6 w</b>	<b>39 w</b>	<b>38 w</b>	<b>45 w</b>	<b>56 w</b>	<b>1,2 w</b>	<b>1,2 w</b>	<b>0,6 w</b>
97 Irlande	58	58	36	19	25	37	39	44	(.)	1,0	1,5
98 Italie	66	65	31	11	40	45	29	44	-0,1	0,7	0,4
99 Nouvelle-Zélande	59	63	15	9	37	35	48	56	2,2	2,1	1,2
100 Royaume-Uni	65	64	4	2	48	42	48	56	0,6	0,3	0,3
101 Finlande	62	68	36	12	31	35	33	53	0,4	1,1	0,4
102 Autriche	66	64	24	9	46	37	30	54	-0,6	0,8	0,4
103 Japon	64	68	33	13	30	38	37	49	1,9	1,3	0,8
104 Australie	61	65	11	6	40	33	49	61	2,6	1,8	1,0
105 Canada	59	67	13	5	35	29	52	66	2,6	2,0	0,9
106 France	62	64	22	9	39	39	39	52	0,6	1,0	0,6
107 Pays-Bas	61	66	11	6	42	45	47	49	1,6	1,3	0,6
108 Etats-Unis	60	66	7	2	36	32	57	66	1,8	1,8	0,9
109 Norvège	63	63	20	8	37	38	43	54	0,5	0,7	0,6
110 Belgique	65	65	8	3	48	41	44	56	0,3	0,7	0,2
111 Rép. féd. d'Allemagne	68	66	14	4	48	47	38	49	0,2	0,7	(.)
112 Danemark	64	65	18	7	37	36	45	57	1,1	0,6	0,5
113 Suède	66	64	14	5	45	35	41	60	1,0	0,3	0,3
114 Suisse	66	66	11	5	50	46	39	49	2,0	0,5	0,3
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>53 w</b>	<b>51 w</b>	<b>58 w</b>	<b>44 w</b>	<b>16 w</b>	<b>22 w</b>	<b>26 w</b>	<b>34 w</b>	<b>3,2 w</b>	<b>3,6 w</b>	<b>3,1 w</b>
115 Iraq	51	51	53	43	18	26	29	31	2,9	2,9	3,3
116 Arabie saoudite	54	52	71	62	10	14	19	24	3,1	4,5	2,7
117 Jarnahiriya arabe libyenne	53	51	53	20	17	27	30	53	3,6	3,7	3,1
118 Koweït	63	52	1	2	34	34	65	64	7,5	4,5	3,1
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>63 w</b>	<b>66 w</b>	<b>41 w</b>	<b>17 w</b>	<b>31 w</b>	<b>44 w</b>	<b>28 w</b>	<b>39 w</b>	<b>0,8 w</b>	<b>1,2 w</b>	<b>0,6 w</b>
119 Bulgarie	66	66	57	38	25	38	18	24	0,7	0,4	0,4
120 Pologne	61	66	48	31	29	39	23	30	1,8	1,5	0,8
121 Hongrie	66	66	38	16	35	52	27	32	0,5	0,4	0,2
122 URSS	63	66	42	15	29	44	29	41	0,7	1,3	0,6
123 Tchécoslovaquie	64	64	26	11	46	48	28	41	0,9	0,8	0,7
124 Rép. dém. allemande	65	64	18	10	48	50	34	40	-0,2	0,5	0,3

# Tableau 20 : Urbanisation

	Population urbaine				Pourcentage de la population urbaine vivant					
	En pourcentage de la population totale		Taux annuel moyen d'accroissement (%)		Dans la plus grande ville		Dans des villes de plus de 500 000 habitants		Nombre de villes de plus de 500 000 habitants	
	1960	1980	1960-70	1970-80	1960	1980	1960	1980	1960	1980
<b>Pays à faible revenu</b>	15 w	17 w	3,8 w	3,7 w	11 w	13 w	31 w	42 w	58 t	144 t
<b>Chine et Inde</b>	..	17 w	..	3,2 w	7 w	6 w	33 w	42 w	48 t	106 t
<b>Autres pays</b>	12 w	19 w	4,7 w	5,0 w	24 w	27 w	23 w	42 w	10 t	38 t
1 Kampouchea démocratique	11	..	3,6	..	..	..	0	0	0	0
2 Rép. dém. pop. lao	8	14	4,1	4,8	69	48	0	0	0	0
3 Bhoutan	3	4	4,1	4,5	..	..	0	0	0	0
4 Bangladesh	5	11	6,3	6,8	20	30	20	51	1	3
5 Tchad	7	18	6,7	6,5	..	39	0	0	0	0
6 Ethiopie	6	15	6,1	6,6	30	37	0	37	0	1
7 Népal	3	5	4,3	4,7	41	27	0	0	0	0
8 Somalie	17	30	5,3	5,0	..	34	0	0	0	0
9 Mali	11	20	5,4	5,5	32	34	0	0	0	0
10 Birmanie	19	27	3,9	3,9	23	23	23	29	1	2
11 Afghanistan	8	15	5,5	5,9	33	17	0	17	0	1
12 Viêt Nam	15	19	5,3	3,3	32	21	32	50	1	4
13 Burundi	2	2	1,6	2,5	..	..	0	0	0	0
14 Haute-Volta	5	9	5,3	3,8	..	41	0	0	0	0
15 Inde	18	22	3,3	3,3	7	6	26	39	11	36
16 Malawi	4	10	6,6	5,8	..	19	0	0	0	0
17 Rwanda	2	4	5,6	5,9	..	..	0	0	0	0
18 Sri Lanka	18	27	4,3	3,6	28	..	0	16	0	1
19 Bénin	10	14	5,3	3,9	..	63	0	63	0	1
20 Mozambique	4	9	6,6	6,8	75	83	0	83	0	1
21 Sierra Leone	13	25	5,5	5,6	37	47	0	0	0	0
22 Chine	..	13	..	3,1	6	6	42	45	38	70
23 Haïti	16	28	4,0	4,9	42	56	0	56	0	1
24 Pakistan	22	28	4,0	4,3	20	21	33	51	2	7
25 Tanzanie	5	12	6,3	8,7	34	50	0	50	0	1
26 Zaïre	16	34	5,2	7,2	14	28	14	38	1	2
27 Niger	6	13	7,0	6,8	..	31	0	0	0	0
28 Guinée	10	18	6,2	5,5	37	80	0	80	0	1
29 Rép. centrafricaine	23	41	5,3	5,0	40	36	0	0	0	0
30 Madagascar	11	18	5,0	5,2	44	36	0	36	0	1
31 Ouganda	5	12	7,8	7,0	38	52	0	52	0	1
32 Mauritanie	3	23	15,8	8,6	..	39	0	0	0	0
33 Lesotho	2	5	7,5	7,7	..	..	0	0	0	0
34 Togo	10	20	5,0	5,6	..	60	0	0	0	0
35 Indonésie	15	20	3,6	4,0	20	23	34	50	3	9
36 Souçan	10	25	6,9	6,8	30	31	0	31	0	1
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	37 w	50 w	4,1 w	3,8 w	28 w	29 w	35 w	48 w	56 t	125 t
<b>Exportateurs de pétrole</b>	33 w	45 w	4,5 w	4,3 w	29 w	30 w	32 w	46 w	9 t	31 t
<b>Importateurs de pétrole</b>	39 w	52 w	4,0 w	3,5 w	28 w	27 w	36 w	48 w	47 t	94 t
37 Kenya	7	14	6,4	6,8	40	57	0	57	0	1
38 Ghana	23	36	4,6	5,1	25	35	0	48	0	2
39 Yémen	3	10	7,5	7,2	..	25	0	0	0	0
40 Sénégal	23	25	2,9	3,3	53	65	0	65	0	1
41 Angola	10	21	5,1	5,7	44	64	0	64	0	1
42 Zimbabwe	13	23	6,8	6,4	40	50	0	50	0	1
43 Egypte	38	45	3,3	2,8	38	39	53	53	2	2
44 Yémen démocratique	28	37	3,2	3,7	61	49	0	0	0	0
45 Libéria	21	33	5,6	5,6	..	..	0	0	0	0
46 Zambie	23	38	5,4	5,5	..	35	0	35	0	1
47 Honduras	23	36	5,4	5,5	31	33	0	0	0	0
48 Bolivie	24	33	3,9	4,1	47	44	0	44	0	1
49 Cameroun	14	35	5,6	7,5	26	21	0	21	0	1
50 Thaïlande	13	14	3,5	3,3	65	69	65	69	1	1
51 Philippines	30	36	3,8	3,6	27	30	27	34	1	2
52 Congo	30	45	4,7	4,1	77	56	0	0	0	0
53 Nicaragua	41	53	4,2	4,5	..	47	0	47	0	1
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	3	20	15,2	8,7	..	25	0	0	0	0
55 El Salvador	38	41	3,2	3,3	26	22	0	0	0	0
56 Nigéria	13	20	4,7	4,7	13	17	22	58	2	9
57 Pérou	46	67	4,9	4,3	38	39	38	44	1	2
58 Maroc	29	41	4,2	4,6	16	26	16	50	1	4
59 Mongolie	36	51	5,2	4,1	53	52	0	0	0	0
60 Albanie	31	37	3,7	3,4	27	25	0	0	0	0
61 Rép. dominicaine	30	51	5,8	5,3	50	54	0	54	0	1
62 Colombie	48	70	5,2	3,9	17	26	28	51	3	4
63 Guatemala	33	39	3,6	3,7	41	36	41	36	1	1
64 Rép. arabe syrienne	37	50	4,8	5,0	35	33	35	55	1	2

	Population urbaine				Pourcentage de la population urbaine vivant				Nombre de villes de plus de 500 000 habitants	
	En pourcentage de la population totale		Taux annuel moyen d'accroissement (%)		Dans la plus grande ville		Dans des villes de plus de 500 000 habitants			
	1960	1980	1960-70	1970-80	1960	1980	1960	1980	1960	1980
65 Côte d'Ivoire	19	38	7,3	8,5	27	34	0	34	0	1
66 Equateur	34	45	4,5	4,5	31	29	0	51	0	2
67 Paraguay	36	39	3,0	3,5	44	44	0	44	0	1
68 Tunisie	36	52	3,8	3,9	40	30	40	30	1	1
69 Rép. dém. de Corée	40	60	5,0	4,3	15	12	15	19	1	2
70 Jordanie	43	56	4,5	4,7	31	37	0	37	0	1
71 Liban	44	76	6,2	2,8	64	79	64	79	1	1
72 Jamaïque	34	50	3,5	3,4	77	66	0	66	0	1
73 Turquie	30	47	5,1	4,6	18	24	32	42	3	4
74 Malaisie	25	29	3,6	3,1	19	27	0	27	0	1
75 Panama	41	54	4,4	3,6	61	66	0	66	0	1
76 Cuba	55	65	2,9	2,2	38	32	38	32	1	1
77 Rép. de Corée	28	55	6,3	4,8	35	41	61	77	3	7
78 Algérie	30	44	3,9	5,8	27	12	27	12	1	1
79 Mexique	51	67	4,8	4,2	28	32	36	48	3	7
80 Chili	68	80	3,1	2,3	38	44	38	44	1	1
81 Afrique du Sud	47	50	2,8	3,1	16	13	44	53	4	7
82 Brésil	46	65	4,8	3,7	14	16	35	52	6	14
83 Costa Rica	37	43	4,2	3,3	67	64	0	64	0	1
84 Roumanie	34	48	2,8	2,5	22	17	22	17	1	1
85 Uruguay	80	84	1,3	0,6	56	52	56	52	1	1
86 Iran	34	50	4,7	4,9	26	28	26	47	1	6
87 Portugal	23	31	1,3	2,9	47	44	47	44	1	1
88 Argentine	74	82	2,0	2,1	46	45	54	60	3	5
89 Yougoslavie	28	42	3,2	2,9	11	10	11	23	1	3
90 Venezuela	67	83	4,7	4,2	26	26	26	44	1	4
91 Trinité-et-Tobago	22	22	1,7	1,3	..	..	0	0	0	0
92 Hong Kong	89	90	2,6	2,7	100	100	100	100	1	1
93 Singapour	100	100	2,4	1,4	100	100	100	100	1	1
94 Grèce	43	62	2,6	2,2	51	57	51	70	1	1
95 Israël	77	89	4,3	3,2	46	35	46	35	1	1
96 Espagne	57	74	2,6	2,2	13	17	37	44	5	6
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>68 w</b>	<b>77 w</b>	<b>1,8 w</b>	<b>1,3 w</b>	<b>18 w</b>	<b>18 w</b>	<b>48 w</b>	<b>55 w</b>	<b>99 t</b>	<b>146 t</b>
97 Irlande	46	58	1,6	2,2	51	48	51	48	1	1
98 Italie	59	69	1,5	1,3	13	17	46	52	7	9
99 Nouvelle-Zélande	76	85	2,4	1,9	25	30	0	30	0	1
100 Royaume-Uni	86	91	0,9	0,3	24	20	61	55	15	17
101 Finlande	38	62	3,2	2,7	28	27	0	27	0	1
102 Autriche	50	54	0,9	0,5	51	39	51	39	1	1
103 Japon	62	78	2,4	2,0	18	22	35	42	5	9
104 Australie	81	89	2,5	1,9	26	24	62	68	4	5
105 Canada	69	80	2,7	1,7	14	18	31	62	2	9
106 France	62	78	2,4	1,4	25	23	34	34	4	6
107 Pays-Bas	80	76	1,0	0,6	9	9	27	24	3	3
108 Etats-Unis	67	73	1,7	1,5	13	12	61	77	40	65
109 Norvège	32	53	3,5	2,8	50	32	50	32	1	1
110 Belgique	66	72	1,2	0,4	17	14	28	24	2	2
111 Rép. féd. d'Allemagne	77	85	1,4	0,4	20	18	48	45	11	11
112 Danemark	74	84	1,5	0,9	40	32	40	32	1	1
113 Suède	73	87	1,8	1,0	15	15	15	35	1	3
114 Suisse	51	58	2,2	1,0	19	22	19	22	1	1
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>37 w</b>	<b>69 w</b>	<b>7,4 w</b>	<b>6,7 w</b>	<b>33 w</b>	<b>42 w</b>	<b>22 w</b>	<b>53 w</b>	<b>1 t</b>	<b>6 t</b>
115 Iraq	43	72	6,2	5,4	35	55	35	70	1	3
116 Arabie saoudite	30	67	8,4	7,6	15	18	0	33	0	2
117 Jamahiriya arabe libyenne	23	52	8,0	8,3	57	64	0	64	0	1
118 Koweït	72	88	10,4	7,4	75	30	0	0	0	0
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>49 w</b>	<b>64 w</b>	<b>2,5 w</b>	<b>2,1 w</b>	<b>9 w</b>	<b>7 w</b>	<b>23 w</b>	<b>32 w</b>	<b>35 t</b>	<b>64 t</b>
119 Bulgarie	39	64	3,8	2,6	23	18	23	18	1	1
120 Pologne	48	57	1,8	1,7	17	15	41	47	5	8
121 Hongrie	40	54	1,7	2,1	45	37	45	37	1	1
122 URSS	49	65	2,8	2,2	6	4	21	33	25	50
123 Tchécoslovaquie	47	63	2,1	2,0	17	12	17	12	1	1
124 Rép. dém. allemande	72	77	0,1	0,3	9	9	14	17	2	3

# Tableau 21 : Indicateurs relatifs à l'espérance de vie

	Espérance de vie à la naissance (années)		Taux de mortalité infantile (enfants de moins d'un an) <sup>a</sup>		Taux de mortalité juvénile (enfants de 1 à 4 ans)	
	1960	1979	1960	1978	1960	1979
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>42 w</b>	<b>57 w</b>	..	..	<b>29 w</b>	<b>17 w</b>
<b>Chine et Inde</b>	..	<b>59 w</b>	..	..	..	..
<b>Autres pays</b>	<b>41 w</b>	<b>51 w</b>	..	..	<b>31 w</b>	<b>18 w</b>
1 Kaimpucea démocratique	43	..	..	..	27	..
2 Rép. dém. pop. lao	40	42	..	..	30	27
3 Bhoutan	36	44	..	..	36	25
4 Bangladesh	43	49	..	130	25	19
5 Tchad	35	41	192	..	45	35
6 Ethiopie	36	40	172	..	43	36
7 Népal	37	44	..	..	35	25
8 Somalie	36	44	..	..	43	30
9 Mali	37	43	..	..	41	31
10 Birmanie	44	54	..	..	24	13
11 Afghanistan	34	41	..	237	40	29
12 Viet Nam	43	63	..	62	26	5
13 Burundi	37	42	..	..	41	33
14 Haute-Volta	37	43	263	..	41	31
15 Inde	42	52	..	125	27	15
16 Malawi	37	47	..	..	41	25
17 Rwanda	37	47	..	..	41	25
18 Sri Lanka	62	66	55	49	6	3
19 Bénin	37	47	206	..	41	25
20 Mozambique	37	47	..	..	41	25
21 Sierra Leone	37	47	..	..	41	25
22 Chine	..	64	..	56	..	..
23 Haïti	44	53	..	..	36	21
24 Pakistan	44	52	135	..	24	15
25 Tanzanie	42	52	..	..	32	18
26 Zaïre	40	47	..	..	36	25
27 Niger	37	43	200	..	41	31
28 Guinée	35	44	141	..	45	28
29 Rép. centrafricaine	36	44	..	..	43	30
30 Madagascar	37	47	..	..	41	25
31 Ouganda	44	54	159	..	29	16
32 Mauritanie	37	43	186	..	41	29
33 Lesotho	42	51	..	..	33	20
34 Togo	37	47	..	..	41	25
35 Indonésie	39	53	159	120	31	14
36 Soudan	39	47	..	..	47	29
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>53 w</b>	<b>61 w</b>	..	..	<b>19 w</b>	<b>10 w</b>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>47 w</b>	<b>57 w</b>	..	..	<b>27 w</b>	<b>14 w</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>55 w</b>	<b>63 w</b>	..	..	<b>16 w</b>	<b>8 w</b>
37 Kenya	41	55	126	91	34	15
38 Ghana	40	49	141	..	36	22
39 Yémen	36	42	..	..	54	41
40 Sénégal	37	43	..	..	41	31
41 Angola	33	42	..	..	49	33
42 Zimbabwe	45	55	..	..	28	15
43 Egypte	46	57	109	85	32	15
44 Yémen démocratique	36	45	..	..	54	34
45 Libéria	44	54	..	..	29	16
46 Zambie	40	49	..	..	36	22
47 Honduras	46	58	130	118	32	14
48 Bolivie	43	50	150	..	39	23
49 Cameroun	37	47	172	157	41	25
50 Thaïlande	51	62	..	68	16	6
51 Philippines	51	62	98	65	16	6
52 Congo	37	47	..	..	41	27
53 Nicaragua	47	56	..	..	30	16
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	41	51	159	..	29	16
55 El Salvador	50	63	..	60	23	8
56 Nigéria	39	49	..	..	36	22
57 Pérou	48	58	..	86	29	14
58 Maroc	47	56	..	..	30	16
59 Mongolie	52	63	..	..	15	5
60 Albanie	62	70	83	..	6	2
61 Rép. dominicaine	51	61	..	37	23	10
62 Colombie	53	63	77	65	20	8
63 Guatemala	47	59	113	..	30	13
64 Rép. arabe syrienne	50	65	..	..	25	7

	Espérance de vie à la naissance (années)		Taux de mortalité infantile (enfants de moins d'un an) <sup>a</sup>		Taux de mortalité juvénile (enfants de 1 à 4 ans)	
	1960	1979	1960	1978	1960	1979
65 Côte d'Ivoire	37	47	..	..	41	25
66 Equateur	51	61	140	66	23	10
67 Paraguay	56	64	..	..	16	7
68 Tunisie	48	58	148	90	28	13
69 Rép. dém. de Corée	54	63	..	..	12	5
70 Jordanie	47	61	..	97	30	10
71 Liban	58	66	..	..	13	6
72 Jamaïque	64	71	52	16	7	3
73 Turquie	51	62	194	..	23	9
74 Malaisie	53	68	..	32	13	2
75 Panama	62	70	90	47	9	3
76 Cuba	63	72	..	25	8	2
77 Rép. de Corée	54	63	62	37	12	5
78 Algérie	47	56	..	..	30	16
79 Mexique	58	66	78	60	13	5
80 Chili	57	67	108	55	15	6
81 Afrique du Sud	53	61	..	..	17	9
82 Brésil	55	63	128	92	17	8
83 Costa Rica	62	70	80	28	9	3
84 Roumanie	65	71	76	31	4	1
85 Uruguay	68	71	47	34	4	3
86 Iran	46	54	..	..	22	12
87 Portugal	53	71	78	39	5	1
88 Argentine	65	70	62	..	6	3
89 Yougoslavie	63	70	88	34	5	2
90 Venezuela	59	67	72	40	12	5
91 Trinité-et-Tobago	64	70	45	29	7	3
92 Hong Kong	65	76	42	12	4	(.)
93 Singapour	65	71	35	13	4	1
94 Grèce	69	74	40	..	2	1
95 Israël	69	72	31	18	4	2
96 Espagne	68	73	44	15	2	1
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>70 w</b>	<b>74 w</b>	<b>29 w</b>	<b>13 w</b>	<b>1 w</b>	<b>1 w</b>
97 Irlande	70	73	29	16	2	1
98 Italie	69	73	44	18	2	1
99 Nouvelle-Zélande	72	73	23	14	1	1
100 Royaume-Uni	71	73	22	14	1	1
101 Finlande	68	73	21	9	2	1
102 Autriche	69	72	38	15	7	1
103 Japon	68	76	30	9	2	(.)
104 Australie	71	74	20	13	1	1
105 Canada	71	74	27	12	1	1
106 France	70	74	27	11	1	1
107 Pays-Bas	73	75	18	10	1	(.)
108 Etats-Unis	70	74	26	14	1	1
109 Norvège	73	75	19	9	1	(.)
110 Belgique	70	72	31	12	1	1
111 Rép. féd. d'Allemagne	70	73	34	16	2	1
112 Danemark	72	75	22	9	1	1
113 Suède	73	76	17	8	1	(.)
114 Suisse	71	75	21	10	1	(.)
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>46 w</b>	<b>56 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>32 w</b>	<b>16 w</b>
115 Iraq	47	56	..	92	30	16
116 Arabie saoudite	43	54	..	..	38	19
117 Jamahiriya arabe libyenne	47	56	..	..	30	16
118 Koweït	60	70	33	39	11	3
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>68 w</b>	<b>72 w</b>	<b>36 w</b>	<b>20 w</b>	<b>2 w</b>	<b>1 w</b>
119 Bulgarie	69	73	45	22	2	1
120 Pologne	67	72	56	22	3	1
121 Hongrie	68	71	48	24	2	1
122 URSS	68	73	33	..	2	1
123 Tchécoslovaquie	70	71	24	19	2	1
124 Rép. dém. allemande	69	72	39	13	2	1

a. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. Voir Notes techniques.



**Tableau 22 : Indicateurs relatifs à la santé**

	Nombre d'habitants par :				Pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau potable 1975	Apport journalier de calories par habitant <sup>a</sup>	
	Médecin <sup>a</sup>		Infirmier(e) <sup>a</sup>			Total 1977	En pourcentage des besoins 1977
	1960	1977	1960	1977			
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>11 680 w</b>	<b>6 150 w</b>	<b>5 700 w</b>	<b>6 200 w</b>	<b>29 w</b>	<b>2 231 w</b>	<b>98 w</b>
<b>Chine et Inde</b>	<b>3 730 w</b>	<b>2 160 w</b>	<b>5 510 w</b>	<b>2 900 w</b>	<b>..</b>	<b>2 279 w</b>	<b>99 w</b>
<b>Autres pays</b>	<b>39 290 w</b>	<b>16 380 w</b>	<b>7 370 w</b>	<b>14 890 w</b>	<b>25 w</b>	<b>2 108 w</b>	<b>96 w</b>
1 Kampouchea démocratique	34 830	..	..	..	..	1 926	85
2 Rép. dém. pop. lao	54 140	20 060	..	3 040	..	2 082	94
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	2 028	88
4 Bangladesh	..	8 780	..	56 880	53	2 100	91
5 Tchad	72 190	41 940	8 040	4 810	26	1 762	74
6 Ethiopie	100 470	75 320	14 920	5 400	6	1 754	75
7 Népal	72 870	35 250	..	53 540	9	2 002	91
8 Somalie	36 570	..	6 220	..	33	2 033	88
9 Mali	67 050	25 150	4 980	3 230	9	2 117	90
10 Birmanie	15 560	5 120	..	6 120	17	2 286	106
11 Afghanistan	28 140	20 550	23 210	25 920	6	2 695	110
12 Viet Nam	..	5 620	..	900	..	1 801	83
13 Burundi	96 570	45 020	6 770	6 180	..	2 254	97
14 Haute-Volta	81 650	49 810	4 090	4 510	25	1 875	79
15 Inde	4 850	3 620	9 630	6 430	33	2 021	91
16 Malawi	35 250	40 680	12 920	2 790	33	2 066	90
17 Rwanda	138 100	38 920	11 200	10 490	35	2 264	98
18 Sri Lanka	4 490	6 750	4 150	2 050	20	2 126	96
19 Bénin	23 030	26 880	..	3 040	21	2 249	98
20 Mozambique	20 390	33 980	4 720	..	..	1 906	81
21 Sierra Leone	20 420	..	5 900	..	..	2 150	93
22 Chine	3 010	1 160	2 850	480	..	2 453	104
23 Haïti	9 230	5 940	10 340	4 230	14	2 100	93
24 Pakistan	11 000	3 760	..	9 980	29	2 281	99
25 Tanzanie	18 220	17 550	10 440	3 080	39	2 063	89
26 Zaïre	37 620	15 530	3 510	1 940	16	2 271	104
27 Niger	82 170	42 720	8 450	6 270	27	2 139	91
28 Guinée	48 000	16 630	3 260	2 490	10	1 943	84
29 Rép. centrafricaine	41 580	17 610	2 760	1 560	16	2 242	99
30 Madagascar	8 900	10 240	3 110	3 470	26	2 486	115
31 Ouganda	14 060	27 600	9 420	4 300	35	2 110	91
32 Mauritanie	40 400	15 160	7 320	3 430	..	1 976	86
33 Lesotho	23 510	18 640	..	4 340	17	2 245	99
34 Togo	35 760	17 980	5 340	2 000	16	2 069	90
35 Indonésie	46 780	13 640	..	8 850	12	2 272	105
36 Soudan	33 500	8 690	3 040	1 280	46	2 184	93
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>10 430 w</b>	<b>4 380 w</b>	<b>3 390 w</b>	<b>1 820 w</b>	<b>58 w</b>	<b>2 581 w</b>	<b>109 w</b>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>22 320 w</b>	<b>5 940 w</b>	<b>4 820 w</b>	<b>2 120 w</b>	<b>60 w</b>	<b>2 458 w</b>	<b>103 w</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>4 570 w</b>	<b>3 580 w</b>	<b>2 790 w</b>	<b>1 610 w</b>	<b>57 w</b>	<b>2 641 w</b>	<b>112 w</b>
37 Kenya	10 690	11 630	2 230	1 090	17	2 032	88
38 Ghana	21 600	9 920	5 430	860	35	1 983	86
39 Yémen	..	12 460	..	5 660	4	2 192	91
40 Sénégal	24 540	15 710	4 110	1 660	37	2 261	95
41 Angola	14 910	..	..	..	..	2 133	91
42 Zimbabwe	4 790	7 030	1 010	1 380	..	2 576	108
43 Egypte	2 560	1 050	2 730	1 100	66	2 760	109
44 Yémen démocratique	13 760	7 760	..	1 620	24	1 945	81
45 Libéria	12 600	9 260	5 810	2 900	20	2 404	104
46 Zambie	9 540	10 190	9 920	1 930	42	2 002	87
47 Honduras	12 610	3 290	..	1 240	46	2 015	89
48 Bolivie	3 830	1 850	..	3 070	38	1 974	83
49 Cameroun	48 110	16 500	6 150	2 230	26	2 069	89
50 Thaïlande	8 000	8 150	4 900	3 540	22	1 929	105
51 Philippines	6 930	2 760	..	3 110	43	2 189	108
52 Congo	16 430	7 290	1 510	800	17	2 284	103
53 Nicaragua	2 740	1 670	5 460	800	70	2 446	109
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	14 390	14 040	2 450	1 930	20	2 268	85
55 El Salvador	5 260	3 600	..	1 310	53	2 051	90
56 Nigéria	73 710	15 740	6 020	4 030	..	1 951	83
57 Pérou	2 010	1 550	2 210	750	48	2 274	97
58 Maroc	9 410	11 040	..	1 690	55	2 534	105
59 Mongolie	1 070	480	300	250	..	2 523	104
60 Albanie	3 630	960	540	370	..	2 730	113
61 Rép. dominicaine	..	..	..	..	55	2 094	93
62 Colombie	2 640	1 970	3 740	1 250	64	2 364	102
63 Guatemala	4 410	2 490	9 040	..	40	2 156	98
64 Rép. arabe syrienne	4 630	2 570	6 660	3 890	75	2 684	108

	Nombre d'habitants par :				Pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau potable 1975	Apport journalier de calories par habitant <sup>a</sup>	
	Médecin <sup>a</sup>		Infirmier(e) <sup>a</sup>			Total 1977	En pourcentage des besoins 1977
	1960	1977	1960	1977			
65 Côte d'Ivoire	29 190	15 220	2 920	2 370	19	2 517	105
66 Equateur	2 660	1 620	2 280	..	42	2 104	92
67 Paraguay	1 800	2 150	..	2 260	13	2 824	122
68 Tunisie	10 030	4 800	..	1 070	70	2 674	112
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	2 837	121
70 Jordanie	5 300	1 960	1 650	820	61	2 107	62
71 Liban	1 210	..	..	..	..	2 495	101
72 Jamaïque	2 590	3 520	1 990	550	86	2 660	119
73 Turquie	3 000	1 770	..	1 460	75	2 907	115
74 Malaisie	7 470	8 730	1 780	1 290	62	2 610	117
75 Panama	2 730	1 220	3 460	1 410	79	2 341	101
76 Cuba	1 060	1 110	910	..	..	2 720	118
77 Rép. de Corée	3 540	1 990	3 220	550	71	2 785	119
78 Algérie	5 230	5 330	..	1 480	77	2 372	99
79 Mexique	1 800	1 820	..	1 400	62	2 654	114
80 Chili	1 780	1 620	640	440	84	2 656	109
81 Afrique du Sud	2 180	..	540	..	..	2 831	116
82 Brésil	2 560	1 700	2 770	..	77	2 562	107
83 Costa Rica	2 700	1 390	710	590	77	2 550	114
84 Roumanie	780	740	620	640	..	3 444	130
85 Uruguay	960	540	..	3 700	84	3 036	114
86 Iran	4 090	..	8 160	..	51	3 138	130
87 Portugal	1 200	700	1 430	500	65	3 076	126
88 Argentine	740	530	..	..	66	3 347	126
89 Yougoslavie	1 620	760	1 350	410	..	3 445	136
90 Venezuela	1 510	930	1 890	380	..	2 435	99
91 Trinité-et-Tobago	2 390	1 970	..	580	..	2 694	111
92 Hong Kong	3 070	1 180	2 950	1 090	..	2 883	126
93 Singapour	2 360	1 250	650	380	100	3 074	134
94 Grèce	790	450	2 080	600	..	3 400	136
95 Israël	400	310	360	..	..	3 141	122
96 Espagne	820	560	1 290	900	..	3 149	128
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>830 w</b>	<b>620 w</b>	<b>450 w</b>	<b>220 w</b>	<b>..</b>	<b>3 377 w</b>	<b>131 w</b>
97 Irlande	950	830	190	200	..	3 541	141
98 Italie	640	490	920	330	..	3 428	136
99 Nouvelle-Zélande	690	740	..	200	..	3 345	127
100 Royaume-Uni	1 090	750	420	300	..	3 336	132
101 Finlande	1 570	630	220	110	..	3 100	114
102 Autriche	550	430	600	260	..	3 535	134
103 Japon	930	850	460	290	..	2 949	126
104 Australie	860	650	..	120	..	3 428	129
105 Canada	910	560	300	130	..	3 374	127
106 France	930	610	530	170	..	3 434	136
107 Pays-Bas	900	580	..	270	..	3 338	124
108 Etats-Unis	750	570	340	150	..	3 576	135
109 Norvège	850	540	330	100	..	3 175	118
110 Belgique	780	440	450	250	..	3 583	136
111 Rép. féd. d'Allemagne	670	490	450	260	..	3 381	127
112 Danemark	810	510	270	150	..	3 418	127
113 Suède	1 150	560	..	130	..	3 221	120
114 Suisse	740	510	390	220	..	3 485	130
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>8 920 w</b>	<b>1 810 w</b>	<b>5 810 w</b>	<b>1 860 w</b>	<b>68 w</b>	<b>2 407 w</b>	<b>93 w</b>
115 Iraq	5 270	2 190	6 680	2 990	62	2 134	89
116 Arabie saoudite	16 370	1 700	5 850	950	64	2 624	88
117 Jamahiriya arabe libyenne	6 580	900	2 390	280	100	2 935	126
118 Koweït	1 150	790	190	290	89	..	..
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>660 w</b>	<b>350 w</b>	<b>360 w</b>	<b>210 w</b>	<b>..</b>	<b>3 489 w</b>	<b>136 w</b>
119 Bulgarie	710	440	550	240	..	3 611	144
120 Pologne	1 070	610	490	270	..	3 656	140
121 Hongrie	720	430	350	200	..	3 521	134
122 URSS	560	290	340	210	..	3 460	135
123 Tchécoslovaquie	620	390	280	160	..	3 340	139
124 Rép. dém. allemande	1 180	530	..	..	..	3 641	139

a. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. Voir Notes techniques.

**Tableau 23 : Education<sup>a</sup>**

	Nombre d'inscrits à l'école primaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent						Nombre d'inscrits à l'école secondaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent		Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur en pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans		Taux d'alphabétisation des adultes (%)	
	Total		Garçons		Filles		1960	1978	1960	1977	1960	1976
	1960	1978	1960	1978	1960	1978						
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>76 w</b>	<b>83 w</b>	<b>71 w</b>	<b>92 w</b>	<b>37 w</b>	<b>63 w</b>	<b>14 w</b>	<b>36 w</b>	<b>2 w</b>	<b>3 w</b>	<b>28 w</b>	<b>51 w</b>
<b>Chine et Inde</b>	<b>86 w</b>	<b>87 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>42 w</b>	<b>..</b>	<b>4 w</b>	<b>..</b>	<b>54 w</b>
<b>Autres pays</b>	<b>46 w</b>	<b>74 w</b>	<b>59 w</b>	<b>89 w</b>	<b>33 w</b>	<b>63 w</b>	<b>6 w</b>	<b>20 w</b>	<b>1 w</b>	<b>2 w</b>	<b>27 w</b>	<b>43 w</b>
1 Kampouchea démocratique	64	..	82	..	46	..	3	..	(.)	..	36	..
2 Rép. dém. pop. lao	25	92	34	99	16	85	1	14	(.)	..	28	..
3 Bhoutan	3	12	5	16	(.)	7	..	1	..	(.)	..	..
4 Bangladesh	47	72	66	103	26	40	8	22	1	3	22	26
5 Tchad	17	35	29	51	4	19	(.)	3	..	(.)	6	15
6 Ethiopie	7	38	11	..	3	..	(.)	9	(.)	(.)	..	15
7 Népal	10	69	19	104	1	31	6	14	1	2	9	19
8 Somalie	9	44	13	57	5	32	1	4	(.)	1	2	60
9 Mali	10	28	14	36	6	20	1	9	..	1	3	10
10 Birmanie	56	84	61	87	52	81	10	22	1	2	60	67
11 Afghanistan	9	20	15	33	2	6	1	7	(.)	1	8	12
12 Viet Nam	..	122	..	128	..	116	..	51	..	3	..	87
13 Burundi	18	21	27	26	9	17	1	3	(.)	(.)	14	25
14 Haute-Volta	8	17	12	21	5	12	(.)	2	..	(.)	2	..
15 Inde	61	79	80	94	40	63	20	28	3	8	28	36
16 Malawi	..	59	..	73	..	51	1	4	..	(.)	..	25
17 Rwanda	49	64	68	68	30	59	2	2	..	(.)	16	..
18 Sri Lanka	95	94	100	98	90	90	27	52	1	1	75	85
19 Bénin	26	60	38	78	15	42	2	12	..	1	8	..
20 Mozambique	48	..	60	..	36	..	2	..	..	(.)	11	..
21 Sierra Leone	23	37	30	45	15	30	2	12	(.)	1	7	..
22 Chine	102	93	..	..	..	..	..	51	..	1	..	66
23 Haïti	46	58	50	..	42	..	4	9	(.)	1	15	..
24 Pakistan	30	51	46	69	13	32	11	17	1	2	15	24
25 Tanzanie	25	70	33	80	18	61	2	4	..	(.)	10	66
26 Zaïre	60	90	88	103	32	77	3	19	(.)	..	31	15
27 Niger	5	23	7	29	3	17	(.)	3	..	(.)	1	8
28 Guinée	30	34	44	46	16	22	2	16	..	..	7	20
29 Rép. centrafricaine	32	78	53	101	12	55	1	9	..	1	7	..
30 Madagascar	52	94	58	100	45	87	4	12	(.)	2	..	50
31 Ouganda	49	50	65	58	32	41	3	5	(.)	1	35	..
32 Mauritanie	8	26	13	34	3	17	(.)	5	..	(.)	5	17
33 Lesotho	83	101	63	82	102	122	3	17	(.)	..	..	52
34 Togo	44	102	63	129	24	75	2	25	..	1	10	18
35 Indonésie	71	94	86	100	58	89	6	22	1	2	39	62
36 Soudan	25	50	35	58	14	42	3	16	(.)	2	13	20
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>79 w</b>	<b>95 w</b>	<b>85 w</b>	<b>103 w</b>	<b>72 w</b>	<b>94 w</b>	<b>16 w</b>	<b>41 w</b>	<b>4 w</b>	<b>11 w</b>	<b>53 w</b>	<b>72 w</b>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>60 w</b>	<b>91 w</b>	<b>71 w</b>	<b>110 w</b>	<b>50 w</b>	<b>91 w</b>	<b>11 w</b>	<b>34 w</b>	<b>3 w</b>	<b>8 w</b>	<b>34 w</b>	<b>64 w</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>87 w</b>	<b>97 w</b>	<b>92 w</b>	<b>100 w</b>	<b>83 w</b>	<b>95 w</b>	<b>18 w</b>	<b>44 w</b>	<b>5 w</b>	<b>13 w</b>	<b>62 w</b>	<b>76 w</b>
37 Kenya	47	99	64	105	30	94	2	18	(.)	1	20	45
38 Ghana	38	71	52	80	25	61	5	32	(.)	1	27	..
39 Yémen	8	29	14	50	(.)	7	(.)	4	..	1	3	13
40 Sénégal	27	41	36	50	17	32	3	10	1	2	6	10
41 Angola	21	..	28	..	13	..	2	..	(.)	..	5	..
42 Zimbabwe	96	97	107	105	86	90	6	9	(.)	..	39	..
43 Egypte	66	74	80	88	52	58	16	47	5	14	26	44
44 Yémen démocratique	13	72	20	92	5	51	5	28	..	2	..	27
45 Libéria	31	64	45	80	18	48	2	20	(.)	..	9	30
46 Zambie	42	98	51	106	34	89	2	16	..	2	..	39
47 Honduras	67	85	68	85	67	84	8	13	1	7	45	60
48 Bolivie	64	86	78	96	50	76	12	29	4	13	39	63
49 Cameroun	65	101	87	42	43	91	2	16	..	1	19	..
50 Thaïlande	83	82	88	85	79	78	13	28	2	5	68	84
51 Philippines	95	105	98	102	93	107	26	56	13	24	72	88
52 Congo	78	156	103	163	53	148	4	69	1	3	16	..
53 Nicaragua	66	85	65	83	66	88	7	26	1	11	..	90
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	32	60	59	70	7	49	1	13	..	..	29	..
55 El Salvador	80	79	82	80	77	77	13	23	1	8	49	62
56 Nigéria	36	62	46	..	27	..	4	13	(.)	1	15	..
57 Pérou	83	112	95	116	71	106	15	50	4	16	61	80
58 Maroc	47	72	67	90	27	54	5	20	1	4	14	28
59 Mongolie	79	108	79	111	78	105	51	81	8	8	..	..
60 Albanie	94	..	102	..	86	..	20	..	5	..	..	..
61 Rép. dominicaine	98	96	99	95	98	96	7	28	1	10	65	67
62 Colombie	77	124	77	122	77	127	12	43	2	10	63	..
63 Guatemala	45	64	50	68	39	58	7	15	2	5	32	..
64 Rép. arabe syrienne	65	89	89	105	39	73	16	50	4	14	30	58

	Nombre d'inscrits à l'école primaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent						Nombre d'inscrits à l'école secondaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent		Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur en pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans		Taux d'alphabétisation des adultes (%)	
	Total		Garçons		Filles		1960	1978	1960	1977	1960	1976
	1960	1978	1960	1978	1960	1978						
65 Côte d'Ivoire	46	71	68	88	24	54	2		(.)	2	5	20
66 Equateur	83	108	87	110	79	106	12	40	3	29	68	77
67 Paraguay	98	85	105	87	90	84	11	25	2	8	75	84
68 Tunisie	66	100	88	116	43	83	12	30	1	5	16	62
69 Rép. dém. de Corée	..	113	..	115	..	112	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	77	102	94	103	59	101	25	74	1	7	32	70
71 Liban	102	96	105	103	99	89	19	46	6	..	..	..
72 Jamaïque	92	98	92	97	93	97	45	58	2	..	82	..
73 Turquie	75	105	90	115	58	95	14	41	3	8	38	60
74 Malaisie	96	94	108	95	83	92	19	48	1	4	53	60
75 Panama	96	88	98	89	94	86	29	116	5	21	73	..
76 Cuba	109	122	109	125	109	119	14	51	3	16	..	96
77 Rép. de Corée	94	111	99	112	89	111	27	74	5	11	71	93
78 Algérie	46	99	55	114	37	82	8	29	(.)	4	10	35
79 Mexique	80	116	82	119	77	114	11	39	3	11	65	82
80 Chili	109	118	111	118	107	117	24	52	4	13	84	..
81 Afrique du Sud	89	..	94	..	85	..	15	..	3	..	57	..
82 Brésil	95	88	97	87	93	88	11	24	2	13	61	76
83 Costa Rica	96	107	97	108	95	107	21	46	5	19	..	90
84 Roumanie	98	106	101	109	95	103	24	84	5	10	..	98
85 Uruguay	111	105	111	103	111	108	37	64	8	18	..	94
86 Iran	41	101	56	121	27	80	12	44	1	5	16	50
87 Portugal	..	117	..	119	..	115	..	55	4	11	62	70
88 Argentine	98	110	98	110	99	111	23	41	11	29	91	94
89 Yougoslavie	111	99	113	100	108	98	58	82	9	23	77	85
90 Venezuela	100	106	100	106	100	106	21	38	4	21	63	82
91 Trinité-et-Tobago	88	99	89	98	87	101	24	39	1	4	33	95
92 Hong Kong	87	115	93	116	79	114	20	57	4	10	70	90
93 Singapour	111	109	121	111	101	107	32	57	6	9	..	..
94 Grèce	102	104	104	104	101	103	37	79	4	19	81	..
95 Israël	98	97	99	96	97	97	48	68	10	25	84	..
96 Espagne	110	110	106	110	116	110	23	76	4	22	87	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>114 w</b>	<b>100 w</b>	<b>109 w</b>	<b>102 w</b>	<b>108 w</b>	<b>102 w</b>	<b>68 w</b>	<b>89 w</b>	<b>17 w</b>	<b>37 w</b>	<b>..</b>	<b>99 w</b>
97 Irlande	110	104	107	105	112	104	35	92	9	19	..	98
98 Italie	111	103	112	104	109	103	34	73	7	27	91	98
99 Nouvelle-Zélande	108	108	110	109	106	108	73	82	13	28	..	99
100 Royaume-Uni	92	106	92	105	92	106	66	83	9	19	..	99
101 Finlande	97	85	100	86	95	85	74	89	7	20	99	100
102 Autriche	105	100	106	100	104	99	50	72	8	21	99	99
103 Japon	103	98	103	98	102	98	74	93	10	32	98	99
104 Australie	103	94	103	94	103	93	51	73	13	26	..	100
105 Canada	107	101	108	101	105	100	46	89	16	38	..	99
106 France	144	112	144	113	143	111	46	83	10	26	..	99
107 Pays-Bas	105	101	105	100	104	102	58	92	13	28	..	99
108 Etats-Unis	118	98	..	..	..	..	86	97	32	56	98	99
109 Norvège	100	100	100	100	100	100	57	90	7	24	..	99
110 Belgique	109	102	111	101	108	102	69	86	9	23	..	99
111 Rép. féd. d'Allemagne	133	90	..	..	..	..	..	94	6	25	..	99
112 Danemark	103	103	103	102	103	104	65	80	10	32	..	99
113 Suède	96	99	95	99	96	99	55	73	9	35	..	99
114 Suisse	118	86	118	86	118	87	26	55	7	16	..	99
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>48 w</b>	<b>97 w</b>	<b>71 w</b>	<b>110 w</b>	<b>25 w</b>	<b>85 w</b>	<b>13 w</b>	<b>45 w</b>	<b>2 w</b>	<b>8 w</b>	<b>14 w</b>	<b>..</b>
115 Iraq	65	117	94	130	36	103	19	50	2	9	18	..
116 Arabie saoudite	12	59	22	74	2	44	2	26	(.)	7	3	..
117 Jamahiriya arabe libyenne	59	123	92	128	24	119	9	67	1	7	..	50
118 Koweït	117	104	131	110	102	98	37	74	..	13	47	60
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>101 w</b>	<b>97 w</b>	<b>101 w</b>	<b>97 w</b>	<b>101 w</b>	<b>97 w</b>	<b>47 w</b>	<b>71 w</b>	<b>11 w</b>	<b>21 w</b>	<b>97 w</b>	<b>..</b>
119 Bulgarie	93	96	94	96	92	95	55	90	11	22	91	..
120 Pologne	109	100	110	102	107	99	50	67	9	18	95	98
121 Hongrie	101	97	103	96	100	97	46	69	7	12	97	98
122 URSS	100	97	100	97	100	97	49	72	11	22	98	100
123 Tchécoslovaquie	93	94	93	94	93	95	25	40	11	15	95	..
124 Rép. dém. allemande	112	94	111	92	113	95	39	92	16	29	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. Voir Notes techniques.

# Tableau 24: Dépenses militaires et sociales

	Dépenses militaires en pourcentage :				Dépenses de l'Administration centrale par habitant (dollars de 1975)					
	du PNB		des dépenses de l'Administration centrale		Défense		Education		Santé	
	1972a	1978b	1972a	1978b	1972a	1978b	1972a	1978b	1972a	1978b
<b>Pays à faible revenu</b>	3,7 w	4,0 w	19,4 w	16,2 w	6 w	7 w	3 w	4 w	2 w	2 w
<b>Chine et Inde</b>	..	4,0 w	..	15,9 w	..	7 w	..	4 w	..	..
<b>Autres pays</b>	3,7 w	3,9 w	19,4 w	18,9 w	6 w	7 w	3 w	3 w	2 w	2 w
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Bangladesh	0,5	..	5,1	..	(.)	..	1	..	(.)	..
5 Tchad	4,5	..	24,6	..	6	..	3	..	1	..
6 Ethiopie	2,0	..	14,3	..	2	..	2	2	1	1
7 Népal	0,6	0,8	7,1	6,4	1	1	1	2	(.)	1
8 Somalie	6,2	7,3	23,3	20,1	7	7	2	5	2	2
9 Mali	..	3,3	..	18,6	..	4	..	5	..	1
10 Birmanie	6,3	3,7	31,6	26,3	7	5	3	2	1	1
11 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
13 Burundi	2,0	2,5	10,3	11,2	2	3	6	6	1	1
14 Haute-Volta	1,3	3,2	11,5	21,8	1	4	3	3	1	1
15 Inde	..	2,8	..	18,7	..	4	..	(.)	..	(.)
16 Malawi	0,6	2,8	3,2	11,2	1	4	4	4	1	2
17 Rwanda	3,0	1,7	25,6	12,4	4	2	3	3	1	1
18 Sri Lanka	1,3	0,7	4,1	1,9	4	2	12	8	6	5
19 Bénin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
20 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Sierra Leone	..	1,7	..	7,8	..	3	..	7	..	3
22 Chine	..	4,8	..	15,1	..	9	..	6	..	..
23 Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
24 Pakistan	6,6	5,3	39,9	31,4	10	10	(.)	1	(.)	1
25 Tanzanie	2,3	4,0	11,9	14,7	4	7	5	7	2	4
26 Zaïre	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
27 Niger	..	0,9	..	6,1	..	2	..	6	..	2
28 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
29 Rép. centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
30 Madagascar	0,8	..	3,6	..	2	..	5	..	2	..
31 Ouganda	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Mauritanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Lesotho	..	..	..	..	..	..	5	..	2	..
34 Togo	..	3,2	..	9,6	..	8	..	12	..	5
35 Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Soudan	3,5	3,5	23,0	13,5	8	10	3	4	2	1
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	2,9 w	2,8 w	13,6 w	12,1 w	27 w	29 w	22 w	33 w	9 w	15 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	3,0 w	2,6 w	16,4 w	10,8 w	31 w	22 w	25 w	32 w	10 w	8 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	2,8 w	2,9 w	12,6 w	12,6 w	24 w	32 w	20 w	34 w	9 w	20 w
37 Kenya	1,3	4,0	6,0	16,0	3	10	11	12	4	5
38 Ghana	1,6	0,8	8,0	5,3	8	4	20	11	6	5
39 Yémen	..	4,1	..	30,6	..	15	..	5	..	2
40 Sénégal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
42 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
43 Egypte	..	3,7	..	8,2	..	17	..	24	..	7
44 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
45 Libéria	..	1,2	..	4,1	..	5	..	20	..	10
46 Zambie	..	..	..	..	..	..	33	23	13	11
47 Honduras	1,9	..	12,4	..	7	..	13	..	6	..
48 Bolivie	1,5	2,0	16,1	16,1	7	10	13	18	4	5
49 Cameroun	..	1,4	..	8,3	..	5	..	11	..	3
50 Thaïlande	3,5	3,1	19,5	18,1	11	13	11	15	2	3
51 Philippines	1,5	2,8	10,1	19,0	5	11	7	7	1	3
52 Congo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
53 Nicaragua	1,9	..	12,3	..	12	..	16	..	4	..
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	1,5	..	4,3	..	6	..	26	..	12
55 El Salvador	0,8	1,0	6,6	6,8	4	5	11	14	6	6
56 Nigéria	5,2	4,0	40,2	17,9	20	20	2	11	2	2
57 Pérou	2,5	2,1	14,8	13,1	23	18	35	23	10	8
58 Maroc	2,8	6,8	12,3	16,3	13	41	21	34	5	7
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Rép. dominicaine	1,5	..	8,5	..	11	..	18	..	15	..
62 Colombie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
63 Guatemala	1,1	1,2	11,0	11,0	3	8	5	9	2	5
64 Rép. arabe syrienne	10,9	15,3	37,2	34,9	64	121	19	22	2	3

	Dépenses militaires en pourcentage :				Dépenses de l'Administration centrale par habitant (dollars de 1975)					
	du PNB		des dépenses de l'Administration centrale		Défense		Education		Santé	
	1972 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1978 <sup>b</sup>
65 Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
66 Equateur	2,0	2,2	16,9	19,2	11	15	20	20	3	6
67 Paraguay	1,8	1,3	13,8	11,3	9	9	8	11	2	2
68 Tunisie	1,1	1,5	4,8	4,3	7	13	46	62	11	21
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Jordanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
71 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
72 Jamaïque	..	1,0	..	2,6	..	12	..	83	..	35
73 Turquie	3,4	3,1	15,4	12,1	27	16	32	27	6	3
74 Malaisie	5,1	4,0	18,5	14,7	33	35	42	51	12	15
75 Panama	..	..	..	..	..	..	..	64	..	47
76 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	4,9	6,3	25,8	38,0	22	49	14	21	1	2
78 Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
79 Mexique	0,6	0,6	4,9	3,4	8	8	27	47	8	9
80 Chili	2,6	4,4	6,1	12,0	4	37	9	40	5	20
81 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
82 Brésil	1,4	1,1	8,3	5,8	13	14	11	14	10	20
83 Costa Rica	0,5	0,7	2,6	2,7	5	8	48	68	6	10
84 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
85 Uruguay	1,4	2,5	5,6	10,5	16	17	28	15	5	8
86 Iran	7,4	..	24,1	..	104	..	45	..	16	..
87 Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
88 Argentine	1,5	2,5	9,0	11,9	22	36	29	25	8	6
89 Yougoslavie	4,1	4,1	20,5	19,0	54	72	..	..	66	98
90 Venezuela	2,1	2,3	9,7	7,8	41	55	73	101	27	35
91 Trinité-et-Tobago	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
92 Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Singapour	6,0	5,4	35,3	26,8	126	164	56	88	28	52
94 Grèce	7,8	5,7	14,6	19,0	90	145	54	77	44	73
95 Israël	17,6	23,4	39,8	35,8	620	861	141	222	55	109
96 Espagne	1,3	1,0	6,5	4,2	34	32	43	66	5	5
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>5,1 w</b>	<b>2,9 w</b>	<b>21,6 w</b>	<b>13,4 w</b>	<b>301 w</b>	<b>281 w</b>	<b>80 w</b>	<b>120 w</b>	<b>152 w</b>	<b>229 w</b>
97 Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Italie	2,0	..	6,3	..	70	..	178	..	150	..
99 Nouvelle-Zélande	1,5	1,6	5,8	4,4	69	70	215	231	195	241
100 Royaume-Uni	5,5	..	16,7	..	217	..	34	..	158	..
101 Finlande	1,5	1,4	6,1	4,7	80	83	203	272	140	196
102 Autriche	1,0	1,2	3,0	3,1	47	67	160	215	156	272
103 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
104 Australie	2,8	3,0	14,5	9,4	188	175	55	171	108	193
105 Canada	..	1,8	..	8,0	..	135	..	75	..	129
106 France	..	2,6	..	7,0	..	181	..	251	..	375
107 Pays-Bas	..	3,4	..	6,4	..	223	..	520	..	19
108 Etats-Unis	6,3	3,1	32,2	21,2	453	374	45	52	120	179
109 Norvège	3,4	3,3	9,4	8,7	201	236	206	264	255	319
110 Belgique	2,6	2,9	6,6	5,8	157	202	364	514	34	63
111 Rép. féd. d'Allemagne	3,0	2,8	12,4	9,8	200	216	24	21	281	433
112 Danemark	2,3	2,5	7,0	6,5	169	200	377	307	231	50
113 Suède	3,6	3,3	12,2	8,0	283	280	335	364	81	86
114 Suisse	2,0	2,0	15,1	10,0	184	182	51	68	122	197
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
115 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
116 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
117 Jamahiriya arabe libyenne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
118 Koweït	2,7	10,3	8,4	11,2	26	36	47	34	17	19
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
119 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
122 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1973 et non à 1972. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1977 et non à 1978.



# Tableau 25 : Répartition des revenus

Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu <sup>a</sup>							
Année	Quintile le plus pauvre	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile le plus riche	Décile le plus riche	
<b>Pays à faible revenu</b>							
<b>Chine et Inde</b>							
<b>Autres pays</b>							
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	
4 Bangladesh	..	..	..	..	..	..	
5 Tchad	..	..	..	..	..	..	
6 Ethiopie	..	..	..	..	..	..	
7 Népal	1976-77	4,6	8,0	11,7	16,5	59,2	46,5
8 Somalie	..	..	..	..	..	..	
9 Mali	..	..	..	..	..	..	
10 Birmanie	..	..	..	..	..	..	
11 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	
12 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	
13 Burundi	..	..	..	..	..	..	
14 Haute-Volta	..	..	..	..	..	..	
15 Inde	1975-76	7,0	9,2	13,9	20,5	49,4	33,6
16 Malawi	1967-68	10,4	11,1	13,1	14,8	50,6	40,1
17 Rwanda	..	..	..	..	..	..	
18 Sri Lanka	1969-70	7,5	11,7	15,7	21,7	43,4	28,2
19 Bénin	..	..	..	..	..	..	
20 Mozambique	..	..	..	..	..	..	
21 Sierra Leone	..	..	..	..	..	..	
22 Chine	..	..	..	..	..	..	
23 Haïti	..	..	..	..	..	..	
24 Pakistan	..	..	..	..	..	..	
25 Tanzanie	1969	5,8	10,2	13,9	19,7	50,4	35,6
26 Zaïre	..	..	..	..	..	..	
27 Niger	..	..	..	..	..	..	
28 Guinée	..	..	..	..	..	..	
29 Rép. centrafricaine	..	..	..	..	..	..	
30 Madagascar	..	..	..	..	..	..	
31 Ouganda	..	..	..	..	..	..	
32 Mauritanie	..	..	..	..	..	..	
33 Lesotho	..	..	..	..	..	..	
34 Togo	..	..	..	..	..	..	
35 Indonésie	1976	6,6	7,8	12,6	23,6	49,4	34,0
36 Soudan	..	..	..	..	..	..	
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>							
<b>Exportateurs de pétrole</b>							
<b>Importateurs de pétrole</b>							
37 Kenya	..	..	..	..	..	..	
38 Ghana	..	..	..	..	..	..	
39 Yémen	..	..	..	..	..	..	
40 Sénégal	..	..	..	..	..	..	
41 Angola	..	..	..	..	..	..	
42 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	
43 Egypte	..	..	..	..	..	..	
44 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	
45 Libéria	..	..	..	..	..	..	
46 Zambie	..	..	..	..	..	..	
47 Honduras	1967	2,3	5,0	8,0	16,9	67,8	50,0
48 Bolivie	..	..	..	..	..	..	
49 Cameroun	..	..	..	..	..	..	
50 Thaïlande	..	..	..	..	..	..	
51 Philippines	1970-71	5,2	9,0	12,8	19,0	54,0	38,5
52 Congo	..	..	..	..	..	..	
53 Nicaragua	..	..	..	..	..	..	
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	..	..	
55 El Salvador	..	..	..	..	..	..	
56 Nigéria	..	..	..	..	..	..	
57 Pérou	1972	1,9	5,1	11,0	21,0	61,0	42,9
58 Maroc	..	..	..	..	..	..	
59 Mongolie	..	..	..	..	..	..	
60 Albanie	..	..	..	..	..	..	
61 Rép. dominicaine	..	..	..	..	..	..	
62 Colombie	..	..	..	..	..	..	
63 Guatemala	..	..	..	..	..	..	
64 Rép. arabe syrienne	..	..	..	..	..	..	

Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu<sup>a</sup>

	Année	Quintile le plus pauvre	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile le plus riche	Décile le plus riche
65 Côte d'Ivoire		..	..	..	..	..	..
66 Equateur		..	..	..	..	..	..
67 Paraguay		..	..	..	..	..	..
68 Tunisie		..	..	..	..	..	..
69 Rép. dém. de Corée		..	..	..	..	..	..
70 Jordanie		..	..	..	..	..	..
71 Liban		..	..	..	..	..	..
72 Jamaïque		..	..	..	..	..	..
73 Turquie	1973	3,4	8,0	12,5	19,5	56,5	40,7
74 Malaisie	1970	3,3	7,3	12,2	20,7	56,6	39,6
75 Panama		..	..	..	..	..	..
76 Cuba		..	..	..	..	..	..
77 Rép. de Corée	1976	5,7	11,2	15,4	22,4	45,3	27,5
78 Algérie		..	..	..	..	..	..
79 Mexique	1977	2,9	7,0	12,0	20,4	57,7	40,6
80 Chili	1968	4,4	9,0	13,8	21,4	51,4	34,8
81 Afrique du Sud		..	..	..	..	..	..
82 Brésil	1972	2,0	5,0	9,4	17,0	66,6	50,6
83 Costa Rica	1971	3,3	8,7	13,3	19,9	54,8	39,5
84 Roumanie		..	..	..	..	..	..
85 Uruguay		..	..	..	..	..	..
86 Iran		..	..	..	..	..	..
87 Portugal		..	..	..	..	..	..
88 Argentine	1970	4,4	9,7	14,1	21,5	50,3	35,2
89 Yougoslavie	1978	6,6	12,1	18,7	23,9	38,7	22,9
90 Venezuela	1970	3,0	7,3	12,9	22,8	54,0	35,7
91 Trinité-et-Tobago	1975-76	4,2	9,1	13,9	22,8	50,0	31,8
92 Hong Kong		..	..	..	..	..	..
93 Singapour		..	..	..	..	..	..
94 Grèce		..	..	..	..	..	..
95 Israël		..	..	..	..	..	..
96 Espagne	1974	6,0	11,8	16,9	23,1	42,2	26,7
<b>Pays industriels à économie de marché</b>							
97 Irlande		..	..	..	..	..	..
98 Italie	1969	5,1	10,5	16,2	21,7	46,5	30,9
99 Nouvelle-Zélande		..	..	..	..	..	..
100 Royaume-Uni	1977-78	7,4	11,7	17,0	24,7	39,5	23,3
101 Finlande		..	..	..	..	..	..
102 Autriche		..	..	..	..	..	..
103 Japon	1969	7,9	13,1	16,8	21,2	41,0	27,2
104 Australie	1966-67	6,6	13,5	17,8	23,4	38,8	23,7
105 Canada	1969	5,0	11,8	17,9	24,3	41,0	25,1
106 France	1970	4,3	9,8	16,3	22,7	46,9	30,4
107 Pays-Bas	1975	8,5	13,6	17,8	23,0	37,1	22,5
108 Etats-Unis	1972	4,5	10,7	17,3	24,7	42,8	26,6
109 Norvège	1970	6,3	12,9	18,8	24,7	37,3	22,2
110 Belgique		..	..	..	..	..	..
111 Rép. féd. d'Allemagne	1973	6,5	10,3	15,0	22,0	46,2	30,3
112 Danemark		..	..	..	..	..	..
113 Suède	1972	6,6	13,1	18,5	24,8	37,0	21,3
114 Suisse		..	..	..	..	..	..
<b>Pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux</b>							
115 Iraq		..	..	..	..	..	..
116 Arabie saoudite		..	..	..	..	..	..
117 Jamahiriya arabe libyenne		..	..	..	..	..	..
118 Koweït		..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>							
119 Bulgarie		..	..	..	..	..	..
120 Pologne		..	..	..	..	..	..
121 Hongrie		..	..	..	..	..	..
122 URSS		..	..	..	..	..	..
123 Tchécoslovaquie		..	..	..	..	..	..
124 Rep. dém. allemande		..	..	..	..	..	..

a. Les estimations données dans ce tableau doivent être interprétées avec prudence. Voir Notes techniques.

# Notes techniques

## Tableau 1. Indicateurs de base

Les estimations de la *population* au milieu de 1979 proviennent le plus souvent de la Division de la population des Nations Unies. Dans certains cas, les données des Nations Unies ont été corrigées par utilisation de données plus récentes provenant de la Banque mondiale et du Bureau du recensement des Etats-Unis.

Les données relatives aux *superficies* sont tirées de l'*Annuaire FAO de la production*, édition de 1979.

Le *Produit national brut* (PNB) mesure la production intérieure et extérieure totale revendiquée par les résidents d'un pays. Le PNB est égal au produit intérieur brut (voir les notes techniques relatives au Tableau 2) majoré du revenu des facteurs (tel que revenu des investissements et envois de fonds des travailleurs émigrés) que les résidents reçoivent de l'étranger et diminué du revenu que l'économie nationale verse à des non-résidents. Les amortissements n'ont pas été déduits du PNB. Pour certains pays, l'estimation du PNB est fondée sur les données relatives au produit matériel net.

Le *PNB par habitant* est calculé selon la méthode suivie pour l'*Atlas de la Banque mondiale* : le PNB en unités de monnaie nationale est tout d'abord exprimé en prix moyens pondérés pour la période de référence 1977-79, puis converti en dollars au taux de change moyen pondéré par le PNB pour cette période, et enfin corrigé pour tenir compte de l'inflation enregistrée aux Etats-Unis. L'estimation du PNB ainsi obtenue est ensuite divisée par le nombre d'habitants au milieu de

1979. Cette méthode vise à atténuer les effets d'une surévaluation ou sous-évaluation provisoire d'une monnaie et, de façon générale, facilite la comparaison des estimations du PNB par habitant d'un pays à l'autre.

Le *taux annuel moyen d'inflation* a été calculé à partir du "déflateur implicite du PIB" que l'on obtient en divisant, pour chaque année de la période considérée, la valeur du PIB aux prix courants du marché par la valeur du PIB en prix constants du marché, les deux séries étant exprimées en monnaie nationale. Cette méthode de mesure de l'inflation ne va pas sans limitations, en particulier pour ce qui est des pays producteurs de pétrole, vu les fortes hausses des prix du pétrole.

Le *taux d'alphabétisation des adultes* est le pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus sachant lire et écrire. Ce taux est calculé essentiellement sur la base de renseignements fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), complétés par des données de la Banque mondiale. Pour certains pays, les estimations présentées portent sur des années autres que celles qui sont indiquées, mais l'écart n'est généralement pas supérieur à deux ans. De ce fait, la série ne se prête pas vraiment à une comparaison entre tous les pays.

L'*espérance de vie à la naissance* indique le nombre d'années que vivrait un nouveau-né sujet aux risques de mortalité particuliers à une coupe instantanée de la population au moment de sa naissance. Fournies par la Division de la population des Nations Unies, ces données sont complétées par d'autres, tirées des dossiers de la Banque mondiale.

L'*indice de la production alimentaire par habitant* exprime la quantité annuelle moyenne de denrées

alimentaires produite par habitant pendant les années 1977-79, en pourcentage de la quantité annuelle moyenne produite en 1969-71. Cet indice se fonde sur des estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui les a obtenues en divisant l'indice de la production alimentaire par l'indice de la population. Par production alimentaire, on entend les céréales, les tubercules amyliacés, la canne à sucre, la betterave sucrière, les légumineuses, les oléagineux comestibles, les noix, les fruits, les légumes, le bétail et les produits de l'élevage. La production alimentaire est exprimée nette des aliments consommés par le bétail, des semences utilisées dans l'agriculture et des pertes enregistrées en cours de traitement et de distribution.

Les moyennes des groupes de pays sont pondérées par la population des divers pays composant chaque groupe.

Le tableau fait apparaître les indicateurs de base pour 31 pays ayant moins de 1 million d'habitants et membres des Nations Unies, de la Banque mondiale ou des deux.

## Tableaux 2 et 3. Croissance et structure de la production

La plupart des définitions employées sont celles du *Système de comptabilité nationale* des Nations Unies.

Le *Produit intérieur brut* (PIB) mesure la production finale totale de biens et de services de l'économie nationale, c'est-à-dire la production réalisée sur le territoire du pays par les résidents et les non-résidents, quelle que soit la part respective des premiers et des seconds. On calcule la valeur du PIB sans en déduire les amortissements. Pour la plupart des pays, le

PIB par industrie d'origine est exprimé au coût des facteurs, mais pour certains pays pour lesquels on ne dispose pas de séries complètes de comptes nationaux au coût des facteurs, on a utilisé les chiffres aux prix du marché. Le PIB au coût des facteurs est égal au PIB aux prix du marché, diminué des impôts indirects nets des subventions.

Le secteur agricole englobe l'agriculture, la foresterie, la chasse et la pêche. Le secteur industriel comprend l'extraction minière, les opérations manufacturières, les travaux publics et le bâtiment, l'électricité, l'eau et le gaz. Toutes les autres branches de l'activité économique sont classées comme services.

Les indicateurs figurant sur ces tableaux ont été estimés à partir de séries de comptes nationaux en monnaie du pays. Les taux de croissance du Tableau 2 ont été calculés à prix constants, tandis que les pourcentages du PIB présentés au Tableau 3 s'entendent en prix courants.

Les taux moyens de croissance des différents groupes de pays présentés au Tableau 2 sont pondérés par le PIB desdits pays en dollars de 1970. Les parts moyennes des divers secteurs indiquées au Tableau 3 sont pondérées par le PIB des pays en dollars courants.

#### Tableaux 4 et 5. Croissance de la consommation et de l'investissement; Structure de la demande

Le *Produit intérieur brut* (PIB) est défini dans les notes relatives au Tableau 2.

La *consommation du secteur public* (consommation des administrations publiques) comprend toutes les dépenses courantes consacrées aux achats de biens et de services des administrations publiques à

<i>Pays membres des Nations Unies/ de la Banque mondiale de moins de 1 million d'habitants</i>	<i>Population (en millions d'habitants) Mi-1979</i>	<i>Superficie (milliers de km<sup>2</sup>).</i>	<i>PNB par habitant (dollars) 1979</i>	<i>Espérance de vie à la naissance (années) 1979</i>	<i>Indice moyen de la production alimentaire par habitant (1969-71=100) 1977-79</i>
Guinée-Bissau	0,8	36	170	42	94
Maldives	0,2	(.)	200	47	..
Comores	0,4	2	220	47	..
Gambie	0,6	11	250	42	77
Cap-Vert	0,3	4	260	61	..
Guinée équatoriale	0,4	28	..	47	..
Samoa-Occidental	0,2	3	..	68	..
Iles Salomon	0,2	28	..	..	124
Dominique	0,1	1	400	..	..
Djibouti	0,3	22	420	45	..
Sao Tomé-et-Principe	0,1	1	450	..	..
Guyane	0,8	215	580	68	97
Grenade	0,1	(.)	620	69	..
Swaziland	0,5	17	650	47	109
Botswana	0,8	600	720	49	89
Sainte-Lucie	0,1	1	780	..	..
Maurice	0,9	2	1 030	65	100
Seychelles	0,1	(.)	1 400	..	..
Fidji	0,6	18	1 680	2	124
Barbade	0,2	(.)	2 440	71	81
Suriname	0,4	163	2 590	68	148
Malte	0,3	(.)	2 610	72	126
Bahamas	0,2	14	2 750	69	..
Oman	0,9	300	2 970	48	..
Chypre	0,6	9	3 110	73	4
Gabon	0,6	268	3 280	45	94
Bahreïn	0,4	1	5 270	67	..
Islande	0,2	103	10 400	75	115
Luxembourg	0,4	3	12 670	72	104
Emirats arabes unis	0,8	84	15 590	62	..
Qatar	0,2	11	16 670	58	..

tous les niveaux. Les dépenses d'équipement au titre de la défense et de la sécurité nationales sont considérées comme des dépenses de consommation.

La *consommation du secteur privé* représente la valeur, aux prix du marché, de tous les biens et services achetés ou reçus sous forme de revenus en nature par les ménages et les établissements à but non lucratif. Elle inclut la valeur attribuée au loyer des logements occupés par leur propriétaire.

L'*investissement intérieur brut* comprend les dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, majorées de la valeur nette des variations de stocks.

L'*épargne intérieure brute* est le montant de l'investissement intérieur brut financé sur la production intérieure. Elle recouvre à la fois l'épargne publique et l'épargne privée et représente la différence entre l'investissement intérieur brut et le déficit du compte des transactions courantes sur biens et services non facteurs, à l'exclusion des transferts courants nets.

Les *exportations de biens et de services non facteurs* représentent la valeur de tous les biens et services non facteurs vendus au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des services facteurs (comme le revenu des

investissements et les envois de fonds des travailleurs émigrés) n'y est pas comprise.

Le *solde de ressources* est la différence entre les exportations et les importations de biens et de services non facteurs.

Les indicateurs figurant sur ces tableaux ont été estimés à partir de séries de comptes nationaux en monnaie du pays. Les taux de croissance du Tableau 4 sont en prix constants, tandis que les pourcentages du PIB présentés au Tableau 5 s'entendent en prix courants.

Toutes les moyennes des groupes de pays présentées au Tableau 5 sont pondérées par le PIB desdits pays en dollars courants.

#### Tableau 6. Industrialisation

La répartition en pourcentage de la valeur ajoutée entre les industries manufacturières a été calculée à partir de données de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), les valeurs de base étant exprimées en dollars de 1975.

Les industries manufacturières ont été regroupées d'après la Classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activités économiques (CITI). *Alimentation et agriculture* recouvre les Classes 311, 313 et 314 de la CITI; *Textiles et vêtements*, les Classes 321 à 324; *Machines et matériel de transport*, les Classes 382 à 384; *Produits chimiques*, les Classes 351 et 352; enfin, *Autres industries manufacturières* comprend la Catégorie 3 de la CITI, diminuée de toutes les classes susmentionnées.

Les chiffres de la *valeur ajoutée du secteur manufacturier* sont tirés de la série des comptes nationaux en monnaie nationale de la Banque mondiale. Les montants ont été convertis en dollars de 1975.

Pour calculer la *production manufacturière brute par habitant*, on a

appliqué les ratios production brute/valeur ajoutée du secteur manufacturier tirés de plusieurs numéros du *Yearbook of Industrial Statistics* des Nations Unies aux chiffres de la valeur ajoutée du secteur manufacturier établis par la Banque mondiale. On a ensuite obtenu les valeurs par habitant en utilisant une estimation de la population des divers pays en milieu d'année.

#### Tableau 7. Énergie commerciale

Toutes les données relatives à l'énergie proviennent des Nations Unies. Elles portent sur les formes commerciales d'énergie primaire : charbon et lignite, pétrole, gaz naturel et condensats, électricité d'origine hydraulique et nucléaire, tous les chiffres étant convertis en équivalents charbon. La consommation de bois de feu et autres combustibles traditionnels, importante dans certains pays du tiers monde, n'a pas été prise en considération faute de données complètes et fiables.

Les taux moyens de croissance sont pondérés pour la *production d'énergie* des divers groupes de pays, par le volume de la production des pays composant chaque groupe en 1974; pour la *consommation d'énergie*, par la consommation des pays de chaque groupe en 1974; pour la *consommation d'énergie par habitant*, par la population de ces pays.

Les *importations d'énergie* désignent la valeur, en dollars, des importations d'énergie—Classification type pour le commerce international (CTCI) révisée, Section 3—en pourcentage des recettes totales d'exportation de marchandises. Les moyennes des groupes de pays sont pondérées par les exportations de marchandises des pays composant chaque groupe en dollars courants.

Les données relatives aux

importations d'énergie ne permettent pas de distinguer entre les importations de pétrole comme carburant d'une part et pour les industries pétrochimiques d'autre part. Il se peut donc que ces pourcentages surestiment le degré de dépendance des pays à l'égard de l'énergie d'origine étrangère.

#### Tableau 8. Commerce de marchandises

Les statistiques relatives au commerce de marchandises proviennent de publications des Nations Unies et du système de données des Nations Unies sur le commerce; elles sont complétées par des statistiques émanant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ou extraites de *Direction of Trade* et de *International Financial Statistics*, publications du Fonds monétaire international (FMI) ou, dans quelques cas, des archives régionales de la Banque mondiale.

La rubrique *exportations et importations de marchandises* recouvre, à quelques exceptions près, tous les transferts internationaux de propriété de marchandises franchissant les frontières douanières du pays qui compile les données. Les exportations s'entendent f.o.b. (franco à bord), les importations c.a.f. (coût, assurance, fret) sauf exceptions précisées dans les sources indiquées ci-dessus. Ces valeurs sont exprimées en dollars courants.

Les *taux de croissance des exportations et des importations de marchandises*, donnés en termes réels, ont été calculés à partir d'indices du volume des exportations et des importations qui proviennent le plus souvent du *Manuel de statistique du commerce international et du développement* de la CNUCED et d'imprimés d'ordinateurs faisant apparaître les données révisées.

Pour les pays industrialisés, ces indices sont tirés du *Yearbook of International Trade Statistics* et du *Bulletin mensuel de statistiques des Nations Unies*.

Les termes de l'échange (ou "termes de l'échange nets") sont donnés par le ratio indice de la valeur unitaire des exportations d'un pays/indice de la valeur unitaire de ses importations. Les indices des termes de l'échange présentés pour 1960 et 1979 (avec pour année de référence 1975 = 100) montrent donc l'évolution des prix à l'exportation par rapport aux prix à l'importation. Les indices des valeurs unitaires proviennent des sources mentionnées ci-dessus à propos des taux de croissance des exportations et des importations.

#### Tableaux 9 et 10. Structure du commerce de marchandises

Les parts des échanges présentées sur ces tableaux ont été estimées à partir des valeurs des échanges (exprimées en dollars courants) données par les bandes des Nations Unies sur le commerce et par le *Yearbook of International Trade Statistics* des Nations Unies.

Les exportations et importations de marchandises sont définies dans les notes techniques relatives au Tableau 8.

Dans la classification des exportations (Tableau 9), l'expression *combustibles, minéraux et métaux* désigne les produits des Divisions 27 et 28 de la Section 3 de la CTCI révisée et les métaux non ferreux de la Division 68 de la CTCI. L'expression *autres produits primaires* désigne le contenu des Sections 0, 1, 2 et 4 de la CTCI (produits alimentaires, animaux vivants, boissons et tabac, matières brutes non comestibles, huiles, graisses et cires) à l'exclusion des produits figurant aux Divisions 27 et 28 de la CTCI (miné-

raux, pétrole brut et minerais métallifères). La rubrique *textiles et vêtements* renvoie aux Divisions 65 et 84 de la CTCI (textiles, fils et filés, tissus et vêtements). La colonne *machines et matériel de transport* regroupe les biens marchands figurant à la Section 7. Enfin, la rubrique *autres biens manufacturés*, qui est le résiduel de la valeur totale des exportations manufacturières, regroupe les Sections 5 à 9 de la classification à l'exclusion de la Section 7 et des Divisions 65, 68 et 84.

Dans la classification des importations (Tableau 10), les *denrées alimentaires* correspondent aux Sections 0, 1 et 4 et à la Division 22 de la CTCI révisée (produits alimentaires, animaux vivants, boissons et tabac, huiles et graisses). La rubrique *combustibles* comprend les produits de la Section 3 de la CTCI (combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes). Par *autres produits primaires*, on désigne le contenu de la Section 2 de la CTCI (matériaux bruts, à l'exclusion de combustibles), diminué du contenu de la Division 22 (graines oléagineuses et noix) et majoré de celui de la Division 68 (métaux non ferreux). La colonne *machines et matériel de transport* regroupe les marchandises de la Section 7 de la CTCI. Enfin, la rubrique *autres biens manufacturés* correspond au résiduel de la valeur totale des importations manufacturières, c'est-à-dire aux Sections 5 à 9 de la CTCI à l'exclusion de la Section 7 et de la Division 68.

Les moyennes pour les groupes de pays sont pondérées, pour ce qui est du Tableau 9, par la valeur, en dollars courants, des exportations de marchandises des pays composant chaque groupe; pour ce qui est du Tableau 10, par la valeur de leurs importations, en dollars courants.

#### Tableau 11. Destination des exportations de marchandises

Les exportations de marchandises sont définies dans les notes techniques relatives au Tableau 8. Les parts des échanges présentées sur ce tableau ont été calculées à partir de statistiques sur la valeur des échanges (exprimée en dollars courants) parues dans *Direction of Trade*, publication du FMI. Les exportations non affectées sont réparties entre les groupes de pays proportionnellement à leur part respective des échanges localisables. Le groupe des *pays industriels* inclut aussi Gibraltar, l'Islande et le Luxembourg; le groupe des *pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux* comprend également les Emirats arabes unis, Oman et Qatar.

Les moyennes pour les groupes de pays sont pondérées par la valeur, en dollars courants, des exportations de marchandises des pays composant chaque groupe.

#### Tableau 12. Commerce de biens manufacturés

Les statistiques figurant sur ce tableau proviennent des Nations Unies qui les utilisent avec d'autres données pour les calculs afférents au Tableau spécial B de leur *Yearbook of International Trade Statistics*. Par *Biens manufacturés*, on entend les marchandises figurant aux Sections 5 à 9 de la CTCI révisée (produits chimiques et apparentés, articles manufacturés, machines et matériel de transport), à l'exclusion de la Division 68 (métaux non ferreux).

Les pays sont groupés de la même façon qu'au Tableau 11. Les moyennes pour les groupes de pays sont pondérées par la valeur, en dollars courants, des exportations de biens manufacturés des pays composant chaque groupe.



### Tableau 13. Balance des paiements et coefficient du service de la dette

La *balance des transactions courantes* est la différence entre i) les exportations de biens et de services, majorées des apports que représentent les transferts unilatéraux de fonds publics et privés et ii) les importations de biens et de services, majorées des sorties unilatérales de fonds vers le reste du monde. Ne sont pas compris dans ce chiffre les *versements d'intérêt au titre de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat*, qui sont présentés séparément. Il s'agit des intérêts versés au titre de la fraction décaissée de l'encours de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat, majorés des commissions d'engagement sur la fraction non décaissée. Les estimations du compte des transactions courantes proviennent des dossiers du FMI, celles des versements d'intérêt, du Système de notification de la dette de la Banque mondiale.

Le *service de la dette* est la somme des versements effectués au titre des intérêts et du remboursement du principal de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat. Les données relatives au service de la dette proviennent du Système de notification de la dette de la Banque mondiale. Le ratio service de la dette/exportations de biens et de services est l'un des moyens empiriques fréquemment utilisés pour apprécier l'aptitude d'un pays à assurer le service de sa dette. Le coefficient du service de la dette présenté ici n'inclut pas la dette privée non garantie qui, pour certains pays, est loin d'être négligeable; la dette contractée aux fins d'acquisition de matériel militaire n'est pas incluse non plus, car elle ne fait généralement pas l'objet d'une notification. Pour les groupes de pays, le ratio

moyen service de la dette/PNB est pondéré par le PNB des pays concernés, exprimé en dollars courants. Le ratio moyen service de la dette/exportations de biens et de services est pondéré par le volume des exportations de biens et de services des pays.

Le Système de notification de la dette de la Banque mondiale porte uniquement sur les pays en développement et ne rassemble pas les chiffres relatifs à la dette extérieure des autres groupes de pays. Il n'existe d'ailleurs pas, pour ces pays-là, de données comparables émanant d'autres sources.

### Tableau 14. Flux de capitaux extérieurs

Les chiffres relatifs aux *entrées brutes de capitaux* et au *remboursement du principal* (amortissement) des emprunts à moyen et à long terme contractés ou garantis par l'Etat proviennent du Système de notification de la dette de la Banque mondiale. Les *entrées nettes* sont égales aux entrées brutes, diminuées des remboursements au titre du principal.

L'*investissement direct privé net* est le montant net investi ou réinvesti par des non-résidents dans des entreprises dans lesquelles ils ou d'autres non-résidents jouissent d'un pouvoir de décision assez étendu; ces chiffres nets comprennent également la valeur des investissements directs effectués à l'étranger par des résidents du pays. Ces estimations ont été tirées des dossiers du FMI.

### Tableau 15. Dette publique extérieure et réserves internationales

L'*encours de la dette publique extérieure* représente le montant des emprunts contractés ou garantis par l'Etat qui ont été décaissés, net des engagements de prêts annulés

et des remboursements au titre du principal. Les chiffres indiqués, extraits du Système de notification de la dette de la Banque mondiale, s'entendent en fin d'année. Lorsqu'on estime la dette publique extérieure en pourcentage du PNB, on convertit ce dernier (exprimé en monnaie nationale) en dollars au taux de change officiel moyen pour l'année considérée. Les moyennes pour les groupes de pays sont pondérées par le PNB, en dollars courants, des pays composant chaque groupe.

Les *réserves internationales brutes* sont égales aux avoirs en or du pays, aux droits de tirage spéciaux (DTS) qu'il détient, à sa position de réserve au FMI s'il en est membre, et à ses avoirs en devises contrôlés par les autorités monétaires. L'élément or de ces réserves est évalué, pour tous les pays, au prix de ce métal sur le marché de Londres en fin d'année, soit 37,37 dollars l'once en 1970 et 512 dollars l'once en 1979. Les données relatives aux avoirs de réserves internationales proviennent des dossiers du FMI. Le volume de réserves indiqué pour 1970 et 1979 s'entend en fin d'année et est exprimé en dollars courants. Les avoirs de réserves à la fin de 1979 sont également exprimés en nombre de mois d'importation de biens et de services qu'ils permettraient de financer, compte tenu de la valeur moyenne des importations en 1978 ou en 1979. Les moyennes pour les groupes de pays sont pondérées par la valeur, en dollars courants, des importations de biens et de services des pays composant chaque groupe.

### Tableau 16. Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP

L'*aide publique au développement*

(APD) représente les décaissements nets au titre de dons ou de prêts accordés à des conditions libérales par les organismes publics des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en vue de promouvoir le développement et le bien-être économiques. La valeur de la coopération et de l'assistance techniques y est incluse.

Les *flux nets* sont les décaissements nets en faveur des pays en développement et des institutions multilatérales. Les décaissements aux institutions multilatérales sont maintenant notifiés par tous les pays membres du CAD à la date d'émission des bons correspondants; certains membres du Comité effectuaient autrefois cette notification à la date d'encaissement des fonds. Les *flux bilatéraux nets aux pays à faible revenu* ne comprennent ni les flux bilatéraux non affectés, ni les décaissements aux institutions multilatérales.

Les chiffres se rapportant aux années 1960 à 1980 ont été fournis par l'OCDE. Tous les autres sont des projections établies par les services de la Banque mondiale à partir d'estimations de la croissance du PNB préparées par l'OCDE et la Banque mondiale, de renseignements relatifs aux affectations budgétaires au titre de l'aide et de déclarations officielles des gouvernements en matière de politique d'aide. Il s'agit de projections, et non de prévisions, de ce qui devrait se produire, d'après les plans actuels.

Les valeurs nominales de l'APD pour les pays de l'OCDE pris collectivement ont été converties en prix de 1978 au moyen du déflateur du PNB en dollars. Ce déflateur permet de mesurer, en dol-

lars, la hausse des prix enregistrée dans les pays de l'OCDE (à l'exception de l'Espagne, de la Grèce, du Portugal et de la Turquie). Il tient compte des variations de parité entre le dollar et les diverses monnaies nationales. Ainsi, lorsque le dollar se déprécie, toute augmentation des prix, mesurée en monnaie nationale, doit être corrigée à la hausse du montant de la dépréciation de la monnaie américaine pour être exprimée en dollars.

Les projections sont sensibles aux taux de change, qui influent sur la valeur en dollars de l'APD et du PNB, ainsi que sur le poids relatif des divers pays dans les totaux. On n'a pas cherché à projeter les éventuelles variations des taux de change.

Le tableau présente les montants de l'APD totale non seulement de l'OPEP, mais aussi de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP). Les pays donateurs de l'OPAEP sont l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Iraq, le Koweït, la Jamahiriya arabe libyenne, Qatar. Les chiffres concernant l'APD fournie par l'OPEP et l'OPAEP proviennent également de l'OCDE.

#### **Tableau 17. Accroissement passé et projeté de la population, et population stationnaire hypothétique**

Les *taux d'accroissement de la population* sont les taux moyens sur l'ensemble de la période, calculés à partir de la population des pays en milieu d'année. Les moyennes pour les groupes de pays sont pondérées par la population, en 1970, des pays composant chaque groupe.

Les *projections de la population* pour 1980, 2000 et pour l'année où elle deviendra finalement stationnaire, ont été établies séparément pour chaque pays, à partir de ren-

seignements relatifs à sa population totale ainsi qu'à ses taux de fécondité et de mortalité en 1979, année de référence. Ces paramètres ont été projetés pour 1980, puis par intervalles de cinq ans et sur la base d'hypothèses identiques pour tous les pays, jusqu'au moment où sera atteinte la population stationnaire. Les estimations pour l'année de référence proviennent des Nations Unies, *World Population Trends and Prospects by Country, 1950-2025*, de la Banque mondiale, du Population Council et du Bureau du recensement des Etats-Unis et de recensements nationaux récents.

Le *taux net de reproduction* (TNR) indique le nombre de filles qu'une fille nouveau-née mettrait au monde, au cours de sa vie, dans l'hypothèse de taux fixes de fécondité par âge et d'un ensemble fixe de taux de mortalité.

Le TNR indique donc dans quelle mesure une cohorte de filles nouveau-nées se reproduira, pour une table donnée de taux de fécondité et de mortalité. Un taux net de reproduction de 1 indique que la fécondité se trouve au niveau de remplacement, taux auquel les femmes en âge de procréer donnent naissance, en moyenne, à un nombre de filles juste suffisant pour les remplacer dans la population. Une population continue de croître après que la fécondité a atteint le taux de remplacement parce que, du fait des taux de natalité élevés enregistrés précédemment, la composition par âge de la population se caractérise par une proportion relativement forte de personnes en âge de procréer ou n'ayant pas encore atteint cet âge. Le temps qu'il faut à la population d'un pays pour devenir stationnaire, une fois que sa fécondité a atteint le taux de remplacement, dépend donc de sa structure par âge et de sa fécondité antérieure.

Dans une *population stationnaire*, les taux de mortalité par âge et par sexe sont restés inchangés pendant longtemps, tandis que les taux de fécondité par âge se sont maintenus au taux de remplacement (TNR = 1). Le taux de natalité est alors constant et égal au taux de mortalité, la structure par âge est constante et le taux d'accroissement est nul.

Pour toutes les projections, on a attribué aux migrations internationales une incidence nulle.

Tenter d'estimer le chiffre hypothétique de la population stationnaire, ainsi que l'année où la fécondité atteindra le taux de remplacement et celle où la population deviendra stationnaire, relève de la spéculation. *Ces estimations ne doivent pas être considérées comme des prévisions*. Elles ne visent qu'à indiquer, de façon sommaire, et à partir d'hypothèses très simplifiées, ce qu'impliquent, à long terme, les tendances récemment observées. Les lecteurs intéressés pourront se procurer auprès de la Division de la population et des ressources humaines de la Banque mondiale une description plus détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour ces calculs.

#### **Tableau 18. Indicateurs démographiques et indicateurs relatifs à la fécondité**

Les *taux bruts de natalité et de mortalité* indiquent respectivement le nombre annuel de naissances vivantes et de décès pour mille habitants. Ces taux proviennent des sources mentionnées dans les notes techniques relatives au Tableau 17. Les variations des pourcentages sont calculées à partir de chiffres non arrondis.

L'*indice synthétique de fécondité* exprime le nombre d'enfants que mettrait au monde une femme qui vivrait jusqu'à la fin de ses années de procréation en donnant nais-

sance, à chaque âge, au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité pour cet âge. Les taux indiqués proviennent des sources mentionnées dans les notes techniques relatives au Tableau 17.

Le *pourcentage de femmes en âge de procréer* désigne l'effectif des femmes en âge d'avoir des enfants (15-44 ans), en pourcentage de la population féminine totale. Ces estimations ont été calculées à partir de celles qui sont présentées au Tableau 1.

Le *pourcentage de femmes mariées utilisant des moyens de contraception* ne comprend que les femmes mariées en âge de procréer (15-44 ans). Les chiffres présentés sont le plus souvent tirés de l'ouvrage de Dorothy Nortman et Ellen Hofstatter, *Population and Family Planning Programs: A Factbook* (Les programmes de population et de planning familial : Ce que disent les chiffres) (New York : Population Council, diverses éditions); de l'article de Dorothy Nortman, "Changing Contraceptive Patterns: A Global Perspective" (La modification des schémas de contraception : Perspectives générales), paru dans *Population Bulletin*, Vol. 32, No 3 (Washington, D.C. : Population Reference Bureau, août 1977); et du *Family Planning Service Statistics, Annual Report, 1976* (Rapport annuel 1976 de statistiques sur les services de planning familial) du Bureau de la population (Washington, D.C., Agence de développement international des États-Unis). Ces données se rapportent à diverses années, qui ne s'écartent généralement pas de plus de deux ans des années considérées.

Les moyennes pour les groupes de pays sont pondérées par la population des pays composant chaque groupe.

#### **Tableau 19. Population active**

*La population en âge de travailler*

représente l'ensemble de la population âgée de 15 à 64 ans. Pour 1979 ces estimations s'appuient sur les estimations de la population données au Tableau 1; pour 1960, elles ont été fournies par la Division de la population des Nations Unies. Les moyennes pour les groupes de pays sont pondérées par la population des pays composant chaque groupe.

Par *population active*, on désigne les personnes ayant une activité économique, y compris les militaires et les chômeurs, mais à l'exclusion des ménagères, des étudiants et des inactifs. L'*agriculture, l'industrie et les services* sont définis comme pour le Tableau 2 ci-dessus. Les estimations de la répartition sectorielle de la population active en 1960 ont été fournies par le Bureau international du travail (BIT), *Main d'oeuvre : Évaluations et projections 1950-2000*; la plupart des chiffres pour 1979 sont des extrapolations géométriques des estimations du BIT pour 1960 et 1970, qui proviennent de la source susmentionnée. Les moyennes pour les groupes de pays sont pondérées par la population active des pays composant chaque groupe.

Le *taux d'accroissement de la population active* a été calculé à partir des projections de population de la Banque et de données du BIT relatives aux taux d'activité, provenant également de la source susmentionnée. Les moyennes pour les groupes des pays pendant les périodes 1960-70 et 1970-80 sont pondérées par la population active, en 1970, des pays composant chaque groupe; pour la période 1980-2000, elles sont pondérées par les projections de la population active en 1980.

Il n'est pas toujours possible d'appliquer les taux d'activité du BIT aux plus récentes des projections de population de la Banque; c'est le cas pour les pays dans les-

quels le niveau de chômage et de sous-emploi ou les migrations internationales et intérieures, ou les deux, ont beaucoup varié. Il convient donc de traiter avec prudence les estimations de la population active pour la période 1980-2000.

#### Tableau 20. Urbanisation

Les chiffres de la *population urbaine en pourcentage de la population totale* proviennent de données des Nations Unies ("Modes d'accroissement de la population urbaine et rurale", Etudes démographiques, N° 68, 1980) complétées par des données de la Banque mondiale et d'autres tirées de diverses éditions de l'*Annuaire démographique* des Nations Unies.

Le *taux d'accroissement de la population urbaine* a été calculé à partir de projections de la population préparées par la Banque mondiale. La répartition de la population totale vivant en milieu urbain a été estimée à partir des sources susmentionnées.

Les données relatives aux agglomérations urbaines proviennent également des Nations Unies.

Dans la mesure où les estimations figurant sur ce tableau correspondent à des définitions différentes de l'adjectif "urbain" tel qu'il est utilisé dans divers pays, la prudence s'impose lorsqu'on procède à des comparaisons entre pays.

Pour les groupes de pays, les moyennes de la population urbaine, exprimée en pourcentage de la population totale, sont pondérées par la population des pays composant chaque groupe; les autres moyennes présentées sur ce tableau sont pondérées par la population urbaine des pays composant chaque groupe.

#### Tableau 21. Indicateurs relatifs à l'espérance de vie

L'espérance de vie à la naissance est

définie dans les notes techniques se rapportant au Tableau I.

Le *taux de mortalité infantile* exprime le nombre de décès d'enfants de moins de un an pour mille naissances vivantes enregistrées au cours d'une année donnée. Ces statistiques proviennent de diverses sources, notamment les *Annuaire démographiques des Nations Unies* et *World Population: 1977* publié par le Bureau du recensement des Etats-Unis; elles se rapportent à différentes années, qui ne s'écartent généralement pas de plus de deux ans des années indiquées.

Le *taux de mortalité juvénile* exprime le nombre de décès d'enfants âgés de 1 à 4 ans pour mille enfants du même groupe d'âge enregistré une année donnée. Pour les pays dotés de registres d'état civil fiables, ces taux sont extraits des *Annuaire démographiques des Nations Unies*; ils se rapportent à diverses années, qui ne s'écartent généralement pas de plus de deux ans de l'année indiquée. Pour les autres pays, on a calculé ces taux à partir des tableaux du modèle Coale-Demeny, de façon qu'ils correspondent à l'espérance de vie à la naissance en 1960 et 1979. (Ansley J. Coale and Paul Demeny, *Regional Model Life Tables and Stable Populations* (Tableaux modèles sur les statistiques d'état civil et la population stable, par région—non traduit), Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1966).

Les moyennes des groupes de pays présentées sur ce tableau sont pondérées par la population des divers pays composant chaque groupe.

#### Tableau 22. Indicateurs relatifs à la santé

Les estimations du *nombre d'habitants par médecin et infirmier(ère)* ont été établies à partir de données de l'Organisation mondiale de la

santé (OMS); on a révisé certaines de ces données afin de tenir compte de nouveaux renseignements fournis par les pays eux-mêmes, ainsi que des estimations corrigées de la population, qui sont présentées au Tableau 1. Le personnel infirmier comprend les infirmières diplômées, les aides-soignantes et les aides-infirmières. Mais comme, d'une part, les définitions varient d'un pays à l'autre, et que, d'autre part, les données se rapportent parfois à des années qui ne sont pas l'année indiquée, même si elles ne s'écartent généralement pas de plus de deux ans, les chiffres présentés pour ces deux indicateurs ne se prêtent pas vraiment à une comparaison entre pays.

Le *pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau potable*, tel qu'il est estimé par l'OMS, représente la proportion de la population pouvant assez facilement accéder à une source d'eau potable. Par cette expression on entend les eaux de surface, épurées ou non épurées, mais non contaminées comme celles que fournissent les forages, les sources et les puits sanitaires.

On a calculé l'*apport journalier de calories par habitant* en divisant l'équivalent calorie de l'offre de denrées alimentaires disponible dans un pays par sa population totale. Cette offre comprend la production intérieure, les importations diminuées des exportations et les variations de stocks; elle ne recouvre ni l'alimentation du bétail, ni les semences utilisées dans l'agriculture, ni les pertes en cours de traitement et de distribution. Les *besoins caloriques par habitant et par jour* expriment le nombre de calories nécessaires pour maintenir une population dans un état d'activité et de santé normales, compte tenu de sa structure par âge et par sexe, du poids

moyen des habitants, et des températures ambiantes. Ces deux séries d'estimations proviennent de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Les moyennes des groupes de pays présentées sur ce tableau sont pondérées par la population des divers pays composant chaque groupe.

### Tableau 23. Education

Les chiffres de ce tableau se rapportent à différentes années, ne s'écartant généralement pas de plus de deux ans de celles qui sont indiquées, et ont été fournis en majorité par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Les estimations du *nombre total, du nombre de garçons, et du nombre de filles inscrits à l'école primaire*, pour tous les âges, sont exprimées en pourcentage de la population totale (ou de la population féminine ou masculine) en âge de fréquenter l'école primaire, pour donner le "taux brut d'inscriptions dans le primaire". Bien que l'on considère généralement que l'âge de fréquentation de l'école primaire est de 6 à 11 ans, les systèmes d'enseignement varient d'un pays à l'autre; ces différences concernant l'âge des élèves et la durée de la scolarité apparaissent dans les taux présentés. Pour les pays où l'enseignement primaire est généralisé, les taux bruts d'inscription peuvent dépasser 100%, certains élèves n'ayant pas encore atteint ou ayant dépassé l'âge officiel de fréquentation de l'école primaire.

Le *nombre d'inscrits à l'école secondaire* est calculé de la même manière, l'âge de fréquentation étant normalement de 12 à 17 ans.

Les chiffres indiquant le *nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur* ont été fournis par l'Unesco.

Le *taux d'alphabétisation des adultes* est défini dans les notes techniques se rapportant au Tableau 1.

Les moyennes des groupes de pays présentées sur ce tableau sont pondérées par la population des pays composant chaque groupe.

### Tableau 24. Dépenses militaires et sociales

Toutes les données concernant les opérations des administrations centrales proviennent du *Government Finance Statistics Yearbook* publié par le Fonds monétaire international et des dossiers du FMI. Ces transactions recouvrent les dépenses de fonctionnement et d'équipement. Faute de statistiques complètes et de données sur les administrations locales, on a été amené à n'utiliser que des données concernant l'administration centrale. La représentation statistique de la répartition des ressources entre diverses catégories est donc sujette à certaines distorsions et les chiffres risquent d'être sous-estimés, notamment pour les grands pays dont les administrations locales jouissent d'une autonomie considérable et sont responsables d'un grand nombre de fonctions sociales.

Les *dépenses de l'administration centrale* recouvrent les dépenses effectuées par tous les ministères, bureaux, établissements et autres organes qui sont des services ou des moyens d'action du pouvoir central du pays. Elles ne comprennent pas nécessairement toutes les dépenses publiques.

Les *dépenses militaires* englobent toutes les dépenses consacrées, par le ministère de la défense ou d'autres ministères, aux forces armées, y compris l'achat de matériels et de fournitures militaires, les travaux de construction, et les opérations de recrutement et de formation. Entrent également dans cette catégorie les dépenses

affectées au renforcement des services publics pour faire face à des états d'urgence en temps de guerre, à la formation du personnel de protection civile, à l'aide militaire étrangère et aux contributions à des organisations et alliances militaires internationales.

Les *dépenses d'éducation* comprennent les dépenses effectuées par l'administration centrale pour la construction, la gestion, l'inspection et le fonctionnement d'écoles maternelles, primaires et secondaires, d'universités et d'instituts d'enseignement supérieur ainsi que d'établissements de formation technique, professionnelle et autres. Elles comprennent également les dépenses consacrées à l'administration générale et à la réglementation du système éducatif, aux travaux de recherche sur ses objectifs, son organisation, son administration et ses méthodes et à des services connexes comme le ramassage scolaire, les repas et les services médicaux et dentaires fournis dans les écoles.

Les *dépenses de santé* englobent les dépenses publiques concernant les hôpitaux, les centres de soins médicaux et dentaires et les dispensaires dont les fonctions sont essentiellement médicales; les programmes nationaux de santé et d'assurance-maladie; et les services de planning familial et de médecine préventive. Elles comprennent également les frais d'administration générale et de réglementation des services ministériels intéressés, des hôpitaux et dispensaires, des secteurs de la santé et de l'hygiène et des programmes nationaux de santé et d'assurance-maladie.

Il convient de souligner que les données présentées ici, notamment celles qui concernent l'éducation et la santé, ne sont pas comparables d'un pays à l'autre pour diverses raisons. Dans bon nombre de pays, les services privés de



santé et d'éducation sont importants; dans d'autres, ce sont les services publics qui constituent l'élément essentiel des dépenses. Il faudra donc exercer la plus grande prudence lorsqu'on utilisera ces données à des fins de comparaison entre pays.

Pour les dépenses militaires en pourcentage du PNB, les moyennes des groupes de pays sont pondérées par le PNB en dollars courants des pays composant chaque groupe. Pour les dépenses militaires en pourcentage des dépenses de l'administration centrale, les moyennes sont pondérées par les dépenses en dollars courants de l'administration centrale des pays composant chaque groupe. Les autres moyennes des groupes de pays présentées dans ce tableau sont pondérées par la population des pays.

#### Tableau 25. Répartition des revenus

Les données présentées sur ce tableau se rapportent à la répartition du revenu total disponible des ménages, ces derniers étant classés par percentiles en fonction de leur revenu total. Ces statistiques couvrent les zones urbaines aussi bien que rurales et se rapportent à différentes années allant de 1966 à 1978.

Pour les pays d'Amérique latine autres que le Mexique, on a utilisé les résultats préliminaires d'un projet conjoint Banque mondiale/Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEAL) ou bien des données corrigées de la Banque sur la

répartition des revenus. Les chiffres relatifs au Mexique sont les résultats d'une enquête sur le budget des ménages en 1977. Les estimations relatives à la plupart des pays en développement d'Asie et d'Afrique font partie des résultats provisoires d'un projet conjoint Banque mondiale/Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) ou bien sont des données corrigées de la Banque sur la répartition des revenus. Pour les autres pays en développement, la répartition a été calculée au moyen de données recueillies par la Banque mondiale auprès de sources nationales mais non corrigées.

Pour les Pays-Bas et le Royaume-Uni, les données ont été fournies par les services statistiques nationaux. Pour les autres pays industriels à économie de marché, les chiffres sont extraits de l'ouvrage de Malcolm Sawyer, *Income Distribution in OECD Countries* (La répartition des revenus dans les pays de l'OCDE) (Occasional Studies de l'Organisation de coopération et de développement économiques, juillet 1976); ces statistiques, qui portent sur le revenu après impôts, peuvent, grosso modo, se comparer, au niveau des concepts, à celles des pays en développement.

Le rassemblement de données relatives à la répartition des revenus n'ayant pas été systématiquement organisé ni intégré dans le système de statistiques officiel de nombreux pays, ces estimations sont en général établies à partir des résultats d'enquêtes visant

d'autres fins, et portant le plus souvent sur les dépenses de consommation, mais qui fournissent également certaines informations sur le revenu. Ces enquêtes utilisent divers concepts de revenu et divers procédés de sondage. En outre, dans bien des cas, la couverture de ces enquêtes est trop limitée pour fournir des estimations fiables de la répartition des revenus au niveau national. De ce fait, bien qu'elles soient considérées comme les meilleures dont on puisse disposer, les estimations données ne peuvent éviter tous ces écueils et doivent être interprétées avec une extrême circonspection.

La portée de l'indicateur est tout aussi limitée. Les ménages variant par leur taille, les répartitions dans lesquelles les ménages sont classés d'après le revenu par membre du ménage et non d'après leur revenu total, sont plus intéressantes à bien des égards. Cette distinction est importante en ce sens que les ménages ayant un faible revenu par personne sont généralement des familles nombreuses, dont le revenu total peut être relativement élevé. On ne dispose malheureusement de renseignements sur la répartition du revenu des ménages que pour un petit nombre de pays. La Banque mondiale effectue actuellement une étude (Living Standards Measurement Study) visant la mise au point de procédures et de formules qui aideront les pays à améliorer le rassemblement et l'analyse des données relatives à la répartition des revenus.



# Bibliographie des sources utilisées

- 
- Comptes nationaux et indicateurs économiques** *Système de comptabilité nationale.* New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, 1968.
- Yearbook of National Accounts Statistics.* New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, éditions diverses. (Annuaire statistique des comptes nationaux—non traduit.)
- Annuaire statistique des Nations Unies.* New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, éditions diverses.
- Bulletin mensuel de statistique.* New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, éditions diverses.
- Annuaire FAO de la production.* Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, éditions diverses.
- Atlas de la Banque mondiale, 1980.* Washington, D.C. : Banque mondiale, 1981.
- Dossiers de la Banque mondiale.
- Sources nationales.
- 
- Energie** *World Energy Supply, 1950-74, 1972-76 and 1973-78.* UN Statistical Papers, Series J, Nos 19, 21 et 22. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, 1974, 1978 et 1979.
- Annuaire des statistiques mondiales de l'énergie, 1979.* New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, 1981.
- 
- Commerce** *Direction of Trade.* Washington, D.C. : Fonds monétaire international, éditions diverses. (Direction du commerce—non traduit.)
- International Financial Statistics.* Washington, D.C. : Fonds monétaire international, éditions diverses. (Statistiques financières internationales—non traduit.)
- Manuel de statistique du commerce international et du développement.* New York : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, éditions diverses.
- Bulletin mensuel de statistique.* New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, éditions diverses.
- Yearbook of International Trade Statistics.* New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, éditions diverses. (Annuaire de statistique commerciale internationale—non traduit.)
- Bandes des Nations Unies sur le commerce.
- 
- Balance des paiements, flux de capitaux et dette** *Manuel de la balance des paiements.* Quatrième édition. Washington, D.C. : Fonds monétaire international, 1977.
- Dossiers "Balance des paiements" du Fonds monétaire international.
- Coopération pour le développement.* Paris : Organisation de coopération et de développement économiques, éditions annuelles diverses.
- Système de notification de la dette de la Banque mondiale.
- 
- Population** *World Population Trends and Prospects by Country, 1950-2025: Summary Report of the 1980 Assessment.* New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, 1980. (Population : Tendances et perspectives mondiales, par pays, 1950-2025—non traduit.)
- Annuaire démographique.* New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, éditions diverses.
- Bandes des Nations Unies sur la population.
- World Population: 1979.* Washington, D.C. : Bureau du recensement des Etats-Unis, Centre des programmes de statistiques internationales, 1978. (Population mondiale 1980—non traduit.)
- Atlas de la Banque mondiale, 1980.* Washington, D.C. : Banque mondiale, 1981.
- Dossiers de la Banque mondiale.
- 
- Population active** *Main-d'oeuvre : Evaluations et projections, 1950-2000.* Deuxième édition. Genève : Bureau international du travail, 1977.
- Bandes du Bureau international du travail.
- Dossiers de la Banque mondiale.

---

**Indicateurs  
sociaux**

- Annuaire démographique*. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, éditions diverses.
- Annuaire statistique des Nations Unies*. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, éditions diverses.
- Recueil de statistiques sociales : 1977. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, 1980.
- Annuaire statistique de l'Unesco*. Paris : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, éditions diverses.
- Annuaire de statistiques sanitaires mondiales*. Genève : Organisation mondiale de la santé, éditions diverses.
- Rapport de statistiques sanitaires mondiales*. Volume 29, No 10, numéro spécial consacré à l'eau et à l'assainissement. Genève : Organisation mondiale de la santé, 1976.
- Government Finance Statistics Yearbook*. Volume IV, Washington, D.C. : Fonds monétaire international, 1980 (Annuaire des statistiques financières des États—non traduit).
- Dossiers de la Banque mondiale.
-